



**HAL**  
open science

# Participation politisation et rapports de genre : changement social en milieu populaire (Venezuela, 2002-2012)

Jessica Brandler-Weinreb

► **To cite this version:**

Jessica Brandler-Weinreb. Participation politisation et rapports de genre : changement social en milieu populaire (Venezuela, 2002-2012). Sociologie. Université Sorbonne Paris Cité, 2015. Français. NNT : 2015USPCA145 . tel-01508644v2

**HAL Id: tel-01508644**

**<https://theses.hal.science/tel-01508644v2>**

Submitted on 14 Apr 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**UNIVERSITÉ PARIS III - SORBONNE NOUVELLE**  
INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE L'AMÉRIQUE LATINE –IHEAL  
CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION DES AMÉRIQUES -CREDA  
ED 122 -EUROPE LATINE AMÉRIQUE LATINE

**THESE DE DOCTORAT**  
Discipline : Sociologie

Jessica BRANDLER-WEINREB

« Participation, politisation et rapports de genre :  
changement social en milieu populaire (Venezuela, 2002-2012) »



*Thèse dirigée par Denis MERKLEN*

*Présentée et soutenue publiquement le 26 novembre 2015*

*Membres du jury*

David Garibay, Professeur en science politique à l'Université Lumières-Lyon 2 (rapporteur)  
Bérengère Marques-Pereira, Professeure en science politique à l'ULB, Bruxelles (rapporteure)  
Denis Merklen, Professeur de sociologie à l'Université Paris3-IHEAL (directeur)  
Yves Sintomer, Professeur en sociologie à l'Université Paris 8  
Polymnia Zagefka, Maître de conférence en sociologie à l'Université Paris3-IHEAL

Illustration de la couverture :  
Entrée de la « *casa comunitaria de salud* » tenue par Magaly Rigores de Escalona.  
*Barrio Las Palmitas* (Etat de Carabobo, Valencia).  
Debout : Nancy de Torrelles, à gauche : Maigualida Marin,  
à droite : Hilda Betancourt de Púlido.  
Photo de l'auteure, 15 août 2006.

Cette thèse a été réalisée dans le cadre de l'allocation de recherche octroyée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR) et par l'Université Paris 3, de 2008 jusqu'en 2011. Grâce à ce financement, dans le cadre du monitorat, j'ai également pu enseigner pendant trois années consécutives à l'IHEAL.

Cette thèse a également contribué aux programmes de recherche bilatéraux ECOS-Nord, intitulés : « Diversité culturelle, participation et gouvernance » (Paris XIII-FONACIT) et « Nouvelles formes de participation citoyenne. Genre, Droits, bureaucratie » (EHESS-GIEG), projets français dirigés par Catherine Alès (CNRS-EHESS). Elle a aussi participé au pôle de recherche du CREDA (UMR 7227) « Circulation des savoirs et des pratiques culturelles », axe « Culture et Politique aux XXe et XXIe siècles », dirigé par Olivier Compagnon (IHEAL-CREDA, IUF).

Je suis très reconnaissante à ces programmes puisqu'ils ont participé au financement de mes terrains de thèse. Je remercie également l'Ambassade de France au Venezuela, l'IHEAL ainsi que l'université de Marne la Vallée qui m'ont permis de financer l'enquête de terrain réalisée dans le cadre du master (obtention du prix Luis Castro Leiva, aide à la recherche en sciences sociales sur le Venezuela contemporain, 2007).

## RÉSUMÉ

### **Participation, politisation et rapports de genre : changement social en milieu populaire (Venezuela, 2002-2012)**

Cette thèse porte sur le rapport des femmes au politique, étudié à travers le prisme de la participation locale des classes populaires. Au Venezuela, sous les gouvernements Chávez, la volonté étatique de favoriser la participation locale et de lutter contre les inégalités de genre, croise et rend visible des dynamiques et des trajectoires individuelles d'acteurs ordinaires, qui sont en majorité des femmes. La politique bolivarienne de la participation se réalise à partir de l'expérience quotidienne et des relations interpersonnelles. Les structures étatiques locales que sont les Conseils Locaux de Planification Publique et les Conseils Communaux articulent ainsi espace public et espace privé. Dans ce pays matrifocal, la pratique de cette politique territorialisée permet aux femmes des classes populaires de transformer leur autorité en une ressource politique qui est désormais reconnue et institutionnalisée. Ce processus modifie le rapport à soi, à la famille, à la communauté, mais aussi au pouvoir institué, allant jusqu'à transformer les rapports gouvernants-gouvernés. Fruit de sept années de recherche et de près de deux ans de terrain, cette thèse allie les techniques classiques de l'enquête sociologique à de nouveaux outils révélant l'importance du tournant affectif induit par l'expérience participative dans la vie des enquêtés.

**Mots clefs :** Citoyenneté, Chávez, Classes Populaires, Démocratie participative, Femmes, Genre, Local, Participation, Politique, Pouvoir, Venezuela, Vie Quotidienne.



## ABSTRACT

### ***Participation, Politicization and Gender Relations : Social Change in Popular Background (Venezuela, 2002-2012)***

*This PhD dissertation is about women's relations to politics, viewed from the perspective of the popular background's local participation. During the Chavez's governments in Venezuela, the State's will to favour local participation and fight against gender's inequalities allows ordinary actors' dynamics and individual paths to meet and in the meantime, to make them visible. These actors occur to be mostly women. The Bolivarian participation politics is performed from the daily experience and interpersonal relationship. The local State institutions - that are the Consejos Locales de Planificación Pública and the Consejos Comunales - intertwine public and private space. In this matrifocal country, this territorialized politics allows women from popular background to convert their authority into a political resource that has been acknowledged and institutionalized. This process changes the relationships to oneself, to the family and the community but to the institutionalized power as well, going as far as to transform relationships between the ruling classes and the ones who are ruled by them. Based on a seven years research and a two years fieldwork, this PhD dissertation associates sociological studies' classic techniques and new tools revealing the importance of the affective turn brought by the participative experience in the interviewees's life.*

**Keywords :** *Citizenship, Chávez, Participatory Democracy, Popular Background, Women, Gender, Local Scale, Participation, Politics, Power, Venezuela, Daily Life*

## REMERCIEMENTS

Quel défi de récapituler, après sept années de travail, le vaste ensemble de personnes et d'institutions qui ont contribué à le faire exister. J'aimerais commencer par remercier, et le mot est faible, chaque habitant et habitante des communautés de Valencia et de Mérida dans lesquelles j'ai réalisé cette recherche. Ces personnes m'ont fait redécouvrir mon pays natal à partir de leurs histoires, de leurs territoires, de leurs familles, de leurs foyers et du quotidien que nous avons partagé. Je ne peux me livrer au plaisir de citer la liste de prénoms qui me viennent en tête, mais je me dois de remercier particulièrement Alicia Plaza et Ligia Parra, parce qu'en suivant leurs trajectoires elles ont fini par suivre la mienne, par m'accompagner tout au long de cette recherche. Mais puisque ce travail propose une analyse multi-niveaux, je tiens aussi à adresser mes remerciements aux diverses institutions gouvernementales et organisations locales qui m'ont aidée à mieux saisir les différents contextes dans lesquels j'ai enquêté. J'aimerais également remercier Gioconda Espina, Alba Carosio, Carmen Teresa Garcia, Magdalena Valdivieso et Margarita López Maya qui m'ont dédié du temps et qui ont accepté de partager avec moi leurs visions sur les changements que j'étudie.

Ce travail de recherche a commencé sous la direction de Christian Gros, qui a su me transmettre sa motivation à faire vivre la recherche en créant des espaces de discussion et en participant aux échanges qui les nourrissent. Je tiens à le remercier de m'avoir fait confiance, de m'avoir encouragé à suivre mes intuitions et de m'avoir appris à en évaluer la qualité. La direction qui a suivie a été assurée par Denis Merklen. Bien qu'il ait eu lieu dans la phase de rédaction, ce changement s'est avéré riche et fructueux et a contribué à élargir mes perspectives d'analyse. Le suivi dont j'ai bénéficié et la sérénité du rapport qui s'est installé ont été précieux dans la finalisation de ce travail. Je tiens donc à le remercier de m'avoir fait bénéficier de ce cadre pour terminer ma thèse. J'ai également eu le privilège de compter sur le regard avisé que Polymnia Zagefka a porté sur l'ensemble des travaux que j'ai pu produire depuis ma première année de master. J'aimerais la remercier de la qualité de son écoute, de la pertinence de ses conseils, de la sincérité de ses critiques et de l'humilité avec laquelle se sont produits tous nos échanges.

Je tiens à remercier le CREDA (UMR 7227), mon laboratoire de recherche, ainsi que l'IHEAL et l'ED 122 de Paris 3 d'avoir financé une partie de mes terrains et de mes interventions à l'étranger, me proposant un cadre adapté à la réalisation de cette étude.

L'ensemble des groupes de recherche auxquels j'ai assisté et participé a contribué à nourrir mon raisonnement à partir d'axes variés. Je remercie ainsi les équipes des séminaires Genre et Mobilité du CREDA, Politiques du *care* et discriminations de l'EHESS, ERSIPAL (aujourd'hui ERSA) de l'IHEAL, de m'avoir accueillie au sein de ces espaces de réflexion. Je souhaite aussi rappeler à quel point le fait d'avoir participé à la création de la revue RITA et du groupe GEIVEN, a constitué une expérience enrichissante, tant sur le plan intellectuel que sur le plan humain.

Je ne peux poursuivre sans avoir remercié Olivier Compagnon, Catherine Alès et Bérengère Marques-Pereira, pour leur intérêt pour mon travail et les longues discussions autour de celui-ci.

Sandrine Revet, Laurent Lacroix et Luisa Sanchez méritent une place particulière dans ces remerciements, pour leurs relectures, pour leur écoute attentive et critique à chaque retour de terrain, pour leur amitié et leur soutien constant. Merci aussi à Jules Falquet, pour nos

énergiques et stimulants débats sur les féminismes, sur le rapport des femmes au monde et sur la recherche sociologique, mais aussi pour l'amitié et le respect qui nous lient.

Le manuscrit final a été en partie relu, avec attention, bienveillance et beaucoup de patience, par mes chères amies Marie Le Genissel et Lucie Dèche que je remercie d'avoir accepté de s'immiscer dans les profondeurs de ma pensée, en s'adaptant à mes délais et à la fatigue de fin de thèse.

Julie Liard, Maëline Le Lay et Diana Chacón ont représenté ce soutien à toute épreuve dont une thésarde peut avoir besoin. Leur dynamisme, leur manière d'aller de l'avant et leur présence m'ont aidée à persévérer dans les moments difficiles.

J'aimerais aussi remercier Christine Royer et Eve-Marie Cauchois, de m'avoir aidée à trouver la manière dont je voulais écrire cette thèse.

Dans le parcours que représente ce doctorat, j'ai été accompagnée et soutenue par mes familles, biologique et choisie, à partir des quatre coins du monde. Je réserve une place particulière à mes sœurs Ana et Jennifer Brandler, à mon oncle André Vary, à Ingrid Dupeyron et à mes taties de cœur, pour m'avoir transmis leur amour pendant tout ce temps.

Mes cercles amicaux bordelais et *caraqueño* ont représenté des piliers solides, ici et au Venezuela. Je les remercie d'avoir tenu bon, car nous savons combien il est difficile de comprendre l'investissement, dans la durée, que demande une recherche doctorale.

Malgré leur absence physique depuis la fin de mon master, mon père et ma grand-mère paternelle ne m'ont jamais quittée dans ce parcours.

Maintenant, je remercie Olivier Tourame d'être arrivé dans ma vie pour partager avec moi cette dernière année de thèse, qui a sûrement été la plus difficile, et d'être resté à mes côtés. Et, j'aimerais finir en remerciant l'enfant que je porte, d'avoir décidé de venir m'accompagner dans la finalisation de ce travail.

## PRÉAMBULE

Dans son discours annuel à l'Assemblée Nationale, Hugo Chávez déclare en 2008 : « Dans de nombreux cas, malheureusement, on ne trouve pas de chiffres ou les données sont très peu fiables. On continue de faire l'effort, et il faut continuer de le faire, pour améliorer nos données et l'utilisation de la statistique »<sup>1</sup>. Cet aveu en dit long sur la manière de planifier des politiques publiques au Venezuela puisque, sans données chiffrées, il semble compliqué de connaître l'étendu des situations et de déterminer les priorités à traiter. Le problème se pose au moment d'évaluer les résultats des nombreuses démarches étatiques qui ne bénéficient d'un suivi que trop parcellaire. Pour une sociologue, il est difficile de travailler sur un pays qui ne produit pas ou qui ne rend pas publiques ses données chiffrées. L'étude longitudinale de trajectoires individuelles et l'enquête de terrain deviennent alors de précieux outils pour mener à bien cette recherche.

Par ailleurs pour compléter ce préambule, je précise que j'ai effectué l'ensemble des traductions pour une meilleure lisibilité du manuscrit. Lorsque cela a été nécessaire, j'en ai ajusté la syntaxe pour favoriser leur compréhension. Afin de permettre une lecture fluide du texte, les extraits originaux d'entretiens ou des carnets intimes qui m'ont été livrés figurent en notes de bas de page. Les photos ont été prises par moi-même ou, sous ma demande, par les enquêtés (cela est précisé dans la légende).

Pour finir, je tiens à souligner que la non féminisation de l'ensemble des sujets du texte a été une véritable source de réflexion dans la finalisation de ce travail. Cette décision, prise en commun accord avec mon directeur de recherche, s'est faite toujours dans le but de veiller à la lisibilité du manuscrit et en pensant au lectorat. Mais, elle ne met pas fin au débat sur le besoin de repenser l'usage que nous faisons du langage car nous savons bien que c'est en nommant les choses, et les personnes, que nous les faisons exister.

---

<sup>1</sup> « *En muchos casos, lamentablemente, no se consiguen cifras o son poco confiables los datos. Seguimos haciendo un esfuerzo y hay que seguir haciendolo, para mejorar nuestros datos y el manejo de la estadística* ». Livret gratuit compilant le message annuel du président à l'Assemblée Nationale, du 11 janvier 2008 : *2008 año de la Revisión, Rectificación y Reimpulso de la Revolución Bolivariana*, Ed. Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, Caracas, 2008, p. 51.

## SIGLES

ACAR : *Asociación de Coordinadores de Ambiente por los Agricultores del Municipio Rángel* –Association des Coordinateurs de l’Environnement des Agriculteurs de la Municipalité Rángel

AD : Action Démocratique

AV : Association de Voisins

BANMUJER : *Banco de la Mujer* –Banque de la Femme

CC : Conseils Communaux

CENDITEL : *Centro Nacional de Desarrollo e Investigación en Tecnologías Libres* –Centre National de Développement et de Recherche en Technologies Libres

CEFORMAM : *Centro de Formación y Atención de la Mujer Merideña* –Centre de Formation et d’Attention à la Femme de Mérida

CEP : Centres d’Education Populaire

CEPAL : Commission Economique pour l’Amérique latine et les Caraïbes

CEPDIF : Centro d’Education Populaire pour le Développement Intégral de la Famille

CESAP : Centre de formation au Service de l’Action Populaire

CEM : *Centro de Estudios de la Mujer* - Centre d’Etudes de la Femme

CFP : Cercles Féminins Populaires

CIARA : Fondation pour la Capacitation et l’Innovation pour soutenir la Révolution Agraire

CLPP : Conseils Locaux de Planification Publique

CLPPV : Conseil Local de Planification Publique de Valencia

COPEI : Comité d’Organisation Politique Electorale Indépendant (parti social-chrétien)

CPE : Contrat Première Embauche

CONAPLAMED : *Comisión Para el Aprovechamiento de las Plantas Medicinales* - Commission pour l’Usage des Plantes Médicinales

EFOSIG : Ecole de Formation Socialiste pour l’Egalité de Genre

EFPP : Ecole de Renforcement du Pouvoir Populaire

FFM : *Frente Francisco Miranda*

FONDEMI : Fond de Développement Microfinancer

FONVIS : Fond d'Investissement Social du Venezuela

FUNDACOMUNAL : Fondation pour le Développement et la Promotion du Pouvoir Communal

HUMANIC : Centre de Recherche en Sciences Humaines HUMANIC

IMMFA : *Instituto Mérideno de la Mujer y la Familia* –Institut de Mérida pour la Femme et la Famille

INAMUJER : *Instituto Nacional de la Mujer* –Institut National de la Femme

MERCAL : (*misión*) *Mercado de Alimentos* – (mission) Marché d'Aliments

MINAMB : *Ministerio de Ambiente* – Ministère de l'Environnement

MPPMIG : Ministère du Pouvoir Populaire de la Femme et de l'Égalité de Genre

MUD : *Mesa de la Unidad* – Table de l'Unité

MVR : *Movimiento Quinta Republica* –Mouvement Cinquième République

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PROINPA : *Asociación de Productores Integrales del Páramo* – Association de Producteurs Intégraux du Páramo

PSUV : Parti Socialiste Uni du Venezuela

UBV : Université Bolivarienne du Venezuela

UCV : Université Centrale du Venezuela

ULA : Université des Andes

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

USR : Université Simón Rodríguez

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>12</b>
<b>PREMIERE PARTIE. Le bouleversement participatif: fabrication de la politique bolivarienne</b> .....	<b>24</b>
Chapitre 1. Politique et relations interpersonnelles : participation locale et territoires quotidiens .....	31
Chapitre 2. Les CLPP et « l'inclusion excluante » des femmes en politique (2002-2006) .....	57
Chapitre 3. Les CC un changement d'échelle favorable aux femmes (2006-2009) .....	98
Chapitre 4. « Sans féminisme il n'y a pas de socialisme » : féminisme d'Etat et classes populaires (2009-2012) .....	159
Conclusion de la première partie.....	171
<b>DEUXIEME PARTIE. Participation des femmes et système de genre en politique.....</b>	<b>172</b>
Chapitre 5. Devenir <i>luchadora social</i> .....	175
Chapitre 6. Maternité politique et pouvoir populaire : les femmes en action .....	221
Chapitre 7. <i>Empoderamiento</i> des femmes en contexte matricentré: les tensions de l'émancipation .....	253
Conclusion de la deuxième partie .....	278
<b>TROISIÈME PARTIE. L'ère de la participation ou le temps genré des subalternes en politique</b> .....	<b>280</b>
Chapitre 8. Micro basculement des rapports de genre : changements des représentations du féminin .....	286
Chapitre 9. Construire l'intime à l'extérieur : la politique de la participation comme dignification des classes populaires .....	338
Conclusion de la troisième partie .....	370
<b>CONCLUSION. La participation locale comme politique de l'expérience quotidienne</b> .....	<b>371</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>376</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>400</b>
<b>Tables</b> .....	<b>420</b>

## INTRODUCTION

Imaginez retourner dans votre pays natal, où vous avez grandi, un an après l'avoir quitté et que tout ait changé. La politique a envahi la vie du pays et celle de ses habitants. Le premier trajet de l'aéroport à la maison ressemble à un interrogatoire destiné à cerner votre positionnement politique pour savoir si vous êtes « pour » ou « contre » Chávez. Votre cercle amical ne parle que de ça, alors que la politique n'avait jamais fait partie des thèmes de conversation auparavant. Tout le monde se tient informé des nouvelles lois et de l'actualité politique, que ce soit en suivant les discours présidentiels télévisés, en lisant la presse ou en écoutant la radio. Et, attention, quand je dis « tout le monde », je ne fais pas de généralisation hâtive : la politisation du pays traverse toutes les appartenances sociales, qu'il s'agisse de l'âge, de la classe ou du genre. Concernant ce dernier, la place qu'occupent les femmes dans ce mouvement est centrale et très active. Ce vécu personnel qui date de 2002 –la sociologie n'était pas encore entrée dans ma vie- a été le premier facteur qui m'a amenée à m'intéresser de près à cette politisation sans précédent qui traversait, et qui traverse toujours le pays. Le cadre de la démocratie participative qui a été adopté dans le pays à partir de 1999 a, d'une certaine manière, accueilli la forte mobilisation politique très féminisée qui a émergé au Venezuela depuis l'arrivée au pouvoir du président Chávez.

Dans cette recherche, j'étudie le processus de participation qui se produit de 2002 jusqu'en 2012, sous les gouvernements du président Hugo Chávez. Le début de la période est marqué par l'apparition du premier dispositif étatique de participation –que je présente plus loin dans l'introduction- et la fin de celle-ci correspond à la dernière année de la présidence de Chávez aux commandes du pays. Car, le changement social que j'étudie est lié, à la fois, aux dispositifs participatifs qui ont été mis en place au Venezuela et à la figure de l'ancien président qui a mobilisé l'ensemble de la population, pour se prononcer en faveur ou contre le projet de pays qu'il incarnait. Avec l'arrivée au pouvoir du président Nicolas Maduro des changements surviennent. Ils introduisent des questionnements que je n'ai pu observer sur mes terrains d'enquête mais que je soulèverai dans la conclusion finale du manuscrit.

Ainsi, cette thèse traite de deux questions centrales qui s'entremêlent et se rétro-alimentent à travers l'axe de cette politisation au quotidien : celle du genre et celle de la participation. Je propose d'introduire cette recherche en cinq temps pour relever les aspects clefs de ce travail, sachant que ce découpage ne reflète pas la structure du manuscrit. Premièrement, nous



aborderons le concept de genre afin de comprendre ce qu'il apporte aux recherches sur le rapport femmes-politique. Deuxièmement, nous verrons en quoi la participation qui s'effectue à l'échelle locale représente un moyen pour penser la citoyenneté des femmes au Venezuela. Troisièmement, nous chercherons à expliquer un des traits caractéristiques de la culture vénézuélienne qu'est la « matrisocialité », pour comprendre la place privilégiée qu'occupent les femmes et l'autorité qu'elles représentent dans la société. Quatrièmement, nous découvrirons en quoi travailler sur l'expérience de participation des classes populaires permet d'analyser l'activité politique en tant qu'activité individualisante pour cette partie de la société qui a longtemps été marginalisée. Puis, dans un cinquième et dernier temps nous nous plongerons brièvement –car c'est l'objet du premier chapitre- sur la méthode de cette recherche qui a été celle d'une approche ethnographique où le partage du quotidien avec les enquêtés a fait émerger la réflexion que je présente dans ce manuscrit.

### **Les femmes : entre sexe et genre**

Comme le proposent les auteures Elvita Alvarez et Laure Bereni, ci-dessous, adopter une perspective de genre dans l'analyse permet de saisir les inégalités spécifiques auxquelles sont confrontées les femmes en politique, en raison de l'assignation sociale qui est rattachée à leur sexe biologique : « L'étude du comportement politique dans une perspective de genre est un champ d'analyse qui reste encore peu exploré. Les études classiques (électorales, sur le vote ou l'engagement politique) se sont principalement attachées à étudier le clivage de sexe en laissant souvent de côté les processus sociaux qui engendrent des inégalités entre les femmes et les hommes. »<sup>2</sup> La perspective de genre met en avant la construction sociale des « rôles de sexes » et les rapports de pouvoir qui régulent le masculin et le féminin dans les sociétés étudiées.

Le genre apparaît comme un outil qui permet de comprendre les mécanismes de production et de reproduction des inégalités. Il est nécessaire d'apprendre à faire des analyses avec une perspective de genre pour situer et déconstruire des mécanismes de pouvoir, tant dans les discours idéologiques et les récits de légitimation qu'au niveau des institutions sociales et des actions individuelles des acteurs sociaux, dans des contextes concrets.

---

<sup>2</sup> E. Alvarez et L. Parini, « Engagement politique et genre : la part du sexe », *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 24, n°3, Université de Lausanne, Liège, 2005, pp. 106-120, p. 106.

En partant de variables fondamentales utilisées dans les travaux de sociologie (catégorie socio-économique, âge et sexe), l'anthropologue Nicole Claude Mathieu<sup>3</sup> a démontré que la catégorie de sexe est utilisée comme une donnée biologique dans la plupart des travaux empiriques en sciences sociales. Le naturalisme de la catégorie de sexe doit être transformé en une conception sociologique qui prend en compte l'aspect relationnel du sexe : le genre. La sociologue Christine Delphy, pose cette idée différemment. Elle critique le « présumé non examiné d'une antécédence du sexe sur le genre »<sup>4</sup>. Cette question représente, pour Delphy, un frein à l'heure de penser la construction sociale des différences de sexe. L'auteure relie les impasses intellectuelles aux contradictions politiques au sens où, dans les deux cas, il y a un « refus de penser de façon rigoureuse le rapport entre division et hiérarchie » qui, pour elle, est parallèle à la question du rapport entre sexe et genre. Pour comprendre au mieux les enjeux du débat, reprenons la différence établie entre sexe et genre par la sociologue Ann Oakley : « Le mot "sexe" se réfère aux différences biologiques entre mâles et femelles ; à la différence visible entre leurs organes génitaux et à la différence corrélative entre leurs fonctions procréatives. Le "genre", lui, est une question de culture : il se réfère à la classification sociale en "masculin" et "féminin". »<sup>5</sup>

La division sexuelle du travail transverse les différentes cultures, mais les tâches considérées comme féminines et masculines varient considérablement selon les sociétés. Pour Oakley, le concept de genre regroupe toutes les différences constatées entre hommes et femmes, qu'il s'agisse des différences individuelles, des rôles sociaux ou des représentations sociales. Le genre serait ainsi l'héritier du concept de « rôles de sexes ». « (...) Parler de « rôles » des femmes et des hommes c'est franchir un grand pas vers la dénaturalisation des positions et occupations respectives des sexes »<sup>6</sup>, nous explique Christine Delphy. Ce qui avant était considéré comme naturel -la division du travail et la hiérarchie entre hommes et femmes- revêt désormais un caractère culturel, arbitraire, non déterminé par la nature.

Le travail que je présente ne se centre pas sur la question de la pertinence, ou non, du concept de genre. Il s'agit de distinguer analytiquement la division, donc les différences de tous ordres, et la hiérarchie. Pour ce faire, je m'inscris dans le courant de pensée où les femmes

---

<sup>3</sup> N. C. Mathieu, « Notes pour une définition sociologique de la catégorie de sexe », dans N. C. Mathieu, *L'anatomie politique. Catégorisation et idéologie du sexe*, Paris, Ed. Côté-Femmes, 1991, pp. 17-41.

<sup>4</sup> C. Delphy, « Penser le genre : quels problèmes? », dans M.-C. Hurtig, M. Kaig, H. Rouch (eds.), *Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes*, Paris, Ed. du CNRS, 1991, pp. 89-101, p. 89.

<sup>5</sup> A. Oakley, *Sex, Gender and Society*, New York, Ed. Harper Colophon Books, 1972, p. 91.

<sup>6</sup> C. Delphy, *ididem*, p. 91.

sont étudiées comme groupe puisque l'on considère qu'elles appartiennent à la même « classe de sexe ». Ainsi, la sociologue Jules Falquet dit : « D'abord, j'insisterai ici sur ce que les femmes partagent en tant que classe de sexe, c'est à dire comme groupe situé du même côté de la division sexuelle du travail, bien qu'il existe entre elles, simultanément, de grandes différences sociales et politiques. »<sup>7</sup> Peu importe où se situe la ligne de démarcation entre différences biologiques et différences construites puisque, à partir du moment où l'on admet que les dernières existent « (...) on reconnaît le caractère fondateur de la hiérarchie, en ce qui concerne ces différences »<sup>8</sup>.

Dans le cadre du projet de démocratie participative que le Venezuela a adopté en 1999 et en raison de l'importante politisation au visage féminin que connaît le pays depuis, je me suis demandé si l'implantation de structures étatiques de participation locale dans l'ensemble du pays modifiait les assignations sociales et donc aussi les rapports hiérarchiques de genre. Etant donné que la politique institutionnelle caractéristique du régime de démocratie représentative a été quasi exclusivement pratiquée au masculin et puisque la littérature sur la participation des femmes en politique nous apprend qu'elles se sont largement investies dans la politique informelle qui se déroule à l'échelle locale, étudier le phénomène participatif qui se développe dans le pays m'a semblé être un moyen fructueux pour interroger la question de la citoyenneté des femmes.

## **La Participation locale : espace intermédiaire au cœur de la citoyenneté des femmes**

Dans le contexte national de la « révolution bolivarienne » des dispositifs participatifs voient donc le jour au Venezuela. Ces dispositifs rendent possibles l'émergence ou la consolidation de formes alternatives de pouvoir et de participation politique qu'il s'agira d'étudier dans ce travail. Il semble important de relever que ce positionnement national s'inscrit dans le cadre de la globalisation des thématiques et donc des « *common goods* »<sup>9</sup> dictées par les institutions internationales ainsi que d'autres entrepreneurs de normes. Ainsi, en 1995, l'Organisation des Nations Unies (l'ONU) organise à Pékin une conférence sur l'*empowerment*<sup>10</sup> des femmes.

---

<sup>7</sup> J. Falquet, « Division sexuelle du travail révolutionnaire : réflexion à partir de l'expérience salvadorienne (1970-1994) », *Cahiers des Amériques latines*, Vol. 2, n°40, Paris, 2002, pp. 109-128, p. 111.

<sup>8</sup> C. Delphy, *op.cit.*, p. 96.

<sup>9</sup> A. Hasenclever, P. Mayer et V. Ritterberg, « Las teorías de los regimenes internacionales: situación actual y propuestas para una síntesis », *Foro Internacional*, Vol. 29, n°158, (octubre-diciembre) 1999, pp. 499-527.

<sup>10</sup> Née des mouvements afro-américains des années 1960-1970, la notion d'*empowerment* était à l'origine basée sur l'épistémologie du *stand point* qui prend en compte le point de vue des opprimés. Mais elle a été progressivement cooptée

Elle avait déjà déclaré « la décennie des femmes », de 1975 jusqu'en 1985, afin de placer les femmes au cœur des politiques de développement conçues désormais autour de micro-projets. La pleine participation des femmes dans des conditions d'égalité dans toutes les sphères de la société, en incluant les processus de décision et l'accès au pouvoir, est décrétée fondamentale pour l'obtention de l'égalité, du développement et de la paix, à l'échelle mondiale.

Si j'évoque ce point c'est parce que nous verrons résonner le discours onusien à des échelles diverses, dans différents récits, tout au long de ce travail. C'est en partant du « pourquoi » que je me suis intéressée au « comment » de la participation politique des femmes. La théorie de l'« inclusion-excluante »<sup>11</sup> des femmes qui s'impliquent en politique part du principe que leur accès au suffrage universel et la reconnaissance légale de leur citoyenneté ne garantissent pas pour autant l'exercice de leurs droits. Cette réflexion croise l'hypothèse que j'ai développée dans mes recherches de master sur l'existence d'espaces d'actions, et donc de participation, qui seraient masculins et d'autres qui seraient féminins, délimités et régis ainsi par des frontières de genre<sup>12</sup>. Sous la politique de la participation bolivarienne, la question ne repose plus sur la possibilité, pour les femmes, de transiter entre les espaces considérés comme publics et privés mais elle se situe désormais au niveau du « comment » : comment souhaitent et envisagent-elles de le faire ; comment le réalisent-elles individuellement et collectivement ; comment leur propose-t-on de le faire ; comment attend-on qu'elles le fassent ?

Grâce aux immersions réalisées dans les terrains périurbains, ruraux et urbains, j'ai compris que considérer la participation politique des femmes « par le haut » comme une avancée transgressive et interpréter celle qui s'effectue « par le bas » comme une participation subalterne qui les enfermerait sous la cloche de cristal du genre, revient à étudier leur participation à partir d'une vision aussi invisibilisante et minimisante que celle de la politique au masculin qui s'inscrit uniquement dans les espaces formels et de représentations,

---

par les institutions internationales, d'abord pour signifier le discours concernant les femmes, ensuite comme stratégie principale des politiques internationales sur Genre et Développement puis entendu comme mécanisme clé de la lutte contre la pauvreté. L'*empowerment* devient ainsi un concept vague et faussement consensuel qui assimile le pouvoir aux choix individuels et économiques, qui dépolitise le pouvoir collectif perçu comme harmonieux. Il est instrumentalisé pour légitimer les politiques et programmes de développement *top down*. Sur l'histoire du concept d'*empowerment* voir : A. E. Calvès, « "Empowerment" : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, Vol. 4, n° 200, Paris, (octobre-décembre) 2009, pp. 735-748.

<sup>11</sup> Concept, développé dans l'ouvrage: B. Marques-Pereira et P. Nolasco (coord.), *La représentation des femmes en Amérique Latine*, Bruxelles, Ed. L'Harmattan, 2001 ; mais aussi dans celui où la question des femmes et des frontières de genre en politique est amplement étudiée : T.-H. Ballmer-Cao, V. Mottier et L. Sgier (eds.), *Genre et Politique : Débats et perspectives*, Paris, Ed. Gallimard, 2000.

<sup>12</sup> J. Brandler-Weinreb, « *Si le sol ne brille pas comme avant il brille quand même* ». *Femmes et participation politique au niveau local au Venezuela : entre émancipation et renforcement de la subalternisation*, Mémoire de M2R en Sociologie, Paris, IHEAL-CREDA, 2008.

considérés comme publics. La politologue Magdalena Valdivieso l'explique ainsi: « En suivant la perspective féministe, il est possible de comprendre que, dans tous les domaines de l'existence humaine se produisent et se reproduisent des rapports de pouvoir et, pour analyser la situation des femmes en politique, il faut inclure les actions et les initiatives développées dans des espaces collectifs, non considérés comme des “espaces politiques” d'après une posture traditionnelle. D'ailleurs, les femmes développent, en grande partie, leurs actions politiques dans des espaces intermédiaires, entre ce qui est considéré “privé et public”, telles que les associations, les organisations de voisinage, les espaces communaux, les espaces productifs familiaux, les paroisses, etc. »<sup>13</sup> Sans oublier que cette vision implique de considérer que les femmes qui participent par le bas seraient toutes pareilles, ou encore qu'il n'y aurait pas de différences entre celles qui participent et celles qui ne participent pas. C'est pourquoi je pense qu'analyser l'historicité, c'est-à-dire l'ensemble des facteurs qui constituent l'histoire de l'action des femmes, revêt toute son importance dans l'étude sociologique de leur expérience de participation à l'échelle locale.

### **La matrisocialité ou la toute puissance des femmes-mères**

Un autre aspect qu'il est important d'introduire dans l'étude de la participation politique des femmes au Venezuela est la « matrisocialité » qui caractérise cette culture. Les femmes, en tant que mères avérées ou potentielles, occupent une place centrale dans le sens où elles constituent le noyau des relations sociales, ce qui est particulièrement le cas dans les milieux populaires où la population ne bénéficie que rarement des « passerelles » que peuvent représenter les capitaux économiques et scolaires pour trouver un travail, par exemple, ou se connecter à d'autres sphères sociales. Chez les classes populaires, ces passerelles sont assurées par les femmes.

L'anthropologue Samuel Hurtado a longtemps travaillé sur cette question et il conclut que la société vénézuélienne se structure autour de la figure de la mère et se caractérise par la matrisocialité (*matrisocialidad*). D'une part, ce phénomène repose sur la « matrifocalité »<sup>14</sup>,

---

<sup>13</sup> M. Valdivieso, « Estado de situación de las mujeres en los espacios políticos y de toma de decisiones en Venezuela », Rapport pour le Centre d'Etudes de la Femme (UCV), 2008, pp. 1-25, p. 2-3.

<sup>14</sup> La matrifocalité n'est pas propre au Venezuela. Tel que l'explique l'anthropologue H. Safa, il s'agit d'un modèle qui trouverait ses origines chez les familles noires américaines et caraïennes. Il est davantage marqué dans les Caraïbes anglophones où la division ethnique et le système de mariage dual étaient plus marqués que dans les Caraïbes hispanophones pendant la période coloniale. Dans les deux régions, l'auteure affirme que l'idéologie officielle s'est toujours attaquée aux familles matrifocales qui refusaient le mariage légal et ne s'ajustaient pas aux modèles coloniaux de la famille nucléaire et de l'homme comme pourvoyeur. Au lieu de reposer sur le lien conjugal ou sur le mariage, dans les familles matrifocales les

c'est-à-dire que le rôle de la mère et de la grand-mère est d'assurer l'intégration sociale des membres de la famille et la continuité de celle-ci; mais elles sont également chargées de veiller à la gestion et à la distribution des ressources au sein du foyer. D'autre part, le Venezuela est un pays « matricentré » où la structure familiale n'est pas centrée sur le couple et les enfants mais sur la mère et les enfants. La sociologue Mireya Vargas<sup>15</sup> en vient à constater que la centralité maternelle se manifeste par la manière de construire l'habitat ou de choisir sa situation géographique. Dans les bidonvilles (*barrios*), les enfants s'installent généralement au-dessus du foyer maternel où il est d'usage de faire une extension verticale pour accueillir les familles des nouvelles générations. Dans les quartiers (*urbanizaciones*) des zones de classe moyenne, des annexes se construisent dans la maison maternelle et se transforment en extensions de celle-ci. Dans les zones d'habitation des secteurs aisés, les nouvelles familles s'établissent autour de la maison-mère, dans des maisons voisines, allant jusqu'à constituer une *cuadra* fermée (zone composée d'un ensemble de foyers). Ainsi, dans les études qui s'intéressent à la famille populaire vénézuélienne, la figure de la *madre popular* (mère de classe populaire) est souvent décrite comme une femme qui se charge du foyer et qui n'a pas besoin d'homme. Hurtado démontre empiriquement que cette caractéristique de la famille vénézuélienne traverse les différentes couches sociales. En fonction des structures sociales des régions elle peut se complexifier mais, pour l'anthropologue et d'après nos propres enquêtes de terrain, le concept de matrisocialité peut être utilisé analytiquement pour décrire la culture vénézuélienne.

Ce trait de la culture vénézuélienne explique aussi l'intérêt à réaliser une recherche sur la participation politique des femmes. La littérature sur le rapport femmes-politique tend à souligner l'incompatibilité des représentations sociales et symboliques entre féminin, pouvoir et politique qui s'explique, en partie, par la socialisation différenciée et par le poids des assignations sociales de genre. Mais nous verrons dans cette recherche que lorsque les femmes occupent un rôle d'autorité dans la structure sociale, la politisation du quotidien que

---

liens de filiation prévalent et apportent un soutien économique et émotionnel à la femme. Celle-ci peut avoir des enfants de pères différents qui peuvent contribuer financièrement au budget du foyer sans que celui-ci ne dépende exclusivement de l'un d'entre eux, comme c'est le cas des familles nucléaires. Les sociétés matrifocales se caractérisent par une forte activité économique des femmes, par un nombre important de foyers ayant des cheffes de famille et par un faible taux de mariages. Voir H. Safa, « La familia matrifocal y la ideología patriarcal en Cuba y el Caribe », *Themis*, n°52, (octobre-décembre) 2007, pp. 21-33, p. 21-22. Ces caractéristiques sont partagées par la société vénézuélienne dont le taux de mariages est de 25,6% et le concubinage touche 27,9% des personnes majeures, où 39% des foyers sont tenus par des cheffes de famille – alors qu'en 2001 le taux était de 29%- et elles représentent 49,7% de la population active du pays (source : Instituto Nacional des Estadísticas -INE, *Censo 2011* : <http://www.ine.gov.ve>, consulté le 25/07/2015). Pour la définition de la matrifocalité que propose Hurtado pour le cas vénézuélien, voir note n°283.

<sup>15</sup> M. Vargas, *¿País en regresión ? Nuestras complejidades inconcientes en algunas imágenes sociológicas*, Caracas, Ed. Centro Lyra, 2011.

provoque l'adoption de la démocratie participative favorise la reconnaissance du pouvoir des femmes et leur émergence en tant qu'actrices politiques. Nous découvrirons comment les exclus historiques du système politique deviennent les acteurs centraux du processus participatif qui est en train de changer le pays.

### **Activité politique comme activité individualisante : étudier l'expérience de participation**

Il me semble important de préciser qu'il existe une spécificité latino-américaine à prendre en compte au moment de réaliser une étude sur la participation politique et sur la citoyenneté des classes populaires. En effet, cette « politicité » que décrit le sociologue Denis Merklen<sup>16</sup>, c'est-à-dire les modalités de déclinaison de leurs pratiques politiques, doit être analysée en prenant en compte le poids de l'histoire coloniale qui pèse encore lourdement sur la vie des habitants de la région. L'avènement des régimes démocratiques ne date que de quelques décennies et je ne pense pas me tromper en avançant que l'idée de peuple, c'est-à-dire de personnes constituant une nation à partir des principes de citoyenneté, est encore en construction en Amérique latine. Le caractère pluriethnique et multiculturel de certaines nations n'a été reconnu que depuis deux décennies. Avant cela, des tranches entières de la population sont restées en marge de la construction de l'identité nationale et des systèmes étatiques.

Ce petit détour historique nous permet de saisir l'importance du processus participatif qui est à l'œuvre dans le Venezuela bolivarien depuis près de deux décennies. Au niveau symbolique, des changements forts ont lieu puisque, parmi bien d'autres aspects que nous traiterons dans cette thèse, dès 1999 la nouvelle Constitution du pays déclare, en préambule, vouloir refonder la République afin d'établir une société démocratique, participative, protagonique, multiethnique et pluriculturelle. Depuis, de nouveaux espaces institutionnels ont été développés dans l'ensemble du territoire national pour favoriser la participation de la population aux affaires publiques, qu'il s'agisse de planifier et d'exécuter le programme de développement de la communauté habitée ou d'adapter la législation nationale aux spécificités du territoire et des pratiques de la localité investie. Ainsi, les exclus historiques du système politique bénéficient désormais de mécanismes pour se familiariser avec le

---

<sup>16</sup> D. Merklen, « Une nouvelle politicité pour les classes populaires. Les piqueteros en Argentine », *Tumultes*, n° 27, Paris, novembre 2006, pp. 173-201.

fonctionnement de celui-ci et pour accéder aux ressources nationales afin de reconfigurer la vie quotidienne qui se déroule à l'échelle micro-locale.

La visibilisation d'une majorité de la population qui appartient aux classes populaires et qui est soumise à la pauvreté a des effets transformateurs profonds qu'il s'agit d'étudier. Certes, d'un côté je cherche à évaluer l'efficacité des dispositifs participatifs mais, d'un autre côté, je m'intéresse surtout aux effets de l'expérience de participation dans la vie des acteurs et surtout des actrices sociales que j'ai rencontrées et suivies tout au long de ces sept années d'enquête. A l'échelle micro-locale, par le biais de la participation, la politique prend la forme d'une activité quotidienne qui relie la vie de tous les jours au projet de république qu'il s'agit de construire. Nous verrons comment la pratique de la politique permet aux femmes des classes populaires de vivre un processus qui se situe entre l'individuation et l'individualisation et qui modifie le rapport à soi, à la famille, le rapport à la communauté mais aussi le rapport au pouvoir institué, allant jusqu'à transformer les rapports gouvernants-gouvernés.

### **Partager le quotidien pour ethnographier l'expérience participative**

Etant originaire de la ville de Caracas, lorsque j'ai entrepris de faire ce travail j'ai décidé de ne pas réaliser mes enquêtes sur la capitale. D'une part, j'ai souhaité limiter la familiarité avec le terrain, sans pour autant chercher à faire l'économie de la dimension subjective dont revêt, à mon sens, toute recherche sociologique. Pour autant, il ne s'agit pas non plus d'accepter celle-ci sans la questionner. C'est donc pour faciliter le travail d'objectivation que j'ai choisi d'enquêter sur des zones autres que celle de la capitale. D'autre part, ce choix a aussi été motivé par la nature de mon sujet d'étude. Puisque j'effectue une recherche sur la démocratie participative, il m'a semblé cohérent de questionner le caractère décentralisé du processus de participation. Dans cette logique, j'ai opté pour réaliser mes enquêtes de terrain dans les zones de province (dites « *de las afueras* »), pensant au départ travailler uniquement sur la ville mais, nous le verrons, cela a changé au fil de l'enquête. Si je ne peux m'attarder, ici, sur l'enquête de terrain et la méthode employée, car elles sont l'objet des trois premiers chapitres, j'ai tout de même souhaité les introduire brièvement avant de rentrer dans le corps de la thèse.

En 2006, ma première recherche sur la participation des femmes dans le Venezuela bolivarien a porté sur les Conseils Locaux de Planification Publique (CLPP) qui ont été mises en place



dès 2002. Il s'agit du premier dispositif étatique marquant le passage au nouveau régime de démocratie participative. Inspiré de l'expérience brésilienne du budget participatif de Porto Alegre, les CLPP ont été créés dans le but de promouvoir la participation des communautés à la planification et à la gestion du budget municipal, en collaboration avec les autorités locales, notamment avec la mairie. Par la cogestion et la coresponsabilité des différents acteurs locaux, l'idée centrale se résumait à impulser le « pouvoir citoyen ». Le premier CLPP du pays à s'être mis en place a été celui de la municipalité de Valencia, capitale de l'état de Carabobo, pôle économique où se situent les plus grandes industries et usines du Venezuela. D'un côté, en raison de sa proximité avec Caracas (à seulement 2h de bus) et parce qu'il s'agit de la « capitale industrielle » du pays –ce qui explique qu'elle est aussi un pôle de migrations internes du pays- il m'a paru intéressant d'y réaliser mon premier travail de terrain. De plus, les femmes de tout bord politique s'étaient fortement investies dans la nouvelle structure de participation qui bénéficiait d'un dynamisme provenant à la fois du secteur public et du secteur privé puisque les entreprises étaient aussi invitées à s'impliquer dans ces Conseils. Dans mon travail de thèse j'ai décidé de garder ce terrain afin de suivre l'évolution du dispositif et celle des trajectoires individuelles que j'avais étudiées auparavant tout en cherchant à élargir l'enquête.

Mais, dès 2009 la première étape du nouveau régime politique prend fin. Les Conseils Communaux (CC) –autrefois composants des CLPP- sont placés au cœur du projet politique national qui cherche désormais à promouvoir le « pouvoir populaire ». La cogestion et la coresponsabilité sont remplacées par le nouveau mot d'ordre que sont les « auto-gouvernements communautaires ». Les communautés sont directement reliées à l'Etat Nation qui leur verse des ressources pour que celles-ci se chargent d'assurer la gestion de leur développement. En quittant l'échelle municipale, les CC s'ancrent dans les quartiers modifiant considérablement le quotidien des habitants de la communauté. Une recomposition de la participation a lieu au Venezuela. Je l'ai suivie de près à Valencia mais j'ai souhaité contraster les données recueillies, ce qui m'a conduite à travailler sur l'état de Mérida. Changement de décor, me voilà dans une région touristique (surtout du tourisme national), agricole et minière, située à 3000m d'altitude. Au début je me dirigeais vers la ville de Mérida, capitale de l'état, qui était du même bord politique d'opposition que la ville de Valencia (les seules mairies d'opposition du pays, à l'époque). Mais, en discutant avec mon entourage et avec des homologues sur place, j'ai entendu parler d'un groupe de femmes mobilisées sur le *paramo* andin vénézuélien depuis près d'une trentaine d'années. Puisque je

m'interroge sur ce que change l'arrivée des dispositifs de participation politique locale dans la vie quotidienne des femmes des classes populaires, je me suis laissée guider par la spirale ethnographique en enquêtant sur la participation de trois communautés de la cordillère du pays aux CC, récemment implantés dans l'ensemble du territoire national. Et, à Valencia, je me suis focalisée sur l'expérience d'un CC investi par une ancienne conseillère municipale du CLPP.

Dans la lignée de l'École de Manchester, l'approche multi-située m'a permis de faire une analyse ethnographique « en mouvement » en élargissant l'étude de cas. Ce mouvement a été provoqué par deux questionnements récurrents de cette recherche : comment, sous la démocratie bolivarienne, l'espace et le territoire façonnent-ils le contenu, la pratique et la vision du politique ? Et quels sont les effets de la micro-localisation de la participation tant sur la place que sur le rôle des femmes des classes populaires, alors qu'il s'agit d'un territoire qui a principalement été investi par celles-ci ? Ainsi, je suis passée de la municipalité au quartier et de l'environnement urbain au milieu rural. Le connecteur a été le quotidien. En effet, j'ai partagé le quotidien d'une grande partie des personnes sur lesquelles j'ai enquêté puisque, lorsque j'étais sur le terrain, j'ai été logée par les femmes rencontrées. Cette immersion dans l'intimité quotidienne et familiale m'a permis d'établir un rapport de confiance mutuelle me facilitant un accès privilégié à des informations clefs pour comprendre « ce que produit » l'expérience participative dans la vie des acteurs ordinaires. J'ai également réalisé des entretiens auprès des femmes et des hommes occupant des postes à responsabilité dans les institutions en charge de la participation et des conditions de vie des femmes. Au total, j'ai effectué 147 entretiens qui représentent près de 80h d'enregistrement avec des femmes et des hommes de tout bord politique. Une cinquantaine concerne les acteurs institutionnels et le reste les acteurs ordinaires, sachant que je me suis majoritairement entretenue avec des femmes.

Au delà de l'observation, de l'immersion ethnographique, de la rédaction de carnets de terrain et des entretiens, qui sont des techniques classiques de l'enquête sociologique, j'ai créé des outils pour tenter de matérialiser le tournant affectif que provoque l'expérience participative vénézuélienne, dans la vie des enquêtés, dans celle de la communauté et dans la vie du pays. J'ai proposé aux femmes et aux quelques hommes rencontrés, de tenir des « carnets intimes » sous forme de journal quotidien -dont le support était un cahier que je leur fournissais- où je les invitais à partager avec moi le contenu de leur vie de tous les jours, en attribuant une place

particulière aux activités en lien avec les dispositifs de participation que j'étudie. Je leur ai également fourni des appareils photo jetables en leur demandant de photographier ce qui composait, pour eux et pour elles, la participation dans leur vie quotidienne. Ces supports plus intimistes et personnels m'ont permis d'accéder à des données davantage « sensorielles » et affectives qui rythment à la fois le quotidien du pays et celui des enquêtés.

Ainsi, cette thèse s'est construite autour de l'hypothèse principale de l'émancipation des femmes des classes populaires par la participation politique qui se met à l'œuvre à l'échelle locale. Je propose d'observer leur processus d'individuation à partir de trois dimensions autour desquelles se construit l'expérience de participation des femmes : la vie quotidienne, les relations interpersonnelles et la territorialité.

## **PREMIERE PARTIE. Le bouleversement participatif: fabrication de la politique bolivarienne**

**Chapitre 1.** Politique et relations interpersonnelles : participation locale et territoires quotidiens

**Chapitre 2.** Les CLPP et « l'inclusion excluante » des femmes en politique (2002-2006)

**Chapitre 3.** Les CC un changement d'échelle favorable aux femmes (2006-2009)

**Chapitre 4.** « Sans féminisme il n'y a pas de socialisme » : féminisme d'Etat et classes populaires (2009-2012)

# Introduction

## Un cadre national favorable à la participation politique

Alors que la plupart des pays voisins subissaient des dictatures militaires, le Venezuela renversait en 1958 son dernier régime de ce type et établissait la démocratie dès 1959. Suite à la chute de la dictature de Marcos Pérez Jiménez en 1958 et surtout suite à la constitution de 1961, le Venezuela s'inscrit dans un processus orienté vers la construction d'un système démocratique représentatif. Ce système politique, dirigé par les partis, tient jusqu'aux années 1980, en grande partie grâce à la rente pétrolière du pays. Mais, en 1980 le Venezuela est en crise. Le prix du pétrole ne cesse d'augmenter alors que le pays est massivement endetté et que la monnaie (le bolivar) est dévaluée. Le schéma néolibéral prévoyait deux phases à son développement : l'ajustement récessif où la monnaie recrée de l'activité et la redistribution où l'Etat joue un rôle de régulateur. Cette dernière n'a jamais eu lieu. La crise que traverse le pays éclate en 1989 lorsque le gouvernement met en place des mesures de redressement économique sévères. Une révolte populaire se déclenche, appelée « *el caracazo* » (faisant référence à la région de Caracas mais qui s'est répandue dans l'ensemble du pays), pour laquelle « les pauvres sont descendus de leurs collines » et ont pris d'assaut les supermarchés, entre autres symboles de la société de consommation<sup>17</sup>. En 1989 s'introduit un changement qui se produit en même temps que dans de nombreux autres pays d'Amérique latine, celui d'un pas vers la décentralisation, avec la mise en place de l'élection directe, à bulletin secret, des gouverneurs et des maires. Une des conséquences fondamentales de cette réforme a été « (...) la création d'une attente à laquelle elle a été incapable de répondre. Cette attente chez les acteurs populaires concernait la radicalisation de ces formes "embryonnaires" de participation populaire »<sup>18</sup>. La prolifération d'organisations socio-communautaires est orchestrée par le projet de décentralisation politique qui se développe dans le pays. Cependant, la dynamique a tardé à se consolider et à se matérialiser. La transformation s'accélère avec la Constitution bolivarienne, en 1999, un an après l'arrivée au pouvoir du président Chávez. La reformulation constitutionnelle « participe d'une fondation (...) celle de la "République Bolivarienne" »<sup>19</sup>. S'instaurent alors de nouveaux pouvoirs aux côtés du traditionnel exécutif, judiciaire et législatif. Un « nouveau projet national » prend forme puisque, selon le président, un processus destiné à porter le peuple au pouvoir se met en place

<sup>17</sup> F. Langue, *Hugo Chávez et le Venezuela : une action politique au pays de Bolivar*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2002.

<sup>18</sup> F. Tarragoni, « Le peuple existe-t-il au Venezuela ? Le cas des conseils communaux de la planification publique », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Cuestiones del tiempo presente, 2008, p.3.

<sup>19</sup> F. Langue, *ibidem*, p. 103.

dans le pays. Selon le sociologue Federico Tarragoni : « en d'autres termes, en prenant acte de cette prolifération d'organisations populaires dans le pays, le régime a voulu lui donner un caractère politique en l'utilisant comme base pour la réforme de l'architecture institutionnelle et administrative de l'Etat. »<sup>20</sup>

Ainsi, Chávez reconnaît l'esprit « décentraliste » lancé suite au *caracazo*. La nouveauté du projet national actuel réside alors dans le caractère politico-institutionnel qui lui est attribué. La constitution de la « République Bolivarienne du Venezuela » établit, parmi les divers principes qui y figurent, celui d'un Etat fédéral décentralisé, muni d'un système politique démocratique participatif. Ainsi, est défini un nouveau modèle de relations Etat-société, fondé sur la démocratie participative et décentralisée<sup>21</sup>. L'article 4 de la Constitution indique que les principes qui régissent cette démocratie sont ceux de « l'intégralité territoriale, de la coopération, la solidarité, la concurrence et la coresponsabilité »<sup>22</sup>. Les communautés sont ainsi rendues coresponsables de leur propre développement. La décentralisation trouve également son origine dans un souci de légitimation politique. Ce changement s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique de la Banque Mondiale qui, après avoir longtemps prôné les macroprojets d'infrastructures, appuie désormais les microprojets dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Les organisations de quartier paraissent les mieux placées pour gérer ces programmes. Comme le souligne Dominique Vidal, la décentralisation est nécessaire pour inverser la longue période de « centralisme bureaucratique »<sup>23</sup>. Les acteurs municipaux, toujours composés d'une majorité de femmes, plus à même des réalités locales, feraient un meilleur usage des ressources locales et répondraient de la façon la plus appropriée aux problèmes des populations défavorisées. Dans ce contexte, les associations d'habitants sont au cœur des dynamiques sociales et politiques : « Dans la définition et la mise en œuvre de mesures et de programmes à destination des populations urbaines défavorisées, les associations d'habitants se trouvent au centre de multiples médiations entre des acteurs politiques, les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux de l'intervention sociale et les résidents des quartiers populaires. »<sup>24</sup>

---

<sup>20</sup> F. Tarragoni, *op. cit.*, p. 5.

<sup>21</sup> I. Velasco Ramírez, *Venezuela : legalidad y legitimidad de las comunidades organizadas en los Consejos locales de Planificación pública*, Thèse de Doctorat en Science Politique, Caracas, Université Simón Bolívar, 2005.

<sup>22</sup> Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela (CRBV), Caracas, gazette officielle n°38.860, 30-12-1999.

<sup>23</sup> D. Vidal, « Communauté, intervention sociale et participation », dans D. Vidal, *La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*, Paris, Ed. Maison des Sciences de l'Homme, 1998, pp. 91-127, p. 95.

<sup>24</sup> D. Vidal, *ibidem*, p. 98.

Dans un premier temps, nous verrons que cela évolue par la suite, le discours étatique incite l'émergence et le renouveau de la participation citoyenne. La base de la société vénézuélienne, le « peuple » et les communautés sont considérés comme des lieux de prise de décision, de concertation et d'échange. Les espaces de rencontre, de partage et de discussion apparaissent, aux yeux des habitants, et dans le discours du président Chávez, comme vitaux au processus de conscientisation et de mobilisation des citoyens vénézuéliens.

### **Micro-localisation de la participation et compétences des femmes**

En 2002, les Conseils Locaux de Planification Publique (CLPP) voient le jour. Inspirés du modèle brésilien des années 1980 de « budget participatif » (*orçamento participativo*)<sup>25</sup>, il s'inscrit dans la constitution en tant qu'organisme de décentralisation du pouvoir et de participation citoyenne. Il symbolise ce que j'appelle la « transition participative » que vit le Venezuela de Chávez, puisque la participation s'établit mais il n'en va pas de même pour le régime politique qui la définit. Les CLPP oscillent entre deux systèmes, la démocratie représentative et la démocratie participative, puisqu'ils sont composés à la fois de personnalités politiques (maires, conseillères et conseillers municipaux, membres élus) et de groupes organisés de la société civile (associations civiles, ONG, entre autres). Cette structure étatique de participation politique adopte un discours de cogestion et de coresponsabilité, où le niveau d'organisation est municipal. Les CLPP représentent la première étape, sous le gouvernement Chávez, d'un ample processus qui prend forme dans le Venezuela contemporain.

Autrefois composante des CLPP, les Conseils Communaux sont rendus autonomes pour symboliser la fin des intermédiaires entre l'Etat et le peuple. Il s'agit d'un système de participation qui dépend directement du gouvernement national, que l'on peut considérer comme étant une forme de « centralisation participative ». On assiste alors à une progressive micro-localisation de la participation politique. Dès 2006, avec les Conseils Communaux (CC), mais surtout depuis 2009 et 2010 avec une radicalisation de la politique des CC et la mise en place des Communes, nous passons à l'idée d'autogouvernement communautaire et de « brigades de travail volontaire », où le niveau d'organisation est la communauté, laquelle se délimite désormais autour d'un nombre défini de familles (entre 200 et 400 en milieu

---

<sup>25</sup> Voir : M.-H. Bacqué, H. Rey et Y. Sintomer, *Gestion de proximité et démocratie participative. Une enquête comparative*, Paris, Ed. La Découverte, 2005.

urbain et de 10 à 20 familles en milieu rural, ou pour les populations indiennes)<sup>26</sup>. Ce modèle s'inspire davantage des « Comités de Défense de la Révolution » cubains. La nouveauté ne repose pas sur l'interpénétration du familial au politique mais, dans le cas vénézuélien, on intègre les familles des dominés, des exclus, au cœur desquelles se trouvent les femmes. Les compétences qu'elles ont pu développer sont désormais visibles sous la politique de la participation des régimes Chávez.

Le concept de « territoire quotidien », utilisé par la sociologue Alejandra Massolo, fait référence au niveau d'engagement politique dans lequel s'investissent majoritairement les femmes en Amérique latine<sup>27</sup>. La territorialisation que connaît la politique dans le Venezuela contemporain s'effectue par une politisation du quotidien où les femmes sont les principales actrices du changement qui se produit. C'est dans ce sens que je reprends et développe le concept pour mes recherches. Les « territoires quotidiens » constituent une sphère, des espaces d'action intermédiaires, un niveau d'engagement favorisé dans le Venezuela bolivarien. Avec la micro-localisation de la participation politique, les communautés font face à des thèmes différents de ceux liés à la gestion municipale. Ces structures interviennent dans le traitement de sujets plus larges portant sur l'organisation du quotidien. Les Conseils Communaux (CC) prennent en charge des domaines tels l'alimentation, les activités sportives, le logement, le culturel, la diffusion de l'idéologie politique et partisane, l'économique (des micro-crédits sont octroyés par le biais des CC et des coopératives qui s'y créent), l'éducation, la gestion de la morale (des normes de bonne conduite et un règlement interne au voisinage sont produits par les CC), des retraites ou des aides sociales, la santé, la sécurité, la violence intrafamiliale. Dans les zones périurbaines et rurales de Mérida, ces structures s'articulent autour du tourisme, de l'agriculture, de la question de l'eau, mais elles prennent également en charge des affaires autrefois qualifiées de privées et souvent réservées aux femmes. J'ai assisté à une réunion où un habitant demandait au CC de l'aider à s'approvisionner en couches pour adultes car sa mère, une des femmes les plus âgées de la communauté, en avait besoin alors que la famille manquait de moyens pour se les procurer et cela a été approuvé par l'assemblée. Telles sont quelques-unes des fonctions explicites attribuées à cette structure hybride de participation politique. Si on s'intéresse aux fonctions implicites souscrites par les Conseils Communaux et à condition de rester suffisamment

---

<sup>26</sup> Loi Organique des Conseils Communaux (LOCC), gazette officielle n° 39.335, 28-12-2009 ; Loi Organique des Communes, gazette officielle n° 6.011, 21-12-2010.

<sup>27</sup> Voir l'article d'opinion : A. Massolo « Politización de lo cotidiano », *Este País*, 1995.



longtemps sur place pour observer et participer à chacune des réunions hebdomadaires qui se tiennent dans la communauté habitée, il est possible d'entrevoir que ces structures étatiques participent aussi à l'élaboration de projets de micro-sociétés. Des lettres de « bonne conduite » peuvent par exemple être demandées auprès du Conseil Communal pour un entretien d'embauche; chaque CC élabore un règlement interne et des normes de cohabitation qui déterminent les « bonnes » et les « mauvaises » conduites et donc aussi les conduites désirables et celles qui sont définies comme indésirables. Ces dernières peuvent faire l'objet d'une amende si, après exposition du cas en réunion, cela s'estime nécessaire (par exemple s'embrasser, marcher au milieu des routes en milieu rural, ou encore mettre le son trop fort chez soi le soir). Le projet de développement du pays ne repose plus sur le paradigme de la croissance économique qui a surgi dans l'après seconde guerre mondiale, mais sur le paradigme de la participation qui prône l'investissement dans le (capital) social, amorcé dès les années 1960 mais surtout dans les années 1980. Les effets du paradigme de développement économique produisent alors des soulèvements et des mouvements de contestation du côté des principaux concernés, les gouvernés.

Dans cette première partie, l'objectif est de comprendre la fabrication de la politique à partir de ces structures, et des espaces de participation politique qu'elles produisent. La politique comme activité décloisonne l'espace public et les pratiques considérées comme politiques puisqu'il s'agit de considérer davantage l'action, à visée politique, que la nature de l'espace dans lequel elle se produit<sup>28</sup>. Les espaces, le niveau d'engagement et le type d'actions politiques des femmes ont souvent été (ra)attachés à leur statut de mères et au rôle social de genre qui leur reviendrait puisqu'elles sont considérées, par une essentialisation de leur fonction sociétale, comme le noyau de la cohésion sociale d'une famille, d'un quartier et, dans le cadre des gouvernements Chávez, d'une Nation. Dans cette partie, il s'agit de se demander comment s'est construite cette autre manière de faire de la politique qui a permis la mobilisation massive des femmes par la progressive micro-localisation et micro-territorialisation de celle-ci. Les compétences autrefois considérées comme de l'ordre de l'infra-politique deviennent le fer de lance des régimes Chávez, notamment en matière de participation mais pas uniquement. La rupture s'effectue à ce niveau là, on assiste à un phénomène de décloisonnement du public, en termes spatiaux et idéologiques, comme nous allons l'évoquer. Le pouvoir populaire et la politique se construisent désormais à partir des

---

<sup>28</sup> M. Berger, D. Cefai et C. Gayet Viaud (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre ensemble*, Bruxelles, Ed. Peter Lang, 2011.

espaces d'actions féminins et des compétences qu'elles ont pu développer en leur sein. Comme nous le verrons, la démocratie participative et protagonique (*protagónica*) est un cadre favorable à la visibilité et au financement du travail « caché » des organisations locales préexistantes et solides.

Dans le premier chapitre, j'aborde le contexte national et la méthode : comment enquêter dans un pays qui traverse de fortes tensions politiques partisans, notamment quand on est une jeune femme franco-vénézuélienne résidant en France ? Puis, en quoi la recherche sur les affects et l'émotionnel peut permettre de saisir le caractère politique de l'action locale des femmes ? Dans le deuxième chapitre, je propose de centrer notre attention sur la structure de participation étatique locale qui marque la première étape du régime de démocratie participative vénézuélien, les Conseils Locaux de Planification Publics. A travers une participation à plusieurs échelles, c'est l'idée de co-gestion qui est véhiculée dans le discours politique par le développement du « pouvoir citoyen ». Les femmes incarnent le moteur de cette machine de planification mais son fonctionnement pyramidal et formel maintient les frontières spatiales et thématiques de genre. Dans le troisième chapitre, l'arrivée des Conseils Communaux modifie les règles de la participation locale et marque le passage à la deuxième étape du régime bolivarien, le « Socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle ». La recherche du « pouvoir populaire » devient le fer de lance de la politique de participation. Sa micro-localisation induit un changement d'échelle qui est favorable à l'autorité politique des femmes. Puis, dans un quatrième et dernier chapitre, c'est le projet d'un « féminisme d'Etat » qui s'implante dès 2009 dans le pays. Face à la progressive perte de la popularité du gouvernement, le pouvoir populaire et les femmes semblent représenter les seules ressources possibles pour tenter de regagner la confiance d'un peuple politisé qui commence à se révolter.

# Chapitre 1. Politique et relations interpersonnelles : participation locale et territoires quotidiens

Pour comprendre les effets de la participation politique et de la politisation sans précédent qui s'est produite au Venezuela il s'agit, dans ce premier chapitre, d'étudier comment un processus intime et intérieur, l'identification personnelle, se produit aujourd'hui dans le collectif et à l'extérieur sous la forme d'un sentiment d'appartenance nationale. Ce travail et la méthodologie adoptée se concentrent sur l'avènement d'une « fierté endogène »<sup>29</sup> au visage féminin qui façonne le pays à diverses échelles et qui transforme la vie des individus puisqu'elle modifie le regard sur soi et le rapport à son entourage ainsi que les pratiques quotidiennes.

L'objectif est de comprendre ce qu'est vivre sous la République Bolivarienne du Venezuela, ce que signifie participer au sein des structures étatiques de participation politique comme les Conseils Locaux de Participation Publique et les Conseils Communaux ; et donc ce que signifie vivre sous le régime de démocratie participative et protagonique, en tant que femme et en tant qu'homme appartenant aux classes populaires, majoritaires dans le pays. C'est aussi décrire ce qu'implique enquêter sur un pays fortement politisé, qui éveille de fortes polémiques à l'international ; et le faire en tant que franco-vénézuélienne vivant en France depuis 2001, en tant que jeune femme de classe moyenne basse, perçue comme « métisse » dans son pays d'accueil et comme « blanche » dans son pays natal.

Il s'agit alors de se demander comment s'articulent activités quotidiennes, relations interpersonnelles et participation politique dans les espaces étudiés, à travers les trajectoires

---

<sup>29</sup> Cette idée de fierté endogène n'est pas née sous Chávez. Elle fait écho au « tiers-mondisme » et s'inscrit dans cette lignée. A la fin des années 1960, le tiers-mondisme apparaît comme l'étape finale de libération de l'Afrique vis-à-vis de la tutelle coloniale puisque à cette époque une trentaine de pays africains accèdent à l'indépendance. Une rupture s'opère par rapport à la vision et aux pratiques du développement économique, technocratique. Le tiers-mondisme devient un courant critique qui attribue la responsabilité de la pauvreté du « tiers-monde » -c'est-à-dire l'ensemble de pays considérés comme sous-développés par les grandes puissances mondiales- aux interventions des pays occidentaux prônant le développement économique, dès la fin de la seconde guerre mondiale, comme modèle unique de progrès et de modernité. Ces paradigmes critiques naissent d'une prise de conscience de la situation d'inégalités profondes dans la distribution des richesses à l'échelle mondiale. Ces paradigmes peuvent être regroupés sous la théorie de la dépendance et du néo-marxisme. Un des analystes connu pour ces travaux est l'économiste égyptien Samir Amin pour qui les périphéries mondiales fonctionneraient au profit de l'accumulation centrale des richesses, voir : *Le développement inégal*, Paris : Ed. de Minuit, 1973. Sur le tiers-mondisme pensé à partir de l'expérience africaine, l'ouvrage du psychiatre et essayiste martiniquais Frantz Fanon constitue une référence puisqu'il est l'un des fondateurs de ce courant de pensée : *Les damnés de la Terre*, Paris : Ed. Maspero, 1961. L'auteur y invite les indigènes de tous les pays sous-développés à s'unir et à se révolter. Il n'est guère étonnant que cette même éditoriale ait publié l'ouvrage sur l'éducation populaire du brésilien Paulo Freire (voir plus loin : note n°313) puisqu'il s'inscrit dans le même courant de pensée.

individuelles que j'ai suivies au long de ces années de recherche. La question qui a guidé les enquêtes de terrain est la suivante : comment les contextes individuel et national influent sur ces trajectoires et expériences participatives ? Pour cela, j'ai fait des va-et-vient méthodologiques et territoriaux, entre l'élaboration d'une ethnographie multi-située, l'analyse du corpus législatif, des discours à diverses échelles et l'observation de différentes familles pour penser la participation et son inflexion dans le quotidien des individus.

## **1. 1. Enquêter au Venezuela : « pour » ou « contre » Chávez ?**

### **Retour au pays natal : de la bi-polarisation politique à la recomposition des liens sociaux**

Tout le long de ces années d'enquête sur la politique de la participation, l'engagement des femmes à l'échelle locale et les rapports de genre au Venezuela, j'ai été confrontée à une situation complexe aussi bien sur le plan personnel que sur le plan professionnel pour mener à bien cette recherche. C'est d'abord par ma position de franco-vénézuélienne *retornada*<sup>30</sup> que j'ai été confrontée à la mobilisation des femmes dans le pays, au moment de mon premier retour au pays natal, en 2002 après être venue m'installer en France en 2001. J'avais alors passé la quasi totalité de ma vie au Venezuela (17 ans sur 18), et c'est lors de ce premier retour que j'ai vu<sup>31</sup> l'avènement d'un phénomène nouveau : les femmes surtout, mais aussi les hommes, de tout âge, de tout milieu social, et des divers groupes ethniques s'intéressaient, s'informaient et se mobilisaient à l'intérieur de la dynamique de bi-polarisation politique que le pays traversait depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez en 1999. Je me demandais, sur le moment, ce que cet « éveil » politisé allait changer pour le Venezuela. Cette bi-polarisation, fortement ancrée suite à la tentative de coup d'Etat du 11 avril 2002<sup>32</sup> contre le président, a

---

<sup>30</sup> « Qui retourne », ici, au pays natal.

<sup>31</sup> D'un côté, je pense que la distanciation produite par l'éloignement géographique m'a permis de percevoir un phénomène déjà ancré depuis l'accession au pouvoir du président Chávez. Mais, de l'autre côté, ce phénomène s'est clairement cristallisé suite à la tentative de coup d'Etat contre Chávez, du 11 avril 2002. Je reviens sur les effets de la production d'une recherche sur le Venezuela depuis la France dans : 1.1. Ecrire en France et diachronie : apports à un terrain polarisé.

<sup>32</sup> La tentative de coup d'Etat survient après que le président ait adopté en 2001 une série de lois en utilisant un « pouvoir habilitant ». Deux d'entre elles provoquent la controverse, puisqu'elles concernent un renforcement du contrôle gouvernemental sur la compagnie pétrolière PDVSA et une loi portant sur la réforme agraire qui impliquait l'expropriation de terres contre une indemnisation au prix du marché. Quelques jours avant le coup d'Etat manqué, Chávez licencie publiquement des cadres dirigeants de PDVSA, suite à quoi le syndicat CTV (Confédération des travailleurs du Venezuela) et le syndicat patronal Fedecámaras déclenchent une grève générale pour soutenir les dirigeants de PDVSA. Le 11 avril, une manifestation de l'opposition a été déviée vers le palais présidentiel où un rassemblement en soutien au président avait lieu et des affrontements armés entre civils se sont produits (13 personnes ont été tuées). Plusieurs hauts officiers ont refusé d'intervenir pour calmer la situation et Chávez est contraint de démissionner. Pedro Carmona, le président de la fédération des chambres de commerce du pays, s'empare pour quelques heures de tous les pouvoirs. Dès le lendemain, l'insurrection

divisé le pays entre « pro » et « anti » Chávez<sup>33</sup>. Pendant ce séjour d'un mois, les discussions sur le positionnement partisan traversaient les espaces publics comme privés. Dans la rue, tout incident ou divergence d'opinion<sup>34</sup> aboutissait toujours sur la question du soutien ou du rejet surtout du président, en premier lieu, mais aussi, par conséquent, du régime qu'il représentait. A cette époque et aujourd'hui encore, dans le foyer les couples se disputent, font chambre à part, s'ignorent, voire se séparent lorsque les positions divergentes sont exprimées. Les amitiés de longue date se terminent ou se distancient en fonction des appartenances politiques de l'un et de l'autre. Le capital social des habitants du pays est bouleversé à cette période de l'histoire contemporaine. L'ensemble des liens sociaux se reconfigurent sous ce nouveau gouvernement qui divise pour rallier autrement. La première question à laquelle j'ai été confrontée par mon entourage amical et familial à mon retour était « tu es pour ou contre Chávez ? », pourtant l'enjeu d'une affiliation partisane ou d'une identification à un mouvement social et politique n'avait jamais été au cœur de nos échanges et de nos rapports, surtout dans la génération et le milieu social auxquels j'appartenais. Alors que j'avais quitté mon entourage et mon pays seulement un an auparavant, je le retrouvais divisé, à la défensive, fermement positionné, immergé dans cette bi-polarisation dont je saisisais difficilement les enjeux mais qui était bel et bien ancrée au plus profond de la société et des individus qui l'habitaient. La spontanéité et l'intensité du phénomène est d'ailleurs ce qui a éveillé ma volonté de travailler sur le pays, pour comprendre ce qui s'était produit depuis mon départ en France, ce que l'arrivée de ce nouveau gouvernement avait provoqué comme changements. Le personnalisme quasi messianique et l'origine militaire revendiquée du nouveau président me révoltaient. Sa figure était déployée dans les affiches du métro<sup>35</sup>, s'imposait sur mon passage dans les rues, dans les commerces de proximité, mais je n'arrivais pourtant pas à me prononcer « contre » ce qu'il générait. La participation politique qui s'était produite dans le pays depuis son arrivée au pouvoir me paraissait très importante.

---

populaire ramène Chávez au pouvoir. Sur le terrain, une des femmes rencontrées dans le páramo de Mérida, Ligia Parra, a écrit un poème au sujet de ce coup d'Etat manqué et de ce qu'il a produit dans le pays, voir : 1.2. Ethnographier le quotidien pour comprendre les effets de la territorialisation de la participation.

<sup>33</sup> La prise de position spontanée s'affirme en termes de « pro » ou d'« anti » mais lorsqu'on a l'occasion d'approfondir les raisons de ce positionnement il est possible de constater que cette distinction n'est absolument pas nette ni aussi claire. Ce point est abordé dans les chapitres 2 et 3.

<sup>34</sup> Comme bousculer une personne dans le métro sans s'en rendre compte ou dire à haute voix, en faisant les courses, que les prix ont augmenté pouvaient –et c'est toujours le cas aujourd'hui- provoquer une réponse telle que « ça c'est grâce à ton président » ou « ça c'est la faute à ton président », selon le bord politique de la personne qui réagit.

<sup>35</sup> Je me souviens d'une affiche –parmi tant d'autres- sur la mission « *Milagros* » (qui offrait la possibilité d'effectuer une opération des cataractes gratuitement pour les personnes à faible revenus, alors que cela pouvait être cause de cécité en milieu pauvre et populaire dans le pays, le nom de mission « *Miracle* » viendrait du fait de « rendre la vue » à ces personnes) dans la station du métro de Plaza Venezuela à Caracas le montrait, comme souvent, entouré d'une foule de personnes qu'il embrassait et l'embrassaient à leur tour, à qui il tenait la main, qu'il serrait dans ses bras.

En 2006, lors de mon terrain de master j'ai maintenu cette position distanciée et plutôt méfiante vis-à-vis du nouveau président et de son projet politique. Entre temps, avant mon premier terrain de thèse, en 2009, j'avais vécu ma première implication politique en France, en me mobilisant dans le milieu étudiant universitaire contre le CPE, sans pour autant faire partie d'une organisation partisane, ni syndicale, ni religieuse. Je me suis mobilisée comme jeune, femme, étudiante, française, précaire. J'avais saisi et fait l'expérience des rapports et des enjeux autour de la classe, du corps, de l'âge et de la maîtrise de la prise de parole en public. Cette politisation a sûrement modifié mon approche du terrain et mon regard sur les effets de la démocratie participative et de ce personnalisme sur les femmes et sur les populations marginalisées. Jusque là je les percevais comme agents et non comme acteurs de la structure au sein de laquelle ils et elles s'organisaient. Mais, au fur et à mesure que j'ai partagé le quotidien des vénézuéliens et des vénézuéliennes, dans les champs du *páramo*<sup>36</sup> et des zones reculées ou dans les rues à peine cimentées des *barrios*, j'ai compris que ce personnalisme avait changé l'auto-estime des laissés-pour-compte. J'ai commencé à saisir le sentiment de dignité qui s'est produit chez ceux et celles qui constituent la majorité du pays et qui ne s'étaient pourtant jamais sentis « visibles » ou « importants ».

### **Entre réflexivité et demande de justification**

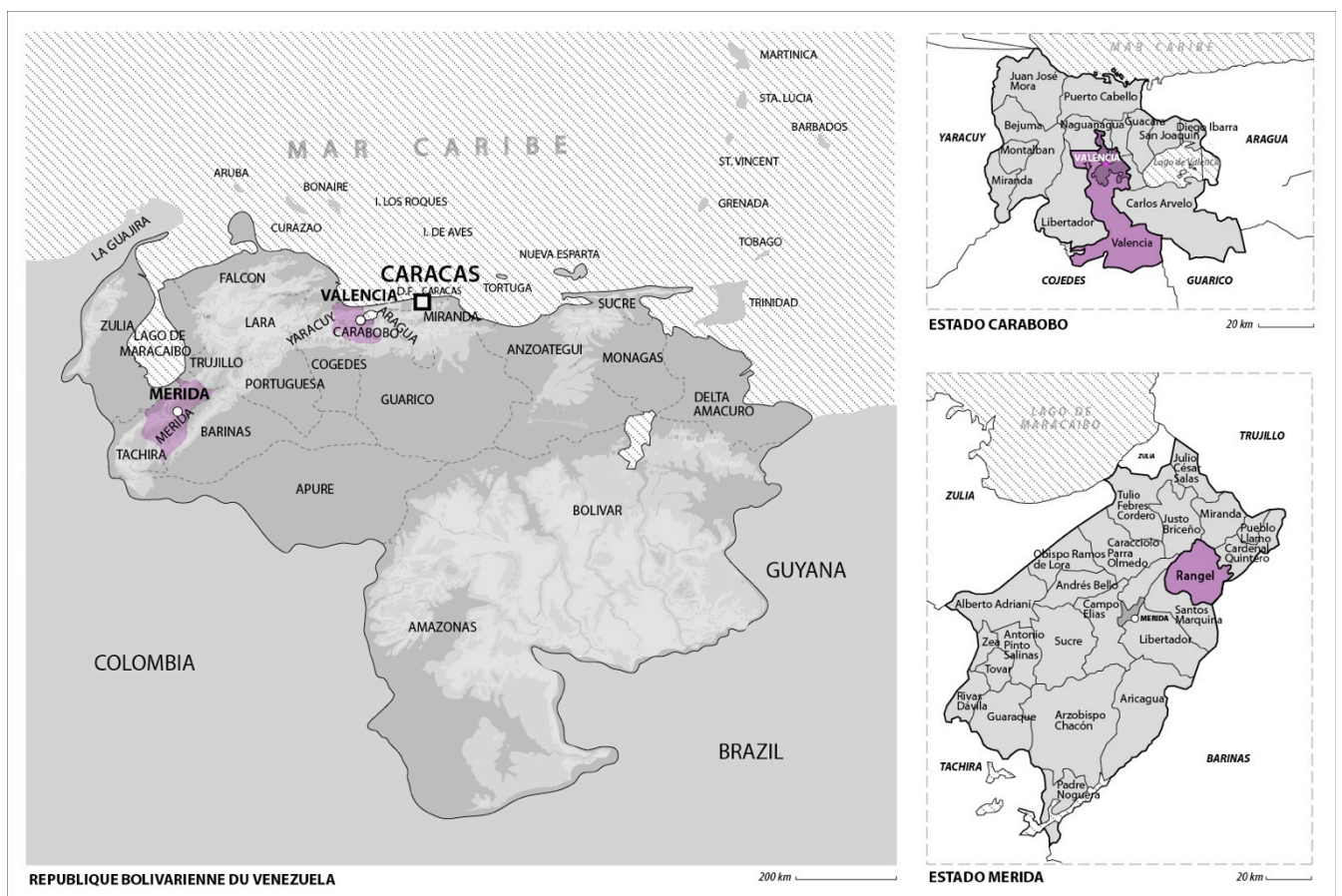
Le regard de sociologue s'est donc posé, en 2006, quatre ans après avoir entrevu ce phénomène de politisation et de mobilisation des femmes lorsque j'ai réalisé la première enquête dans le cadre du mémoire de master. Pour l'instant, c'est en France que je produis majoritairement mes recherches et, pour le moment, surtout en français ce qui a pu, au départ, me faire douter de ma légitimité à penser et à travailler sur le Venezuela. Ces doutes étaient réflexifs en termes professionnels et personnels mais aussi induits, à la fois par mon entourage proche et par les enquêtés, toutes et tous très impliqués et touchés de près ou de loin par les tensions politiques qui pèsent si lourd sur leur quotidien. Comme nous le verrons dans ce travail, ces tensions s'immiscent et remettent en question les liaisons organiques des individus (parentale, locale et professionnelle)<sup>37</sup>. C'est après les longues périodes d'immersion et après m'être faite acceptée dans les zones populaires du pays et dans les familles qui m'ont accueillie, dans les bidonvilles de Valencia ou dans le *páramo* rural de Mérida que j'ai

---

<sup>36</sup> Partie supérieure nord de la Cordillère des Andes vénézuéliennes, limite entre les forêts et les neiges éternelles.

<sup>37</sup>D. Albera (dir.), « Terrains minés en ethnologie », *Ethnologie française*, Vol. 31, n°1, 2001, p. 8.

commencé à me sentir de nouveau légitimement Vénézuélienne. L'intérêt scientifique que porte la sociologue sur l'objet de recherche et l'intérêt personnel que porte la jeune femme franco-vénézuélienne ayant grandi dans le pays mais se trouvant désormais géographiquement distancée de celui-ci, produisent une double position qu'il n'est pas toujours évident de configurer sur le terrain d'enquête. Ces éléments sont constitutifs de ce que Becker a appelé la « libido politique »<sup>38</sup> du chercheur ou de la chercheuse, c'est-à-dire ses motivations extrascientifiques à porter un regard sur le sujet d'étude choisi. Il s'agit donc d'assumer que toute pensée sociologique est une pensée située, tenue par un soi situé<sup>39</sup>, afin de mieux pouvoir la travailler et l'objectiver.



Carte 1. Pays, états et municipalités de l'enquête.<sup>40</sup>

<sup>38</sup> H. Becker, « Whose side are we on ? », *Social Problems*, University of California Press, Vol. 14, n°3, pp. 239-247.

<sup>39</sup> L. Abu-Lughod, « La critique du concept de culture. Ethnographies féministes et subalternes », pp. 399-417 ; et « Ecrire contre la culture. Réflexions à partir d'une anthropologie de l'entre-deux », dans D. Cefaï, *L'engagement ethnographique*, Paris, Ed. EHESS, 2010, pp. 417-446, p. 404.

<sup>40</sup> Elaboration et conception graphique de toutes les cartes : Olivier Tourame. Les zones en rose sont celles où j'ai effectué mes terrains.

C'est donc en 2006, lors de mon premier terrain au Venezuela, que s'est posée la question de mon identification sur le terrain. Je me demandais comment j'allais me présenter ou comment je devais le faire. En raison du contexte politique que vivait le pays, je me demandais s'il ne convenait pas mieux que je me rapproche de ma nationalité française, plutôt que de la vénézuélienne, pour justifier la mise à distance que je tentais difficilement de maintenir dans ce contexte de prise de position forcée. Je ne savais pas si j'avais intérêt à me présenter comme étudiante, apprentie, ou comme sociologue professionnelle. Dans un premier temps, prise de doutes, j'ai décidé de laisser les personnes me cataloguer. Puisque mon pays de résidence est la France, de prime abord le côté français l'emportait sur le vénézuélien, j'étais donc présentée par les participantes comme la « petite française » (*la francesita*). Elles faisaient les présentations pour moi et se chargeaient de composer mon profil, constitué principalement de deux choses : j'habitais en France et je faisais une étude sur les femmes, « sur elles », répétaient-elles sur le terrain, et sur la participation locale. L'âge est un élément qui a indéniablement façonné nos rapports. Etant d'une trentaine d'années plus jeune que la majorité des Vénézuéliennes rencontrées, elles avaient ainsi tendance à « me prendre en charge ». La méfiance que j'éveillais en elles et qu'elles éveillaient en moi<sup>41</sup> s'est dissipée au fur et à mesure que le temps passait mais aussi avec mes retours répétés sur le terrain. Il était difficile pour elles d'imaginer que je passais autant de temps sur place, dans les mêmes conditions de vie que celles des enquêtées sans avoir d'autre rétribution financière que celle me permettant de réaliser une thèse à l'université. Elles comprenaient l'idée d'une étude sur la question mais ne comprenaient pas que j'y dédie autant de temps. Parfois elles me soupçonnaient de travailler secrètement pour l'Etat. Puis, un glissement s'est produit grâce au partage du quotidien et aux retours sur les mêmes lieux de terrains. Je suis passée de la *francesita* à « celle qui vit en France mais qui, en réalité, est plus vénézuélienne que nous toutes réunies », disaient-elles d'un air complice.

---

<sup>41</sup> Un tel contexte d'ébullition politique rendait difficile l'accès à des informations « personnalisées », dans le sens où le premier discours qui m'était donné de recevoir était souvent un « discours cassette », destiné à renforcer celui du bord politique auquel s'identifiait la personne, sans critique et sans relief.



## Confiance et méfiance en contexte d'ébullition politique

Entre personne et statut, je passais d'être la jeune fille « différente »<sup>42</sup>, à la journaliste, la politicienne, parmi les étiquettes qui ont pu m'être octroyées. En dehors des cadres institutionnels où je pouvais et où je « devais » -en raison du contexte national de méfiance- jouer la carte « doctorat Sorbonne », j'ai voulu effectuer un véritable travail d'acceptation en tant que vénézuélienne intéressée par son pays d'origine mais travaillant dans son pays de résidence. Cette extériorité m'a permis de recevoir davantage d'explications minutieuses et didactiques puisque l'intérêt pour la situation était justifié par le vécu « ailleurs ». Avec le mouvement et le développement de la « fierté endogène »<sup>43</sup> qui s'est produite sous les gouvernements Chávez, d'un côté, et en raison de la sortie massive du pays de la part des opposants au régime, d'un autre côté, l'extériorité était souvent aussi récriminée puisqu'elle signifiait une préférence pour « l'ailleurs » dans un contexte de construction d'un sentiment d'appartenance national fort. Mais, la France et la Sorbonne étaient tout de même, surtout auprès des institutions, un gage de qualité qui pouvait prévaloir sur mon appartenance vénézuélienne qui était considérée comme « délaissée » au profit de mon appartenance européenne. Ceci à condition de ne pas sous-estimer et de mettre en avant le savoir produit à l'échelle locale et nationale. L'« inconfort ethnographique »<sup>44</sup> et les rapports de domination, réels ou supposés, qu'impliquent faire du terrain sont souvent difficiles mais nécessaires à vivre pour assurer le travail d'objectivation dans l'enquête. Je me posais souvent la question suivante : savoir quelque chose des autres n'est-ce pas, d'une certaine manière, acquérir un certain pouvoir sur eux et sur elles ? Mais, grâce aux immersions répétées j'ai compris que le rapport est loin d'être unilatéral. Mon savoir ne pesait pas plus que le leur quand on se trouve, comme je l'étais, dans des milieux qui m'étaient étrangers : le bidonville, les champs. J'étais d'ailleurs plus dépendante d'eux et d'elles qu'ils et elles ne l'étaient de moi pendant mes

---

<sup>42</sup> Les habitudes vestimentaires et corporelles françaises qui étaient considérées comme moins « sexy » et « féminines » me différenciaient clairement de ce « localisme ». Par exemple, je porte les ongles courts et non longs et ornés comme la majorité des vénézuéliennes, pratique qui traverse toutes les classes sociales ; je me coiffe à peine puisque j'aime laisser mes cheveux prendre la place qu'ils veulent alors, pour elles, j'étais toujours « décoiffée ». En somme, pour elles, je ne « prenais pas soin de moi », comme elles ont pu me le faire remarquer, ce à quoi je répondais : je prends soin de moi mais différemment de vous, en glissant un sourire un peu vexé. Puis, l'attitude ferme et décidée que je tenais afin de dissimuler le manque de confiance que je pouvais éprouver au moment de réaliser les premiers pas sur un nouveau terrain ou dans un terrain « connu » mais face à de nouvelles personnes que je rencontrais, était aussi une manière de rappeler que je faisais une enquête (pratique qui a évolué au fil de l'immersion). Pour finir, étant issue du métissage juif de l'est (hongrois, polonais et russe) et *guajiro* vénézuélien, physiquement je ne suis pas la plus représentative des Vénézuéliennes bien que le métissage soit important dans le pays et que les différences ethniques sont moins marquées qu'ailleurs en Amérique latine.

<sup>43</sup> Cet aspect est traité dans la troisième partie du manuscrit.

<sup>44</sup> Les questionnements que produit le statut du chercheur sur le terrain et le partage du quotidien et parfois aussi de situations intimes ou dramatiques avec les enquêtés s'articulent autour de cette idée d'« inconfort ethnographique » qui est amplement traitée dans D. Albera (dir.), « Terrains minés en ethnologie », *Ethnologie française*, Vol. 31, n°1, 2001 ; mais aussi dans F. Bouillon, M. Fresia et V. Tallio (dir.), *Terrains sensibles : expériences actuelles de l'anthropologie*, Ed. EHESS/ Centre d'études africaines, Paris 2005.

terrains. C'est aussi la question que pose Albera, « comment s'abandonner à l'autre sans perdre de vue ses objectifs de connaissance ? »<sup>45</sup>. Bien qu'il s'agisse d'un vieux dilemme lié à la pratique ethnographique ainsi qu'à des sciences qui travaillent sur l'humain et le social, il se pose toujours autant à celui ou à celle qui pratique l'immersion ethnographique et qui revient, régulièrement, sur les mêmes terrains d'enquête.

J'ai donc commencé par Valencia, terrain plus connu et moins déconcertant que Mérida. C'était dur au début parce que beaucoup d'entre elles ont cessé de participer –du moins c'est ce qu'elles me disaient en premier lieu- ou n'ont pas intégré les CC, et je paniquais, je leur en voulais presque !

Je me disais : « comment je fais, maintenant, pour continuer avec mes recherches ? ». J'étais déconcertée de passer du temps avec elles, sans trop savoir ce que ça allait m'apporter, sans être vraiment sûre que je devais continuer de les suivre mais sans pouvoir m'empêcher de le faire car je sentais, tant bien que mal, que ça valait le coup de poursuivre. Ce n'est pas toujours évident de comprendre le lien que nous avons, nous chercheurs et chercheuses -et peut-être surtout jeune chercheuse, franco-vénézuélienne, que je suis- avec nos interlocuteurs. Je les revois fréquemment, je suis émue, intriguée, contente et désireuse de « prendre de leurs nouvelles » mais je m'aperçois aussi que les nouvelles que j'attends sont bien déterminées et parfois même anticipées. J'ai été déconcertée par ce sentiment, entre culpabilité et incompréhension. Je ne savais plus comment les traiter, comment me comporter, qu'attendre et jusqu'où donner. Je dors chez l'une d'entre elles sans payer pratiquement rien, je vis avec elle et sa mère de 87 ans. Alicia me guide, elle appelle les autres pour fixer des rendez-vous pour moi (de sa propre initiative), elle tente toujours de trouver quelqu'un qui puisse me déposer (*una cola*), pour m'éviter les transports en commun qui passent par les bidonvilles (*barrios*) et sont dangereux (bien que je m'y rende régulièrement en bus). Elle me prend sous son aile, elles me prennent sous leurs ailes, se confient à moi, me parlent d'elles et des autres, et moi je les écoute et je partage pleinement ces moments tout en essayant de nous faire comprendre, à elles et à moi-même, que je suis ici pour mon travail, même si cela est bien intégré des deux cotés. De temps en temps, une distance doit être marquée, je leur rappelle que je dois aussi visiter celles et ceux avec qui elles ne s'entendent pas

---

<sup>45</sup> D. Albera (dir.), *op. cit.*

ou qui appartiennent à l'autre bord politique (Alicia est d'opposition)... tout en essayant de ne pas briser le lien non « étiquetable » que nous avons créé. Ces situations et ces ressentis ne sont pas toujours faciles à objectiver.

**Carnet de terrain, 2009.**

En lisant cet extrait de carnet de terrain une question revient : pourquoi ces femmes me prennent-elles sous leurs ailes ? Au delà des liens affectifs, voire d'amitié, que nous avons pu tisser avec certaines d'entre elles, j'ai rapidement compris que mon statut de sociologue résidant en France et réalisant une enquête sur la participation au Venezuela représentait, pour elles, l'opportunité d'être davantage prises en compte par leurs interlocuteurs institutionnels. A plusieurs reprises, elles ont pu me demander de défendre leurs projets en les soutenant auprès des institutions. Mais, c'est surtout arrivé au début de mon enquête, avant que je leur explique que je ne prendrai pas part à leurs projets et que je ne souhaitais pas m'impliquer dans leurs démarches. Je leur ai fait comprendre que j'étais là pour observer et analyser le phénomène de participation, puis les effets qu'il a dans leurs vies quotidiennes et non pour en faire partie, et j'ai maintenu cette position tout au long de mes sept années d'enquête. Néanmoins, sans répondre à leur demande, indirectement ma présence a permis de les mettre en valeur, elles, et de mettre en valeur leur travail. Ainsi, lorsque je revenais sur le terrain et que nous croisions des personnes que je n'avais pas rencontrées auparavant, elles s'occupaient de faire les présentations et elles ajoutaient, quasi systématiquement, d'un air fier : « elle vient de France pour faire une étude sur nous, les femmes, sur notre participation »<sup>46</sup>. D'une certaine manière, non seulement je les constituais comme groupe, mais mon travail confirmait le leur.

Ce lien ne peut porter d'étiquette puisqu'il est à la fois régi par l'enquête, mais il la dépasse aussi largement. En 2012, lors de mon dernier retour sur le terrain, une des enquêtées m'a dit, émue, en me regardant droit dans les yeux et en me tenant par les bras, que pour elle faire partie de ma thèse avait été une des plus belles choses qui lui soit arrivée, parce qu'elle avait partagé son histoire et son travail, et que ce n'était pas rien. J'avais déjà saisi, en 2008, l'importance qu'octroyaient les enquêtés à l'étude que je menais, ou plutôt à leur place dans l'enquête. En effet, quand je leur ai montré, et présenté, mon mémoire de master et que je leur ai expliqué que j'avais modifié les noms et les prénoms afin de préserver leur anonymat, les enquêtés ont été choqués, voire déçus par ma démarche. A leur tour, ils et elles m'ont

---

<sup>46</sup> « *ella viene de Francia para hacer un estudio sobre nosotras las mujeres, sobre nuestra participación* »

expliqué que dans la thèse je devais faire apparaître les « vrais » noms et prénoms –ce que j’ai fait. Certains m’ont rappelé que leurs propos leur appartenaient et qu’ils avaient été prononcés en connaissance de cause. Cette situation avait été très embarrassante. Je me suis rendue compte à quel point je les avais dépossédé de leur place dans l’enquête. J’avais fait le choix de changer leur identité en pensant aux fortes tensions politiques qui régissent le quotidien vénézuélien, car je ne voulais en aucun cas que leur implication dans ma recherche puisse les pénaliser d’une manière ou d’une autre. Mais, j’ai compris que malgré la bi-polarisation partisane qui divise le pays en s’immisçant dans le moindre aspect de la vie quotidienne, les personnes sont prêtes à affirmer et à défendre leur point de vue. Je pense aussi que le suivi dans le temps favorise une implication plus affirmée dans l’enquête de la part des enquêtés.

La familiarité que l’enquêteur peut développer avec les enquêtés n’est pas intéressante pour elle-même mais parce qu’elle permet de comprendre ce qui dans la situation est problématique. Si je présente cet extrait aussi c’est parce qu’il pointe à la fois cette proximité et ce lien de confiance recherchés sur le terrain mais aussi le danger qu’il peut représenter, pour l’enquête, dans un contexte de tensions politiques comme celui qui caractérise le Venezuela depuis 2002. Entrer par une porte sur le terrain signifie souvent en fermer d’autres pour privilégier l’accès au premier cercle qui s’ouvre à soi et il est nécessaire de l’accepter en tentant de ne pas s’y confiner. C’est aussi la difficulté que relève la volonté de travailler avec des personnes engagées à l’échelle locale et dans leur quartier, sans faire de distinction politique dans un contexte de tensions partisans séparatrices. Mener des entretiens ou avoir des discussions informelles avec les participants et les participantes de tout bord politique a souvent provoqué des échanges nécessaires à l’auto-régulation de mon statut sur le terrain et de mon rapport aux enquêtés. Maintenir un regard critique vis-à-vis de la militance partisane en affirmant m’intéresser avant tout à la participation locale des enquêtés, surtout des femmes –bien que leur prise de position joue, par la suite, dans l’analyse- faisait de moi une personne « à convaincre » et incitait mes interlocuteurs et mes interlocutrices à argumenter davantage sur leur positionnement, ce qui m’a parfois permis de mieux le saisir.

Même si je connaissais une personne du Conseil Communal étudié je ne pouvais pas considérer ma présence comme validée. Elle était formalisée à chaque réunion ou événement public auquel je participais puisque les CC et les leaders de quartier sont très sollicités par les institutions (gouvernementales, ONG, fondations, associations), les étudiants et étudiantes (service communautaire obligatoire) et les chercheurs et chercheuses (intérêt globalisé pour le

bouleversement participatif vénézuélien, la politisation et la confrontation partisane très marquée dans le pays ; notamment par les mouvements altermondialistes, de gauche, des suds, indigénistes ou encore féministes). Dès lors, de par le fait que le local soit aujourd'hui un terrain surinvesti au Venezuela, il y a une régulation consciente et volontaire de la présence des personnes extérieures qui intègrent ces structures ainsi que d'autres types de mobilisations locales puisqu'il existe une volonté de faire circuler l'expérience<sup>47</sup>. Pour reprendre les termes de Broqua, « la posture de l'observateur fait partie des positions disponibles »<sup>48</sup> dans les CC et plus largement dans les communautés.

### **Travailler avec les *luchadoras* de tout bord politique : la difficile place de l'engagement sans militance**

Les réponses que je tente d'apporter aux questions que pose cette recherche ne sont pas destinées à faire l'éloge ou le procès des gouvernements Chávez mais à parler de ce qui se produit ou ce qui se détériore dans le pays en termes matériels et symboliques, au niveau individuel et collectif. Je ne partage pas, dans ma vie quotidienne, les mêmes conditions de vie que les personnes chez lesquelles j'ai vécu durant mes terrains. Cette expérience m'a permis d'élargir et d'appréhender autrement le régime politique bolivarien et le poids des politiques publiques qu'il met en œuvre. Il s'agit de comprendre et de prendre en compte les enjeux que représentent les questions de distance et de proximité dans l'étude de la participation politique spécifiquement pour les classes populaires et pour ses femmes, au Venezuela. L'engagement de l'anthropologue, définit par Broqua ci-dessous, est plus souvent pensé comme la conséquence que comme le moyen de produire l'activité de recherche : « Selon une définition minimale l'engagement scientifique consiste pour le chercheur à s'impliquer en tant que tel (c'est-à-dire en se prévalant de l'autorité « politique » que peut lui conférer son savoir) dans une activité visant à agir sur le monde social, soit aux côtés de ceux qui sont concernés par l'objet qu'il étudie, soit plus à distance mais généralement en leur faveur.»<sup>49</sup>

---

<sup>47</sup> Le film de Marie Dault sur les vendeuses et vendeurs ambulants de lois au Venezuela est très illustratif de cette démarche (voir filmographie). Voir : M. Dault, « Parce que nous sommes souverains », 59 min., L'Hamattan vidéo, 2015.

<sup>48</sup> C. Broqua, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, Vol. 2, n°75, 2009, pp. 109-124, p. 110.

<sup>49</sup> C. Broqua, *ibidem*, p. 113.

Broqua rappelle que le chercheur engagé n'est donc pas seul à procéder à l'ethnographie de groupes militants, dont l'engagement peut varier fortement en fonction des cas. Il existe la possibilité de faire des observations longues et intensives mais non participantes des réunions, comme je l'ai fait dans les structures locales étudiées. Et, il existe l'autre scénario où le chercheur peut faire partie de la structure pour faire son enquête. Quand la mobilisation collective qui est l'objet de recherche prend les formes d'un engagement militant c'est ce que Fassin qualifie « d'anthropologie impliquée » (*advocacy anthropology*)<sup>50</sup>, supposant à la fois un engagement ethnographique dans l'action et une distanciation critique dans l'analyse. La question est alors celle du rapport à la cause étudiée, la hiérarchie de ses intérêts entre recherche et militantisme. Ma démarche ne visait ni à soutenir les populations étudiées ni à faire mieux fonctionner les Conseils Communaux puisque j'ai compris, entre chaque terrain, que la meilleure manière de poser un regard critique sur le fonctionnement de ces structures ou sur l'engagement des personnes rencontrées était de cerner les enjeux qui se situent au cœur de la démarche, étatique, individuelle et collective. Comme l'explique Broqua dans son étude sur Act Up -et je le rejoins sur ce point- en étudiant une mobilisation qui connaît un certain succès le chercheur peut d'autant plus faire l'économie d'une défense des populations ou des organisations étudiées puisque ce succès est précisément l'objet de l'étude, ce qui est le cas des CLPP et des CC. Bien qu'il s'agisse de structures étatiques de participation, elles accueillent une véritable mobilisation de la part des acteurs et des actrices qui s'y impliquent, fortement réflexive d'ailleurs puisqu'elle est confrontée au caractère collectif imposé -par le fonctionnement décrété « par le haut »- pour valider une prise de décision ou l'obtention de ressources, ce qui a facilité le maintien d'une position indépendante à l'égard du groupe étudié. Dans mon travail, le risque serait davantage d'en rester au niveau d'une sociographie de cette mobilisation, en restant trop près des faits sociaux en s'éloignant d'un dialogue scientifique plus large, en raison de la nature même de l'objet de recherche qui prend forme dans l'actualité, puisqu'il s'agit de travailler sur l'histoire du temps présent. L'autre défi consiste à ne pas amputer les populations marginalisées des politiques publiques qui permettent l'amélioration de leurs conditions de vie quotidiennes parce que dans la recherche un regard critique est développé sur celles-ci. Ainsi, il est important de ne pas oublier que l'enquête peut apporter un éclairage à l'action publique et offrir des prises aux politiques

---

<sup>50</sup> D. Fassin, « L'anthropologie entre engagement et distanciation : essai de sociologie des recherches en sciences sociales en Afrique », dans C. Becker et al. (eds.), *Vivre et penser le sida en Afrique*, Paris, Ed. Karthala et IRD ; Dakar Codesria (Hommes et Sociétés), 1998, pp. 41-66.

publiques<sup>51</sup>, ce qui accentue la dimension morale et politique de l'enquête<sup>52</sup>, mais sans pour autant réaliser l'étude en fonction de cela. C'est un juste milieu à trouver, où l'engagement ethnographique consiste à s'interroger sur les conséquences des implications épistémologiques ou théoriques pour le chercheur, ses informateurs et informatrices et leurs environnements. En portant un regard ethnographique sur soi, mais sans tomber dans une sur-réflexivité contreproductive<sup>53</sup>, l'ethnologue peut et doit analyser son engagement dans les « différentes chaînes de transactions », pour reprendre les termes employés par Broqua.

Durant mon premier terrain de thèse, j'ai présenté ma première publication<sup>54</sup> à l'Alliance française de Caracas, avant de rentrer en France. Suite à l'introduction faite par un des éditeurs, nous présentions nos articles brièvement afin de laisser surtout la parole à la salle. Après mon intervention, un homme prend la parole pour me demander si j'étais *chaviste* ou d'opposition, « parce que dans l'article ce n'était pas clair », dit-il. Ce à quoi j'ai répondu : « Mon positionnement politique qualifie-t-il le contenu de l'article ? Je suis ici pour parler de la participation des femmes dans les espaces comme les Conseils Locaux de Planification Publique et les Conseils Communaux et non dans un *meeting* partisan. Beaucoup d'entre elles sont d'opposition bien qu'une majorité restait, en 2012, *del oficialismo* -qui ne se reconnaît pas entièrement dans le chavisme ». Cela a resitué la discussion qui fut tout aussi polémique en raison du contexte national mais davantage centrée sur les avancées ou les reculs concrets que permettait la politique bolivarienne dans les conditions de vie des femmes rencontrées.

## **Ecrire en France et diachronie : apports à l'étude d'un terrain polarisé**

La diachronie représente les retours réguliers sur le terrain, dans un temps et avec un sujet déterminés. Elle m'a permis de mener à bien une étude longitudinale dans mes recherches et donc de réaliser un suivi des populations et des personnes étudiées dans le long terme. Le

---

<sup>51</sup> A. Desrosières « Du singulier au général. L'argument statistique entre la science et l'Etat », dans B. Conein, L. Thévenot (eds), *Cognition et information en société*, Paris, Ed. EHESS, 1997, pp. 267-282.

<sup>52</sup> Sur les problèmes éthiques et moraux que pose l'enquête de terrain, voir : D. Fassin et A. Bensa (dir.), *Les politiques de l'enquête, épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte, Bibliothèque de l'Iris, 2008.

<sup>53</sup> Cette réflexion est transversale, sans être toujours centrale, à l'ensemble des textes publiés dans : F. Bouillon, M. Fresia et V. Tallio (dir.), *Terrains sensibles : expériences actuelles de l'anthropologie*, Ed. EHESS/ Centre d'études africaines, Paris 2005.

<sup>54</sup> J. Brandler-Weinreb, « La participation politique des femmes dans les Conseils locaux de planification publique », dans O. Compagnon, J. Rebotier et S. Revet (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chavez, la démocratie, le changement social*, Paris, Ed. de L'Atelier, pp. 77-86.

travail que je réalise sur les trajectoires individuelles s'est enrichi avec cette méthode. La diachronie et l'immersion m'ont permis aussi, par exemple, de noter le passage des CLPP aux CC, invisible depuis la France et la presse internationale ou même nationale ou d'établir des liens de confiance et de réciprocité avec les acteurs pour réaliser des entretiens avec eux *a posteriori*, parfois des années plus tard, lorsque la première approche était difficile, et de me faire inviter dans le quotidien. C'est tenir un fil commun tissé avec le temps et par le maintien du contact<sup>55</sup>, le fil de la rencontre, à partir duquel il est possible de partager les évolutions, les réussites espérées ou les échecs personnels ou professionnels traversés pendant le temps de l'absence. Je sais maintenant que les retours rassurent, que ce soit pour d'une institution, d'une personne ou d'une famille et me rassuraient moi, et ma propension à retourner sur mes terrains. Les retours en France ont aussi favorisé une mise à distance vis-à-vis de l'intimité partagée avec les enquêtés. Dans un contexte de tensions et de conflictivité sociale si marqués, se dégager de la viscéralité des rapports politiques et des rapports enquêteur-enquêtés représentait l'occasion de penser le sujet d'étude et les données recueillies autrement que lorsque le travail avait lieu sur place. La diachronie relève de temps et d'espaces concrets d'écriture et de réflexion, dans lesquels s'est produite cette recherche. Parler du Venezuela en France, ce n'est pas accomplir la même tâche que de le faire au Venezuela où s'effectue le terrain. C'est d'abord franchir la barrière de l'information médiatique et médiatisée qui nourrit les imaginaires sur la situation du pays mais c'est aussi apprendre à créer des ponts entre les situations étudiées dans des aires géographiques différentes afin de créer, dans l'espace académique et universitaire, la discussion autour de résultats thématiques.

## **1.2. Faire place à l'émotionnel pour saisir les effets de la participation politique locale : ajustements méthodologiques**

### **Ethnographier le quotidien pour comprendre les effets de la territorialisation de la participation**

Depuis sept ans maintenant je réalise des terrains au Venezuela régulièrement<sup>56</sup>. L'approche

---

<sup>55</sup> Même lorsque je revenais en France le contact était maintenu avec une partie du cercle investi sur le terrain. Soit par téléphone –par des appels réciproques-, soit par voie électronique avec ceux et celles qui y ont accès.

<sup>56</sup> 2006, 2009, 2010, 2012, au total près de 20 mois de terrain.



ethnographique permet d'étudier de manière descriptive et analytique les comportements, les coutumes et les mœurs des microsociétés étudiées. La spirale de l'enquête se déroule dans les va-et-vient entre multiples opérations d'interaction, d'observation, d'enregistrement, de codage et d'analyse. Daniel Cefaï définit l'ethnographie comme suit : « Par ethnographie, on entendra une démarche d'enquête, qui s'appuie sur une observation prolongée, continue ou fractionnée, d'un milieu, d'une situation ou d'activités, adossée à des savoir-faire qui comprennent l'accès au(x) terrain(s) (se faire accepter, gagner la confiance, trouver sa place, savoir en sortir...), la prise de notes la plus dense et la plus précise possible et/ou l'enregistrement audio ou vidéo de séquences d'activité *in situ* (...). Le principal médium de l'enquête est ainsi l'expérience incarnée de l'enquêteur. »<sup>57</sup>

Je suis donc partie du quotidien partagé avec les personnes rencontrées, comme méthode principale de recueil des données. J'ai vécu dans les communautés étudiées, chez une grande partie des personnes rencontrées, devenant aussi habitante des communautés en question. C'est donc dans une démarche d'observation que j'ai partagé des situations de vie. Puisque les règles du jeu étaient explicites et connues de tous et de toutes en amont (mon statut, mes recherches et mes motivations sur place), l'accent était mis sur le mode relationnel et participatif de cette approche. Expliquer que je travaille sur les combattantes et combattants sociaux (*luchadores sociales*) dans les communautés sans regarder la couleur politique affichée ne facilite pas toujours l'immersion, notamment dans un contexte de tensions, d'affrontements politiques et de méfiance comme celui que connaît le Venezuela contemporain. Mais, lorsqu'elle se réalise j'aurais tendance à penser qu'elle est davantage solide notamment au niveau de la qualité des rapports et des relations entretenus durant l'enquête mais aussi au niveau de leur inscription dans le temps (à condition d'entretenir les liens, cela est crucial). Un autre point me paraît important bien qu'il soit souvent oublié ou minimisé dans les études réalisées sur la participation dans le Venezuela de Chávez, c'est celui de l'accès aux données « sensorielles », affectives et émotionnelles du terrain : ce qui fait tension, ce qui réconcilie, porter l'attention sur les atmosphères et non pas uniquement sur les espaces, s'intéresser aux écrits qu'ils soient personnels ou publics, entre autres éléments de ce type. Par exemple, lorsque Ligia Parra, participante au CC de Misintá à Mérida<sup>58</sup>, intervient dans sa communauté elle n'hésite pas à commencer par lire son poème *Miedos*

---

<sup>57</sup> D. Cefaï (dir.), « Introduction », dans D. Cefaï, *L'engagement ethnographique*, Paris, Ed. EHESS, Collection En temps et lieux, 2010, pp. 7-20, p. 7.

<sup>58</sup> Voir chapitre 3, 3.1. CC de Misintá : héritier d'une participation historique et d'un leadership féminin.

(Peurs) afin de pointer le climat de tensions partisans qui s'est installé dans le pays (au moment du coup d'Etat de 2002) et qui peut desservir le travail des habitantes et des habitants pour améliorer la vie du quartier ainsi que celle du pays. Depuis, elle mène une « guerre d'amour » qui s'étend au-delà de sa communauté<sup>59</sup>.

### *Miedos*

*Mi pueblo, mi bravo pueblo, lleno de sueños, esperanzas, pero en las hendiduras de las calles hay temores, miedos, no hablan, no se atreven, entre risas, entre cantos, mi pueblo ya no es mi pueblo.*

*Hay temores, silencio, miedos, que nos entran en la mente, en el alma como agujas, como hierros, los que eran ya no son, no los veo en las aceras de mi pueblo, no caminan y miran por las hendiduras.*

*Yo tan sola con las horas y mis muertos que por largas hileras de silencio ya se alejan, noches con voces de incertidumbre de las cosas.*

*Siento aquellos dedos, dejan más allá de mis montañas de los frailejones, y hay extraños sueños que ya no se despiertan.*

*En mi pueblo entre risas y canciones, hay tristezas, hay temores todo cambia, ya no se saluda, no lo conozco de dónde vienen tantas caras.*

*A mi pueblo que despierte y que empecemos a caminar por aceras.*

*Todo es ya un vacío, no hay respuestas, dónde están los que antes caminaban con sus risas, sus palabras no se oyen.*

*En mi pueblo hay temores, hay tristezas, desunión, hipocresía y desamor.*

*A luchar por lo que es nuestro, nuestra agua, nuestro ambiente, nuestro aire, nuestro sol, por la unión, por el amor, todos juntos a luchar, no dejemos a nuestro pueblo en la perdición.*

*Solo le pido a mi pueblo que despierte.*

Écouter les récits, réaliser des entretiens, les comparer, observer... certes, ces outils sont importants mais ils sont insuffisants pour recueillir cet autre type de données, qui constituent des clefs pour comprendre les changements qui s'opèrent dans le pays depuis l'arrivée au pouvoir du président Chávez. Elles ne sont pas toujours représentatives d'un point de vue statistique. En revanche, par leur caractère précis et personnel, ces données révèlent et expliquent les mécanismes à l'œuvre dans la participation politique des femmes au Venezuela et les liens d'interdépendance qui se tissent dans le quotidien.

L'ethnographie m'a également permis de comprendre l'importance de la circonférence de mon objet de recherche et de faire une place à cette question dans l'analyse. En 2006, les Conseils Locaux de Planification Publique (CLPP) n'étaient, pour moi depuis la France,

---

<sup>59</sup> Voir chapitre 8. Traduction du poème en annexes.

qu'une entité législative instaurée constitutionnellement. Quelle ne fut pas ma surprise quand, à mon arrivé à Valencia, je découvre que cette entité existe physiquement sous forme de locaux implantés dans un immeuble. Un vide se comble. La réalité dans laquelle je les concevais prend une autre forme. Les CLPP ont un territoire, un quartier, des horaires d'ouverture et de fermeture, des bureaux, un personnel et des salles de réunion. Mais, dès 2009, la politique de la participation se territorialise autrement avec les Conseils Communaux. L'organisation municipale des CLPP et les locaux de la mairie se transforme en organisation de quartier et se micro-localise. Les participantes et les participants qui les intègrent se réunissent désormais dans les rues, dans les foyers ou dans le meilleur des cas dans la maison de quartier (*casa comunal*)<sup>60</sup>. L'entourage proche et les conditions d'habitat influent alors directement sur le bon fonctionnement de la structure.

### **Evolution des trajectoires, des intentionnalités et des imaginaires : entretiens semi-directifs doubles et longitudinaux**

Au départ j'ai pensé que les entretiens que je réaliserai sur le terrain me permettraient de produire une analyse quantitative de la participation politique des femmes à l'échelle locale. Mais, j'ai rapidement compris que le phénomène, au delà d'impliquer un grand nombre d'actrices et d'acteurs, se situait surtout sur le plan de l'affectif, du sentiment renforcé d'appartenance au pays - que j'appelle la « nouvelle vénézuéliannité partagée »-, et qui s'étend chaque jour un peu plus du côté des classes populaires et notamment chez les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les minorités ethniques et les personnes handicapées<sup>61</sup>. Puisque je pensais que cette recherche aurait davantage un caractère quantitatif, les premiers entretiens que j'ai pu faire ressemblaient à une liste d'une trentaine de questions très précises. Ensuite, cette liste de questions a pris la forme de discussions thématiques. L'important était de tenter d'interroger les mêmes points des différentes trajectoires individuelles, en y veillant mais sans m'enfermer dans un ordre ou sans forcément tenir absolument à traiter l'ensemble des axes que j'avais défini au préalable si je voyais qu'une information « annexe »<sup>62</sup> m'était

---

<sup>60</sup> Voir chapitres 2 et 3.

<sup>61</sup> Voir troisième partie.

<sup>62</sup> J'emploie des guillemets puisque ces informations ont parfois été considérées après coup comme centrales dans l'analyse de l'entretien réalisé. Par exemple, lorsque les enquêtés pouvaient me parler du parcours politique ou de l'engagement associatif d'un voisin ou d'une voisine d'enfance qui a pu nourrir, par la suite, leur motivation de s'impliquer dans les affaires de la communauté ou à d'autres échelles. Ou encore, lorsque les conditions de vie de l'enfance m'étaient présentées dans le détail ainsi que les occupations, rémunérées ou pas, des parents, des frères et sœurs ou encore des cousins, des cousines ou de leurs enfants.

livrée et qu'elle pouvait nourrir la réflexion d'ensemble de la thèse et la trajectoire individuelle en question. L'étude longitudinale a fait une place à ces données que je ne cherchais pas sur le moment, mais la démarche les a fait émerger et je n'ai compris leur importance que bien après les avoir recueillies, une fois rentrée en France, lorsque j'ai voulu écrire des articles issus de mes terrains de recherche. J'ai aussi maintenu cette logique thématique en partie pour mieux m'y retrouver par la suite, et pouvoir traiter les 80 heures d'enregistrement que j'ai collecté lors des 145 entretiens réalisés. Faute de quoi, l'utilisation des matériaux aurait été un véritable casse-tête. La démarche des entretiens qualitatifs « semi-directifs doubles » -majoritairement individuels mais certains ont été réalisés en groupe-, consiste à réaliser quasiment les mêmes entretiens chaque année auprès des mêmes personnes. L'un se déroule dans un espace public, neutre vis-à-vis des « autorités masculines » du foyer<sup>63</sup> et l'autre a lieu au sein de l'espace domestique, la plupart du temps dans le foyer et de préférence en présence des autres membres de la famille, ce qui permet de confronter les acteurs à leur discours, question centrale de ma discipline. L'entretien est pratiquement le même d'une année sur l'autre, avec des ajustements en fonction des changements qui ont pu se produire au niveau local ou national, mais aussi en fonction de ceux qui ont eu lieu au niveau des trajectoires de vie individuelles. Croiser les méthodes de recherche permet à la fois d'objectiver le point de vue de l'enquêteur et celui des enquêtés. Par exemple, l'étude longitudinale dans mes recherches a fait une place aux projections individuelles, aux intentionnalités réalisées ou échouées et aux imaginaires des personnes que j'ai suivies. Au delà de la véracité du discours, leurs intentionnalités donnent du relief à l'analyse de la participation locale, dans le sens où elle façonne aussi l'expérience participative vécue. Parmi les entretiens réalisés sont davantage mobilisés ceux qui présentent les récits les plus longs et détaillés sur l'expérience participative. Mais c'est surtout en fonction des thématiques abordées que je fais ce classement. Les entretiens sont mobilisés en fonction des informations que peuvent apporter leurs contenus à la question traitée. Je privilégie aussi les entretiens réalisés avec les personnes qui ont tenu les carnets intimes et réalisé les photographies participatives<sup>64</sup>, et avec qui j'ai pu vivre ou passer un temps long, afin de placer ce récit dans un terrain connu car partagé, ce qui me permet de croiser le plus d'éléments pour être le plus critique possible vis-à-vis de l'information que l'on a choisi de me livrer.

---

<sup>63</sup> J. Bisillat, « Migration féminine comme parcours initiatique : la conquête d'une nouvelle identité (São Paulo, Brésil) », *Cahiers du CEDREF*, n°8/9, Paris, 2000, pp. 69-85.

<sup>64</sup> Voir 1.2. Carnets intimes et photographies participatives : outils pour analyser le tournant affectif.

## **L'analyse-multi-niveaux pour saisir l'enjeu multidimensionnel de la participation politique**

Mêler analyse multi-niveaux et étude longitudinale permet aussi de cerner les évolutions et les changements qui se produisent tant en termes structurels qu'au niveau des trajectoires individuelles, ce qui permet de croiser les évolutions de la politique de la participation qui ont lieu au niveau national avec celles qui se produisent au niveau des parcours de vie des enquêtés. Il était important d'articuler ces différents niveaux d'analyse, tels qu'ils peuvent s'articuler dans le quotidien des personnes rencontrées : paradoxalement, le phénomène de politisation des classes populaire est de plus en plus autonome et critique alors que la dépendance directe à l'Etat au niveau légal ne cesse de s'accroître. L'étude des discours, des pratiques et des représentations à différents niveaux<sup>65</sup> m'a permis de comprendre l'enjeu multidimensionnel et le jeu d'influences mutuelles présent dans la participation politique, à diverses échelles mais notamment au niveau local. Cela n'aurait pas été possible en étudiant uniquement le discours et le parcours des acteurs et des actrices.

Puis, sur le terrain je lis les journaux de tout bord, nationaux (*Ultimas Noticias, El Nacional, El Universal, Diario Vea, Correo del Orinoco, Tal Cual*) ou locaux (*Ciudad Caracas, Los Andes, Frontera, Notitarde, Carabobeño*) afin de me tenir informée de la situation *in situ* et de ce qui faisait l'objet d'échange et de dialogue autour de moi et dans les réunions des CC ; mais aussi dans le but de comprendre la manière dont les femmes, la participation politique et les structures de participation étatiques sont mobilisés dans les médias consultés par les personnes rencontrées. Les journaux, notamment locaux, servent à s'informer sur la question du fonctionnement des services publics : tant du côté des problèmes ou des avancées, rencontrés par la mairie, notamment au niveau des budgets alloués aux communautés ou des projets approuvés ou en cours d'étude dans la municipalité ; qu'au niveau de l'approvisionnement en eau ou en électricité, afin de savoir si des coupures auront lieu dans la semaine ou dans la journée. C'est donc un moyen d'information important car consulté régulièrement par les participantes et les participants.

---

<sup>65</sup> Discours présidentiel, arsenal législatif, institutions –analyse des programmes, manuels, entretiens avec actrices et acteurs ordinaires et institutionnels, trajectoires individuelles –documents, quotidien, récits de vie.

## **Carnets intimes et photographies participatives : outils pour analyser le tournant affectif**

Puisque le discours ne donne à comprendre souvent qu'une infime partie de la réalité que vivent les enquêtés, depuis 2006, j'ai développé d'autres outils de recherche pour approfondir ces questions. J'ai alors demandé aux personnes rencontrées et suivies dans le temps de tenir une sorte de « carnet intime », inspiré de l'approche de budget-temps, pendant la durée de mon séjour. Et, lorsque je revenais, je remettais les carnets aux personnes en question pour poursuivre et échanger sur l'expérience. Je leur demandais de tenir ces cahiers en décrivant minutieusement le déroulement de leurs journées pour avoir un autre regard sur la manière dont la participation politique s'articule avec le quotidien des personnes interviewées, majoritairement des femmes, pour creuser toujours la question des ruptures et des continuités entre l'engagement dans l'espace public et celui dans l'espace privé. J'invitais les personnes à décrire leurs sentiments et sensations liés à la participation : par exemple la joie de recevoir tel projet attendu depuis x temps, ou encore la frustration ressentie face aux autorités et à la bureaucratie locales mais aussi les difficultés à allier vie publique et vie privée que je relie aujourd'hui sous l'idée de « territoires quotidiens ». Une information bien plus intime m'est livrée dans ces carnets. Mais, au fur et à mesure de ma recherche j'ai voulu modifier ou améliorer cet outil. Je me suis rendue compte que le format écrit pouvait limiter certains de mes interlocutrices et interlocuteurs, alphabétisés depuis peu ou se représentant simplement mon regard comme une évaluation, un jugement sur leurs parcours et la qualité de ce rendu écrit. Alors, j'ai décidé durant mon premier terrain de thèse d'intégrer des appareils photographiques jetables à cette démarche pour pouvoir étudier les représentations visuelles de l'inscription de la participation dans le quotidien, en faisant place à une association d'idées plus libre et à un matériel ouvrant davantage sur le registre sensoriel, affectif et intime de leur expérience. Avant mon départ, je faisais développer en double les photographies afin de pouvoir les commenter avec les auteures et de leur laisser une copie qu'elles pouvaient garder. J'ai également tenté d'inviter les hommes à suivre cette démarche mais seul l'un d'entre eux a accepté de le faire, en partie parce que son parcours, son type d'engagement et de participation sont très liés aux activités et aux valeurs souvent attribuées au genre féminin<sup>66</sup>. En m'interrogeant sur cette dissymétrie j'ai compris que les hommes sont socialisés de manière bien plus individualiste que les femmes et bien que cela puisse apparaître comme une caricature, mes terrains en ont donné la confirmation : les hommes sont peu habitués à

---

<sup>66</sup> Voir 3.2. Activités photographiées : la participation politise le quotidien.

« donner pour donner », sans recevoir quelque chose en retour ou sans que cela ne leur apporte quelque chose de manière immédiate. Comme la plupart d'entre eux me l'ont dit, ils n'ont « pas de temps pour ça ». Ils étaient tout-à-fait disposés à faire des entretiens, et ils me demandaient souvent le format mp3 en retour, ce que peu de femmes ont fait. Sans chercher à angéliser la capacité de don chez ces femmes, je pense que c'est plutôt dans le rattachement du genre féminin à l'éthique du soin –*care*– que l'on peut trouver des éléments pour interpréter cette différence de position. Les treize carnets qui m'ont été transmis représentent un corpus de recherche à part entière qui participera à l'approfondissement de l'analyse proposée. Ce matériau bénéficiera du même statut que les autres types de données mobilisées dans ce travail. L'information qui est livrée, croisée avec l'observation participante et les données recueillies dans les entretiens répétés chaque année auprès des mêmes interlocutrices et interlocuteurs m'ont permis d'élargir, à partir de leurs expériences et de leurs réseaux, l'enquête ainsi que les questions de recherche sur chaque terrain réalisé. L'information délivrée dans ces « carnets participatifs » pourrait être pensée comme se trouvant en marge de l'analyse dans la mesure où il s'agirait de données davantage intimes et personnelles que sociales et collectives. Précisément, c'est la manière dont l'intime, constitutif de l'individuel, construit le social et s'ancre dans le collectif –et *vice versa*– qui motive cette recherche. Je propose alors d'utiliser ces carnets et les photos qui parfois les accompagnent pour faire dialoguer les micro histoires individuelles avec la macro histoire nationale afin de comprendre à quels moments et pour quelles raisons elles se croisent. Les récits, sont composés d'éléments récurrents (famille, travail, participation, partisan, politique, féminin/masculin) qui se croisent, forment des dialectiques et des faisceaux de causalité, produisant ainsi des données précises sur les principales questions soulevées dans cette recherche.

Alors que l'implication des femmes dans les Conseils Communaux est un domaine qui est peu exploré dans le pays, l'anthropologue vénézuélienne Iraida Vargas a travaillé sur la participation locale des femmes et sur la notion de « qualité de vie », notamment en étudiant les effets de leur engagement dans ces structures<sup>67</sup>. L'anthropologue s'intéresse aux données plus personnelles, d'ordre affectif et subjectif, pour interroger la notion de « satisfaction » de ces besoins et ainsi pouvoir étudier les composantes de l'idée de « qualité de vie ». Elle distingue les besoins sociaux des besoins ressentis (*necesidades sociales y necesidades sentidas*), pour s'intéresser aux éléments qui, pour les individus interrogés, permettent de

---

<sup>67</sup> I. Vargas Arena, « Algunas ideas sobre los Consejos Comunales y la calidad de vida de las mujeres populares en Venezuela », *Revista venezolana de estudios de la mujer*, n°12, Vol. 29, Caracas, (juillet-décembre) 2007, pp. 33-47.

« couvrir » ces besoins (*necesidades realizadas*). Je partage l'idée qu'expose l'auteure, d'après laquelle la « satisfaction » des besoins de base (pensés comme des besoins sociaux par les organismes chargés de les couvrir) est une variable personnelle qui peut être étudiée à partir de la représentation visuelle ou de l'expression écrite de la participation politique vécue en tant qu'expérience intime. Pour Vargas, les chercheurs et les chercheuses travaillant sur la qualité et les conditions de vie des femmes gagneraient à les interroger à partir du quotidien qu'elles maîtrisent et qu'elles construisent ; plutôt qu'à partir des grilles de lectures proposées par les organismes ou par les politiques publiques mises en place pour évaluer et mesurer la question, et qui se servent de concepts extérieurs à leurs catégories d'entendement. La méthodologie créée et employée dans cette recherche doctorale participe à l'enrichissement de cette perspective. Ces outils ont été développés dans l'idée de saisir la politique à partir de son enracinement dans l'expérience ordinaire et de s'intéresser à la manière dont elle se phénoménalise<sup>68</sup>. C'est donc aussi une façon de porter un regard différent sur les expériences et les activités ordinaires qui sont généralement définies comme étant de l'ordre de l'infra-politique. S'intéresser aux récits qui sont livrés dans ces carnets ainsi qu'aux « captures » de la participation politique locale que constituent les photographies qui les accompagnent, c'est porter un regard sur la façon dont les possibles sont configurés dans les territoires quotidiens des enquêtés. L'investigation politique porte alors sur les conditions pratiques de l'action à visée politique, et sur les ressources et les entraves à cette action. De la même manière que les enquêtés nous livrent une vision de la participation qui dépasse parfois les conceptions préétablies que nous pouvons y associer, la démarche scientifique qui accompagne ce mouvement cherche l'emprunte du politique dans les faits, dans les actes, dans les représentations et dans les rapports qui y sont présentés. Cela a nécessité, dans le travail d'analyse de se prêter à une exploration dont les chemins n'étaient pas connus d'avance. Enfin, il faut considérer avec attention la possibilité qu'offrent ces outils de ne pas se fixer dans un système d'opposition dichotomique qui aurait tendance à séparer ce qui est de l'ordre de la nécessité, de ce qui est de l'ordre de l'action qui prendrait expressément pour objet la transformation du monde commun.

---

<sup>68</sup> Pour s'intéresser à la politique en tant qu'« activité à visée politique » et non en tant que domaine clos, autonome et circonscrit, dont la qualité « politique » serait garantie par l'existence de frontières nettes et tracées voir : M. Berger, D. Cefaï et C. Gayet-Viaud (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre ensemble*, Bruxelles, Ed. Peter Lang, 2011.



## *Les carnets : entre autobiographie et description de l'expérience participative*

Le contenu précis des ateliers de formation (*capacitación*)<sup>69</sup> que peuvent suivre les enquêtés à partir de leur implication dans les structures étatiques de participation est souvent décrit dans les carnets (élaboration de projets communautaires, gestion et comptabilité autour de ces projets, réalisation d'un recensement de quartier, formation à la création d'association civile, entre tant d'autres)<sup>70</sup>. Mais les auteures se concentrent surtout sur les effets que la réception de cette connaissance produit chez elles. Le goût pour l'apprentissage est longuement décrit en tant qu'opportunité de rattraper l'arrêt des études primaires ou secondaires ou le manque de professionnalisation de l'activité assumée ; la sensation d'être pris en considération et « d'avancer » dans le fonctionnement de la structure ou dans le rôle occupé au sein de celle-ci ; l'incidence que cet apprentissage a sur les rapports familiaux<sup>71</sup>. Les formes que peuvent prendre les récits varient, parfois ils prennent la forme de dessins, parfois il s'agit d'une liste de points, parfois ils sont utilisés en tant que journal intime mené quotidiennement. Cette forme est souvent en lien avec le type de participation qu'effectue la personne en question, avec la manière qu'elle a de s'impliquer et le type d'activités qu'elle assume au sein de son quartier et de sa communauté ; mais elle est aussi liée au fait que celle-ci occupe ou non une activité rémunérée et le type d'activité qu'elle peut occuper. Cet outil a également permis de faire place et d'avoir accès à des éléments de la vie et des trajectoires de ces personnes qui n'ont pas forcément été évoqués en entretien ou durant les conversations informelles que nous avons pu avoir. Ces éléments viennent donner du relief à l'analyse proposée dans ce travail. La vie des parents est souvent présentée et décrite minutieusement ou c'est une description détaillée des rapports aux enfants et à leur parcours qui prend place dans ces carnets et s'entremêlent avec les récits concernant la participation politique locale. La généalogie de la participation est ainsi complétée avec d'autres trajectoires parfois celles des parents, des frères et sœurs, des grands-parents, ou des ancêtres. Par le fait que bien des personnes interviewées

---

<sup>69</sup> Bien que la traduction la plus proche du terme *capacitación* soit celle de « formation », il semble important d'expliquer que le terme *capacitación* vient de « capacité » et se réfère donc à l'idée de permettre le développement des capacités des personnes qui reçoivent les ateliers dictés dans les structures de participation étudiées. C'est un terme qui revient régulièrement dans les lois mais aussi dans les entretiens et dans les réunions des CLPP et des CC et qui est très valorisé et mobilisé par « le haut » ainsi que « par le bas » puisqu'il véhicule cette idée de « rendre capable le peuple » en favorisant son organisation, ce qui constitue le cœur du discours gouvernemental sur l'adoption du régime de la démocratie participative en 2002.

<sup>70</sup> Voir : 2.2. Ateliers et assemblées citoyennes : participation et politisation.

<sup>71</sup> Parfois il a permis aux femmes de s'impliquer dans les études de leur entourage, qu'il s'agisse d'aider les enfants ou petits-enfants à faire leurs devoirs ou de discuter avec eux et elles des projets entrepris en cherchant des conseils pour leur perfectionnement. Cela a pour effet non seulement d'initier et de confronter, dès le plus jeune âge, les membres du foyer à l'expérience participative mais aussi de produire des changements dans les subjectivités des personnes rencontrées, en termes d'auto-estime et de gratification personnelle vis-à-vis de leur investissement dans les structures étudiées.

se connaissent, les rapports qui peuvent se tisser entre participantes et participants sont aussi décrits et abordés autrement que dans les entretiens effectués. Ainsi, faisant sûrement abstraction du regard qui peut être posé durant l'entretien en tête-à-tête, les carnets accueillent des moments de jalousie, de complicité, de compétition, de solidarité ou de reconnaissance vécus par l'auteure vis-à-vis de ceux et de celles qui, dans ces structures, peuvent être à la fois des amis, des voisins, des collègues, des ennemis politiques, pour elles. Le rapport aux tâches domestiques qui rythme souvent le quotidien de cette majorité de femmes y est soit décrit au fur et à mesure des journées, soit décrit « une bonne fois pour toutes » en début de carnet, puisqu'il s'agirait de réaliser exactement les mêmes tâches tous les jours « comme une zombie » (*como zombie*), pour reprendre les termes employés dans un des carnets. Mais, ces carnets nous apprennent aussi que ces femmes délèguent un bon nombre de ces tâches au sein du foyer mais aussi à l'entourage proche, par exemple aux oncles et tantes ou encore au voisinage, dont la présence est très constitutive de leur quotidien. Peu importe le mode de gestion des activités domestiques, il en ressort que les femmes font preuve d'une capacité de élevée coordination des tâches que les hommes n'expérimentent pas. Enfin, d'autres types d'engagements, comme la participation à l'organisation de la messe, le rôle de parent d'élèves, une activité préparée avec la mairie à visée d'ateliers extérieurs aux CLPP et aux CC y sont décrits ou mentionnés. J'ai appris, en discutant avec elles et Miguel, que le fait de tenir ces carnets a constitué aussi un ensemble de miroirs qui renvoyaient aux participantes le travail qu'elles fournissent à l'échelle locale, cet que cela a parfois produit une prise de conscience d'un haut niveau d'engagement communautaire, minimisé avant la tenue des carnets : « je ne savais pas que je faisais tellement de choses » (*no sabía que hacía tantas cosas*), me confie l'une d'elles.

### *La participation photographiée au quotidien*

Avec les photographies sur ce que représente pour les enquêtés la participation locale au quotidien, il est possible d'étudier ce que j'appelle les « concepts visualisés », c'est-à-dire les éléments que les actrices et les acteurs locaux vont associer à l'idée de participation politique locale. Je leur ai demandé de photographier ce qui, pour elles et eux, représentait cette participation et les éléments qui constituent leur quotidien. Parfois les territoires ou les personnes photographiées coïncident avec l'observation participative et le discours recueilli dans les entretiens. Mais, parfois il a été possible d'en saisir de nouveaux. Par exemple,

j'apprends que l'une des participantes « aide » son mari dans le dépiautage et la récolte de l'ail sur le *páramo* de Mérida, alors qu'elle ne me l'avait pas dit en entretien. Pour m'en parler, elle a photographié des images sur l'occupation du territoire (champs ; foyer), ainsi que des instruments ou des animaux nécessaires à la réalisation de l'activité agricole qu'il et elle assurent (bœufs ; charrue ; pelles). Quand j'ai reçu les impressions, j'ai cru qu'elle n'avait pas compris l'exercice. Mais, en discutant avec elle et en écoutant ses commentaires, j'ai compris que l'idée de participation telle qu'elle est véhiculée au Venezuela sous les gouvernements Chávez ne se confine précisément pas aux espaces réservés à celle-ci, puisqu'avec les Conseils Communaux tels qu'ils ont été définis en 2009, celle-ci se micro-localise. Elle perd son ancrage territorial puisque l'organisation se fait au niveau du quartier - les réunions ont lieu dans les rues ou les foyers- et que celui-ci n'est pas toujours doté d'une maison associative -ou *comunal* telle qu'on les nomme dans le pays-. De ce fait, la participation se mêle au quotidien par une politique de micro-territorialisation qui a permis un certain décloisonnement de l'espace public et de la conception du politique, point central de la réflexion proposée dans le chapitre suivant. J'aurais peut-être compris cela plus tardivement sans l'élaboration de ce type de source d'information. Accompagner les carnets d'appareils photo jetables m'a aussi permis de saisir ce que les personnes veulent me montrer d'elles et de leur participation, de leur environnement, de leur entourage. Les photos de membres de la famille ne manquent pas, celles de l'activité rémunérée, formelle ou informelle sont aussi nombreuses, entre autres. Ces éléments sont présentés et analysés au cours du manuscrit, notamment dans le chapitre suivant, à propos de la fabrication de la politique dans le Venezuela de Chávez. Dans ces photographies, l'attention est portée sur les données sensorielles, sur les éléments qui constituent visuellement mais aussi affectivement la participation au quotidien.

## **Conclusion**

Comme le montrent les études de genre et sur la citoyenneté des femmes, et tel que nous avons pu l'observer sur le terrain, les femmes ont développé leurs compétences et leur actions politiques en dehors des espaces formels de représentation, de prise de décision et des postes à responsabilité publique, considérés comme lieux de pouvoir. Elles ont principalement occupé l'espace informel et le niveau local, puisant dans les relations interpersonnelles et mobilisant le registre de l'affectif pour asseoir un autre type de pouvoir, mobilisateur, moral et social.

Avant les gouvernements Chávez et le régime de démocratie participative, ces compétences et le niveau au sein duquel elles se produisent étaient considérés par elles et par les autres, actrices et acteurs ordinaires ou institutionnels, comme relevant du social, voire de l'espace privé. Le bouleversement se produit quand sont reconnues à partir du « haut » les dynamiques qui se produisent depuis des décennies « par le bas », c'est-à-dire dans l'invisibilité puisque pensées à la marge des espaces décisionnels –qui pourtant ne sauraient exister dans elles-. De ce fait, toute approche par les femmes trace une certaine route à suivre si l'idée est de comprendre le caractère politique et les enjeux d'un engagement qui n'a jamais été considéré comme tel : la participation à l'échelle locale. Cela façonne l'approche de la question en termes méthodologiques et détermine aussi le type de questions scientifiques à se poser pour analyser le phénomène, ce qui fut l'objet de ce premier chapitre.

## Chapitre 2. Les CLPP et « l'inclusion excluante » des femmes en politique (2002-2006)

Depuis l'adoption du régime de démocratie participative et protagonique en 1999 la politique de la participation se développe sous des formes différentes à travers deux étapes distinctes<sup>72</sup> qui modifient la place et le rôle des femmes dans celle-ci. La première, qui est l'objet de ce chapitre, va de 2002 jusqu'en 2006. Elle se concentre autour du dispositif participatif que sont les Conseils Locaux de Planification Publique (CLPP), créés en 2002 pour favoriser le développement d'une « citoyenneté active ». La deuxième, que je propose de traiter dans le chapitre suivant, concerne la période du deuxième et dernier mandat investi par le président Chávez, allant de 2006 jusqu'en 2012. Elle se structure autour d'un nouvel espace de participation, les Conseils Communaux. Cette deuxième période s'oriente davantage vers la construction des « autogouvernements communautaires ».

Entre 1999 et 2006, il s'agit de favoriser l'appropriation du « pouvoir citoyen » à travers la participation aux structures étatiques mises en place pour établir une déconcentration du pouvoir central. Promulguée en 2002, la loi des CLPP<sup>73</sup> établit les mécanismes nécessaires pour que les différents secteurs organisés de la société civile puissent participer aux décisions prises au niveau municipal, par le biais d'un travail conjoint avec la mairie. Celle-ci est chargée d'assurer la viabilité des projets et de les exécuter. C'est donc le projet d'une co-responsabilité et d'une co-gestion des affaires publiques entre le gouvernement et les actrices et acteurs locaux, qui se détermine au niveau législatif et qui prend forme en termes participatifs<sup>74</sup>. Dans ce modèle inspiré par la politique historiquement produite et pratiquée au masculin<sup>75</sup>, les femmes s'impliquent majoritairement au bas des CLPP -au niveau des communautés- qui marquent le passage au nouveau régime politique. Ces structures ont trois grandes fonctions : la planification publique, l'autogestion (transfert de compétences des institutions vers les communautés locales) et le contrôle social de la gestion publique. Malgré une forte implication des femmes, j'ai pu constater lors de mon enquête de 2006 sur le CLPP

---

<sup>72</sup> L'historienne vénézuélienne Margarita López Maya propose un découpage temporel et thématique qui correspond à ce qui a été observé sur les terrains d'enquête que j'ai effectué dans le pays en 2006, 2009, 2010 et 2012. Voir : M. López Maya, *Democracia participativa en Venezuela (1999-2010)*, Caracas, Ed. Centro Gumilla, 2011.

<sup>73</sup> Loi des Conseils Locaux de Planification Publique, gazette officielle n° 37.463, 12-6-2002. Pour une analyse sur la participation des femmes aux CLPP, voir : J. Brandler-Weinreb, « La participation politique des femmes dans les Conseils locaux de planification publique », dans O. Compagnon, J. Rebotier et S. Revet (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, Ed. L'Atelier, 2009, pp. 77-86.

<sup>74</sup> Voir : I. M. Velasco Ramírez, *op. cit.*; et M. Uhel, « La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils Communaux à Maracaibo (Venezuela) », *Cahiers des Amériques latines*, n°69, 2012, pp. 57-80.

<sup>75</sup> C'est à dire dans les espaces institutionnels, formels et de représentation, considérés comme politiques.

de Valencia que les postes à responsabilité publique restaient majoritairement occupés par des hommes<sup>76</sup>. Il s'agit, dans ce chapitre, de se familiariser avec cette structure de participation politique qui marque la première étape du régime de démocratie participative tout en cherchant à comprendre ce qui motive la participation d'une grande partie des femmes qui l'intègrent, et comment elle prend forme. La bipolarisation partisane représente un facteur clef de cet engagement et le désenchantement vis-à-vis de la politique des partis qui ont gouverné le pays jusqu'à l'arrivée de l'ex président Chávez, peut aussi expliquer, en partie, leur implication. Mais, c'est aussi un projet de pays qui prend forme, basé sur l'idée d'un développement endogène et intégral qui correspondrait et répondrait davantage aux besoins précis de la population qui l'habite. L'extrême politisation des habitantes et des habitants les pousse à vouloir participer à ce type de projet mais c'est aussi dans le but d'améliorer les conditions de leur vie quotidienne que les actrices et les acteurs locaux s'investissent. Dans ce contexte de fortes tensions sociétales, pour s'intéresser à la capacité d'action des actrices et des acteurs sociaux et à leur possible transformation en sujets politiques individualisés<sup>77</sup>, les questions de l'appartenance partisane, de la décentralisation et de la déconcentration du pouvoir sont centrales.

## 2.1. Une participation multi scalaire

### CLPP : organisation municipale pour la planification

Arrêtons nous un instant sur le type de structure étatique de participation sur et au sein de laquelle j'ai enquêté pour présenter brièvement leur fonctionnement. Afin de découvrir, tout au long du texte, le type de terrain effectué il s'agit d'abord de poser le cadre puisque les deux étant étroitement liés<sup>78</sup>. En effet, c'est en fonction des structures de participation décrétées par le haut et investies dans les localités étudiées que j'ai pu définir mes terrains. J'ai commencé par travailler sur les effets de la mise en place des Conseils Locaux de Planification Publique, qui représentent le premier pas fait par le gouvernement pour enclencher la mise en place du

---

<sup>76</sup> Pour plus de détails sur cette étude, voir : J. Brandler-Weinreb, *op. cit.*, 2009.

<sup>77</sup> Cette question fait l'objet de la deuxième partie de la thèse.

<sup>78</sup> L'anthropologue sud-africain Max Gluckman propose une approche théorique des processus de changement social qu'il interprète comme des « relations invariables entre événements dans des systèmes qui changent ». Je me rapproche de cette analyse puisqu'elle me semble éclairer la démarche effectuée dans cette recherche où l'intérêt est porté à la fois sur le système au sein duquel s'inscrivent les CLPP mais aussi sur les effets de la structure dans le quotidien des femmes et des hommes qui l'intègrent. Voir : M. Gluckman, « Some Processes of Social Change Illustrated with Zululand Data », *African Studies Review*, Vol. 1, n°4, Cambridge, 1942, pp. 243-260.

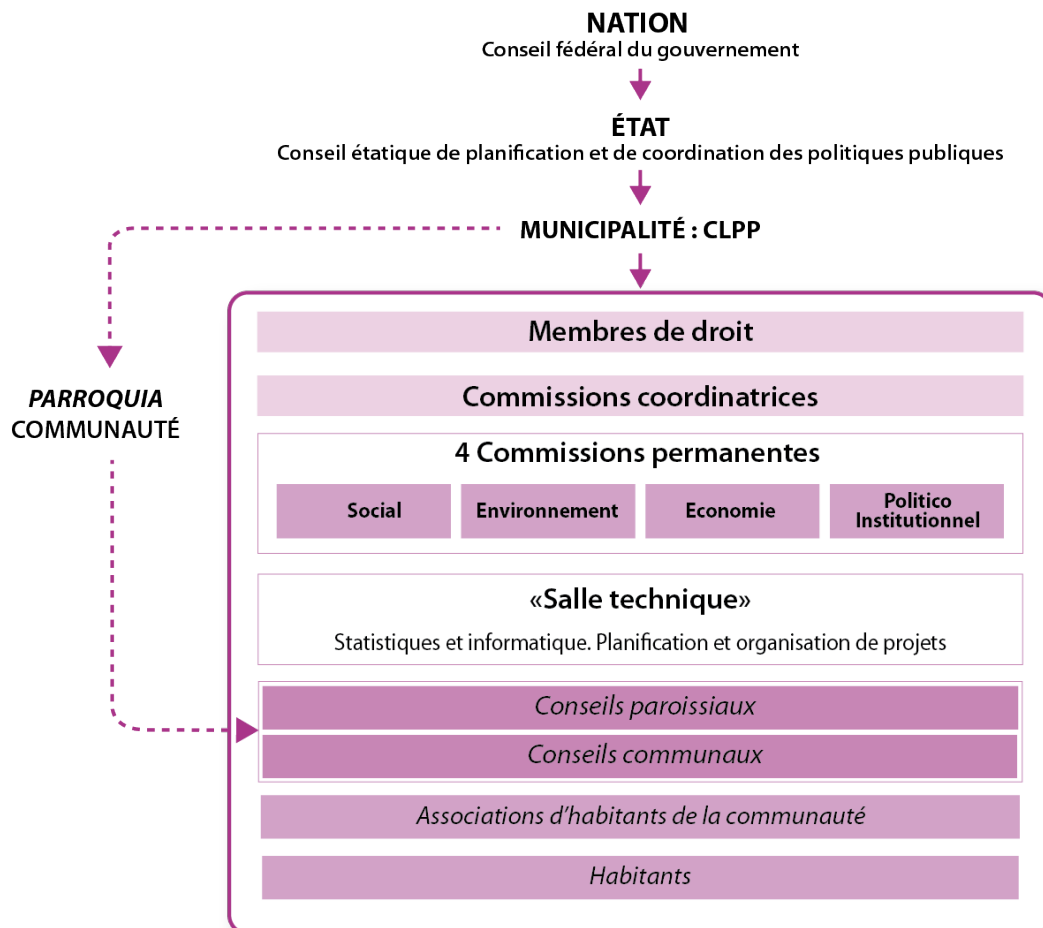
régime de démocratie participative dans le pays<sup>79</sup>. En 2002, ces structures étatiques de participation locale voient le jour dans le pays. Inspirés du modèle brésilien des années 1980 de « budget participatif » (*orçamento participativo*), il s'agit, constitutionnellement, d'un organisme de décentralisation du pouvoir et de participation citoyenne porteur d'un véritable défi institutionnel, celui de permettre la mise en place du nouveau modèle démocratique défini dans la Constitution de 1999. Nous sommes, en 2002, dans un discours de co-gestion et de co-responsabilité, où le niveau d'organisation est municipal. Comme nous le verrons, la structure et l'organisation du CLPP restent pyramidales puisque la mairie et les élus locaux sont considérés comme « membres de droit » (*miembros natos*) car en poste au moment de sa création. Les CLPP permettent à la société civile organisée de prendre part aux décisions municipales, pour répondre au mieux à leurs besoins et dans leur intérêt. Pour intégrer les CLPP il ne suffit pas de le vouloir mais il faut faire partie d'une organisation, de quartier, sportive, religieuse, d'une ONG, pour ne citer que ces exemples. Les entreprises et le secteur privé peuvent également s'y impliquer, entre autres acteurs. Par le biais d'un travail commun à l'administration municipale et aux communautés, le budget et les programmes sont co-planifiés bien que l'exécution des œuvres revienne toujours à la mairie. La loi stipule que 30% du budget municipal est réservé au CLPP.

Chaque CLPP est spécifique à la municipalité à laquelle il est rattaché. Les 24 états fédéraux se divisent en 335 municipalités. Ainsi, 335 CLPP sont répartis sur l'ensemble du territoire national. Ils sont mis en place pour favoriser la gestion démocratique de la ville par les autorités locales mais aussi par les habitantes et les habitants du quartier, pour permettre un développement équilibré du territoire et du patrimoine municipal. Il s'agit d'un dispositif de planification locale qui affiche trois objectifs : participer à la planification publique, promouvoir l'autogestion en assurant un transfert de compétences envers les communautés locales, et ils doivent contribuer au contrôle social de la gestion publique. Mais la participation est encadrée dans une organisation verticale de « décentralisation pyramidale ». J'emploie ce terme afin de souligner la décentralisation qui a été amorcée en termes de planification municipale, et qui permet une plus ample participation des habitants à la gestion des affaires publiques, tout en relevant l'organisation pyramidale qui se reproduit à l'échelle

---

<sup>79</sup> Certains passages de la recherche de doctorat ont été extraits du mémoire de master réalisé en 2008 sur la participation des femmes au CLPP. Pour plus de détails sur cette première recherche voir : J. Brandler-Weinreb, « *Si le sol ne brille pas comme avant il brille quand même* ». *Femmes et participation politique au niveau local au Venezuela : entre émancipation et renforcement de la subalternisation*, Mémoire de M2R en Sociologie, Paris, IHEAL-CREDA, 2008. Mise en ligne sur Mastercontributions.

locale avec les CLPP. Cela a des conséquences dans la redistribution thématique et spatiale de la participation des femmes et des hommes qui intègrent la structure. Pour appréhender cela, étudions la structure et le fonctionnement de ces Conseils.



**Figure 1.** Structure du CLPP, 2002-2006 (conception propre, réalisation : Olivier Tourame).

Je propose de commencer par la base de la pyramide, les communautés où participaient de façon majoritaire les femmes, et qui constitue le moteur de cette grande machine de planification du pays. Le système représentatif est ancré dans la structure puisque des élections sont réalisées dans les assemblées citoyennes pour voter la représentante ou le représentant du secteur du quartier concerné, et sa suppléante ou son suppléant, pour assurer un dialogue continu avec les autres instances du CLPP. L'échelon supérieur est celui des Conseils Communaux et Paroissiaux. Interlocuteurs privilégiés de la société civile organisée, ces derniers sont chargés de déposer les projets décidés en assemblée citoyenne auprès de la « salle technique ». Elle est composée d'experts et de fonctionnaires publics, en majorité des



hommes mais au fur-et-à-mesure du temps une parité tend à s'installer avec la professionnalisation de nombreuses femmes dans les missions éducatives du pays et, très souvent, leur intégration dans le système public en tant que fonctionnaires. La salle technique, constituée de sociologues, d'économistes, de politistes, d'urbanistes, entre autres, évalue la viabilité technique et financière du projet présenté par la communauté représentée. Ces projets sont orientés en quatre commissions thématiques : économique, environnementale, politique-institutionnelle et sociale qui les soumettent, à leur tour, aux « membres de droit » du CLPP : la mairie, le président ou la présidente du CLPP qui ordonne l'exécution des projets.

### **CLPP de Valencia : un terrain en mouvement**

En tant que *caraqueña*<sup>80</sup> de naissance, j'ai choisi de travailler sur d'autres lieux que Caracas. Le choix de territoires inconnus était une manière de chercher l'objectivation dans la familiarité. En croisant cet aspect avec la volonté étatique d'implanter la démocratie participative jusqu'au dernier recoin du Venezuela pour favoriser la décentralisation de l'Etat, j'ai décidé de travailler sur des territoires importants pour le pays en termes économique, politique et démographique qui ne soient pas la capitale, Caracas. Les zones de « province » (*de las afueras*) me paraissent être d'un intérêt scientifique majeur dans le cadre d'une étude qui se focalise sur les effets de la démocratie participative -et de la décentralisation du pouvoir qui devrait l'accompagner- dans les rapports sociaux de genre au quotidien, au niveau local. Par certaines collègues vénézuéliennes j'ai reçu des échos, depuis la France, de l'expérience du CLPP de Valencia (CLPPV), comme étant l'un des premiers à s'être mis en place seulement trois mois après la promulgation de la loi, en octobre 2002. En avril 2003, le CLPP valide son règlement interne et débute le processus de développement de réseaux de participation dans le but de constituer les Conseils Parroissiaux et Communaux, nécessaires au bon fonctionnement de la structure<sup>81</sup>. Dès août 2003, les communautés organisées présentaient déjà au CLPP des propositions de répartition du budget prévu pour 2004. En 2006, alors que le budget de la municipalité de Valencia s'élevait à 117 millions Bs. F. (Bolivars « forts »)<sup>82</sup>, 47 millions ont été assignés aux communautés à travers le CLPP, c'est-

---

<sup>80</sup> Terme pour désigner une personne (femme) née à Caracas.

<sup>81</sup> Ces informations sont extraites du document que m'a fourni la salle technique du CLPP de Valencia, intitulé : « Organización y Funcionamiento del CLPP », CLPP Valencia, 2006, p. 36. J'ai également pu confirmer son contenu grâce aux entretiens réalisés avec les participants et les participantes au dispositif.

<sup>82</sup> Une reconversion monétaire a lieu le 1-1-2008 au Venezuela. Face à la forte dévaluation de la monnaie que connaissait le pays, Chávez décide de lancer le Bolivar « fort » (Bs. F.) qui représente l'équivalent de 1000 Bolivars (Bs.) et qui le remplace

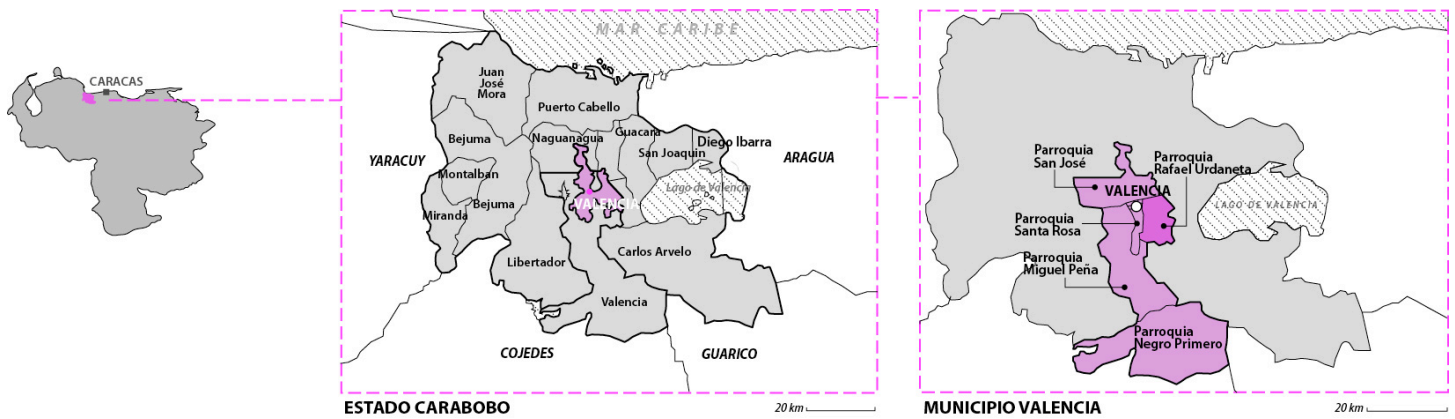
à-dire près de 40% du budget global. Il m'avait été décrit comme un des plus actifs et mixtes en termes partisans mais aussi comme une structure qui accueillait un grand nombre de femmes leaders de diverses communautés. Puis, ce CLPP bénéficiait aussi de l'investissement d'acteurs du secteur privé (entreprises, fondations, ONG) et du secteur public (mairie, institutions, ministères). Ne disposant pas de statistiques sur la participation par états dans le pays, j'ai décidé de suivre ces premières pistes et d'effectuer le terrain de master sur la participation des femmes à cette structure, en 2006. Je ne connaissais personne mais j'ai obtenu par des collègues vénézuéliennes quelques contacts de femmes mobilisées. Je ne connaissais ni la ville ni les personnes avec lesquelles j'ai ensuite travaillé. L'état de Carabobo a une superficie de 4.500km<sup>2</sup> et une population de 2.245.744 habitants. Il se divise en 14 municipalités. La ville de Valencia, capitale de l'état, est un pôle économique réunissant les plus grandes industries et usines du Venezuela où l'agroindustrie est hautement développée<sup>83</sup>. Elle est également la troisième ville démographique du pays (après Caracas et Maracaibo) comptant 1.599.756 habitants. Elle se situe à 150 km de l'Ouest de Caracas, dans la région centre-Nord du pays. A l'Est se trouve le lac de Valencia, deuxième lac vénézuélien par sa superficie. De par la propreté de la ville et les politiques de travaux publics qui ont été mises en place, entre autres éléments, Valencia est considérée dans le pays comme un modèle de développement urbain. La première ligne du métro de Valencia a d'ailleurs été inaugurée pendant mon terrain. En raison du contexte de bipolarisation partisane que connaît le Venezuela, il semble important de préciser qu'il s'agissait, en 2006, d'une des rares municipalités gouvernée par un maire d'opposition au gouvernement Chávez<sup>84</sup>, ce qui peut expliquer, en partie, l'éclectisme politique observé dans le CLPP étudié.

---

définitivement. J'explique ceci car, pour maintenir une cohérence dans l'écriture, j'ai préféré tout exprimer en Bolívares « forts » dans le manuscrit. Ainsi, en 2006, 117 millions Bs.F. représentaient 54.418.604 de dollars et 47 millions BSF. correspondaient à 21.860.465 dollars (le calcul est fait à partir du change officiel (en 2006, 1\$ = 2150 Bs.F.) sachant qu'il est souvent très différent du change au marché noir).

<sup>83</sup> Les principaux produits agricoles étant le café, la canne à sucre, le haricot noir (*caraota*), le maïs et l'orange. L'état est également l'un des principaux fournisseurs de produits laitiers du pays. L'élevage de bétail et l'agriculture figurent parmi les principales activités économiques de Carabobo. Pour plus d'informations sur les caractéristiques de l'Etat, voir : « XIV Censo nacional de población y vivienda. Resultados por Entidad Federal y Municipio del Estado Carabobo », (INE, *Censo* 2011) : <http://www.ine.gov.ve> (consulté le 25/07/2015).

<sup>84</sup> Lors des élections des maires du 30 juillet 2000, un an après l'arrivée au pouvoir du président Chávez, le candidat d'opposition Francisco (Paco) Cabrera l'emporte avec 65,82% de votes. En 2004 il gagne de nouveau les élections avec 57,4% mais ce seront les dernières, puisqu'en 2008 le candidat chaviste Edgardo Parra l'emporte avec 38,15% de votes –ce changement est étudié plus loin dans le manuscrit, puisqu'il influe considérablement le parcours des enquêtés. Voir : « Resultados electorales », Conseil Nacional Electoral (CNE) : <http://www.cne.gob.ve/web/index.php> (consulté le 25/07/2015).



Carte 2. Etat Carabobo, municipalité Valencia, paroisses.<sup>85</sup>

J'ai principalement travaillé sur la paroisse urbaine Rafael Urdaneta, puis j'ai effectué un terrain dans la paroisse rurale Negro Primero<sup>86</sup> –que je présente dans le chapitre suivant- lors duquel je me suis centrée sur les Conseils Communaux, toutes deux situées dans la municipalité de Valencia. Sur Valencia, j'ai été accueillie par Alicia Plaza avec qui j'avais établi un contact préalable par mail depuis la France. Je prends un espace pour la présenter puisqu'elle est la personne qui m'a intégrée, dans un premier temps, au réseau de femmes avec lequel j'ai ensuite travaillé. Par ailleurs, ses conditions de vie permettent également d'approcher une réalité partagée par la majorité des participantes et des participants rencontrés. Elle a été ma « porte d'entrée » au CLPPV. J'ai logé chez elle pendant la plupart des terrains que j'ai réalisés à Valencia. Je contribuais en faisant quelques courses alimentaires et avec 100 bolivars<sup>87</sup> par mois. Elle ne voulait pas me considérer comme une locataire mais comme une « étudiante à qui elle donne un coup de main ». J'ignorais tout de Valencia, je ne connaissais pas la morphologie de la ville, les distances, la qualité et la fréquence des transports. Puisque ces derniers sont surtout informels, il était compliqué de chercher son itinéraire sur Internet, au préalable, comme on peut le faire en France. Alicia vient me chercher au Big Low, le terminal de Valencia. C'est une femme d'opposition radicale, elle me dit qu'elle « hait le président », d'un ton sec et affirmé. Elle me tutoie, me

<sup>85</sup> Les paroisses en rose foncé sont celles où j'ai effectué mes terrains.

<sup>86</sup> La municipalité de Valencia compte 829.856 hab., accueillant ainsi 37% de la population totale de l'état de Carabobo qui s'élève à 1.932.168 hab. (« XIV Censo nacional de población y vivienda. Resultados por Entidad Federal y Municipio del Estado Carabobo », INE, *Censo* 2011). Les paroisses Rafael Urdaneta (urbaine) et Negro Primero (rurale) comptent, respectivement, 191.004 hab. et 8.872 hab. (source : INE, *Censo* 2011). Puisque je n'ai pas pu obtenir d'informations précises par les voies institutionnelles sur les quartiers dans lesquels j'ai enquêté - Parque Valencia, Santa Inés et le centre de Negro Primero, los Naranjos- l'ingénieur Carmelo Ecarri, ancien secrétaire général du CLPPV, membre de l'ONG *Gente de Soluciones* et directeur du *postgrado* de développement rural de l'UCV, m'a transmis les données que je mobilise.

<sup>87</sup> Sachant que le salaire minimum oscillait, en 2006, autour des 500 Bs.F. (l'équivalent au change officiel –de l'époque, la taux fluctue énormément d'une année sur l'autre- de 200 dollars) et en 2009 et 2010 entre 1000 et 1500 Bs.F. (environ 400 dollars), ma contribution était, certes, matérielle mais elle était surtout symbolique, permettant de marquer une distance entre nous et de me considérer comme une « locataire » qu'elle pouvait déloger au moment où ma présence la dérangerait, contrat informel qui me convenait et m'obligeait aussi à « gagner » ma place dans son foyer.

salue en me faisant la bise tout en échangeant quelques mots de français puisqu'elle a vécu à Pau à un moment de sa vie<sup>88</sup>. Pendant le trajet je lui explique l'objet de mon étude et elle commence à me raconter son expérience dans le CLPP. Alicia résidait dans le quartier populaire (*urbanización*) Parque Valencia. Historiquement habité par une classe moyenne, voire aisée, sous les gouvernements Chávez ce quartier s'est transformé suite à de nombreuses occupations informelles de terrains (appelées *invasiones*) non contrôlées par les autorités locales (la population s'élève à 14.292 habitants, en tenant compte des zones d'occupations informelles qui correspondent à 60% de la population de la population totale). Lorsque j'y habitais le quartier avait été rebaptisé par les habitantes et les habitants sous le nom de « Parque *violencia* » parodiant ainsi le nom d'origine pour souligner la violence qui commençait à reignier dans le quartier. Les services publics ne suffisaient plus à subvenir aux besoins de la population grandissante qui l'habitait entraînant des situations d'insalubrité, puis l'insécurité ne cessait d'augmenter (allant de la délinquance quotidienne jusqu'au meurtre<sup>89</sup>). Le quartier de Parque Valencia accueillait toujours les belles maisons habitées autrefois par les classes moyennes, et les habitantes et les habitants se lavaient dans les belles salles de bain d'antan mais désormais avec des seaux d'eau collectée dans des bidons en plastique, stockés dans la douche. Elles étaient de plus en plus dépourvues des services permettant d'utiliser les installations. Les étagères en bois encastrées dans les murs des maisons étaient vides, les prix ne cessant d'augmenter alors que les salaires ne permettaient pas de couvrir les besoins de base. Et, même lorsque les personnes avaient des revenus permettant de le faire, le problème était alors celui de trouver les produits puisqu'une pénurie commençait déjà à se faire sentir

---

<sup>88</sup> C'est d'ailleurs une des premières choses qu'elle m'a dit quand elle a su que j'habitais la France, mais je reviens sur certains détails de sa vie quand cela fait l'objet de la partie à laquelle sa trajectoire peut apporter une information à l'analyse proposée.

<sup>89</sup> Dans le quartier où nous résidions une jeune fille avait été retrouvée à deux rues de la maison, dans un sac poubelle, découpée en morceaux pendant les fêtes de carnaval, alors que la ou le criminel n'a jamais été identifié (beaucoup pensent que les démarches pour le faire n'auraient jamais été entreprises ce qui ne surprendrait guère dans un pays qui connaît un taux d'impunité des plus élevés du continent). Oui, il était difficile de garder son calme dans un tel contexte d'impunité et d'insécurité grandissante. Les femmes que je rencontrais m'alertaient : « ne porte pas de bijoux sur toi, même en argent, c'est fini ce temps là, on m'a même volé des boucles d'oreilles en plastique dans le bus (*camionetica*, bus informel amplement utilisé par la population du quartier) » ou encore « aie toujours un peu de monnaie sur toi, si tu n'as rien à leur donner (aux délinquants, souvent très jeunes) ça risque de les énerver et on peut te tuer, ils sont armés ». J'ai souvent pris conscience des « risques du métier » durant mes terrains d'enquête ce qui m'a parfois amenée à me questionner sur l'importance du travail entrepris et sur la manière dont je le faisais (je cherchais à me faire héberger par les participantes aux CLPP ou autres activités du quartier alors que je connaissais rarement à l'avance les personnes en question, ni leur quartier, situés pour la majorité dans des zones considérées comme dangereuses par les propres enquêtées). Mais j'arrivais souvent à la même conclusion : pour moi, la sociologue ne peut s'extraire du milieu dans lequel elle mène son enquête. S'il est difficile de trouver des statistiques sur le sujet, il est possible de trouver des informations dans la presse qu'elle soit locale ou nationale. Un des derniers articles que j'ai lu à ce sujet, publié dans le quotidien *El Universal*, porte sur l'affrontement entre gangs qui s'est déroulé dans les zones occupées informellement de Parque Valencia où cinq hommes ont été torturés puis assassinés. Voir : « Guerra entre bandas deja cinco muertos en Valencia », *El Universal*, 3-8-2015 (<http://www.eluniversal.com/sucesos/150803/guerra-entre-bandas-deja-cinco-muertos-en-valencia>, consultée le 15/08/2015) .

dans le pays<sup>90</sup>. Pendant mon premier terrain, en 2006, de nombreuses maisons du quartier étaient en vente et Alicia me disait « ce sont de nouveaux riches<sup>91</sup>, nous imaginons qu'ils proviennent de bidonvilles (*barrios*) ou qu'il s'agit des leaders des occupations informelles (*invasores*). Ils sont en train de dégrader notre qualité de vie avec la pollution et d'autres problèmes »<sup>92</sup>.

Nous arrivons chez elle et j'entrevois une femme âgée qui nous accompagnera dès lors dans cette maison quasiment toujours silencieuse, sa mère. Elle regarde à longueur de journée *Globovision*<sup>93</sup>. Alicia me montre la maison, elle me dit qu'il n'y a pas d'eau et qu'il faudra que je me lave avec des seaux d'eau froide ou bien qu'il faudra que je la réchauffe à la casserole. La mère nous demande si on a faim, elle nous dit qu'il n'y a que du riz. Les produits frais sont achetés en fonction du budget de la semaine qui est souvent très réduit. Alicia a un ordinateur fixe, rafistolé. Souvent il n'y a pas Internet soit parce que le réseau est constamment interrompu, soit parce que c'est l'électricité qui l'est (environ deux à trois heures par jour, quand les coupures sont prévues elles sont annoncées dans les journaux locaux, ce qui indique que la pratique s'est banalisée). Les maisons sont dotées de disjoncteurs permettant de réguler les différences de courant électrique pour éviter l'endommagement des appareils électroniques comme la machine à laver, le frigo, ou encore la télévision qui ne manque pas, même dans les foyers les plus précaires dans lesquels j'ai pu vivre ou que j'ai visités régulièrement. Dès mon arrivée Alicia s'est chargée de téléphoner, quand l'électricité le permettait, aux autres leaders ou participantes et participants du CLPPV pour me les présenter et que je puisse réaliser des entretiens. Je la laissais faire, bien que la démarche me semblait assez infantilisante. C'est de cette manière que j'ai approché ce cercle premier de personnes qui s'élargissait au fur et à mesure du temps et de ma participation aux activités organisées par le Conseil. Par la suite, le rôle s'est inversé puisqu'Alicia me demandait d'appeler les autres pour aller aux réunions de l'observatoire local, qu'elles ont mises en place, aux réunions ou ateliers de formation ainsi qu'aux activités artisanes ou

---

<sup>90</sup> Les prix établis par la régulation étatique d'un grand nombre de produits de base ne permettaient pas aux commerçants d'assurer la rentabilité de leurs négoce. Cela avait pour conséquence le développement d'un commerce informel parallèle où les vendeuses et les vendeurs ambulants devenaient les nouveaux fournisseurs quotidiens mais à des prix dépassant parfois trois fois le prix de base du produit en question. Le contrôle des devises étrangères par l'Etat favorisait et favorise toujours aujourd'hui ce phénomène qui n'est pas l'objet de ma recherche mais qui influe considérablement les situations observées.

<sup>91</sup> Dans l'imaginaire d'opposition les pauvres se seraient enrichis sous les gouvernements Chávez. Certes, la dite « boli-bougeoisie » (boli faisait référence au caractère bolivarien de la « révolution ») existe et désigne les haut fonctionnaires de la « révolution bolivarienne » qui sont passés de prendre les transports en commun à arriver en voiture de luxe à leur lieu de travail. Mais, les *invasores* sont loin d'appartenir à cette catégorie.

<sup>92</sup> « *Han llegado unos "nuevos ricos" que vienen, nos imaginamos de barrios y de invasiones y estan desmejorando nuestra calidad de vida con contaminacion y otros problemas.* »

<sup>93</sup> La principale chaîne d'opposition du pays.

associatives se déroulant à l'échelle locale, dans la municipalité et dans les divers quartiers des enquêtés dont je suivais les trajectoires. Me déléguer ce type de tâches me permettait d'être au cœur des réseaux dans lesquels se mobilisait Alicia et d'avoir un regard privilégié sur les rapports qu'elle entretenait avec les autres participantes et participants.

Elle a donc été, dans les premiers temps, mon interlocutrice privilégiée et m'a permis de rencontrer celles et ceux qui reviendront régulièrement dans ce travail de recherche et que je vais présenter au fur et à mesure des avancées dans le récit, comme Nancy de Torrelles, son amie la plus proche –on les surnommaient les « fausses jumelles » (*morochas*) puisqu'elles étaient toujours ensemble dans leur investissement local-, d'opposition, voisine habitant aussi Parque Valencia et suppléante d'Alicia dans la commission sociale du CLPPV ; Maigualida Marin, autre amie et leader d'opposition connue, et reconnue à l'époque, en tant que conseillère municipale du CLPPV, ancienne habitante du bidonville Las Palmitas (*barrio*) - bien qu'elle insistait toujours avec fierté sur le statut de « quartier expérimental populaire » (*urbanización experimental popular*) que l'ancien maire de Valencia avait donné au bidonville ; Mercedes Alvarez de Alvarez, voisine et participante au CLPPV en remplacement de son fils<sup>94</sup> -avec qui elle avait des rapports conflictuels en raison de sa « flexibilité partisane »<sup>95</sup>- mais aussi à cause d'une certaine compétition qu'elles avaient implicitement installée entre elles ; María de los Angeles Díaz, amie d'Alicia, opposante au régime, habitante de San José<sup>96</sup> quartier aisé de Valencia, représentante de la commission sociale et secrétaire auto-assignée des réunions puisqu'elle se chargeait de rédiger les comptes rendus « en direct » sur son ordinateur portable ; Carmen Rosa Rincón, appelée Carmencita, conseillère municipale du CLPPV habitant le quartier populaire de Santa Inés (*urbanización popular*), chaviste *light* car côtoyant et travaillant avec tout bord politique ; la señora Irene de Becerra, conseillère municipale du CLPPV, d'opposition radicale, leader historique de sa communauté et amplement investie dans celle-ci, habitant un quartier proche de Parque Valencia, Bucaral Sur<sup>97</sup>; mais aussi Miguel Jhonge, leader historique du quartier voisin la Isabelica et impliqué dans le CLPPV en tant qu'association de voisins, d'opposition mais ouvert à l'utilisation du chavisme pour permettre le développement de projets dans sa communauté ; Luis López Reyes, dit « *el Conejo* » (le lapin) ancien forgeron et boxeur

---

<sup>94</sup> Il était représentant de son quartier mais ne trouvait jamais le temps d'assister aux diverses activités organisées par la structure.

<sup>95</sup> Elle est d'opposition mais a un entourage proche et de nombreuses connexions *chavistes*.

<sup>96</sup> La seule vivant au Nord parmi les femmes rencontrées au CLPPV.

<sup>97</sup> Se situant à 15 minutes en bus informel (*camionetica*) de chez Alicia.

engagé dans sa communauté depuis plus de 15 ans et ancien conseiller municipal du CLPPV; Carmelo Ecarri, premier secrétaire général du CLPPV et activement impliqué dans la municipalité de Valencia, notamment à travers l'ONG *Gente de Soluciones*<sup>98</sup>; entre autres personnes engagées de près ou de loin dans le CLPPV qui apparaîtront au fil du texte et qui m'ont été présentées, à leur tour, par chacune et chacun des enquêtés. Donc, dans un premier temps, c'est Alicia qui m'a introduite au CLPPV et à ce cercle premier d'informatrices et d'informateurs que j'ai revisités et suivis, à chaque fois que cela a été possible, durant chacun de mes terrains, plus ou moins longuement en fonction de leur investissement dans les structures étatiques locales se trouvant au cœur des politiques de participation au moment où je m'y trouvais.

La mairie est un acteur clé pendant cette première période du projet de démocratie participative. Les CLPP sont voués à affiner les budgets municipaux pour qu'ils correspondent davantage aux besoins des habitantes et des habitants, et de la municipalité en question. La mairie évalue ces projets, puis les exécute. Les participantes et les participants s'y rendent pour déposer les dossiers approuvés en assemblée citoyenne, dans le quartier, pour que la salle technique évalue leur viabilité. Les enquêtés s'y rendent aussi pour assister aux réunions des quatre commissions. C'est dans ce cadre que j'ai pu m'entretenir avec une grande partie d'entre elles et eux. Marbella Flores, la secrétaire, mettait souvent les salles à disposition avant ou après les réunions pour que je puisse réaliser les entretiens avec le moins d'interruptions possibles. Les locaux des *concejales* (élus)<sup>99</sup> sont vides la plupart du temps, prétextant souvent le travail « de rue » (avec les communautés), mais j'ai pu constater que ce n'était pas toujours le cas. Plus les postes étaient à responsabilité publique et moins les personnes étaient accessibles. Les assistantes et secrétaires sont toujours présentes, elles (ces postes étaient occupés uniquement par des femmes) représentent les principales interlocutrices des combattantes et combattants sociaux (*luchadores sociales*) qui remontent – quotidiennement ou, à minima, une fois par semaine- les informations des communautés vers l'administration publique. Les réunions entre conseillères et conseillers du CLPPV qui se réalisaient dans les locaux de la mairie permettaient de s'intéresser à un grand nombre de quartiers et de situations sociales différentes puisqu'il s'agissait d'acquérir une vision sur les conditions de vie et les besoins propres à la municipalité. Les représentantes et les représentants de tous les quartiers s'y retrouvaient pour échanger et se confronter (les

---

<sup>98</sup> Le nom de cette ONG pourrait être traduit par l'idée de « personnes qui apportent des solutions ».

<sup>99</sup> Intermédiaires entre la mairie et les communautés, les *concejales* participent à la législation de l'état.

bidonvilles étaient autant représentées que les quartiers aisés), ce qui ne sera plus le cas une fois que la politique de la participation se concentrera –légalement dès 2006- concrètement en 2009 sur les Conseils Communaux et non plus sur les CLPP<sup>100</sup>.

Le CLPPV était un espace de participation très dynamique. Le lien entre le personnel du CLPP et les communautés représentées par les femmes rencontrées était complexe et souvent soumis à des régulations. En effet, ces dernières n’avaient pas un rapport en huit clos avec le personnel étant donné que celui-ci se déplaçait et se confrontait donc aussi aux habitantes et habitants des quartiers représentés par les porte-parole (*voceras*)<sup>101</sup>. Les locaux du CLPPV se situaient, en 2006, sur l’avenue principale du centre de Valencia (qui est plus au sud qu’au centre), l’avenue Bolivar, à une quinzaine de minutes en bus informel (*camionetica*) de Parque Valencia, dans la zone industrielle « Paseo las Industrias ». A mon arrivée, bien que le CLPP ait été actif dans les faits depuis 2002, les locaux que la mairie avait obtenu pour l’accueillir étaient en pleine installation. Marbella, la secrétaire, nous reçoit Alicia et moi dans un bureau improvisé, tenu par des blocs de ciment faisant office de support pour la planche en bois que constituait son bureau. Mais elle avait de quoi nous offrir une tasse de *guayoyo* qui est un café allongé local, très sucré<sup>102</sup>. Si les locaux n’étaient pas encore terminés cela n’empêchait pas que le personnel porte déjà l’uniforme, de couleur orange, représentant le gouvernement de l’ancien maire qui était d’opposition, Paco Cabrera.

### **Valencia : d’une mairie d’opposition à une mairie chaviste**

La mairie de Valencia a changé de bord politique en 2008, passant d’être l’une des deux villes d’opposition (avec Mérida) à se ranger du côté du parti au pouvoir avec l’élection d’Edgardo Parra, membre du PSUV. Au delà d’un changement de drapeau et de couleur politique, ce basculement a pesé lourdement sur la participation et sur la motivation des enquêtés. Le personnel du CLPPV chaviste, depuis 2008, était surtout composé de jeunes diplômés des

---

<sup>100</sup> Voir chapitre 3.

<sup>101</sup> Dans la loi le terme de *vocera/vocero* a remplacé celui de représentante et représentant afin de marquer une rupture avec l’ancien régime politique de démocratie représentative. Mais, la rupture n’était pas uniquement symbolique et linguistique mais aussi légale et pratique puisque ces femmes ne pouvaient pas prendre de décisions dans les réunions qui avaient lieu en dehors de la communauté représentée sans avoir soumis en amont la proposition en assemblée citoyenne. Alors que la plupart d’entre elles sont des anciennes présidentes des associations de voisinage de leur quartier qui fonctionnaient, au mieux, entre 3 et 4 personnes et dont la figure de la présidente était chargée de décider amplement et assez librement des projets qu’investissait l’association.

<sup>102</sup> En milieu populaire, tout le monde s’offre constamment un café, comme pour tenir le coup mais aussi par amabilité et dans un geste de convivialité.



nouvelles structures éducatives mises en place sous le régime de démocratie participative et protagonique, telles les missions (*misiones*) d'études supérieures en droit, en informatique, dans le social, les statistiques, l'agroéconomie, parmi d'autres secteurs. Âgés de 23 à 30 ans, ils occupent des postes de médiateurs sociaux (*facilitadores sociales*), de responsables des commissions économique, environnementale, politique-institutionnelle et sociale; aux côtés du président du CLPPV, Angel Salazar, cinquantenaire, ingénieur de formation et ancien directeur de planification et du cadastre à Caracas ; et travaillant sous les ordres de Carmen Teresa Vera, cheffe de la nouvelle salle technique, la quarantaine, ancienne militaire et économiste de formation, épouse de militaire, une femme maigre, claire de peau, les yeux verts, le regard vif et les cheveux teints en rouge criard, ferme et décidée, elle connaît son travail. Puis, les locaux du CLPPV ont été déplacés au sein même de la mairie ce qui marque un recul sur la question de la décentralisation de la participation et de son autonomie politique partisane.

Les participantes et les participants du CLPPV de l'époque de Paco Cabrera m'avaient parlé du nouveau personnel de la mairie pour signaler les difficultés rencontrées, parfois, à poursuivre leur engagement auprès de leurs communautés. En raison de ce changement, à la fois politique et partisan, mais aussi en termes de personnel administratif en charge de la participation de la ville, leur carnet d'adresse s'est vu modifié, ce qui pouvait limiter considérablement leur marge de manœuvre dans la réalisation des projets entrepris avec leurs communautés. En me rendant au CLPPV de la nouvelle équipe, j'ai pu confirmer ce que certains me disaient, à savoir que quelques membres du personnel de l'ancien maire avaient été intégrés à la nouvelle équipe administrative d'Edgardo Parra. « Elles ne peuvent rien dire et elles sont surveillées de près »<sup>103</sup>, me dit Alicia. Il s'agit de Marbella, l'ancienne et actuelle secrétaire de la structure et de Daisy qui se chargeait de faire le lien entre la salle technique et les habitantes et les habitants des communautés impliquées. Lorsque je m'y suis rendue, il est vrai qu'elles étaient très discrètes et Marbella avait même fait semblant de ne pas me connaître la première fois que je l'ai vue en poste dans cette nouvelle configuration. C'est en la retrouvant aux toilettes, peu après mon arrivée, qu'elle m'a enfin parlé. Elle m'a confirmé la difficulté à travailler pour les deux bords politiques, mais elle devait garder ce travail à tout prix, pour terminer d'élever ses enfants. Puis, elle constituait une importante source d'information pour l'équipe entrante sur le fonctionnement à la fois de la structure mais aussi

---

<sup>103</sup> « *No pueden decir ni pío y las tienen en la mira.* »

des personnes qui y participent puisqu'elle était chargée de les convoquer aux réunions et qu'elle les connaissait, souvent personnellement. Mais, la plupart des membres de l'ancienne équipe du CLPPV n'ont pas été réintégrés dans le nouveau Conseil. Pour ne citer que cette trajectoire, Maigualida Marin est passée d'être *luchadora social* de son quartier, conseillère municipale du CLPPV et bras droit de l'ancien maire, Paco Cabrera, à ne plus être impliquée, à aucun niveau. Fervente opposante au régime chaviste et au PSUV, elle ne pouvait plus être considérée comme personnel politique de confiance puis, elle n'aurait pas souhaité le faire, par fierté et pour préserver son honneur, m'a-t-elle dit. Mais sa condition de vie a pesé plus lourdement, subordonnée à son appartenance de classe : elle est pauvre ; à son appartenance ethnique : elle est noire ; et à son appartenance de genre : c'est une femme. Lorsque je suis retournée en 2009 à Valencia, Maigualida était employée en tant qu'assistante dans un centre civique (*centro civico*) de son *barrio*, Las Palmitas, initiant les habitantes et les habitants des communautés aux connaissances informatiques pouvant être utiles à leur engagement. Sa trajectoire de *luchadora* ne s'était donc pas terminée pour autant. Ce centre dépendait de la mairie chaviste. Son implication locale, reconnue au niveau municipal, lui a permis d'intégrer ce travail -qu'elle a tenu à qualifier d'alimentaire- malgré son positionnement partisan d'opposition « celui-ci n'est pas politique mais social et pour manger »<sup>104</sup>. Elle a dû l'accepter pour vivre et faire vivre ses enfants mais cela l'a conduite à vivre une longue et intense période de dépression. La jeune femme affirmée et déterminée qu'elle était quand il s'agissait de défendre ses droits et ceux des siens sous l'ancien gouvernement local, du haut de ses talons et de son jean moulant, s'est transformée en une personne timide et dépossédée, démotivée et désenchantée d'elle-même et des autres. Elle s'est désinvestie de toute autre activité politique et communautaire, elle a perdu confiance en elle, victime des humiliations quotidiennes qu'elle subissait dans ce travail où ses collègues ne cessaient de lui rappeler qu'elle « avait vendu son âme » et empoché sa fierté puisqu'elle avait accepté de travailler pour l'ennemi.

Mais, le changement de gouvernement local et de maire représente bien plus que la perte d'une emprise sur la localité et ses actrices et acteurs sociaux. En 2009, lorsque je suis retournée à Valencia, Paco Cabrera, l'ancien maire, est mort.

---

<sup>104</sup> « *Este no es político, es social y para comer.* »

Un évènement important a eu lieu pendant que j'étais là-bas puisque l'ancien maire de Valencia, Paco Cabrera (qui est resté au pouvoir pendant 13 ans) est décédé (...). Cet évènement les a réunies. Je loge chez Alicia, je voyais comment elle les appelait les unes après les autres pour leur donner la nouvelle et savoir si elles assisteraient aux funérailles publiques qui se dérouleraient dans la cathédrale de la ville. Elles se sont presque toutes retrouvées pour le dernier adieu au maire. J'y étais. Elles pleuraient toutes comme si elles avaient perdu un membre de leur famille, pendant les 3 heures des funérailles. Face à un tel scénario, si les choses fonctionnaient telles qu'on l'a dit durant l'évènement et tel qu'elles me l'ont dit chacune d'entre elles, il est possible de comprendre la démotivation des troupes face à la perte de la mairie (et donc des pouvoirs locaux) d'une part et, je dirai, surtout face à la perte du leader, d'autre part.

« La différence est qu'il n'était pas politicien »<sup>105</sup>, me dit Carmencita. J'ai appris par la suite qu'il a non seulement contribué au bon fonctionnement et à l'embellissement de la ville mais il a, apparemment, aussi aidé certaines de ces femmes quand elles en ont eu besoin. Maigualida a pu faire hospitaliser sa mère dans une clinique à la fin de ses jours « grâce à Paco » qui l'a reçu, d'après elle, maintes fois chez lui comme à la mairie pour lui apporter également un soutien moral et son amitié ; Alicia a pu acheter la vieille camionnette qu'elle avait grâce à de l'argent qu'il lui a prêté puisqu'elle n'avait plus de moyen de transport depuis un moment, par manque de ressources... « Il n'aidait pas seulement en tant que maire mais aussi en tant qu'ami, et ce n'était pas de l'argent de la mairie. »<sup>106</sup>

### **Carnet de terrain, 2009.**

Cet évènement, les réactions des participantes et les informations qui m'ont été délivrées dans ce moment de douleur partagée par une très grande partie de la municipalité, m'ont fourni des clefs pour comprendre, avec plus de finesse, ce que signifie participer en politique à l'échelle locale, et qu'au delà des motivations instrumentales, les affects et le clientélisme se confondent parfois au point de ne plus savoir lequel motive davantage la participation. J'ai ainsi découvert que la mort du maire était aussi la mort d'un « ami », la perte d'un allié et d'un « parrain » social et politique. La mort de Paco Cabrera impliquait la fin de certains repères et le non retour d'une manière de gouverner dans laquelle un grand nombre

---

<sup>105</sup> « La diferencia es que el no era un político »

<sup>106</sup> « El no ayudaba solo como alcalde pero como amigo y ojo, no era el dinero de la alcaldía. »

d'habitants et d'habitants se retrouvaient. Cet extrait de carnet de terrain évoque l'importance de la connexion entre personnes ordinaires et personnes politiques dans la motivation de la participation.

## 2.2. Pouvoir citoyen ou l'idée de co-gestion

### Fonction des *voceras*

Pour participer, « il faut y aller, s'inscrire, aller à des réunions, non seulement pour ma communauté mais aussi pour les communautés adjacentes à celles où je vis », me dit la *señora* Irene en 2006. La mairie ainsi que les conseillères et conseillers municipaux sont chargés de communiquer autour de la création de cet espace de participation, dans la presse locale et par d'autres moyens de communication comme la radio, mais aussi en parcourant la ville debout sur des camions *pick up* avec un mégaphone pour annoncer les réunions, comme j'ai pu le découvrir sur le terrain. Les lois circulent sous forme de fascicules (format portefeuille) sont vendues partout par les vendeuses et les vendeurs ambulants qui sont très sollicités par les passants, allant de la dame qui vend des *arepas*<sup>107</sup> à l'avocate travaillant dans le centre du pays<sup>108</sup>. Les Vénézuéliennes et les Vénézuéliens s'instruisent et se préparent avant d'intégrer ces structures, que ce soit par la voie de l'auto-apprentissage ou par celle de la *radio bamba bamba* (« radio bouche à bouche ») qui est également très efficace et aussi précise. Il s'agit souvent de personnes qui « aiment travailler le social », comme elles le disent souvent.

Depuis 2005 doivent être élus en assemblée citoyenne de quartier les porte-parole de paroisse (*voceras/voceros de parroquia*<sup>109</sup>), autrefois appelés conseillers et conseillères (ce terme continue d'être amplement utilisé malgré le changement lexical imposé par la loi). Mais ce n'est qu'en 2010 que se renouvellent ces postes suivant le changement législatif de cette année. Dans les Conseils Communaux, autrefois partie intégrante des CLPP, les divers mouvements et organisations sociales mettent en place des élections « de second degré » où les communautés organisées choisissent leurs *voceras/voceros*. Ces porte-parole devront les représenter -bien que le mot soit évité pour ne plus faire référence à l'ancien régime de

---

<sup>107</sup> Encas typique vénézuélien, galette de maïs qui peut être considérée comme le pain local. Elle est consommée garnie d'une grande variété d'aliments ou seule, dans ce cas cette *arepa* est appelée la veuve (*la viuda*).

<sup>108</sup> Sur ce sujet je conseille vivement le film de M. Dault, *op. cit.*

<sup>109</sup> Niveau qui se trouve au dessus de celui de la communauté, mais en dessous de la municipalité.

démocratie représentative- dans différents secteurs, chaque fois plus variés : travail, jeunesse, pêche, sport, retraites, condition de vie des femmes, agriculture et condition de paysan, représentativité indienne et afro-descendante, parmi l'éventail des domaines proposés par la loi. Les *voceras/voceros* ont des fonctions bien précises et limitées. Les projets qu'elles développent dans les CLPP sont déterminés en assemblée citoyenne de quartier, puis validés par la mairie. Elles ne les choisissent pas personnellement bien que leur point de vue puisse influencer celui de leurs interlocuteurs et interlocutrices. Un cahier d'actes (*actas*) comporte les compte-rendus manuscrits de chacune des réunions qui se sont tenues dans la communauté. Les habitantes et les habitants le signent à la fin pour certifier leur présence et qu'on ne puisse contester, a posteriori, les décisions prises en collectif. Mais que signifie être conseillère ou *vocera* de paroisse ? Je demande alors à la *señora* Irene de m'expliquer son rôle dans le CLPPV, ayant du mal à faire la différence entre les conseillères/*voceras* paroissiales et les municipales :

« Je suis conseillère de paroisse. Dans ma paroisse il y a cinq quartiers<sup>110</sup>. La « municipale » est Maigualida Marin, elle a tout Rafael Urdaneta (paroisse). Qu'on fait les CLPP ? Elles ont divisé Rafael Urdaneta en secteurs, en petits morceaux, en sept paroisses. Dans la première il y a « la Isabelica, Bello Monte, ... ». Il y a différents secteurs, vous comprenez ? La mienne, la paroisse six, englobe les *urbanizaciones*, la paroisse sept est la plus grande, c'est le bidonville (*barrio*) « las Palmitas ». Maigualida travaille avec 36 associations de quartier, par exemple, c'est une des paroisses parmi les plus grandes et les plus peuplées. »<sup>111</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 53 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, 2006.

La *señora* Irene s'occupe de cinq associations de quartier. A la fin d'une des assemblées auxquelles j'ai pu assister, deux conseillères parlent « d'unir leurs communautés » et de « tirer bénéfice » de cette union des deux côtés. Les lectures sont multiples mais une chose est

---

<sup>110</sup> *Urbanizaciones* : ici il s'agit de quartiers populaires mais le terme peut également être employé pour désigner un quartier aisé.

<sup>111</sup> « Yo soy consejera parroquial. En mi parroquia hay 5 urbanizaciones. La municipal, que es Maigualida Marin, ella tiene toda Rafael Urdaneta. ¿Que hicieron los CLPP? Que Rafael Urdaneta la dividieron por sectores, por pedacitos, en siete parroquias. En la primera estan la Isabelica, Bello Monte... Hay diferentes sectores, ¿entiende? En la mía que es la parroquia seis, agarra a las urbanizaciones y la siete que es la mas grande, es el barrio las Palmitas. Maigualida trabaja con 36 asociaciones de vecinos, por darte un ejemplo, esa es una de las parroquias mas grande y poblada. »

claire : les communautés leur appartiennent et elles peuvent en disposer, après leur avoir soumis l'idée et qu'elles l'aient validée. Et c'est ainsi que ça se passe, après s'être réunies avec leurs communautés respectives, c'est au tour des *voceras/voceros* de réorganiser les priorités en fonction des alliances possibles pour certains projets d'envergure, parfois réalisés en commun, comme la mise en place d'une école ou d'un dispensaire. Elles sont consultées comme de véritables conseillères mais aussi défiées en tant que *voceras* du quartier et par extension de leur foyer. La question de « l'honneur » et du prestige de la communauté, du quartier, de la famille, revient aussi, en toile de fond, touchant aux affects émanant des relations interpersonnelles, comme nous allons le voir dans la troisième partie.

### **Ateliers et assemblées citoyennes: participation et politisation**

Les ateliers proposés par les CLPP aux communautés sont très appréciés et représentent une des motivations principales de leur engagement<sup>112</sup>. Je demande à la *señora* Irene s'ils lui « apportent quelque chose », ce à quoi elle répond :

« Oui, bien sûr, ils t'apprennent comment faire un projet, comment tu dois parler, comment tu vas faire l'échelle du 1 à 10 [pour hiérarchiser les projets]. Ils t'expliquent et tu vas, comme ils disent, "absorber comme une éponge" et ça devient plus facile. Dans chaque atelier tu apprends. Je dis que tous les ateliers sont bons parce que j'ai appris quelque chose que je ne savais pas avant, j'emporte quelque chose. »<sup>113</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 53 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, 2006.

Les budgets municipaux sont pratiquement élaborés par les CLPP. Les conseillères et les conseillers réalisent effectivement le travail le plus laborieux. En listant l'ensemble des documents exigés par la salle technique (recensement local très détaillé, formulaires de cadastre, ou encore plans de la communauté, par exemple), en se les procurant, en les

---

<sup>112</sup> Voir chapitre 5, 5.2. Participer pour « sortir la tête de la serpillière et des fourneaux ».

<sup>113</sup> « Sí, claro, como no ! Ellos te enseñan como hacer un proyecto, como se debe hablar, como hacer la escala del 1 al 10. Ellos te explican y tu vas "aborbiendo como una esponja", como dicen y la cosa se vuelve más fácil. En cada taller tu aprendes y yo digo que todos son buenos porque aprendí algo que no sabía antes, me llevo algo. »

remplissant et en les fournissant ensuite à l'équipe de la mairie. Les ateliers constituent l'un des deux espaces-temps où l'articulation entre les acteurs publics, privés, institutionnels et ordinaires se consolide le plus. Les habitantes et les habitants échangent, questionnent et affrontent aussi les représentantes et les représentants des nombreuses institutions qui configurent leur quotidien : les élus, les entreprises, les ministères, les compagnies d'eau, d'électricité, les ONG, les universités, entre autres. Puis, c'est l'occasion, pour ces institutions et ses représentants, d'humaniser les centaines de demandes qui leur parviennent et qui sont classées par numéro de dossier, par quartier, par des noms sans visages, sans trajectoire, désincarnés de leurs corps et des diverses situations traversées. Les participantes et les participants suivent aussi cette « formation » pour obtenir, à la fin du cycle annuel, un diplôme universitaire « d'observateurs et d'observatrices locaux ». L'Etat semble avoir compris que la qualité des informations que détiennent les institutions est le pré-requis pour une meilleure planification.

Des thèmes très variés sont abordés lors de ces ateliers. Par exemple, Calarca Mejías, l'ingénieur de la salle technique du CLPPV de Paco Cabrera, en a dicté un, portant sur « l'organisation et le fonctionnement des CLPP ». Convoqués par les participantes et les participants, les conseillères et les conseillers, les autorités locales, les habitantes et les habitants de la paroisse investis dans différents secteurs de la société civile, se sont rendus à l'atelier qui se déroulait dans une maison communale de la paroisse Rafael Urdaneta. Tout le monde a un carnet et un stylo en main, l'écoute est attentive, l'attitude très active et détendue.



**Photo 1.** Atelier d'introduction au CLPP, Valencia, 2006.

Dans sa présentation, Calarca rappelle les bases en trois points : ce qu'est qu'un CLPP, qui peut l'intégrer et comment obtenir les financements pour réaliser les projets. Ses explications, très techniques, reposent sur les textes qui définissent le dispositif participatif. Mais, à travers leur implication locale, les participantes et les participants ont appris à prendre la parole en public, à argumenter et à défendre leur point de vue. Ils interrompent régulièrement l'ingénieur pour lui rappeler l'écart qui existe entre les textes et la réalité. Lorsqu'il explique que chaque comité de travail du CLPP<sup>114</sup> doit être composé, a minima, de 10 personnes (5 *voceras/voceros* par comité et 5 suppléantes ou suppléants) les rires et les sourires envahissent son public. Une femme intervient pour ajouter « oui, en théorie c'est beaucoup de monde mais on voit toujours les même »<sup>115</sup>, ce à quoi tout le monde répond que c'est vrai. Calarca acquiesce d'un air complice tout en rétorquant qu'il est obligé de rappeler ce que dit la loi. Il insiste également sur l'importance de proposer des projets d'envergure (*mancomunados*), des macro projets, qui rassemblent plusieurs communautés : « c'est terminé les terrains de basket dans chaque quartier, faisons-en un grand pour trois communautés »<sup>116</sup>, dit-il. Sa présentation se termine sur un point précis : il rappelle que participer est un devoir constitutionnel et que, pour cela, la municipalité –se référant aux CLPP- doit former « ses leaders ». Ce point nous rappelle que, si la participation est motivée par des raisons liées aux trajectoires individuelles des personnes rencontrées, ces conseils ne sont aucunement le résultat d'une démarche autonome des habitantes et des habitants. Les CLPP constituent un fait constitutionnel, né d'une volonté étatique. Cette évidence mérite d'être soulignée pour comprendre les enjeux du transfert de compétences de l'Etat vers les autorités locales, puis des autorités locales vers les communautés et plus particulièrement vers les femmes<sup>117</sup>.

Les thèmes abordés par les ateliers des CLPP sont assez variés. En partageant le quotidien des enquêtés, j'ai pu assister à bon nombre d'entre eux. Intitulé « Innovations éducatives au service des organisations à succès »<sup>118</sup>, cet atelier abordait la question de la reprise d'étude ou la recherche de formation professionnelle, phénomène grandissant dans le pays car

---

<sup>114</sup> Les 4 commissions thématiques : économique, environnementale, politique-institutionnelle et sociale sont composées de comités de travail chargés d'aborder les projets spécifiques à chacune des commissions. Par exemple, dans la commission sociale plusieurs comités de travail se mettent en place autour de questions comme le logement, les retraites, l'accès à la santé, entre autres. Dans les faits, chaque comité de travail est composé d'une *vocera* ou d'un *vocero* et de sa suppléante ou son suppléant allant jusqu'à deux *voceros*, parfois sans suppléant par manque de personnes souhaitant s'investir dans la gestion des affaires considérées comme publiques.

<sup>115</sup> « Si, como no, en teoría es muuucha gente pero aquí se ven es siempre los mismos. »

<sup>116</sup> « Se acabo la cancha de basket en cada comunidad, hagamos una que le pueda servir a tres comunidades. »

<sup>117</sup> Question traitée dans le point suivant 2.2. Apprendre à maintenir les rôles de sexe.

<sup>118</sup> « Inovaciones educativas al servicio de organizaciones exitosas. »



amplement impulsé par les gouvernements Chávez<sup>119</sup>. Des échanges très interactifs, sous la forme du tutoiement, entre les enseignants, les ONG et les collectivités représentées ont ponctué l'atelier. Parmi les questions posées, celle-ci était centrale : comment faire quand les lycées ne sont pas adaptés aux adultes et que les universités sont sur sollicitées? Les intervenants rassuraient les participantes et les participants en leur expliquant, d'un ton parfois infantilisant, que l'éducation dans le pays avait changé. Ils tentaient de rapprocher les formations professionnalisantes et universitaires aux ateliers dictés par les CLPP amenant, au fur et à mesure de l'atelier, l'idée d'une licence sur la gestion au niveau local qui serait proposée dès 2008 par cette structure de participation étatique<sup>120</sup>. Le diplôme serait délivré aux personnes ayant assisté aux cours et ayant produit un rapport articulant leur activité locale à la formation suivie. L'idée d'obtenir une licence par le biais de la participation locale et des ateliers motivait fortement une population souvent obligée d'intégrer le marché du travail dès le plus jeune âge pour aider à subvenir aux besoins des familles, délaissant ainsi les possibles projets d'études ou d'apprentissage d'un métier choisi. Ainsi, en fonction des intérêts individuels les personnes épousent les projets proposés par le gouvernement chaviste. L'idéal d'éducation des classes populaires est un besoin ressenti très présent chez les enquêtés.

L'éducation citoyenne a fait l'objet d'un autre atelier. L'idée d'une « école endogène où les citoyennes et les citoyens s'auto-forment » serait devenue « l'éducation du prochain siècle », pour reprendre les termes employés par les intervenants. Les enseignants deviendraient des *facilitadores*, ayant pour rôle de faciliter l'accès aux connaissances et non plus de les enseigner. L'apparition d'un nouveau jargon en politique est vouée à marquer le passage au nouveau régime de démocratie participative que l'Etat cherche à implanter dans le pays. D'une manière générale, il s'agit d'effacer lexicalement –et parfois législativement aussi- la hiérarchie et de se prononcer contre le principe de domination, à tout niveau, pour faire place à une horizontalité qui permettrait de tendre vers l'équité sociale recherchée. La tenue des intervenants et des participantes et participants en disent long sur ce point (mais j'ai aussi pu remarquer ce changement au sein des institutions publiques comme les ministères ou la mairie): il n'est plus exigé, implicitement ou explicitement, de « bien s'habiller » pour tenir son rôle. Désormais, les jeans, sandales ou chaussures sportives deviennent le code vestimentaire adopté par la majorité. Encore un moyen d'ancrer, visuellement, ce nouveau projet de société recherché.

---

<sup>119</sup> Voir chapitre 5 : 5.1. Un niveau d'études qui a changé dans le temps.

<sup>120</sup> Mais les CC prendront la place des CLPP dès 2009 ce qui court-circuitera ce type d'initiatives. Sur les CC, voir chapitre 3.

Sans pouvoir m'attarder dessus, il me semble tout de même important de citer un dernier atelier qui portait sur « la responsabilité des entreprises privées dans les communautés ». Celui-ci était dicté par Carmelo Ecarri, premier secrétaire générale du CLPP et membre de l'ONG *Gente de Soluciones*. Le thème a influé sur la manière dont cet atelier s'est déroulé. Déjà, il s'assimilait plus à un séminaire qu'à un atelier de par la « mise en scène » de celui-ci : estrade, intervenants et intervenantes en costard, chemise et jupe ou pantalon à pince, le tout organisé au sein de la chambre de commerce de Valencia. Prospectus imprimés sur papier glacé, en couleurs, collation offerte à la pause, avec un personnel pour faire le service. Comme si parler d'éducation pouvait se faire n'importe où, alors que pour aborder le thème des entreprises il fallait veiller à maintenir un certain cadre en restant dans un code formel. Au delà de ces observations ethnographiques, l'explication détaillée du cadre légal obligeant les entreprises à s'investir dans les localités occupées offrait de nouveaux outils aux participantes et aux participants pour mener le travail au sein de leurs communautés.

Les assemblées citoyennes qui se tiennent dans le quartier, dans la maison communale lorsqu'il y en a une ou dans tout autre espace mis à disposition pour que la réunion puisse se tenir, constituent le deuxième espace-temps où se consolide la politisation des participantes et des participants aux CLPP. La politisation se produit par la rencontre et les échanges entre différents acteurs sociaux qui s'impliquent à des échelles variées et n'ont quasiment aucune raison de se croiser en dehors de ces assemblées. Cela éveillerait les consciences, du côté des participantes et des participants et de celui des intervenants puisque les deux se côtoient sans pouvoir s'ignorer. Mais les assemblées cristallisent aussi l'ensemble des rapports qui se jouent au sein de la communauté. Etre en désaccord avec la voisine, le cousin, le monsieur qui tient le kiosque, le frère, la marraine, entre autres, au moment de décider du projet à développer dans le quartier peut modifier considérablement la vie quotidienne des participantes et des participants.



**Photo 2.** Ecole Bolivarienne Las Palmitas, 2006.

Comme ici, la photographie m'a permis, par moments, de capturer en image les formes que prend la participation territorialisée. J'accompagne Maigualida à l'assemblée mensuelle du CLPP qui a lieu dans son bidonville, Nancy –qui habite Parque Valencia- y participe aussi. La réunion se tient dans une école bolivarienne (créée sous les gouvernements boliviens). Les portes des salles ont un trou à la place des serrures. L'eau de pluie s'est infiltrée car il a plu la veille, le sol est donc mouillé. Nous sommes arrivées en avance pour organiser la salle donc nous nettoyons le sol et mettons les chaises en place. Le tableau est très usé, lorsque les intervenants s'en servent on déchiffre à peine ce qui y est écrit. C'est une école primaire. Des peintures murales décorent la salle avec l'inscription « mission Ribas... l'important est de vaincre »<sup>121</sup>. Le personnel du CLPP est représenté par Marbella, la secrétaire, Calarca, l'ingénieur de la salle technique et par la présence d'autres conseillers. Une enseignante de l'institut d'informatique (IUTEPI) prend la parole pour expliquer que les communautés peuvent s'inscrire samedi à des cours d'administration, d'informatique et de comptabilité. Elle explique que, pour valider leur cursus, les étudiants doivent désormais réaliser 120h de service communautaire et que le personnel de l'institut est déjà en contact avec le CLPP. L'idée est de mettre en place une collaboration pour que les étudiants aident les communautés à élaborer leurs projets. Demander aux étudiants d'assister les communautés dans la formulation de leurs projets serait, symboliquement, mettre la connaissance au service d'un savoir-faire valorisé et reconnu. Ci-dessous, le territoire quotidien investi pour la participation est une école. A gauche, l'enseignante de l'IUTEPI fait son intervention. A droite, la salle l'écoute. Si j'ai pris ces photos c'est parce que la situation m'a fait pensé aux dires de la

---

<sup>121</sup> *misión Ribas... lo necesario es vencer* : il s'agit d'une mission éducative pour valider le primaire. Permettre que cette peinture « décore » la salle de classe c'est aussi rappeler la position politique de l'école « bolivarienne ». La politisation commence alors dès le plus jeune âge dans le Venezuela bolivarien et s'inscrit dans les territoires quotidiens.

*señora Irene* : « (...) les ateliers sont bons parce que j'ai appris quelque chose que je ne savais pas avant, j'emporte quelque chose ». L'apprentissage est une des motivations principales pour s'engager dans ces structures. Les CLPP représentent, pour beaucoup, l'opportunité d'aller à l'école qu'ils et elles ont, souvent, dû quitter très tôt et donc l'opportunité de se réapproprier leur trajectoire.



**Photo 3.** Assemblée citoyenne du CLPP de Valencia, école bolivarienne Las Palmitas, 2006.

**Photo 4.** Assemblée citoyenne du CLPP de Valencia, école bolivarienne Las Palmitas, 2006.

Les interventions de Maigualida se font par le regard ou par la parole. Par le regard, elle a le pouvoir d'arrêter les conversations parallèles, d'inciter une personne à prendre la parole ou à se mettre en retrait. Par la parole, elle se concentre sur une idée : celle d'apprendre à veiller davantage sur les communautés que sur leurs intérêts politiques. Elle insiste fortement sur le besoin d'une « conscience éducative » puisque, de son point de vue, « ça ne sert à rien de nettoyer les rues ou de réparer les égouts si dans un an ils sont dans le même état »<sup>122</sup>.

Les thèmes traités en assemblée citoyenne qui concernent les projets mais parfois, aussi, les conflits qui peuvent se présenter au sein des communautés sont : l'occupation informelle d'un territoire qui préoccupe les habitantes et les habitants historiques<sup>123</sup> ; la gestion et la mise aux normes des égouts –souvent inexistantes ou détériorées dans les quartiers les plus pauvres- et des tuyauteries d'eau « claire »<sup>124</sup>; le *yoismo* (« moi je » : le personnalisme) des représentants des associations de voisins; le financement des projets, savoir comment y accéder et quelles institutions solliciter ; le suivi des travaux (*obras*) en cours dans la paroisse et les quartiers ; la récupération des espaces publics comme les terrains de sport (vérification et rénovation du

<sup>122</sup> « De nada sirve que limpiemos las calles o reparemos las chuacas si dentro de un año estan igualitos. »

<sup>123</sup> Dans le cas de Parque Valencia, la police refuse d'intervenir en raison du nouveau cadre légal qui protège les occupants (appelés *invasores*). Cette situation révolte les habitants historiques qui craignent de voir leur patrimoine perdre de la valeur et qui estiment que ces occupations dégradent la qualité de vie de l'*urbanización*.

<sup>124</sup> L'eau du robinet n'est pas potable au Venezuela donc on différencie les égouts de l'eau d'utilisation courante grâce aux termes « eaux noires » (*aguas negras*) et « eaux claires » (*aguas claras*).

matériel) et les places (disposer d'un éclairage, contrôler l'hygiène et la sécurité des aires de jeu, mettre des poubelles à disposition et s'occuper de les vider) ; le pavage (*asfaltado*) des rues –au *barrio* Las Palmitas certaines rues sont encore en terre ; enfin la demande d'une *casillera policial* (poste de police) est quasi systématique et traverse l'ensemble des classes représentées dans les assemblées. Les conseillères et les conseillers se battent pour défendre leurs projets et s'affrontent lorsqu'un désaccord se présente au moment de les hiérarchiser. Lors d'une assemblée, Luz de Parra, habitante de Las Palmitas, amie, voisine et du même bord politique que Maigualida, prend la parole pour refuser la proposition de cette dernière sur la signalisation dans le quartier, n'hésitant pas à faire monter le ton en la menaçant : « je ne suis pas pour mettre des panneaux au lieu de faire les travaux (*la obra*), les voisins sont fâchés et m'ont dit que si on mettait les panneaux ils allaient les emporter pour faire un *ranchito* (habitat improvisé) »<sup>125</sup>. Bien au-delà de définir les projets à mener il s'agit, dans les assemblées, de trouver une manière de cohabiter et de réinventer le vivre ensemble. Mais, le consensus arrive souvent lors de la deuxième ou troisième réunion et, entre temps, la participation pèse lourdement sur le quotidien de ceux et de celles qui ont décidé d'occuper une place différente dans la communauté et dans le quartier.

### **Apprendre à maintenir les rôles de sexe**

Les CLPP véhiculent une image très précise et forte de la femme qui s'implique en politique. La mairie, les dirigeantes et dirigeants de quartier, les ONG et associations qui coopèrent avec les CLPP, tiennent tous un discours commun sur les femmes qui renvoie à la nature biologique. Les documents officiels, les feuillets qui leur sont distribués, les références qui leur sont indiquées, sont imprégnés d'un discours patriarcal essentialiste, qui réduit les femmes à leur fonction sociétale de reproductrices et donc de protectrices, voire de gardiennes de la Nation<sup>126</sup>. La rétribution qu'obtiennent les femmes de la part de l'Etat est symbolique : la Nation leur est, en quelque sorte, confiée puisque son avenir repose entre leurs mains. Les qualités qui leur sont attribuées émaneraient du talent inné (*talento nato*) que décrit Aixa

---

<sup>125</sup> « No estoy de acuerdo con que pongan vallas en vez de hacer la obra, los vecinos estan molestos y me dijeron que si ponian vallas se las iban a llevar para hacer un rancho. »

<sup>126</sup> J'emploie ici la notion de Nation au sens d'un projet de construction nationale, invention de la modernité, faisant partie des grands métarécits décrits par J.F. Lyotard dans son ouvrage. Voir : J.F. Lyotard, *La condition post-moderne : rapport sur le savoir*, Paris, Ed. de Minuit, 1994 (1979).

Armas<sup>127</sup> ci-dessous. Je cite Armas car elle est non seulement spécialiste du sujet, mais parce qu'elle organise des ateliers sur le leadership féminin (*liderazgo femenino*) dans le cadre des CLPP avec l'ONG *Gente de Soluciones* : « La contribution féminine [dans les CLPP] c'est son talent inné [de la femme] pour préserver, sa participation devient ressource pour le développement, [elle permet] un renforcement des réseaux sociaux reconnus comme capital social, puisqu'il s'agit de l'immense capital qu'elles apportent, telle que l'économie du soin (le soin de la famille, des membres du troisième âge, des malades, des installations et des infrastructures communautaires). »<sup>128</sup>

L'amalgame fait entre la famille, les membres du troisième âge, les malades et les installations et infrastructures communautaires me paraît intéressante, de même que le registre du soin, employé dans les deux cas. La participation des femmes dans les CLPP est donc perçue comme un « soin » apporté à la communauté. Ici, l'image de la femme « douce et sensible » rejoint celle de l'homme « fort et protecteur », en ce sens où ils et elles préservent ensemble le pays, mais de façon différente. Nous décelons donc un premier degré de division sexuelle du travail communautaire, situé au niveau des représentations relatives à l'organisation sociale des divers systèmes symboliques.

Dans le cadre des CLPP sont organisés des ateliers de *capacitación*. Il s'agit d'apprendre à élaborer des projets viables : adaptés aux populations du quartier, en tenant compte des besoins les plus urgents et du budget qui est limité, entre autres. Mais, dans le cadre des CLPP, c'est aussi un espace d'apprentissage de la citoyenneté, dans la théorie mais aussi dans la pratique. Les participants sont fortement influencés par les idées que véhiculent les ateliers et, puisque ces structures sont majoritairement investies par les femmes, les participantes sont particulièrement ciblées par les institutions. Le savoir-faire qui leur est transmis est par la suite intégré, voire intériorisé, dans leur discours et leur comportement. Elles se le réapproprient et se forgent une image d'elles et du rôle qu'elles occupent dans le foyer, dans le quartier, dans les CLPP et, à une autre échelle, dans le pays. Voici l'intitulé d'un atelier dicté par l'ONG *Gente de Soluciones* dans le cadre d'une des formations proposées par le CLPP en 2004. Il s'agit d'un atelier sur la question de la négociation : « Les Femmes

---

<sup>127</sup> Aixa Armas est architecte. Elle a réalisé un post-doctorat sur le thème de la « Gouvernabilité et la Gérance Politique » (UCAB). Elle effectuait, en 2006, une maîtrise en Sciences politiques (USB). Dans le cadre des CLPP, elle effectue un travail avec l'ONG *Gente de Soluciones* auprès des communautés. Armas s'occupe particulièrement de promouvoir les CLPP et la participation féminine en son sein. Elle organise des ateliers et des séminaires dans ce but.

<sup>128</sup> A. Armas, « Los Consejos de Participación Pública : Un espacio de participación para la mujer venezolana », Caracas, document de travail, 2006, p. 5.

Promotrices de la Tolérance et de la Cohabitation dans le Conseil Local de Planification Publique de la ville de Valencia, Etat Carabobo/Mécanismes de Négociation et d'Accords. » Dans le titre de cette présentation nous pouvons déjà percevoir le rôle attribué aux femmes dans ce CLPP. Promouvoir la tolérance et assurer la cohabitation c'est, d'une certaine façon, leur réserver la fonction de « gardiennes de la paix » au sein de la communauté. Le thème de cet atelier est également le reflet du contexte politique national que traverse le Venezuela contemporain puisqu'il s'agit de travailler la tolérance et la cohabitation qui sont fortement touchées par la bipolarisation. La « culture du soin », prendre soin des autres et donc de la vie humaine, est perçue comme féminine car associée à la fonction reproductive de la femme. Je demande alors à Nancy s'il existe, pour elle, une différence entre être femme et être homme quand on participe aux CLPP, elle me répond ceci :

« Bon, tu sais que nous on a eu un séminaire et on nous a parlé de ça, de la force que la femme a pour ce type de travail [la participation politique]. Une femme a tellement de force qu'elle est capable d'accoucher alors que el hombre *moriría en el intento* ! »<sup>129</sup>

**Nancy de Torrelles**, 52 ans, opposante au régime, ex suppléante d'Alicia en commission sociale du CLPP et membre du CC Parque Valencia, mariée, 4 enfants, 2006.

Cette « force de mère » ainsi que la culture du soin sont présentées, dans le document, comme « source exploitable pour la construction d'une culture de la paix ». Tout au long de l'atelier, les participantes apprennent que le rôle de la « leader interdépendante » est de favoriser la création d'un nouveau pacte social, porteur de nouvelles formes de cohabitation. Elles ont donc pour mission d'aider les autorités locales à instaurer, et à préserver par la suite, un nouvel ordre social et reçoivent en échange les outils pour le construire. Un comportement à adopter qui se résume en deux mots clefs « Négociation et Résolution [de conflits] », et des résultats espérés très précis : « changement organisationnel et modification des modèles d'interaction [de la communauté] », entre autres. Les experts (architectes, économistes, politologues, sociologues, etc.) transmettent ainsi un savoir-faire prêt à l'emploi. La mission participative des femmes est donc bien déterminée et surtout très valorisante. Leur fonction est décrite comme vitale au processus participatif que vit le pays, les chargeant ainsi d'une

---

<sup>129</sup> « Bueno tu sabes que nosotros tuvimos un seminario y nos hablaron de eso, de la fortaleza que tenía la mujer para este tipo de labor. Una mujer tiene tanta fortaleza que es capaz de parir, en cambio un hombre se moriría en el intento ! »

lourde responsabilité, parfois difficile à porter. Aucun atelier n'a jamais été spécifiquement destiné aux hommes dans le cadre des CLPP.

### **Division spatiale de la participation : projets façonnés par l'appartenance de genre**

Pour les participantes et les participants des CLPP cette structure serait « bien tombée »<sup>130</sup> puisqu'elle a permis de rééquilibrer la distribution des ressources de la municipalité de manière plus égalitaire. Ces dernières ne sont plus exclusivement destinées aux quartiers en grande difficulté. Avant les CLPP, les *urbanizaciones* étaient souvent délaissées en bénéfice des bidonvilles.

« Nous n'avons pas de rues décentes, il nous manque des écoles mais comme dans les bidonvilles les problèmes sont plutôt les enfants des rues et l'absence de services publics ils –la mairie et l'Etat- se concentraient sur les problèmes les plus immédiats ou plutôt sur ceux qui demandaient le plus, parce que dans les CLPP on nous a appris que les problèmes se priorisent de 1 à 10, en fonction des besoins les plus immédiats. »<sup>131</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 53 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, 2006.

Lorsqu'elle était conseillère municipale du CLPPV, en 2006, Maigualida me fait faire le tour des travaux (*obras*) en cours dans « son » quartier. Nous faisons le trajet en bus, à pied ou en voiture, si une connaissance passait par là et était d'accord pour nous y déposer. J'ai compris à quel point les conditions socio-économiques peuvent peser et influencer la motivation et la fréquence de participation des actrices et acteurs engagés quand Maria de los Angeles Días, membre de la commission sociale de l'ancien CLPPV et habitant les quartiers aisés m'a également proposé de visiter les travaux en cours dans sa communauté et que notre parcours a

---

<sup>130</sup> « *Ha venido bien.* »

<sup>131</sup> « *No tenemos calles decentes, nos faltan escuelas pero como en los barrios los problemas son los niños de la calle y la falta de servicios públicos ellos se centran en los problemas mas necesarios, o mas bien en los que mas pedian porque aprendimos en los CLPP que los problemas que priorizan del 1 al 10, en función de la prioridad de ahorita.* »



duré, en tout, une vingtaine de minutes puisqu'elle disposait d'une voiture, ce qui facilitait considérablement la tâche (avec Maigualida nous avons pris près de 2h pour faire l'équivalent de la visite réalisée avec Maria de los Angeles). Par son passé d'*invasora* (appropriation informelle de terrain), Maigualida abordait frontalement les ouvriers chargés de la construction de la maternelle (*preescolar*) qu'elle m'a fait visiter, leur posant des questions sur les matériaux et les techniques employés pour la construction du bâtiment, contestant parfois le rapport coût-qualité validé par la mairie.

A chaque fois que Maigualida s'adressait au personnel en charge des travaux, qu'il s'agisse du personnel ouvrier ou des architectes, elle transcrivait immédiatement les échanges dans le livre d'*actas* (actes du cahier tenu par la communauté, destinées au compte-rendu de toute démarche entreprise en faveur des projets accordés en assemblée citoyenne) qu'elle signait et faisait signer par ses interlocuteurs et interlocutrices afin de laisser des traces de son action pour éviter qu'elle puisse être contestée par le voisinage ou par la mairie. Ainsi, la participation locale se produit à la mairie, sur le chantier, dans le quartier, englobant ainsi l'ensemble des territoires quotidiens des enquêtées.

La division spatiale des modes d'actions m'intéresse car elle me permet d'observer la répartition au niveau des tâches considérées comme « légitimes » selon l'appartenance de genre de l'individu. Je garde toujours un œil vigilant sur les représentations liées au féminin et au masculin dans chacun de ces espaces. C'est pourquoi je suis ici une démarche attentive aux projets qu'entreprennent les femmes et non pas uniquement aux frontières séparant les lieux. Lors des entretiens réalisés, j'ai voulu savoir si parmi les projets proposés aux CLPP, elles avaient déjà présenté ou pensé à des projets spécifiquement liés aux femmes. Je leur ai donc posé la question :

« [Je vois que vous êtes nombreuses à participer, environ soixante-dix pourcent si j'ai bien compris, est-ce que vous avez déjà réalisé ou proposé des projets qui bénéficient aux femmes directement ?] Non, figure toi que non, on n'a pas pensé à nous, on a toujours pensé aux autres, beaucoup [de femmes] pensent aux personnes âgées, aux enfants. »<sup>132</sup>

---

<sup>132</sup> « [Yo veo que ustedes son muchas en participar, aproximadamente setenta por ciento si entendí bien, acaso han creado o propuesto proyectos que beneficien directamente a las mujeres ?] No, para que tu veas que no, no hemos pensado en nosotras, siempre hemos pensado en los demas, muchas [mujeres] han pensado en los ancianos, en los niños. »

**Luz de Parra**, 48 ans, opposante au régime, membre du CLPPV et du CC du *barrio* Las Palmitas, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d'autres enfants, Valencia, 2009.

« Moi j'ai des réussites [accomplies dans les CLPP] : une maternelle, un *ambulatorio* [centre de santé], une bibliothèque, les égoûts, entre autres. (...) Sur des projets pour bénéficier aux femmes eh bien la vérité c'est que, jusqu'à maintenant, il n'y en a pas eu un seul dans toute la municipalité. (...) Nous on voit la violence envers la femme dans ce *barrio* tous les jours. Ce n'est pas uniquement la violence des coups mais il y a aussi les blessures mortelles de l'âme qui tuent plus que tout coup physique. Moi, j'ai un projet de *casa social laboral*. Je prétends ici incorporer la femme à la *vida laboral* et qu'elle augmente son niveau de culture et d'éducation. Non pas l'éducation écrite mais s'éduquer en tant qu'êtres humains, en tant qu'identité, disons (...) pour développer le sentiment d'appartenance. Ca aiderait à beaucoup de femmes parce qu'elles sont nombreuses à se dédier uniquement et exclusivement au foyer. »<sup>133</sup>

**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, 2006.

Dans sa réponse, Luz présente les projets qu'entreprennent les femmes comme un choix sacrificiel (« on a pas pensé à nous ») alors qu'en réalité, les questions mises en agenda par les *luchadoras* dépendent avant tout des problèmes que rencontre la communauté et sont traitées en fonction des urgences du moment, « *del uno al diez* », tel que me l'explique la *señora* Irene. « Par exemple, faire construire une école primaire relève d'avantage du nombre d'enfants potentiellement concernés que d'une quelconque propension féminine »<sup>134</sup>. Certes, et les ateliers de *capacitación* leur apprennent à hiérarchiser les projets selon les besoins recueillis. Mais, lorsque les femmes assimilent des projets sur les droits des enfants, les

---

<sup>133</sup> « Yo tengo logros : un preescolar, un ambulatorio, una biblioteca, las aguas negras, entre otras. (...) Sobre proyectos para beneficiar a las mujeres pues la verdad es que hasta ahora en todo el municipio no ha habido ninguno. (...) Nosotros todos los días vemos la violencia hacia la mujer en este barrio. No es solo la violencia de los golpes sino también están las heridas mortales del alma que matan más que cualquier golpe físico. Yo tengo un proyecto de casa social laboral. Allí se pretende que la mujer se incorpore en la vida laboral y que acremente su nivel de cultura y educación. No la educación escrita sino educarnos como seres humanos, como identidad, digamos (...) para desarrollar el sentido de pertenencia. Eso ayudaría a las mujeres porque muchas se dedican única y exclusivamente del hogar. »

<sup>134</sup> Les auteures citées ci-dessus développent une analyse, dans cet ouvrage, autour de la question de l'engagement politique et syndical des femmes et expliquent qu'ils vont bien au-delà d'une affaire publique, étant donné les charges de la vie domestique qui pèsent lourdement sur leur engagement public. Elles jonglent régulièrement pour tenter d'établir un équilibre le moins instable possible entre leur territoire personnel, le territoire conjugal et le territoire familial. Je traite ce point dans le chapitre 7. Voir : Y. Le Quentrec et A. Rieu, *Femmes engagements publics et vie privée*, Paris, Ed. Syllepse, Collection Le Présent-Avenir, 2003, p. 40.

crèches ou encore les égoûts, à des projets qui leur profitent directement, le rapprochement entre le statut de femmes et le rôle de mères est de nouveau présent. Je ne remets aucunement en question le fait que ces projets leurs soient utiles puisqu'ils améliorent clairement leur quotidien. Je souhaite simplement souligner que lorsque les femmes appartiennent à des milieux sociaux défavorisés, ce rapprochement est plus fort puisque la préoccupation première est de combler les nécessités de base. Au fil des propos, je note effectivement une attention particulière pour la garde des jeunes enfants et la prise en charge des personnes âgées. Il s'agit, à mon sens, d'un enchevêtrement d'intérêts et de logiques : c'est à la fois un transfert des préoccupations familiales de la sphère privée vers la sphère publique ; mais aussi d'une hiérarchie des priorités déterminées par des spécificités locales.

La réponse de Maigualida met en avant l'urgence et le besoin de développer des programmes et des outils axés sur les problématiques de genre. La violence envers les femmes continue d'être occultée et traitée comme une question secondaire. Nous l'avons lu dans la première partie, des accords internationaux sont signés et des lois promulguées au Venezuela, mais la réalité locale continue d'être loin de l'égalité légale. Je tiens aussi à relever le vocabulaire employé par Maigualida, tel que « s'éduquer en tant qu'identité, disons... (silence) pour développer le sentiment d'appartenance ». Or, je décèle ici le discours qui leur est tenu dans les ateliers de *capacitación*, mais aussi par le gouvernement national, puisqu'il m'a été répété par d'autres participantes et parce que je dispose des documents officiels qui servent d'appui aux ateliers en question. En ce sens, le silence qui marque un temps de pause en milieu de phrase permet à Maigualida de retrouver la formulation qu'elle a apprise dans les ateliers. Il me semble important de relever également que, pour l'enquêtée, la notion d'éducation n'est pas nécessairement liée à un apprentissage écrit. J'ai pu constater que, pour les classes populaires le rapport à l'écrit -qui représente le système formel d'instruction- est complexe : d'un côté, les participants et les participantes au CLPP valorisent énormément les ateliers qu'organise la structure et apprécient d'être de retour sur les bancs en tant qu'apprentis, carnet et stylo en main ; puis, d'un autre côté, il m'a souvent été rappelé en entretien que « l'école de la vie » compte plus que tout parcours scolaire ou universitaire, cherchant ainsi à valoriser les compétences qu'ils et elles ont pu obtenir en dehors de ces cadres formels. D'ailleurs, Maigualida s'est toujours montrée très disponible et intéressée par l'enquête que je menais mais elle n'a pas accepté de tenir un carnet, sous prétexte qu'elle me racontait déjà tout en entretien et pendant notre quotidien partagé.

## **Neutraliser la politique et travailler pour la communauté : Les CLPP, un lieu de refuge**

La participation des femmes dans les CLPP peut également être motivée par un appel des autorités locales, à savoir la mairie mais aussi les dirigeantes communautaires (le plus souvent les conseillères municipales). Le phénomène de cooptation est, en effet, très présent dans leur discours. Au vu du contexte de polarisation politique qui caractérise le Venezuela depuis les événements de 2002, il semble important de souligner que les femmes rencontrées affichent des positions politiques diverses. Sans spécifier davantage, elles se présentent comme *oficialistas* (soutenant le projet chaviste) ou d'opposition au régime en vigueur.

Dans le travail qui s'effectuait au sein des CLPP, les Vénézuéliennes et les Vénézuéliens ont adopté une stratégie commune pour favoriser le bon fonctionnement de cette structure de planification. En raison de la radicale bipolarisation que vivait le Venezuela jusqu'en 2007 l'impossibilité du débat politique a été admise par toutes et par tous. A l'intérieur des CLPP la couleur politique était donc neutralisée, sans pour autant qu'elle soit niée. La priorité était définie : travailler pour la communauté. Dans le contexte du moment, l'interface politique n'aurait fait qu'empêcher tout travail collectif.

« Ecoute, je ne sais pas comment le prennent les autres mais moi je ne le prends pas comme [une activité] politique, je le prends comme faire un travail pour la communauté. Si la politique est attribuée à beaucoup [de choses] ? Oui à tout, tout ce que tu fais dans ce pays aujourd'hui, tout est politique. Mais, moi Irene de Becerra, je travaille apolitiquement. Si j'ai mes idéologies politiques ? Oui, je les ai, mais je ne les mène pas à bien dans mon travail communautaire. »<sup>135</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 53 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, 2006.

---

<sup>135</sup> « Mira, yo no sé como lo tomen los demás pero yo no lo tomo como política yo lo tomo como hacer una labor para la comunidad. Que si se atribuye la política en mucho, si en todo, todo lo que tu hagas ahorita en este país, todo es política. Y si te dan un beneficio es porque un político está buscando a ser renombrado en alguna forma. Pero yo Irene de Becerra trabajo apolíticamente. ¿Que si tengo mis ideologías políticas? Sí las tengo, pero no las llevo a cabo en mi trabajo comunitario. »

La loi est claire et explicite, la politique reste en dehors des locaux des CLPP. Pourtant, nombreux sont les commentaires de type « celui là il est rouge, bien rouge » (ce qui veut dire qu'il ou elle est chaviste, le rouge étant la couleur officielle de la dite « révolution bolivarienne ») ou « regarde qui arrive par là, mon *escualida*<sup>136</sup> préférée », mais ces provocations sont exprimées sous le ton de l'humour. A première vue, tout laisse croire que les participantes et les participants cohabitent en parfaite harmonie dans le cadre du travail communautaire. Mais, c'est dans un moment de tension, de colère ou de contestation de tel projet ou de telle demande que les différences, censurées jusque là, explosent : « c'est parce que tu es *oficialista* » ou « tu n'es jamais d'accord de toute façon, ça m'étonne pas que tu sois d'opposition ». La loi du mutisme politique était donc partagée et acceptée par tous et par toutes, mais cela ne voulait pas dire que les « camps » (pro ou anti) étaient dissolus. Ainsi, les CLPP représentaient, à la fois un lieu de neutralisation du jeu politique mais aussi un espace de participation citoyenne, qui se voulait différent de celui régi par la « sale politique », la politique partisane.

« Fréquemment prononcée sur un air de dépit, la phrase « La politique s'en est mise, c'est fini ! » (...) traduit la perplexité généralisée face à l'immixtion de l'action politique dans la pratique associative. »<sup>137</sup> Comme l'indique Vidal ci-dessus, l'entrée de la politique dans le travail communautaire suscite de l'appréhension chez les participantes des CLPP. Le dégoût exprimé vis-à-vis de la *politiquería* est lié à la crise du modèle de démocratie représentative mais il est aussi lié au contexte de tensions politiques liées aux différences partisans que vivait -et que vit plus que jamais aujourd'hui, depuis la mort d'Hugo Chávez- le Venezuela. Les participantes interrogées associent la politique et les partis pour en distinguer leur travail communautaire.

« Cette participation c'est pas de la *politiquería*, c'est du communautaire. Le CLPP est impartial, l'idéologie du gouvernement national n'influe pas sur les œuvres [municipales] qu'on nous donne ou pas. Ici on ne voit pas de parti, de couleur politique. Ce qu'on fait c'est de la participation citoyenne. La *politiquería* s'utilise de partout mais ça [la participation] c'est de la citoyenneté, pas de la politique de parti. Mais bon, il y a des gens qui sont dans les CLPP qui sont plus politiques que publics

---

<sup>136</sup> Surnom péjoratif attribué par le président Chávez aux opposants et opposantes du régime. Le terme désigne une personne extrêmement maigre, rachitique ou peu développée.

<sup>137</sup> D. Vidal, « Communauté, intervention sociale et participation », dans D. Vidal *La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*, Paris, Ed. Maison des Sciences de l'Homme, 1998, pp. 91-127, p. 116.

mais ils sont peu nombreux. Dans le CLPP on n'exerce pas la politique comme telle, mais la citoyenneté. »<sup>138</sup>

**Carmen Rosa Rincón**, 51 ans, chaviste *light*, dirigeante de quartier et ex conseillère municipale dans la commission sociale du CLPPV, membre CC Sta. Inés, mariée, 4 enfants, 2006.

Pour revenir au point précédent sur la neutralisation politique j'attire l'attention sur la façon dont Carmen Rosa introduit les CLPP : « il est impartial ». L'absence de la politique de parti était donc mise en avant comme un atout fort. Cependant, dans son récit, elle insiste fortement sur le besoin de distinguer la *politiquería* de la citoyenneté mais, sans vraiment expliquer ce qu'elle entend par citoyenneté. A mes yeux, ses dires me semblent être le reflet du discours politique régnant dans le Venezuela contemporain, mais aussi présent dans les ateliers de participation qui leur étaient proposés dans le cadre des CLPP : travailler pour sa communauté c'est exercer sa citoyenneté et non faire de la *politiquería*.

### **Les femmes collaborent et les hommes font de la politique**

Les participantes contournent donc le politique pour mieux l'intégrer, mais elles restent dans le schéma sociétal basé sur un système patriarcal, voire elles le réaffirment et le réactivent, à des échelles diverses (structurelle, symbolique comme fonctionnelle) : « L'examen d'exemples politico-historiques m'incite à faire l'hypothèse que l'exclusion de la femme du Politique repose sur une construction de la mère qui dit l'incompatibilité entre maternité et citoyenneté politique. Mais cette construction même de la mère pourrait être tenue pour la condition de la représentabilité de la citoyenneté (masculine) ».<sup>139</sup> Autrement dit, la maternité pourrait être tenue pour l'opérateur de l'exclusion des femmes du politique, au vu de l'incompatibilité décrétée entre citoyenneté et maternité. Or, c'est aussi et surtout le caractère masculin de la citoyenneté qui pose problème. Celle-ci serait bouleversée par l'émergence de

---

<sup>138</sup> « Esta participación no es politiquería, esto es comunitario. El CLPP es imparcial, la ideología del gobierno nacional no influye en las obras [municipales] que nos dan o no. Ahí no estamos viendo ningún partido, color político. Esto que hacemos es participación ciudadana. La politiquería se usa en todas partes pero esto [la participación] es ciudadanía y no política de partido. Pero bueno, hay gente que están en los CLPP que son más políticos que públicos pero no hay muchos. En los CLPP no se ejerce la política como tal sino la ciudadanía. »

<sup>139</sup> M.-B. Tahon, « Le don de la mère », *Anthropologie et Sociétés : Retour sur le don*, Vol. 19, n°1-2, Département d'Anthropologie de l'Université Laval, 1995, pp. 139-155: 139.

la « femme désassimilée de la mère »<sup>140</sup>. Ainsi, la participation au sein des CLPP se fait sous le modèle d'un « militantisme de couple où les responsabilités sont partagées selon un idéal de complémentarité, considéré comme égalitaire (...) »<sup>141</sup>. L'engagement social et politique des mères devient non seulement possible mais nécessaire, pour l'accomplissement du couple militant et de son « devoir social »<sup>142</sup>. Les frontières de genre opèrent à nouveau, décrétant ainsi des espaces d'action légitimes sexués.

Comme l'indique l'enquêté Alexander Vasquez, dans l'entretien reproduit plus bas, l'implication des femmes dans les CLPP est souvent minimisée. La plupart occupent des postes dits secondaires (suppléantes ou *vocales*<sup>143</sup>) et sont invisibilisées comme sujets politiques<sup>144</sup> : leur participation est perçue comme une aide et non comme un travail politique. Avant de passer à la citation d'Alexander, je tiens à donner quelques précisions sur le lieu où s'est déroulé l'entretien. Alexander m'a donné rendez-vous dans un bureau, à la mairie de Valencia. Il s'était entretenu avec un collègue juste avant de me dédier un peu de son temps. Luis Lopez, également participant au CLPP, et Gustavo Urriola, président de la structure, ont procédé de la même manière. Chacun de ces rendez-vous a eu lieu dans les locaux du CLPP ou à la mairie. Les femmes, elles, m'ont proposé soit de se rencontrer chez elles, soit de se poser quelques instants dans un café pour discuter. J'attribue une attention particulière à cette observation empirique puisqu'elle symbolise, quelque part, la façon dont chacune des participantes et chacun des participants rencontrés perçoit son rôle dans le Conseil Local de Planification Publique. Les hommes me reçoivent dans un cadre que les femmes n'investissent pas en dehors des réunions ponctuelles qui s'y organisent : les locaux formels, officiels, des CLPP. Nous retrouvons ici la différenciation, soulevée précédemment, entre les espaces de participation dont s'emparent les uns et les autres. Néanmoins, je pense aussi que mon statut de jeune femme pouvait représenter un obstacle pour me faire inviter chez les hommes auprès desquels j'ai enquêté, bien que certains m'y aient conviée, davantage à Mérida que sur Valencia. Je reviens maintenant aux dires d'Alexander, qui me raconte comment il a vécu l'expérience d'être le seul suppléant d'une femme, dans le CLPP de

---

<sup>140</sup> M.-B. Tahon, *op. cit.*, p. 142.

<sup>141</sup> G. Dermenjian et D. Loiseau, « La maternité sociale et le Mouvement Populaire des Familles durant les Trente Glorieuses », *CLIO : Histoire, Femmes et Sociétés : Maternités*, n°21, Paris, 2005, pp. 91-106, p. 98.

<sup>142</sup> « L'idée de sujet implique celle de droits, et celle de droits celle de démocratie, définie comme le gouvernement de la loi au service de droits qui sont affirmés et défendus par des acteurs et des mouvements sociaux qui parlent au nom de sujets, c'est-à-dire du droit des individus d'avoir des droits. [...] Mais, l'être de droits n'est pas le produit de la démocratie, il en est sa condition ». G. Dermenjian et D. Loiseau, *ibidem*, p. 41-42.

<sup>143</sup> Ayant droit d'assister aux réunions, d'intervenir mais non pas de se prononcer au moment des votes.

<sup>144</sup> A. Touraine, *Le monde des femmes*, Paris, Ed. Fayard, 2006.

Valencia :

« Bon, c'était merveilleux mais bon, comme culturellement, normalement, l'homme c'est celui qui va devant, et bien j'ai dû décliner cette position vraiment machiste. (...) Mais bon, bien sûr, les gens parlaient, ils disaient que j'étais pas son suppléant mais son *cachifo* (bonniche). (...) Celles qui participent ce sont les femmes, ceux qui dirigent ce sont les hommes, ça on le voit. (...) Ici [au Venezuela] il existe encore le *gen machista* qui dit : d'accord tu participes mais moi [l'homme] j'occupe le poste principal et toi [femme] tu es la suppléante. Ce n'est vraiment pas équilibré ». »<sup>145</sup>

**Alexander Vasquez**, 43 ans, chaviste, suppléant CLPPV de la conseillère municipale Maigualida, veuf, 3 enfants, 2006.

Ainsi, les femmes apportent la matière nécessaire à l'élaboration des politiques publiques qui sont contrôlées -puisqu'elles sont dirigées- par les hommes. Nous sommes face à un premier niveau de minimisation, voire d'invisibilisation, de leur implication politique. Alexander a souffert d'être le seul suppléant d'une femme dans le CLPP de Valencia. Perçu comme le *cachifo* (bonniche) de Maigualida, par les hommes comme par les femmes, on en est même venu à dire qu'il était son amant, ce qui lui a causé de nombreuses disputes avec sa femme. C'est pourquoi il n'est guère étonnant qu'il soit le seul homme qui me parle du modèle dominant hommes-femmes. Force est de constater que les femmes en situation de responsabilité publique, et donc de pouvoir, dérangent toujours un certain nombre d'usages et d'idées établies sur les rôles de sexes. Le jeu de miroir et d'influences entre représentations, discours et pratiques sociales apparaît maintenant. En effet, les femmes elles-mêmes dénouent leur participation de tout caractère politique. Voici le point de vue de Magaly:

« [Considérez-vous votre participation comme politique ?] Non, c'est un labeur social, un travail communautaire. Le politique pour moi c'est le fanatisme d'un seul parti et ça, c'est pas ce que je fais. »<sup>146</sup>

---

<sup>145</sup> « Bueno, era maravilloso pero bueno, como culturalmente normalmente el hombre es el que va delante, pues tuve que declinar esa posición realmente machista. (...) Pero bueno, claro, la gente hablaba y decían que yo no era su suplente sino su *cachifo*. (...) Las que participan son las mujeres, los que dirigen son los hombres, eso uno lo ve. (...) Aquí [en Venezuela] todavía existe el *gen machista* que dice : okey, tu vas a participar pero yo [el hombre] ocupo el puesto de principal y tú [la mujer] eres la suplente. Realmente no está muy balanceada la cosa. »

<sup>146</sup> « [Usted considera que su participación es política ?] No, eso es una labor social, un trabajo comunitario. Lo político para mí es el fanatismo de un solo partido y eso no es lo que hago yo. »



**Magaly Rigores de Escalona**, 50 ans, opposante au régime, dirigeante d'une association de voisins et d'une maison de santé, Valencia, 2006.

Comme l'a exprimé Luz en entretien, la politique est perçue comme « sale » par la plupart des participants mais surtout par les femmes, tout bord politique confondu, qui veulent absolument s'en différencier. La polarisation ardente que traverse le pays joue également beaucoup dans cette méfiance, ce refus de la politisation qui se produit malgré soi. Le travail communautaire ne peut avoir lieu, aujourd'hui, au Venezuela qu'en différenciant idéologie politique et participation aux CLPP. Le processus de décentralisation participative que vit le pays sous Chávez aurait effacé la spécificité des sujets politiques (pas de distinction d'âge, de classe et de genre) pour favoriser l'entrée dans la mouvance participative décrite jusque là. Les femmes deviennent ainsi des « sujets universels »<sup>147</sup> mais, sans perdre leur identité de genre. Les rôles sociaux auxquels les femmes sont traditionnellement rattachées sont désormais politisés. Malgré leur entrée aux CLPP, la position sociale des femmes n'a pas variée, elle est restée inscrite dans la division sexuelle des tâches.

Les raisons invoquées par les femmes pour justifier leur participation dans les CLPP sont diverses. Elles sont souvent d'ordre personnel. Or, l'engagement pour soi peut s'accompagner, ou donner lieu à un engagement pour autrui. Dans les deux cas, les Conseils Locaux de Planification Publique apparaissent comme un cadre d'opportunité à saisir. Dans son enquête à Recife, dans l'ex *favela* de Brasilia Teimosa, Dominique Vidal a pu observer que les associations locales représentent, effectivement, un espace stratégique à investir : « Il est d'ailleurs parfaitement admis que ceux qui s'engagent dans l'action associative espèrent toujours un gain en contrepartie (...) et que son obtention ou le renoncement à son obtention conduit à l'arrêt de toute forme de participation. (...) Bien qu'ils la déplorent, la recherche d'un gain individuel comme facteur premier de la participation aux activités des associations d'habitants est aujourd'hui reconnue sans difficulté par les dirigeants associatifs et les acteurs de la politique urbaine. »<sup>148</sup>

A travers les CLPP les femmes apprennent qu'elles ont des droits et que l'Etat a des devoirs envers elles. La volonté démocratique qui anime, en partie, cet engagement leurs permet de

---

<sup>147</sup> M. Molyneux, « Mobilisation sans émancipation ? Participation des femmes, Etat et révolution au Nicaragua », *Cahiers Genre et Développement*, n°1, Paris, 2000, pp. 123-133, p. 125.

<sup>148</sup> D. Vidal, *op. cit.*, p. 118-119.

s'exprimer à haute voix dans différents espaces publics. La participation politique devient un moyen d'accéder à son statut de sujet de droit, de citoyenne et donc d'acquérir un certain type de pouvoir. Le pouvoir qui s'acquiert par le biais du travail de *capacitación* ne s'assimile pas à un « pouvoir sur » et donc à une domination. Il s'agit plutôt de formes alternatives de pouvoir tels que le « pouvoir pour », le « pouvoir avec »<sup>149</sup>. Ces types de pouvoir se centrent sur l'utilisation des ressources individuelles et collectives à des fins communes, sans coercition ni domination.

« On y rentre, peut-être, [aux CLPP] de façon égoïste parce qu'on veut améliorer notre condition mais, en le faisant on améliore celle des autres donc finalement ça [la participation] finit par être altruiste. »<sup>150</sup>

**Alicia Plaza**, 43 ans, opposante au régime, ex membre de la commission sociale du CLPP et membre du CC Parque Valencia, célibataire, sans enfants, 2006.

Alicia décrit clairement le cheminement de leur participation. Des motivations personnelles les poussent à s'y engager mais c'est dans le « pouvoir avec » qu'elles trouvent le moyen de les concrétiser. Nous pouvons penser que « la beauté » du travail communautaire, pour reprendre les termes employés par Luz de Parra, réside dans cette démarche où « on finit par être altruiste ». La lutte poursuivie dans les CLPP, ce qu'elles appellent « travailler pour la communauté », devrait permettre aux femmes d'accumuler des capitaux divers (symbolique, économique, social, scolaire) mais aussi de gagner en reconnaissance, en valorisation et en estime de soi.

## Regard critique

L'objectivation nous permet de comprendre qu'au delà de provoquer une politisation sans précédent et d'éveiller les consciences, les CLPP représentent également une source de travailleurs et de travailleuses non rémunérés pour l'Etat, faisant obstacle au développement d'une chaîne de co-acteurs matériellement participative et décentralisée. Les limites de cette première structure se situent à deux niveaux. D'un côté, au niveau de sa fonction principale

---

<sup>149</sup> A. Massolo, « El espacio local: oportunidades y desafíos para el empoderamiento de las mujeres. Una visión latinoamericana ». Rapport n° 4 de l'Observatoire Femmes et Participation Politique, México, (juin) 2003.

<sup>150</sup> « Uno se mete quizás [en el CLPP] de manera egoísta porque uno quiere mejorar su condición pero, haciéndolo uno mejora la de los otros entonces finalmente eso [la participación] termina siendo altruista. »

qui est la planification, alors que l'exécution des projets revient toujours à la mairie. Comme l'affirme Gustavo Urriola, le président du CLPPV sous Paco Cabrera, après le maire de la ville il représente le sommet décisionnel de la hiérarchie. Puisqu'il s'agit d'une structure de participation citoyenne qui s'inscrit dans un projet de décentralisation et de déconcentration du pouvoir, pour la majorité des enquêtés la personne qui préside le CLPP devrait être un élu ou une élue et non le directeur de la mairie. Il existe, dans la période du régime de démocratie participative, un problème de contrôle des ressources qui peuvent être attribuées de manière assez aléatoires –en fonction des ressources annuelles et des priorités de la mairie- alors que légalement les CLPP devraient recevoir 30% du budget municipal. C'est un premier plafond de verre auquel sont confrontés celles et ceux qui élaborent les projets en assemblée citoyenne, avec la communauté, dans le quartier, tout au long d'une année civile, alors que la mairie peut décider, au dernier moment, qu'ils ne seront pas financés par manque de ressources, sans recevoir d'explications convaincantes pour appuyer leur choix. La deuxième limite que rencontre, cette fois-ci, la participation des femmes aux CLPP est la segmentation spatiale et thématique de leur engagement. La structure pyramidale des CLPP qui place, au sommet le maire, au centre la salle technique et à la base les associations et les habitantes et les habitants des communautés, est un obstacle à l'implication des femmes dans les postes à responsabilité publique ainsi qu'à la diversification des thématiques qu'elles peuvent maîtriser. Plus le niveau de responsabilité augmente et plus le cadre se formalise, l'espace se restreint et la fonction se déconnecte des territoires quotidiens où les femmes ont appris à développer leurs compétences en politique.

Mais, les CLPP représentent aussi un espace-temps de sociabilité pour les femmes. Quand on assistait, avec Alicia, à une réunion ou autre activité en lien avec le CLPP, nous passions récupérer Nancy ou vice-versa. Puis, nous faisons, ensemble, le tour du pâté de maisons pour arriver à quatre ou cinq à la réunion. Pendant ces trajets et durant le temps qu'elles dédient à la participation, elles prennent des nouvelles les unes des autres, se racontent les ragots du voisinage, les querelles partisans, développent des stratégies pour faire aboutir leurs projets et, surtout, elles tissent des liens. Après les funérailles de l'ancien maire « Paco », à la sortie de l'église, Maigualida s'approche de Nancy et d'Alicia et leur dit d'un ton mélancolique « ne vous inquiétez pas que personne n'ira à notre enterrement, crois pas, même la famille nous oublie ». Elle attend un moment, se retourne émue et ajoute : « s'il vous plait, ne me laissez pas seule une fois morte, je vous demande dès maintenant d'assister à mon

enterrement »<sup>151</sup>. Elles rigolent toutes et se disent, les unes aux autres, qu'elles espèrent bien être présentes à leurs enterrements respectifs. Je pense que ces liens et la place qu'ils prennent dans leurs vies sont un des tremplins qui leur permettent de surmonter les obstacles rencontrés dans leur quotidien participatif. L'échelle municipale dans laquelle s'inscrivent les CLPP a permis de dépasser les frontières spatiales des quartiers et de faire que ces rencontres existent alors qu'elles n'auraient sûrement pas eu lieu autrement.

Pour l'étude de la participation des femmes aux CLPP je me suis centrée sur leur accès à la citoyenneté. Je me suis inspirée des questionnements soulevés par la science politique et la sociologie, sur l'accès des femmes à l'espace public et à leur condition de sujet politique - reconnu comme tel<sup>152</sup>. Mais, avec la valorisation des CC dans le projet politique national dès 2009, mon terrain m'apprend que la question n'est plus vraiment la même puisque les espaces se sont transformés ainsi que la nature de l'Etat qui les régit. Celui-ci s'est clairement éloigné de la matrice d'Etat libéral, sous lequel sont nés les CLPP, en abandonnant la démocratie participative et protagonique pour adopter le projet de « Socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle » qui impulse les nouveaux CC. La quête étatique, et locale, du « pouvoir citoyen » mute en « pouvoir populaire »<sup>153</sup>. Bien qu'elles ne soient pas toujours conformes au régime démocratique, ces transformations sont favorables au pouvoir des femmes en politique, comme nous le verrons par la suite. Elles ont acquis le statut et les conditions de pratique de la citoyenneté, sous la première étape du régime bolivarien. Mais, c'est parce que celle-ci se construit désormais en dehors du cadre institutionnel et des espaces formels traditionnels que l'action locale des femmes est reconnue comme politique.

Dans le chapitre suivant, je souhaite montrer comment le changement d'échelle -en quittant le travail municipal des CLPP pour s'inscrire exclusivement dans le quartier avec les Conseils Communaux (CC)- provoque une rupture mais aussi une recomposition de la participation au Venezuela. Cette rupture a modifié mes terrains d'enquête, ce que je propose d'étudier dans un premier temps. Puis, dans un second temps, pour comprendre ce changement j'ai souhaité

---

<sup>151</sup> « *No se preocupen que para nuestro entierro no ira nadie porque no te creas, hasta la familia se olvida de uno. (...)Por favor, no me vayan a dejar sola después de muerta, les pido desde ya que vayan a mi entierro.* »

<sup>152</sup> Je m'inscrivais, notamment, dans la suite des travaux de Bérangère Marques-Pereira sur la citoyenneté des femmes en Amérique latine. Cette question fait l'objet de la publication : J. Brandler-Weinreb. « Maternité politique et participation locale : modalités pratiques d'un engagement quotidien sous Chávez », dans K. Bergès, D. Burgos-Vigna, M. Yusta Rodrigo et N. Ludec (dir.), *Résistantes, militantes, citoyennes : l'engagement politique des femmes aux XXe et XXIe siècles*, Rennes : PUR, Collection « Monde hispanophone », n°43, 2015.

<sup>153</sup> Je traite la question du pouvoir populaire dans l'article suivant (à paraître) : J. Brandler-Weinreb. « Du pouvoir citoyen au pouvoir populaire: défis de l'institutionnalisation de l'action politique des femmes au Venezuela », *Critique Internationale*, n°69, Paris, (octobre-décembre) 2015.

suivre la transformation de ces structures étatiques de participation et j'ai été amenée à étudier des espaces de plus en plus locaux, amenant de nouvelles perspectives à mon étude et parfois une reformulation de mes questions de recherche.

### **Chapitre 3. Les CC un changement d'échelle favorable aux femmes (2006-2009)**

L'ethnographie « c'est se mettre à l'épreuve des enquêtés »<sup>154</sup>, c'est observer les épreuves régulières et exceptionnelles en situation. Dans ce sens, j'ai travaillé sur les Conseils Communaux à partir du quotidien que vivent les personnes et non pas uniquement à partir des CC. Ainsi, mon terrain devient celui du quartier et de la municipalité, de la famille/du foyer, et du parcours quotidien des personnes que j'ai suivies. J'ai donc fait une ethnographie de l'expérience politique locale au quotidien et non uniquement de l'expérience politique dans les CC. Le choix de mes terrains a été surtout fait à partir de trajectoires individuelles que j'ai rencontrées et que j'ai suivies dans le temps. Ainsi, je me suis intéressée au changement qui s'est effectué au niveau national avec la valorisation des CC comme projet central de la politique bolivarienne dès 2009 et qui a produit des effets au niveau local, dans les trajectoires de participation des femmes et des hommes rencontrés. Cette démarche m'a permis de comparer le fonctionnement du CLPP de Valencia avec celui des Conseils Communaux étudiés à la fois à Valencia et à Mérida, en milieu urbain, péri-urbain et rural. Puis, d'interroger l'impact de ce changement de structure. Mais comment élargir sans renoncer aux exigences de la méthode ethnographique ? L'ethnographie multi-située permet de rendre compte de la circulation de personnes, de capitaux et de marchandises, d'informations et de technologies. C'est faire une analyse ethnographique en élargissant l'étude de cas. L'Ecole de Manchester fait la critique de la délimitation des sites ethnographiques à des unités circonscrites d'espace-temps<sup>155</sup>. Elle prône le recours aux processus et aux réseaux pour couvrir la situation ethnographique. Le « tournant processuel » de Glaeser revient à la question du statut de ce qui est observable ici et maintenant, en relation à d'autres lieux et d'autres moments. C'est donc une manière de reconnecter « l'ordre de l'interaction » d'Erving Goffman<sup>156</sup>. C'est aussi analyser les connexions, les imaginaires et les forces qui relient les situations observées à des processus macro-historiques et sociologiques.

Revisiter un premier terrain c'est donner une profondeur longitudinale à l'enquête en décrivant les mutations internes du terrain et/ou les transformations de ses structures

---

<sup>154</sup> D. Cefaï (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris, Ed. EHESS, Collection En temps et lieux, 2010, p. 7.

<sup>155</sup> A. Glaeser, « An Ontology for the Ethnographic Analysis of Social Processes : Extending the Extended Case Method », dans T. M. S Evenes, D. Handleman (eds), *The Manchester School : Practice and Ethnographic Praxis in Anthropology*, New York et Oxford, Ed. Berghahn Books, 2006, pp. 64-93.

<sup>156</sup> E. Goffman, « L'ordre de l'interaction », dans Y. Winkin (eds), *Les moments et leurs hommes*, Paris, Minuit, 1988 (1983), pp. 186-230.

externes<sup>157</sup>. L'ethnographie multi-située, plus qu'une ethnographie translocale, elle modifie la notion de terrain qui passe d'être circonscrit à être flux, en mouvement. Du coup, la tâche de l'ethnologue est de suivre les individus, les histoires, les conflits, les vies sur plusieurs sites, pour montrer le processus étudié en train de se faire, « d'en bas ».

Ce chapitre se divise en deux grandes parties. Dans un premier temps j'explique comment et pourquoi je me suis centrée sur les CC et les communautés étudiés, je présente les principales interactions et actrices et acteurs sur lesquels je me suis attardée, mais je propose aussi au lectorat de se familiariser avec les environnements dans lesquels je me suis immergée et avec les trajectoires individuelles que j'ai suivies. En somme, je consacre la première partie du chapitre à mon arrivée sur le terrain des CC. Puis, dans un second temps, j'effectue une première analyse de ce que signifie participer à ces structures et la manière dont cet engagement s'entremêle au quotidien des enquêtés, en expliquant les principales caractéristiques de la deuxième ère de la politique de la participation bolivarienne. Dans la deuxième partie du chapitre, je me concentre sur le changement qui se produit lors le passage des CLPP aux CC, et donc du « pouvoir citoyen » au « pouvoir populaire ». Puisque les CC ont été valorisés dans le projet national et investis au niveau local au détriment des CLPP, les autres parties de la thèse se concentreront majoritairement autour de cette structure de participation étatique.

### **3.1. Une approche micro-locale**

#### **Retour sur Valencia : les CC, de la municipalité au quartier**

En 2008, l'objectif du retour sur ce premier terrain (effectué en 2006) était double. D'un côté, j'ai voulu suivre le parcours participatif des enquêtés, pour savoir si ces personnes s'étaient adaptées au changement structurel en intégrant les Conseils Communaux, ou pas. Si elles l'ont fait, qu'est-ce que cela a changé dans leur pratique participative ? Si elles ne l'ont pas fait, pourquoi ? Comprendre pourquoi elles cessent de participer nourrit ma réflexion sur pourquoi elles participent. Ont-elles intégré d'autres structures de participation ou bien ont-elles cessé de s'impliquer dans les affaires de leurs communautés ?

---

<sup>157</sup> G. E. Marcus, « Ethnography In/Of the World System : The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, Vol. 24, 1995, pp. 95-117.

J'ai interviewé une deuxième fois, voire une troisième fois, une grande partie des personnes qui avaient participé à ma première enquête. Ceci me permettait de suivre les changements qui s'étaient produits durant ces dernières années et d'étudier une situation de rupture et de recomposition qui touchait à la fois les formes que prenaient les territoires, l'habitat, les rapports sociaux, familiaux et les manières de catégoriser et d'interpréter la participation. A l'image de l'étude que réalise Abdelmajid Arrif sur l'opération de relogement d'une population de bidonville de Casablanca, l'enquête menée est saisie par le mouvement qui se produit sur le terrain<sup>158</sup>. Je me suis intéressée aux différentes situations post-CLPP et à l'impact du changement de structure sur les trajectoires participatives.

Les CC représentent, certes, un niveau de participation qui peut faciliter la mobilité par sa micro-territorialisation dans le quartier mais, paradoxalement, ce changement a démotivé les femmes rencontrées en 2006. Maigualida, du *barrio* Las Palmitas, me dit qu'elle ne voit que très peu Alicia, de l'*urbanización* Parque Valencia : « maintenant que je ne suis plus dans le CLPP, je ne vais plus là-bas, dans cette zone »<sup>159</sup>. Les participantes ne sont plus au courant des réalités des unes et des autres, me répètent les unes lorsque je leur demande si elles ont des nouvelles des autres. Celles qui avaient tissé un lien d'amitié fort se téléphonent de temps en temps, et celles qui vivent à quelques rues les unes des autres se croisent régulièrement. Autrement, elles n'ont pas vraiment gardé de contact entre elles. L'atomisation du travail communautaire a cloisonné chacune de ces personnes dans sa communauté. Parmi les enquêtés avec lesquelles j'ai travaillé en 2006, seule la secrétaire, Marbella, est restée dans la structure du CLPP. Se présentent alors quatre possibilités: défection ; résistance (elles se donnent les moyens de continuer par d'autres voies, en réintégrant les associations de voisinage, par exemple) ; pour les chavistes, c'est l'incorporation à la nouvelle équipe de la mairie, en tant que fonctionnaire ; puis, on assiste aussi à une intégration progressive des CC.

---

<sup>158</sup> A. Arrif, « Fragments d'une enquête dans une bidonville de Casablanca », dans D. Albera (dir.), *Terrains minés en ethnologie, Ethnologie française*, Vol. 31, n°1, 2001, pp. 29-39.

<sup>159</sup> « *Ahora que ya no estoy en el CLPP ya no me muevo para alla, a esa zona.* »



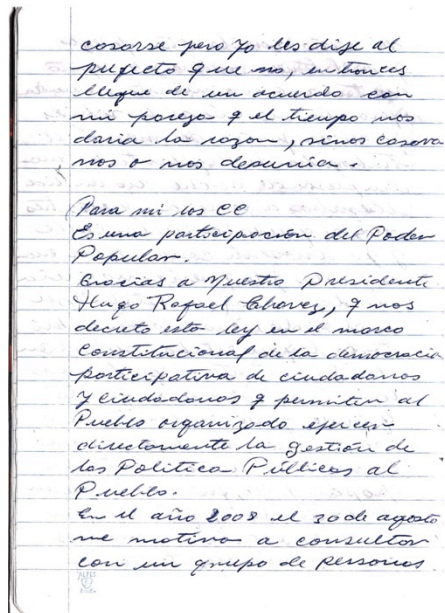
## *Santa Inés : le CC, le quartier et la maison « de » Carmen Rosa*

Santa Inés fait partie de la paroisse Rafael Urdaneta. *L'urbanización* compte 12.347 habitants, en incluant les zones d'occupations informelles (qui correspondent à près de 50% de la population totale). Le quartier se divise en plusieurs « micro-unités de voisinage » (appellation que donne la loi des CC à des petites zones d'habitation où les personnes se croisent et se connaissent), dont le « secteur 2 » où réside Carmen Rosa. Par exemple, la zone qui marque l'entrée du quartier peut constituer une micro-unité de voisinage qui va créer son CC et, plus loin, près de la boulangerie, existera un autre CC. Le « CC *del sector 2* », couvre un ensemble de trois rues dans lesquelles résident environ 200 habitants qui constituent une quarantaine de foyers, d'après Carmen Rosa et l'ancien secrétaire du CLPPV Carmelo Ecarri (je n'ai jamais eu accès à des informations institutionnelles sur ces zones populaires d'habitat urbain). Il faut compter environ 15 minutes pour se rendre à Parque Valencia en transport commun informel (*camionetica*) et 30 minutes pour arriver à la mairie. Alors que le terrain de master concernait l'ensemble de la paroisse -puisque le CLPP reliait les diverses communautés des participantes pour effectuer un travail à l'échelle de la municipalité-, pour la thèse je me suis concentrée sur ce CC de Santa Inés, m'alignant ainsi sur le phénomène de micro-territorialisation de la participation qui s'était produit à la fois au niveau national et local.

Parmi les femmes rencontrées au CLPPV, Carmen Rosa était la seule, en 2009, à s'être récemment investie dans le CC de son quartier populaire, Santa Inés. Refroidies par le changement de bord politique de la mairie, dans une municipalité qui était majoritairement d'opposition, les autres femmes n'ont pas, dans un premier temps, intégré les CC. J'ai donc décidé de réaliser mon terrain sur les CC à Valencia, dans ce quartier. Carmen Rosa s'est toujours investie dans les affaires de la communauté, d'abord dans les ateliers d'alphabétisation qui existaient dans sa communauté, puis dans les associations de voisinage, et en tant que conseillère municipale du CLPPV. Chaviste *light*, comme elle se dit elle-même, elle me confie que l'arrivée de Chávez au pouvoir a été un moteur pour s'initier à la militance partisane bien qu'elle souligne que, dans le CLPPV elle travaillait pour l'ensemble de la communauté, ce qui lui a toujours été reconnu. Son engagement partisan se faisait en parallèle. Elle est l'une des leaders les plus respectées et écoutées à Santa Inés mais aussi dans la municipalité. En 2009, son CC était constitué depuis 6 mois lorsque nous nous sommes retrouvées, après une première tentative échouée en 2008. En 2006, lorsque la première loi des CC a été impulsée et que je me trouvais sur le terrain, dans notre entretien Carmencita me disait qu'elle ne participerait jamais à cette structure. Elle me dit que le poids que représente la responsabilité pénale de la gestion directe des ressources ne l'attire pas « on n'est pas seule à gérer les sous, s'il arrive quelque chose on payera tous et je dois veiller sur ma famille »<sup>160</sup>, m'avait-elle dit. Il ne faut donc pas sous-estimer le fait que la responsabilité pénale a pu freiner, dans un premier temps, l'élan participatif. Mais, puisque les CC ont pris une place

<sup>160</sup> « *Yo no soy sola para manejar los reales, si pasa algo lo pagaremos todos y yo tengo que velar por mi familia.* »

centrale dans le projet politique du pays, son point de vue a changé. Dans son carnet participatif elle décrit son expérience.



corarse pero yo les dije al  
pequeño que no, entonces  
llegue de un acuerdo con  
mi pareja y el tiempo nos  
daria la razón, vino cosa  
nos o nos desunía.

Para mí los CC  
Es una participación del Poder  
Popular.  
Gracias a nuestro Presidente  
Hugo Rafael Chávez, y nos  
decretó esta ley en el marco  
Constitucional de la democracia  
participativa de ciudadanos  
y ciudadanas y permitir al  
Pueblo organizado ejercer  
directamente la gestión de  
las Políticas Públicas al  
Pueblo.  
En el año 2008 el 30 de agosto  
me motivo a consultar  
con un grupo de personas.

« Pour moi les CC c'est une participation du Pouvoir Populaire. Grâce à notre président Hugo Rafael Chávez qui a décrété cette loi dans le cadre constitutionnel de la démocratie participative de citoyens et citoyennes qui permettent au peuple organisé d'exercer directement la gestion des politiques publiques, au peuple (*sic*). En 2008, le 30 août, je me motive à consulter avec un groupe de personnes de la communauté, on se réunit et on parle des CC, nous sommes arrivés à un accord pour faire l'assemblée de citoyens et citoyennes dans la communauté et créer le comité provisionnel de promotion; ensuite nous avons collé les affiches de l'assemblée et nous avons appelé la communauté à participer avec un mégaphone. (...) Le lendemain, nous l'avons dit aux moyens de communication, le journal *Notitarde* et la *Radio América*. Et, nous

arrivons à aujourd'hui, parce qu'on n'a plus rien fait, tout a été un échec. Un an est passé et nous nous sommes réunis à nouveau. Je me souviens que je leur ai dit : refaisons une tentative de créer ce CC ! Nous avons relancé l'appel à la communauté, nous avons mis les affiches et nous avons appelé par micro à assister à l'assemblée de citoyens et citoyennes du 2 mai 2009, à 16h, dans la rue n°10. Nous avons débuté l'assemblée pour constituer la commission provisionnelle de promotion du CC et depuis s'est créé ce CC. Moi, habitante de la communauté, je veux contribuer à améliorer les travaux publics du secteur, répondre aux besoins, faire ressortir les potentialités de ma communauté et intégrer tous les citoyens et citoyennes qui y vivent. (...) Mon quotidien se compose de la manière suivante : de lundi à vendredi j'ai à un travail formel de 7h à 15h [dans une cantine scolaire], de 16 à 18h je me dédie aux activités quotidiennes du foyer, de 18 à 20h j'intègre les réunions du CC où sont planifiés les projets en faveur de la communauté, les activités récréatives et culturelles. On fait des réunions par rues, le secteur pose le problème et les habitants de ces rues proposent les possibles solutions. »<sup>161</sup>

Extrait 1. **Carnet participatif** de Carmen Rosa Rincón, Valencia, 2009, 11 p.

<sup>161</sup> « Para mí los CC es una participación del Poder Popular. Gracias a nuestro presidente Hugo Rafael Chávez, que nos decretó esta ley en el marco Constitucional de la democracia participativa de ciudadanos y ciudadanas que permiten al pueblo organizado ejercer directamente la gestión de las Políticas Públicas al Pueblo. En el año 2008 el 30 de agosto me motivo a consultar con un grupo de personas de la comunidad, nos reunimos y hablamos de los Consejos Comunales, llegamos de un acuerdo para hacer la asamblea de ciudadanos y ciudadanas en la comunidad para la conformación del comité promotor provisional, luego se pegaron en la comunidad los avisos de la asamblea y se llamó por megafono a la comunidad. (...) Luego, al día siguiente se llevó a los medios de comunicación, el periódico *Notitarde* y *Radio América*. Y hasta hoy llegamos porque no se hizo más nada, nos falló todo. Después, pasó un año, nos volvimos a reunir. Me acuerdo que les dije: vamos hacer otra vez el intento de poder sacar ese Consejo Comunal ! Se hizo otra vez el llamado a la comunidad, se pusieron los avisos y se llamó por microfono para la asamblea de ciudadanos y ciudadanas para el día 2 de mayo del 2009 a las 4pm, en la calle 10. Se dió inicio a la asamblea para conformación de la comisión promotora provisional del Consejo Comunal, desde ese instante se conformó ese Consejo Comunal. Yo, habitante de la comunidad quiero contribuir con las mejoras en obras públicas del sector, dar respuesta a las necesidades, resaltar las potencialidades de mi comunidad e integrar todos los ciudadanos y ciudadanas que conviven con ella. (...) Mi día a día se constituye de la siguiente forma : de lunes a viernes asisto a un trabajo formal de 7am a 3pm, de 4 a 6pm me dedico a las actividades cotidianas del hogar, de 6 a 8pm me integro en las reuniones del Consejo Comunal donde planifica los proyectos en pro de la comunidad, las actividades recreativas, culturales. Se realizan reuniones por calles en el sector donde se plantean las necesidades y los habitantes de esas calles proponen las posibles soluciones. »

J'ai participé avec régularité au fonctionnement de ce CC qui avait été intégré par l'une des anciennes participantes au CLPPV. Cela m'a permis d'élargir mon terrain d'enquête, de suivre le fonctionnement de ce nouvel espace de participation politique et de rencontrer, par le biais de cette informatrice privilégiée, de nouvelles personnes impliquées à cette échelle et dans son quartier. Santa Inés est une *urbanización popular* sans pour autant être considérée comme un *barrio*. J'ai assisté à plusieurs assemblées citoyennes du CC et je me suis entretenue avec ses participants, à la fois ceux et celles que je rencontrais lors des réunions mais aussi les personnes évoquées par les enquêtés. Dans ce CC, les femmes jouent un rôle important mais aussi quelques hommes. Il s'agit d'un CC majoritairement d'opposition avec une répartition assez équilibrée des tâches entre les différents leaders de la communauté.

A Santa Inés de nombreuses maisons sont en travaux. La première fois que Nancy<sup>162</sup> m'accompagne (qui habite à Parque Valencia, environ 10 minutes en bus), elle me dit en arrivant « ils ont peut-être pris l'argent des CC »<sup>163</sup>. Un jeune homme de 20 ans joue avec une petite dans le salon où on nous fait attendre, j'apprendrais plus tard que c'est le beau-fils de Carmencita. Les meubles sont en bon état, un lecteur dvd sert à écouter la musique. Un drap fait office de rideau pour marquer la séparation avec les chambres. Carmencita m'envoie un sms pour me dire qu'elle arrive. Le jeune homme nous tient compagnie. Il nous raconte que l'époux de Carmen est dominicain, exilé politique et peu bavard. Il me dit que Carmen est *gocha* (des Andes), de l'état Táchira. Les enfants sont les petits enfants de Carmen Rosa, c'est la période de vacances, du coup ils viennent chez la grand-mère, avec leur mère. Agée de 27 ans elle a 3 enfants de 9, 7 et 4 ans. Carmen arrive dans le taxi bleu métallique de son mari, un chevrolet Malibú. Toutes les filles lui demandent la bénédiction (*la bendición*<sup>164</sup>). Nancy attend dans un coin et travaille un rapport qu'elle doit rendre pour l'association de voisins de son quartier. On fait l'interview dans le salon. Après, elle s'occupe de la cuisine parce que « les enfants aident mais ne font pas le riz comme moi ». Avant de partir, je demande à Carmen si je peux prendre une photo d'elle, elle me dit que oui, elle choisit le mur qui est peint et là où un mobile décore la pièce. Mais, au moment de prendre la photo elle s'aperçoit qu'il y a une photo de Chávez et elle rigole en me disant, « ah non, là non » !

---

<sup>162</sup> Camencita et Nancy se connaissent bien puisqu'elles ont participé au CLPPV ensemble. Elles s'apprécient bien que la méfiance partisane soit toujours un peu présente, Nancy étant d'opposition et Carmencita chaviste *light*.

<sup>163</sup> « *Sera que se agarraron lo (el dinero) de los CC.* »

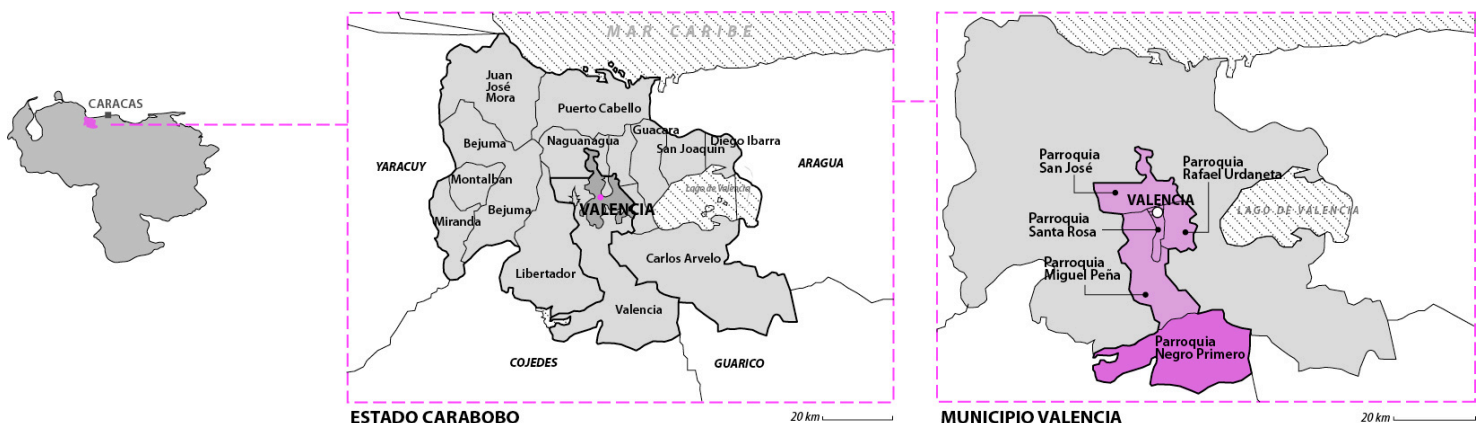
<sup>164</sup> Au Venezuela, les enfants demandent aux adultes de la famille, mais aussi au parrain et à la marraine, de les bénir.

## Paroisse Negro Primero : une fenêtre rurale à Valencia



Photo 5. Paroisse Negro Primero, porte à porte pour le registre électoral, 2010.

J'ai voulu, en me rendant à la paroisse *Negro Primero*, avoir un autre regard que celui que je développerai à Mérida sur la participation politique des femmes dans les Conseils Communaux en milieu rural. Il me semblait aussi important d'approcher l'expérience participative de femmes chavistes dans une municipalité qui a longtemps été majoritairement d'opposition, comme Valencia. Je suis restée une dizaine de jours, j'ai participé à un grand nombre de réunions dans la communauté habitée : du PSUV, des CC, des Communes et j'ai suivi le quotidien des personnes rencontrées. Deux femmes se sont également livrées à l'exercice des carnets. J'ai été accueillie chez l'une d'entre elle, Lucrecia Avila.



Carte 3. Etat Carabobo, Municipalité Valencia, paroisse Negro Primero.

En 2010, je me suis rendue une semaine dans une paroisse rurale de la municipalité de

Valencia, appelée Negro Primero. Cette zone rurale est très proche de la ville de Valencia et représente 40% du territoire, accueillant autour de 2000 familles rurales (soit 8.872 habitants, dont 1.897 situés à Los Naranjos, le centre (*casco central*)<sup>165</sup>. J'ai parcouru la paroisse avec José Suarez, envoyé du Centre National Electoral (CNE) chargé d'inscrire absolument tout habitant et toute habitante de la paroisse au registre électoral. La jeune femme qui arrive devant la maison, sur la photo plus haut, faisait équipe avec lui. Il était aussi le chauffeur de la *Primera dama* de Valencia, épouse du nouveau maire Edgardo Parra, avec qui je me suis entretenue. J'ai établi le contact par le biais d'Alexander Vasquez, que j'avais interviewé en 2006 et grâce au soutien du président du CLPP. Ils m'ont dirigée vers José Angel Retaco, jeune homme de 37 ans, chaviste, conseiller du nouveau CLPP où il représentait la paroisse Negro Primero. Il était également membre de la *junta parroquial* et candidat aux élections de l'Assemblée Nationale du 26 septembre 2010. Leader né, petit il participait déjà aux « voix rurales du Venezuela » (*voces rurales de Venezuela*) et, plus tard, il deviendra chanteur compositeur de la musique typique des plaines vénézuéliennes (*música llanera*). José Retaco est impliqué dans la communauté, tant au niveau politique que culturel et social.

J'ai pensé qu'il serait intéressant de bénéficier d'un regard sur la participation des femmes aux CC dans une paroisse où plus de 80% des habitantes et des habitants sont chavistes<sup>166</sup> et qui se situe au cœur d'une municipalité qui a été gouvernée par l'opposition jusqu'en 2008. Alors que dans la paroisse Rafael Urdaneta, où j'ai fait la plupart des entretiens, une grande partie de population s'identifie avec l'opposition. Pendant ce terrain-miroir effectué à Negro Primero je me suis concentrée sur le *casco central*, zone la plus urbanisée et la plus connectée avec la ville de Valencia. La paroisse compte des services éducatifs, niveau maternelle et primaire. Près de 40% de la population, seulement, bénéficie d'eau courante. La majorité des foyers disposent de latrines. Les services publics sont quasiment inexistants. Les rues sont très peu cimentées, il n'y a quasiment pas d'éclairage public.

---

<sup>165</sup> Los Naranjos se situe à 43 km du centre de Valencia (environ 30 min en voiture, 45 min/1h en transport en commun). A défaut d'avoir accès aux informations institutionnelles, l'ingénieur Carmelo Ecarri m'a confié un document contenant les données que je présente sur la paroisse. D'autres m'ont été communiquées lors de nos échanges. Voir : C. Ecarri, « Una visión estratégica de Negro Primero. Municipio Valencia, Estado Carabobo », Valencia, 2008.

<sup>166</sup> Pour l'élection présidentielle de 2006 Chávez obtient 88,44% de votes contre 11,29% pour Manuel Rosales, principal candidat de l'opposition. Source : page Internet du Conseil National Electoral (CNE) : <http://www.cne.gob.ve/web/index.php> (consultée le 25/07/2015).





Photo 6. Réunion de *patrullera.os* du PSUV, maison d'un voisin, 2010.

Lucrecia Avila et José Retaco sont deux des leaders les plus reconnus de la paroisse, tant au niveau institutionnel qu'au sein des communautés qu'ils l'habitent. Ci-dessus, Lucrecia prend la parole à la réunion des « gardiens » (*patrulleros*) du PSUV pendant que son co-équipier José Retaco prend des notes pour le compte-rendu. Lucrecia est activement engagée dans sa communauté depuis près de 20 ans. Sa fibre partisane s'est développée sous les gouvernements Chávez, qu'elle admire et estime profondément. Elle est aussi membre de la *junta parroquial* et lors de mon terrain j'apprends qu'elle est la compagne, non officielle, du jeune leader. Lucrecia et José ne peuvent s'inscrire dans les comités de travail des CC puisque, en tant que membres de la *junta*, ils sont déjà considérés comme impliqués dans les affaires de la communauté.

Habitación actual casita  
 lo yungor, belle  
 principal spa, El suavis  
 este de mi miry fue  
 bonita, ya que sea  
 en un ambiente muy  
 hogareño, este a la  
 persona de edad de  
 7 años, termine la  
 primaria a los 11 años  
 saici la secundaria a  
 los 12 años, en el liceo  
 los naranjos ubicado  
 a 8 kilometros de donde  
 donde quedaba mi  
 casa, para poder lograr  
 el noveno grado, tube  
 que caminar todos  
 los días ida y vuelta  
 ya que no se  
 contaba con un  
 transporte y el medio  
 de transporte era

« Le développement de mon enfance était très beau (*sic*) puisque je suis née dans une ambiance très familiale. J'ai commencé le primaire à 7 ans, je l'ai terminée à 11 ans. J'ai débuté la secondaire à 12 ans, au lycée Los Naranjos, à 8km de là où était ma maison. Pour valider mon *noveno grado* (l'équivalent de la 5<sup>ème</sup>) j'ai dû marcher les aller-retour puisqu'on ne disposait pas d'un moyen de transport, c'était à pied. A 16 ans je me suis mariée et j'ai commencé à former une belle famille de 4 garçons (*varones*) et 3 filles (*hembras*). J'ai commencé mon travail en tant qu'enseignante à 23 ans, où commence à s'imbriquer le travail éducatif et le social. C'était vivre chaque jour ensemble, avec les enfants de la classe, l'innocence de chacun d'entre eux et leurs besoins, mais aussi ceux de la communauté. Par exemple, la communauté où je

travillais où les besoins de bases n'étaient pas couverts (...) j'ai voulu visiter la paroisse pour savoir si les besoins coïncidaient (*sic*) partout, comme le manque de soutien des institutions gouvernementales, telles que : le gouvernement fédéral, la mairie, le gouvernement national. En voyant cela, mon désir d'améliorer la qualité de vie des familles de la paroisse Negro Primero a grandi. (...) Tout le travail que j'ai vécu auprès des enfants, des écoles et des familles, m'a poussée à prendre la décision de postuler à la *junta parroquial*, le 7 août 2005. J'ai participé aux élections internes du MVR (premier parti auquel s'identifiait Chávez) et j'ai gagné, à ma grande surprise, ces élections avec 89% des votes. Depuis ce moment a commencé ma lutte, avec plus d'amour pour le travail social et politique, parce que je crois au processus (*el proceso*) de changement que nous offre le président Hugo Rafael Chávez Frías. Pour s'engager dans tout ça il faut croire à ce processus car on perd beaucoup de choses, des choses d'une grande valeur. A cause de ça, tu peux noter que j'ai perdu un fils dans cette lutte, je l'ai surmonté avec l'aide de ma famille, la plus belle chose que m'a donné la vie : c'est mes enfants, le meilleur : mon travail. Merci mon "Dieu". »<sup>167</sup>

Extrait 2. **Carnet participatif** de Lucrecia Avila, Valencia, 2010, 9p.

Lors de mon immersion à Negro Primero, j'ai envisagé de me focaliser uniquement sur l'état Carabobo et la municipalité de Valencia, en abordant les paroisses Negro Primero et Rafael Urdaneta. Mais après avoir pesé le pour et le contre, je suis revenue sur cette idée. En effet, le contraste des deux états et de deux milieux (Valencia-Mérida) me paraissait nécessaire. Si je restais dans Valencia, je n'allais mobiliser que la réalité sociale de cette municipalité, point de vue contrasté localement mais pas nationalement. Dans ma recherche sur « expérience politique locale au quotidien et vies de femmes au Venezuela », le fait de contraster la micro-histoire de deux états de province (*de las afueras*), importants au niveau du développement pour le pays, favoriserait ma compréhension de ce qu'est vivre au Venezuela et participer dans les Conseils Communaux sous ces gouvernements, mais cela me permettrait aussi d'avoir un aperçu diversifié sur le fonctionnement et l'impact de cette structure dans la vie des

---

<sup>167</sup> « El crecimiento de mi niñez fue bonita ya que crecí en un ambiente muy hogareño, entre a la primaria de edad de 7 años, termine a los 11 años, inicie la secundaria a los 12 años, en el liceo los Naranjos ubicado a 8 kilometros del lugar donde quedaba mi casa, para poder lograr el noveno grado, tube que caminar todos los días ida y vuelta ya que no se contaba con un transporte y el medio de transporte era a pies, a los 16 años me case y empece a formar una linfa familia de 4 varones y 3 hembras, inicie mi trabajo como docente a los 23 años en donde se comienza y se compenetra el trabajo educativo y lo social, la parte que me llamo la atención en lo social fue vivir cada día juntos con niños de el salón de clase, fue cada inocencia de cada uno de ellos y su necesidad como también la necesidad de las comunidades como por ejemplo la comunidad donde yo trabajaba, el cual existia muchas necesidades basicas (...) Me llamó mucho la atención de visitar la parroquia para ver si coincidía las mismas necesidades como, falta de apoyo por las Instituciones gubernamentales, como son : gobernación, alcaldía, gobierno nacional, viendo esto fue creciendo en mí mas deseos de trabajar para mejorar la calidad de vida de las familias de la paroquia Negro Primero. (...) Debido a esto con todas las cosas que fui viviendo junto a los niños me llevó a tomar la desición de postularme a la junta parroquial el 7 de agosto del año 2005, donde participe en elecciones internas del partido MVR (Movimiento Quinta Republica) y gane de forma sorprendente las elecciones con 89% de votos. Desde ese entonces empezó mi lucha con más amor al trabajo social y político, porque creo en el procesi de cambio que nos ofrece el presidente Hugo Rafael Chávez Frías. Para poder estar en esto hay que amar este proceso, ya que se pierden muchas cosas, cosas de gran valor. Po resto, nota perdí un hijo en esta lucha lo cual lo he superado con la ayuda de muchos de mis familiares que son lo mas bello que dio la vida : son mis hijos, lo mejor : mi trabajo. Gracias a "Dios". »

individus. Le risque de rester centrée sur Valencia était de ne pas avoir assez d'expériences différentes pour me faire une idée sur une question qui est d'ordre national. Toutefois, le séjour effectué dans la paroisse Negro Primero m'a permis de corroborer la forte mobilisation des femmes, mais aussi des hommes qui vivent en milieu rural. Lucrecia le formule ainsi :

« Nous avons compris le processus historique que nous sommes en train de vivre, il ne s'agit pas seulement des ressources mais il faut travailler, comme le président. Et dire que nous n'avons pas de voiture, ni de téléphone, pour convoquer [une assemblée] il faut se rendre trois fois dans une maison »<sup>168</sup>.

**Lucrecia Avila**, 43 ans, chaviste, secrétaire de la *junta parroquial* et membre de droit du CC de son quartier, célibataire, mère de 7 enfants, Negro Primero, Valencia, 2010.

En raison des conditions de vie des habitants et des habitantes et de leur difficile accès aux services publics, le tissu organisationnel est solide et très développé, ce qui a facilité l'implantation des missions sociales, des espaces de militance partisane et des dispositifs participatifs dont la population s'est rapidement emparée. Mais, le mouvement est double puisque, sous les gouvernements Chávez, les institutions étatiques sollicitent les femmes comme Lucrecia –connues du voisinage pour leur activisme- à travers les organisations locales qui préexistaient aux CLPP et aux CC, pour leur proposer de devenir leurs interlocutrices ou bien les responsables des initiatives gouvernementales qui se mettent en place dans leurs communautés. Ainsi, entre récupération et valorisation de leur action, les femmes des secteurs les plus démunis occupent une place chaque fois plus importante et visible dans les espaces de participation qui se développent au Venezuela.

### **Du *barrio* au *páramo* : activisme ancien de femmes mobilisées dans la municipalité Rángel de Mérida (2006)**

Hier soir j'ai pris le bus à 20h pour Mérida. 14h de trajet m'attendent dans un congélateur ambulante. J'essayais, pendant le trajet, de chercher des images de Mérida dans ma mémoire et par moments je doutais, je ne savais plus s'il s'agissait de la

---

<sup>168</sup> « Hemos entendido el proceso histórico que estamos viviendo y no son solo los recursos sino que hay que trabajar, como el presidente. Y eso que no tenemos carro, ni telefono, para convocar hay que ir tres veces a una casa »



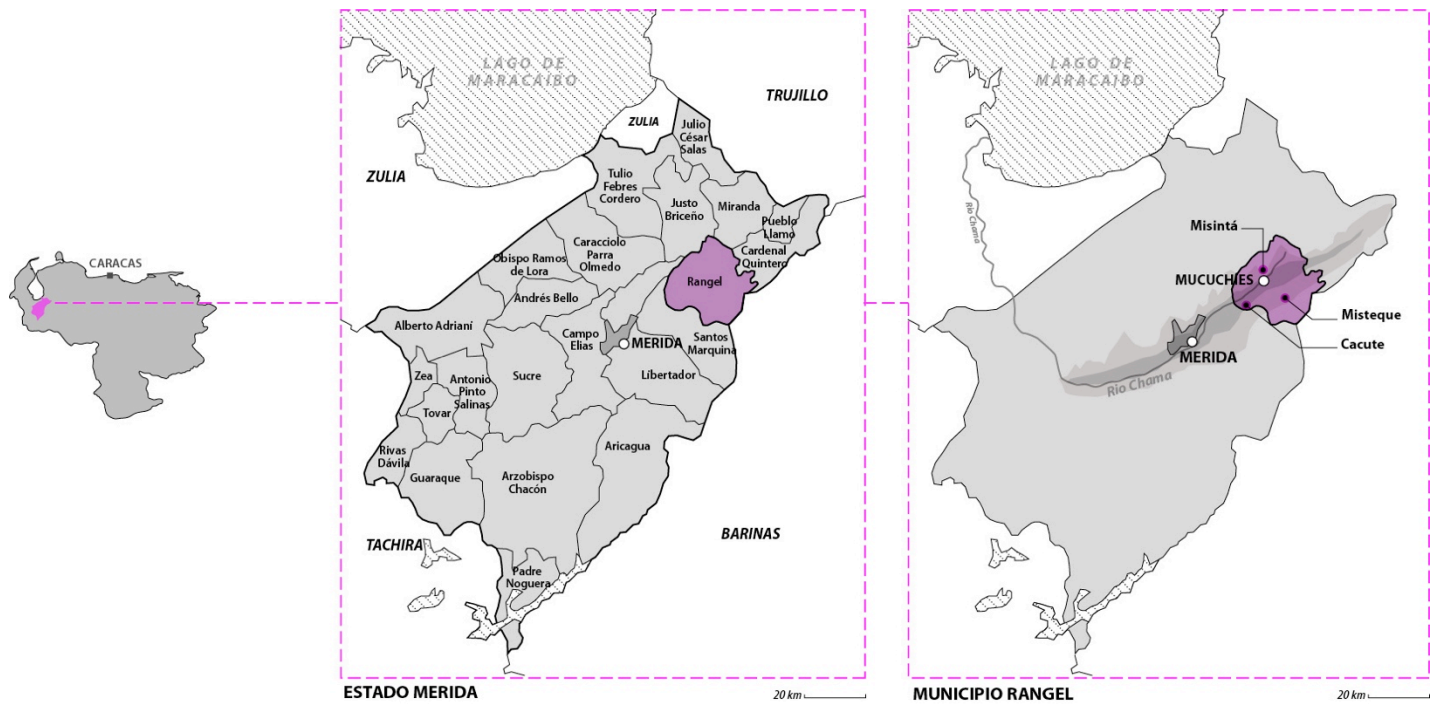
*Colonia Tovar*<sup>169</sup> ou de Mérida. Les clichés défilent. Ce qui me venait à l'esprit était le froid, les poupées en chiffon, les fruits rouges et les *melocotones* (pêches) ou *duraznos* (abricots). Une différence : à *la Colonia* ce sont des allemands « vénézuéliannisés » alors qu'à Mérida ce sont les andins. Je me réveille, j'ouvre le rideau du bus. Dedans, de la condensation et dehors des montagnes et des ruisseaux. Une seule chose me vient à l'esprit, la tranquillité.

**Carnet de terrain, 2009.**

La ville de Mérida (capitale de l'état de Mérida) est, comme Valencia, une ville *de las afueras* mais elle occupe une place centrale dans le développement économique et politique du pays. L'état de Mérida se situe dans la région andine, à l'Ouest du pays, sur la cordillère des Andes, frontière limitrophe avec la Colombie. Il possède une superficie de 11.300 km, ce qui représente 1,2% du territoire national, une population de 828.592 habitants, et se divise en 23 municipalités. Sa capitale, la ville de Mérida, est le berceau d'une des grandes universités vénézuéliennes : la ULA (*Universidad de los Andes*). Elle constitue aussi l'un des centres touristiques les plus importants du pays. Les principales activités économiques de l'état de Mérida sont donc les activités touristiques (surtout nationales), agricoles et minières. Au départ, je voulais travailler sur la ville de Mérida puisqu'elle était gouvernée par l'opposition, ce qui avait été le cas de Valencia jusqu'en 2008.

---

<sup>169</sup> Colonie allemande proche de Caracas où les vénézuéliennes et les vénézuéliens y passent une journée ou un week end pour se « dépayser » sous un climat frais, en mangeant des fraises, abricots, mures et autres fruits locaux (et pas communs ailleurs dans le pays) mais aussi en dégustant une choucroute avec une bière.



Carte 4. Etat Mérida, Municipalité Rangel<sup>170</sup>

Mais, comment suis-je arrivée dans la zone du *páramo* située à plus de 3000 mètres d'altitude et plus exactement dans la municipalité Rángel<sup>171</sup> où j'ai effectué mes recherches de terrain ? C'est la *radio bamba bamba* qui m'a mise sur cette route. J'ai entendu parler d'un groupe de femmes très mobilisées dans cette zone de l'état de Mérida et j'y suis allée. Arrivée sur Mérida, je me rends au Centre de recherche en sciences humaines HUMANIC pour trouver des informations plus précises sur la participation des femmes et je suis accueillie par la chercheuse Livia Marquez. Elle me conseille d'aller étudier les femmes du *páramo* au lieu de rester en ville. Ces femmes sont mobilisées activement depuis 30 ans, me dit-elle. Elle m'explique que la zone des Andes vénézuéliens a bénéficié, à la fin des années 1970 et jusqu'au début des années 1990, de projets de coopération internationale par le biais de fondations ou de ressources allemandes, belges et hollandaises, notamment. Livia m'indique le nom et les coordonnées de Maria Vicenta Dávila qui a travaillé avec le CESAP<sup>172</sup>, dans le

<sup>170</sup> A droite, Cacute, Misteque et Misintá sont les trois communautés où j'ai réalisé l'enquête.

<sup>171</sup> La municipalité Rángel compte 19.008 habitants (INE, *Censo* 2011).

<sup>172</sup> Le Centre de formation au Service de l'Action Populaire est une organisation qui a mis en place les Centres d'Education Populaire (CEP), en collaboration avec le PNUD. A la fin des années 1970, cette ONG a été fondée à Caracas par un prêtre dans le but de lancer un programme d'alphabétisation dans la région andine du pays. Elle a été financée par un accord passé entre l'Etat vénézuélien et l'Eglise. La création des CEP a contribué à la formation d'un leadership local dans la région. Par la suite, le CESAP a obtenu un financement international qui lui a permis de construire le *Centro campesino* « El Convite », inauguré en 1984. Ce Centre a servi de lieu de réunion, de logement pour les participants, mais il a aussi permis de rassembler les productions agricoles de la municipalité Rángel. Sur la formation du tissu associatif dans la municipalité voir : M. Richer, « Innovación social y desarrollo local de un municipio andino », *Cayapa. Revista Venezolana de Economía Social*, año 5, n°9, Mérida, 2005, pp. 59-77, p. 64.

Centre paysan (*Centro campesino*) « el Convite ». Elle me dit que le principe de la *cayapa*<sup>173</sup> fonctionne très bien et qu'il s'est articulé de manière intéressante avec les structures de participation étatiques. Maria Vicenta a aussi participé à la création du CEPDIF<sup>174</sup>, au niveau de la municipalité et dans sa communauté Misteque. Son travail s'articule avec celui de PROINPA<sup>175</sup>, et donc avec les agricultrices et les agriculteurs de la région, organisés autour de l'association (ACAR<sup>176</sup>), présidée par Ligia Parra, poste qui n'avait jamais été occupé par une femme auparavant. Le tissu social et associatif du *páramo* est riche. Des associations se consacrent également au développement du tourisme écologique dans la région, les « *mucosadas* »<sup>177</sup>. Cet ensemble d'organisations sont situées dans une maison, en location, qui rassemble les bureaux au sein d'un même espace : la *mucusutuy*. Elle est localisée à Mucuchíes, sur l'avenue *Independencia*. C'est une région très investie dans la récupération des activités traditionnelles locales comme le tissage<sup>178</sup> ; l'élevage de truites dans la principale rivière de la cordillère *el río Chama* ; l'utilisation et la fabrication de plantes médicinales à travers la coopérative « *mucurativa* »<sup>179</sup> et CONAPLAMED<sup>180</sup>. Ces incitatives ont vu le jour, en partie, en raison du grand nombre de personnes souffrant de cancer et de problèmes de vue causés par l'utilisation de pesticides, mais aussi dans le but de traiter et de prévenir le diabète

<sup>173</sup> Terme indigène pour désigner une action collective menée par la communauté afin de réaliser un projet qu'il soit individuel ou collectif. Aujourd'hui, cela peut concerner la construction d'une maison ou d'une route. Autrefois, il pouvait s'agir de la pêche ou la chasse. A la base la *capaya* concernait les économies sans monnaie, la seule source d'échange était le produit du travail.

<sup>174</sup> En 1989, le CEP de Mucuchíes adopte le nom de Centre de Formation Populaire pour l'Intégration Familiale (CEPDIF), après avoir accepté de participer au programme gouvernemental « Multi-foyers » (*Multihogares*), réservé aux ONGs. En proposant de créer trois multi-foyers dans la municipalité, le CEPDIF a pu générer des emplois pour les femmes en tant que « mères soignantes » (*madres cuidadoras*), assurer un service social dans la communauté et renforcer l'organisation en incluant de nouveaux membres. Le Centre a également lancé le programme *Chamarra* dont l'objectif était aussi de créer des emplois, notamment pour les femmes, tout en récupérant l'activité traditionnelle de tissage de laine de la municipalité. L'élevage de moutons comme activité traditionnelle d'économie familiale avait disparu au profit de l'expansion de la culture de pomme de terre et en raison de la concurrence des tissus synthétiques importés et vendus par les boutiques artisanales de la municipalité. Enfin, le CEPDIF a aussi été au cœur du projet de récupération de l'élevage de truites, en construisant l'infrastructure nécessaire à la reprise de l'activité, financé par l'Etat. Voir : M. Richer, *op. cit.*, p. 65-66.

<sup>175</sup> L'Association de Producteurs Intégraux du Páramo (*Asociación de Productores Integrales del Páramo* –PROINPA), aide à la production de pomme de terre locale, cherche à récupérer les graines vénézuéliennes certifiées pour faire diminuer la dépendance alimentaire de la région et du pays vis-à-vis de l'importation de graines pour un aliment de base consommé par les familles vénézuéliennes. Cette association réunit des agriculteurs écologiques (qui sont pour le contrôle biologique des insectes, la production et l'utilisation de compost) qui se sont organisés pour proposer des services de formation et des conseils autour de ces techniques de culture mais aussi dans le but de chercher des moyens de financement et de commercialisation des produits. Voir : M. Richer, *ibidem*, p. 67.

<sup>176</sup> Créée en 1999, l'Association des Coordinateurs de l'Environnement des Agriculteurs de la Municipalité Rángel (*Asociación de Coordinadores de Ambiente del Municipio Rángel*) voit le jour dans le but d'organiser une gestion collective du système d'arrosage des terres dans la municipalité. Le projet a été financé par le Fond d'Investissement Social du Venezuela (FONVIS). La présidente est une femme, Ligia Parra. Je décris les activités de l'association dans le chapitre 8.

<sup>177</sup> Les *posadas* sont les maisons d'hôtes et « mucu » vient du nom du centre urbain le plus peuplé du páramo, Mucuchíes (environ 2500 habitants).

<sup>178</sup> PROINPA a également contribué à récupérer le tissage de laine, en important des brebis de l'Uruguay et de la Colombie sur le *páramo* vénézuélien. Maintenant les brebis se sont reproduites et la laine peut être produite et exploitée sur place. L'ancien maire de Mucuchíes, Alexander Quintero, avait soutenue l'incitative.

<sup>179</sup> Jeu de mots alliant Mucuchíes et *curativa*, pour les vertus curatives des plantes.

<sup>180</sup> Commission pour l'Usage des Plantes Médicinales (*Comisión Para el Aprovechamiento de las Plantas Medicinales*), implantée au Venezuela mais aussi au Guatemala.

engendré par une alimentation beaucoup trop riche en féculents (la base de l'alimentation est la pomme de terre, principal légume cultivé dans ces montagnes)<sup>181</sup>. Ces réseaux, autrefois implantés surtout dans la communauté de Mistique, se sont élargis auprès des communautés adjacentes et tissent désormais de plus en plus de liens avec les autres *páramos* latino-américains. La principale activité de la municipalité Rángel est l'agriculture. C'est une des principales zones de production agricole du pays. En 2008, 92 Conseils Communaux étaient implantés à Rángel.

Une série de questions m'y a poussée peu à peu: comment s'approprie un groupe de femmes, mobilisées depuis plus d'une vingtaine d'années, des instruments politiques mis en place par les gouvernements bolivariens et quel sens donnent-elles à la politique ? Il m'a paru tout de même singulier, curieux, de penser que les Conseils Communaux, et plus largement le régime de démocratie participative, structurent aujourd'hui chacun des états vénézuéliens, chacune des communautés de ces états et ce jusque dans la zone du *páramo*. Travailler sur le *páramo* pouvait me permettre d'interroger l'impact dans le quotidien des communautés, et dans la vie de femmes, qu'elles s'inscrivent dans un environnement urbain, péri-urbain ou rural<sup>182</sup>. Ce terrain m'a paru pertinent puisqu'il me permettrait de contraster, sans forcément comparer, mes données sur Valencia. L'implantation des Conseils Communaux dans chaque recoin du pays, m'offre un pont à saisir et à considérer dans mon analyse. Disposer de deux cadres, dans différents états *de las afueras* du pays, avec des comportements similaires à étudier m'a semblé être de tout intérêt. Les différences perçues et analysées sont davantage d'ordre organisationnelles que culturelles. Cette démarche m'a permis de m'intéresser aux stratégies et manières de déployer ces espaces de participation que peuvent représenter les CC, au niveau institutionnel et en milieu ordinaire.

En 2009, lorsque je me suis rendue à Mérida, j'ai choisi de faire des va-et-vient entre les trois communautés que je vais présenter ci-après et qui se situent plus ou moins loin de la ville de Mérida. J'ai voulu garder un regard sur la dynamique de la participation dans la municipalité,

---

<sup>181</sup> Lorsque je suis arrivée dans la municipalité Rángel j'ai été marquée par certains aspects ou conditions physiques de la population, comme par exemple le fait que de nombreuses personnes aient des problèmes de vue (une grande partie des personnes rencontrées louchaient), par les grandes mains des hommes et des femmes (je comprendrais après que cela est lié à l'agriculture) et par le nombre de personnes qui affirmaient avoir, ou avoir eu, un cancer ou encore souffrir de diabète. Assez rapidement, je me suis rendue à l'hôpital de Mucuchíes afin d'interroger le personnel sur ces points. C'est là que j'ai appris que les problèmes de vue et les cancers récurrents étaient liés à l'utilisation de pesticides, et que la grande consommation de pomme de terre expliquait, en partie, le diabète dont souffrait la population.

<sup>182</sup> Il s'agit d'espaces péri-urbanisés qui sont aussi qualifiés de ruraux. Dans les années 1960-1970 on assiste à un processus d'extension de la ville, lié à la fois à « une envie de campagne » mais aussi à la disponibilité de l'automobile et à l'amélioration des moyens et des voies de communication.

similaire à celui que j'avais posé sur Valencia, afin d'observer et étudier de près les logiques qui se développent dans le quotidien autour de la participation mais aussi de la famille et du travail. Puis, lors d'un deuxième terrain en 2010, je me suis installée dans une des trois communautés, celle de Misintá, décidant ainsi de privilégier l'un des trois sites de par son dynamisme et l'activisme d'un grand nombre de femmes qui y résident et qui partagent, de près ou de loin, des liens de parenté.

### *CC de Cacute : entre cooptation et tremplin participatif*

Cacute se situe à 25 km de la ville de Mérida, aux bords de la trasandina, à 2027m d'altitude. Pour s'y rendre on prend le bus qui part de Mérida et qui se dirige vers Mucuchíes. Ce bus est un passeport pour la ville. Comme les personnes s'y rendent souvent pour faire des démarches administratives mais aussi pour trouver certains produits non commercialisés sur le páramo<sup>183</sup>, entre tant d'autres raisons, le terminal et le bus sont de véritables lieux de retrouvailles. Le décor du trajet est marqué par cette longue route parsemée de petites boutiques artisanales, installées ou improvisées, proposant des produits locaux aux nombreux et nombreuses touristes qui visitent : des fraises, l'artisanat local (tricot et tissage, poterie, bonnets, gants, pulls et ponchos en laine locale, tableaux d'art naïf mais aussi du vin de mûre ou de framboise et des biscuits typiques de la région, parmi tant d'autres produits). Les posadas fleurissent aussi le long de la route avec leurs panneaux « location de chambre ou logement »<sup>184</sup>. Cacute comprend les services suivants<sup>185</sup> : une préfecture du Pouvoir Populaire, une unité policière de voisinage (*unidad vecinal policial*), une junta paroissiale (*junta parroquial*), un registre civil, une banque communale, un dispensaire rural II (*ambulatorio rural*), une école bolivarienne, un musée de reliques de la divinité locale « Saint enfant Cacute » (*Santo niño Cacute*). La paroisse bénéficie d'épiceries, d'un MERCAL<sup>186</sup>, d'une pharmacie, d'artisanat, de

---

<sup>183</sup> Le terme *diligencias* désigne cet ensemble de petites commissions et démarches quotidiennes.

<sup>184</sup> *Se alquila cuarto o habitación.*

<sup>185</sup> Je reprends, ici, l'ordre et les informations extraites de l'archive papier du CC « Cacute casco » (7p.) que j'ai obtenue par le département de participation citoyenne de la mairie de Mucuchíes. Ce résumé historique (*reseña histórica*) est produit et fournit par la communauté du CC. Cette demande concerne tous les CC mais, dans les faits, une moitié des CC visités l'avaient produit.

<sup>186</sup> Superette étatique à prix régulés, démarche sociale lancée sous Chávez. Sur la cordillère, ces superettes ont permis une diversification des aliments à la portée des habitants, tant au niveau territorial qu'au niveau économique. La *abuela* Urbana que je présente un peu plus loin me confie que du haut de ses 87 ans (« estimés », me dit-elle, car à l'époque les enfants étaient présentés au registre civil à partir de 7 ans), c'était la première fois qu'elle pouvait acheter du riz sans devoir se déplacer jusqu'à Mérida. Alors que, par ailleurs, Urbana Parra est une femme d'opposition radicale au gouvernement bolivarien. Entre 2003 et 2007, la *misión MERCAL* aurait bénéficié 48.153.732 personnes, d'après les informations qui figurent dans le livret que m'a donné un promoteur de FUNDACOMUNAL : *Logros de la Revolución Bolivariana*, Asamblea Nacional/ Dirección General de Investigación y Desarrollo Legislativo, Caracas, 2008, p. 18.

charpenteries. C'est une zone agricole et touristique, les secteurs les plus renommés étant « los Aleros » et « Valle hermoso ». « Au delà de notre l'environnement rural, nous nous trouvons sur la cordillère des Andes et la Culata »<sup>187</sup>. La parroisse Cacute compte 1727 habitants et la communauté du *casco* s'élève à 55 familles qui représentent environ 200 personnes.

Cacute commence à être pris en compte par le gouvernement fédéral de Mérida. Jusqu'à l'arrivée du régime de démocratie participative qui a permis de rééquilibrer, bien que partiellement, l'intérêt porté sur les différentes paroisses de chaque municipalité, les politiques publiques et les ressources qui les accompagnent étaient centrées sur la zone qui se situe après Mucuchías (dont Misteque et Misintá). En effet, étant trop proche de la ville et dépassant à peine les 2000 mètres d'altitude, Cacute n'est pas considérée comme faisant partie du *paramo* andin. Celui-ci commence officiellement, mais aussi dans les imaginaires locaux, qu'à partir de Mucuchías. Cette zone a donc toujours été plus convoitée car se situant plus en altitude. Le froid, dans un pays tropical, est source d'exotisme ainsi que les montagnes saupoudrées de neiges éternelles sur les sommets et les lagunes qu'elles y cachent. Pendant mon terrain, les enquêtés m'apprennent que la ULA avait fait un livre, *Voces de Cacute* (les voix de Cacute), reprenant les récits des anciens pour reconstituer l'histoire de ce petit village. Duly Andadre est la personne qui m'a conduite à travailler sur Cacute. Quand je l'ai rencontrée, elle travaillait chez FONDEMI<sup>188</sup> en tant que *promotora informativa* (promotrice d'information) auprès des banques communales. Elle prend notes de tout, elle me rappelle qu'on est dans une institution politique et qu'on lui demande de tout noter. Elle a commencé à s'engager en tant que volontaire du *Frente Francisco Miranda*<sup>189</sup>. Avant cela, elle a été longtemps artisane alors qu'elle détient un diplôme d'ingénieure. Fille d'un père militaire et d'une mère au foyer qui « donnait à manger à tout le quartier », Duly établit un lien direct entre l'expérience de participation communautaire de sa mère et celle qu'elle a menée par la suite, une fois adulte. Une fois que je lui explique mon sujet d'étude, elle me dit que là où habite son compagnon, José Gerardo Arismendi, connu sous le surnom de Lalo, les femmes

---

<sup>187</sup> « *Ademas de nuestro ambiente natural, nos encontramos en la cordillera de los Andes y la Culata* », extrait du résumé historique de l'archive papier du CC « Cacute casco ».

<sup>188</sup> Fond de Développement Microfinancier (*Fondo de Desarrollo Microfinanciero*), institution qui octroie des crédits aux membres des CC. FUNDACOMUNAL apporte une aide financière sans rétribution demandée (pour installer des poteaux de lumière ou réparer une rue) et une aide non financière, comme un atelier de formation sur le fonctionnement des CC, un autre sur comment l'administrer, ou encore une intervention pour expliquer quel est le lien des CC aux institutions, entre autres thématiques.

<sup>189</sup> Organisation politique partisane en faveur du projet de Révolution Bolivarienne, investie davantage dans le social (proposant une formation –souvent très politisée- et un travail d'appoint aux enfants et aux personnes qui vivent dans les rues pour éviter qu'ils et elles ne se destinent à la délinquance et à l'usage des drogues, par exemple).

commencent à intégrer les CC, mais avec beaucoup de difficultés. Le leader communautaire de Cacute, c'est lui, me dit-elle (ce que j'ai pu confirmer). Les contacts établis dans les institutions, à mon arrivée à Mérida, cherchaient toujours à s'approprier politiquement ma recherche. La démarche désintéressée de Duly, le fait qu'elle ne cherche pas à modifier mes objectifs ou à les diriger, a été l'élan qui m'a poussée à la suivre. Son récit sur les rapports de genre dans le CC de Cacute *casco* m'interpelle et je lui demande si je peux l'accompagner lorsqu'elle rentrerait, le week-end, à Cacute (les institutions se trouvent dans la ville de Mérida). Elle accepte et je pars avec elle. Ce Conseil Communal existe depuis 2006 mais il a du mal à fonctionner, me dit-elle. Puis, les femmes l'intégraient difficilement puisque les hommes n'y étaient pas favorables, habitués à ce que leur investissement se fasse au niveau du foyer et de la famille. Duly m'explique que la participation dans la communauté est récente et que le machisme régnait sur place. Des élections ont eu lieu suite à la nouvelle loi des CC, promulguée fin 2009. Les membres statutaires devaient être réélus. Ils et elles devaient désormais avoir un suppléant ou une suppléante, et le fonctionnement de la structure avait changé. La participation des femmes a changé avec le temps puisque certaines intègrent la nouvelle équipe. Je me suis rendue aux réunions hebdomadaires du CC et, sur place, je logeais chez Duly et Lalo ou chez la grand-mère de Lalo, la *abuela* Urbana Parra de Arismendi, dont je parlerai à la fin de cette sous-partie.

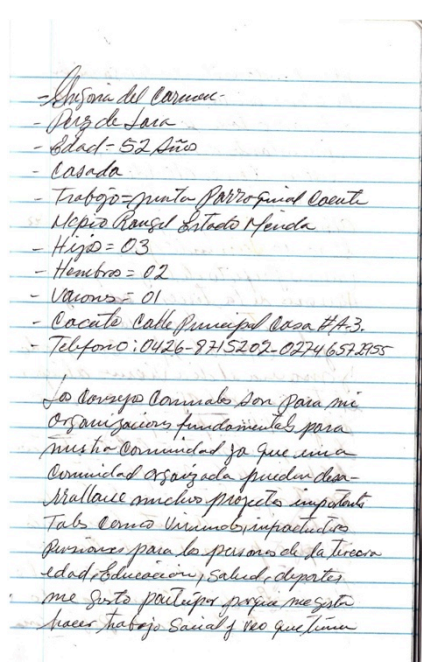
Les membres de la *junta parroquial* Lalo y Gregoria Pérez de Lara, que je rencontrerais par la suite, jouent un rôle très important dans la motivation et le travail qui se fait dans ce CC. En couple avec Duly et père d'un adolescent qu'il a pris en charge, Lalo a 36 ans. C'est un jeune plombier dont la militance s'est impulsée sous Chávez, devenant chaviste et s'engageant pleinement dans sa communauté, motivé à occuper aussi des postes politiques et partisans, travaillant avec la mairie et comme représentant du PSUV dans sa paroisse :

« Moi c'est les changements qui ont eu lieu qui m'ont motivé à participer dans les CC. Je voyais que les choses ne fonctionnaient pas, que les petits groupes de 5 personnes décidaient, bon, une série de facteurs que peut-être, en tant que jeune, à ce moment là, et bien ça m'éloignait de tout ça parce que je disais « non, ça c'est encore la même chose ! ». Mais, nous avons vu réellement les changements et bien je m'y suis intéressé et bon, maintenant je suis là. J'essaie que les CC suivent les pas qu'ils ont à suivre et qu'ils se mettent à jour avec la nouvelle loi et qu'on ait la conscience que si nous participons et que nous avons des droits, on a aussi des devoirs et il faut

les appliquer. Les CC sont l'espace propice pour mener à bien une partie de nos devoirs. Dans ces secteurs ruraux et bien il n'existait jamais aucun type d'association, ça arrivait seulement dans les *cascos* urbains et l'association de voisins représentait toute la paroisse composée de 11 secteurs et dans chacun de ces secteurs est conformé, aujourd'hui, un CC. C'est un changement assez drastique. »<sup>190</sup>

**Lalo (José Gerardo) Arismendi**, 36 ans, chaviste, ancien président de la *junta parroquial* et membre du CC Cacute *casco*, célibataire en couple, père d'un adolescent qu'il élève, Mérida, 2009.

Lalo travaille activement avec Gregoria dans la paroisse et au sein du CC. Agée de 52 ans, mariée et ayant 3 enfants, Gregoria est l'ancienne préfete de Cacute. Elle connaît bien les habitants et la situation de la paroisse. Elle faisait partie de l'association de voisins qui a précédé le CC de Cacute *casco* et au delà de faire des certificats de résidence (*cartas de residencia*) elle a toujours été très impliquée au niveau social (*haciendo labor social*), notamment auprès des personnes handicapées et des retraitées, en faisant les démarches nécessaires pour qu'elles puissent bénéficier des aides qui leur revenaient. Dans son carnet



participatif, Gregoria me décrit comme suit son implication dans les CC :

« Les CC sont, pour moi, des organisations pour notre communauté puisque dans une communauté organisée on peut développer beaucoup de projets importants, tels que les logements, des infrastructures, des pensions pour les personnes du troisième âge, la santé, le sport. J'aime faire du travail social et je vois que nous avons des fondements pour l'organisation. J'ai été dans l'école de *cuadros* [formation politique partisane] tous les mardis avec les représentants régionaux du PSUV. Je suis allée vendredi avec Gerardo et la maman, nettoyer le réservoir d'eau de consommation courante et après nous sommes allés récupérer le matériel de construction. Je suis allée nettoyer

<sup>190</sup> *A mi fueron los cambios que se estan haciendo que me motivaron a participar en los CC. Yo antes veía que las cosas no funcionaban que los grupos de 5 personas decidían bueno una serie de factores que quizás a uno como joven en ese momento pues lo alejaron de eso, yo decia « no, esto es mas de lo mismo ! ». Pero como se han visto verdaderamente los cambios pues me interese y bueno, estoy aqui. Y a tratar de que los CC sigan los pasos que deben seguir y se adecuen a la ley y que tengamos la conciencia que si participamos y tenemos derechos también tenemos deberes y que hay que aplicarlos. Los CC es el espacio propicio para llevar a cabo parte de nuestros deberes. En estos sectores rurales pues jamás existia ningún tipo de asociaciones, solo existian en los cascos urbanos y la asociacion de vecinos representaba a toda la parroquia que son 11 sectores y en cada uno de esos sectores está conformado un CC. Es un cambio bastante drástico.*



l'école bolivarienne de Cacute qui s'est inondée à cause de la pluie. »<sup>191</sup>  
Extrait 3. **Carnet participatif** de Gregoria Pérez de Lara, Mérida, 2009, 5p.

Lalo et Gregoria sont, comme José Retaco et Lucrecia Ávila de Negro Primero, membres nés (*natos*) du CC puisqu'en tant que *junta parroquial*<sup>192</sup> les deux travaillent déjà dans la communauté, avec la mairie. Quand je demande pourquoi ce CC a du mal à fonctionner, Lalo me propose plusieurs réponses: « le CC Cacute Casco est mal organisé parce que tout fonctionne, l'eau, les égouts, l'électricité... La paroisse Cacute est passive mais elle est bien au niveau électoral [en faveur du gouvernement bolivarien] »<sup>193</sup>. Il me dit aussi que Cacute a toujours été mis de côté, par rapport au *páramo* « du haut » –où se situent mes deux autres études de cas– puisque cette paroisse se trouve plus près de la ville de Mérida et de la trasandina, du coup Cacute paraît moins « exotique » et attire moins l'attention des institutions.

L'ancien coordinateur du CC, Miguel Angel Sulbarran, homme de 40 ans, leader de la communauté<sup>194</sup>, mariée et père de deux enfants, me dit qu'il s'agit surtout d'un manque de formation et de présence des institutions. Pour lui, c'est le manque d'orientation et de préparation, en somme le manque d'implication des institutions, redit-il, qui expliquerait la difficile mise en marche du Conseil Communal. Il se demande si, comme il s'agit d'une paroisse qui se trouve *en las afueras* de la ville de Mérida, il leur est plus difficile de se déplacer jusqu'à Cacute, ne voulant pas poser un jugement trop sévère sur la situation.

Il m'a paru important d'analyser la relation entre le CC Cacute *casco* et la *junta parroquial* puisque la présence de ses dirigeantes et dirigeants semble indispensable au bon fonctionnement voire au fonctionnement tout court, du CC. Pendant mes terrains j'ai donc étudié la transition entre la *junta* et les CC, cherchant à savoir s'il s'agissait des mêmes personnes et m'interrogeant sur la manière dont la *junta* gérait la mise en place du CC, dans une sorte de cooptation. Le rapport entre ces deux institutions locales m'a semblée être une

---

<sup>191</sup> « Los CC son para mí organizaciones para nuestra comunidad ya que en una comunidad organizada pueden desarrollarse muchos proyectos importantes tales como viviendas, infraestructuras, pensiones para las personas de la tercera edad, salud, deporte. Me gusta hacer trabajo social y veo que tenemos fundamento para la organización. He estado en la escuela de cuadros todos los martes con representantes del PSUV regional. Fui con Gerardo y mamá el día viernes a limpiar el tanque del agua de consumo, después fuimos a recoger el material de construcción. Estuve en la Escuela Bolivariana Cacute limpiandola que por motivo de lluvia fue inundada. »

<sup>192</sup> Il en est le président et elle occupe le poste de « deuxième » (*segunda*).

<sup>193</sup> « El CC de Cacute casco es desorganizado porque funciona todo, el agua, las chuacas, la luz... La parroquia Cacute es pasiva pero buena a nivel electoral. »

<sup>194</sup> Miguel a hérité familialement du poste de responsable du Musée du *Santo niño de Cacute*. Il fait la catéchèse avec les enfants de la communauté et est toujours disposé à aider son entourage. Son père, Santiago Sulbarran, est aussi leader de longues dates : ecclésiaste, ancien garde forestier et responsable du Musée.

piste intéressante à observer sous le prisme des rôles de sexe. Puis, la dimension spatiale de Cacute *casco* me permettait de bénéficier d'un regard générationnel privilégié.

La communauté se constitue principalement autour de deux rues, ayant ainsi l'ensemble du voisinage à ma portée. C'était aussi le cas de la famille de Lalo, famille par alliance de Duly, dont la mère habitait juste en face de leur maison. La *casa de la abuela*, appelée aussi la *casa materna* (maison de la grand-mère, maison maternelle), rassemble l'ensemble des liens familiaux faisant vie dans la communauté. Ses enfants vivent soit avec elle soit autour de sa maison. Mère de huit enfants (11 au départ mais 3 sont morts-nés ou morts peu de temps après l'accouchement, lui restent 6 filles et 2 garçons), veuve depuis vingt ans, ancienne agricultrice devenue femme au foyer une fois mariée, *la abuela* vit avec deux de ses filles, ses petits-enfants et elle nourrit l'ensemble de la famille. *La abuela* me dit qu'elle a élevé Lalo qu'elle considère son fils « il passe ici avant d'aller voir sa mère », me dit-elle en rigolant, fière de ce rapport. Matin, midi et soir, il est possible de trouver toujours un coin de table avec une *arepa* et un *guayoyo* ou ce qu'elle aura préparé pour la journée. Tous les jours, Lalo et ses frères et sœurs mangent au moins un des trois repas chez elle. Ainsi, j'ai eu un accès privilégié à cette famille et aux rapports qui la constitue. La photo de gauche a été prise dans la *posada* (maison d'hôte) que Lalo et Duly venaient de construire au rez-de-chaussée de leur maison afin d'arrondir les fins de mois -souvent très maigres- et de participer à l'impulsion du tourisme dans la communauté. A droite de la photo on y trouve Duly, aux côtés des filles et petites filles et arrières petites filles de *la abuela*. Puis, dans la photo de droite nous retrouvons Urbana dans la *casa materna*, avec ses deux longues et fines tresses et son chapeau d'agricultrice, qui a choisi le patio pour poser devant son *lavandero* (lavoir) lorsque, en fin de séjour, j'ai osé lui demander si je pouvais la prendre en photo pour ma thèse.



**Photo 7.** La *abuela* Urbana et ses filles, petites filles et arrières petites filles, 2009.



**Photo 8.** La *abuela* Urbana Parra, 2009.

*CC de Misteque : affaibli par le personnalisme mais forte dynamique locale*



**Photo 9.** María Vicenta devant un *Mintoy*, avec son t-shirt du PSUV<sup>195</sup>, 2009.

Situé à 45km de la ville de Mérida, Misteque<sup>196</sup> est une micro-aire de Mucuchíes. Cette communauté fait partie du parc national « Sierra Nevada » et se situe à 2 955 mètres d'altitude<sup>197</sup>. La température oscille entre 12 et 17 degrés. Misteque capte l'eau de la rivière Chama (*río Chama*), principale source d'eau potable de la cordillère. Après la conquête espagnole et jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle, Misteque a été une zone de production de blé. Elle est située sur le *páramo andino* vénézuélien. Elle est équipée des services de base suivants<sup>198</sup> : électricité, routes, égouts, écoles, dispensaire de santé (*ambulatorio*), chapelle, maison communale (*casa comunal*), téléphone, service d'assainissement urbain (*aseo urbano*). Les familles dépendent principalement de la production agricole mais vivent de plus en plus du tourisme. La communauté compte près de 300 habitants et de 70 familles. Elle accueille les organisations suivantes : les CC, les comités d'arrosage des terres<sup>199</sup>, des groupes

---

<sup>195</sup> Cette leader adhère au PSUV, bien qu'elle ne soit pas militante, par reconnaissance « au pouvoir que les gouvernements boliviens ont donné », d'après elle, au peuple. Mais, dans ces zones pauvres et populaires, les nombreux t-shirt distribués par le PSUV servent beaucoup de vêtement d'appoint, utilisés quotidiennement pour les tâches « salissantes » (ménage, agriculture, peinture, etc.

<sup>196</sup> Ce village peut être orthographié de deux façons : Misteque et Mixteque. Puisque Misteque est l'orthographe la plus répandue, tant au niveau international qu'au niveau institutionnel j'ai choisi de l'utiliser.

<sup>197</sup> Ces informations sont extraites du projet « Tourisme et agro écologie des hautes montagnes El Frailejón », des Conseils Communaux Mocoa Alto et Misteque. Ce document m'a été fourni par la leader Maria Vicenta Dávila que je présente plus loin, 15 p.

<sup>198</sup> Je reprends ici le contenu et l'ordre de la description des services de base du document.

<sup>199</sup> Ces comités ont plus de 60 ans de fonctionnement. Ils représentent les organisations les plus solides et stables du territoire mais elles ont été, jusque dans les années 2000, composées quasi exclusivement d'hommes, propriétaires des terres, et cela peine à changer, bien que ce soit le cas aujourd'hui. Je reviens sur ces comités dans le point 3.2. Activité photographiée : la participation politise le quotidien.

folkloriques (*sic*), une caisse rurale (*caja rural*), et la coopérative de *lombricultura*<sup>200</sup> Mubay. Les ressources naturelles sont abondantes, on y trouve des lagunes au creux des montagnes, *quebradas* (petites cascades), une grande diversité de faune et de flore, des monuments naturels comme les *Mintoyes cuevas*<sup>201</sup>, entre autres.

Pour s'y rendre il faut prendre les *troncales* (jeep contenant entre 5 et 10 passagers, en fonction du véhicule) à Mucuchíes. Le temps de passage n'est pas régulier. Il faut, par exemple, être 4 personnes minimum pour qu'une *troncal* réalise le circuit. L'adaptation à la temporalité propre au terrain prend précisément du temps, et je comprenais chaque jour un peu plus comme elle influait sur la participation, sur la manière d'entreprendre les diverses activités quotidiennes : « le temps dans les montagnes est différent de celui de la ville, il est bien plus lent et moins précis. Les autres personnes et moi-même sommes assises sur des tabourets en plastique, dans une pièce de 4 à 5 m<sup>2</sup>. Devant nous un tableau blanc avec les horaires pressentis de départ des bus et le nombre de passagers inscrits »<sup>202</sup>.

J'ai suivi ce Conseil Communal d'un peu plus loin puisqu'il était en restructuration après la promulgation de la loi de 2009, ce qui a participé à raréfier les réunions organisées dans ce cadre. Mais, bien que la vie du Conseil Communal se trouvait affaiblie à ce moment précis, le dynamisme local restait bel et bien actif. J'ai tout de même participé à la vie locale et associative, suivant les activités des organisations de base de la communauté, comme les comités d'arrosage des terres (*comités de riego*) auxquels assistait María Vicenta parmi d'autres leaders de Misteque et des communautés voisines, comme Ligia Parra de Misintá. Il s'agit d'un comité surtout réservé aux hommes puisque les terres leur appartiennent. De ce fait, le public est entre 90 et 95% masculin. Certaines activités traditionnellement effectuées dans le foyer sont devenues des activités collectives, réalisées dans cet espace commun. A travers les coopératives désormais connectées avec les CC les femmes transforment leur savoir-faire en faire-savoir. Les diverses activités effectuées par les femmes au sein des CC leur donne accès aux revenus économiques dont elles ne disposaient pas avant les politiques de participation bolivariennes, à condition d'appartenir à une coopérative et d'y travailler. Le passage des coopératives aux CC représente donc bien plus qu'un changement de casquette.

---

<sup>200</sup> Le terme lie *lombriz* (ver de terre) et *cultura* (culture, de ver de terres). La *lombricultura* consiste donc à élever des vers de terres spécifiques pour produire un compost naturel qui peut remplacer les engrais chimiques utilisés par les agriculteurs et agricultrices.

<sup>201</sup> Sépultures indiennes qui consistaient à recouvrir de pierres le creux réalisé pour enterrer le mort. Mais, autrefois, ces grottes pouvaient aussi servir d'abri ou d'habitat temporaire protégeant du froid les pêcheurs et agriculteurs des montagnes.

<sup>202</sup> Carnet de terrain, 2009.

Elles vendent leurs produits (l'engrais biologique pour éviter les pesticides, la confection de vêtements qui peuvent intéresser les écoles puisque l'uniforme est obligatoire, entre autres) et elles peaufinent leur compétences en développant les connaissances acquises lors des ateliers de formation organisés par les CC, à propos de la création et de l'administration des coopératives, par exemple. Ce nouveau cadre légal et politique transforme des savoirs traditionnels souvent minimisés ou invisibilisés en activités rémunérées et visibles. Ainsi, les vies des femmes et du quartier entier se modifient. Ces espaces de participation, mais surtout leur visibilité et le relais étatique dont elles bénéficient ont donc provoqué un « éveil » des femmes (*un despertar*, terme employés par les femmes et les hommes interviewés) qui, jour après jour, prennent conscience d'elles-mêmes et de leur potentialités.

Après avoir entendu parler, à HUMANIC, de ce groupe de femmes mobilisées sur le páramo, c'est le leader communautaire de Cacute, Lalo, qui me citait les mêmes noms dont m'avait parlé Livia Marquez. Il ne cessait de me répéter que la zone du *páramo* où elles étaient mobilisées attirait bien plus l'attention du gouvernement local, des touristes et des universités, que le village de Cacute qui était situé littéralement au bord de la *trasandina*. Il me disait, non sans amertume, qu'elles avaient suffisamment bénéficié d'aides de différente nature et que maintenant il fallait s'intéresser à ceux qui ont été laissés de côté (il faisait référence à sa communauté mais j'ai compris qu'il s'agissait aussi de lui). Mistique est le berceau d'un activisme féminin très varié et bien implanté dans la communauté. Ainsi, sous le régime de démocratie participative les femmes leaders historiques se confrontent ou s'assimilent à l'ébullition de participation émergeant dans le pays. A tel point que Livia a préféré téléphoner aux femmes dont elle m'avait parlé avant que je ne parte les rencontrer : « ces femmes sont très sollicitées, par les institutions, les universitaires, avec peu de retours après, ce qui a fini par les agacer, donc il faut y aller très humblement », me précise-t-elle.

María Vicenta Dávila est née dans une famille de leaders locaux. María Narcisana Dávila, sa mère, était la *partera* ou *comadrona* (sage femme locale) de Mistique et Florentino Dávila, son oncle, a travaillé les pierres, construisant de ses propres mains la plupart des murs du village, reconnus comme patrimoine culturel de la région. Cette communauté bénéficie de l'image, du nom et de l'engagement de cette leader impliquée depuis 1974 dans des luttes variées : allant de son engagement pour l'alphabétisation des habitants jusqu'à sa volonté de se ressaisir des traditions locales comme le tissage de laine, la médecine traditionnelle basée sur les plantes et l'histoire orale comme moyen de transmission culturelle. Lors de mon

terrain, elle réalisait un travail avec une anthropologue, Henriette Arreaza Adam, visant à collecter les représentations du lieu et de ses habitants<sup>203</sup>. Dans le cadre de ce projet, elles ont réalisé l'atelier de peinture qui figure sur cette photographie où María Vicenta, située à droite, accompagne les participantes et les participants et les motive à dessiner leurs représentations du village.



**Photo 10.** Atelier de peinture, *Casa Comunal*, 2009.

La *casa comunal* a ainsi accueilli les enfants mais aussi les adultes de la communauté qui souhaitent y participer. Le but était de reconstituer l'histoire de la communauté à travers les représentations visuelles et les récits des différents habitants du village. Elle a également mis en place des ateliers participatifs pour l'initiation à la vidéo, très prisé, intitulé « faites votre film » (*haga su película*)<sup>204</sup>. J'ai assisté à plusieurs de ces activités durant mes terrains. María Vicenta Dávila guide spatialement et intellectuellement les universités afin de construire des projets de recherche en lien avec la réalité locale et, si possible, pour aider au développement agricole et touristique des lieux. Avant qu'elle ne se dispute avec une communauté voisine, elle participait directement au sein des communautés. Mais, depuis, elle participe « d'un peu plus haut », me dit-elle. Elle continue d'assister de temps en temps aux réunions du CC mais davantage en tant que consultante qu'en tant que membre de l'équipe du conseil. Le rôle de María Vicenta de plus en plus à relier sa communauté mais aussi les villages adjacents aux institutions comme la ULA, le ministère de la Participation ou le Fond de micro-crédits. Hors, María Vicenta n'est pas la seule représentante d'une telle action, et Mistèque bénéficie du

<sup>203</sup> Ce travail, que j'ai vu « se faire » en 2009, s'est matérialisé sous la forme d'un livre fondé principalement sur l'histoire orale de Mistèque, intitulé *Mixteque, la vida entre las piedras* et publié en 2010.

<sup>204</sup> L'appel affiché sur la maison communale était rédigé ainsi : « Atelier : comment utiliser une caméra vidéo et un appareil photo, "faites votre film" » (*taller : como manejar una cámara de video y fotografía, "haga su película"*).



travail d'autres leaders femmes avec qui j'ai pu m'entretenir et qui ont tenu les carnets participatifs proposés.

Pour citer une autre trajectoire, Edilma Andrade, était la « coordinatrice » du CC de Mistique. Cette figure n'existe pas dans la loi mais les personnes l'ont créée de fait. Agée de 42 ans, mariée et mère de 7 enfants, elle coordonne le CC et participe à des journées de vaccination du bétail dans les communautés voisines. Edilma est l'ancienne présidente de l'association de voisins de sa communauté. Cette femme se définit comme ouvrière, employée en tant qu'agente de service du Lycée de nuit (*liceo nocturno*)<sup>205</sup> du ministère de l'éducation. Depuis 2000, elle travaille le soir et étudie dans deux cursus pour devenir technicienne supérieure dans les hameaux universitaire (*aldeas universitarias*) créées par le gouvernement. Avant cela, « je me dédiais à ma maison et à mes enfants, et à mon travail<sup>206</sup>, me dit-elle. Maintenant, elle fait des stages auprès de la mairie pour valider ses cursus. En 2000 elle s'investit dans l'association de voisins impulsée par María Vicenta, qui en faisait partie : « amène la carte d'identité –pour l'inscription- que les gens te demandent »<sup>207</sup>, lui aurait-elle conseillé. A ce moment, Edilma s'est donc présentée mais elle ne souhaitait pas un poste à responsabilité pour ne pas délaisser son foyer, « je ne voulais pas un engagement si fort »<sup>208</sup>, me confie-t-elle. Malgré elle, les votes majoritaires en sa faveur l'ont placée en tant que présidente de l'association alors qu'elle voulait être *vocal* (qui participe mais ne prend pas de décisions). Elle n'avait aucune expérience dans la participation communautaire, mais elle pense que sa créativité et son initiative l'ont guidée. Puis, son grand-père était musicien, Salomón Rangel (ami de l'oncle de María Vicenta), charpentier, il organisait des fêtes culturelles dans la communauté. Les récits sur son implication l'ont nourrie depuis petite bien qu'elle ne l'ait pas connu. De l'association de voisins (AV) elle s'est engagée dans les CC, Mistique avait été un CC modèle (*piloto*) au niveau national. Il avait été repéré par le ministère de la Participation sociale de par le fort activisme qui existait déjà dans la communauté quand les CC s'y sont implantés. Edilma est allée à Caracas pour présenter les projets au président, lors d'un *Aló Presidente* (programme TV présidentiel dominical tenu par Chávez). Elle ne s'était rendue à la capitale qu'une fois quand elle était enfant. Puis, parler au président, qu'elle admirait depuis son accession au pouvoir, a été une expérience inoubliable

---

<sup>205</sup> Les *liceos nocturnos* sont destinées aux personnes ayant une activité salariée mais voulant reprendre leurs études. Du coup, les cours sont organisés le soir pour éviter qu'ils n'empiètent sur leur travail.

<sup>206</sup> « yo me dedicaba a mi casa y a mis hijos y a mi trabajo »

<sup>207</sup> « trae la cedula que la gente te esta pidiendo »

<sup>208</sup> « no quería un compromiso tan fuerte »

pour elle. Depuis, elle milite activement pour le PSUV et s'identifie fermement au président Chávez :

« L'opportunité d'aller, d'être avec le président, de lui présenter le projet, qu'il nous descende (*sic*) les ressources directement à nous, les CC. On a parlé avec lui directement. En vérité, pour moi c'était très satisfaisant parce qu'arriver aux côtés d'un président, pouvoir lui dire les choses là, tout près, tout à coup l'enlacer, ou alors le serrer ! Et bien ça, jamais ça aurait été possible pour nous et encore moins pour ce type de communauté [rurale], c'était extrêmement difficile. Je sentais comme si c'était pas vrai ce qui était en train d'arriver, c'est-à-dire comme si c'était un rêve, c'était une belle expérience. Bon, immédiatement après ça, on a fait un projet entre trois communautés (*proyecto mancomunado*), pour le système d'arrosage et on nous a descendu 90 millions [de bolivars], 30 pour chaque CC. Nous étions les communautés les plus financées à ce moment là parce que c'était un projet modèle (*proyecto piloto*) qui a été financé et quelques mois plus tard on nous a descendu le second financement pour le terminer. Au début, nous étions 2 femmes à occuper des postes dans le CC mais toujours 85% en assemblée. C'était comme ça jusqu'en 2006 quand on a adopté la nouvelle loi et là il y a eu plus de participation de femmes, presque à égalité avec les hommes. [Comment l'expliquer?] Je pense qu'aujourd'hui on travaille beaucoup tout ce qui est l'égalité de genre, qu'il n'y a pas de différence entre l'homme et la femme, pour travailler ou participer dans n'importe quelle organisation et bon, tout ça a incité leur participation. La femme a plus de créativité et d'initiative. C'est en partie une liberté qui a surgi depuis peu parce qu'auparavant la participation c'était toujours les hommes, les hommes, les hommes. Avant, c'était les comités d'arrosage des terres qui avait le leadership ou qui était l'entité avec le plus de pouvoir dans la communauté. Ils existent depuis environ 50 ans et c'est une structure ancienne alors il y avait comme un choc, c'était toujours eux qui portaient le pouvoir et la décision au sein de la communauté. Et quand l'association de voisins est arrivée et la coordination des CC, avec une femme, et bien il y avait toujours ce choc entre le CC et le comité, d'ailleurs ça n'a presque jamais marché et il a fallu affronter fortement tout ça en leur faisant comprendre que les femmes étaient capables de travailler autant que les hommes. Dans un premier temps, tout ça a été difficile, en tant que femme, vis-à-vis d'eux, mais après, en voyant le travail qu'on a réalisé la coopération s'est améliorée. Aussi parce que quelques leaders hommes



soutenaient notre participation et cela a contribué, petit à petit, à améliorer les choses. »<sup>209</sup>

**Edilma Andrade**, 42 ans, chaviste, ancienne présidente de l'AV et du CC Mistique, mariée, 7 enfants, Mérida, 2009.

Ainsi, les CC ont changé les modalités de participation dans les communautés : des ressources sont désormais mises à disposition de celles-ci ; dans un même élan, le travail réalisé « par le bas » est médiatisé, visibilisé et valorisé, ce qui permet de reconfigurer les rapports locaux. La proximité établie par le président avec les bases de la société vénézuélienne attribue aussi un nouveau sens aux rapports gouvernants-gouvernés. Comme il est possible de le saisir dans cet entretien, c'est le croisement entre contexte individuel, contexte local et contexte national qui détermine les possibilités de réussite d'une trajectoire participative. Au début, Edilma devait, non seulement, affronter les hommes de la communauté mais aussi faire face à un mari qui la violentait physiquement et psychologiquement. Aujourd'hui le scénario est, d'après elle et ses proches, très différent. Finir l'école primaire et secondaire, commencer des études supérieures et devenir leader de sa communauté, de tels éléments lui ont permis de comprendre que la situation n'était pas « normale » et qu'elle ne pouvait se prolonger. Elle lui a exigé le respect physique et moral s'il souhaitait poursuivre leur relation. Dans le cas contraire, elle aurait été décidée quant au fait de divorcer. En 2009, lors d'une deuxième adéquation à la nouvelle loi, le CC s'est retourné contre elle « à cause de son protagonisme ». Le préfet du coin aurait voulu intégrer le CC pour mener à bien un projet de création de logements et bénéficier du soutien de l'assemblée citoyenne, alors qu'il ne pouvait pas puisqu'il était membre « né » du

---

<sup>209</sup> « La oportunidad de ir, estar con el presidente, presentarle el proyecto, que el le bajara los recursos directamente a nosotros los CC. Hablamos directo con él. De verdad, para mí fue satisfactorio pues llegar al lado de un presidente, poder decirle las cosas ahí cerquita, de repente darle un abrazo, un apretón que sé yo ! Pues, eso nunca, para nosotros y menos para este tipo de comunidades eso era totalmente difícil. Una se sentía así como que era mentira lo que estaba pasando o sea como si fuese sido un sueño, fue una experiencia bonita. Bueno, inmediatamente pasó eso e hicimos un proyecto entre tres comunidades, mancomunado, para el sistema de riego, nos bajaron 90 millones, 30 para cada CC. Fuimos las comunidades que mas fueron financiadas para ese momento porque fue proyecto piloto, fue financiado y a los meses bajaron el segundo financiamiento para culminarlo. Al principio, en los cargos eramos 2 mujeres en el CC pero en la asamblea eramos siempre 85% mujeres. Eso fue así hasta el 2006, cuando nos adecuamos a la nueva ley ahí entró mas participación de la mujer, casi por igual que los hombres. [¿Cómo lo explica?] Pienso que hoy en día se está manejando mucho lo que es la igualdad de género, que no hay diferencia entre hombre y mujer para trabajar o participar en cualquier organización, y bueno eso ha dado pie a que participen. La mujer tiene como más creatividad, más iniciativa. Por una parte es la libertad de la mujer que ha surgido hace poco porque anteriormente la participación siempre era los hombres, los hombres, los hombres. Antes, los comités de riego que eran el liderazgo o el ente con más poder en la comunidad. Existen desde hace 50 años y es una estructura antigua entonces había como un choque de ellos, siempre eran los que llevaban como el poder, la decisión dentro de una comunidad. Y cuando llegó la asociación de vecinos y la coordinación de los CC con una mujer pues siempre había aquel choque entre el comité de riego y la AV de hecho casi nunca se congenió y hubo que enfrentar fuerte aquello, hacer entender a ellos que tanta capacidad tiene un hombre de trabajar como también la tiene la mujer. Fué difícil como mujer en el primer tiempo para con ellos, después al ver el trabajo que fuimos logrando la cooperación mejoró. También porque unos poquitos líderes hombres apoyaron nuestra participación y eso contribuyó poco a poco a mejorar las cosas. »

CC. L'intégrer en tant que *vocero* aurait été l'équivalent de lui donner deux voix dans la communauté. Edilma s'y est opposée mais les habitantes et les habitants refusaient d'affronter le maire, d'autant plus qu'ils et elles espéraient bénéficier du dit projet. Du coup, son rôle de coordinatrice du CC, pointé de personnaliste, à juste titre, s'est retourné contre elle puisqu'Edilma s'était mis à dos sa communauté en maintenant sa position. Malgré tout cela, lorsque je l'ai revue, en 2010, elle me dit avoir remonté la pente puisqu'elle envisageait de se porter candidate aux élections exigées par la nouvelle loi.

D'autres trajectoires comme celle de « l'apprentie leader » Yudith Dávila Gíl, mère célibataire de 4 enfants, âgée de 30 ans, ancienne agricultrice qui désormais promeut les potagers familiaux et la récupération des plantes médicinales, avec la MUCURATIVA, reviendront dans ce manuscrit puisqu'elles ont nourri ma réflexion sur l'expérience de participation locale et ses effets multidimensionnels : sur la vie des enquêtés, sur celle des communautés habitées et sur celle d'un pays qui connaît un changement social important. Sur place, j'ai décidé d'étudier cet éventail d'activismes féminins qui prennent parfois la forme d'un certain carriérisme ou personnalisme, parce qu'ils nourrissent et s'articulent autour d'une politique de la participation qui vise le développement d'une pratique collective en termes d'organisation des communautés.

### *CC de Misintá : héritier d'une participation historique et d'un leadership féminin*

La communauté de Misintá se situe à 48 km de la ville de Mérida. L'agriculture est la principale activité du village qui cherche aussi à développer le tourisme, projet plus récent. Ce CC, très actif, existe depuis 2005. La communauté où j'ai enquêté compte une population de 300 habitants environ. La réalité locale a façonné mon approche de terrain. Le choix d'une immersion longue dans ce village, en 2010, m'offrait la possibilité de suivre de près le fonctionnement d'un CC extrêmement dynamique et organisé (réunion hebdomadaire des différents comités de travail des CC et réunion mensuelle en assemblée citoyenne). Mais vivre dans la communauté me permettait aussi de développer un regard privilégié sur le lien entre rapports familiaux et participation locale. Ainsi, la régularité des réunions, le succès des projets élaborés et l'accueil d'une des familles les plus actives du village, les Parra, ont influé mon choix d'habiter Misintá durant mon deuxième terrain de thèse, tout en ayant la possibilité

de suivre, d'un peu plus loin, les CC de Cacute et de Misteque. Cacute se trouvant à une heure du village, en *troncal*, je m'y rendais au moins une fois par semaine, pour assister à la réunion du CC qui avait lieu le mardi. Comme elles commençaient souvent à 20h et que les *troncales* fonctionnent jusqu'à 21h environ, Duly et Lalo, ou la *abuela*, m'hébergeaient. A chaque visite je m'entretenais avec les participantes et les participants du CC. Les allers-retours Misintá-Misteque étaient encore plus simples à réaliser puisque les deux villages sont à environ 15 minutes de *troncal*. Puis, situés de chaque côté de Mucuchíes (Misteque est visible depuis Misintá et *vice-versa*), la proximité fait que les liens entre les activités des communautés et les leaders étaient étroits et continus, restant connectées et en constante coopération. J'ai donc pu me rendre régulièrement à Misteque, davantage pour participer à d'autres activités que celles du CC -puisque celui-ci était en restructuration et par conséquent plutôt inactif- tout aussi riches en contenu pour mon travail de recherche. Comme à Misteque, l'étroite coopération l'explique amplement, les habitants de Misintá sont très engagés dans les projets de *mucurativas* (plantes médicinales), *mucuposadas* mais aussi dans la récupération des sources d'eau des montagnes du *páramo* avec l'association ACAR<sup>210</sup>, présidée par une femme, Ligia Parra, que je présente plus loin. L'ACAR travaille avec PROINPA<sup>211</sup>. Misintá cristallisait ce que j'avais pu observer sur l'ensemble de mes terrains : le local devenait, sous les gouvernements boliviariens et grâce à l'adoption du régime de démocratie participative et protagonique, un espace surinvesti par une diversité d'actrices et d'acteurs, institutionnels et ordinaires, où les gouvernés occupaient une place chaque fois plus importante et visible dans le changement qui se produisait dans le pays.

Le Conseil Communal de Misintá était, à l'inverse de celui de Misteque, actif et consolidé. Non seulement les assemblées citoyennes ont lieu une fois par mois mais les réunions entre *voceras* et *voceros* du CC se tiennent tous les jeudis. Ce CC est composé de jeunes (20-40 ans) mais guidés par les plus âgés (50-70 ans), parmi lesquels se trouvent les femmes de la famille Parra et leurs compagnons ou époux. Dans le fonctionnement de ce CC, l'aide des « professionnels »<sup>212</sup> de la communauté est la bienvenue et s'articule au travail des communautés. Les filles et nièces de ses femmes prennent, plus ou moins timidement, le relais dans le CC. Car, les anciennes jouent plus un rôle d'expertes que de participantes, dans le sens où elles ne vont pas toujours aux réunions des jeudis mais elles assistent davantage

---

<sup>210</sup> *Asociación de Campesinos del Municipio Rángel* (Association des paysans de la municipalité Rángel).

<sup>211</sup> Voir notes 175 et 178.

<sup>212</sup> « *Los profesionales* » terme employé au Venezuela pour désigner les personnes qui ont obtenu un diplôme pour exercer leur métier.

aux assemblées mensuelles, pour valider ou refuser les projets proposés, et soutenir ou recadrer le travail des jeunes. Le CC hérite du leadership de trois sœurs qui ont chacune une « carrière politique » et une assise du pouvoir très différente. Au sein d'un seul CC et d'une même famille, suivre, m'entretenir et partager le quotidien avec ces trois sœurs me permettait d'accéder à trois manières très différentes de s'engager dans la communauté, trois situations familiales variées et trois rapports à la politique partisane parfois opposés. Certes, elles ont un niveau d'éducation un peu plus élevé que le reste des enquêtés<sup>213</sup>, mais j'ai vu dans le suivi de ce CC, de la vie de cette communauté et des trajectoires individuelles de ces femmes et des hommes qui les accompagnent, le moyen d'aborder différents profils de *luchadoras* (combattantes), leaders, et d'analyser différentes manières de mêler le féminin au pouvoir et la politique à la famille. Puis, la proximité me permettait aussi d'observer l'impact entre générations, notamment en analysant les similitudes et les différences entre la lutte des mères et des tantes et celle des nouvelles générations de femmes et d'hommes, dans le but de comprendre les effets de la politisation sans précédent que vit le pays, depuis 2002, dans les territoires quotidiens des participantes et des participants.

M'installer à Misintá m'a permis de retracer l'activité politique de la famille Parra et de ses femmes leaders, mais aussi de mieux saisir certains enjeux familiaux: comme la jalousie ou la compétition entre sœurs, les effets sur les enfants qui sont déjà des adultes et qui participent, soit de manière très différente d'elles soit en suivant les pas de leurs mères et de leurs tantes. Cela m'a aussi permis d'observer que cette famille contrôle le pouvoir politique depuis des générations. Il était donc important d'étudier ce que l'implantation des CC modifiait, ou ne modifiait pas, dans les rapports de pouvoir au sein de cette communauté. C'est en ayant accès à des voix dissidentes et critiques de cette situation que j'ai voulu interroger cette « main mise décisionnelle », ce capital symbolique que les Parra exerçaient sur la communauté qui, sans être autoritaire, limite ou contrôle bien souvent l'émancipation d'autres groupes ou d'autres personnalités.

Amanda, Ligia et Nidia que je présente ci-dessous, sont nées dans une famille de 13 enfants, 11 sœurs et 2 frères (dont un est décédé). Sur le terrain, j'ai pu aussi rencontrer l'aînée de tous, Berta, âgé de 65 ans, célibataire, et qui a élevé 2 enfants proches de la famille. Elle n'a fait que l'école primaire, elle a ensuite étudié seule à la maison. Elle a vécu un temps à

---

<sup>213</sup> Deux d'entre elles ont fait des études supérieures, Ligia a, elle, une formation de secrétaire.

Caracas et s'est engagée en tant que *guerrillera* de gauche dans les mouvements clandestins des années 60-70. Elle se présente à moi comme « le fil aîné » de la maison. Après la mort de leur père, c'est elle qui a pris en charge la ferme (*finca*) familiale en retournant à Mérida. Berta a hérité du statut de « conseiller de la communauté » de leur père. J'ai aussi rencontré, bien que moins intimement, Blanca Parra qui était venue rendre visite à la famille quelques jours, loin du centre de Caracas, où elle réside. Dans la famille, elle se fait appeler « la bête féroce » (*la fiera*) à cause de son caractère corsé et de son côté provocateur qui cherche constamment la confrontation. Elle a toujours réponse à tout. Elle travaille « dans le social », m'a-t-elle dit, sans me donner d'autres précisions. Elle est chaviste *hasta la médula* (chaviste jusqu'à la moelle –expression locale), elle vénère l'ancien président et milite activement dans le PSUV, au sein de son quartier. Elle a la quarantaine et n'a jamais pu avoir d'enfant. Elle vit avec son jeune compagnon (qui a la vingtaine) dans un petit appartement dans la zone populaire du centre de la capitale. Marlene Parra est aussi venue passer quelques jours au páramo, elle est proche de la soixantaine mais je ne connais pas son âge exact. Elle habite les Etats-Unis où elle s'est mariée avec un Américain. Cette artiste peintre est d'une douceur extrême, très poétique. Marlene tente de ne pas aborder la politique du pays avec ses sœurs puisqu'elle est la seule des sœurs rencontrées (6 au total) qui soit d'opposition. Le ton monte très vite lorsque les confrontations s'enflamment autour de cette question. Mais malgré les personnalités différentes et les positions partisans parfois radicalement opposées, la famille reste centrale pour toutes et le *páramo* aussi. Le rapport à cette terre natale, dont elles ont toutes hérité une partie, est fort et constituant, à la fois de leur place et de leur rôle au sein de la communauté mais aussi de celui qu'elles occupent respectivement dans la famille. Je n'ai pas pu rencontrer le seul frère habitant la communauté puisqu'elles sont toutes en conflit avec lui et que les propos à son égard étaient si virulents que j'ai senti qu'il ne s'agit pas d'un simple désaccord mais d'une blessure profonde qui était loin d'avoir cicatrisé. Par respect pour leur accueil mais aussi parce que je ne pouvais pas me permettre de mettre en danger ma place à Misintá, j'ai décidé d'accepter cette limite.

Nidia Parra a 50 ans et voulait étudier la sociologie à l'Université Centrale du Venezuela mais elle fut acceptée en Lettres Modernes et en fut diplômée. C'est après avoir fait le lycée au Etats-Unis (j'imagine qu'elle avait de la famille là-bas mais elle ne s'attardera pas sur ce point que je n'ai donc pas pu éclaircir) qu'elle est partie faire son cursus à l'UCV, accueillie par Berta à Caracas. Elle tombe enceinte de sa fille aînée, Nathaly, et elle retourne à Misintá où elle s'installe avec Berta, l'aînée –que les enfants considéreront plus tard comme leur mère

puis que Nidia n'était quasiment jamais à la maison. Elle poursuit ses recherches et une fois qu'elle achève son travail elle tombe enceinte de son dernier enfant, Luis David<sup>214</sup>. A ce moment là, elle me raconte pendant l'entretien que l'église dictait des ateliers d'alphabétisation à travers les Centres d'Education Populaire (CEP) qu'elle assimile aux CC, dans le sens où ils promouvaient l'auto-organisation des habitants. Elle s'y investit avec María Vicenta qui faisait partie de l'Union Vénézuélienne des Centres d'Education Populaire. Elle poursuit en ajoutant que les ONG cherchaient aussi à travailler avec les gens, en les aidant à s'autogérer, « j'ai appris beaucoup de choses de ces gens là » (*yo aprendí bastante de esa gente*). Tous ces petits groupes étaient rattachés au *Centro Campesino* (Centre Paysan) - qu'elle a aidé à construire par *cayapa*- où étaient dictés les ateliers et où se tenaient les grandes assemblées. Nidia a commencé à participer en 1985 dans ce cadre en tant que volontaire, et elle me raconte que le travail s'adressait beaucoup aux femmes car « à cette époque le machisme était très fort, on ne pouvait même pas se promener seule dans la rue parce que la maltraitance était très courante, les femmes avaient même peur de sortir »<sup>215</sup>. Elle a fait ce travail au porte à porte (*casa por casa*). Mais, certaines femmes ont eu le courage de participer, même si « on se faisait insulter », me dit Nidia. Elle avait créé une école clandestine chez elle pour alphabétiser les enfants. Pour stabiliser ses revenus, elle a postulé dans un lycée pour être enseignante. Elle me raconte que les hommes s'étaient chargés de la discréditer (*desprestigarla*), en affirmant qu'elle ne tenait pas de réunions avec les enfants mais un bordel chez elle : « pour eux, j'étais une bête bizarre »<sup>216</sup>. Elle a obtenu, en 1987 un poste dans au ministère de l'éducation mais le conflit avec les hommes se poursuivait, ils disaient qu'elle avait payé pour avoir son diplôme. Pour Nidia, ils ne concevaient pas qu'une femme puisse étudier (*prepararse*). Pendant ces années à Caracas, elle commence à militer pour la gauche à l'université, en secret, au sein du front *Bandera Roja*<sup>217</sup>. A son retour sur le *páramo* elle s'abstenait de le faire savoir publiquement « car l'église disait qu'être de gauche c'était servir le diable ». On lui a refusé des postes à cause des rumeurs sur ses tendances politiques, et c'est en faisant une grève de la faim qu'elle a médiatisée via le journal local *Frontera*, qu'elle a obtenu quelques heures de travail dans un lycée. Elle a participé à fonder le lycée nocturne agro-écologique (*liceo nocturno agroecológico*, proposant une formation

<sup>214</sup> Nathaly Parra, âgée de 27 ans et mère d'un garçon de 2 ans et Luis David Peña Parra, âgé de 25 ans et père d'une fille de 2 ans aussi habitent Misintá.

<sup>215</sup> « En esa época el machismo era muy fuerte, no podía una ni pasear por la calle porque el maltrato era corriente, las mujeres tenían hasta miedo de salir. »

<sup>216</sup> « yo para ellos era un bicho raro »

<sup>217</sup> « Drapeau rouge », ancien front *guerrillero* maxiste-léniniste révolutionnaire, actuellement parti politique de gauche, au Venezuela.

technique) où ont étudié un grand nombre de jeunes sans occupation. C'est là où travaille Edilma. En 1990, dans ce cadre de lutte partisane, politique et sociale, Nidia rencontre son compagnon actuel, Max García, engagé auprès de *Bandera Roja* aussi et au sein du *Centro campesino*, mais dans le domaine culturel puisqu'il est musicien. Lors de notre entretien, Max me dit que « c'est Nidia qui porte les testicules à la maison ». Nidia est *consejala* (membre élue de l'organe législatif de la mairie) de la municipalité Rángel depuis 2005, elle milite dans le PSUV et elle est ouvertement et très fièrement d'être chaviste. Elle représente une autorité politique reconnue et respectée puisqu'elle occupe un poste public et formel qui repose sur une trajectoire militante de 25 ans, engagée auprès des bases. Membre de droit du CC de Misintá, sa fonction est d'exercer le contrôle social (*contraloría social*) sur la structure. A la mairie, elle est au comité de travail chargé de l'environnement où elle promeut les potagers familiaux pour lutter contre les pesticides et pour développer l'idée de la souveraineté alimentaire. Cette leader a aussi été chargée des missions éducatives de la région, elle en assurait la coordination. Elle a également aidé à fonder l'Université Simón Rodríguez, créée sous les gouvernements Chávez au sein de la municipalité, afin d'éviter que les personnes soient obligées de se déplacer jusqu'à Mérida pour accéder aux études supérieures. Pour Nidia, l'accession de Chávez au pouvoir a permis de consolider des choses qui existaient depuis longtemps, mais *a puerta abierta* (sans devoir se cacher) et avec des ressources pour les faire aboutir.

Sa sœur, Amanda Parra, âgée de 52 ans et mère de 2 enfants, est mariée à Luis, un ancien militaire très engagé dans la communauté. Amanda a commencé sa participation en tant que secrétaire au comité d'arrosage des terres (*comité de riego*) de sa communauté, pendant 4 ans, et, par la suite, elle a été la première femme de l'histoire du comité à occuper le poste de présidente. Elle a exercé ce poste pendant 10 ans, une fois qu'elle est revenue s'installer dans ses terres après des études de géographie à l'UCV. Elle pense que son degré d'instruction a motivé les hommes à l'accepter, bien que cela ne l'ait pas épargnée du machisme local « ils faisaient des commentaires en ma présence en disant "les femmes ne savent rien de l'agriculture, elles ne maîtrisent pas ces choses là"... ils ne me voyaient pas comme une femme mais comme un autre membre du *comité de riego* qui s'en sortait très bien »<sup>218</sup>, me dit-elle. Elle me donne un autre exemple, en me racontant qu'une fois, lors d'une réunion, un monsieur intervient pour demander à ce que les hommes n'envoient plus les femmes pour les

---

<sup>218</sup> « *Hacían comentarios en mi presencia diciendo : las mujeres no saben nada de agricultura y esas cosas... Ellos no me veían como una mujer sino como otro miembro que se desenvolvía bastante bien. »*

représenter dans le comité puisqu'elles ne connaissaient rien aux semences et à l'agriculture, et que c'était « une affaire d'hommes » : elle en rigole. Amanda qui a des idées très affirmées, mais aussi la capacité de les véhiculer de la manière la plus douce possible, a demandé à cet homme, d'un ton calme, de se rendre compte qu'elle était une femme et que ce serait bien qu'il s'abstienne de faire ce type de commentaires machistes devant la présidente du comité. A ce moment là, elle raconte que l'homme a pris soudainement conscience de la situation et qu'il n'en revenait pas, en s'excusant immédiatement de l'avoir offensée, sous les rires de ses confrères. Elle s'y est engagée en tant que *socia* (associée) quand elle est devenue propriétaire terrienne, après le décès de leur père en 1992. *C'est le caracazo*, la plus grande révolte populaire que n'ait jamais connu le Venezuela, qui l'a poussée à retourner au *páramo* en 1990. Amanda est *vocera* d'agriculture au CC de Misintá. Elle représente davantage une autorité locale de par son implication dans les communautés, ancienne de plus de 20 ans maintenant. Elle a toujours conseillé les habitants dans le domaine de l'agriculture, ce qui n'était pas très commun, à l'époque, pour une femme. Ses compétences lui ont permis de gagner, progressivement, le respect de la communauté. A travers sa participation locale elle souhaite mettre à disposition de sa communauté, et du *páramo* en général, les connaissances qu'elle a acquises à l'université. Elle est chaviste mais ne milite que rarement.

A 60 ans, par son action locale Ligia Parra est une figure particulière. Elle a créé un personnage social « *la mujer de las nacientes* » (la femme des sources d'eau) qui bouleverse les codes traditionnels du féminin et du masculin<sup>219</sup>. Elle se permet de faire des blagues sur soi et sur les autres, sur son âge, de tenir des propos « suggestifs » ou de faire des compliments. Elle utilise l'humour comme porte d'entrée pour percer dans un milieu majoritairement masculin et pour exercer son autorité.

JBW : Quel âge as-tu ?

LP : J'ai 60 ans, j'ai 60 ans mais je dis « 18 ans et vierge ! » Parce que celui qui me demande l'âge dans la rue je lui donne un coup, entendu ? (rires).

JBW : Tu aimes travailler avec les hommes ?

---

<sup>219</sup> J'ai consacré un article à l'analyse précise du personnage social de Ligia Parra, *la mujer de las nacientes*, et de son action communautaire et politique : J. Brandler-Weinreb, « Au delà des représentations de genre : féminité et pouvoir social dans les Conseils Communaux au Venezuela », *L'Homme. Europäische Zeitschrift für feministische Geschichtswissenschaft (L'Homme. European Journal of Feminist History)*, n°1 : « Spektakel, Inszenierung » (version en allemand), pp. 119-126, 2012. Sur sa construction en tant que sujet politique voir chapitre 6, 6.2. L'acquisition d'une surface sociale solide. Sur le bouleversement des codes de genre que produit *la mujer de las nacientes*, voir chapitre 8.



LP : Je suis très mateuse (*buseadora*) d'hommes (rires), ils me plaisent, j'aime regarder leurs factions, les observer quoi.<sup>220</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC de Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

Montée sur son cheval, suivie de nombreux hommes et de quelques femmes qui l'accompagnent à pied, *la mujer de las nacientes* endosse un rôle qu'elle s'est donnée et que les autres ont ratifié. Elle est commissaire de l'environnement du *comité de riego* mais aussi au sein du CC de Misintá, en plus de présider l'ACAR. L'action locale qu'entreprend Ligia consiste à intervenir auprès des communautés de la municipalité (bien qu'elle se mobilise parfois au niveau national et, depuis peu, latino-américain), pour les sensibiliser à la question de la sécheresse et de l'usage des terres dans la région. Elle organise une journée de récupération et de *resguardo* (préservation) avec les hommes de la communauté en question. Il s'agit de monter à pieds, à plus de 3000 m. d'altitude, de longues tiges en bois et du fil de fer pour protéger la zone touchée qui peut faire des centaines de mètres. Là où l'eau jaillit le plus, des plantes autochtones<sup>221</sup> sont semées pour permettre la reforestation du lieu et produire d'autres sources d'eau. Avant de réaliser ce travail avec les hommes, la « femme des sources d'eau » demande de prendre quelques minutes pour remercier la terre et la nature, rappelant aussi que l'être humain n'est qu'un maillon de la chaîne de la vie. Les offrandes, inspirées de rituels ancestraux locaux, incluent le port de fleurs et le fait que les participants se prennent la main pour célébrer et remercier « le ventre mère qui nous donne la vie et qui nous voit naître »<sup>222</sup>. Les hommes s'y plient, même si Ligia reconnaît que « certains l'ont fait de mauvaise volonté, d'autres l'ont fait avec respect, mais l'homme est très machiste ! »<sup>223</sup>.

---

<sup>220</sup> JBW : *Cuántos años tienes tú Ligia ? LP: Yo tengo 60 años, yo tengo 60 años pero yo digo que son "18 y virgen!" Porque el que me pregunta la edad en la calle le doy un carajazo, oyó! (risas). JBW: Te gusta trabajar con los hombres? LP: Yo soy muy buseadora de lo hombres (risas), me gustan, me gusta mirarles sus facciones, observarlos pues.*

<sup>221</sup> Telles le *Coloraito*, le *Fralejón*, le *Huesito* ou encore le *Nikitao*, entre tant d'autres (certaines plantes sont communes aux différents *páramos* latino-américains). Grâce au travail de Ligia et des agriculteurs de Rángel, un dictionnaire de plantes autochtones de la cordillère vénézuélienne est en train d'être élaboré avec l'Université des Andes. De même, un jardin botanique verra bientôt le jour sur les hauteurs de l'Etat de Mérida pour que les futurs botanistes du pays, mais pas uniquement, connaissent la flore du páramo autrement que dans les livres et participe à sa préservation. J'ai pu participer à une réunion où il était question de choisir le futur logo du jardin, à travers le concours organisé, à cet effet, par le Jardin botanique de la ville de Mérida.

<sup>222</sup> « *el vientre madre que nos da la vida y que nos ve nacer* ».

<sup>223</sup> « *unos lo hicieron de mala gana, otros lo hicieron con respeto pero el hombre es muy machista!* ».



**Photo 11.** Anniversaire du premier gisement d'eau récupéré par Ligia « el aguïta de la virgen », 2010.

**Photo 12.** Offrande réalisée par Ligia Parra, 2010.

Dans son action locale, Ligia éduque les hommes à la préservation, en transformant leur rapport à la nature. « Elle a rendu l'eau aux agriculteurs de la municipalité de Rángel », disent-ils. Mère de 5 hommes, Ligia s'affirme comme femme créatrice et fertile, jouant de son autoritarisme maternel. Elle tient un discours essentialiste qui conforte les représentations traditionnelles de genre –pour mieux les transgresser- ce qui permet de comprendre que les hommes la laisse militer à leur côté et parfois même à leur place<sup>224</sup>.

« La femme des sources d'eau » ne passe pas inaperçue et cela est voulu. En se préparant, le matin, elle me dit qu'il est important de dégager une bonne énergie, d'avoir une bonne image pour motiver les autres autour à faire de même, à prendre soin d'eux et d'elles, à faire attention à leur apparence. Elle fonde un système qui bouleverse les codes traditionnels de genre dans l'action, entre autres à travers le visuel. Ligia a des cheveux très courts, teints d'un rouge éclatant, une longue natte qui tombe sur ses épaules, garnie d'amulettes porte-bonheur diverses, dans les Andes vénézuéliens où la majorité des femmes ont les cheveux naturels.

<sup>224</sup> Ce point rejoint la réflexion que je développe autour de cette question dans le chapitre 6 : Maternité politique et pouvoir populaire : les femmes en action.



**Photo 13.** Ligia Parra participe au *comité de riego* de Mistique, 2010.

Ligia Parra parle fort, avec un accent *maracucho* (de Maracaïbo), même si elle imite très bien le *gocho*<sup>225</sup>. Elle s'adresse directement à ses interlocuteurs et interlocutrices, en les regardant droit dans les yeux, avec respect et autorité, comme elle le fait, ci-dessus, lors de son intervention au *comité de riego* de Mistique, sous la demande de María Vicenta et de la communauté. En tant que femme leader, *la mujer de las nacientes* ne peut se montrer fragile, ni douteuse. Mais, avant d'imposer ce ton elle ne manque pas de délivrer quelques vers écrits le matin, ou la veille, adressés à la Montagne ou aux hommes *parameros*<sup>226</sup>. Dès que nous partons de chez elle, que ce soit à pied, en profitant du covoiturage (*la cola*) d'un voisin ou d'une voisine ou en taxi quand les temps sont favorables, tout le monde s'adresse à elle. Ligia fait des compliments autour d'elle, parfois se permettant même quelques vulgarités qui pimentent son quotidien et celui de son entourage, plus ou moins proche. L'action politique locale et le personnage social de cette sexagénaire apportent du nouveau aux mêmes réunions qui se tiennent depuis 60 ans, aux 3200 hommes avec lesquels elle se bat pour la récupération des sources d'eau, dans sa communauté : « Il y a une chose toujours plus différente (*sic*) dans les réunions, il y a un poème, il y a des rires, il y a des blagues, alors, à eux (aux hommes), ça leur plaît, ça ».

Mais, le succès de *la mujer de las nacientes* est ancré dans des contextes qui lui sont favorables. Ligia Parra n'appartient pas à n'importe quelle famille. Elle est fille du cacique Chuy Parra « oui, parce que papa était un homme qui était architecte, qui était avocat, qui était

<sup>225</sup> Terme qui désigne l'accent des Andins du pays.

<sup>226</sup> Hommes du *páramo*. Un de ses premiers poèmes « *El Gran Varón* » est dédié à l'homme *paramero*. *Varón* est un terme hispanophone dont la signification se situerait entre l'homme et le mâle, désignant alors un homme qui s'affirme et s'impose. Un homonyme existe pour les femmes, *mujerón*. Voir le poème en annexes.

ingénieur, qui était médecin, qui était *jodido* (mauvais caractère) », me dit-elle en riant. Puis, elle est l'une des aînées des 11 sœurs et de 2 frères, « pendant que les autres tricotaient j'étais perchée sur les arbres, embêtant la vie de tout le monde... ». Pour son père, Ligia était la folle, peu féminine, « Pour lui, c'était une disgrâce d'avoir 11 filles, femmes ! Alors, lui, ce qu'il a adopté c'est une attitude forrrte [elle imite son père] : “vous servez ou vous servez !” », me dit-elle. La culture participative du père et son exigence vis-à-vis des filles peuvent expliquer, en partie, que les sœurs soient nombreuses à être activement impliquées dans les affaires de la communauté. A 17 ans, elle quitte son *páramo* pour s'installer avec son ex mari dans ses terres natales, à Maracaibo, la ville au climat le plus chaud du pays. En 1998, 33 ans plus tard, Ligia décide de « rentrer chez elle » et, quelque part, de se réinventer. Elle a affronté ses enfants, déjà adultes, qui ont finalement accepté sa séparation avec leur père et de la laisser poursuivre son chemin, retrouver ses terres. Son statut de *retornada*<sup>227</sup> lui confère une situation privilégiée, dans la mesure où elle est respectée en tant qu'autochtone mais peut se revendiquer d'ailleurs quand cela l'arrange.

*La mujer de las nacientes* bénéficie également d'un contexte national de démocratie participative et d'une situation globale qui sont favorables à son émergence. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Hugo Chávez en 1999, le Venezuela propulse la revalorisation symbolique et l'intégration des exclus du système politique par les structures de participation locales, tels que les Conseils Communaux (2006) ou encore les -déjà dépassés- Conseils Locaux de Planification Publique (2002). Erigée en municipalité « pilote », Rángel est le berceau d'un système de coopération à échelles multiples qui permet à Ligia, et à d'autres leaders communautaires de la région, de représenter leur communauté dans le programme présidentiel dominical « *Aló Presidente* ». La municipalité Rángel « recycle » son savoir-faire sous le gouvernement Chávez. Ligia Parra bénéficie d'une reconnaissance institutionnelle importante qui s'explique par un contexte -international, national et local- favorable à la réussite d'une telle trajectoire. *La mujer de las nacientes* est érigée en modèle, ce qui lui a permis de rencontrer le président du pays en 2010. Elle est sollicitée comme experte par les écoles et les universités, pour donner des conférences et réaliser des sorties ou des ateliers de formation destinés aux écoliers ainsi qu'aux futurs diplômés. Ligia représente davantage une autorité morale que ses sœurs. Elle est très proche des leaders du CC de Mistequé<sup>228</sup> et est

---

<sup>227</sup> Expression qui désigne les personnes qui retournent aux terres d'origine.

<sup>228</sup> María Vicenta, Ligia et Nidia se considèrent comme « sœurs » même si, sans l'admettre, elles se disputent le pouvoir et la reconnaissance des communautés, de leurs familles et des institutions.

aussi connectée avec la *junta parroquial* de Cacute casco. Ligia est connue et respectée de tous dans la municipalité même si son extravagance interpelle et fait parler d'elle.

### **3.2. Pouvoir populaire ou la construction des « autogouvernements communautaires »**

#### **CC dès 2009 : sectarisme partisan officiel, pluralisme pragmatique dans les faits**

En allant à une réunion du CLPPV avec Alicia et Nancy, nous percevons une affiche et des panneaux sur la place Bolivar de Valencia où figurent le président Chávez, la main sur l'épaule du gouverneur de l'état de Carabobo qui est du bord politique chaviste (alors que Paco Cabrera, le maire de Valencia, capitale de l'état, était d'opposition). L'image s'accompagne de la phrase « Conseils Communaux, vers les 10 millions »<sup>229</sup>. Cette année, la campagne présidentielle gouvernementale utilisait le leitmotiv : « il nous faut 10 millions de votes pour gagner cette élection ». Alors, si les CLPP avait été créés pour favoriser la citoyenneté active et la participation citoyenne, l'autonomisation des Conseils Communaux – qui a finalement provoqué une atomisation de la participation par sa micro-localisation – était clairement destinée à soutenir le gouvernement en vigueur et son projet politique.

C'est dans l'article 6 de la loi des CLPP (2002) que les CC avaient fait leur première apparition : « les membres du Conseil Local de Planification Publique seront obligés de mener à bien leurs fonctions, en bénéfice des intérêts collectifs, en maintenant un lien permanent avec les réseaux des Conseils Parroissiaux et Communaux, en prenant en compte leurs opinions et suggestions, en leur fournissant l'information relative aux activités du Conseil Local de Planification Publique »<sup>230</sup>. Ancienne composante des CLPP, les CC sont rendus autonomes légalement en période de pré-élection présidentielle<sup>231</sup>, bénéficiant désormais d'un cadre légal propre à ce type d'organisation communautaire : la loi des

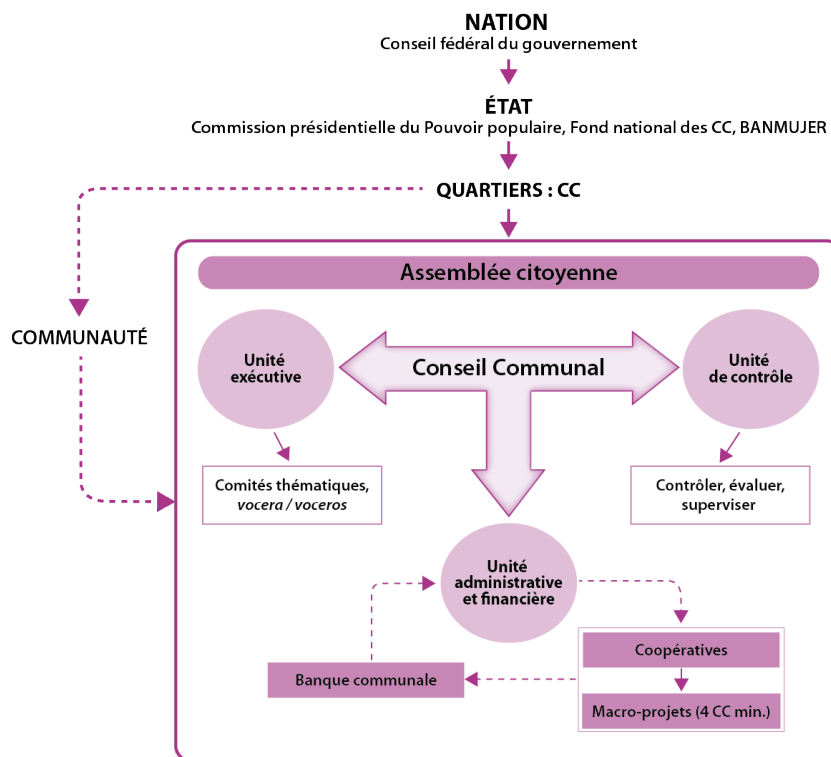
---

<sup>229</sup> « *Consejos Comunes rumbo a los diez millones.* »

<sup>230</sup> « *Los miembros del Consejo Local de Planificación Pública estarán obligados a cumplir con sus funciones, en beneficio de los intereses colectivos, mantendrá una vinculación permanente con las redes de los consejos parroquiales y comunales, atendiendo sus opiniones y sugerencias, y prestará información oportunamente, de las actividades del Consejo Local de Planificación Pública.* », Loi des Conseils Locaux de Planification Publique, *op. cit.*, article 6.

<sup>231</sup> Mais, c'est à partir de 2009 que les acteurs et actrices se les sont appropriés, dans les faits.

Conseils Communaux, promulguée en 2006<sup>232</sup>. Cette structure étatique de participation locale devient alors légalement indépendante des CLPP, de la mairie et des paroisses, et s'installe dans les quartiers. Tel que l'indique la figure n°2, ci-après, les CC s'organisent désormais autour de trois entités : « l'unité exécutive » qui est constituée par les différents comités thématiques de travail que prennent en charge les *voceras/voceros*<sup>233</sup> ; « l'unité de contrôle » qui est chargée d'évaluer, de suivre et, comme son nom l'indique, de contrôler le bon fonctionnement du CC ainsi que le bon déroulement des projets décidés en assemblée citoyenne ; puis « l'unité administrative et financière » qui est composée de cinq habitants de la communauté, élus par l'assemblée citoyenne pour administrer les ressources du CC à travers la banque communale qui détient les fonds<sup>234</sup>. Les banques communales sont désormais financées par l'Exécutif, les ministères et autres institutions concernées. Les ressources sont utilisées pour l'exécution des projets élaborés par les Conseils Communaux.



**Figure 2.** Structure du CC, 2009 (conception propre, réalisation : Olivier Tourame).

<sup>232</sup> Loi des Conseils Communaux, gazette officielle n° 5.806, 10-4-2006 ; puis, trois ans plus tard une nouvelle loi rattache les CC à la Constitution du pays : Loi Organique des Conseils Communaux (LOCC), gazette officielle n° 39.335, 28-12-2009.

<sup>233</sup> Tel qu'il est possible de le voir dans le formulaire joint en annexes, ces comités s'organisent autour de diverses thématiques traitées par les CC, telles que (la liste n'est pas exhaustive): alimentation, eau, éducation/culture et formation citoyenne, famille et égalité de genre, gaz et énergie, gestion des terres, logement, moyens alternatifs de communication, personnes handicapées, protection des enfants et adolescents, santé, sécurité et sports.

<sup>234</sup> Loi Organique des Conseils Communaux (LOCC), *ibidem*. Pour plus de détail sur la composition et les fonctions des trois unités, voir : les articles 27/28/29 pour « l'unité exécutive » ; les articles 30/31/32 pour « l'unité administrative et financière » ; et les articles 33 et 34 pour « l'unité de contrôle social ».

Comme nous le voyons sur le schéma ci-dessus, la banque communale s'occupe de la gestion financière des coopératives du CC. Puisque, sous la nouvelle configuration légale, les CC sont gestionnaires de fonds publics, les membres de l'unité financière endossent les responsabilités propres à un fonctionnaire public : responsabilité pénale et administrative et obligation de présenter une déclaration sur l'honneur de leur patrimoine devant la commission nationale présidentielle du « pouvoir populaire ». A travers cette commission, désignée par le président de la République, les CC établissent un lien direct avec l'Exécutif national. Ainsi, les intermédiaires entre l'Etat et le peuple sont supprimés. En 2006, 3,2 milliards Bs.F. du budget national avaient été destinés aux CC, contre 2,1 milliards en 2007 et, à nouveau, 3,2 milliards en 2008 pour développer plus de 8.800 projets déposés par les CC<sup>235</sup>. D'après FUNDACOMUNAL<sup>236</sup>, entité chargée de promouvoir et de favoriser le pouvoir des communautés, appelé désormais le « pouvoir communal », dès mars 2008, 36.812 Conseils Communaux s'étaient constitués au Venezuela<sup>237</sup>. Tel que l'affirme le sociologue vénézuélien Jesús Machado, les Conseils Communaux deviennent l'organisation fondamentalement populaire la plus répandue et avec le plus grand nombre de membres dans le Venezuela contemporain. Ces dispositifs prennent en charge à la fois les questions propres aux communautés dans lesquelles ils s'implantent (allant de la réparation d'une rue jusqu'à la construction d'une maison communale ou l'installation d'une connexion téléphonique ou d'un réseau Internet), mais ils permettent aussi le développement de projets de plus grande envergure (*proyectos mancomunados*) qui bénéficient plusieurs communautés, comme la création d'une école ou d'un centre de santé. Enfin, à travers ces dispositifs les communautés peuvent également décider d'adapter la législation nationale aux spécificités locales en signalant les modifications aux ministères concernés. Les communautés ne sont donc pas uniquement en demande de solutions à leurs problèmes, elles s'organisent pour apporter une réponse à ces derniers.

D'une part, les nouveaux CC ont favorisé la mobilisation des partisans d'Hugo Chávez<sup>238</sup> puisque les conditions matérielles de vie des classes pauvres et populaires se sont améliorées

---

<sup>235</sup> J. E. Machado M., « Participación social y Consejos Comunales en Venezuela », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, Vol. 15, n°1, Caracas, (enero-abril) 2009, pp. 173-185, p.180 (équivalent, au change officiel, des budgets annuels en dollars : 1.488.372.093 \$ en 2006, 976.744.186 \$ en 2007 et 1.488.372.093 \$ en 2008).

<sup>236</sup> *Fundación para el Desarrollo y Promoción del Poder Comunal*

<sup>237</sup> J. E. Machado M., *ibidem*, p.179.

<sup>238</sup> A différencier de leur confiance vis-à-vis du gouvernement en place. Cela se confirme après sa mort, avec la ré-émergence d'une bipolarisation partisane qui tendait à se tripolariser dès 2007 mais aussi avec la difficile réélection de Nicolas Maduro

sous ses gouvernements et que celles-ci s'identifiaient, majoritairement, à l'*outsider* au pouvoir qu'il était. De nombreux hommes et femmes se sont alphabétisés avec les missions éducatives<sup>239</sup>, et l'accès aux services de première nécessité se généralisait plus chaque jour. Encore aujourd'hui, ce président représente pour beaucoup de femmes le second libérateur (*libertador*) du pays après Simón Bolívar, mais encore un fils, un amant, un père, un parent. Pour elles, ce président « accessible et qui nous ressemble », pour reprendre des termes récurrents, était considéré comme quelqu'un de proche et, après sa mort, assimilé à un saint. Chez ses partisans, les représentations qui ressortent le plus sont celles d'un guide et d'un guerrier puisqu'il a provoqué un réveil des consciences politiques, mais surtout parce que son gouvernement a reconnu, par le haut, la mobilisation et la politisation par le bas, des classes populaires et des femmes en particulier. Cet horizon des possibles s'est élargi pragmatiquement avec les nouveaux Conseils Communaux, nés dans le cadre du Pouvoir Populaire, transversal à l'ensemble des politiques publiques, décrété comme priorité nationale dès 2008. Ce sixième pouvoir national<sup>240</sup> se donne pour objectif d'impulser le prétendu mouvement de décentralisation de la participation et celui de déconcentration du pouvoir.

Carmen Rivero de Oliveros, 47 ans, mère de 3 enfants, habitante du *barrio* Las Palmitas, bénéficie d'un micro-crédit de la Banque de la Femme (BANMUJER) à travers son implication dans le CC du secteur 23. Cette fervente adepte du chavisme et de « son » président, ancienne militante du Parti Communiste et actuellement engagée dans le PSUV a débuté en tant que volontaire en 2003 au sein d'une mission éducative, et me dit, en 2009 : « Imagine-toi, je suis femme au foyer, je facilite le développement de la [mission] Robinson, j'ai avec une cantine populaire [150 couverts, chez elle] et en plus la nuit j'étudie, je veux dire ça c'est un changement ! »<sup>241</sup>. Donc, le refuge non partisan s'est transformé en champ de bataille pro révolutionnaire. Cette femme était en 2010 étudiante, en second semestre d'études juridiques dans la mission Sucre (d'études supérieures), alors qu'elle a terminé l'école primaire en 2004 avec la mission Robinson. Une de ses collègues qui arrive en fin d'entretien me dit que maintenant elles, les femmes, constituent le lien entre les communautés et les

---

en avril 2013, dauphin désigné en décembre 2012 par le *comandante* avant son départ à Cuba pour la dernière opération du cancer qui a provoqué sa mort le 5 mars 2013.

<sup>239</sup> Depuis 2003, la *misión Robinson I.* aurait permis l'alphabétisation de plus de 1.482.543 personnes. Source : *Logros de la Revolución Bolivariana*, op. cit., p. 21. Par ailleurs, en 2011 le secteur de l'éducation représentait 6,1% du PIB alors qu'il s'élevait à 3,9% en 1999. *Informe nacional de Venezuela*, División de Asuntos de Género de la CEPAL (camino a Beijing 20), CEPAL, 15-05-2014, pp. 1-35, p. 8.

<sup>240</sup> Aux côtés des trois pouvoirs traditionnels que sont l'exécutif, le juridique et le législatif et des deux autres instaurés sous les gouvernements Chávez : le pouvoir citoyen et moral, et le pouvoir électoral.

<sup>241</sup> « *Imaginate, soy ama de casa, facilitadora de Robinson, ayudo con el comedor popular y además en la noche estudio, osea esto es un cambio !* »



institutions. Quand je demande les raisons motivant leur participation elle répond, comme si elle parlait au nom de toutes les femmes qui se reconnaissent chavistes :

« Le président nous a pris en compte quotidiennement, au jour le jour, sans racisme ; peu importe si tu es blanc, noir, riche ou pauvre, du troisième âge ou pas (...). Ce qu'on aime du président c'est qu'on est en train d'apprendre. Il a apporté beaucoup de réponses à tout : nous avons les CDI [Centre de Diagnostic Intégral], les MERCALes [MERCAL : supermarchés à prix régulés], les missions... »<sup>242</sup>

**Idalide Arantias**, 55 ans, chaviste, commission d'idéologie politique du CC et travail dans le Centre Civique Communal Las Palmitas, 2 enfants, célibataire, 2009.

Mais, d'autre part, la nouvelle approche de la participation que représentaient les CC déjà en 2006 (approfondie et radicalisée dans la loi de 2009) a également produit une démobilisation - en termes de participation formelle - chez beaucoup de femmes qui ne sont pas exclusivement d'opposition-. Celles qui s'identifient à l'opposition, majoritaires sur Valencia<sup>243</sup>, ont dans un premier temps réévalué leur engagement. L'amalgame entre les CC et Chávez est un premier facteur explicatif du phénomène, bien que celle-ci fut davantage légale que pratique. Avec les CC, le gouvernement quitte le registre de la co-responsabilité pour adopter celui de l'autogestion des communautés et de la « construction d'un Etat socialiste »<sup>244</sup>. Légalement non pluralistes, les nouveaux CC promulgués vont contre la Constitution votée en 1999, par le peuple, et contre le travail d'inclusion que réalisaient les femmes depuis 2002 au sein des CLPP. La mobilisation partisane affirmée des classes populaires, sur-représentées par les femmes, navigue entre l'amour et l'admiration vis-à-vis du président, et la haine et la colère qu'il a aussi fait naître chez les participants de l'opposition. Si pour les partisans, Chávez était un proche, les opposants l'assimilaient à un *clown* « qui ne respectait pas les codes d'un président de la République », à un « singe qui leur faisait honte » quand tout à coup il se mettait à chanter en plein milieu d'un sommet politique. Pour les adhérents à ce bord politique, c'était aussi un dictateur qui veillait davantage au bien-être d'autres Nations, comme Cuba qui était souvent citée, alors que le pétrole ou l'argent qui leur parvenait « devait rester au Venezuela qui en a bien besoin ».

---

<sup>242</sup> « *El presidente nos ha tomado en cuenta cotidianamente, en el día a día, sin racismo, no importa si tu eres blanco o negro, rico o pobre, tercera edad o no (...) lo que nos gusta del presidente es que estamos aprendiendo. El ha dado muchas respuestas para todo : tenemos CDI, los MERCALes, las misiones...* »

<sup>243</sup> A l'inverse de ce qui se produit sur les zones rurales Negro Primero et le páramo de Mérida.

<sup>244</sup> Loi Organique des Conseils Communaux (LOCC), gazette officielle n° 39.335, 28-12-2009.

Le deuxième facteur concerne les nouvelles modalités de participation. Les mécanismes semblaient peser trop lourdement dans le quotidien et sur leur engagement: « Oui, maintenant les CC reçoivent directement les ressources, mais tu vas devoir faire avec une cinquantaine de personnes pour décider comment les utiliser, suppléants inclus, imagine ! Les CC ont une partie politique, il va y avoir une police communale. Au final ils vont copier le style de la structure cubaine »<sup>245</sup>, me dit Alicia. D'autres, comme *la señora* Irene, était dans cette même situation. Mais, quelle ne fut pas ma surprise quand, en 2009, elles semblaient déterminées à se désinvestir alors qu'en 2010 les voilà presque toutes insérées dans la structure des CC, cherchant la manière de reprendre l'engagement sans devoir se plier au bord politique *rojo rojito* (rouge, bien rouge) qui les impulse. Rappelons que le biais partisan n'a pas été le seul motif qui a démobilisé les femmes, pendant un temps. La nouvelle structure prévoit une responsabilité pénale pour les personnes en charge des banques communales destinées à gérer les ressources des CC. Puis, comme le dit Alicia, il ne s'agit plus de se réunir en dehors du quartier, entre *voceras* et *voceros* (porte paroles). Il s'agit, et cela est vrai surtout depuis 2009, de confronter chacune des discussions touchant le CC de la communauté à une assemblée de quartier qui peut être composée de 20 à 60 personnes, selon les secteurs habités alors que, sous les CLPP, le nombre n'était spécifié. Quand l'espace et le territoire de la participation se resserrent, les rapports s'imbriquent et la proximité complique la gestion collective des ressources allouées, mais aussi celle des liens existant à un niveau où la vie publique et la vie privée prennent la forme d'un seul territoire quotidien, désormais institutionnalisé.

### **De la Cité au foyer : CC et micro-localisation de la participation**

Par la micro-localisation et la micro-territorialisation de la politique, et plus précisément de la politique de la participation au Venezuela depuis 2009, l'autorité informelle des femmes se transforme en pouvoir reconnu car formalisé. Il devient visible et institutionnalisé. Ainsi, décroiser la politique et l'espace considéré comme public permet l'émergence du pouvoir des femmes comme autorités compétentes des nouveaux territoires investis par la politique nationale<sup>246</sup>. Dans la loi organique des CC de 2009, d'autres fonctions que celles liées à la gestion des affaires publiques sont rendues explicites. Elles sont davantage morales, sociales

---

<sup>245</sup> « Si ahora reciben directamente los recursos pero vas a tener que lidiar con unas cincuenta personas para decidir que hacer con ellos, suplentes incluidos, imagínate ! Los CC tienen una parte política, va a haber una policía comunal, van a copiar el estilo de la estructura cubana. »

<sup>246</sup> Ce point est l'objet du chapitre 6. Maternité politique et pouvoir populaire : les femmes en action.

et politiques et vont au delà de la réparation des rues et de la construction d'une école. Des projets de micro sociétés s'établissent puisque ces structures auraient pour fonction « de construire un nouveau modèle de société socialiste ». Les CC sont souvent assimilés par les participantes et les participants, ainsi que par les institutions chargées de favoriser leur développement –comme FUNDACOMUNAL–, à des conseils familiaux où la famille devient l'institution qui relie le gouvernement national à la structure de participation. Effectivement, ces structures se forment autour d'un nombre précis de familles et non pas d'un nombre d'individus (200 à 400 en milieu urbain, 10 à 20 en milieu rural). Cette politique se définit à partir de l'expérience et parle le langage dans lequel s'expriment les femmes en politique<sup>247</sup>. Vu le rôle qu'elles occupent dans le foyer, elles sont plus sensibilisées aux problèmes de la communauté car elles les vivent « dans leur propre chair » (*en carne propia*) :

« Je pense que les femmes sentent plus les problèmes que les hommes parce qu'elles souffrent plus des conséquences, quand son fils marche dans une flaque, quand un égout est bouché, quand il n'existe pas de passerelle pour les piétons... parce que peut-être que l'homme il ne fait pas attention, ou il a une voiture, et celle qui n'en a pas c'est la femme. La femme, elle, les sent plus « dans sa propre chaire » et elle veut améliorer les conditions [de vie] alors que l'homme rentre tard la nuit et il ne s'en rend même pas compte. »<sup>248</sup>

**Alicia Plaza**, 43 ans, opposante au régime, ex membre de la commission sociale du CLPP et membre du CC Parque Valencia, 2006.

En effet, lorsque survient une coupure d'eau elles passent leur journée à en collecter, lorsque les éboueurs ne passent pas elles consacrent plus de temps aux tâches domestiques puisque les chiens ne tardent pas à fouiller les sacs d'ordures en salissant l'entrée de la maison et la rue, et si les enfants n'ont pas de parc où jouer elles doivent les garder. Le rapport qu'entretiennent

---

<sup>247</sup> J. Freedman explique que, structurellement, les femmes sont absentes des instances décisionnelles en raison d'une socialisation qui ne les prépare pas à l'engagement politique. Puisqu'elles sont chargées du travail domestique, de la garde des enfants, des personnes du troisième âge et des malades (famille ou proches), la situation fait qu'elles n'ont pas de temps à consacrer à la politique. Au vu du fonctionnement des partis politiques et des préjugés de l'électorat, les femmes sont exclues implicitement des espaces politiques. Mais l'auteure défend l'idée que « l'image corporelle reste plus au cœur des représentations des femmes [politiques] que de celles des hommes [politiques] » (p.80). Selon elle, même dans ce qui est considéré comme espace public, l'image du corps féminin reste privatisée car associée soit à la sexualité, soit à la maternité. Voir : J. Freedman, *Femmes politiques : mythes et symboles*, Paris, Ed. L'Harmattan, Collection Logiques politiques, 1997.

<sup>248</sup> « Yo pienso que las mujeres sienten más los problemas que los hombres porque sufren más las consecuencias, les duele más que su hijo pase por un charco, de que haya una cluaca que está dañada, que no haya una pasarela peatonal... porque de repente pues el hombre no le presta atención o tiene carro y entonces la que no tiene carro es la mujer. Entonces la mujer como que siente más en carne propia y quiere mejorar sus condiciones y en cambio el hombre llega de noche y ni siquiera se da cuenta de eso. »

les participantes à la communauté est très fort, il est fusionnel : « je la sens à moi et lorsqu'elle est à toi c'est comme si c'était une extension de ta maison, de ton foyer »<sup>249</sup>, m'explique Alicia. Dans cette citation, mobilisée dans un dépliant distribué par le gouvernement de Mérida pour promouvoir les Conseils Communaux, Hugo Chávez emprunte le registre corporel pour incarner l'idée de pouvoir populaire et de société en construction : « Les Conseils Communaux sont l'embryon de la nouvelle société que nous sommes en train de construire »<sup>250</sup>. Les CC articulent toutes les organisations qui font la vie dans la communauté<sup>251</sup>. Ils permettent une redéfinition, par les habitantes et les habitants, des territoires géographiques en « territoires sociaux », appelés « communautés ». Se mélangent alors l'affectif et les relations interpersonnelles dans la constitution d'une communauté de sens, les « auto-gouvernements communautaires ». Participer à la définition et à la délimitation de la communauté permet de prendre conscience de ce qu'implique son occupation. Le territoire est repensé et délimité en espaces plus adéquats à la participation populaire, les « micro-unités de voisinage » où la communauté doit « prendre du pouvoir (*empoderarse*), s'organiser et gouverner », tel que l'indique la loi de 2009<sup>252</sup>. Je demande à Ligia, qui s'implique depuis plus de 20 ans dans les affaires des communautés qu'elle a pu habiter, si elle pense que l'arrivée des Conseils Communaux ont changé quelque chose à la participation, ce à quoi elle répond :

« Oui, bien sûr. Ça c'est un pouvoir, un pouvoir pour le peuple, *mi amor*. (...) Ici on a demandé des crédits et on a eu, par le CC, un tracteur, un camion, de l'argent pour les plus pauvres qui n'ont pas une maison. Nous avons aidé à construire les maisons, ça c'est un pouvoir, *mamita*. Ecoute, chose sacrée c'est les Conseils Communaux ! »<sup>253</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC de Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

---

<sup>249</sup> « *yo la siento como mía y al ser es tuya es como que fuera una extension de tu casa, de tu hogar* »

<sup>250</sup> Voir document en annexes.

<sup>251</sup> Loi Organique des Conseils Communaux (LOCC), gazette officielle n° 39.335, 28-12-2009.

<sup>252</sup> Les communautés s'auto-définissent et la loi exige qu'elles réalisent un croquis de celle-ci en assemblée citoyenne et qu'elles l'insèrent dans les archives du CC. Lorsqu'ils sont réalisés, ces croquis offrent un accès aux représentations visuelles et symboliques de la territorialisation de l'espace habité. Voir en annexes le croquis du CC de Cacute *casco*.

<sup>253</sup> « *Si, como no. Eso es un poder, un poder pal pueblo mi amor. (...) Aquí hemos optado credits, aquí hemos tenido, por el CC, un tractor, un camión, dinero pa los más pobres que no tienen una casa. Nosotros hemos ayudado a hacer las casas, ese es un poder mamita. Mire, cosa sagrada es los Consejos Comunales.* »

A travers la gestion collective des ressources, l'Etat cherche à renforcer les capacités d'auto-organisation des communautés. L'enjeu est multidimensionnel puisque se joue l'appartenance au groupe, à la communauté, à la famille, mais souvent aussi le salaire, car certains travaillent dans les coopératives qu'accueillent les CC ou obtiennent un micro-crédit grâce à leur implication. L'enjeu est bien plus pesant et prenant qu'une question de différences partisans ou de remboursement de crédit<sup>254</sup>. Le capital social et symbolique<sup>255</sup>, le prestige et la reconnaissance des autres sont au cœur de la participation. Dans leurs récits, les participantes établissent une différence entre les « coûts » qu'entraînent la politique réalisée par le haut et celle qui s'effectue par le bas. Les répercussions sont moins directes lorsqu'il s'agit de planifier, de valider ou de reporter un projet, dans un bureau, que lorsque les dirigeantes doivent faire face à une assemblée citoyenne, composée d'habitants, de voisins, d'amis, de collègues, de parents proches ou éloignés, mais aussi d'opposants et de rivaux à l'affût d'erreurs leur permettant de les discréditer voire de les inculper. Dans ces structures, il s'agit de préserver sa « face »<sup>256</sup> et celle de ses partenaires, mais la tâche s'avère complexe lorsque la scène et les coulisses se confondent dans cet « entre privé-public » que forment les CC. « Penser que les secteurs de la population qui ne sont pas liés aux institutions politiques sont dépourvus de vie politique est le type de réductionnisme qui a contribué à la « crise de la politique ». (...) De manière conflictuelle et à partir de pratiques et de routines quotidiennes se forme une vision de la politique qui ne surgit pas toujours du partisan ou de la participation électorale mais qui se découvre à partir des pratiques sociales : la résistance à l'ordre établi, les formes de recherche de consensus, les questionnements du pouvoir quotidien, et les compréhensions variées entre droits et devoirs. »<sup>257</sup>

Dans une société matrifocale, les femmes ont un rôle central dans la construction de cet espace politique. Les organisations locales sont au cœur de la vie quotidienne. Une articulation solide entre les institutions politiques formelles et informelles favoriserait une circulation plus fluide des femmes dans les divers espaces politiques<sup>258</sup>. Aujourd'hui, au Venezuela les deux ne font qu'un.

---

<sup>254</sup> Voir chapitre 7, 7.1. Le pluralisme des rôles, plus qu'un changement de casquette.

<sup>255</sup> Au sens des travaux de P. Bourdieu « Le Capital Social, notes provisoires », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1980, pp. 2-3.

<sup>256</sup> E. Goffman, *Les rites d'interaction*, Paris, Ed. de Minuit, Collection Le Sens Commun, 1974 (1967).

<sup>257</sup> B. Gómez Barrenechea, « Significados políticos y participación femenina », *La ventana*, n°5, 1997, pp. 153-171, p. 153-154.

<sup>258</sup> Sur la politique informelle des femmes, longtemps qualifiée de l'« autre » politique, voir : R. Lister, « In from the margins: citizenship, inclusion and exclusion », dans M. Barry et C. Hallett (eds.), *On the Margins: Social Exclusion and Social Work*, Russell House Publishing, University of Stirling, 1998.

## Matrice libérale d'Etat et autorité politique des femmes

Quand je demande à la participante d'opposition du *barrio* Las Palmitas Luz de Parra ce que signifie, pour elle, faire de la politique aujourd'hui au Venezuela, elle répond : « Bon, de nos jours, ils [les autorités institutionnelles] ne différencient pas la politique et travailler dans la communauté, ils ne les différencient plus parce qu'ils utilisent les deux conjointement »<sup>259</sup>. Les structures étatiques de participation locale que sont les CC s'éloignent de la « démocratie du public »<sup>260</sup> pour se rapprocher de l'expérience quotidienne des gens ordinaires. Ainsi, la politique du pouvoir populaire permet l'intégration des exclus historiques de la Nation. Ces conseils symbolisent la fin de la démocratie participative pour annoncer le début d'une démocratie directe, le « socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle », qui se détache du gouvernement local que pouvait représenter la mairie. Les femmes n'intègrent pas les CC sous la logique de l'homologation à la norme masculine et n'exercent plus une « citoyenneté de seconde classe »<sup>261</sup>, à mi chemin entre le privé et le public. Elles incarnent le pouvoir populaire, et la politique des compétences au féminin s'installe en tant que référence<sup>262</sup>. Dans ce sens, quitter le registre de la citoyenneté en abolissant la séparation entre l'Etat et la société signifie deux choses. D'une part, dans la lignée de l'analyse proposée par l'historienne vénézuélienne Margarita Lopez Maya, cela signifie quitter la matrice libérale de l'Etat. Mais, d'autre part, puisque les femmes en ont été exclues<sup>263</sup>, la rupture qui s'instaure avec le pouvoir populaire et dans les CC est favorable à l'institutionnalisation de leur position d'autorité comme ressource, pour exercer le pouvoir politique. Ainsi, si la citoyenneté a été favorable au pouvoir des hommes, le pouvoir populaire favorise le pouvoir des femmes. Elles ne sacralisent plus le pouvoir pyramidal et rendent publiques les formes non institutionnelles de faire de la politique. Les assemblées citoyennes des CC se tiennent dans les rues, sur les trottoirs du quartier, comme cette réunion du CC de Santa Inés, organisée pour présenter les changements liés à la loi des CC de 2009.

---

<sup>259</sup> « Bueno, hoy en día ellos nos diferencian la política de trabajar con la comunidad, no los diferencian porque usan los dos a la vez »

<sup>260</sup> B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Ed. Calmann-Lévy, 1995.

<sup>261</sup> B. Marques-Pereira, « La citoyenneté des femmes comme un jeu de miroir entre l'Europe occidentale et l'Amérique latine », dans B. Marques-Pereira, M. Tremblay, T. H. Ballmer-Cao et M. Sineau, *Genre, citoyenneté et représentation*, Québec, 2007, pp. 23-41.

<sup>262</sup> Voir chapitre 6, 6.1. Conseils Communaux : discours et pratiques alignés sur le genre féminin.

<sup>263</sup> Les études féministes et de genre ont apporté de rigoureuses critiques vis-à-vis du caractère excluant de la construction du sujet politique représenté par l'Homme. Voir : M. Valdivieso, « La exclusión de las mujeres de la ciudadanía de los liberalismos ilustrados », *Revista venezolana de estudios de la mujer*, n°25, Vol. 10, Caracas, (juillet-décembre 2005), pp. 28-48.



**Photo 14.** Adéquation du CC de Sta. Inés à la loi des CC de 2009, Valencia, 2010.

**Photo 15.** Adéquation du CC de Sta. Inés à la loi des CC de 2009, Valencia, 2010.

Inutile de s’habiller différemment, de détenir un moyen de transport ou de s’organiser longtemps à l’avance lorsque l’assemblée se tient dans le quartier. Pour inviter le voisinage à participer, il suffit de modifier légèrement son trajet pour annoncer la réunion du soir ou du lendemain. Les femmes peuvent alors rentabiliser les trajets quotidiens pour s’investir dans les CC (quand elles vont acheter le pain ou le journal, jeter la poubelle, collecter de l’eau, chercher les enfants ou petits-enfants à l’école, etc.). Les institutions se déplacent désormais pour assister aux assemblées lorsque cela est demandé par les participants ou prévu par la loi. L’absence de distinction entre l’Etat et la société par la politique du pouvoir populaire, s’appuie sur la non distinction des intérêts pratiques et des intérêts stratégiques<sup>264</sup>. La valorisation des intérêts « nécessaires »<sup>265</sup> permet l’identification des femmes des classes populaires au projet politique national. Les femmes qui intègrent les structures étatiques de participation politique à l’échelle locale réclament et exercent chaque fois plus leurs droits. Qu’il s’agisse du droit de « sortir la tête de la serpillière et des fourneaux » (*salir del tobo y de la comida*, expression de Carmen Rosa) ou le droit de regard et de contrôle sur la façon dont sont investies les ressources municipales et étatiques. Ces structures d’autogestion leur permettent davantage d’exercer leur souveraineté que les voies de la démocratie représentative puisqu’elles maîtrisent les espaces, les réseaux et le langage de la politique de la participation.

<sup>264</sup> Les premiers seraient destinés à résoudre les besoins urgents du quotidien et les seconds s’inscriraient dans une volonté de changement qui serait davantage stratégique car focalisée sur le futur. Voir: M. Molyneux, « State Socialism and Women’s Emancipation: A continuing retrospective », dans, M. Molyneux, *Women’s movements in international perspective: Latin America and Beyond*, Institute of Latin American Studies (ILAS), Londres, 2003, pp. 99-140.

<sup>265</sup> J’articule cette question à celle de la maternité politique dans le chapitre 6, 6.1. Au delà des intérêts pratiques et stratégiques : les intérêts « nécessaires ».

## **Activités photographiées : la participation politise le quotidien**

Pour répondre à la question sur l'articulation du quotidien à la participation et vice-versa, j'ai proposé aux enquêtés des appareils photos jetables en leur demandant de photographier ce qu'était, pour eux et elles, la participation. Comme je l'ai déjà évoqué, j'ai voulu faire place à une association affective, libre et subjective d'idées et de visions sur ce que signifie participer et ce qui compose leur participation au quotidien. Que ce soit en milieu urbain ou rural, ce qui a été photographié représente plutôt ce qui nourrit la participation, et il est intéressant de constater que les enquêtés ont fait ce rapprochement. En découvrant les photographies, j'ai compris que la participation politique locale qui s'effectue au sein des Conseils Communaux représente un continuum entre les espaces et les activités considérés comme privés, intimes et celles qui renvoient au public et au collectif. Les 6 ensembles de photos que j'ai recueillis proposent des contenus différents, mais ils se rejoignent aussi sur certains points que j'ai décidé de mettre en avant, en regroupant les thématiques récurrentes dans les 6 séries ou récurrentes parmi les photos d'une seule enquêtée. Ces grands pôles sont : le travail rémunéré, la famille (parents, maris, enfants et petits enfants), les activités communautaires et culturelles, les activités religieuses, et les études. Les autres types de contenus plus isolés sont quelques portraits, une enquêtée en pyjama qui prépare le repas de la journée pour la famille à 4h et une peinture de ses enfants, dont elle est très fière. Puis, certaines des photos exposées ci-dessous appartiennent à une série de photos sur la même thématique mais compte-tenu de l'économie générale de la thèse je ne pouvais me permettre de les sélectionner toutes. Alors j'ai dû choisir celles qui mettaient le mieux en scène le thème photographié. Pendant longtemps j'ai hésité sur la manière de travailler ce matériau. J'ai d'abord pensé à présenter les grands pôles qui ressortaient de chaque lot de photos, en les classant par région et par auteure. Mais, au fur et à mesure de la rédaction du manuscrit, la manière dont je devais procéder m'est apparue clairement. Ce ne sont pas uniquement les différences entre les communautés, les régions et les trajectoires rencontrées que je souhaite relever dans ce travail mais davantage les similitudes, les points communs d'un quotidien pourtant différencié par le territoire habité. C'est bien cette structure de participation qui s'est implantée dans chaque recoin du pays qui réunit des classes sociales variées, divers parcours individuels et expériences personnelles, et qui peut réunir aussi les zones rurales reculées, comme le *páramo*, aux zones urbaines les plus densément peuplées, comme le *barrio*. Au moment de photographier la participation, c'est le quotidien qui est dépeint, composé des mêmes ingrédients d'un côté ou de l'autre du pays.



## Le travail rémunéré



**Photo participative 1.** Coopérative de pâtisserie *Sto Niño* de Cacute/ Gregoria Pérez de Lara/ Cacute, Mérida.  
**Photo participative 2.** Réunion d'utilisatrices de BANMUJER/ Carmen Rivero de Oliveros/ Las Palmitas, Valencia.



**Photo participative 3.** Les cuisinières de la cantine populaire/ Carmen Rivero de Oliveros/ Las Palmitas, Valencia.  
**Photo participative 4.** Le fils de Guillermina laboure leur champ/ Guillermina Albarrán/ Misigúa, Mérida.

Les photographies participatives ont confirmé l'analyse que je propose sur les Conseils Communaux comme espace et activité situés dans un « entre privé-public » très étendu, en termes symboliques et spatiaux. Gregoria Pérez de Lara, de la *junta parroquial* de Cacute, a décidé de prendre en photo (n°1) la « *Cooperativa de repostería Santo Niño de Cacute* »<sup>266</sup> sur laquelle elle pose, au centre, aux côtés de ses associées. Son implication dans le CC lui a permis de formaliser un travail qu'elles réalisaient déjà en équipe, mais de manière informelle et qui profitait déjà à la communauté qu'il s'agisse de la vente de pâtisserie pour le voisinage ou d'organiser une kermesse pour récolter des fonds pour l'entretien du Musée du *Santo niño*. Sur la photo 2 Carmen Rivero de Oliveros, du *barrio* Las Palmitas, apparaît devant la porte d'entrée de sa maison lors de cette réunion d'*usuarias*<sup>267</sup> qu'elle accueille chez elle. En tant

<sup>266</sup> Coopérative de pâtisserie Saint enfant de Cacute.

<sup>267</sup> Terme utilisé pour désigner les bénéficiaires des micro-crédits de BANMUJER dont la traduction serait « utilisatrices ». Rosa Caldera, chargée de communication de cette institution et ancienne journaliste féministe de gauche, activiste de longues dates, m'a expliqué que la banque évitait le terme « clientes » pour ne signifier à travers le langage le rapport entre les institutions publiques qui financent et « un peuple qui propose des projets socio-productifs ». BANMUJER est présentée dans le chapitre suivant, 4.1. Re-signification des rôles de sexe et du rapport à l'Etat.

qu'ancienne bénéficiaire d'un micro-crédit, Carmen est aujourd'hui chargée de mettre en réseau les femmes de sa communauté bénéficiant aussi d'un micro-financement ou détenant un projet pouvant correspondre à la politique de l'institution. Son mari, à droite de la photo, l'accompagne et la soutient dans toutes les activités qu'elle entreprend pour elle et pour « aider » sa communauté. Les photos ont souvent été le moyen de mettre un visage sur ses personnes clefs que je n'ai pas toujours eu l'occasion de rencontrer sur le terrain, comme c'est le cas du mari de Carmen. Sa maison n'est pas seulement un lieu de mise en réseau de BANMUJER, elle accueille aussi une cantine populaire qui propose 150 couverts à prix très réduits voire de manière gratuite si la personne n'a pas les moyens de régler le repas. Sur la photo 3, Carmen décide de nous présenter l'équipe de jeunes cuisinières de la cantine. Son équipe et elle, reçoivent un petit salaire (*incentivo*) pour réaliser une activité qui est considérée comme sociale au niveau étatique, l'un des domaines d'intervention prioritaires des gouvernements Chávez. Puis, Guillermina Albarrán a pris en photo (n°4) son fils, labourant un champ, dont la famille n'est pas propriétaire. La famille est logée par les propriétaires terriens contre le travail d'agriculture qu'elle réalise et contre la garde constante qu'elle doit monter autour de la maison principale. En commentant cette photo avec Guillermina, j'ai appris qu'elle « aidait » son mari et son fils à dépiauter l'ail récolté et parfois aussi à travailler le champ, information qu'elle ne m'avait pas donné pendant notre entretien, ni dans son carnet. Elle s'était décrite comme femme au foyer. Ainsi, les photos m'ont aussi permis d'aborder des sujets qui avaient parfois été omis par les enquêtés et qui permettent d'enrichir l'analyse de leur trajectoires.

### *La famille : les maris, les enfants et petits-enfants*



**Photo participative 5.** Les plus jeunes enfants d'Edilma se prennent en photo/ Edilma Andrade/ Mistique, Mérida.  
**Photo participative 6.** Guillermina garde son petit fils dans leur jardin/ Guillermina Albarrán/ Misigúa, Mérida.



**Photo participative 7.** Le mari avec une bénéficiaire de la pension d'invalidité/ Gregoria Pérez de Lara/ Cacute, Mérida.

**Photo participative 8.** Le mari de Carmen prépare à manger/ Carmen Rivero de Oliveros/ Las Palmitas, Valencia.

La famille, représentée par les parents, les enfants, les petits enfants et les maris, figurait sur les 6 lots de photographies participatives récoltées. Les enfants occupent une place centrale, mais je n'ai pu insérer l'intégralité des photos les concernant, puisque j'ai dû réserver ici une place pour les autres membres qui y figuraient. Tel que je l'analyse dans la deuxième partie du manuscrit, les enfants et l'entourage familial, de manière plus élargie, apparaissent parmi les principales motivations qui poussent les femmes à participer à l'échelle locale. L'idée de garantir un « avenir aux enfants »<sup>268</sup> les préoccupe, toutes, sans exception, y compris celles qui n'en ont pas. Mais, au delà de les relier aux motivations des enquêtées, ces photographies des membres de la famille prises comme « éléments composants leur participation au quotidien » nous donnent aussi d'autres ficelles à tirer. Sur la photo 5, les plus jeunes enfants d'Edilma se sont servis de l'appareil, à plusieurs reprises, pour se prendre en photo. « C'est qu'ils m'accompagnent partout », me dit-elle en rigolant lorsque nous découvrons les clichés, puisqu'elle ne leur avait pas donné la permission de s'en servir. Cette photo évoque donc le jonglage permanent qui caractérise le quotidien des participantes-mères d'enfants qui ne sont pas encore en âge de rester seuls ou en compagnie des aînés. La participation quotidienne qu'implique les CC c'est à la fois le temps des réunions et des démarches parallèles pour faire avancer les projets, et le temps de garde des enfants dont le père ne s'occupe que rarement et qui ne peuvent pas rester en garderie, par manque de structure appropriée mais aussi parce que, culturellement, la garde est assurée par la famille ou l'entourage (voisinage, tantes, grands-mères, *comadres*, entre autres). C'est d'ailleurs ce qui arrive à Guillermina, au moment où elle décide de poser avec son petit fils sur la photo 6. « Ses deux parents travaillent », me confie-t-elle, donc c'est elle qui le garde les après-midi. Je lui ai demandé si elle était sûre d'avoir bien compris l'exercice demandé, ce à quoi elle me répond « bien sûr

<sup>268</sup> Voir : 5.2. Une mobilisation collective : se « sacrifier » pour garantir un avenir aux enfants.



*mijita*<sup>269</sup>, tu m'as demandé de photographier la participation au quotidien et ça c'est aussi mon quotidien ». La photo 7 a été prise par Gregoria. Elle m'explique qu'elle voulait à la fois inclure son mari qui « l'a toujours laissée faire son labeur social (*mi labor social*) » et les personnes qu'elle aide au quotidien, en se battant à la mairie et maintenant à travers le CC, pour obtenir les pensions d'invalidité ou de retraite auxquelles elles ont droit. Comme celle-ci, certaines photos sont entre deux catégories ; et dans ce cas, entre la famille et les actions communautaires et sociales. Mais comme je reprends l'historique de la lutte de Gregoria dans la partie consacrée à Cacute, et donc son engagement auprès des populations vulnérables, j'ai opté par classer la photo 7 dans le pôle thématique famille. C'est sûrement aussi parce que je n'ai pas non plus eu l'occasion de rencontrer son mari pendant mes terrains. Que ce soit en ville ou dans les champs, les hommes des classes populaires quittent très tôt, le matin, l'espace domestique et quand ils sont de retour, tard le soir, ils se douchent, mangent et se couchent pour reprendre tôt (4-5h du matin) le lendemain. Alors que les femmes ont souvent le même rythme de vie que leur compagnons ou maris, elles sont toujours disposées à « donner de leur temps » ou « trouver du temps au temps » pour autrui<sup>270</sup>. J'ai eu l'impression que, pour Gregoria, prendre cette photo était aussi un moyen de valoriser sa participation auprès de son mari puisqu'elle me raconte, en souriant, que quand elle l'a prise, il lui a dit que peut-être son travail passerait enfin à la télévision et la rendrait *famosa* (célèbre). Cette complicité existe aussi entre Carmen et son mari qui figure sur la photo 8, bien que ce ne soit pas le cas de la majorité des couples rencontrés<sup>271</sup>. Elle m'a expliqué, ce que j'ai pu confirmer sur place, que depuis que ses journées s'étaient remplies au début des années 2000 avec la reprise d'études, la participation au CC, l'activité socio-productive de BANMUJER, la cantine populaire et la militance au sein du PSUUV, c'était son mari qui s'occupait de faire à manger pour leur foyer. C'est la raison pour laquelle elle a décidé de prendre la photo dans leur cuisine. *El me colabora* (il collabore avec moi), me dit-elle.

---

<sup>269</sup> Expression locale qui vient de la contraction des mots *mi hijita* (ma, petite, fille). Elle peut être déclinée au masculin *mijito*.

<sup>270</sup> Voir chapitre 5, 5.2. Engagement local, travail domestique et travail rémunéré.

<sup>271</sup> Voir chapitre 7, 7.2. Participation politique, conflits domestiques.

## Les activités communautaires et culturelles



**Photo participative 9.** . Fête des mères à Sta. Inés/ Carmen Rosa Rincón/ Santa Inés, Valencia.



**Photo participative 10.** Char de la communauté pour la fête de San Isidro/ Guillermina Albarrán/ Mucuchies, Mérida.



**Photo participative 11.** *Cayapa* suite à l'inondation de l'école de Cacute/ Gregoria Pérez de Lara/ Cacute, Mérida.



**Photo participative 12.** Réunion du CC dans la *casa comunal*/ Miguél Angel Sulbarrán/ Cacute, Mérida.

La participation locale politise les différentes activités qui se développent dans la communauté notamment depuis que les CC articulent l'ensemble des organisations et des initiatives qui y existent. Par exemple, Carmen Rosa a capturé, dans la photo participative n°9, un moment de la fête des mères organisée, en 2009, à Santa Inés. « Maintenant ça passe par le CC », précise-t-elle, alors qu'avant les quelques membres de l'association de voisins s'en chargeaient. Elle a aussi voulu photographier le leader et camarade (*camarada*) Cesar Quevedo qui est assis sur la chaise de droite en attendant l'arrivée de sa mère, la dame âgée qui figure au centre. Quand je lui ai demandé de m'expliquer cette « envie », elle m'a répondu qu'il était aussi très engagé dans le CC du quartier et qu'il avait participé à l'organisation de la journée. Guillermina a pris en photo (n°10), le char que sa communauté avait préparé pour participer à la fête municipale dédiée à *San Isidro*, le Saint « de l'eau », celui qui veille sur l'agriculture et sur ceux et celles qui travaillent les terres, « parce que sans l'eau nous n'existons pas », me dit Guillermina. Organisée à Mucuchías, la fête accueille les chars de toutes les communautés de la municipalité Rángel. Les récoltes sont exposées et représentent les offrandes pour *San Isidro* : les carottes, pommes de terres, aux, choux, poireaux et autres

légumes, offrent un spectacle visuel représentatif de la production locale du *páramo*. Sur la droite de la photo, nous retrouvons le petit fils de Guillermina accompagné de sa mère. La famille s'était rendue au complet à la fête où nous nous sommes croisées. Gregoria a photographié (n°11) la *cayapa* qui s'est organisée à Cacute pour nettoyer l'école de la communauté suite à l'inondation provoquée par les fortes pluies de la veille. Elle y a participé, « ça arrive souvent, tu sais, le climat d'ici n'aide pas et les canalisations pour évacuer l'eau ne sont pas toujours au point ». Participer c'est donc aussi contribuer à la préservation des biens et des services du territoire habité. Puis, le seul enquêté à avoir pris en photo une activité directement en lien avec les CC est Miguel. La photo 12 a été réalisée pendant la réunion hebdomadaire du CC, à laquelle j'ai assisté, portant sur la réélection des membres du Conseil suite à la loi de 2009. La *casa comunal* accueille ses réunions ainsi que les assemblées citoyennes. Mais, tel que nous pouvons l'entrevoir sur l'affiche en papier crêpons qui décore la pièce, ce lieu sert aussi de centre aéré pour les enfants de Cacute (les petits pupitres qu'occupent les participants nous le rappellent), de lieu pour les ateliers dictés par les institutions, entre autres activités pour lesquelles la *casa comunal* peut être mise à disposition. Sur la photo nous voyons bien que les réunions du CC se font de manière très informelle, juste avec un cahier et un crayon en main, pour les plus avisés. Il n'est donc pas nécessaire d'organiser la salle ou de veiller à adapter son comportement, comme cela pouvait se faire au sein des locaux des CLPP, puisque les participantes et les participants se connaissent toutes et tous très bien.

### *Les activités religieuses*



**Photo participative 13.** Grand père, père et fille, fêtent la vierge de Mucuchies/ Miguel Angel Sulbarrán/ Mucuchies, Mérida.



**Photo participative 14.** Miguel pose au Musée Santo niño de Cacute/ Miguel Angel Sulbarrán/ Cacute, Mérida.

Comme je l'explique dans le premier chapitre<sup>272</sup>, j'ai invité les hommes à suivre les démarches du carnet et des photos mais seul Miguel, coordinateur du CC de Cacute, a accepté de le faire. J'émet l'hypothèse qu'il s'est prêté à l'exercice parce que son parcours, son type d'engagement et de participation, décrits dans le carnet qu'il a tenu<sup>273</sup>, sont très liés aux activités et aux valeurs qui sont régulièrement attribuées au genre féminin<sup>274</sup> :

Como manajilla, fui creciendo  
 + luego empecé a prepararme  
 como catequista para la forma-  
 ción de los niños en la parte  
 espiritual, logrando alcanzar las  
 metas establecidas durante la  
 catequesis. Luego me incorpore  
 en la Primera Asociación de Vecinos  
 que se constituyó en la parroquia de  
 Cacute allí quede como vocal dentro  
 de la directiva, eso sirvió para  
 verme orientando y teniendo una  
 perspectiva o conocimiento relaciona-  
 do con la labor social y contacto  
 con la comunidad. aprendí mucho  
 de las personas mayores que habían  
 vida dentro de la Asociación de  
 Vecinos. Recuerdo que en ese tiempo  
 se logró traer un operativo de vender  
 leche en polvo a un precio muy  
 accesible para las familias, se  
 consiguió una tubería nueva para

« (...) Le travail en lien avec la communauté a commencé dès mon plus jeune âge, dans lequel je me suis attelé à travailler ou à aider dans la partie Religieuse. En tant qu'enfant de chœur, j'ai grandi et j'ai ensuite commencé à me préparer comme catéchiste pour la formation des enfants, dans la partie spirituelle, en atteignant les objectifs établis durant la catéchèse. Après, je me suis incorporé à la Première Association de Voisins qui s'est construite dans la paroisse de Cacute, là j'ai été élu comme *vocal* au sein de la direction. Ça m'a servi beaucoup pour commencer à m'orienter et adopter une perspective ou connaissance en lien avec le labeur social et le contact avec la Communauté. J'ai beaucoup appris des personnes âgées qui faisaient vie dans

l'Association de Voisins. Je me souviens, qu'à l'époque, nous avons réussi à faire venir un *operativo* (intervention ponctuelle) pour vendre du lait en poudre à un prix accessible pour les familles, nous avons obtenu une nouvelle tuyauterie pour l'aqueduc, de l'aide sociale pour les personnes qui avaient besoin de matériaux de construction pour réparer leur logement, nous avons aussi obtenu l'extension de l'école de Cacute. L'Association de Voisins avait de l'importance dans la Communauté, elle se chargeait de recevoir diverses demandes déjà formulées sur papier, ou elle formait des commissions pour se déplacer vers les différentes institutions publiques pour que soient entendus les propositions ou problèmes de la Communauté. Je me suis impliqué il y a environ (25) ans dans les affaires de la Communauté, parce que ça me tenait à cœur de servir ou d'être utile aux autres, sans rien recevoir en contre partie. Je me souviens de la première *labor* pour la Communauté, c'était un mois de mai, il y avait eu une forte pluie + augmentaient les ruisseaux et sources d'eau, ce qui a provoqué une inondation dans plusieurs maisons et dans l'école, qui a été la plus touchée à cause de l'eau et de la boue. Je me souviens que les grandes et les petites personnes on sortait la boue avec des charriots

<sup>272</sup> 1.2. « Carnets intimes et photographies participatives : outils pour analyser le tournant affectif »

<sup>273</sup> C'est une retranscription, et une traduction, les plus proches possibles (sans que cela nuise à la compréhension) des propos de Miguel que je propose ici puisque je pense que, ce qui est souvent considéré comme des erreurs de langage ne le sont pas toujours. Elles peuvent aussi représenter des variations locales, souvent populaires, de la langue nationale. Par exemple : « baron » est écrit et prononcé de cette manière par une majorité d'auteurs des carnets alors que la formulation « correcte » est *varón* (utilisé localement comme synonyme de garçon mais signifiant aussi l'idée d'homme viril, de « mâle » humain, à l'inverse, *hembra* renvoie à la « femelle » de l'espèce humaine, termes souvent mobilisés dans mes terrains d'enquête).

<sup>274</sup> Voir chapitres 5 et 6.



pour rendre la propreté à l'école. »<sup>275</sup>

Extrait 4. **Carnet participatif** de Miguel Angel Sulbaran, Mérida, 2010, 15p.

Ce père au foyer qui travaille ponctuellement en tant qu'ouvrier et commerçant retrace bien le continuum que j'évoquais dans l'introduction de cette partie. La participation locale se lie avec l'histoire familiale, les croyances et les trajectoires de chacune et de chacun des participants. Fils d'un descendant des premières familles à « faire vie » (s'installer) dans Cacute, en commentant ses photos Miguel m'explique qu'il a suivi les pas de son père tant au niveau de l'engagement religieux qu'au niveau de son implication dans la communauté, aujourd'hui, à travers les CC. La photo 13 a été prise sur la place de Mucuchías, au moment de la fête de la vierge que Miguel et son père ont aidé à organiser, avec le soutien du CC et d'autres organisations locales. A gauche, Santiago Sulbarrán, le père de Miguel, figure de poids pour Cacute, tient le crucifix qui a été offert à la communauté pour sa participation dans la festivité (l'année précédente c'était un portrait de la vierge). Miguel se trouve à droite de la photo derrière sa fille qui pose de manière figée. Sur la photo 14, Miguel pose à son tour devant l'autel du Musée *Santo niño de Cacute*, dont il est le responsable actuellement, le gardien de la divinité locale. En commentant les photos il me dit : « Je suis chargé d'ouvrir le Musée pour faire les visites aux touristes, je leur explique l'histoire de notre Musée, je change la robe au *niño*. L'archidiocèse m'a confié cette tâche et ce n'est pas un privilège qui est accordé à tout le monde »<sup>276</sup>. Sa fille l'accompagne à chaque fois, elle lui dit : « je suis votre secrétaire *papi* »<sup>277</sup>. Ainsi, il transmet cette tradition familiale et le pouvoir symbolique qu'elle comporte à sa fille qui le suit partout. Le Musée est précieux pour la communauté.

---

<sup>275</sup> « (...) El trabajo relacionado con la comunidad empezó a muy temprana edad, en el cual me desempeñe a trabajar o ayudar en la parte Religiosa. Como monaguillo, fui creciendo y luego empecé a prepararme como catequista para la formación de los niños en la parte espiritual, logrando alcanzar las metas establecidas durante la catequesis. Luego me incorporé a la Primera Asociación de Vecinos que se constituyó en la parroquia de Cacute, ahí quedé como vocal dentro de la directiva, eso sirvió para irme orientando y teniendo una perspectiva o conocimiento relacionado con la labor social y contacto con la comunidad. Aprendí mucho de las personas mayores que hacían vida en la Asociación de Vecinos, Recuerdo que en ese tiempo se logró traer un operativo de vender leche en polvo a precio muy adsecible para las familias, se consiguió una tubería nueva para el acueducto, ayuda social para personas que necesitan materiales de construcción para, Reparación de sus viviendas, se logra conseguir la Ampliación de las instalaciones de la Escuela de Cacute. La Asociación de Vecinos tenía una importancia dentro de la Comunidad, el cual funcionaba con tramitación de solicitudes plasmadas mediante oficios o comisiones que se trasladaban a las distintas instituciones públicas para que fueran escuchados los planteamientos o problemas de la Comunidad. Me implicó hacer como (25) años en los asuntos de la Comunidad, porque me nació la idea de servir o ser útil a los demás vecinos sin recibir nada a cambio. Recuerdo que la primera vez que hacía una labor para la Comunidad fue para un mes de mayo, hubo una fuerte lluvia + aumentaron las quebradas y tomas de aguas el cual originó una inundación a varias casas y a la Escuela la cual fue mayor en afectarse por el agua y el lodo. Recuerdo que personas grandes y pequeñas sacábamos el lodo en carretillas para devolverle la limpieza a la Escuela. »

<sup>276</sup> Pour « payer » une offrande quand une demande au *niño* s'est réalisée, les habitants cousent ou commandent aux couturières de coudre des robes pour la divinité. Une centaine de robes sont préservées sous des vitrines à l'intérieur du Musée.

<sup>277</sup> « soy su secretaria *papi* » (diminutif affectif de papa).



Tout trophée<sup>278</sup> gagné à Cacute est déposé au Musée comme offrande au *Santo niño*. Quand je lui demande en quoi ces photos sont liées à sa participation dans le CC, Miguel me répond que pour lui ça a beaucoup à voir « quand j'ai des choses à faire dans la communauté je lui demande de m'aider et il le fait, il est très miraculeux ».

### *Les études*



**Photo participative 15.** Edilma en cours du soir/ Edilma Andrade/ Mucuchíes, Mérida.  
**Photo participative 16.** Edilma révisé le soir, chez elle/ Edilma Andrade/ Misteque, Mérida.

Comme nous le verrons dans la deuxième partie, une grande partie de la population a repris les études (du primaire aux études universitaires) sous les gouvernements Chávez puisque de nombreuses démarches sociales ont été mises en place pour favoriser ce phénomène<sup>279</sup>. Carmen Rivero de Oliveros de la cantine populaire nous expliquait, dans le précédent chapitre, qu'en 2004 elle terminait les études primaires alors qu'en 2010 elle terminait le second semestre d'études juridiques à la mission Sucre. Ici, sur la photo 15, Edilma (deuxième, de gauche à droite) prend des notes pendant son cours du soir. Elles sont nombreuses, à Misteque, à étudier le soir pour être *profesional*. A la place du carnet intime, Edilma m'a donné une copie du carnet de terrain qu'elle avait écrit pour l'Université Simón Rodríguez<sup>280</sup> « ils nous demande la même chose, alors j'allais pas le faire deux fois », m'a-t-elle dit en me tendant le document. Il s'agissait d'un tableau contenant cinq colonnes : date, activité individuelle ou de groupe, activité réalisée, temps dédié à l'activité et apprentissage. J'ai demandé à Edilma pourquoi elle avait photographié sa salle de cours et, sur la photo 16, sa soirée de révision sur la table à manger, chez elle. Elle m'a répondu qu'avant de reprendre les études elle ne se rendait pas compte de tout ce qu'elle faisait comme activités dans la

<sup>278</sup> Sportif, ou attribué aux reines de beauté –enfants et adultes- du village, des tournois d'échecs, entre toute autre activité récompensée par un trophée.

<sup>279</sup> Voir chapitre 5, 5.1. Un niveau d'études qui a changé dans le temps.

<sup>280</sup> Université que Nidia Parra, de Misintá, a aidé à fonder.

communauté, du temps qu'elle y consacrait, et du savoir-faire qu'elle maîtrisait. Aujourd'hui, elle réalise que ce travail est monnayable, qu'elle détient des compétences qui ne sont pas « innées » mais qu'elles sont le fruit de ce même travail qu'est la participation.

Comme nous avons pu le remarquer en découvrant le contenu de cette série de clichés, finalement peu d'enquêtées ont photographié les CC ou autres structures ou institutions pour signifier, visuellement, l'idée de participation. Car, et c'est bien ce qui m'intéresse dans ce travail de recherche, celle-ci dépasse le cadre législatif et les espaces qui sont réservés aux réunions. Comme il et elles nous l'ont montré, la participation s'imisce au cœur de leur vie.

## **Conclusion**

Dans ce chapitre, j'ai montré comment la création et le financement de structures de participation étatiques locales provoquent une politisation sans précédent du quotidien des enquêtées, politisant leur manière d'occuper et de signifier leur territoire mais aussi les rapports les plus intimes qui se partagent dans une communauté. Le changement d'échelle de la participation permet la transgression des espaces d'action légitimes féminins et masculins. Avec les CLPP, la politique partisane est neutralisée au service du travail communautaire, permettant qu'une participation inclusive s'opère entre les divers bords politiques mais les femmes restent confinées au bas de cette structure pyramidale. Avec les CC, la politique partisane s'imisce au cœur de la participation ce qui lui confère un caractère exclusif, surtout vis-à-vis de l'attention que les institutions portent sur les demandes des CC qui doivent désormais afficher explicitement un bord politique. Mais, cela est moins vrai dans le fonctionnement même des CC. Par la micro-localisation, et donc la micro-territorialisation de la participation, certes, les femmes restent ancrées dans le système de *care* mais, en raison de l'horizontalité de la nouvelle structure des CC elles accèdent aussi aux banques communales et autres domaines maîtrisés auparavant par les hommes. Puis, la visibilité et l'insertion au système formel d'un marché longtemps resté informel (à travers les coopératives qu'accueillent les CC et que micro-financent les institutions) permettent de construire un sentiment intime à l'extérieur : la dignification de soi et la valorisation de son travail. L'Etat finance désormais cet élan et cible les femmes. Cela produit une re-signification des rôles de sexe et des rapports gouvernants-gouvernés, ce que je développe, ci-après, dans le chapitre suivant.

## Chapitre 4. « Sans féminisme il n'y a pas de socialisme » : féminisme d'Etat et classes populaires (2009-2012)

Le mécontentement grandissant dans le pays s'exprime en 2007 quand la nouvelle géopolitique de la Nation et la non limite des mandats, proposées par référendum, sont refusées par la majorité (première défaite électorale du chavisme). La création du parti unique la même année, le PSUV<sup>281</sup>, a également éveillé l'esprit critique des adeptes du gouvernement et a ravivé celui des opposants. Alors que l'élection du président Chávez au pouvoir s'explique, en partie, par l'adoption d'un discours anti-parti dans un pays qui vivait un désenchantement vis-à-vis de la politique des partis qui l'ont gouverné, en alternance, depuis 1958<sup>282</sup>. Le « pouvoir populaire » qui a pu se développer sous ses gouvernements se retourne alors contre lui. Dans ce pays matrifocal et matricentré<sup>283</sup>, les femmes deviennent des actrices clefs pour le chavisme. Elles sont cœur de campagne, placées au centre des politiques de participation et de l'agenda public dès 2008.

noticiasbanq BOLETÍN N° 12 / 2008

### Con Inamujer en su 9º aniversario

En el estado Zulia se celebró el noveno aniversario del Instituto Nacional de la Mujer, con un acto multitudinario presidido por la Ministra María León, y con el Presidente Hugo Chávez como invitado de honor. Durante el acto público, transmitido por el canal 8 (VTV), se destacaron los logros de Inamujer y el trabajo desarrollado de forma conjunta con los demás entes adscritos.

La Ministra María León dijo en su discurso que la Revolución reivindica a la mujer venezolana. Y en estos 9 años, destacó entre tantos logros, la creación del Banco de Desarrollo de la Mujer y la consolidación de la Ley Orgánica Sobre el Derecho de las Mujeres a una Vida Libre de Violencia. En materia política, la batalla por el 50 y 50 de participación electoral que el Consejo Nacional Electoral (CNE) acaba de aprobar. "Esta es una de las grandes conquistas de las mujeres como candidatas a los cargos de elección popular".

**"Soy socialista y feminista"**

Lo sabíamos. Pero ahora lo proclamó y se convirtió en el Primer Mandatario del mundo que se adhiere a la causa del feminismo. En el acto aniversario de Inamujer, en Maracaibo, estado Zulia, el Presidente Hugo Rafael Chávez Frías, hizo este histórico pronunciamiento que revela su consecuencia y su solidaridad con la causa de las mujeres, su comprensión y su adhesión a esta lucha, que es su propia lucha por conquistar una sociedad socialista llena de amor, justicia y paz.



**Document 1.** Revue BANMUJER, n°12, 9<sup>ème</sup> anniversaire INAMUJER, 2008.

<sup>281</sup> Parti Socialiste Uni du Venezuela, créé en 2007 il réunit près de 7 millions de personnes.

<sup>282</sup> Sur le désenchantement vis-à-vis de la politique au Venezuela avant Chávez voir : M. López Maya, « Economía rentista petrolera y socialismo », dans M. López Maya (dir.), *Ideas para debatir del socialismo del siglo XXI (Volumen II)*, Caracas, Editorial Alfa, 2009, pp. 9-22, p. 13.

<sup>283</sup> Le concept de matrifocalité est développé par S. Hurtado dans sa thèse de doctorat : « Nous comprenons, par structure matrifocale une relation qui influe le rôle familial de la femme de manière à ce que celle-ci se constitue en tant que centre affectif-organisationnel de la famille, en particulier à travers son lien avec les autres femmes, les filles, pensées comme mères réelles ou possibles et liées à elle par la consanguinité. Le rôle de frère ou de fils est important mais il est plutôt complémentaire ou prend la forme d'un soutien aux relations féminines. De cette manière, les nœuds des réseaux familiaux trouvent leur origine et convergent dans les relations entre femmes liées par des liens de parenté », S. Hurtado Salazar, *Matrisocialidad. Exploración en la estructura psicodinámica básica de la familia venezolana*, Ed. FACES-EBUC, UCV, Caracas, 1998 (Thèse de Doctorat en Anthropologie, *La Matrilínealidad en Venezuela*, FACES/UCV, 1991), p. 64. Dans l'anthropologie des Caraïbes, pour Raymond Smith et Rafael López Sanz, le concept la matrifocalité désigne une structuration sociétale où la mère et la grand-mère assurent l'intégration et la continuité de la famille ainsi que la gestion et la distribution économique au sein de celle-ci. Voir : R. López Sanz, *The Matrifocal Family: A Critical Review of Scholarly Social Science*, Chicago: The University of Chicago (Master of Arts Degree), 1980; R. Smith, *The Matrifocal Family: Power, Pluralism, and Politics*, New York and London, Ed. Routledge, 1996.

En 2008, lors du 9<sup>ème</sup> anniversaire de l'institut national de la femme (INAMUJER) Hugo Chávez affirme que « les socialistes doivent être féministes sinon ils ne seront pas des êtres humains complets ». Il ajoute que l'administration bolivarienne a développé des programmes contre la violence familiale et en faveur des mères célibataires pour permettre de grandes avancées sur ces questions<sup>284</sup>. Par la suite, l'allocution présidentielle dans le programme dominical *Aló Presidente* du 8 mars 2009 annonce la création d'un ministère qui serait exclusivement dédié à la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des femmes au Venezuela, alléguant que « sans féminisme il ne peut y avoir de socialisme » ou encore « le féminisme est la boussole du développement »<sup>285</sup>. L'ancienne présidente du Ministère du Pouvoir Populaire pour la Femme et l'Égalité de Genre (MPPMIG), Maria León, 70 ans, de carrière syndicaliste, désormais députée à l'Assemblée Nationale, rappelle que le président Chávez avait appelé les femmes à « se faire valoir »<sup>286</sup>. Le « féminisme » du gouvernement bolivarien se traduit par la nomination de ministres femmes, de députées et par l'impulsion de la participation des femmes dans les organisations de bases que sont les CC, les missions sociales et les divers mouvements sociaux<sup>287</sup>.

Dans le discours présidentiel mais aussi dans celui des institutions gouvernementales chargées de travailler pour améliorer les conditions de vie des femmes, un leitmotiv revient : il ne peut y avoir de révolution sans la participation des femmes. La question du chapitre consiste à se demander dans quelle mesure le gouvernement et les institutions publiques vénézuéliennes récupèrent voire instrumentalisent la mobilisation des femmes sous les régimes Chávez. Il s'agit de s'intéresser à la centralité des femmes dans le projet politique national dès 2008 pour comprendre l'impact du « féminisme d'Etat » et de la nouvelle politique de participation dans la mobilisation et les représentations des femmes, et sur les femmes en politique.

---

<sup>284</sup> M. E. Alva et N. Castañeda, « Feminismo y Socialismo. Aportes teóricos-prácticos en Venezuela (1999-2009) », *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer*, Vol. 14, n°33, Caracas, 2009, pp. 119-132, p. 123.

<sup>285</sup> La première prononciation s'est faite en 2008 lors de la célébration des 9 ans de la création de l'INAMUJER, retransmise en direct par la chaîne VTV (*Venezolana de Televisión*).

<sup>286</sup> Même référence que la note précédente.

<sup>287</sup> Parmi les plus significatives se trouvent aussi les missions éducatives –qui vont de l'alphabétisation aux études universitaires, implantées dans leurs propres régions ou localités pour favoriser leur accès- et pour la souveraineté alimentaire, MERCAL, *Misión Barrio Adentro* pour l'accès à la santé dans les *barrios*, *Misión Madres del Barrio* pour aider les femmes cheffes de foyer qui vivent dans une situation de pauvreté extrême à se réinsérer dans des activités productives et sociales, pour ne citer que celles-ci (au total plus de 30 missions ont été créées entre 2003 et 2011 : <http://misionesvenezuela.com/>, consulté le 09/05/2014).

#### 4.1. Re-signification des rôles de sexe et du rapport à l'Etat

Bien que la phrase « sans féminisme il n'y a pas de socialisme » soit plus une rhétorique intelligente et circonstancielle qu'un combat de fond contre les inégalités de genre, le projet de « féminisme d'Etat »<sup>288</sup> a permis de mettre en exergue le rôle de clef de voute que jouent les femmes pour le gouvernement mais aussi pour la société vénézuélienne. Cela s'est traduit par la mise en place de moyens pour améliorer leurs conditions de vie, ce qui a eu pour conséquence de modifier leur situation à plusieurs niveaux : en termes d'intégration au système politique et à l'appareil d'Etat par un clientélisme populaire, mais aussi par une visibilité sans précédent sur la scène publique. Les tremplins ont été d'abord les missions sociales<sup>289</sup>, puis les CC et la création du *Ministerio del Poder Popular para la Mujer y la Igualdad de Género*<sup>290</sup> qui articule trois institutions nationales destinées aux femmes: BANMUJER, INAMUJER et la *misión Madres del Barrio*<sup>291</sup>. Le ministère a pour mission « d'impulser la participation des femmes au pouvoir populaire et de garantir l'exercice de leurs droits et l'égalité de genre, établis dans la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela et dans le reste de l'ordre juridique en vigueur »<sup>292</sup>. Le ministère doit assurer l'inclusion des femmes dans tous les projets de politiques publiques en tant que « stratégie de développement du pays pour conquérir les espaces conduisant à l'autonomie politique et garantir la possibilité de négocier leurs propositions afin de développer leur leadership politique et social potentiel »<sup>293</sup>. L'expertise de « combattantes sociales » (*luchadoras sociales*) est, dans un même élan, valorisée et instrumentalisée. La reconnaissance médiatique, légale et discursive dont elles sont l'objet met l'accent sur les femmes jeunes, âgées, noires, indiennes, mères et handicapées. Les classeurs distribués par le MPPMIG aux personnes qui s'y rendent permet de comprendre qu'il a pour fonction première de devenir une véritable plateforme de visibilité des secteurs les moins sollicités, avant 1999, par les espaces de représentation. Cela est ratifié par la BANMUJER qui affiche explicitement ces catégories

---

<sup>288</sup> Dans ce chapitre, l'objectif est moins d'interroger le caractère féministe du projet que son impact sur le pouvoir politique des femmes, sur leur participation et sur le regard qu'elles portent sur elles-mêmes puisqu'il est constituant des différents rapports déterminants qu'elles établissent dans leurs vies. Sur le concept de « féminisme d'Etat » comme politiques publiques en faveur des droits des femmes, voir : L. Bereni et A. Revillard, « Des quotas à la parité : « féminisme d'Etat » et représentation politique (1974-2007) », *Genèses*, Vol.2, n° 67, 2007 pp. 5-23.

<sup>289</sup> Dès 2003, les femmes se sont mobilisées massivement d'abord comme réceptrices des démarches sociales étatiques, telles que les *misiones*. Par la suite, les divers terrains et le suivi des trajectoires individuelles confirment qu'elles sont quasi-systématiquement devenues formatrices et promotrices de celles-ci, en tant que représentantes de l'Etat et employées du système public. Le caractère transgénérationnel du phénomène est frappant.

<sup>290</sup> En 2010, la part de budget national destinée au MPPMIG s'élevait à 246.000.000 dollars. *Informe nacional de Venezuela*, División de Asuntos de Género de la CEPAL (camino a Beijing 20), CEPAL, 15-05-2014, pp. 1-35, p.8.

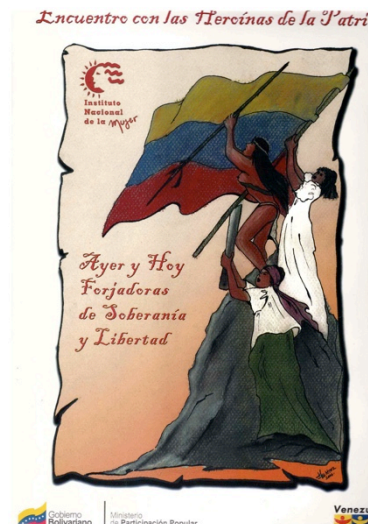
<sup>291</sup> Entre 2006 et 2007 la *misión Madres del Barrio* aurait bénéficié un total de 243.050 femmes. Source : *Logros de la Revolución Bolivariana*, op. cit., p. 33.

<sup>292</sup> Voir : <http://www.minmujer.gob.ve/> (consulté le 09/05/2014).

<sup>293</sup> Voir : <http://www.minmujer.gob.ve/> (consulté le 09/05/2014).



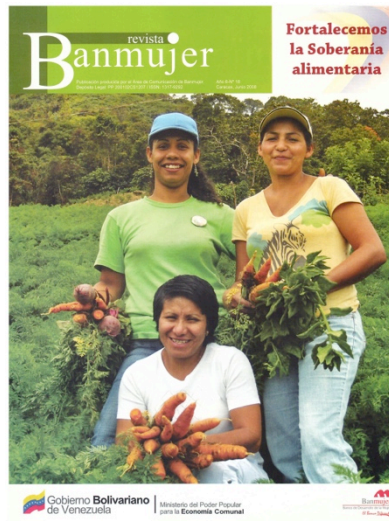
dans le dépliant anglophone qu'elle a créé et à travers les femmes agricultrices qui figurent sur la page de couverture de la revue de la banque, où elles sont présentées comme garantes de la souveraineté alimentaire du pays.



**Document 2.** Classeur distribué par le MPPMIG.  
**Document 3.** Classeur distribué par le MPPMIG.

<p><b>ORGANIZATIONS WITH A LEGAL CONCEPT</b></p> <p><b>Cooperatives:</b> apart from the previously mentioned requisites, the following must be submitted:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Act of incorporation</li> <li>* Corporation rules</li> <li>* Certificate of registration in Sunacoop</li> <li>* Tax Information Registry (RIF document)</li> <li>* Act of commitment signed by the members of the cooperative</li> </ul> <p><b>Amount:</b> Fifty thousands (Bs.50.000) per cooperative.</p> <p><b>Term:</b> 48 months to pay.</p> <p><b>Union of Users of Credits and Services:</b> It is a non-profit organization, working in small villages or places living on agriculture activities. Such unions are made of minimum 7 people.</p> <p><b>Amount:</b> Bs. 16.000,00 per farm</p> <p><b>Union of Ecological Agriculture Extension:</b> they are young female and male farmers, who work together to get the farms back, with ecological agriculture practices and the rescue of the agriculture usages. Such unions are made of maximum 45 farmer families.</p> <p><b>Amount:</b> Bs.50.000, 00</p> <p><b>SPECIAL PROGRAMS</b></p> <p>- <b>MERCAL AGREEMENT:</b> it grants individual credits for the benefit of low income women, with favorable expertise on paying their BANMUJER credits. An item per person, up to Bs. 2.000,00, will be financed.</p> <p>-<b>MOTHERS OF THE NEIGHBORHOOD:</b> it grants microcredits that will change the assignments into financing for social productive activities</p>	<p>-<b>TEENAGE MOTHERS:</b> microcredits with family support will be granted.</p> <p>-<b>INDIGENOUS WOMEN:</b> to strengthen the microenterprises of the different ethnoses of the nation.</p> <p>-<b>AFRO DESCENDANT WOMEN:</b> this program aims at benefiting the organized and productive groups, which are normally excluded.</p> <p>-<b>IMPRISONED WOMEN:</b> this program's objective is to get imprisoned women to learn an occupation so once they are free, they are able to live on it and help their families.</p> <p>-<b>DISABLED PEOPLE:</b> this program aims at granting microcredits, offer assistance, training and help, women with physical, motor, sight or neurological limitations have priority or whose children are disabled. It is required that the credit requester is registered in Conapdis.</p> <p><b>INTEREST RATE:</b>          6% for all types of activities, including agriculture and non-agriculture activities. 0% for communities under special socio-economic situations and for Mothers of the Neighborhood Mission. 4% for the Mercal Agreement.</p> <p><b>ADDRESS</b></p> <p>Av. Urdaneta esquina de Plaza España a Ánimas, edificio Sudameris, planta baja, La Candelaria, Caracas.          Telfs. 0212-564.30 15/24 20</p>	<p style="text-align: center;"><b>Banmujer</b>          Banco de Desarrollo de la Mujer  <i>El Banco Diferente</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Banmujer Services</b></p> <p style="text-align: center;"><small>Government of Bolívar</small></p>
--	--	--

**Document 4.** Dépliant de présentation de la BANMUJER version anglophone.



**Document 5.** Revue BANMUJER, 6ème édition, n°18, juin 2008.

L'identification populaire et l'attention portée sur l'*outsider* politique que pouvait représenter le président Chávez pour les déshérités du système politique a permis la circulation, la dédramatisation et la diffusion du terme féminisme, entendu comme lutte pour les droits des femmes, tant du côté des femmes que du côté des hommes du pays et a permis de lui attribuer une connotation positive. Puisque l'église est un acteur historique dans la culture vénézuélienne et motivant souvent la participation des femmes dans la vie locale<sup>294</sup>, le féminisme était perçu comme un mouvement anti-hommes et contre la vie puisque luttant généralement aussi pour le droit à l'avortement. Dans un pays où la majorité des femmes se construisent en tant que mères, même dès l'adolescence, où les conditions de vie difficiles accentuent le communautarisme, le féminisme était perçu comme un mouvement de classe moyenne visant à libérer les femmes, sexuellement, économiquement mais pas nécessairement à les libérer entre elles, notamment en termes de hiérarchie de classe. Mais, le féminisme était aussi perçu comme un mouvement de femmes uniquement, sans hommes voire érigé contre eux, ce qui suscitait et suscite encore aujourd'hui, bien que chaque fois moins, de la méfiance à son égard. L'amalgame que faisait le président entre les politiques publiques mises en place pour favoriser la participation et le droit du peuple à l'exercer, incarné par la figure des femmes, motive leur mobilisation que ce soit pour contribuer au projet de société proposé ou pour le contester. Le féminisme et depuis peu, le genre, sont devenus un sujet de conversation qui transgresse les différences de classe et de sexe. Elena Ibarra, 52 ans, directrice de l'entité régionale du ministère dans l'état de Carabobo grâce à sa

<sup>294</sup> Voir chapitre 5, 5.1. Résilience et religion : aider pour s'aider.

trajectoire participative « par le bas »<sup>295</sup>, pense qu'elles (les femmes du ministère) ont réussi à « sensibiliser les femmes » :

« Pour ce qui est du genre, oui, on a avancé. Premièrement, nous avons sensibilisé les femmes. Deuxièmement, aujourd'hui les gens savent ce qu'est le genre. Troisièmement, on sait à quoi ça sert ou, du moins, le ministère de la femme est connu... C'est une avancée. Les femmes sont motivées, ça oui. »<sup>296</sup>

**Elena Ibarra**, 52 ans, chaviste et militante communiste, Dir. MPPMIG, Valencia, 2010.

La tentative d'implantation d'un « féminisme d'Etat » depuis 2008 se fait à partir d'une double dynamique : la mobilisation d'un discours inspiré du féminisme de la seconde vague qui prend forme dans un contexte d'ouverture de la politique par le décloisonnement de l'idée de public. Les femmes rencontrées sur les terrains d'enquête, réalisés auprès des actrices ordinaires et institutionnelles, saisissent cette « structure d'opportunité politique »<sup>297</sup>. Au niveau local, une majorité d'entre elles cumulent la participation au sein des structures étatiques avec une activité rémunérée, formelle ou informelle, le travail domestique, un parcours d'études primaires, secondaires ou universitaires (pour une majorité dans les missions). Elles partagent de plus en plus aussi un engagement partisan, qu'il soit en faveur ou contre le gouvernement ou la figure de l'ancien président. Telles que l'indiquent les trajectoires individuelles étudiées, ces deux dernières activités se sont fortement développées sous les gouvernements Chávez. Âgées de 20 à 50 ans, les femmes auprès desquelles j'ai enquêté ont des statuts triplement subalternes par leur appartenance de classe, ethnique et de genre. Une large majorité est mère et leur mobilisation est souvent liée à ce statut<sup>298</sup>. Au niveau institutionnel, de nombreuses instances publiques ont été créées dans le pays dans l'idée d'approfondir le caractère participatif du nouveau régime politique mais le résultat est nuancé. Une hyper-bureaucratiation s'est produite, elle a permis une véritable mobilité

---

<sup>295</sup> Elle a toujours été impliquée dans le bidonville où elle a grandi en proposant des cours d'alphabétisation aux personnes âgées de son quartier, ce qui l'a menée à s'engager dans le parti communiste pendant près de 30 ans.

<sup>296</sup> « *Lo que es género si avanzamos. Primero, hemos sensibilizado a las mujeres. Segundo, hoy en día la gente sabe que es género. Tercero, se sabe para que sirve o por lo menos se conoce el ministerio de la mujer... eso es un avance. Las mujeres están motivadas, eso sí.* »

<sup>297</sup> S. Tarrow, *Power in Movement: Collective Action, Social Movements and Politics*. New York, Cambridge University Press, 1994.

<sup>298</sup> L'instrumentalisation de la maternité par les femmes en politique, au Venezuela, est l'objet de la suivante publication : J. Brandler-Weinreb. « Maternité politique et participation locale : modalités pratiques d'un engagement quotidien sous Chávez », dans K. Bergès, D. Burgos-Vigna, M. Yusta Rodrigo et N. Ludec (dir.), *Résistantes, militantes, citoyennes : l'engagement politique des femmes aux XXe et XXIe siècles*, Rennes, Ed. PUR, Collection Monde hispanophone, n°43, 2015. Puis, voir chapitre 6, 6.1. De la mobilisation de mères à la conscience de genre.



sociale, par l'intégration des classes défavorisées à l'appareil d'Etat, salariant une grande partie de la population active et plaçant des personnes peu diplômées dans les postes à responsabilité publique. L'ethnographie et les entretiens effectués au sein des institutions chargées des femmes et de la participation dans le pays m'ont permis d'observer que le clientélisme et la corruption se maintiennent voire prolifèrent sous le régime bolivarien. Mais ils servent aussi de « passerelle » à une partie de la population qui avait été jusque là marginalisée des espaces de décision. Ils permettent une mobilité inter-institutionnelle et professionnelle pour des personnes qui sont passées d'être membre de leur Conseil Communal ou leaders actives dans leur communauté, à occuper des postes à responsabilité publique comme celui de secrétaire général ou de chargé du département de participation citoyenne du ministère. Elles sont toutes de classe populaire ou de classe moyenne basse. Les jeunes sont très présents dans la nouvelle administration. Elle est composée d'un recyclage d'actrices et d'acteurs sociaux mais elle connaît aussi un renouvellement de ses élites. En raison du caractère mobilisateur de leur action, la participation des femmes appartenant aux classes populaires est cruciale pour le maintien du projet de révolution bolivarienne. Ainsi, l'autorité qu'elles exercent dans la matrifocalité vénézuélienne devient un pouvoir reconnu qu'il s'agit de renforcer sous forme de projet politique institutionnalisé.

## 4.2. Une dignification des femmes

Se produit alors un phénomène hybride où se mêlent un ordre juridique d'avant-garde qui politise les inégalités de genre mais aussi le maternalisme dans lequel les femmes se sont construites comme sujets politiques<sup>299</sup>. Elles accentuent l'instrumentalisation du caractère sacré de leur statut, le saisissant en tant que « maternité politique »<sup>300</sup>. Les femmes ne sont pas toutes des mères au Venezuela mais une grande majorité l'est depuis son plus jeune âge et ce statut confère un pouvoir moral et social que seules les mères, qu'elles soient biologiques ou sociales, détiennent<sup>301</sup>. L'interprétation classique de l'aliénation des femmes par la maternité

---

<sup>299</sup> La question de la dignification des femmes et celle des classes populaires sous les gouvernements Chávez sont au cœur de la troisième partie de la thèse.

<sup>300</sup> La réflexion proposée par E. Chaney peut être transposée au contexte vénézuélien pour analyser la manière dont la maternité est instrumentalisée par les femmes dans la construction de leur citoyenneté politique. Le statut de mères –réelles ou idéelles- leur permet de transgresser la politique sans être perçues –ni se percevoir toujours elles-mêmes- comme concurrentes des hommes. Voir : J. Brandler-Weinreb, « Maternité politique et participation locale : modalités pratiques d'un engagement quotidien sous Chávez », *op. cit.*, et E. Chaney, « La cuestión de la maternidad política y la democracia : feministas y mujeres de organizaciones populares », International Congress of the Latin American Studies Association (LASA), (septembre) 1998. Voir chapitre 6.

<sup>301</sup> Dans la deuxième partie je consacre le chapitre 6 à cette question.

affirme qu'il s'agit de la principale cause de leur mise à l'écart en politique. Mais il est possible de comprendre que c'est dans le rattachement au caractère formel et institutionnel de la politique que se situe le plafond de verre. En effet, il semble difficile de penser le pouvoir politique des femmes si celui-ci est interprété à partir de sa construction au masculin en l'associant à l'idée de représentation et de présence dans les espaces institutionnels et donc dépendant de l'accès aux capitaux économique ou scolaire dont bénéficient surtout les classes moyennes du pays. C'est dans ce cadre que cohabitent la loi pour le droit des femmes à une vie libre de violence<sup>302</sup> et la loi de promotion et de protection de l'allaitement maternel<sup>303</sup>. La politique étatique lie alors le féminisme comme mouvement revendicatif, à la maternité comme instrument permettant aux femmes des classes populaires d'accéder à la politique et de bénéficier d'un statut pour le faire. Cela contribue à un changement social qui permet l'amélioration des conditions de vie des femmes et qui se traduit par divers mouvements. D'un côté celui de favoriser l'accès des femmes à la santé, à l'instruction (par la démarche sociale des missions) et, de plus en plus, aux espaces institutionnels ; puis, d'un autre côté, celui de rendre leur dignité aux individus, souvent lésés à cause de leurs appartenances de classe, ethnique, générationnelle et de sexe. Cette dignification qui peut se rapprocher de la notion de « capabilisation »<sup>304</sup> de la philosophe américaine Martha Nussbaum, est mobilisatrice et transformatrice, à l'intérieur puisqu'elle modifie leur perception d'elles-mêmes, et à l'extérieur par une affirmation de soi à tous les niveaux.

---

<sup>302</sup> Cette loi, fruit des luttes historiques des femmes au Venezuela a été votée en 2007 et répertorie plus de 19 types de violence de genre. Si son application est encore difficile, elle représente une avancée importante au niveau symbolique pour les femmes « du bas » mais aussi en termes législatifs pour le pays.

<sup>303</sup> Une loi pour défendre l'allaitement maternel en dit beaucoup sur la fonction de l'Etat dans le maintien et la réification des rôles féminins et masculins et des identités qui leurs sont (r)attachées. Voir : Loi de Promotion et de Protection de l'Allaitement Maternel, gazette officielle, n°38.763, 6-9-2007, article 1 : « cette loi a pour objectif de promouvoir, de protéger et de soutenir l'allaitement maternel en tant que moyen idéal pour l'alimentation adéquates des enfants, afin de garantir leur vie, leur santé et leur développement », p. 1.

<sup>304</sup> La notion de « capabilité » a notamment été développée par l'économiste et philosophe A. Sen. Elle désigne à la fois la possibilité de faire des choix parmi les biens et les libertés que les individus jugent estimables ; mais c'est aussi la possibilité d'atteindre ces choix. La philosophe américaine M. Nussbaum reprend la notion et s'en distingue en proposant une liste de capabilités qu'elle juge plus centrales que d'autres : « Il ne s'agit donc pas simplement des capacités dont une personne est dotée mais des libertés et des possibilités créées par une combinaison de capacités personnelles et d'un environnement politique, social et économique », M. Nussbaum, *Femmes et développement humain, l'approche des capabilités*, Paris, Editions des femmes, 2008 et *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?*, Paris, Flammarion, Collection Climats, 2012, p.39.

### **4.3. Développement des conditions possibles de l'opposition : récupération du discours sur l'identification aux femmes**

L'affirmation de soi qui se produit dans les espaces locaux de participation favorise l'individualisation<sup>305</sup> des femmes. Cela représente un obstacle à l'instrumentalisation de leur engagement dans l'échiquier politique à diverses échelles. La volonté d'intégration des femmes à la politique nationale devient une ligne de conduite surveillée et mobilisée par les femmes du pays : « contre Chávez il faut une femme et il ne pourra pas aller contre son propre discours, il devra le reconnaître », me dit l'opposante au régime Maigualida Marin, devenue leader de sa communauté (bidonville Las Palmitas) après avoir occupé informellement, à son arrivée à Valencia, le terrain sur lequel elle a construit son appartement. A travers leurs trajectoires participatives, soutenues par un cadre légal qui les reconnaît désormais, les femmes savent qu'il existe un seul moyen pour résoudre leurs problèmes et pour faire appliquer les promesses et les accords politiques : la mobilisation, la pression et l'argumentation. Les femmes rencontrées dans deux états différents du pays, en milieu rural et urbain, d'âges divers, découvrent alors leur sens de l'efficacité et de la compétence et délaissent le fatalisme et le sentiment d'impuissance dans un contexte favorable à leur expression et à leur engagement. Les participantes veulent accéder aux ressources étatiques, échapper à la réalité domestique, faire reconnaître leur travail communautaire et bénéficier, elles aussi, d'une reconnaissance.

L'espace public et la politique ont perdu, pour elles, le sens de faveur gouvernementale et de subordination. Elles ne sont pas toutes partisans du chavisme mais elles n'hésitent pas pour autant à s'assimiler aux catégories qui sont mobilisées par le gouvernement, en les récupérant pour réclamer les droits qui leur reviennent :

« [Que pensez-vous de la place des femmes dans la politique nationale ?] C'est comme avant, on est passé de « guerrières » à « révolutionnaires », de blanc à rouge

---

<sup>305</sup> Pour définir ce concept, je rejoins la perspective de Denis Merklen pour qui l'individualisme ne doit pas forcément être conçu comme l'idée d'une subjectivation positive : « (...) Résultant essentiellement d'une théorisation des processus de « désaffiliation », cette observation ouvre la possibilité de restituer une plus grande complexité à la fois aux univers populaires et aux dynamiques d'individuation ». D. Merklen, « Individus populaires, sociabilité et politicalité », dans R. Castel et C. Martin (dir.), *Changements et pensées du changement. Echanges avec Robert Castel*, Paris, Ed. La Découverte, 2012. Voir chapitre 6.

puisque j'étais une « [militante d'] AD<sup>306</sup> révolutionnaire ». Puis, dis moi, je suis pas mère de bidonville moi, hein [allusion à la misión étatique *madres del barrio*]? »<sup>307</sup>

**Luz de Parra**, 48 ans, opposante au régime, membre du CLPPV et du CC du *barrio* Las Palmitas, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d'autres enfants, Valencia, 2009.

Se pose la question de l'affiliation partisane dans le mouvement d'intégration politique et sociale qui se produit par le haut. Pour penser la question de l'émancipation des femmes et de leur pouvoir politique, il semble important d'interroger le droit à l'autodétermination dans le contexte de la nouvelle politique qui s'instaure au Venezuela. Jusqu'au décès d'Hugo Chávez, une grande partie des femmes incarnant le pouvoir populaire et le revendiquant étaient affiliées ou soutenaient le PSUV. Mais, l'adhésion au parti ne doit pas être interprétée comme une acceptation ou une identification vis-à-vis de celui-ci mais plutôt comme un signe de reconnaissance vis-à-vis de ce que la figure de Chávez et les gouvernements bolivariens représentent pour les classes populaires : l'Etat de l'inclusion et de la justice sociale qui a redistribué la manne pétrolière. Pour les adhérentes au régime politique, il s'agit donc d'une adhésion au projet de pays qui se développe depuis 1999 et qui se fait aussi dans le but d'éviter un gain de place et d'importance de l'opposition –synonyme de recul des avancées sociales- dans les structures de pouvoir qui régulent le pays. Les femmes se sentent désormais instruites, armées légalement, médiatiquement et individuellement ce qui leur permet d'intégrer le jeu politique avec une lucidité qui les pousse à réévaluer constamment leur engagement et la manière dont elles veulent le mener. Pour reprendre les mots de la sociologue mexicaine spécialiste de la socialisation politique en fonction du genre, Beatriz Gómez Barrenechea : « (...) elles arrivent à développer les conditions possibles de l'opposition et les apprentissages de la négociation encore fragmentaires mais qui leurs offrent la possibilité d'incorporer la vie publique avec un ample sens critique, lié à la recherche d'identités sociopolitiques »<sup>308</sup>. Dans cet extrait d'entretien, l'agricultrice de Mérida Ligia Parra m'explique que représenter une institution ne peut être synonyme de pouvoir et d'autonomie :

---

<sup>306</sup> Action Démocratique, un des deux partis qui se sont partagé le pouvoir dans le pays à partir de 1958.

<sup>307</sup> « [Que piensa usted del lugar que ocupan las mujeres en la política nacional ?] Es como antes, pasamos de "guerreras" a "revolucionarias", de blanco a rojo porque yo era "[militante] AD revolucionaria". Y, dime tú, acaso yo no soy madre del barrio, ah [refiriéndose a la misión estatal *madres del barrio*] ? »

<sup>308</sup> B. Gómez Barrenechea, « Significados políticos y participación femenina », *La ventana*, n°5, 1997, pp. 153-171, p. 167.

JBW : Et tu n'aimerais pas occuper un poste qui te permette de faire plus de choses ?

Dans le ministère ou...

LP : Non, non, jamais.

JBW : Non ?

LP : Non parce qu'on te ferme la bouche et moi quand je dois dire les choses je les dis, tu vois ? Et si j'appartiens à n'importe quelle institution, à n'importe quel ministère, je dois faire ce qu'ils disent et moi je dois pouvoir dire les trucs comme je les dis, je dois pouvoir dire clairement les choses quand c'est nécessaire. Alors, oui, on m'a proposé [un poste] mais c'est par peur de m'entendre dire les choses, alors ils veulent me faire taire et moi je dis « non, merci beaucoup ». (...) Moi, je ne suis pas intéressée par les partis politiques. Je n'en ai pas, je ne veux appartenir à personne parce que j'appartiens à Dieu et à la nature, un point c'est tout. Parce que je travaille, je fais un travail politique, exact, avec les gens.<sup>309</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC de Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

Bien que cela puisse sembler paradoxal, une politisation autonome se construit par le biais d'une contestation qui se déploie, entre autres espaces, dans les institutions au Venezuela. Si les imaginaires et les subjectivités jaillissent et se développent, notamment dans les espaces intermédiaires que sont les CC, ils sont aussi et de manière contradictoire, limités par un projet de société : la « construction d'un nouveau modèle de société socialiste » qui définit d'avance une réalité, pourtant réinventée au quotidien. Le problème réside, malgré le décloisonnement de la politique et de l'espace public, dans la difficulté à définir l'objectif commun recherché par les subjectivités multiples et diverses qui constituent le pouvoir populaire<sup>310</sup>.

---

<sup>309</sup> JBW : ¿No te gustaría estar en algún cargo que te permita hacer más cosas? En el ministerio, o... LP: No, no, jamás. JBW: No? LP: No porque le tapan la boca a uno y yo cuando tengo que decir las cosas las digo ¿ves? Y si yo pertenezco a cualquier institución, a cualquier ministerio yo tengo que regirme por lo que ellos dicen y yo tengo que poder decir las vainas como las digo, cuando las cosas hay que decirlas claras. Entonces sí, si me han ofrecido, pero es por temor de no oírme decir las cosas, entonces me quieren tapar la boca y yo digo "no, muchas gracias". (...) Yo en lo que no estoy interesada es en los partidos políticos, en los partidos. No tengo, no quiero pertenecer a nadie. Porque yo pertenezco a Dios y la naturaleza, punto. Porque yo trabajo, hago un trabajo político, exacto, con la gente.

<sup>310</sup> Voir III. L'ère de la participation ou le temps généré des subalternes en politique.

## Conclusion

Le pouvoir populaire décloisonne l'idée de politique et l'espace considéré comme public, ce qui permet de penser le pouvoir des femmes. Le passage du projet de « démocratie participative et protagonique » (1999-2006) à celui de « socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle » (2006-2013) est destiné à intégrer les classes populaires par leur implication dans la gestion des affaires publiques, notamment à travers les Conseils Communaux. En alliant la centralité des femmes au projet politique national depuis 2008, le pouvoir populaire permet l'éclosion d'un apprentissage par la valorisation et la circulation de compétences dénigrées auparavant, car considérées comme étant de l'ordre de l'infra-politique : la centralité des relations interpersonnelles, la maîtrise du local et l'importance de la vie sociale. L'autorité des femmes dans la société matrifocale au Venezuela s'est instituée comme pouvoir politique puisqu'il se situe désormais hors des structures traditionnelles. Leur pouvoir mobilisateur est institutionnalisé et central pour l'Etat vénézuélien et pour le chavisme, porteurs du projet de « révolution bolivarienne ». On assiste alors à une féminisation du projet de modernité vénézuélien ce qui provoque l'ouverture de la politique. Les femmes sont chaque fois plus visibles sur la scène publique dans le pays, qu'elle soit locale ou nationale. Le clientélisme populaire permet leur intégration massive à l'appareil étatique et favorise leur transformation en sujets politiques collectifs et individualisés. Si l'instrumentalisation de leur action se pose chaque fois plus difficilement au niveau individuel, cela est différent au niveau structurel puisque le pouvoir populaire s'articule à un Exécutif national de plus en plus centralisé et personnaliste. La dialectique est complexe puisqu'il existe une interdépendance entre le gouvernement en vigueur et les femmes –et l'inverse-, leurs conditions de vie étant directement liées au projet politique qui se déploie au niveau national.

## **Conclusion de la première partie**

Avec le temps, par la participation se développe une forme de socialisation qui devient, progressivement, un mécanisme d'inclusion de toutes les femmes et des hommes ayant en commun de s'impliquer dans les affaires de la communauté et donc, tel que l'impose la loi, dans les Conseils Communaux. Les activités domestiques quotidiennes pèsent lourdement sur la participation des femmes bien qu'elles ne les empêchent pas de reprendre leurs études et de trouver le temps de réaliser les projets de leur communauté. L'attention portée sur les thèmes pris en charge par les Conseils Communaux, dans les programmes de l'Etat, la presse et la télévision, a facilité la sensibilisation des habitants, et surtout des femmes, dans les diverses communautés étudiées. Elles comprennent alors l'importance de la participation, notamment par rapport au rôle qu'elles peuvent jouer dans leur quartier, dans la municipalité mais aussi dans le développement du pays. Les femmes sont devenues porte-paroles des activités des CC. Elles invitent leurs amies et autres femmes de la famille et de leur entourage à intégrer ces espaces de participation qui sont devenus un facteur d'agrégation et de socialisation important. De cette manière, les femmes vénézuéliennes expriment leur volonté de chercher de nouvelles formes d'insertion sociale.

Les femmes des classes populaires sont devenues les protagonistes du changement social à l'œuvre dans le pays. Cela demande alors d'aborder les problèmes liés à l'habitat, à l'accès aux services publics, à l'alimentation et à la culture politique, à partir d'une perspective centrée sur les trajectoires des femmes. Leur situation de pauvreté n'est pas uniquement liée à la situation économique qu'elles vivent mais il est important de considérer aussi leur degré d'inclusion ou d'exclusion vis-à-vis des ressources non économiques comme le fait de pouvoir disposer de biens culturels, de droits politiques et sociaux, du droit à l'information et au temps libre, point souvent négligé au moment d'évaluer la question de l'émancipation. Aujourd'hui, il est possible d'affirmer que les coopératives et les Conseils Communaux se sont transformés en espaces d'interaction, de communication, de construction et de reproduction d'une citoyenneté qui se produit en dehors de la matrice libérale : le pouvoir populaire. La politique bolivarienne de la participation se fabrique dans les territoires quotidiens, au sein des relations interpersonnelles, et l'autorité des femmes se transforme en pouvoir politique institutionnalisé. Je propose d'étudier les reliefs de cette continuité dans la deuxième partie du manuscrit.

## **DEUXIEME PARTIE. Participation des femmes et système de genre en politique.**

**Chapitre 5.** Devenir *Luchadora Social*. Caractéristiques et conditions de vie des femmes.

**Chapitre 6.** Maternité politique et pouvoir populaire : les femmes en action.

**Chapitre 7.** *Empoderamiento* des femmes en contexte matricentré : les tensions de l'émancipation.



## Introduction

Nous avons présenté, dans une première partie, les deux grandes étapes de la politique de la participation bolivarienne puis, nous avons étudié le fonctionnement des structures étatiques locales qui ont été investies majoritairement par les femmes. Dans cette deuxième partie, il s'agit de s'intéresser à comment bouge, pour les femmes, leur rapport au quartier, à la famille, à l'Etat et à elles-mêmes. Je souhaite donc interroger la manière dont se consolide le pouvoir des femmes, avec le décloisonnement spatiale et idéologique de la politique et de l'idée de public, sous le régime de démocratie participative, durant les mandats Chávez. La toile de fond de cette discussion est toujours la question de la politisation du quotidien sous le prisme de l'expérience participative des femmes de classes populaires, puisque « près de 60% des familles populaires et pauvres sont matricentrées »<sup>311</sup>.

Au Venezuela, l'apparition de structures étatiques de participation politique telles que les Conseils Locaux de Planification Publique (CLPP) ou encore les Conseils Communaux (CC), présentés dans les chapitres 2 et 3, laisse penser que l'évolution de la hiérarchie peut s'accompagner d'un changement au niveau du partage des rôles de sexe. D'un côté, les politiques publiques du projet de « féminisme d'Etat », qui s'est implanté dans le pays dès 2009 (chapitre 4), modifient matériellement les vies des femmes par l'accès aux micro-crédits<sup>312</sup> et aux ressources étatiques injectées dans les structures de participation locale ; puis, elles modifient symboliquement, bien que plus lentement, les représentations sur le machisme et sur la place des femmes en politique. Mais, d'un autre côté, il n'existait pas une articulation concrète avec les CC lors de mon dernier séjour de terrain, en 2012 –bien qu'elle existe légalement- alors que c'est dans ces espaces et au niveau micro-local qu'une reconfiguration du quotidien s'opère.

---

<sup>311</sup> I. Vargas, *Historia, Mujer, Mujeres. Origen y desarrollo histórico de la exclusión social en Venezuela. El caso de los colectivos femeninos*, Caracas, Ed. du Ministère de l'Economie populaire, MINEP, 2006. Dans l'anthropologie vénézuélienne, le concept de « *matricentrismo* » (matricentralité) désigne la spécificité culturelle où la mère est au centre de la structuration familiale des liens de parenté, de la socialisation des enfants et qu'elle se constitue dans la confrontation à l'homme ou le père du foyer et aux autres figures féminines de celui-ci, voir : J. L. Vethencourt, « La estructura familiar atípica y el fracaso histórico cultural en Venezuela », *Revista SIC – Centro Gumilla*, n° 362, Caracas, 1974, pp. 67-69.

<sup>312</sup> Entre 2009 et 2013, par le biais de BANMUJER le gouvernement a octroyé 54.344 crédits à 171.417 personnes dont 87% de femmes (149.012) et 13% d'hommes (22.405). La répartition par secteur d'activité était la suivante : 44% pour la manufacture, 38% pour le secteur agricole, 8% pour la création de MERCAL –supermarché étatique à prix régulé-, 6% pour les services et 4% destinés aux activités liées au commerce. *Informe nacional de Venezuela*, División de Asuntos de Género de la CEPAL (camino a Beijing 20), CEPAL, 15-05-2014, pp. 1-35, p.22.

Dans cette deuxième partie, je m'interroge sur l'émergence, les motivations et la forme que prend cette participation politique. Je m'intéresse également aux effets de cette participation dans leurs pratiques et représentations politiques. La tension que j'étudie se situe au niveau de la société et de ses actrices et acteurs sociaux qui, je pense, ne sont pas encore complètement adaptés à la volonté des femmes de participer en politique et au pouvoir qu'elles détiennent chaque fois plus dans ce domaine, bien qu'un changement se profile à ce niveau. Comme nous le verrons, lorsque la participation se produit elle se réalise difficilement et dans le compromis. Il existe des réalités culturelles, de genre, sociales et politiques qui façonnent et qui opposent les représentations du féminin et celles du pouvoir. Dans le chapitre 5, j'ai cherché à comprendre quelles sont les motivations mais aussi ce qui, dans leurs conditions de vie, poussent les femmes à s'engager dans les structures étatiques de participation locale. Ainsi, je m'intéresse aux femmes pour penser la construction des subalternes historiques en sujets politiques. Dans le chapitre 6, je m'intéresse aux modalités de participation en étudiant la forme que prend cet engagement. Étudier l'alliance entre maternité, action locale et pouvoir politique me permet de penser la tension entre individuation et individualisation pour comprendre leur transformation en sujets politiques. Pour finir, dans le chapitre 7, il me semblait important de penser la question de l'*empoderamiento*<sup>313</sup> des femmes. Car, si les trajectoires étudiées confirment que, dans le contexte vénézuélien, la participation permet l'acquisition d'une surface sociale solide, elles soulèvent régulièrement aussi les tensions que provoque une émancipation à plusieurs vitesses. Ce dernier chapitre se construit alors autour des conséquences individuelles, familiales et collectives de l'*empoderamiento* des femmes dans les rapports de genre.

---

<sup>313</sup> Je choisis d'utiliser la notion d'*empoderamiento* développée en Amérique latine dans les années 1980-1990 par les ONG, les activistes féministes, les mouvements et associations de femmes qui proposaient d'étendre la formation féministe aux femmes des bidonvilles et du milieu rural. Des ateliers de « prise de conscience » des inégalités de genre sont alors organisés pour favoriser la confiance en soi et les capacités individuelles et collectives des femmes à transformer les structures sociales oppressives. Cette pensée s'inscrit dans la lignée de la *Pédagogie des Opprimés* de Paulo Freire en y ajoutant la dimension genrée des rapports sociaux. Sur l'*empoderamiento* voir : A. Fischer, « Les chemins complexes de l'autonomie », *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 2, n° 24, 2005, pp. 65-85 ; sur la méthode de conscientisation des classes populaires voir : P. Freire, *Pédagogie des Opprimés*, Paris, Ed. Maspero, 1974.

## Chapitre 5. Devenir *luchadora social*

Comme nous l'avons vu dans la première partie de la thèse, les CLPP et les CC sont des structures de participation majoritairement investies par les femmes. Mais, qui sont-elles et pourquoi participent-elles ? Dans un premier temps, je propose d'étudier les éléments clefs qui, dans leurs trajectoires, expliquent leur participation politique à l'échelle locale. Je m'intéresse aussi aux raisons qu'elles avancent pour justifier leur engagement. Car, si les conditions matérielles de vie déterminent, partiellement, leur investissement dans les structures étudiées, l'intentionnalité des actrices et des acteurs sociaux rencontrés déterminent amplement aussi les choix qu'elles effectuent. Les femmes évoluent, certes, dans un système de genre inégalitaire et hiérarchique en faveur du masculin, mais elles ne tiennent pas toutes les mêmes discours et n'occupent pas les mêmes places dans celui-ci. Il est donc crucial, pour étudier leur expérience de participation politique, de prêter une attention particulière aux projections individuelles et aux perceptions qu'elles ont de leur engagement.

Dans un deuxième temps, je propose de comprendre le continuum qui existe entre leur assignation sociale de genre et la participation locale. Au-delà de représenter un moyen de lutter contre la pauvreté, leur engagement au sein de ces structures étatiques locales s'explique aussi par le rôle de « femmes » qu'elles occupent dans le foyer, dans le quartier et dans la société vénézuélienne. Par exemple, en étudiant le lien entre sexualité féminine et reproduction, nous comprendrons que la maternité est à la fois un désir et un devoir qu'elles doivent accomplir, pour elles et pour les autres. Elle octroie aux femmes un statut qu'elles instrumentalisent pour intégrer ces espaces politiques. Puis, l'échelle locale dans laquelle s'inscrivent les CLPP et les CC représente une extension de la vie quotidienne qui est, pragmatiquement, plus accessible que les espaces formels, institutionnels ; et, symboliquement, il s'agirait de « *cosas de mujeres* » (affaires de femmes). Dans leur participation elles se confrontent ainsi aux imaginaires sexistes d'une politique qui a été historiquement masculinisée et qui les pousse à développer ce que j'ai appelé une « persévérance sexuée ». Certes, leur volonté de veiller sur l'avenir des générations futures fait écho au système de *care* qui repose sur elles ; mais leur volonté de sortir de l'espace domestique, auquel les (r)attache leur assignation sociale de genre, correspond aussi à un comportement politique qui transgresse les normes qui le font émerger. Ainsi, dans ce chapitre, il s'agit de comprendre pourquoi les femmes rencontrées deviennent *luchadoras sociales*, réservant la question du comment au chapitre suivant (6).

## 5.1. Conditions de vie et trajectoires qui motivent la participation des femmes

### Des 30-50 ans et adolescentes de 15 ans et plus

L'âge des femmes engagées varie en fonction de la période et de la structure étudiées. La méthode de l'immersion ethnographique diachronique, c'est-à-dire les retours répétés sur les mêmes terrains en y séjournant longuement, permet de cerner ce type de changements. Il est difficile de les percevoir depuis la France ou uniquement à partir de la production scientifique sur le sujet, puisqu'il s'agit d'étudier l'histoire présente alors que les publications apparaissent en décalage avec le temps analysé. A l'époque des CLPP, actifs de 2002 jusqu'en 2006, la majorité des participantes avaient entre trente et cinquante ans. Elles sont, en majorité, mères de famille, mariées et/ou vivant avec leur conjoint. Il s'agit, ici, de caractéristiques type des femmes qui s'impliquent dans la politique au niveau local<sup>314</sup>. Mais, avec la micro-localisation de la politique et la micro-territorialisation de la participation, enclenchée avec l'autonomisation des CC en 2006 -et approfondie avec la loi qui leur octroie un rang Constitutionnel en 2009-, le profil a tendance à changer notamment grâce à l'ouverture de la participation à toute personne âgée de 15 ans et plus. En effet, la loi des CC de 2009 permet que les adolescentes et les adolescents âgés de 15 ans participent à tous les processus en lien avec cette forme d'organisation<sup>315</sup>. Si le changement n'a pas bouleversé ce que j'ai observé de 2006 jusqu'en 2009, je peux affirmer qu'il s'est produit en douceur pendant les trois dernières années de terrains effectués entre 2009 et 2012. Une autre raison qui explique la présence chaque fois plus importante des générations qui sont nées ou qui ont grandi sous les gouvernements bolivariens est l'instauration du « service communautaire » qui est obligatoire<sup>316</sup>. Dès 2005, pour pouvoir valider leur diplôme, les étudiantes et les étudiants de l'enseignement supérieur, du secteur public et privé, doivent réaliser ce service. Il s'agit de travailler 120 heures avec les communautés durant leur cursus. Ces heures prennent souvent la forme de l'accompagnement d'un projet réalisé par les communautés, en partant de leurs besoins et de leurs demandes, pour effectuer une expertise davantage technique afin d'assurer la viabilité du projet. Mais, au delà d'une obligation académique, le service communautaire a

---

<sup>314</sup> Pour approfondir la question de l'implication des femmes-mères-épouses dans la politique à l'échelle locale en Amérique latine voir: A. Massolo, « Gobiernos locales y mujeres: nuevos cambios y desafíos en América Latina. Parte 1: El nuevo perfil del gobierno local en América Latina. Democracia y derechos humanos », *Revista Futuros*, Vol.3, n° 9, 2005. et A. Massolo, « Gobiernos locales y mujeres: nuevos cambios y desafíos en América Latina. Parte 2: Las mujeres, los gobiernos locales y la descentralización. Democracia y derechos humanos », *Revista Futuros*, Vol.3, n° 9, 2005.

<sup>315</sup> Loi Organique des Conseils Communaux, gazette officielle n° 39.335, 28-12-2009.

<sup>316</sup> Loi du Service Communautaire de l'Etudiant Universitaire, gazette officielle n°38.272, 14-09-2005.

permis à de nombreux étudiantes et étudiants universitaires de mieux connaître voire de découvrir une autre réalité du pays et d'approcher la population qui l'habite majoritairement et qui appartient aux classes populaires et pauvre, dont elles et ils ne sont pas toujours représentatifs. La majorité des femmes engagées correspond toujours au profil classique des participantes aux organisations de base. Mais, sur mes terrains, j'ai vu participer chaque fois plus de « jeunes », pour reprendre les termes des participantes plus âgées. Celles qui s'auto-qualifient de « vieilles » sont âgées de 50 à 60 ans. Au pays, elles se considèrent et sont considérées comme âgées alors que c'est loin d'être le cas en France. Passée la cinquantaine les personnes se disent « du troisième âge ». Comme nous le verrons plus loin, dans le point sur la sexualité des femmes, leurs grossesses précoces influent considérablement ce phénomène.

### **Un niveau d'étude qui a changé dans le temps**

Les femmes rencontrées dans le CLPP de Valencia provenaient de milieux sociaux variés. Une partie importante appartient à la classe moyenne basse et la majorité aux classes populaires et pauvre. Cette diversité s'explique par la nature de la structure qui reliait les *voceras/voceros* (porte-parole) des divers quartiers, autour d'un dialogue municipal pour tenter de résoudre les problèmes rencontrés par les différentes communautés. Dans les CC, la provenance des femmes tend à s'homogénéiser puisque la structure s'organise autour d'un certain nombre de familles constituant un voisinage. Parmi les femmes impliquées, celles qui détiennent le moins de ressources dans le quartier participent activement dans cette structure, sans que cela soit exclusif. En 2006, les participantes rencontrées sont peu diplômées, souvent pour des raisons économiques (de classe) et/ou familiales (de sexe). Le manque de ressources, la position de la famille<sup>317</sup>, l'avis du mari ou encore la naissance des enfants, sont des éléments qui, comme l'indique ci-dessous Maigualida Marin, pesaient fortement sur le niveau de scolarité des femmes en 2006.

« La plupart des hommes sont diplômés et nous, les femmes, nous sommes « diplômées inachevées » (...). Je les ai toujours arrêtées [les études] à mi-parcours, d'une part à cause de problèmes de santé, ensuite ce sont des raisons, disons,

---

<sup>317</sup> Souvent l'entrée des hommes dans le système scolaire et universitaire est privilégiée à celle des femmes.

économiques qui ne m'ont pas permis de finir mes études et d'autre part à cause du machisme de mon mari qui m'a empêché de devenir une étudiante. »<sup>318</sup>

**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

Mais cela tend à changer considérablement avec le temps et avec l'investissement économique et le développement structurel d'un système d'instruction bien plus élargi et accessible pour les populations vivant dans des conditions précaires, ainsi que pour les plus éloignées des principales villes du pays<sup>319</sup>. D'après l'UNESCO, le Venezuela est le cinquième pays au monde ayant un taux d'inscription au système universitaire de 83% et le deuxième de l'Amérique latine et des Caraïbes. L'Organisation des Nations Unies (ONU)<sup>320</sup> ainsi que l'UNESCO<sup>321</sup> affirment que la place des femmes dans l'enseignement supérieur est considérable<sup>322</sup>. En 2005 le PNUD qualifie le pays de « territoire libre d'analphabétisme »<sup>323</sup>.

J'ai vu un changement à ce niveau là, au fil des retours sur mes terrains de recherche, chez les femmes rencontrées qui sont quasiment toutes inscrites dans l'une des missions gouvernementales<sup>324</sup>, que ce soit pour achever leur scolarité ou pour entreprendre un parcours universitaire dans l'une des universités régionalisées mises en place sous les gouvernements bolivariens. Puis, au regard de ces femmes, les structures étatiques de participation locale représentent un espace leur permettant d'acquérir un autre type de savoir. Elles valorisent énormément les connaissances qu'elles développent à travers leur implication politique et

---

<sup>318</sup> « *La mayoría de los hombres son diplomados y nosotras, las mujeres, somos diplomadas inconclusas. Siempre las he dejado a mitad de camino, primero por circunstancias de salud, otras eran por problemas, vamos a decir, económicos que no me permitían terminar los estudios y otras por el machismo de mi marido que no me permitió llegar a ser una estudiante.* »

<sup>319</sup> La *misión Robinson II* permettant de terminer un cursus inachevé en études primaires aurait bénéficié un total de 1.321.582 personnes en 2007 (p.18) et la *misión Sucre* proposant différents parcours universitaires dans chacune des municipalités du pays compterait, en 2007, 383.281 inscrits. Voir : *Misiones Bolivarianas*, Colección Temas de Hoy, Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, Caracas, 2007, 36p.

<sup>320</sup> Page Internet de l'ONU (consultée le 06/09/2013).

<http://onu.org.ve/odm/en-venezuela/>

<sup>321</sup> Page Internet de l'UNESCO (consultée le 06/09/2013).

<http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/women-higher-educationFR.aspx>

<sup>322</sup> Voir : *Ministerio del Poder Popular para la Educación Universitaria. Logros de la Revolución Socialista bolivariana en Educación Universitaria: 1999-2010*, Caracas, Educación Universitaria Socialista Bolivariana, 2011. Sur ce sujet, l'indice de parité pour l'éducation primaire était de 0,93 en 2009 et de 0,94 en 2012, c'est-à-dire que pour 100 garçons qui font des études primaires, on compte 94 filles. Concernant l'éducation secondaire, entre 2009 et 2012 l'indice de parité s'est maintenu à 1,05, ce qui veut dire que pour 100 adolescents étudiants en secondaire on compte 105 adolescentes. S'agissant du niveau d'études supérieures, en 2009 pour 100 hommes nous retrouvons 144 femmes, alors qu'en 2012 pour le même nombre d'hommes nous avons 164 femmes. Données extraites du rapport : *Informe nacional de Venezuela*, División de Asuntos de Género de la CEPAL (camino a Beijing 20), CEPAL, 15-05-2014, pp. 1-35, p.12.

<sup>323</sup> Page Internet du PNUD au Venezuela (consultée le 06/09/2013).

[http://www.onu.org.ve/index.php?option=com\\_content&task=view&id=49&Itemid=65](http://www.onu.org.ve/index.php?option=com_content&task=view&id=49&Itemid=65)

<sup>324</sup> Voir première partie, note 287.

s'investissent avec fierté et engouement dans les diverses formations proposées par les structures étatiques de participation à l'échelle locale (voir chapitre 2). Nous pouvons donc voir, dans leur militantisme, une compensation des envies brisées de formation. Dans ce sens, les ateliers de *capacitación* que proposent les structures étatiques de participation représentent, pour elles, un moyen de consolider les compétences qu'elles ont acquies dans l'engagement local et l'opportunité d'élargir leurs connaissances. Sur ce point, les différences générationnelles se creusent chaque fois plus. Dans les zones reculées du *páramo* la mère des sœurs leaders Parra avait été privée d'études, comme beaucoup de femmes de sa génération. Nidia me raconte qu'au fur et à mesure de leur parcours scolaire, les filles ont appris à leur mère à lire et à écrire.

JBW : Vous avez toutes étudié, ou seulement les plus petites ? Pourquoi quittez-vous la maison paternelle si tôt ?

NP : Nous avons toutes étudié mais ici nous pouvions aller jusqu'en sixième (*sexto grado*). Berta est partie travailler dans une maison de famille<sup>325</sup>, c'était ça la libération de soi à l'époque, la manière de grandir, de se libérer. Après, elle a commencé à étudier le secrétariat le soir et elle a travaillé un temps là-dedans. Moi, j'ai aussi étudié un cours de secrétariat au lycée nocturne mais je voulais aller au lycée avec uniforme<sup>326</sup> et tout, je rêvais de ça. Bon, après je suis allée à l'université. Amanda aussi. Ligia a terminé le lycée et elle a fait un cours de secrétaire, elle a travaillé longtemps là dedans. Alors on partait parce qu'ici on [pouvait] étudier jusqu'à *sexto grado* alors on ne pouvait pas vraiment avancer beaucoup. En plus, je pense que papa se disait que si on restait là on finirait mariées avec des hommes d'ici, pleines d'enfants et il nous disait toujours d'étudier, de ne pas nous marier avec des hommes d'ici parce qu'ils allaient nous soumettre et nous remplir d'enfants. Même s'il était très machiste avec maman, nous il nous poussait vers autre chose. (...)

JBW : Vous parlez toujours de « ton »<sup>327</sup> père, ton père ceci, ton père cela mais, et ta mère ? Elle vous parlait ?

---

<sup>325</sup> En tant qu'employée domestique.

<sup>326</sup> Au Venezuela, la scolarité se fait en uniforme. Les lycées nocturnes sont à cheval entre le monde du travail et le système scolaire. Ces lycées étant considérés comme un parcours à part, les élèves ne portent pas d'uniforme.

<sup>327</sup> Au Venezuela, au sein d'une famille provenant des mêmes père et mère, quand les enfants parlent de leurs parents, ils et elles disent « mon » père et « ma » mère et non pas « notre » père ou « notre » mère.

NP : Maman était comme l'équilibre de la maison. Elle souffrait beaucoup mais elle laissait tout à Dieu. Papa se couchait à dix-huit heures, pas vrai, alors elle veillait à ce qu'il y ait du silence à la maison, même si elle devait nous mettre dehors pour qu'on joue et qu'il puisse écouter les *novelas* (feuilletons) à la radio, parce qu'à l'époque il n'y avait pas de télé. Maman était la douceur, la tranquillité. Elle nous disait d'étudier beaucoup. Quand on a commencé à aller à l'école on a appris à maman à lire et à écrire parce qu'elle ne savait pas.

JBW : Mais, ton père savait, non ? Il ne lui a pas appris ?

NP : Non, il ne lui a pas appris. A cette époque peu de personnes savaient lire et écrire. Nous lui apprenions à elle.<sup>328</sup>

**Nidia Parra**, 50 ans, chaviste, *consejala* de la municipalité Rángel, chargée des comités de travail environnement et éducation, membre née du CC de Misintá, en couple, 2 enfants, Mérida, 2010.

Ces femmes qui ont aujourd'hui entre 50 et 60 ans ont dû partir loin de leur famille, à Caracas, pour réaliser ces parcours. Alors que, grâce aux démarches sociales gouvernementales comme les *aldeas universitarias* ou les *misiones*, leurs enfants ont eu accès aux études dans leur propre localité.

## La rhétorique de la nécessité

Jeanne Bisillat explique qu'une femme adhère à un mouvement populaire pour tenter de trouver une réponse à un besoin aussi précis qu'urgent comme l'accès à l'eau, à l'électricité, à

---

<sup>328</sup> « [Todas estudiaron o solo las mas pequeñas ? Porque se iban de la casa paterna tan temprano?] Todas estudiamos pero aquí uno llegaba hasta sexto grado. Berta se fue a trabajar en casa de familia, esa era la liberación de una en ese entonces, la manera de crecer, de liberarse. Despues ella empezó a estudiar de noche secretariado y trabajó un tiempo de eso. Yo estudie también un curso de secretariado en el liceo nocturno pero yo quería ir al liceo con uniforme y todo, soñaba con eso. Bueno, luego fui a la universidad. Amanda también. Ligia terminó el bachillerato y luego hizo su curso de secretaria y trabajó durante mucho tiempo en eso. Entonces nos íbamos porque aquí se estudiaba hasta sexto grado, entonces uno no podía superarse mucho. Además pienso yo que papa se diría que si seguíamos aquí terminaríamos casadas con hombres de aquí, llenas de hijos y el siempre nos decía que estudiaríamos, que no nos casáramos con hombres de aquí porque nos iban a someter y a llenar de hijos. Aunque el fuera muy machista con mamá, como que nos impulsaba hacia algo diferente a nosotras. (...) [Siempre hablan de tu papa, tu papa esto, tu papa aquello pero y tu mama ? Ella hablaba con ustedes ?] Mamá era como el equilibrio de la casa. Ella sufría mucho pero se lo dejaba todo a Dios. Papá se acostaba a las seis, verdad, entonces ella procuraba que hubiera silencio en la casa, así nos tuviera que sacar a jugar fuera para que el oyera las novelas por la radio, porque en ese entonces no había tele. Mamá era como la dulzura, la tranquilidad. Ella nos decía que estudiaríamos mucho. Cuando nosotras empezamos a ir a la escuela le enseñamos a mamá a leer y escribir porque ella no sabía. [Pero tu papa sabía no ? El no le enseñó ? ] No, el no le enseñó. En ese tiempo eran pocas las personas que sabían leer y escribir. Nosotras le enseñábamos a ella. » Pour en savoir plus sur la trajectoire de Nidia, voir : 3.1 CC de Misintá : héritier d'une participation historique et d'un leadership féminin.



un poste de santé, à un logement « digne »<sup>329</sup>. Pour une partie des *luchadoras* l'objectif de leur participation dans les structures étatiques locales se situe dans le court terme, même si cela peut changer par la suite. Selon les participantes, elles auraient intégré les CLPP et les CC pour répondre à des besoins urgents, très concrets, pragmatiques. Par exemple, le cas de María de los Angeles, ex conseillère communale sociale du CLPPV qui est diabétique. Pendant la période de grève pétrolière qui s'est produite en 2002, elle s'est vue privée d'insuline, du jour au lendemain. Impossible de trouver de l'essence dans le pays. Le manque de transport, privé comme public, se fait sentir. Il a donc fallu s'organiser pour connaître le nombre de personnes nécessitant des soins réguliers puis, trouver le moyen d'accéder aux médicaments manquant dans le quartier. La rhétorique de la nécessité revient régulièrement dans leurs récits. L'expérience de María de los Angeles Díaz fait écho aux propos de Denis Merklen sur le quartier comme mode d'inscription collective puisque « En tant que forme d'inscription collective, le quartier permet le déploiement de stratégies localisées de solidarité et de coopération. »<sup>330</sup> Tel que l'explique Maigualida Marin, du bidonville Las Palmitas de Valencia, il est important de « sentir les besoins » du territoire habité pour mener le « travail », dans son cas, au sein du CLPP :

« C'était facile pour moi le travail [dans le CLPPV] parce que je connaissais ma paroisse et les besoins, parce que je les subis et parfois c'est vrai qu'il ne s'agit pas seulement de mettre quelqu'un en place parce que c'est un *profesional*, ou parce qu'il y a de l'argent, ou parce qu'il est mobile [avec un moyen de transport privé] mais c'est nécessaire de sentir les besoins. »<sup>331</sup>

**Maigualida Marín**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

A un moment donné, un besoin individuel peut se transformer en intérêt collectif, comme le rappelle Jeanne Bisillat « tous luttent auprès d'institutions étatiques ou municipales pour ce dont chacun à besoin »<sup>332</sup>. Cette mobilisation s'organise sous forme d'association civile *Red Vecinal* (réseau de voisinage). C'est dans ce contexte qu'ont émergé les CLPP. Sensibilisés,

---

<sup>329</sup> J. Bisillat, « Migration féminine comme parcours initiatique : la conquête d'une nouvelle identité (São Paulo, Brésil) », *Cahiers du CEDREF*, n°8/9, Paris, 2000, pp. 67-85, p. 79.

<sup>330</sup> D. Merklen « Individus populaires, sociabilité et politicité », *op. cit.*, p. 6.

<sup>331</sup> « *Se me hizo fácil el trabajo [en el CLPPV] porque yo conocía mi parroquia con las necesidades, porque las padezco y a veces si es cierto que no es solo llevar a alguien ahí porque es profesional o porque tenga dinero o porque se pueda mover para todos los lados pero es necesario sentir las necesidades.* »

<sup>332</sup> J. Bisillat, « Migration féminine comme parcours initiatique : la conquête d'une nouvelle identité (São Paulo, Brésil) », *op. cit.*, p. 79.

les habitantes et aussi quelques habitants intègrent alors cette structure étatique de participation.

## **Migration et lutte pour l'amélioration des conditions de vie**

Jeanne Bisillat étudie les femmes migrantes, pauvres, peu alphabétisées, sans qualification professionnelle et majoritairement cheffes de famille qui font partie d'un mouvement populaire, dans la périphérie de São Paulo au Brésil. Pour l'auteure, la migration peut être étudiée comme « un parcours initiatique moderne, partant de l'indifférenciation de la "condition féminine" pour aboutir à une individualité citoyenne, sujet de droit. Inscrite dans la mobilité physique, la migration peut devenir le support d'une autre mobilité que j'ai appelée "intérieure", ouverte aux changements »<sup>333</sup>. La migration féminine est reconnue depuis plus d'une décennie, comme un des faits sociaux majeurs même si les connaissances à ce sujet restent fragmentaires. L'auteure soutient l'idée que dans les années 1970 la « sex-ratio » en était inversée, mais le phénomène restait encore peu étudié<sup>334</sup>. Plus de la moitié des enquêtées sont des migrantes internes au pays. La migration croisée à leur assignation sociale de genre est non seulement une condition qui pousse les femmes à participer à la politique à l'échelle locale, elle est aussi une justification avancée par les participantes pour expliquer l'engagement local. Illustrons l'expérience que vivent ces femmes dans le processus migratoire, parfois même du choc qu'elles subissent, à partir de deux cas. Le premier est celui de Maigualida Marin, *luchadora* reconnue dans son travail d'ex conseillère municipale au sein du CLPPV, en 2006 et toujours active dans sa communauté aujourd'hui, mais différemment puisqu'elle a repris les études et qu'elle a été déçue du passage au chavisme de la mairie de Valencia en 2008 (elle travaillait en lien étroit avec l'ancien mairie, d'opposition)<sup>335</sup>. Elle réside sur Valencia depuis plus de 20 ans maintenant. C'est à travers l'occupation illégale d'un terrain qu'elle s'est faite connaître et respecter dans sa communauté :

---

<sup>333</sup> J. Bisillat, *op. cit.*, p. 70-71. Sur ce sujet voir également : S. Sassen, « Vers une analyse alternative de la mondialisation : les circuits de survie et leurs acteurs », *Cahier du GENRE : Travail et mondialisation, Confrontation Nord/Sud*, n°40, 2006, pp. 67-87. Son étude porte sur les femmes qui migrent, dans le cadre de la mondialisation, pour travailler dans divers domaines. Pour Sassen, lorsque les femmes assument des rôles actifs dans la vie publique et exercent des activités sociales, elles renforcent leur statut à la maison et dans le processus d'insertion. Les femmes s'engagent d'avantage dans la consolidation de la communauté (droits, accès aux services publics et sociaux) et dans les activités militantes qui en découlent. Ces conditions favorisent aussi l'émergence et la visibilité des femmes sur le marché du travail ainsi que dans les mouvements populaires, comme le montre Bisillat.

<sup>334</sup> « Les grandes villes recevaient un grand nombre de femmes rurales : 3,8 millions entre 1960 et 1970 », J. Bisillat et C. Verschuur (dir.), *Cahiers genre et développement, n°1: Le Genre: un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Paris-AFED et Genève-IUED-EFI, 2000, p.69.

<sup>335</sup> Voir : 2.1 Valencia : d'une mairie d'opposition à une mairie chaviste.

« Quand je suis arrivée ici j'ai dû vivre dans un *ranchito* (habitat précaire des bidonvilles) alors que je n'avais jamais eu à vivre dans un *ranchito*, parce que je viens de là où on balaye les rues, où on ne voit pas de poubelles dans les rues, d'un petit port<sup>336</sup> mais propre, propre! Je suis arrivée ici, à sentir les égouts, à avoir peur de dormir parce que, et si je me prends une balle perdue (*sic*) ? J'ai eu à vivre l'expérience grave de vivre dans un *rancho*, de vivre dans la rue, d'occuper [des terrains], c'était comme pour que je sache, ce qu'est de vivre dans ces conditions. J'ai occupé mon terrain et en tant que leader je devais dormir dans la rue avec les autres et je le faisais parce que je devais démontrer que je n'avais pas d'habitat, je n'avais pas mes enfants, et par là j'ai connu 120 familles. Alors, dis moi, qui peut ne pas me connaître ? »<sup>337</sup>

**Maigualida Marín**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

Le deuxième cas est celui de *la señora* Irene de Becerra, également ex conseillère municipale du CLPPV et aussi très admirée et sollicitée par la communauté, où elle participe toujours mais dans l'informalité depuis 2009, à partir du moment où les Conseils Communaux fonctionnent explicitement « pour la construction d'un Etat socialiste »<sup>338</sup> alors qu'elle est en opposition au régime en vigueur. Sa participation informelle s'est produite aussi à partir du moment où sa petite fille est née. Elle s'en est occupée les premières années, pendant que la mère et le père travaillaient. La petite était sur les genoux de sa grand-mère lors de chaque entretien, en 2009, 2010 et en 2012. *La señora* Irene a fui l'insécurité, liée à la délinquance, de Catia, bidonville de Caracas. Elle est aussi arrivée sur Valencia il y a plus de 20 ans, dans le but d'accéder à une meilleure qualité de vie quotidienne aux côtés de son mari.

« Moi ça fait presque seize ans que je suis ici [sur Valencia], je suis *caraqueña*, *caraqueña*. Ecoutez, je suis venue, parce que je suis de Caracas, de *Catia* (bidonville de la capitale) et j'ai vécu à la *California Norte* (quartier populaire). Alors, quand je

<sup>336</sup> *Cumarevo*, état Falcón, au Nord Ouest du Pays. Zone très touristique en raison de ses magnifiques plages.

<sup>337</sup> « *Cuando yo llegué aquí yo viví en un ranchito cuando nunca me había tocado vivir en un ranchito porque yo vengo de dónde se barrián las calles, dónde no veías la basura, un pequeño puerto pero limpio limpio. Yo llegue aquí a oler chuaca, a tener miedo de dormir porque ¿y si me pegaba una bala perdida? Me tocó la grave experiencia de vivir en un rancho, de vivir en la calle, de invadir, fue como que para que yo sintiera lo que es estar en esas condiciones. Yo invadí mi terreno y como líder me tocaba dormir en calle con los demás y lo hacía porque tenía que demostrar que no tenía vivienda, no tenía a mis hijos, y por allí conocí 120 familias. Entonces dime tú ¿quien no me pueda conocer? »*

<sup>338</sup> Voir : 3.2. CC dès 2009 : sectarisme partisan officiel, mixité dans les faits.

suis arrivée ici, j'ai vu un quartier délabré: il n'y avait pas de lumières, le service des poubelles ne passait pas, les gens construisaient et laissaient tous les matériaux, les décombres... alors j'ai commencé à m'inquiéter : il n'y avait pas de téléphone, les rues [étaient] obscures et je disais « mince et ici il n'y a personne pour s'en charger? Ici il n'y a pas de mairie? Ici il n'y a pas...». Alors j'ai commencé, il y a avait beaucoup de voleurs, ils volaient beaucoup alors j'ai commencé à travailler, non pas dans l'association de voisins, j'ai débuté dans la sécurité, j'étais la secrétaire d'un groupe d'hommes avec lesquels on faisait des rondes dans le quartier. On faisait des gardes de nuit, c'est vrai, et moi j'étais la secrétaire, et c'est là qu'a commencée mon inquiétude, lorsque j'ai commencé à travailler dans l'association de voisins et ça fait déjà quinze ans de ça... »<sup>339</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 53 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2006.

A travers ces deux récits, j'ai pu comprendre et sentir à quel point l'expérience migratoire est marquante pour ces femmes. Il est important et nécessaire de prendre en considération l'appartenance sociale des individus pour saisir la façon dont se fait et se vit la migration. Les conditions ne sont pas les mêmes lorsque la migrante a, ou n'a pas, de capital économique et/ou social. Certes, le niveau socio-économique de Maigualida et de *la señora Irene* sont différents. En effet, Maigualida se voit forcée d'occuper informellement des terrains pour pouvoir se loger alors que ce n'est pas le cas de *la señora Irene*. La première habite un *barrio* (bidonville) alors que la deuxième réside dans une *urbanización popular* (quartier résidentiel, dans son cas populaire). Mais, leurs ressentis au moment de l'arrivée sont similaires et peuvent expliquer leur engagement participatif, les remarques qu'elles font sur les services publics, sur la saleté des lieux, sur le sentiment d'insécurité et sur leur besoin d'intervenir.

Dans le cadre de son étude, Jeanne Bisillat explique que l'expérience humaine de la migration se traduit par des éléments matériels, culturels et psychologiques mais aussi par un processus

---

<sup>339</sup> « Yo llevo aquí casi 16 años, yo soy caraqueña, caraqueña. Mire me vengo, porque yo vengo de Caracas yo soy de Catia (barrio) y viví en la California Norte. Entonces cuando yo me vengo hacia acá, y empiezo a ver la urbanización en mal estado: no había luz, no entraba el aceo, la gente construía y dejaba el poco de materiales, los escombros; empecé como a inquietarme: no había teléfono, las calles oscuras y entonces yo decía "Conchale ¿Y aquí no hay quién se encargue? ¿Aquí no hay alcaldía? Aquí no hay..." Entonces empecé, y aquí había muchos ladrones, robaban mucho entonces empecé trabajando no como asociación de vecinos, empecé trabajando como seguridad, era la secretaria de un grupo de hombres con los que hacíamos rondas en la urbanización. Hacíamos guardias de noche, verdad, y yo era la secretaria y allí fue cuando empezó mi inquietud, cuando empecé a trabajar en la asociación de vecinos y ya hace de eso 15 años. »

d'objectivation qui provoque chez certaines femmes, mais aussi chez les hommes, une prise de conscience d'une nouvelle réalité notamment sur le plan identitaire, territorial et civique. La migration peut alors devenir le support de cette autre mobilité que l'auteure a appelée « mobilité intérieure ». A partir de là, il faut très vite s'organiser pour la survie : se situer dans l'espace, trouver un travail et un logement. Mais, nous pouvons aussi y voir, tout simplement, un moyen de s'orienter et d'apprendre le fonctionnement de l'espace urbain, lorsque les migrantes proviennent d'un milieu rural, ou simplement de s'approprier un nouveau cadre de vie. La justification liée à la migration traverse les deux types de discours présentés plus haut : un résultat immédiat est espéré même si l'objectif recherché se situe dans le long terme. Chez les enquêtées, la volonté d'améliorer le cadre de vie est directement liée à l'expérience migratoire. *La señora* Irene explique que c'est son arrivée à Valencia qui l'a poussée à s'impliquer dans les affaires de la communauté puisque le lotissement ne bénéficiait pas des services publics (accès à l'eau, ramassage des ordures, téléphone, éclairage des rues etc.). Elle a donc cherché le moyen de participer à la vie de « son » quartier. L'adjectif possessif singulier employé par *la señora* Irene m'interpelle puisque j'ai souvent retrouvé ce type de discours et de registre dans les entretiens, notamment dans ceux effectués auprès des migrantes :

« C'est nécessaire de sentir. Moi, ça m'a pris récemment de dire « ma » paroisse (...) en tant que symbole, « ma » Valencia parce que je le ressens ainsi et je ne suis pas *valenciana*, je suis *prestada* (prêtée) ici parce que je suis de *Cumarevo*, de l'état Falcón. »<sup>340</sup>

**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

L'implication politique au sein des structures étatiques de participation locale n'est donc pas uniquement liée à une volonté d'améliorer le nouveau cadre de vie qui se présente à elles. Je constate qu'il s'agit aussi d'un moyen de s'approprier le nouvel espace, de se (re)créer ou parfois d'adapter leur identité au nouveau « chez elles », pour ainsi bénéficier d'un sentiment d'appartenance.

---

<sup>340</sup> « *Es necesario sentir. Y yo últimamente he agarrado en decir « mi » parroquia como un símbolo, « mi » Valencia porque la siento como tal y yo no soy Valenciana, yo digo « yo estoy aquí prestada » porque yo soy de Cumarevo, estado Falcón. »*

## Culture politique familiale et passé participatif

Les femmes étudiées se prévalent d'avoir un passé participatif qu'il soit communautaire (implication dans les associations de quartier, associations civiles, ONG etc.) ou militant partisan. Comme nous avons pu le remarquer, dans certains extraits d'entretiens, lorsque les participantes intègrent les structures étatiques de participation elles ont toutes un certain degré de « culture politique », en raison de la militance d'un ou d'une membre de la famille (souvent les parents) au sein de partis, d'associations ou en tant qu'habitante ou habitant impliquée dans sa communauté<sup>341</sup>. Ainsi, elles disposent d'une culture en matière d'organisation qui favorise leur engagement. Mais, leur culture politique est aussi très liée à leur appartenance socio-économique et à leur assignation sociale de genre. De ce fait, la culture familiale, le niveau d'études et le vécu de l'expérience migratoire influent considérablement dans leur rapport à la politique. Le cas de Luz de Parra, originaire de la région de Maracaibo, leader du bidonville Las Palmitas, de Valencia, offre l'exemple d'une continuité de l'expérience participative familiale :

« En arrivant [à Valencia] j'ai travaillé avec les partis politiques, avec AD [Action Démocratique]. Maintenant, je travaille dans les travaux communautaires et non plus en politique. (...) Ma mère faisait des travaux communautaires sous Pérez Jiménez. Mon père était plus politicien, avec AD, et moi je m'y mettais avec lui mais maintenant regarde, j'ai fini par faire le travail que faisait ma mère. »<sup>342</sup>

**Luz de Parra**, 45 ans, opposante au régime, membre du CLPPV et du CC du *barrio* Las Palmitas, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d'autres enfants, Valencia, 2006.

L'assignation sociale de genre joue ainsi un rôle au niveau de la nature de l'expérience participative des femmes. Luz assimile son père à la catégorie péjorative de « politicien » qui fait référence à celle de *politiqueria* que nous avons étudié dans le chapitre 2 et que les participantes opposent à l'idée de citoyenneté qui rejoint celle de « travailler pour la communauté », termes qu'elle emploie pour décrire l'engagement de sa mère. Magaly Rigores de Escalona qui tenait une maison de santé dans le même bidonville où réside Luz,

<sup>341</sup> J.-P. Lavaud, « Mères contre la dictature en Argentine et Bolivie », *CLIO : Histoire, Femmes et Sociétés : Maternités*, n°21, Paris, 2005, pp. 107-127, p. 111.

<sup>342</sup> « Cuando yo llegué [a Valencia] yo trabajé con los partidos políticos, con AD [Acción Democrática]. Ahora yo trabajo con los trabajos comunitarios y no más en política. (...) Mi mamá hacía trabajos comunitarios bajo Pérez Jiménez. Mi papá era más político, con AD, y yo me metía con él pero ahora mira, termine haciendo el trabajo que hacía mi mamá. »

nous disait que « le politique pour moi c'est le fanatisme d'un seul parti et ça, c'est pas ce que je fais ». Luz s'identifie alors au modèle d'engagement de sa mère, bien qu'elle ait milité aux côtés de son père et qu'elle milite encore aujourd'hui en tant qu'opposante au régime en vigueur. Dans ce récit, nous pouvons noter l'influence quasi directe de la culture familiale sur la participation de Luz. Je voudrais également faire ressortir un autre constat qui se dégage de mes entretiens. Il s'agit du lien entre l'appartenance socio-économique et les motivations de l'engagement. En effet, la plupart des participantes proviennent de milieux économiques défavorisés (classe populaire et classe moyenne basse). C'est leur appartenance sociale et les besoins dont elles souffrent qui les poussent à s'impliquer dans la politique et les dotent d'un passé participatif. Comme l'explique Maigualida plus haut, le fait de connaître les besoins de sa paroisse et de les subir ont facilité le travail qu'elle effectuait dans le CLPP de Valencia. Nous arrivons alors au même résultat que Denis Merklen lorsqu'il étudie la sociabilité et la « politicalité »<sup>343</sup> des classes populaires. Dans son analyse non genrée de cette catégorie, l'auteur montre que c'est dans l'objectif de fournir les ressources nécessaires à la survie que les classes populaires se mobilisent, ce qui peut être transposé aux cas des femmes qui participent à l'échelle locale.

### **Résilience et religion : aider pour s'aider**

« L'humain qui résiste chez ces femmes est source d'immense souffrance, mais cette douleur œuvre comme principe de réalité et de personnalisation et cherche à tâtons un certain type de consistance, un sol ferme sur lequel marcher, une sortie. »<sup>344</sup>

Dans son ouvrage *La culture du barrio*, Pedro Trigo étudie les tensions qui régulent les habitantes et les habitants du *barrio* qui proviennent majoritairement du milieu rural puisque le *barrio* s'est constitué à partir des grandes migrations rurales vers la ville des années 1950-1960. Cet exode rural a conduit à une saturation des villes en termes de logement et d'emploi

---

<sup>343</sup> Par « politicalité » l'auteur entend décrire la dimension politique de la condition populaire. Pour Merkeln : « La politique apparaît pour ces couches populaires comme l'activité permettant d'accéder à ces ressources indispensables à la survie mais auxquelles on ne peut accéder par le marché. Non seulement en raison de revenus insuffisants mais aussi parce que ces ressources se trouvent massivement sous contrôle de l'Etat ». Voir : D. Merklen « Individus populaires, sociabilité et politicalité », *op. cit.*, p. 18.

<sup>344</sup> « *Lo humano que resiste en estas mujeres es fuente de inmenso sufrimiento, pero ese dolor obra como principio de realidad y de personalización y va buscando a tientas algún tipo de consistencia, un suelo firme en que pisar, una salida* ». P. Trigo, *La cultura del barrio*, Ed. Centro Gumilla, Caracas, 2008 (2004), p. 104.

provoquant alors une « bidonvilisation » des principales agglomérations. Jésuite vénézuélien d'origine espagnole, l'auteur est familiarisé à la culture des bidonvilles par son investissement religieux mais aussi social et humanitaire dans les quartiers marginalisés du pays. Pour Trigo, les habitantes et habitants du *barrio* se caractérisent par un « être entre » (*estar-entre*) : entre le champ et la ville, entre le champ et le *barrio*, entre le *barrio* et la ville, et entre les hétérogénéités du *barrio*. L'auteur explique comment l'habitante et l'habitant du *barrio* a pour objectif de rester vivant et de vivre humainement : en raison de la difficulté à trouver un emploi, en raison de la malnutrition, en raison du manque d'opportunités et de reconnaissance, en raison des violences verticales et horizontales subies au quotidien. Cet ouvrage met en avant l'idée que ce mode de vie s'accompagne d'une pression difficile à supporter et qui caractérise ce qu'il a appelé la « sous culture de la pauvreté ». La *cultura del barrio* serait ainsi l'obsession pour la vie quand celle-ci est niée de mille manières.

La perspective de ce Jésuite vénézuélien, engagé activement auprès des *barrios* et écrivant régulièrement sur cette question pour la revue du centre GUMILLA<sup>345</sup> me paraît importante à prendre en considération dans mes recherches puisqu'en Amérique latine, et le Venezuela n'est pas une exception, l'église catholique et les communautés ecclésiastiques de base ont pris en charge certains des domaines non considérés comme prioritaires pour l'Etat, dans les années 1960-1980. Ce mouvement était nourri par la théologie de la libération mais aussi par le courant « tiers-mondiste » qui deviendra, à la fin des années 1960, l'appellation de toute idéologie ou de tout mouvement anticolonial radical recherchant l'émancipation des populations opprimées. Ces acteurs religieux se sont occupés des laissés-pour-compte, en intervenant majoritairement auprès des femmes. Souvent cheffes du foyer, elles ont difficilement accès à l'instruction et au travail salarié puisqu'elles jonglent entre les activités domestiques et les activités rémunérées informelles qui leur permettent d'assurer un équilibre entre les différents territoires quotidiens investis. Ana Luisa Ávila, membre du CC et de la coopérative de *lombricultura* (production d'humus organique –engrais naturel- présenté comme alternative aux pesticides employés dans l'agriculture) de Mistique (Mérida), m'explique comment fonctionnaient les CEPDIF (*Centros de Educación Popular de Desarrollo Integral para la Familia*) au sein desquels elle s'est investie, aux côtés de Nidia

---

<sup>345</sup> Le centre GUMILLA est soutenu par la Fondation qui porte le même nom et qui existe depuis 1968 au Venezuela. Il s'agit d'un centre de recherche (CIAS : *Centro de Investigación y Acción Social*) tenu par des jésuites formés dans des champs variés et travaillant avec des personnalités (laïques) du monde académique, avec le monde de l'entreprise mais aussi avec des leaders d'organisations populaires. Ce centre produit et publie des travaux de qualité, dont leur revue SIC. En 2012, j'ai eu le plaisir de rencontrer le chargé de recherche du centre, le sociologue de l'UCV Jesús Machado qui veille sur le travail d'objectivation que doivent réaliser les auteurs, tant au niveau de la réflexion sur le point de vue situé à partir duquel se réalisent les recherches, qu'au niveau de la non prise de position partisane dans les publications.



Parra et de María Vicenta Dávila, toutes habitantes de Mistequé, sur le páramo de Mérida. Elle aborde la question quand je lui demande si avant les CC il existait d'autres initiatives similaires dans sa localité :

« Dans les CEPDIF on planifiait un travail dans la communauté et on s'organisait et on le faisait. Par exemple, faire une autoroute, faire un plan, ou non, bon, ce qu'on fait pour pouvoir monter une maison, comment on dit ? Le sol quoi. On allait à des cours d'alphabétisation, on allait collaborer avec la structure qu'ils avaient ici à Mucuchíes, on faisait des *cayapas* et là, se réunissaient [du monde] et on rencontrait beaucoup de personnes des communautés. [Et ça c'était la mairie qui l'organisait ?] Non, ça c'était une organisation qui est arrivée, ici, à Mucuchíes. On nous a toujours dit, je ne sais pas moi, que c'était des prêtres qui arrêtaient d'être pères et on leur donnait comme punition de travailler pour la communauté, comme pour faire de bonnes choses parce qu'ils ont arrêté d'être pères. C'est ce qu'on m'a dit toute la vie. Des pères venaient, des pères qui font la messe, de l'église et tout ça, et on les appelait par leurs prénoms. De là, ont surgi des aides pour les organisations et on allait dans les communautés pour voir ce qu'il fallait faire pour la communauté. »<sup>346</sup>

**Ana Luisa Ávila**, 49 ans, sans position partisane, agricultrice, travaille aussi dans la coopérative de *lombricultura* et dans la caisse d'épargne rurale de Mistequé, membre du CC, célibataire, sans enfants, Mérida, 2009.

Ainsi, il s'agissait d'impulser des projets régis par l'idée d'un développement intégral, visant à améliorer la qualité de vie de la famille et de la zone d'habitation en mettant en place des projets à la fois individuels, familiaux et communautaires. L'objectif final étant de renforcer l'organisation populaire et de lutter contre la pauvreté.

L'influence religieuse doit donc être prise en considération lorsqu'on effectue des recherches sur les femmes des classes populaires et le lien entre leur assignation sociale de genre et leur

---

<sup>346</sup> « En los CEPDIF se planteaba que íbamos a hacer un trabajo en la comunidad y lo organizabamos y lo hacíamos. Por ejemplo, hacer una carretera, hacer un plano o no, bueno, lo que se hace para poder parar una casa, como le dicen ? Como el puro piso. Íbamos a cursos de alfabetización, íbamos a colaborar con la estructura que tenían aquí en Mucuchíes, hacíamos cayapas, ahí se reunían y se conocían como muchas personas de las comunidades. [Y eso era de la alcaldía ?] No, eso es una organización que llegó aquí a Mucuchíes. Lo que siempre nos dijeron, no sé, que eran sacerdotes que se salían de padres que les ponían como una penitencia a trabajar por la comunidad, como hacer cosas buenas con la comunidad por haberse salido de padres. Eso fue lo que a mí toda la vida me lo dijeron. Venían unos padres, padres de hacer misa, de la iglesia y eso, que les decíamos por su nombre. De ahí surgieron esas ayudas a las organizaciones y salimos a las comunidades a ver que necesidad había que hacer por la comunidad. »

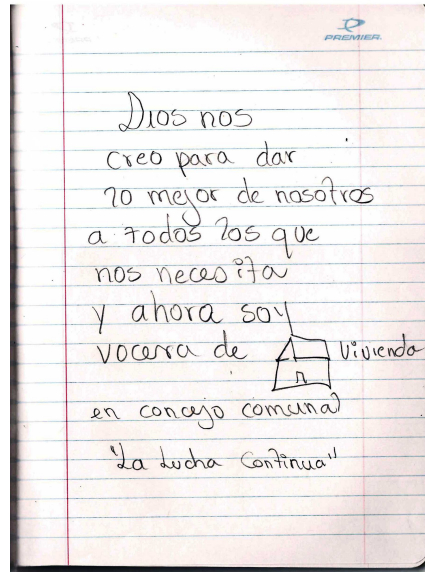
participation locale. Mais, il est nécessaire de poser un regard critique vis-à-vis de l'imposition de l'ordre sexué et hiérarchique en faveur des hommes qui est véhiculé dans l'assistance que l'église, ainsi que d'autres mouvements religieux<sup>347</sup>, a prêté dans le passé et continue de prêter aux populations les plus démunies. Puisque cette recherche a pour vocation de comprendre et n'a pas pour objectif de défendre une situation plus qu'une autre, je ne peux faire abstraction de la finesse du regard situé que propose Pedro Trigo sur les femmes des bidonvilles et du *páramo* que j'ai aussi étudiées, puisqu'il correspond à ce qui m'a été raconté et à ce que j'ai pu observer durant ces sept années de recherche sur la question. Les carnets participatifs proposés aux femmes et aux hommes rencontrés m'ont permis de saisir l'importance de la religion dans leur engagement, surtout dans celui des femmes, mais aussi son aspect très structurante pour le seul homme qui s'est prêté à l'exercice, Miguel Angel Sulbarrán, coordinateur du CC Cacute *casco*, chargé de la vie religieuse de sa communauté et de tenir le musée du *Santo Niño* de Cacute (Mérida), divinité locale très vénérée dans sa communauté<sup>348</sup>. Deux des enquêtées ont joint à leurs carnets des documents en lien avec leur pratique religieuse : Carmen Rosa Rincón, membre du CC de *l'urbanización popular* Santa Inés et ancienne conseillère municipale du CLPP de Valencia, accompagne son carnet d'un coupon qui permet de faire une « offrande » à la « Communauté chrétienne vision mondiale ». Guillermina Albarrán, membre du CC de Moconoque (Mucuchíes, Mérida) et promotrice des CFP (*Círculos Femeninos Populares*), m'a donné en mains propres un livret provenant de Colombie<sup>349</sup> –qu'elle m'a demandé de joindre à son carnet– écrit par le père eudiste Alberto Linero Gómez, comportant des prières différentes, à faire chaque jour, matin et soir. Dans son carnet, Yudith Dávila, habitante de la communauté rurale de Misteque à Mérida, trentenaire et mère célibataire de 4 enfants, utilise une pleine page de son carnet pour écrire ce qui suit, où elle lie Dieu, l'aide aux laissés-pour-compte et sa participation en tant que *vocera* (porte parole) de la commission habitat du Conseil Communal de Misteque :

---

<sup>347</sup> Aujourd'hui, le phénomène est moins catholique et plus influencé par le pentecôtisme et d'autres tendances religieuses, mais il se poursuit.

<sup>348</sup> Pour plus d'informations sur la trajectoire individuelle de cet homme, Miguel Angel Sulbarrán, voir : 3.1. CC de Cacute : entre cooptation et tremplin participatif et 3.2. *Les activités religieuses*.

<sup>349</sup> Le *páramo* de Mérida se situe à la frontière avec la Colombie. La pratique religieuse dépasse ainsi la frontière géographique. Voir ces documents en annexes.



« Dieu nous créa pour que nous donnions le meilleur de nous à tous ceux qui ont besoin de nous et maintenant je suis *vocera* de logement dans le Conseil Communal.  
« La lutte continue » »<sup>350</sup>.

Extrait 5. **Carnet participatif** de Yudith Dávila, Mérida, 2010, 10 p.

Je ne vais pas m'attarder sur le début de la citation de Pedro Trigo qui fait référence à la figure ambivalente de « la mère sacrificielle et sacrificatrice », dans les bidonvilles puisque je l'étudie dans le chapitre 6. Je vais davantage me centrer sur la souffrance qu'évoque l'auteur puisqu'elle fait écho aux récits et aux trajectoires des femmes rencontrées et qu'elle est donc clef pour comprendre les motivations et la forme que prend leur engagement dans les communautés sur lesquelles j'ai pu travailler. Et, je dirai aussi qu'elle est un facteur explicatif de l'impact que produisent la participation politique et la visibilité des femmes, dans les structures étudiées, au niveau de leur auto-perception et de leur auto estime, point que je traite également dans le chapitre suivant. La résilience est le phénomène que décrit la citation, cette capacité de puiser la force et la conviction d'agir des situations traumatiques vécues. C'est la capacité de « rebondir » et la volonté de sortir d'une situation qui fait souffrir et qui n'est pas désirée ou, il serait plus juste de dire, qui n'est plus désirée. La prise en compte de cette volonté dans l'analyse de l'expérience participative me paraît cruciale. La sociologie et mes enquêtes de terrain m'ont permis de comprendre le point de vue que je défends dans cette recherche, à savoir que les personnes sont à la fois déterminées et déterminantes dans leurs trajectoires individuelles. Ignorer l'un des deux aspects aurait pour conséquence d'aplatir le

<sup>350</sup> « Dios nos creó para dar lo mejor de nosotros a todos los que nos necesitan y ahora soy vocera de vivienda en consejo Comunal. « la lucha continúa ». »

relief qu'apporte l'interdépendance d'un double rapport : celui de l'influence de l'individu sur la structure et de l'influence que la structure a sur l'individu. C'est alors s'engager dans une double réflexion, celle que développe Judith Butler pour comprendre l'action des normes dans la vie humaine et la vie des normes dans les actions humaines.<sup>351</sup> Mireya Lozada, chercheuse vénézuélienne en psychologie sociale explique aussi que, secouées par des motivations personnelles, les femmes investissent l'espace public en mettant en évidence l'importance de la dimension subjective dans leur compréhension de la politique<sup>352</sup>. En effet, la plupart des femmes rencontrées ont traversé et traversent encore des moments de souffrance intense dans leur vie : que ce soit la violence physique ou psychologique dans le cadre familial, de travail ou de leur relation de couple, la perte d'enfant ou de membre de la famille proche ou élargie, les reconfigurations que provoque l'expérience migratoire ou la précarité extrême due à une paupérisation expérimentée dans leur parcours, pour ne citer que ceux-ci. Certaines femmes font le lien entre leur engagement et les situations traumatiques qu'elles ont pu vivre mais, si elles ne font pas le lien directement, toutes les évoquent à un moment ou à un autre de nos échanges<sup>353</sup>. Un autre exemple concret est celui de l'agricultrice *paramera* Ligia Parra, leader locale et membre du CC de sa communauté. Un soir chez elle, cette femme imposante à la voix forte et au ton à la fois sec et mielleux, me confie ceci autour d'un verre : « parce que depuis que je suis née on m'a questionnée et on l'a fait fortement. Tout le monde avait à faire à ma vie, sauf moi »<sup>354</sup>. L'expérience fut si traumatique qu'elle en fait un poème où elle raconte son enfance à la troisième personne, pour la partager, la nommer et tenter de s'en libérer « *Gualupa* »<sup>355</sup>. *Gualupa* était une femme sans abri qui vivait dans leur communauté quand elle était petite. Elle buvait tout le temps, elle était sale, elle avait des poux et parlait toute seule. Enfants, ses frères et sœurs ont surnommé Ligia « *Gualupa* » parce qu'elle parlait à la nature, qu'elle grimpait aux arbres pendant que ses sœurs apprenaient à tricoter, en somme ils et elles pensaient qu'elle était folle, me raconte Ligia ce soir là. Depuis 2001, elle se dédie quasi exclusivement à son personnage social, « la femme des sources d'eau » (*la mujer de las nacientes*)<sup>356</sup> qui travaille pour préserver les sources d'eau qui nourrissent la principale rivière de la cordillère vénézuélienne. En retour, elle devient indispensable pour sa

<sup>351</sup> Cette discussion est au cœur de la réflexion que propose la philosophe américaine J. Butler dans *Trouble dans le genre*, Paris : La Découverte, 2005 (traduction française).

<sup>352</sup> M. Lozada, « Vida cotidiana y espacio público: la acción política de las mujeres », *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer*, Vol. 3, n°8, Caracas, (julio-septiembre) 1998, pp. 45-57, p. 49.

<sup>353</sup> Elles le font généralement après des retours répétés sur le terrain ou pendant les périodes d'immersion prolongée, même si d'autres en parlent dès le début de notre rencontre.

<sup>354</sup> « *Porque desde que yo nací fui cuestionada y fuertemente. Todo el mundo tenía que ver con mi vida, menos yo.* »

<sup>355</sup> Voir poème en annexes.

<sup>356</sup> Voir : 3.1. CC de Misintá : héritier d'une participation historique et d'un leadership féminin.

communauté et, comme elle l'affirme en entretien, la communauté lui est désormais indispensable: « parce que, sans eux, je ne suis personne, parce que c'est pour eux que je vis »<sup>357</sup>. Bien qu'elle insiste toujours sur « sa solitude remplie de gens »<sup>358</sup>, aujourd'hui Ligia Parra a changé sa situation sociale mais aussi sa relation à elle-même, puisqu'elle est désormais dans l'affirmation de soi. Elle bénéficie des effets transformateurs de l'engagement en pratique<sup>359</sup>. Comme pour une grande partie des femmes que j'ai rencontrées, la participation politique lui a permis de se réinventer, ce que j'étudie dans le chapitre qui suit.

La philosophe américaine Sara Ruddick<sup>360</sup> emploie le concept de « *hot-button issue* » (le bouton « chaud » de sortie, faisant référence au caractère affectif, émotionnel et non pas uniquement rationnel du choix entrepris) pour évoquer la capacité de résilience qui, pour l'auteure, mène dans de nombreux cas à la participation politique des femmes qui justifient leur mobilisation par leur statut et leur rôle de mères<sup>361</sup>. Par *hot-button issue* Ruddick fait référence à la résilience qui, certes, provoque des réactions émotionnelles fortes mais qui conduit aussi les femmes à participer en politique. Pour Ruddick, c'est aussi une manière d'insister sur le besoin de déconstruire l'idée de politique comme forcément formelle, institutionnelle et publique, vision masculine et masculinisante. Pour conclure cette idée je partage, ci-dessous, un document qui m'a été donné pendant mes terrains. Une femme qui vient des milieux populaires a pu, il a une vingtaine d'années, faire des études de sociologie me l'a apporté lors de notre entretien. Je l'ai rencontrée sous les conseils de Rosa Caldera, appelée Rosita, journaliste et chargée de communication de BANMUJER que j'ai vu pratiquement à chaque fois lors de mes terrains de recherche. Rosita m'indique que cette « sociologue pompier » (*socióloga bombera*) a quitté le milieu universitaire pour « pouvoir travailler avec les femmes et surtout pour pouvoir les aider »<sup>362</sup>. Magdalena Suárez, la « sociologue pompier », me raconte que Rosita la met en relation avec les institutions pour résoudre certains cas dont elle ne peut s'occuper seule, et elle l'aide parce qu'elle sait qu'elle est sur le terrain. Le schéma qu'elle me présente et que je partage à mon tour ici, guide Magdalena dans son action communautaire auprès des femmes violentées par leur conjoint

---

<sup>357</sup> « *Porque sin ellos yo no son nadie, porque yo vivo es por ellos.* »

<sup>358</sup> « *mi soledad llena de gente* »

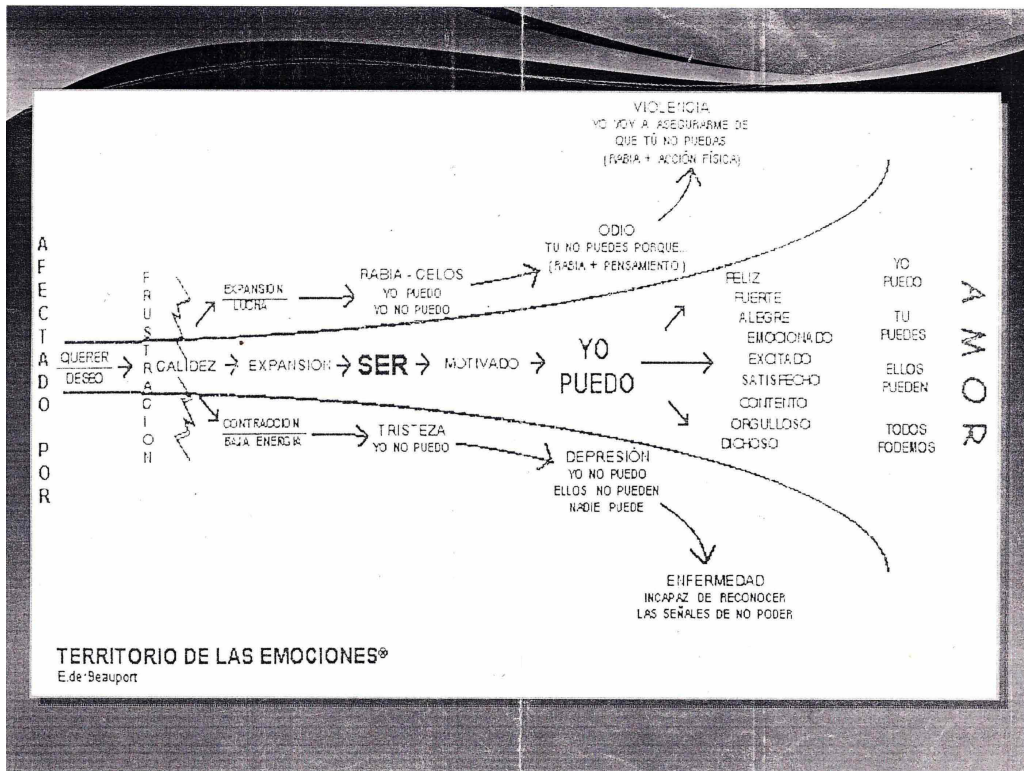
<sup>359</sup> J'ai publié un article sur son personnage social et sur la manière dont cette individuée et le travail qu'elle effectue m'ont fait repenser les rapports de genre dans mes recherches, question que j'aborde dans le chapitre 8. Voir : J. Brandler-Weinreb, « Au delà des représentations de genre : féminité et pouvoir social dans les Conseils Communaux au Venezuela », *L'Homme. Europäische Zeitschrift für feministische Geschichtswissenschaft* (L'Homme. *European Journal of Feminist History*), Vienne, n°1, 2012, pp. 119-126.

<sup>360</sup> S. Ruddick, *Maternal Thinking : Towards a Politics of Peace*, Boston, Ed. Beacon, 1995.

<sup>361</sup> Voir chapitre 6. Maternité politique et pouvoir populaire : les femmes en action.

<sup>362</sup> « *Trabajar con las mujeres y sobre todo poder ayudarlas* »

et/ou leur père (cas les plus fréquents) ou par d'autres personnes de leur entourage. Si je le reprends dans mes recherches c'est parce que dans les carnets participatifs, mais aussi dans les entretiens ou encore dans les ateliers conçus par les institutions à destination des femmes, ce « territoire des émotions » revient régulièrement comme structure de pensée pour aider les femmes à sortir du cercle vicieux de la violence de genre ou pour les aider à construire ou consolider le développement de soi.



Document 6. « Territoires des émotions », document de travail de Magdalena Suarez, copie fournie en 2010.

En rentrant du terrain, j'ai cherché à identifier les sources grâce au nom qui figure en bas à gauche du document. Ainsi, j'ai appris qu'il a été conçu par Elaine Beauport, chercheuse dans le domaine de l'éducation, du leadership et du développement humain, physicienne et présidente du MEAD *Institute for Human Development* de New-York. Beauport l'utilise dans ses conférences et il est mobilisé dans de nombreux manuels qui traitent du développement d'une estime de soi : le « *self care* », au sens de prendre soin de soi. Le lexique utilisé dans le document, surtout celui qui constitue l'avant dernière étape du cycle, revient régulièrement dans le discours des femmes (c'est pour cette raison que je féminise, ci après, les termes du document) pour parler de l'expérience participative et de son impact sur elles : « heureuse, forte, gaie, émue, excitée, satisfaite, contente, fière, joyeuse (*dichosa*) ». Ainsi, la participation

produit un sentiment de satisfaction qui permet aux femmes de se réconcilier avec leurs trajectoires en se les réappropriant. Je rejoins Trigo et Ruddick pour affirmer que la participation des femmes est en grande partie liée à la capacité de résilience dont elles ont fait preuve tout au long de leurs parcours. Le sociologue français Alain Touraine le formule autrement puisque, pour l'auteur, lorsque les membres d'une société se définissent par « leur capacité et leur volonté de changer plutôt que de maintenir l'ordre établi »<sup>363</sup>, celles-ci et ceux-ci ne peuvent être uniquement définis par leurs appartenances sociales puisque ces individus sont aussi des actrices et des acteurs sociaux. Après avoir étudié, à la fois les trajectoires des participantes rencontrées mais également les conditions dans lesquelles elles vivent ou dans lesquelles elles ont vécu, je propose de s'interroger sur les CLPP et les CC mais cette fois-ci comme « structures opportunes politiques »<sup>364</sup> qu'elles s'en saisissent. Si je suis la logique du politologue et sociologue américain Sidney Tarrow, les femmes sont sur les devants de la scène publique à un moment qui se prête à leur participation. Je me demande alors dans quelle mesure leur assignation sociale de genre, en tant que femmes considérées mères-filles-épouses, les pousse à participer à l'échelle locale ? Je vais donc prendre en compte deux dimensions de la construction sociale de la différence de genre qui s'entrecroisent et se rétro-alimentent. D'un côté, la dimension matérielle qui renvoie aux statuts différenciés selon le sexe et à la distribution inégale des ressources et des espaces sociaux entre les hommes et les femmes. En somme, cela revient à étudier la place des hommes et des femmes dans la société à partir de trois grands axes qui participent à leur différenciation : la famille, le travail et la politique. Puis, d'un autre côté, la dimension symbolique qui fait référence aux significations et aux valeurs socialement rattachées au masculin et au féminin. Ces significations participent aussi à l'organisation de la vie sociale. En travaillant sur la situation et le rôle des femmes dans la participation locale je m'intéresse aux « normes de genre », c'est-à-dire, aux attitudes socialement attendues des personnes de son sexe. Nous verrons dans le chapitre suivant que les femmes vénézuéliennes souscrivent cette assignation prescrite pour transgresser les normes de genre sans être perçues comme subversives.

---

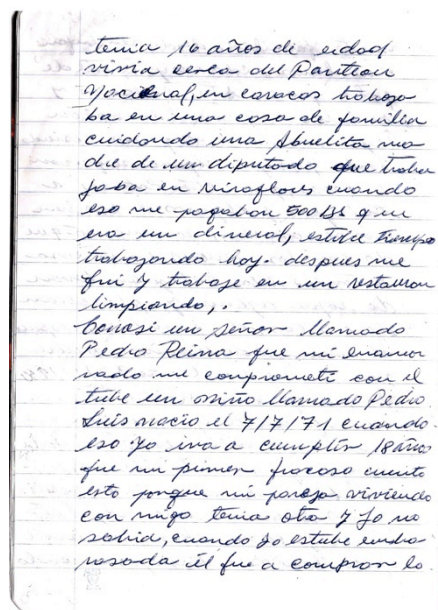
<sup>363</sup> A. Touraine, *Le monde des femmes*, Paris, Ed. Fayard, 2006, p. 40.

<sup>364</sup> S. Tarrow, *Power in Movement: Collective Action, Social Movements and Politics*, New York, Cambridge University Press, 1994.

## 5.2. De l'assignation sociale de genre à la participation locale

### Sexualité et reproduction : la maternité entre désir et devoir des femmes

Dans les bidonvilles mais aussi en milieu rural, les femmes me racontent souvent que leur premier rapport sexuel a lieu entre leurs 13 et 17 ans et il aboutit, dans la majorité des cas, sur une grossesse : « à mes 16 ans je suis tombée enceinte de mon premier bébé »<sup>365</sup>, écrit la *paramera* Yudith Dávila dans son carnet participatif. Dans son récit sur son arrivée dans le *barrio* Las Palmitas de Valencia, Maigualida Marin se souvient qu'elle était choquée de voir qu'il n'y avait pratiquement pas de personnes âgées. Elle me dit que la plupart des personnes qui ont envahi des terrains étaient des jeunes « parce qu'il y a énormément de grossesses adolescentes »<sup>366</sup>. Elle ajoute qu'à Las Palmitas « l'avortement [toujours illégal dans le pays] existe beaucoup, ce que je n'étais pas habituée à voir à *Cumarevo* »<sup>367</sup>. Dans son carnet participatif, Carmen Rosa Rincón, de l'*urbanización popular* de Santa Inés, me raconte une histoire qu'elle n'avait jamais partagée dans aucun des trois entretiens que nous avons pu réaliser durant mes terrains :



« J'ai connu un monsieur appelé Pedro Reina, il a été mon amoureux, je me suis fiancée avec lui, j'ai eu un enfant appelé Pedro Luis, né le 7/7/71 quand j'ai eu 18 ans. Ça a été mon premier échec. Je raconte ça parce que mon conjoint (*mi pareja*) alors qu'il vivait avec moi, avait une autre [femme] et je ne le savais pas (...) quand j'ai découvert ce qui était en train de se passer j'ai essayé de mettre fin à mes jours. »<sup>368</sup>

Extrait 6. **Carnet participatif** de Carmen Rosa Rincón, Valencia, 2009, 11 p.

<sup>365</sup> « A los 16 años salí embarazada tuve mi primera beba. », Carnet participatif de Yudith Dávila, Mérida 2010, 10 p.

<sup>366</sup> « eso es porque hay demasiado embarazo precoz »

<sup>367</sup> « Aquí existe mucho el aborto, cosa que yo no estaba acostumbrada a ver en Cumarevo. »

<sup>368</sup> « Conosi a un señor llamado Pedro Reina fue mi enamorado me comprometi con el tube un niño llamado Pedro Luis, nacio el 7/7/71 cuando eso yo iba a cumplir 18 años fue mi primer fracaso cuento esto porque mi pareja viviendo con migo tenia otra y yo no sabia (...) cuando descubri todo lo que estaba sucediendo yo intente a quitarme la vida. »



En 2006, les taux de fécondité le plus élevés dans le pays se répartissaient entre les femmes de 20 à 24 ans (150 pour 1000), de 25 à 29 ans (126 pour 1000) suivis du groupe de 15 à 19 ans (91 pour 1000).<sup>369</sup> Ceci n'est guère étonnant lorsqu'on sait que l'utilisation d'un moyen de contraception par les femmes dans le pays est loin d'être une pratique répandue. Celles qui y ont recourt appartiennent à des milieux sociaux moins précarisés. Sur mes terrains j'ai surtout remarqué qu'une des méthodes les plus répandues était la ligature des trompes, réalisée une fois que les femmes avaient eu le nombre d'enfants désiré ou supporté. Pour Luisa Ávila, agricultrice de Misteque, célibataire sans enfants, cette pratique symbolise une relation de couple plus égalitaire, alors que son récit rappelle à quel point les corps des femmes sont privatisés par les hommes, puis, je l'explique ci-après, par l'Etat.

« [Tu dirais qu'ici les couples ont changé ?] Dans les relations de couple les choses ont changé, c'est plus égalitaire. Par exemple, le nombre d'enfants par femme a baissé. Maintenant la femme contrôle plus les naissances [silence] à cause de la carotide (*sic*): tout est plus cher (*todo esta más caro*). Maintenant les femmes se ligaturent les trompes, c'est gratuit à l'hôpital! L'homme, au bout de deux, trois enfants il dit: « ça suffit, tu devrais te ligaturer les trompes pour qu'on n'ait plus d'enfants », et la femme le fait. Donc, les choses changent. »<sup>370</sup>

**Ana Luisa Ávila**, 49 ans, sans position partisane, agricultrice, travaille aussi dans la coopérative de *lombricultura* et dans la caisse d'épargne rurale de Misteque, membre du CC, célibataire, sans enfants, Mérida, 2009.

De nombreuses fois j'ai assisté à l'annonce d'une ou d'un leader communautaire sur une action étatique ponctuelle à caractère gratuit (*operativo*) de ligature de trompes dans la communauté. J'ai également lu des affiches posées sur la devanture de la *casa comunal* annonçant ces *operativos*. Ainsi, l'Etat régule les corps des femmes pour assurer, augmenter

---

<sup>369</sup> *Políticas Públicas dirigidas hacia las mujeres. Resultados 1999-2009*, Ministerio del Poder Popular para la Mujer y la Igualdad de Género (MPPMIG), Caracas, 2009, p. 202. Pour se faire une idée de l'accès aux statistiques et aux documents officiels dans le pays, ce livre m'a été donné secrètement par une des membres du MPPMIG alors que le reste de l'équipe me disait ne pas disposer de statistiques sur les inégalités de genre dans le pays. Cela peut paraître un détail mais gagner la confiance des interlocutrices et interlocuteurs pour mener à bien une recherche dans tel contexte de tensions politiques s'avère donc crucial pour apporter un regard le plus complet possible sur l'étude effectuée.

<sup>370</sup> « [Tu dirais que aquí han cambiado las parejas ?] En las relaciones de pareja las cosas han cambiado, es como más igualitario. Por ejemplo, el número de hijos por mujer ya ha bajado. Ahora la mujer controla más los nacimientos, por culpa de la carótida, es que todo está más caro. Ahora las mujeres se ligan las trompas, es gratis en el hospital !El hombre al cabo de dos, tres hijos le dice « ya basta, usted debería ligarse las trompas para que no tengamos más hijos », y la mujer lo hace. Entonces las cosas han cambiado. »

ou limiter la reproduction sociale<sup>371</sup>. Le sociologue Anthony Giddens décrit minutieusement comment les Etats, comme les organisations modernes, ont pour fondement premier le contrôle minutieux des populations dans l'espace et dans le temps : « ce contrôle a été rendu possible par le développement d'une "anatomo-politique du corps humain", c'est-à-dire de diverses techniques d'entretien corporel visant non seulement à réguler, mais aussi à optimiser les potentialités du corps »<sup>372</sup>. Mais, il est nécessaire de souligner, bien que difficile de comprendre au premier abord, qu'une grande partie de ces grossesses sont désirées par les femmes. D'ailleurs, dans le discours gouvernemental et pour souligner la nuance, ces grossesses autrefois dénommées « précoces » sont aujourd'hui appelées *tempranas* (le contraire de tardives). Elles ne sont donc pas uniquement liées au niveau d'instruction sur la sexualité, à la connaissance du fonctionnement du corps biologique et à l'accès à la contraception. Les mères-adolescentes cherchent aussi à se construire comme sujets individualisées en devenant mères, puisqu'il s'agit aussi d'imiter et de revendiquer le modèle et le rôle de leur mère et/ou de leur grand-mère.

Les initiatives gouvernementales font très attention à ne pas aller contre les représentations des mères-enfants ou mères adolescentes. Comme nous le voyons sur ce prospectus du MPPMIG, l'idée est d'accompagner les très jeunes mères dans leur choix à travers le « projet de renforcement familial et communautaire pour la prévention, attention et responsabilité de la grossesse *temprana* »<sup>373</sup>, et non de se prononcer frontalement contre ce phénomène. Bien que ces politiques publiques s'adressent quasi exclusivement aux femmes, un travail de responsabilisation des conjoints, ou pères potentiels, émerge lentement dans les représentations visuelles et dans les discours des institutions. J'ai pu observer sur le terrain que les jeunes couples (âgés entre 15 et 25 ans) qui ont grandi sous la reconfiguration sociétale à l'œuvre dans le pays, depuis l'adoption du régime de démocratie participative, s'investissent de manière chaque fois plus égalitaire et volontaire dans la gestion de l'espace domestique et des rôles familiaux. Dans les assemblées et différentes réunions des CC, la présence des jeunes couples avec leur(s) enfant(s) en bas âge était chaque fois plus visible.

---

<sup>371</sup> L'historien et sociologue J. Donzelot s'intéresse à la manière dont, dès le milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle, l'économie des corps et la gestion des populations devient une affaire de production gérée au niveau national, ce qui produit une nouvelle disposition du rapport famille-société. Ainsi, l'auteur interroge le lien entre la régulation sociale des familles et le pouvoir politique à travers une étude de la classe ouvrière française et des lotissements qui leurs sont réservés. Voir : *La police des familles*, Paris, Ed. de Minuit, Collection Critique, 1977. Dans *Histoire de la Sexualité I*, le philosophe M. Foucault montre comment la conduite sexuelle de la population est cible d'intervention et la manière dont l'Etat participe de la socialisation des conduites procréatrices. Voir : M. Foucault, *Histoire de la sexualité I, La volonté de savoir*, Paris, Ed. Gallimard, 1976.

<sup>372</sup> A. Giddens, *La transformation de l'intimité. Sexualité, amour et érotisme dans les sociétés modernes*, Ed. Hachette littérature, Paris, 2006, p. 34.

<sup>373</sup> Voir en annexe le verso du prospectus où est détaillée la vision et la mission que se donne ce programme.

### Niveles de prevención

La atención a las niñas y las adolescentes se plantea en tres niveles de prevención:

-Prevención primaria: orientada a captar un total de 18.200 niños, niñas, adolescentes, jóvenes y sus familias, considerados población vulnerable, para ser formados como Preventores y Preventoras Comunitarias en materia de Salud Sexual y Reproductiva.

-Prevención secundaria: asociada a la conformación de grupos de apoyo, en las áreas psico-social, psico-genérico y psico-físico a fin e ofrecer a 1350 niñas y adolescentes gestantes, herramientas que le permitan enfrentar la situación de embarazo

-Prevención terciaria: Direccionada a brindar a 1395 niñas y adolescentes madres, sus familias y comunidad en general. formación en planificación familiar, prosecución escolar, formación para el trabajo y apoyo para la incorporación efectiva en unidades comunitarias de socio-producción



Dirección: Esquina de Jesuitas, Torre Bandagro, Pisos 1,2,3. Teléfonos: 0212-860.8210 al 14. Fax: 0212-860.8215. E-mail: inamujer@inamujer.gob.ve

Web: [www.inamujer.gob.ve](http://www.inamujer.gob.ve)

Para mayor información sobre el proyecto comunicarse a través del correo:

[prevencionembarazocentral@gmail.com](mailto:prevencionembarazocentral@gmail.com)



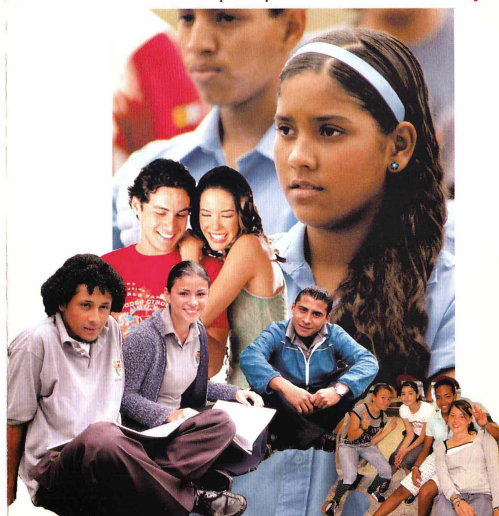
Gobierno Bolivariano de Venezuela

Ministerio del Poder Popular para los Asuntos de la Mujer



Instituto Nacional de la Mujer

Ministerio del Poder Popular para los Asuntos de la Mujer



Proyecto de Fortalecimiento Familiar y Comunitario, para la Prevención Atención y Responsabilidad en el Embarazo Temprano



Por una adolescencia feliz

**Document 7.** « Pour une adolescence heureuse » du MPPMIG, Caracas, 2009.

Dans les différents récits de vie auxquels j'ai eu accès et d'après ce que j'ai pu observer, pour les jeunes mères avoir des enfants représente un moyen de devenir adulte et d'être prise en considération comme telle, à la fois par la famille d'origine, par la belle famille mais aussi par le conjoint. Et, malgré l'accès chaque fois plus important des femmes aux études et aux services de santé d'une manière générale, il est encore fréquent de voir dans les collèges et surtout dans les lycées des adolescentes-étudiantes-mères. D'ailleurs, elles sont désormais protégées par la loi qui garantie leur droit de poursuivre les études jusqu'au terme de leur grossesse<sup>374</sup> car celles-ci souffrent régulièrement de discrimination de la part des institutions éducatives qui veillent davantage à leur réputation qu'au droit des étudiantes à aller au bout de leurs cursus. Ces jeunes filles sont pointées du doigt par les parents des étudiantes et étudiants du collège ou du lycée où elles sont inscrites puisqu'elles sont considérées comme une

<sup>374</sup> Loi Organique –de rang constitutionnel- de Protection de l'Enfant et de l'adolescent et l'adolescente (*Ley Orgánica de Protección al Niño, Niña y Adolescente* -LOPNA, 2007). L'article 57 e de la loi interdit les sanctions pour cause de grossesse chez l'enfant ou l'adolescente et l'article 65 octroie le droit à l'honneur, la réputation, l'image propre et à l'intimité familiale de l'enfant ou adolescent et adolescente. Le Venezuela a été un des premiers pays au monde à produire une Constitution où tous les termes sont déclinés au féminin et au masculin s'engageant ainsi, du moins dans le discours et au niveau symbolique, contre l'utilisation sexiste du langage dans le pays puisque réfutant la logique de l'homme avec un grand H comme référent citoyen et universel. Tous les termes employés dans l'ensemble du cadre législatif sont rédigés de la sorte. Cette avancée en termes de lutte contre les inégalités de genre est le fruit de la lutte historique des féministes et des femmes engagées pour la reconnaissance des droits des femmes et pour le droit à exercer ces droits au Venezuela.

mauvaise influence pour les autres enfants. Il est d'usage que les parents sollicitent l'institution scolaire pour lui demander de refuser la scolarisation des futures mères adolescentes pour préserver les autres enfants, sous menace de déscolariser les leurs. Les institutions avaient alors tendance à se plier à ces demandes.

L'adolescence est une période qui est marquée par la quête de soi et par la recherche d'acceptation vis-à-vis des autres, ceci explique que, souvent, la grossesse adolescente peut être « planifiée entre copines ». L'hétéronormativité, qui consiste à considérer l'hétérosexualité comme l'unique orientation sexuelle à suivre, est encore très ancrée dans le pays et influe considérablement aussi puisque lorsqu'on est femme au Venezuela, la « logique » veut que l'on ait des enfants. La question est donc complexe et la réponse que tentent d'apporter, d'un côté les divers mouvements féministes ou en faveur des droits des femmes<sup>375</sup> et, d'un autre côté, les institutions gouvernementales et les institutions internationales<sup>376</sup> représentées dans le pays l'est tout autant (bien que ces mouvements tendent à s'articuler chaque fois plus). Il s'agit d'implanter, de manière transversale, l'accès à l'instruction sur la sexualité féminine<sup>377</sup> et sur le fonctionnement du corps biologique, à l'école primaire, dans les organisations de base, qu'elles soient gouvernementales ou autonomes, dans les dispensaires de santé locaux mais aussi dans les différentes institutions publiques qui la prennent en charge, comme les hôpitaux. Guillermina Albarrán, du CC de Moconoque, situé sur le *páramo* de Mérida, a été initiée à ces questions il y a une quinzaine d'années –alors qu'elle était déjà grand-mère– par les *Círculos Femeninos Populares* (Cercles Féminins Populaires)<sup>378</sup> qui se mobilisent dans tout le pays depuis bien 30 ans pour aider à combattre les violences faites aux femmes, en abordant notamment la question de la sexualité

---

<sup>375</sup> L'Association Vénézuélienne pour une Education Sexuelle Alternative (AVESA) fait un travail d'envergure dans le pays, depuis 1984, pour promouvoir l'exercice responsable de la sexualité et les droits sexuels et reproductifs. J'ai pu rencontrer Magally Huggins, membre d'AVESA et féministe reconnue et mobilisée par le haut et par le bas, lors de mon terrain de 2006. Nous avons échangé autour des avancées que permet ou que ne permet pas le changement de régime politique en place dans le pays depuis 1999 mais aussi autour du travail que mène AVESA au Venezuela auprès des femmes dans les communautés et auprès des institutions étatiques nationales. L'Araignée Féministe, créée en 2010 occupe une place chaque fois plus importante sur cette question, les discussions avec les membres Alba Carosio (Caracas) et Carmen Teresa Garcia (Mérida) m'ont permis de saisir la richesse des apports de ce collectif autonome à la lutte pour les droits des femmes et contre les inégalités de genre.

<sup>376</sup> Comme l'UNFPA, implanté et très impliqué depuis 1979 dans le pays. J'ai rencontré la sociologue Morelba Jiménez, suite à sa présentation dans une journée sur la violence de genre réalisée dans la ville de Mérida et j'ai pu m'entretenir deux fois avec elle lors de mes séjours à Caracas, ville où se trouve le siège de l'institution.

<sup>377</sup> La sexualité féminine se résume bien souvent à la satisfaction de la sexualité masculine, que l'approche vienne du haut ou du bas, et cela dépasse largement les frontières nationales puisqu'il s'agit d'un fait social global qui traverse les classes sociales, l'appartenance ethnique et bien souvent l'âge. L'amalgame effectué, par les femmes et par les hommes, entre sexualité et reproduction y est pour beaucoup dans cette question.

<sup>378</sup> J'ai cherché à rencontrer les divers mouvements et institutions mobilisées dans les zones où j'ai réalisé mes enquêtes de terrain, et si possible en lien avec les femmes rencontrées, ce qui m'a amenée à m'entretenir avec Delfina Delgado, chargée de la coordination des CFP de Mérida afin de connaître le travail qu'effectue son institution et d'interroger l'articulation des CC à ce premier. Delfina Delgado est connue d'un grand nombre de femmes étudiées, ce que j'ai appris par la suite, durant l'immersion dans les communautés habitées.

féminine et de la contraception auprès des femmes des classes populaires. Elle a promu le travail de l'organisation pendant 6 ans. A travers la socialisation qui se produit dans le Conseil Communal, elle aborde les femmes qui rencontrent des difficultés à ces niveaux pour les aider ou alors les connecter avec les CFP lorsque la situation dépasse ses compétences et ses possibilités d'action. Le MPPMIG tente d'approcher les réseaux constitués par le bas (historiques ou émergents) par le biais des Conseils Communaux puisque la structure articule l'ensemble des mouvements et actions qui se produisent à l'échelle locale. Les Points de Rencontre (*Puntos de Encuentro*) constituent un pont entre les communautés, les femmes des bases et le ministère. Ceci fait partie d'une volonté gouvernementale qui s'est vérifiée sur mes terrains à l'échelle locale, et qui est confirmée dans le rapport du ministère sur les politiques publiques à l'égard des femmes qui se sont développées dans le pays entre 1999 et 2009 (cité plus haut) : « La modalité socio-éducative pour la prévention de la grossesse adolescente se conçoit à travers le renforcement de la famille et du Conseil Communal par le biais d'actions de formation, attention, socialisation, accompagnement participation et intégration communale (...). »<sup>379</sup>

Yanina Suescún, participante du CC *Dos Caminos*, divorcée et mères de 2 enfants, a travaillé pour la mairie de Mucuchíes (village le plus urbanisé sur le *páramo* de Mérida) en tant que secrétaire, script<sup>380</sup> (*escribiente*) et en était la préfete<sup>381</sup> en 2010. Elle a été sollicitée par l'entité régionale de Mérida du MPPMIG afin de jouer le rôle d'intermédiaire entre les communautés, les femmes et cette institution : « on m'a donné la direction municipale des affaires de la femme »<sup>382</sup>, me dit-elle. Le clientélisme populaire permet, dans ce sens, le développement communautaire dans le pays. Mais, et cela est intrinsèquement lié au phénomène, il détermine aussi qui surgit et qui ne surgit pas sous la politique de la participation vénézuélienne. Les intermédiaires bien connectés restent donc privilégiés.

Sur mes terrains de recherche, j'ai compris que les réunions informelles entre femmes permettent souvent aux plus jeunes d'explorer ces sujets encore tabous dans le pays, qui sont abordés dans les ateliers réalisés par les institutions, mais sous le silence d'une majorité

---

<sup>379</sup> *Políticas Públicas dirigidas hacia las mujeres. Resultados 1999-2009* (MPPMIG), *op. cit.*, p. 202.

<sup>380</sup> Embauchée par la mairie, au sein de la préfecture civile, elle était chargée de faciliter la lecture ou la rédaction de documents aux personnes analphabètes résidant dans la communauté.

<sup>381</sup> Elle a commencé à travailler avec l'ancien maire de Mucuchíes, Alexander Quintero, en tant *escribiente*. Après on lui a proposé le poste de secrétaire et réceptionniste de la préfete (qui était aussi une femme), avec qui elle travaillait déjà. L'ancienne préfete part plus tôt que prévu à la retraite et à ce moment là Alexander Quintero la promeut en lui offrant d'occuper le poste qui était désormais vacant. A l'époque elle était terminait des études juridiques à l'Université Bolivarienne.

<sup>382</sup> « *me dieron la dirección municipal de los asuntos de la mujer* »

d'entre elles. La position des aînées reste déterminante dans la construction des plus jeunes générations, en raison notamment du fait que les foyers accueillent jusqu'à quatre générations sous un même toit. Mais, si les jeunes ou les moins jeunes femmes ne se sentent pas en confiance chez elles pour parler de sexualité, de grossesse ou de contraception, elles font souvent le pas de se rapprocher d'autres femmes, peu importe leur âge, du moment qu'elles soient ouvertes et disposées à traiter ces sujets avec elles. Le foyer de Ligia Parra, combattante sociale *paramera* connue et reconnue dans la municipalité Rángel de l'état de Mérida<sup>383</sup>, est un véritable lieu d'accueil pour les femmes qui souhaitent parler, se confier ou poser des questions. Puisque j'ai vécu chez Ligia pendant une partie de mes séjours sur le terrain, j'ai pu participer à des soirées de ce type, bien souvent improvisées. Ligia initiait la conversation en lisant l'un des poèmes érotiques qu'elle a pu écrire sur ses propres expériences, amoureuses, érotiques et sexuelles<sup>384</sup> :

***Desnuda ante tí***

*Estar desnuda ante tí  
Es recordar la Tierra con ansias de lluvia*

*Es la furia de ese mar inmenso  
Es esperar al amanecer con ese Sol  
Que nos abrigo y nos dá calor.*

*Estar desnuda ante tí  
Es sentir esa fiebre entre mis venas  
Oír galopar mi corazón  
Como potro sin dominio.*

*Estar desnuda ante tí  
Es sentir esa tibieza tán anhelada  
Ese fuego que se aviva  
Esa tormenta sin calma  
Esa pasión desesperada  
Ese sueño sin sueño.*

Il faut imaginer l'ouverture et la transgression que ce type de poème représente pour les femmes *parameras*, très introverties, élevées sous le diktat du silence et de la pudeur, à qui on a appris à baisser le regard pour s'adresser aux autres, dont certaines me racontaient qu'elles

<sup>383</sup> Voir : J. Brandler-Weinreb, *op. cit.*, 2012.

<sup>384</sup> C'est une poétesse de longue date mais reconnue comme telle depuis que son action communautaire a été rendue visible dans les années 2000. Son premier *poemario* a été publié en 2005 par MUJERES A.C. *Asociación Civil Mujer, Espiritualidad y Sociedad* (Association Civile Femmes, Spiritualité et Société), avec le soutien du Ministère de la culture, du Conseil national de la culture, et de IMC Mérida, *Instituto Méridano de Cultura* (Institut de Culture de Mérida). Ce poème est extrait de cette compilation : L. Parra, *Angél de Neblina*, Mérida, Ed. MUJERES A.C./ IMC, 2005, p. 21. Voir traduction en annexes.

pensaient s'être coupées le jour où elles ont eu leurs règles. Entre rires et visages surpris qui rougissent au fur et à mesure des lectures, parfois accompagnées d'un verre alcoolisé et d'autres simplement arrosées d'une tisane artisanale fabriquée par la coopérative MUCURATIVA qui récupère les plantes médicinales de la région, dans laquelle travaille Ligia, les récits des unes et des autres prennent de plus en plus de place. Son foyer est à la fois une maison de refuge pour les femmes violentées, comme elle a pu l'être par le passé, un lieu divertissant et osé pour les plus timides et un espace où la parole est libre et ouverte pour les plus affirmées. Donc, je dirais que le rapport des femmes à la sexualité et à leur corps se construit dans un processus collectif et extérieur qu'elles individualisent et intériorisent par la suite. Mais, puisque les représentations au Venezuela différencient encore difficilement sexualité féminine et reproduction –alors qu'elle le font pour la sexualité masculine– dans l'intériorisation de ce rapport, pour elles, la différenciation se fait aussi difficilement. La sexualité des femmes conduit alors à la maternité, phénomène qui mêle violence et désir dans un rapport complexe qu'il est difficile de résumer bien que je me devais de l'expliquer en quelques lignes.

### **Femmes, habitat et participation : le local comme extension de la vie quotidienne**

La relation femmes-villes est un phénomène qui influe sur la transformation de ce qu'Alejandra Massolo appelle « la matrice de la pensée sociale urbaine »<sup>385</sup>, c'est-à-dire l'agenda des thématiques et des discussions qui orientent et renouvellent la recherche dans le domaine urbain. Et pourtant, comme le rappelle l'auteure, les femmes et donc les relations et les divisions sociales de genre sont restées exclues de l'agenda des recherches sur l'espace urbain jusqu'à la fin du vingtième siècle. Malgré les répercussions physiques et psychiques que les conditions de vie urbaines ont sur les femmes, ces dernières sont restées pendant longtemps invisibles dans le champ scientifique. Le sociologue et urbaniste Manuel Castells<sup>386</sup> marque considérablement les recherches dans ce domaine puisqu'il y introduit une perspective de genre. Il contribue ainsi à légitimer l'importance d'une analyse théorique et empirique des relations sociales de genre. Castells soutient, tout au long de son œuvre, l'idée

---

<sup>385</sup> A. Massolo, « Las mujeres son sujeto de la investigación urbana », dans A. Massolo (dir.), *Mujeres y ciudades. Participación social, vivienda y vida cotidiana*, México, Ed. El Colegio de México, 1992, pp. 9-39, p. 11.

<sup>386</sup> M. Castells, *The city and the Grassroots. A Crosscultural Theory of Urban Social Movements*, Californie, Presse de l'Université de Californie, 1983.

que dans l'analyse du champ social urbain, les relations de genre se doivent d'être considérées au vu du rôle décisif que jouent les femmes dans les dynamiques et les luttes urbaines. Les apports de la seconde vague du féminisme, fin des années 1960 aux Etats-Unis et début des années 1970 en France, permettent aussi de complexifier des hypothèses, de soulever des interrogations non-conventionnelles, qui remettent en question de nombreux concepts et théories sur la manière d'occuper la ville et la localité habitée. Par exemple, dans les années 1980, la géographie féministe constate qu'il existe des différences genrées dans la façon de percevoir, d'accéder et d'utiliser l'espace urbain. D'un point de vue qualitatif, la vie et les expériences quotidiennes des hommes et des femmes en milieu urbain sont très différentes (même lorsqu'ils et elles appartiennent à la même classe sociale, ethnique et zone d'habitation). Les femmes cessent d'être vues par les sociologues et par les instances internationales comme des victimes pour être considérées comme actrices de l'environnement urbain, puisqu'elles construisent, modifient et restructurent l'espace local dans lequel elles vivent.

Le local représente le niveau d'engagement le plus proche des femmes. Celles-ci s'impliquent dans les associations de quartiers, les réseaux de solidarité et les organisations communautaires pour améliorer leurs conditions de vie. Les femmes sont familiarisées à ces terrains de lutte populaire puisqu'elles subissent directement les conséquences du milieu urbain, de part leur rôle dans l'espace domestique. Mais, bien que la politique à l'échelle locale soit en effet le niveau physiquement le plus proche des femmes, il s'agit d'un milieu en majorité institutionnellement dirigé par les hommes. Dans le cadre de l'étude effectuée sur le CLPP de Valencia, les vénézuéliennes rencontrées se trouvent à la base de cette structure pyramidale. Dans le discours, qu'il provienne des femmes ou des hommes qui s'y impliquaient, c'est le niveau qui se prêterait donc le plus à la lutte pour l'amélioration immédiate de leurs conditions de vie. Le président du CLPP l'explique ainsi :

GU : Dans les Associations de voisins il y a une majorité de femmes, pas en haut.

JBW : Comment pourriez-vous l'expliquer ?

GU : Les AV constituent un processus de participation où les femmes viennent en aide à leur communauté, alors que le processus qui se fait dans des postes à plus haute responsabilité est d'ordre politique et les hommes sont plus habiles pour influencer sur les politiques que les femmes.

JBW : Comment expliquez-vous cette différence ?



GU : Et bien écoute, le Venezuela est un pays machiste et j'imagine que ça explique, en partie, cette division.<sup>387</sup>

**Gustavo Urriola**, 40 ans, opposant au régime, ex président du CLPPV, marié, enfants adultes vivant à l'étranger, Valencia, 2006.

La division sexuelle du travail<sup>388</sup> peut, en effet, expliquer en partie cette répartition. Mais, c'est aussi parce que les hommes occupent des postes ou s'investissent dans des espaces supérieurs au micro-local. Puis, lorsqu'ils investissent ce niveau, ils le font « par le haut ». Les hommes laissent ainsi aux femmes les espaces politiques et décisionnels perçus comme étant les moins importants, car se situant au plus près des préoccupations quotidiennes qui sont considérées comme non stratégiques. Mais aussi parce qu'elles seraient naturellement plus proches des réalités quotidiennes et donc plus à même de connaître les besoins des foyers et, par extension, de la communauté. Les femmes assument la base, le pragmatique et le quotidien et les hommes le supérieur, le décisionnel et le futur puisque les espaces de participation locale sont perçus comme une affaire de femmes (*una cosa de mujeres*) Dans les discussions informelles, les hommes rencontrés n'hésitaient pas à me dire que les femmes participaient pour se raconter les ragots (*para chismear*), pour s'immiscer dans la vie des gens (*para meterse en la vida de la gente*), ou qu'elles le font pour passer le temps (*para pasar el tiempo*). La propulsion des CC en 2009, par la micro-localisation de la politique de la participation et l'obtention directe des ressources pour mener à bien les projets établis par la communauté, modifie sensiblement le regard que portent les hommes sur l'engagement local. Avec la mise en place des nouveaux CC, l'espace politique -historiquement associé et réservé aux hommes- acquiert progressivement une nouvelle signification symbolique. Il n'est plus exclusivement conçu dans son lien à l'Etat et aux partis politiques, mais il est désormais pensé et pratiqué comme un espace d'extension de la vie quotidienne qui est placé au cœur de la

---

<sup>387</sup> GU : *En las Asociaciones de Vecinos hay mayoría de mujeres y arriba no. JBW : Como podría explicarlo ? GU : La Asociación de Vecinos es un proceso de participación y de ayuda a la comunidad en cambio el proceso de alto cargo es un proceso más político y allí los hombres son más hábiles para influencias políticas que las mujeres. JBW : Como se explica usted esa diferencia ? GU : Bueno, mira Venezuela es un país machista y me imagino que eso, en parte, explica esa división.*

<sup>388</sup> Cette notion a d'abord été utilisée par les ethnologues pour désigner une répartition « complémentaire » des tâches entre les hommes et les femmes dans les sociétés étudiées. C. Lévi-Strauss en a fait le mécanisme explicatif de la structuration de la société en familles. Mais, ce sont des anthropologues femmes qui lui ont donné un contenu nouveau en démontrant qu'elle traduisait non une complémentarité des tâches mais une relation de pouvoir des hommes sur les femmes (voir : N.-C. Mathieu, « Tendances actuelles de la recherche en anthropologie des sexes », dans N.-C. Mathieu (éd.), *Les relations hommes-femmes dans le bassin du Lac Tchad*, Paris, Ed. ORSTOM, 1991(a) ; P. Tabet, *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, Paris, Ed. L'Harmattan, 1998). La division sexuelle du travail (DST) est utilisée, depuis, comme un concept analytique en Sociologie et Histoire, entre autres disciplines. Comme l'indique D. Kergoat, la DST est la forme de division du travail social qui découle des rapports sociaux de sexe : « elle a pour caractéristique l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur sociale ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc.) ». D. Kergoat, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », dans H. Hirata, F. Laborie, H. Le Doaré, D. Senotier (coord.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, Ed. PUF, 2000, pp. 35-44, p. 36.

politique nationale du pouvoir populaire, étudié dans le chapitre 3. Les CC mettent en valeur des formes particulières de concevoir la politique, différentes de celles qui la limitent à l'espace formel, institutionnel, considéré comme public.

Tel que l'affirme Alejandra Massolo, adopter une perspective de genre dans un travail de recherche sur le milieu urbain, et je pense qu'il faut étendre l'idée à la notion de local, c'est d'ores et déjà s'intéresser à l'habitat<sup>389</sup>. La construction sociale de genre charge les femmes du travail domestique, de la garde des enfants et des personnes âgées, entre autres activités qui se réalisent dans l'espace considéré comme privé de la vie sociale. Cet espace est matériellement palpable, il s'agit de l'habitat. De ce fait, la spatialité de l'habitat, son équipement, son accès, ou nonaccès, aux services publics de base (eau, éducation, électricité, santé, transport etc.) et les politiques publiques qui le touchent directement sont des éléments qui jouent sur l'entrée des femmes dans les structures étatiques de participation que j'étudie. La proximité et l'influence du niveau local sur le foyer expliquent, en partie, leur engagement politique.

## Engagement local, travail domestique et travail rémunéré

*Le temps des femmes est « autre »*



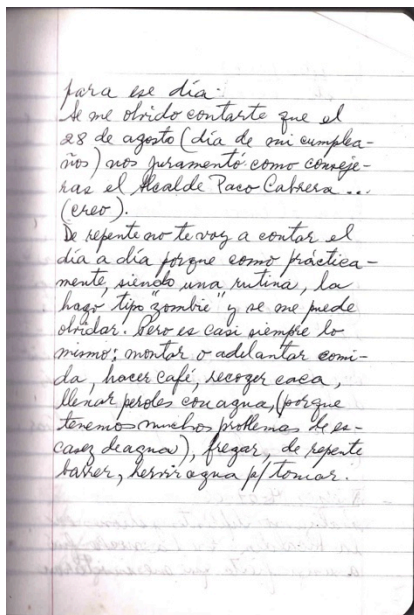
**Document 8.** Caricature « *La Waika respondona* »<sup>390</sup> de Maria Centeno. Quotidien gratuit *Ciudad Caracas*.

<sup>389</sup> A. Massolo, *op. cit.*, 1992.

<sup>390</sup> « *La Waika respondona* » apparaît dans le quotidien gratuit *Ciudad Caracas* qui circule dans la capitale et qui a été créé en 2009 par le Système National de Moyens Publics de Communication, le Ministère du Pouvoir Populaire pour la Communication et l'Information et la mairie de la municipalité Libertador, située dans la capitale. Dans une interview pour le journal *María Centeno*, féministe architecte, peintre et dessinatrice, décrit le personnage comme une « femme *caraqueña*, féministe intuitive, désordonnée et travailleuse qui a un mari et deux enfants. Elle répond à tout et à tout le monde ». Pour cette artiste, engagée auprès du collectif *La Araña Feminista*, un des aspects les plus importants du *proceso* bolivarien est que les femmes ont acquis une confiance en elles-mêmes : « Dans les réunions politiques j'ai observé que les femmes les plus *humildes* (terme employé pour désigner les classes populaires) et même les plus âgées grondent les autorités. Maintenant elles ont plus de force pour défendre leurs droits », dit-elle. Voir : <http://ensartaos.com.ve/waika-le-responde-al-que-se-le-atraviese> (consultée le 14/06/2015).

Sur le terrain, en faisant ma revue de presse quotidienne, je suis tombée sur cette caricature de la dessinatrice vénézuélienne María Centeno, féministe engagée de longue date dans el pays. Elle m'a semblé résumer avec beaucoup d'humour critique la capacité des femmes reconstruites sur le terrain à combiner les différentes activités qu'elles assument. Nombreuses sont les femmes qui répartissent leur temps entre travail domestique et engagement local. Mais, comme je l'ai expliqué plus haut, cela tend à changer. Elles vont, chaque fois plus, au bout de leur scolarité et se lancent dans les études supérieures. Puis, une professionnalisation de leurs activités rémunérées s'effectue, en partie, par la création des coopératives qui s'articulent aux CC<sup>391</sup>. Ces coopératives formalisent les activités que les femmes réalisent depuis longtemps dans l'invisibilité étatique absolue<sup>392</sup>. Mais, puisque la première catégorie de participantes est toujours très présente dans la politique qui s'effectue à l'échelle locale, il est important d'étudier leur manière d'articuler activités domestiques et engagement dans le quartier et plus largement dans la communauté<sup>393</sup>. Elles effectuent quasiment les mêmes tâches tous les jours à la même heure. Les rôles de mère, de conjointe ou d'épouse et de femme au foyer sont minutieusement décrits par Nancy Moreno de Torrelles, dans les premières pages du carnet participatif qu'elle a tenu, sur ma demande. Dès le début, elle fait un résumé des activités domestiques qu'elle réalise au quotidien et explique, ci-dessous,

qu'elle vit la même routine jour après jour :



« Peut-être que je vais pas te raconter le quotidien (*el día a día*) parce que s'agissant pratiquement d'une routine, je le fais en mode « zombie » et je peux l'oublier. Mais, c'est presque toujours la même chose : mettre sur le feu ou préparer (*montar*) la nourriture, faire le café, ramasser la caca [des chiens], remplir les sceaux d'eau (parce que nous avons de nombreux problèmes de pénurie d'eau), faire la vaisselle, peut-être balayer, faire bouillir de l'eau pour en boire. »<sup>394</sup>

Extrait 7. **Carnet participatif** de Nancy Moreno de Torrelles, Valencia, 2006, 47 p.

<sup>391</sup> Financées par BANMUJER, la première banque d'Amérique dédiée et réservée quasi exclusivement aux femmes et particulièrement à celles qui vivent dans la précarité.

<sup>392</sup> Voir : 3.2. Activités photographiées : la participation politise le quotidien. *Le travail rémunéré*.

<sup>393</sup> *Ars combinatoria* : stratégies développées par les femmes aujourd'hui mais aussi dans le passé, leur permettant de combiner stratégie familiale et stratégie professionnelle ou plus largement, politique (P. ZAGEFKA, cours magistral « Femmes et relations de genre dans le monde contemporain », Université Paris3 Sorbonne Nouvelle, 2006).

<sup>394</sup> « De repente no te voy a contar el día a día porque como prácticamente, siendo una rutina, la hago tipo « zombie » y se me puede olvidar. Pero es casi siempre lo mismo : montar o adelantar comida, hacer café, recoger caca, llenar peroles de agua (porque tenemos muchos problemas de escasez de agua), freagar, de repente barrer, hervir agua para tomar. »

Ainsi, la quasi totalité des participantes dédient une partie importante de leur temps et de leur journée au travail domestique. Malgré cette réalité commune à de nombreuses « femmes au foyer » des différences internes à la catégorie se dessinent. Elles ne sont pas toutes partagées entre les structures étatiques de participation locale et le foyer. La deuxième catégorie qui prend chaque fois plus de place, se caractérise par l'articulation du travail domestique à d'autres activités, de natures diverses. Elles peuvent assurer d'autres « labours communautaires » que ceux en lien avec les CLPP ou les CC, de type aide aux devoirs de manière bénévole, ou encore tenir une maison communautaire de santé. Surprise par leur capacité à jongler entre diverses activités plus prenantes les unes que les autres, et par leur constante disponibilité, je décris dans mon carnet de terrain (2006) la rencontre avec Magaly Rigores de Escalona et la maison de santé qu'elle tient à Valencia : « Maigualida m'emmène à la *casa comunitaria de salud de la señora* Magaly. A travers la fenêtre grillagée qui donne sur la rue, elle nébulise un nourrisson porté par sa mère. Une fois l'entretien terminé (réalisé sur le trottoir de la rue d'en face, pour éviter le brouhaha de la maison de santé), elle n'est pas encore entrée chez elle qu'elle est déjà sollicitée par une personne âgée qui vient prendre sa tension ». Les journées des femmes rencontrées sont constamment entrecoupées, tant par des demandes internes à leur foyer, que par des sollicitations externes.

Nombreuses sont aussi les participantes qui s'occupent d'autres foyers, en tant que *domesticas* (employées domestiques) au service d'autres femmes appartenant à une classe parfois à peine supérieure à la leur<sup>395</sup>. Les femmes, comme les hommes, minimisent la charge de travail qu'implique cette activité rémunérée. Pendant l'entretien, Alicia Plaza me dit : « Elles ont des travaux flexibles qui leur permettent de s'impliquer. Une personne qui travaille avec des horaires de bureau ne peut pas participer ». Mais, d'autres réalisent cette double intendance qu'assurent une grande partie des femmes des classes populaires. María de los Angeles Díaz l'explique ici :

« La plupart des femmes dans les CLPP travaillent, regarde *la señora* Carmencita (Carmen Rosa Rincón). Et, en plus, les après-midis elles assistent aux réunions et elles vont à la mairie et tout le reste. Ce sont peut-être des travaux plus flexibles, elles sont couturières, travaillent comme domestiques ou autre type d'emploi, mais la

---

<sup>395</sup> Cela explique souvent la réticence des femmes à se dire féministes, point abordé dans le chapitre 6 : De la mobilisation de mères à la conscience de genre.

majorité travaille. Il y en a qui ne travaillent pas mais, de toutes manières, elles ont leur maison, leur mari, toutes ces activités qui demandent beaucoup de temps et de dévouement aussi. »<sup>396</sup>

**María de los Angeles Díaz**, 35 ans, opposante radicale, ex conseillère communale et secrétaire de la commission permanente social du CLPPV, intégrante du CC de son quartier, ingénieure informatique, mariée, 1 enfant adopté, Valencia, 2006.

La seule femme rencontrée du CLPPV qui était célibataire et sans enfants c'est Alicia. Elle a la cinquantaine. C'est principalement chez elle que j'ai été logée pendant mes études de terrain à Valencia puisque je ne connaissais personne et que les allers-retours revenaient longs et coûteux<sup>397</sup>. Le parcours d'Alicia est assez particulier, ce qui peut expliquer sa condition singulière parmi les femmes rencontrées<sup>398</sup>. Née d'un père basque-espagnol et d'une mère vénézuélienne, Alicia a vécu quinze années de sa vie en Europe. Elle quitte le Venezuela à l'âge de six ans et fait la maternelle et l'école primaire en Espagne. Par la suite, elle poursuit ses études en France, obtient son baccalauréat et réalise une première année d'université à Pau, en Langues Etrangères Appliquées. Son retour à Valencia s'est imposé à elle (*se impuso a mi*), me dit-elle. Sa mère souffre d'une maladie, elle rentre pour s'en occuper. Elle y est restée. Alicia vit toujours avec sa mère. Je cite son cas car il représentait une exception en 2006, au moment de mon étude sur le CLPP de Valencia. En effet, elle était la seule des 11 femmes avec lesquelles j'ai travaillé à l'époque de mes recherches de master, qui avait voyagé et vécu en Europe. Une des rares qui ait fait des études supérieures. Puis, elle était aussi la seule célibataire qui, en plus, n'a pas d'enfants<sup>399</sup> (*que además no tiene hijos*). Elle représente aux yeux des autres, hommes comme femmes de la communauté, le mythe de l'Européenne en tant que « femme libre », se souciant d'elle et de son avenir, offrant ainsi une place secondaire aux rôles de mère et d'épouse qu'occupe la majorité des femmes qui l'entourent. Alors que ce mythe s'effondre à partir du moment où elle décide d'abandonner tous ses projets pour rentrer au pays et pouvoir prendre soin de sa mère.

---

<sup>396</sup> « La mayoría de las mujeres de los CLPP trabajan, mira la Sra. Carmencita (Carmen Rosa), y a parte, en las tardes, asisten a sus reuniones y van a las alcaldías y todo lo demas. De repente son trabajos mas flexibles, son costureras, trabajan como domesticas o otro tipo de trabajo pero la mayoría si trabajan. Hay unas que no trabajan pero igualmente, tienen su casa, tienen su marido, todas esas actividades que demandan mucho tiempo y dedicación también. »

<sup>397</sup> Pour plus de détails sur ma rencontre avec Alicia et mon insertion au CLPPV, se référer au chapitre 2 : CLPP de Valencia : un terrain en mouvement.

<sup>398</sup> Elle devient moins exceptionnelle après, avec l'accès des femmes aux études supérieures et la coopération que développe le Venezuela avec le reste du monde, créant des alliances fortes en Amérique latine, pour faciliter les échanges universitaires.

<sup>399</sup> Je reprends ici les commentaires dont Alicia était l'objet.

## *Le local et la régulation des territoires quotidiens*

L'investissement spatio-temporel des femmes est très lié à leur situation familiale. Les sociologues Yannick Le Quentrec et Annie Rieu expliquent, dans leur ouvrage sur l'engagement politique ou syndical des femmes en France, que l'implication des femmes dans la vie publique les oblige à des réglages minutieux : « Le travail de négociation des territoires, entre territoire personnel, territoire conjugal et territoire familial (...) s'accroît particulièrement dans le cas des femmes exerçant des responsabilités publiques. »<sup>400</sup> Cette négociation sous-entend une dynamique d'affirmation de soi qui se manifeste au sein du couple ou des autres membres résidant dans le foyer, notamment les enfants et les parents, ce que j'étudie dans le chapitre 7. La politique à l'échelle locale représente alors un niveau d'engagement qui peut être plus facilement négocié dans le cadre du foyer que celui qui se produit loin des territoires quotidiens. Il s'agit d'un niveau se trouvant à proximité de l'habitat, ce qui permet aux femmes d'atteindre ou de promettre un partage plus équilibré de leur investissement dans les espaces considérés comme privé et public. La subversion de l'ordre normatif qui placerait les femmes dans l'espace privé et les hommes dans l'espace public, peut être acceptée par le couple dans la mesure où les participantes ne négligent pas les activités propres à cette normativité, telle que le travail domestique. C'est-à-dire que, comme l'explique Nancy ci-dessous, la négociation n'équivaut pas à une redistribution des tâches domestiques. Les maris ou conjoints tolèrent que leurs conjointes ou épouses puissent investir d'autres lieux que le foyer, tant qu'elles ne négligent pas leurs « obligations » de femmes :

« Je m'arrange toujours pour avoir du temps pour lui [son mari] et pour mes enfants donc il n'y a pas de raison d'avoir des problèmes si j'accomplis mes devoirs et qu'en passant je nettoie, et en plus je lave etc. »<sup>401</sup>

**Nancy Moreno de Toremel**, 52 ans, opposante au régime, ex suppléante d'Alicia en commission sociale du CLPP et membre du CC de Parque Valencia, mariée, 4 enfants, Valencia, 2006.

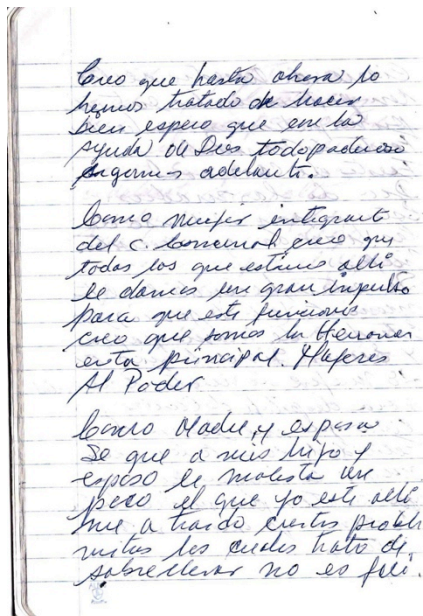
Pour les femmes, l'engagement dans la vie politique n'est pas qu'une affaire publique, loin de là, puisque les tâches de l'espace domestique pèsent lourdement sur leur engagement public.

---

<sup>400</sup> Y. Le Quentrec et A. Rieu, *op. cit.*, p. 112.

<sup>401</sup> « Yo siempre me las arreglo para tener tiempo para el [su marido] y para mis hijos así que no hay porque tener problemas si yo cumpla y de paso limpio y de paso lavo etc. »

Dans son carnet participatif, cette opposante modérée au chavisme, mariée et mère de 3 enfants, m'explique qu'elle a intégré l'association de voisins de Santa Inés à son arrivée sur Valencia (elle est de Caracas) et qu'elle a participé à créer le CC du quartier. Iraida Flores, qui est âgée de 43 ans, insiste souvent, dans ce carnet mais aussi pendant nos entretiens, sur la difficile tâche que représente la recherche de cet équilibre entre travail domestique, travail rémunéré et engagement local :



« En tant que mère et épouse je sais que ça énerve un peu mes enfants et mon mari que je sois là [dans le Conseil Communal]. Ça m'a causé quelques petits problèmes que j'essaye de surmonter, ce n'est pas facile mais j'essaye qu'ils ne nous nuisent pas et j'essaye aussi d'équilibrer les ennuis. Car ce n'est pas facile qu'à chaque instant tu sois obligée d'assister à des réunions et des activités qui t'empêchent de t'occuper de ton foyer, ton travail et d'autres choses que tu cesses de faire parce que tu t'occupes du Conseil Communal. C'est un défi. »<sup>402</sup>

Extrait 8. **Carnet participatif** de Iraida Valentina Flores, Valencia, 2010, 16 p.

Au cours de leur activité, les participantes développent donc des pratiques alternatives qui intègrent de façon notable les interactions qui se font dans le public et l'espace considéré privé. Le Quentrec et Rieu parlent d'un « nouveau modèle d'exercice de la responsabilité politique ou syndicale » où les femmes posent d'entrée les conditions d'exercice de leur responsabilité en fonction de préoccupations liées au domaine privé. Ce modèle peut concerner les hommes et il ne serait pas spécifique aux femmes ; cependant, elles en sont particulièrement porteuses. L'ancien modèle correspond à celui du « militantisme masculin » et plus particulièrement, dans le cadre de leur étude, au syndicaliste entièrement voué à son organisation. Pour illustrer ce modèle les auteures prennent l'exemple du responsable syndical qui ne mesure ni ses heures, ni ses journées, ni la fréquence de ses permanences le soir. Il fait preuve d'un engagement total et les autres activités viennent après : « il reconnaît que partant tôt le matin et revenant tard le soir, il est souvent absent de chez lui »<sup>403</sup>. Le « nouveau modèle

<sup>402</sup> « Como Madre y esposa se que a mis hijos y esposo le molesta un poco, el que yo este allí [en el Consejo Comunal] me ha traído ciertos problemitas los cuales trato de sobrellevar, no es fácil pero trato de que no nos perjudique y equilibrar las molestias. Ya que no es fácil que a cada momento tengas que asistir a reuniones y actividades que te impida a atender el Hogar, tu trabajo y otras cosas que dejas de hacer por estar pendiente del Consejo Comunal. Es un reto. »

<sup>403</sup> Y. Le Quentrec et A. Rieu, *op. cit.*, p. 46.

d'activité politique et syndicale », instauré par les femmes, marque une rupture organisationnelle par rapport au militantisme masculin : « De manière générale, lorsqu'elles accèdent aux responsabilités, les femmes refusent la mise en concurrence des différents groupes auxquels elles appartiennent. Elles font autrement du syndicalisme et de la politique, non seulement parce qu'insérées dans un système d'obligations où le domestique domine, elles ne sont pas en situation objective de copier les hommes, mais aussi parce qu'elles ne le veulent pas »<sup>404</sup>. Le motif premier de leur mobilisation est l'efficacité pour dégager un maximum de disponibilité principalement, mais pas uniquement, vis-à-vis de l'espace familial et domestique. Les femmes sont dans l'enchevêtrement des temps : temps politique, temps professionnel/rémunéré, temps familial et domestique, temps conjugal, temps à soi (très peu disposent de ce dernier). Elles tentent de les dissocier mais ils s'enchevêtrent et s'emmêlent. Comme le rappellent les auteures, si l'enchevêtrement des temps n'est pas un phénomène spécifique aux femmes, il se distingue pour elles par sa densité, son ubiquité et sa permanence.

L'engagement local dans les CLPP et les CC n'est pas fondé sur l'adhésion totale, il est mesuré. En effet un constat se dégage des entretiens et des observations que j'ai réalisés : les femmes rencontrées expriment toutes la volonté de ne pas confondre vie publique et vie privée. Elles instaurent alors une autre forme de régulation entre les deux espaces. Ainsi, les femmes feraient de la politique autrement parce que leur situation sociale concrète leur empêcherait de séparer vie privée et vie publique, activité politique et activité domestique, ce qui ne les met pas en situation objective d'adopter le modèle masculin. Les participantes assument, simultanément, plusieurs types d'activités. Leur engagement politique ne doit pas venir gêner « leurs » tâches domestiques. Parfois, celles-ci peuvent même s'accomplir en dehors de l'espace familial (confier les enfants à une voisine, les surveiller en les emmenant avec elles aux réunions, par exemple).

Leur implication revêt, à la fois de leur passé politique, traité précédemment, et de leur volonté de prendre part à la transition participative que vit le Venezuela bolivarien. Fruit d'un travail bénévole et d'une implication forte, les CLPP et CC sont principalement investis par des femmes qui, à travers leur participation, adoptent un rôle d'actrices sociales et politiques. Les femmes ont vu, dans ces structures étatiques de participation locale, l'opportunité de sortir de l'invisibilité pour devenir actrices stratégiques des nouveaux changements. La

---

<sup>404</sup> Y. Le Quentrec et A. Rieu, *ibidem*, p. 49.



révolution bolivarienne amenée par Hugo Chávez a donc déclenché un phénomène important : une prise de conscience politique de la part de la population vénézuélienne, qui a mobilisé les femmes et les a incité à participer dans les affaires publiques, à des échelles diverses. La présence féminine se fait sentir à travers leur activisme dans certaines organisations, que ce soit en faveur du gouvernement Chávez ou contre son projet politique, et grâce à leur participation active au sein des Conseils Locaux de Planification Publique dans un premier temps, puis dans les Conseils Communaux dans un second temps. Les années de démocratie participative et protagonique sont marquées par une intense activité politique au Venezuela et par une dynamique de changements institutionnels et d'initiatives de participation politico-sociale qui se produisent en dehors de l'institutionnalité traditionnelle, comme l'explique Magdalena Valdivieso, spécialiste de la participation politique des femmes dans le pays : « La majorité des intégrants et des intégrantes des Conseils Communaux sont des femmes, elles sont aussi majoritaires au sein de ses organes de direction et dirigent grand nombre des comités qu'intègrent les Conseils. Cette situation s'explique parce que les Conseils sont des organisations locales qui regroupent les familles et fonctionnent dans des espaces adjacents aux logements de ses intégrants. »<sup>405</sup>

Il est nécessaire de prendre en compte ces espaces, car une analyse qui ne se centrerait que sur les espaces traditionnels, institutionnels et donc formels, laisserait de côté des espaces importants où les femmes sont en train de participer et d'assumer un rôle protagonique (*protagonismo*), comme les Conseils Communaux et les *Misiones*, entre autres. Les espaces locaux relèvent d'une importance particulière dans l'incorporation des femmes aux activités politiques étant donné qu'elles sont familiarisées à cet « entre privé-public » où elles peuvent déployer leurs compétences de « gestionnaires sociales » pour l'amélioration de leur qualité de vie, celle de leur famille et la qualité de vie de la communauté où elles habitent.

### **Une persévérance sexuée : impact d'une citoyenneté masculinisée**

Un autre aspect de l'assignation sociale de genre que l'on retrouve dans la participation politique des femmes c'est ce que nous pourrions appeler une « persévérance sexuée ». Plusieurs des femmes revendiquent une façon de faire de la politique (*hacer política*) spécifiquement féminine. Elles insistent sur une approche beaucoup plus concrète et obstinée

---

<sup>405</sup> M. Valdivieso, *op. cit.*, 2008, p. 7.

de l'engagement politique, comme le dit ici Carmen Rosa de l'*urbanización popular* de Santa Inés : « les hommes s'impliquent mais c'est nous [les femmes] qui nous accrochons et réussissons les choses ». A leurs yeux, mais aussi aux yeux des hommes, elles seraient plus franches, plus concrètes et plus pragmatiques. En effet, toutes les participantes et tous les participants du CLPP de Valencia affirment que les femmes sont plus tenaces que les hommes dans leur implication au sein de la structure, et j'ai également retrouvé ce discours et cette modalité pratique d'engagement dans les CC. Selon l'ensemble des enquêtés, comme le dit Luis López Reyes ci-dessous, quand une femme prend les choses en main elle arrive toujours à ses fins. Mais, il nous donne des éléments de compréhension autres que ceux décrits ci-dessus.

« Nous [les hommes], s'il y a une partie de pétanque on ne va pas ne y aller pour voir un voisin, on ira une fois que la partie sera finie. Les femmes non, elles disent « je vais à mairie, je vais faire ça » et elles le font. Et elles deviennent complices (*se te encompinchan*), à deux ou trois et elles forment une bande (*un combo*) et là c'est sûr que rien ni personne, ne les arrête. Elles bougent ciel et terre et des comme ça il y en a beaucoup. Nous les hommes, on se ligue (*nos encompinchamos*) pour une partie de pétanque mais pas pour ça [aller à la mairie]. (...) Quand une femme arrive à une réunion du CLPP avec ses projets, il t'est impossible de lui donner un non pour réponse car tu sais qu'elle ne te lâchera pas jusqu'à ce qu'elle obtienne ce qu'elle est venue chercher. »<sup>406</sup>

**Luis López Reyes** (« *el conejo* »), 64 ans, d'opposition *light*, forgeron et ancien boxeur, ex conseiller municipal du CLPPV et ancien coordinateur général de l'association de voisins de Catedral, veuf, enfants adultes, Valencia, 2006.

« D'une manière générale, les femmes sont plus conséquentes dans le suivi et plus têtues qu'une mule (*sic*) pour que les choses [les projets] s'exécutent. L'homme, à cause de ses responsabilités, ce qui en réalité n'explique rien parce que je travaille aussi et il existe beaucoup de femmes qui travaillent et qui accomplissent leur double fonction, l'homme

---

<sup>406</sup> «Nosotros [los hombres], si hay una partida de bolas tú no vas a dejar la partida de bolas por ir a ver a un vecino. Irán despues que termine la partida de bolas. La mujer no, la mujer dice « mira yo voy pa' la alcaldia, yo voy pa' esto » y va. Y se te encompinchan dos o tres y hacen un combo y ahí nada ni nadie las para. Mueven cielo y tierra y son preocupadas, y asíi hay bastantes. Los hombres nos encompinchamos para una partida de bolas, pa' eso no. (...) Cuando una mujer llega a una reunion del CLPP con sus proyectos, te es imposible darle un no por respuesta porque tú sabes que no te va a soltar hasta que consiga lo que vino a buscar. »

ne dédie pas cent pour cent de son temps aux activités de quartier, disons-le comme ça. »<sup>407</sup>

**María de los Angeles Díaz**, 35 ans, opposante radicale, ex conseillère communale et secrétaire de la commission permanente social du CLPPV, intégrante du CC de son quartier, ingénieure informatique, mariée, 1 enfant adopté, Valencia, 2006.

De cette façon, la ténacité dont font preuve les femmes est perçue, par les hommes et par les femmes, comme un trait relevant de la « nature féminine » alors que, dans leurs propos, Luís et María de los Ángeles nous montrent que l'intensité de l'engagement y est pour beaucoup. C'est bien parce qu'elles « sentent sienne » leur communauté qu'elles *se encompinchan* pour régler, ensemble, les problèmes qui les touchent directement, quotidiennement, personnellement, et qui s'inscrivent à l'échelle locale. C'est aussi parce qu'elles savent que c'est en étant « plus têtues qu'une mule », pour reprendre María de los Ángeles, qu'elles ont le plus de chances de faire aboutir les projets de la communauté. Ces extraits d'entretiens peuvent paraître caricaturaux mais ils mettent en évidence le type d'engagement contraignant<sup>408</sup> qu'adoptent les femmes qui s'impliquent dans la politique à l'échelle locale. Les participantes présentent sans conteste des traits caractéristiques dans leurs méthodes de travail et dans les conceptions de leur engagement. Mais, je dois distinguer les notions de caractéristiques et de spécificité. La spécificité relève de l'essentialisme et associe les femmes à des fonctions à caractère social, des « attitudes compréhensives et tolérantes »<sup>409</sup>, pour reprendre les termes employés par Le Quentrec et Rieu dans leur étude. Les femmes constitueraient une alternative politique au titre de leur sexe. Mais, même si cela s'assimile à un argument en leur faveur, la spécificité fonctionne comme un piège : « Leur entrée dans des bastions masculins s'avère conditionnée à des qualités « naturelles », ce qui valide par la suite une division sexuée des tâches administratives plus que politiques où on les enferme dans une catégorie communautariste : aux hommes, la défense de l'intérêt général ; aux femmes la défense des intérêts de leur groupe. Sous couvert de spécificité, les femmes sont aussi soumises à une obligation de résultats : elles feraient ou devraient faire mieux que les

---

<sup>407</sup> « En general las mujeres son más consecuentes en el seguimiento y más tercas que una mula para que las cosas se ejecuten. El hombre por sus responsabilidades, aunque eso no explica porque yo trabajo y existen muchas mujeres que trabajan y cumplen la doble función. El hombre no le dedica el cien por ciento de su tiempo a sus funciones vecinales, digámoslo así. »

<sup>408</sup> A. Massolo, « El espacio local: oportunidades y desafíos para el empoderamiento de las mujeres. Una visión latinoamericana », Rapport n° 4 de l'Observatoire Femmes et Participation Politique, México, (juin) 2003.

<sup>409</sup> Y. Le Quentrec et A. Rieu, *op. cit.*, p. 45.

hommes.»<sup>410</sup>. Les femmes ne développent pas des spécificités en fonction de leur appartenance de sexe, elles partagent plutôt des caractéristiques liées à leur assignation sociale de genre. Dans cette logique, je me demande alors dans quelle mesure cette persévérance sexuée n'est pas aussi le fruit de la difficulté que les femmes ont à se faire entendre –au premier sens du terme– voire à être prises au sérieux par leurs homologues masculins qui occupent, la plupart du temps, des postes à plus haute responsabilité qu'elles ?

A première vue la participation des femmes, dans les CLPP puis dans les CC, semble se dérouler de façon assez égalitaire et c'est d'ailleurs aussi la première réponse qu'elles apportent à ma question : existe-t-il une différence entre être un homme et être une femme et participer dans ces structures locales ? Maigualida, par exemple, commence par me dire qu'elle était très fière de participer aux débuts des CLPP puisque les femmes *principales*, et non suppléantes ou *vocales*, étaient peu nombreuses (2 femmes et 47 hommes). Mais, plus tard dans la conversation, elle me dit finalement :

« On sentait qu'on n'était pas nombreuses mais je ne me suis jamais laissée intimidée, je sentais que j'avais plus de pouvoir, parce que quand je criais, parce que la plupart du temps j'arrivais en criant comme pour implanter mon pouvoir, parce que je [me] disais : « mince (*coye*) il y a tellement d'hommes ici », puis ils croient tout le temps soit que la femme est bête, soit qu'elle ne se manifeste pas dans la réalité, parce qu'ils croient qu'on passe notre vie à rêver. »<sup>411</sup>

**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

Ce témoignage montre ainsi la difficulté qu'elle a à s'imposer dans un milieu encore largement perçu comme, et qui reste visiblement, très masculin : l'espace politique. En effet, tel que l'explique la politologue Bérengère Marques-Pereira, la citoyenneté politique n'est pas neutre puisqu'« elle a été historiquement, sociologiquement et politiquement masculinisée à travers un ensemble de représentation sociales qui identifient l'individualité au masculin et

---

<sup>410</sup> Y. Le Quentrec et A. Rieu, *ibidem*, p. 45.

<sup>411</sup> « *Nos sentíamos poquitas pero tampoco me « amilane » jamás, me sentía como que más de poder porque cuando yo gritaba, porque la mayoría de las veces llegue gritando como para implantar mi poder, porque yo [me decía : « coye, tanto hombre aquí », entonces todo el tiempo piensan o que la mujer es tonta o que no se manifiesta en la realidad, porque ellos creen que nosotras nos la pasamos soñando. »*

l'altérité au féminin »<sup>412</sup>. Ce constat se fait donc sentir chez les enquêtées puisque la *señora* Irene partage le même sentiment que Maigualida. Mais, cette fois-ci, le besoin « d'implanter son pouvoir » est directement mis en relation avec le besoin, pour les femmes qui participent, de s'assimiler à un homme afin d'être écoutées :

« Je ne sais pas si c'est parce que je suis persévérante, obstinée et enquiquineuse mais moi on m'écoute, je demande mon droit de parole et on me le donne comme à un homme, et on m'écoute pareil, et si je dois faire un scandale (*saperoco*) et hausser le ton, je le fais ! »<sup>413</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 53 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2006.

Ce témoignage laisse entendre que, pour ce qui est de la « passion naturelle des femmes », la nature n'y est pas pour grand-chose. Je remarque plutôt que, pour que leur participation soit efficace, que leurs demandes soient entendues ou dans le meilleur des cas approuvées, les participantes ressentent donc le besoin de s'assimiler aux hommes pour dépasser leur condition de femmes qui semblerait peser sur leur participation : la *señora* Irene veut qu'on l'écoute « comme à un homme ». Sous des discours de participation égalitaire, les femmes mentionnent l'existence de rapports de force avec leurs collègues masculins, leur difficulté à se faire reconnaître en tant que femmes, le scepticisme que provoque leur participation. En somme, elles reconnaissent : « les agressions sexistes qui visent de temps à autre à les “renvoyer à leur casseroles” »<sup>414</sup>.

### **Participer pour « sortir la tête de la serpillière et de la nourriture »<sup>415</sup>**

Après la rhétorique de la nécessité, la seconde grande justification avancée par les femmes sur leur mobilisation est axée sur des transformations d'ordre structurel, pensées dans le moyen et long terme. Les participantes veulent aussi accéder aux ressources de la municipalité et de

<sup>412</sup> B. Marques-Pereira, « L'inclusion des femmes en politique et la théorie anglo-saxonne », dans C. Bard, C. Baudelot et J. Mossuz-Lavau (dir.), *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et Pouvoir*, Paris, Ed. de la Martinière, 2004, pp. 127-141, p.128.

<sup>413</sup> « *Yo no sé si es que yo soy perseverante, obstinada o engorrosa pero a mi me escuchan, yo pido mi derecho de palabra y a mi me la dan como a un hombre, y me escuchan igualito y si tengo que formar un “saperoco” lo hago y alzar la voz, lo hago.* »

<sup>414</sup> Y. Le Quentrec et A. Rieu, *op. cit.*, p. 38.

<sup>415</sup> Extrait d'entretien (Carmen Rosa Rincón, Valencia, 2006) « *salir del tobo y de la comida* ».

l'Etat « avoir leur goutte de pétrole »<sup>416</sup> comme dit Carmen Rosa. Elles veulent échapper à la réalité domestique, faire reconnaître leur travail communautaire et bénéficier, elles aussi, d'une reconnaissance : « les ateliers nous aident énormément, nous permettent de nous entretenir l'esprit, à *salir del tobo y de la comida* (sortir la tête de la serpillière et de la nourriture) ils nous aident à penser »<sup>417</sup>, me dit-elle. Maigualida le formule ainsi :

« Ce qui m'a incitée à participer dans les CLPPV c'est le côté nouveau, novateur, c'était quelque chose qu'en réalité je ne comprenais pas. Mais, aussi, parce que ça m'a intéressé de savoir combien d'argent générerait la municipalité et parce que ça voulait dire que, pour la première fois, on allait tenir compte de la communauté. »<sup>418</sup>

**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

Si je mets en parallèle ces deux récits c'est parce qu'aux yeux des enquêtées il s'agit de raisons de natures opposées. Carmen Rosa me dit que cette raison, *salir del tobo y de la comida*, est personnelle, alors que Maigualida n'a pas de mal à qualifier ses motivations de politiques. La distance qui a longtemps existé entre le discours politique et la vie quotidienne des femmes a historiquement opposé la « politique du vécu », en tant que politique de l'action, à la « politique du discours », en tant que politique institutionnelle. De ce fait, les femmes qui ne tiennent pas un discours reconnu institutionnellement comme politique, ont alors l'impression de se trouver « hors registre » et ont tendance à rapprocher leur récit de l'expérience personnelle.

### **Se mobiliser pour garantir un avenir aux enfants**

Dans la majorité des trajectoires des participantes, la recherche d'un meilleur cadre de vie est liée à l'expérience migratoire, à la réappropriation du territoire mais aussi à leur statut de mères. En effet, la plupart des femmes s'impliquent dans les CLPP ou les CC pour « garantir un avenir »<sup>419</sup> à leurs enfants ou petits enfants. Les raisonnements suivants constituent un

---

<sup>416</sup> « tener nuestra gotica de petroleo »

<sup>417</sup> « Los talleres nos ayudan muchísimo, a entretenernos la mente, a salir del tobo y de la comida, nos ayudan a pensar. »

<sup>418</sup> « Lo que me motivó a participar en los CLPP fue lo nuevo, lo novedoso, algo que en realidad yo no entendía. También porque me interesó saber cuanto [dinero] se generaba en el municipio y porque también significaba que por primera vez a la comunidad se le iba a tomar en cuenta. »

<sup>419</sup> « garantizar un futuro »

*leitmotiv* qui revient dans de nombreux cas : « (...) ce sont eux qui vont aller de l'avant, alors que nous [les mères] avons fait notre chemin »<sup>420</sup> me dit Carmen Rosa. Maria de los Angeles Díaz l'exprime ainsi : « Bon écoute, moi je suis rentrée dans les CLPP précisément parce que j'ai eu un garçon, que je veux que mon fils vive dans un meilleur endroit, dans un meilleur environnement »<sup>421</sup>.

La volonté de préserver leurs enfants en leur construisant un « meilleur avenir » est aussi une source de motivation pour les femmes qui s'engagent dans la politique à l'échelle locale. L'investissement dans les structures étatiques de participation a des répercussions à plusieurs niveaux : au niveau de l'habitat même de l'enfant, du quartier et donc au niveau de l'éducation qu'il ou elle reçoit, de l'hôpital dans lequel l'enfant se fait soigner, des parcs dans lesquels il ou elle va jouer. Les principaux projets que les femmes mettent en place dans les CLPP et dans les CC sont d'ailleurs liés aux infrastructures que je viens de citer. La construction de crèches, de parcs sécurisés, propres et proches de l'habitat leur permet également de diminuer la charge temporelle, émotionnelle, psychique et physique que peut représenter la garde des enfants. Il me paraît aussi important de rappeler que participer à l'amélioration de ces structures c'est, pour elles, un moyen de s'offrir directement un meilleur avenir bien qu'elles ne le formulent pas ainsi. Sous le drapeau de mères, mes femmes se mobilisent de manière collective. Pour participer « *se encompinchan* », rares sont celles qui se mobilisent seules.

## Conclusion

Dans ce chapitre nous avons étudié la manière dont l'assignation sociale de genre et les appartenances de classe, ethnique et générationnelle propulsent les femmes dans les structures de participation politique à l'échelle locale, où elles cherchent à améliorer leurs conditions quotidiennes de vie. Mais, elles s'impliquent chaque fois plus jeunes ce qui peut contribuer à améliorer plus tôt leur situation. Elles ont accès à l'instruction et intègrent ces espaces de manière chaque fois plus critique. Certes, leur appartenance aux classes défavorisées les oblige à migrer, par exemple, pour chercher un travail ou tenter de construire un foyer dans les meilleures conditions possibles. Mais, en suivant la pensée de la philosophe Judith

---

<sup>420</sup> « (...) ellos son los que van a seguir adelante en cambio nosotras [las madres] ya recorrimos nuestro camino »

<sup>421</sup> « Bueno mira, yo entré a los CLPP precisamente porque tengo un niño, por el hecho de que yo quiero que viva en un mejor lugar, en un mejor ambiente. »

Butler<sup>422</sup>, le sujet se constitue dans cela même qui l'assujettit puisque ces femmes s'engagent dans la recherche de cette vie meilleure. L'expérience de participation les transforme puisqu'elles découvrent parfois un courage qu'elles ne pensaient pas détenir : celui de se battre, que ce soit en occupant un terrain illégalement pour se l'approprier, ou en travaillant la nuit, entourée d'hommes, pour veiller à la sécurité du quartier, comme l'a fait la *señora* Irene à son arrivée sur Valencia. Une grande partie d'entre-elles deviennent mères avant même d'être adultes. Dans ce pays où les mères constituent le centre affectif-organisationnel de la famille, en particulier à travers leurs liens avec les autres femmes qui sont liées à elles par la consanguinité, la maternité les rattache plus fortement que les hommes à l'espace domestique et au système de *care*. Mais, dès leur plus jeune âge elles apprennent aussi à instrumentaliser ce statut intouchable qui les transforme en autorité et leur confère du pouvoir. C'est au creux de ce paradoxe qu'elles se construisent en tant que sujets politiques individualisées et la politique de la participation bolivarienne soutient formellement et institutionnellement cette réalité sociale. Je propose alors d'étudier, dans le chapitre suivant, la manière dont ce contexte permet de consolider et d'élargir, dans la durée, la « capacité d'action » des femmes dans le pays.

---

<sup>422</sup> J. Butler, *La vie psychique du pouvoir*, Paris, Ed. PUF, 2007 (traduction française).



## Chapitre 6. Maternité politique et pouvoir populaire : les femmes en action

Ce chapitre a pour objectif de comprendre comment les femmes rencontrées se construisent en sujets politiques individualisées, dans leurs actions collectives et à travers l'instrumentalisation de la maternité, sous le régime de démocratie participative et protagonique. Dans les recherches sur femmes et citoyenneté, la maternité a souvent été considérée comme l'obstacle principal à leur accession à la condition de sujet politique<sup>423</sup>. D'un côté, la grossesse et la prise en charge de l'enfant après l'accouchement, plus la période d'allaitement -lorsqu'il y en a- confinaient, pendant un temps plus ou moins long, les femmes à l'espace domestique et familial. Puis, d'un autre côté, les valeurs symboliques du féminin (r)attacheraient les femmes au privé, à l'intime, au *care*, à la reproduction et à la prise en charge du quotidien. Il est vrai que le premier aspect de la maternité a historiquement et socialement limité la participation des femmes-mères en politique, que ce soit dans les instances représentatives ou dans la militance partisane, pour ne citer que ces deux espaces. Mais, je pense que c'est surtout l'assignation sociale de genre et le système de valeurs qui est attribué au féminin (et non uniquement aux femmes-mères) qui participe de leur inclusion-excluante en politique dans le sens où elles ont, par exemple, le droit de vote et d'éligibilité, mais n'ont que très peu de chances, encore aujourd'hui, d'être élues. Car, l'assignation sociale de genre se traduit alors par une division sexuelle du travail où les femmes devraient assurer la reproduction de la société, dans le foyer et les hommes la production de la société, dans la rue.

Toutefois, après avoir analysé, dans mes recherches de master, ce qui se reproduit du système de genre, pour la thèse il m'a semblé nécessaire de m'intéresser à ce qui se produit, afin de mieux saisir les reliefs que mes enquêtes de terrain apportaient à l'analyse des subalternes en politique, représentés par les femmes dans mon étude. J'ai alors déplacé la focale, en décidant de ne plus m'intéresser uniquement à ce que la maternité fait aux femmes, mais en m'interrogeant désormais sur ce que les femmes font de la maternité. Malgré toutes mes lectures sur la domination masculine et sur les rapports hiérarchiques qui configurent les rôles des hommes et des femmes, en politique notamment mais pas exclusivement, sur le terrain la subalternité des femmes rencontrées était davantage marquée par les rapports de classes et les

---

<sup>423</sup> Lola González Luna (dir.), *Hojas de Warmi : Maternalismo y Maternidad: las trampas del género*, Madrid, n°9, 1998, pp.1-111.

rapports ethniques, que par le poids de la maternité dans leurs trajectoires participative. Au contraire, comme nous le verrons dans ce chapitre, dans ce pays matricentré qu'est le Venezuela, les *luchadoras* instrumentalisent les valeurs attribuées au féminin et à la maternité -qu'elles soient mères réelles ou idéelles- pour s'immiscer en politique, sans être perçues comme concurrentes des hommes. Nous verrons comment la deuxième étape de la politique de la participation bolivarienne (étudiée dans le chapitre 3), sous laquelle surgit le « pouvoir populaire » à travers les Conseils Communaux, favorise l'émergence et la reconnaissance du pouvoir politique des femmes. La progressive micro-localisation et micro-territorialisation de la politique du pouvoir populaire s'inscrit au cœur des relations interpersonnelles et met en avant des compétences qui, jusque là avaient été considérées comme de l'ordre de l'infra-politique. L'important financement dont bénéficient ces structures de participation et la gestion directe de ces ressources par les populations concernées, permet la valorisation nationale des territoires quotidiens où les femmes ont développé leurs compétences en politique et où elles exerçaient une autorité informelle qui est désormais institutionnalisée. En réclamant le pouvoir social et moral du statut de mères, mais aussi en raison de la surface sociale qu'elles ont acquis sous les gouvernements Chávez, je propose d'étudier, dans ce chapitre, la manière dont les femmes des classes populaires se constituent en sujets politiques individualisées à travers la participation politique locale.

## **6.1. Territoires quotidiens et valorisation des compétences des femmes**

### **Construction d'une capacité d'action des femmes dans la durée**

La micro-localisation de la participation favorise l'articulation à l'affectif et aux trajectoires individuelles informelles, désormais visibles dans le Venezuela bolivarien, surtout à l'échelle locale mais pas seulement. Car l'enjeu de la participation politique qui s'effectue au niveau local est multidimensionnel. Ligia Parra, leader de sa communauté rurale à Mérida, figure sur cette publicité -parue dans le journal quotidien le plus lu au Venezuela : *Últimas Noticias*- pour un système de micro-crédits destiné aux agricultrices et aux agriculteurs, promu par le gouvernement bolivarien.



Publicité pour « l'agro-crédit social », parue dans le quotidien *Últimas Noticias* (parution nationale)

**Photo 16. (haut) 17 août 2006**  
**Photo 17. (bas) 5 novembre 2006**

Il ne s'agit donc pas uniquement d'une question d'accès à l'espace par ces femmes, mais de la nature même de leur activité et de la reconnaissance de celle-ci. Leur rôle n'est plus seulement communautaire, moral et affectif, mais aussi politique. Leur « capacité d'action »<sup>424</sup> se développe dans un contexte favorable à son extension, sous un régime qui favorise l'intégration nationale des populations historiquement exclues de la politique, qui sont majoritairement des femmes. Leur action a longtemps été définie comme *Informal politics*<sup>425</sup>, action non reconnue comme politique car pratiquée hors cadre institutionnel. Ruth

<sup>424</sup> Pour la sociologue Francine Mestrum, dans les discours sur le développement, avec la notion d'*empowerment*, le pouvoir est entendu comme « injecté de l'extérieur » (p.19). Alors que, pour l'auteure, le pouvoir se situe au cœur des relations sociales puisqu'il génère la résistance, même dans les situations d'oppression les plus dures. Mestrum préfère alors utiliser le concept d'émancipation qui ne se prononce pas sur les moyens ou les mécanismes des changements sociaux mais, pour elle, le but à atteindre serait sans équivoque, s'agissant de l'affranchissement des servitudes. Cependant, pour l'auteure, le concept d'*empowerment* présente plusieurs avantages dans le domaine de la participation politique. D'un côté, il peut être appréhendé en tant que condition et en tant que résultat de la participation. Puis, d'un autre côté, « il peut se référer tant à l'émancipation individuelle qu'à la capacité d'organisation et d'action au niveau collectif, ce qui permet de faire le lien entre la sphère publique et la sphère privée » (p. 22), ce qui représente une autre façon d'élargir le champ politique. Je préfère mobiliser la notion de « capacité d'action » plutôt que celle d'*empowerment* pour étudier les effets de la participation politique des femmes de classes populaires au Venezuela car, je pense que le principal changement à l'œuvre se situe au niveau de l'augmentation de leur pouvoir d'action et de sa transformation en une capacité qui ne cesse de s'étendre dans le temps et dans l'espace. Voir : F. Mestrum, 2001 « L'*empowerment* », le pouvoir et la capacité d'action », dans B. Marques-Pereira et P. Nolasco (coord.), *La représentation des femmes en Amérique Latine*, Bruxelles, Ed. L'Harmattan, 2001, pp. 17-26.

<sup>425</sup> Signifiant politique informelle mais j'emploie le terme en anglais car les théories anglo-saxonnes sont précurseuses dans les études sur ce qui a souvent été qualifié de l'« autre » politique R. Lister, « In from the margins: citizenship, inclusion and exclusion », dans M. Barry et C. Hallett (eds.), *On the Margins: Social Exclusion and Social Work*, Russell House Publishing, University of Stirling, 1998, pp. 26-38.

Lister défend l'idée qu'une articulation solide entre les institutions politiques formelles et informelles favoriserait une circulation plus fluide des femmes dans les divers espaces politiques. Aujourd'hui, au Venezuela les deux ne font qu'un. C'est dans les interstices du privé et du public que les associations de quartier et autres organisations locales, où les femmes s'impliquent majoritairement, se construisent comme actrices de l'Etat et de la société civile. Elles se positionnent en tant qu'« actrices d'une interprétation des besoins »<sup>426</sup>, rôle qui ne saurait être relégué à un seul législateur, tel que l'explique Arminda Castillo, âgée de 30 ans, mère de 3 enfants de 14, 10 et 3 ans, habitante de la communauté et membre du CC Misteque, de la municipalité Rángel de Mérida :

« Mon rôle en tant que porte parole (*vocera*) de la commission d'habitat du Conseil Communal est de sortir, d'aller demander quels sont les besoins de la communauté (...); s'organiser, faire des réunions, faire les papiers, remplir les formulaires pour les projets et les amener à Mérida et à Caracas. Avant je n'avais jamais participé aux affaires de la communauté (...) j'ai acquis des connaissances que j'ignorai avant et qu'elles [les institutions] nous ont transmis et nous avons réussi à améliorer l'habitat des personnes qui étaient dans le besoin. Nous avons assaini l'eau potable, rénové l'école, installé un dispensaire de santé... »<sup>427</sup>

**Arminda Castillo**, 30 ans, sans position partisane, commission habitat du CC Misteque, mariée, mère de 3 enfants, Mérida, 2010.

Le rapport à la politique à l'échelle locale est très différent de celui de la politique plus institutionnalisée : petit village, grand enfer ! (*pueblo chico, infierno grande*) me dit la *señora* Irene, dès 2006. Il n'y a pas de portes à fermer, ni d'horaires d'ouverture ou de fermeture à respecter. Dans son Conseil Communal, la *señora* Irene de Becerra est voisine, amie, *comadre*<sup>428</sup>, mère, habitante, cathéchiste, juge, citoyenne, militante, conseillère municipale... Les territoires quotidiens constituent une sphère historiquement et culturellement investie par

<sup>426</sup> B. Marques-Pereira et P. Nolasco (coord.), *La représentation des femmes en Amérique Latine*, Bruxelles, Ed. L'Harmattan, 2001.

<sup>427</sup> « *Mi papel como vocera de la comisión vivienda del Consejo Comunal es salir, preguntar cuales son las necesidades de la comunidad (...); organizarse, hacer los papeles, llenar las planillas de los proyectos para llevarlos a Mérida y a Caracas. Antes yo nunca había participado en las cosas de la comunidad (...) [las instituciones] le brindan conocimiento a uno que uno no tenía y así mejoramos la vivienda de personas que lo necesitaban. Se logró el agua de consumo, arreglamos la escuela, logramos instalar un ambulatorio.* »

<sup>428</sup> Le *comadrazgo* est la relation qui s'établit entre la mère et la marraine –souvent reconnue et choisie de manière informelle mais aussi de manière formelle au moment du baptême d'une personne, généralement pendant l'enfance. Ce lien permet des échanges affectifs, symboliques mais aussi matériels tout le long de la vie de la personne. Le *compadrazgo* existe tout autant.

les femmes qui se trouve valorisée au Venezuela<sup>429</sup>. Dans le cadre de ses recherches sur les mouvements de femmes et féministes en Amérique latine, Bérengère Marques-Pereira défend l'idée qu'en faisant une large place à la démocratie délibérative et aux associations locales, l'ouverture de l'espace public peut donner vie à l'idée de contrôle citoyen : c'est-à-dire de responsabilité publique des individus dans l'élaboration de la normativité sociale, de la vigilance à l'égard du fonctionnement des appareils étatiques et des institutions<sup>430</sup>. Il s'agit donc de l'idée de citoyenneté politique au sens de leur capacité à peser sur l'espace reconnu comme public, bien qu'elle s'accompagne d'un contrôle social très présent et prenant dans la vie des Vénézuéliennes et des Vénézuéliens. La perméabilité des espaces public et privé, institutionnalisée par l'Etat, entraîne de nombreux changements mais complexifie aussi l'articulation de certains rapports sociaux. L'acquisition, l'apprentissage et la reconnaissance du pouvoir politique des femmes, ne s'est traduite que depuis peu par une incorporation importante à l'espace public, formel et institutionnel, même si elle reste insuffisante. En effet, l'intégration des femmes dans la politique bolivarienne institutionnelle peut être qualifiée d'insuffisante -alors que près de la moitié des hauts postes sont représentés par des femmes- puisque celles qui bénéficient de ce statut ont été nommées, alors que les espaces intermédiaires où les femmes sont élues (maïresses, conseillères municipales et législatives, entre autres statuts), peinent à dépasser les représentations de genre qui continuent de rattacher la politique au masculin.

J'ai choisi d'intégrer cette série de quatre photographies que j'ai prises sur le terrain de Valencia, dans le *barrio* Las Palmitas, pour apporter des représentations visuelles du continuum qu'instaure la politique de la participation des Conseils Communaux, entre l'espace domestique et l'espace politique, ce que j'appelle les territoires quotidiens. Je propose de suivre des moments de l'expérience participative de Maigualida Marin, ancienne conseillère municipale du CLPPV pour comprendre comment la participation se mêle au quotidien depuis la micro-territorialisation de celle-ci, dépassant ainsi les espaces qui lui sont réservés.

---

<sup>429</sup> I. Vargas Arena, *op. cit.*

<sup>430</sup> B. Marques-Pereira, « Enjeux et écueils de la représentation politique des femmes », dans B. Marques-Pereira et P. Nolasco (coord.), *La représentation des femmes en Amérique Latine*, Bruxelles, Ed. L'Harmattan, 2001, pp. 7-17, p. 16.



Photo 18. Maigualida Marin, *barrio* las Palmitas, Valencia, 2006.

La première photo où figure Maigualida, en haut à gauche, a été prise dans le patio du *rancho* (habitat précaire du bidonville) de la *señora* Josefina, voisine et femme impliquée dans la communauté. Maigualida m’y a conduite pour que je lui fasse un entretien. Elle m’explique aussi qu’elle vient souvent chez elle boire le *guayoyo*<sup>431</sup> pour tenir le coup entre une réunion et une *diligencia*<sup>432</sup>. « *Ella me recoje cuando me decaigo* »<sup>433</sup>, me dit-elle devant Josefina en la regardant, comme pour la remercier. Je vois tout de suite qu’elles sont très proches puisque Maigualida entre sans frapper, se pose sur le hamac qui fait office de canapé dans le salon et lui explique, allongée, la raison de notre présence. Cette photo me semble importante pour deux raisons. D’une part, c’est Josefina qui m’a demandée de prendre en photo « *esta líder, esta luchadora, este mujerón* »<sup>434</sup> et Maigualida n’a pas tardé à poser, sans rétorquer et sans se sentir gênée par les propos de son amie. Au contraire, se montrant fière et prête pour la photo, elle m’indique l’angle sous lequel je dois la faire. Ce comportement en dit beaucoup sur cette

<sup>431</sup> Café allongé local très sucré.

<sup>432</sup> Commissions et démarches quotidiennes, souvent à caractère administratif.

<sup>433</sup> « Elle me ramasse quand je n’ai pas le moral. »

<sup>434</sup> « Cette leader, cette combattante, de *mujerón* ». *Mujerón* désigne à la fois une belle femme, considérée comme féminine et ayant un fort caractère. *Mujerón* serait l’équivalent de *varón* –homme fort et viril– pour une femme.

confiance en soi que les femmes développent en faisant l'expérience de la participation. Puis, d'un autre côté, le *rancho* de Josefina représente l'un des territoires quotidiens où Maigualida va se ressourcer, en mangeant ou en se confiant, pour reprendre des forces lorsque la participation pèse lourdement que ce soit physiquement ou moralement. La photo suivante, en haut à droite, je l'ai prise sur le chantier de la maternelle (*preescolar*), projet pour lequel Maigualida s'est battue dans le CLPP de Valencia et qu'elle a obtenu, pour le dire dans ses termes. Elle passait au moins une fois par semaine vérifier que les travaux avançaient comme prévu et pour réclamer s'il manquait une pièce ou si les ouvriers (qui, sur ce chantier étaient uniquement des hommes) avaient pris du retard. Elle n'hésitait pas à s'entretenir avec les architectes du chantier si elle avait des doutes auxquels le personnel ouvrier ne savait répondre. Certes, les projets de la communauté se décident dans la *casa comunal* (maison communale) –lorsqu'elle existe- mais le quotidien partagé avec les enquêtés m'a permis de comprendre que la participation dépassait largement les espaces au sein desquels elle s'organisait formellement, comme nous avons pu le voir dans les photographies participatives étudiées dans le chapitre 3. La photo qui se situe en bas à gauche, a été prise lors d'une assemblée citoyenne du *barrio* Las Palmitas, où réside Maigualida. Elle a convoqué cette réunion pour discuter la première loi des Conseils Communaux, de 2006, avec les différents leaders de la communauté, puisqu'elle impliquait un changement d'envergure : le passage des CLPP aux CC que nous avons étudié dans la première partie. Ainsi, un troisième territoire quotidien traversé par la participation apparaît : l'assemblée citoyenne qui, dans ce cas, se tient dans une école primaire, ce que nous aurions pu deviner en observant la taille des pupitres. Finalement, dans la dernière photo, qui est en bas à droite, Maigualida pose devant la maison de santé (*casa comunitaria de salud*) de Las Palmitas. Nancy (aussi engagée dans le CLPPV) se tient debout derrière elle, et Iris se trouve à gauche -autre dirigeante de quartier que je rencontre sur place. Cette maison est tenue par Magaly Rigores de Escalona, *luchadora* reconnue dans le *barrio*, connue et respectée des trois femmes. Son mari et sa fille nous accueillent avec un verre d'eau fraîche et nous demandent de patienter sur le côté, le temps que Magaly se libère. Elles viennent discuter avec elle de la loi de 2006, pour savoir si elle est au courant, puisque Magaly fait partie de l'association de voisins de son secteur sans pour autant avoir intégré le CLPP de manière directe –cela ne l'empêche pas de penser les problèmes et les solutions avec celles qui en font partie, comme ici. Donc, la *casa comunitaria de salud* fait aussi partie des territoires quotidiens de la trajectoire participative de Maigualida Marin. La participation dépasse alors le cadre législatif et les espaces de réunion des CLPP et des CC. Elle provoque une politisation du quotidien des enquêtés,



modifiant leur manière de vivre et de se représenter le territoire, reconfigurant les rapports qui constituent la communauté. L'échelle micro-locale dans laquelle se produit la participation aux Conseils Communaux permet aux femmes des classes populaires de s'appuyer sur leurs réseaux, d'exploiter leurs connaissances spécifiques informelles (comme celle que Maigualida a du chantier grâce à son passé d'*invasora*), d'approfondir leur maîtrise du quartier et d'agencer leur budget-temps en fonction des priorités qu'elles auront défini. La nouvelle politique de la participation au Venezuela permet d'élargir la capacité d'action des femmes en impulsant la circulation de compétences dénigrées auparavant et en développant un cadre pour qu'elles puissent exister légalement. Dans ce contexte, sous le drapeau de mères, les femmes instrumentalisent ce statut qui leur confère un pouvoir, désormais soutenu par le gouvernement national, pour investir l'espace politique duquel elles avaient été exclues jusque là, ce que je propose d'étudier ci-dessous.

### **Au delà des intérêts pratiques et stratégiques : les intérêts « nécessaires »**

Dans cette partie, je propose d'analyser la manière dont la maternité biologique et sociale devient une carte d'entrée, un pouvoir moral et social qu'une majorité des femmes politisent dans la participation locale. La maternité sociale ne se construit pas autour de la filiation sanguine mais par une affiliation reposant sur des liens sociaux. On assiste à un dépassement de la maternité biologique « au profit d'une maternité virtuelle qui assure, hors du foyer, les fonctions liées au "rôle maternel" »<sup>435</sup>. Les femmes dépassent leur cas personnel pour englober celui des autres familles, « adoptant ainsi une première attitude et une première pratique qui relèvent de la maternité sociale [et politique] »<sup>436</sup>. J'emprunte le concept de « maternité politique » à l'anthropologue Elsa Chaney<sup>437</sup> puisqu'il me semble clef pour interpréter la situation des femmes dans le contexte de démocratie participative au Venezuela. L'auteure l'emploie de manière suffisamment ouverte pour que je puisse le mobiliser dans l'étude de la participation politique des femmes dans les Conseils Communaux et autres organisations locales. En employant indifféremment « maternalisme politique » et « maternité

---

<sup>435</sup> G. Demerjian et D. Loiseau, « La maternité sociale et le Mouvement Populaire des familles durant les trente glorieuses », *CLIO : Histoires, Femmes et Sociétés : Maternités*, n°21, Paris, 2005, pp. 91-106, p. 94.

<sup>436</sup> G. Demerjian et D. Loiseau, *ibidem*, p. 95.

<sup>437</sup> L'auteure E. Chaney le mobilise dans sa communication : « La cuestión de la maternidad política y la democracia : feministas y mujeres de organizaciones populares », *op. cit.* Elle l'emprunte à J. Schirmer, « The seeking of truth and the gendering of consciousness : the Co-Madres of El Salvador and the CONAVIGUA widows of Guatemala », dans S. Radcliffe et S. Westwood, *VIVA : Women and Popular Protest in Latin America*, London, Routledge, 1993, pp. 30-64.



politique », Elsa Chaney explique qu'il fait référence à tout type d'action que les femmes mobilisées font et justifient sous le drapeau « nous sommes mères ». « Au delà de leur rôle reproductif, politiser la maternité force les femmes à se penser en tant que femmes pauvres, travailleuses, urbaines ou rurales, seules ou accompagnées »<sup>438</sup>. Mais, j'ajouterais que la maternité politique est transversale aux classes sociales et aux appartenances ethniques, ce que j'ai pu voir sur mes terrains et lire dans l'abondante littérature sur le sujet. C'est à ce niveau là que le concept me paraît fructueux. Les « mères de la place de mai » en Argentine<sup>439</sup> se mobilisent de manière hebdomadaire depuis 1977 devant la maison présidentielle, sur la « place de mai ». C'est une organisation d'envergure nationale et leur mobilisation est à caractère politique, puisqu'elle s'est constituée dans le but de dénoncer les enlèvements forcés et les assassinats de leurs enfants qui se sont produits sous la dictature, et elles le peuvent parce qu'elles le font sous le statut de mères. La maternité politique est à la fois une idéologie, la croyance en la morale et la bienveillance des mères, mais aussi une stratégie qui permet de légitimer la rupture de frontières entre ce qui a été historiquement défini comme privé et public, ou encore comme féminin ou masculin. L'image de la mère, largement constituée à partir de la morale judéo-chrétienne s'est transformée et politisée dans le temps, en passant de la figure de la mère qui défend son foyer, à celle de la mère qui combat pour tous les enfants du pays.

Lors de mes terrains, c'est l'idée de *madres públicas* (mères publiques) qui revenait régulièrement au moment de prendre des notes de ce que j'observais. Mais la traduction de l'espagnol vers le français prenait un autre sens : femme publique peut renvoyer à l'idée des travailleuses du sexe donc j'ai préféré parler de maternité politique, m'alignant sur le concept employé par la politologue Elsa Chaney. C'est ce que d'autres auteurs ont appelé la « mère publique », la « mère politique » ou encore la « mère collective »<sup>440</sup>. Mais, elles ne sont pas forcément toutes mères, certaines femmes mobilisent ces symboles et ce discours alors qu'elles n'ont pas eu ou élevé d'enfants. Donc, elles instrumentalisent l'idée et le pouvoir qu'elles ont, ou qu'elles pourraient avoir sur la reproduction d'une société, pour légitimer leur entrée dans un domaine ou un espace qui ne leur est pas réservé. De nombreuses théories sur

---

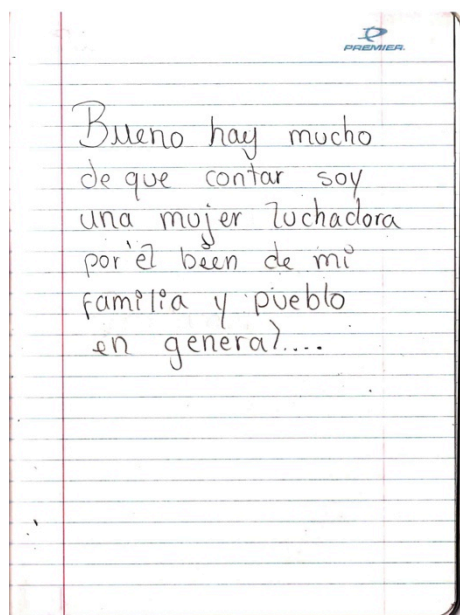
<sup>438</sup> E. Chaney, *op. cit.*, p. 2.

<sup>439</sup> Sur le sujet voir : J. Schirmer, « The Claiming of Space and Body Politic within National-Security States: the Plaza de Mayo Madres and the Greenham Common Women », dans J. Boyarin (ed), *Remapping Memory: The Politics of TimeSpace*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 1994, pp. 185-220 ; et J.-P. Lavaud, « Mères contre la dictature en Argentine et Bolivie », *CLIO : Histoire, Femmes et Sociétés : Maternités*, n°21, Paris, 2005, pp. 107-127.

<sup>440</sup> E. Maier, *Las madres de los desaparecidos : un nuevo mito materno en América latina ?*, Universidad Autónoma Metropolitana, El Colegio de la Frontera Norte, México, Ed. La Jornada, 2001.

la participation politique des femmes voient dans ce type de mobilisations un certain confinement des femmes à leur rôle de mères. De ce point de vue, les femmes seraient aliénées à la maternité ce qui aurait freiné leur impact sur l'arène politique formelle, pour reprendre la thèse de la sociologue Maxine Molyneux qui travaille sur la mobilisation des femmes en Amérique latine. Dans son étude sur la participation des femmes à la révolution sandiniste au Nicaragua dans les années 1980, l'auteure distingue deux types d'intérêts : les intérêts stratégiques des intérêts pratiques. Les premiers motiveraient les femmes à se mobiliser pour défendre une idéologie, ce qui irait de pair avec la défense de droits spécifiques comme le droit à l'avortement ou à l'équité en termes d'accès et de condition de travail ; alors que les derniers représenteraient davantage la mobilisation pour subvenir aux besoins de base (accès à l'eau, l'électricité, les transports publics, entre tant d'autres), considérés comme pratiques parce qu'ils s'inscrivent dans le quotidien, ce qui les dépourvoirait d'une vision d'avenir et du caractère stratégique de la lutte. Les intérêts pratiques démobiliseraient les femmes une fois qu'ils seraient comblés alors que les intérêts stratégiques favoriseraient davantage l'inscription de la lutte dans le temps et la cohésion du groupe. Or, les problèmes domestiques ou quotidiens propulsent une grande partie des femmes mobilisées, à l'échelle locale, sur les devants de la scène publique et les obligent à faire face au système bureaucratique, aux autorités locales et donc à penser des changements structurels dans le domaine de l'économie, de la politique et du social. Les motivations, bien qu'elles ne soient pas formulées ainsi par les participantes, sont aussi de l'ordre de la lutte contre le racisme, contre la destruction de l'environnement, contre les pratiques d'exploitation abusives au travail, pour le droit à la souveraineté alimentaire ou pour l'accès (puisque le droit existe) au vote dans leur pays. Ainsi, je verrai davantage un continuum entre les intérêts pratiques et les intérêts stratégiques qui se résumerait à l'idée d'intérêts nécessaires. Cette question des intérêts pratiques, stratégiques et nécessaires, traitée par la littérature de genre spécifique à la lutte des femmes, peut d'ailleurs être transposée à l'étude des conflits de classes en Amérique latine, spécifique aux pauvres et aux classes populaires. Mais, pour les femmes, la question est souvent posée en termes de « maternité ou citoyenneté », pour reprendre le titre de l'article de la sociologue Marie-Blanche Tahon. L'auteure soutient que l'exclusion réciproque des deux institutions, maternité et citoyenneté, lui semble être une hypothèse soutenable, en partant de la représentation que l'histoire des idées politiques a forgée de l'espace politique démocratique. Dans ce sens, il s'agit alors d'appréhender la maternité non pas comme une conséquence uniquement biologique, ni seulement par son caractère social : « Appréhender la maternité comme une institution

suppose de lui reconnaître un caractère symbolique, c'est-à-dire instituant de sens. Institution de sens qui ne se limite pas au cadre familial. Cette élaboration du caractère symbolique de la maternité suppose sans doute de distinguer figure de « femme » et figure de « mère ». »<sup>441</sup> Et, les femmes que j'ai rencontrées sur le terrain tout le long de cette recherche le font. L'agricultrice, trentenaire, mère célibataire de 4 enfants et membre du CC de sa communauté, la *paramera*<sup>442</sup> Yudith Dávila dédie une pleine page de son carnet participatif à cette idée :



« Bon, il y a beaucoup à raconter, je suis une femme *luchadora* pour le bien de ma famille et peuple en général... (*sic*) »<sup>443</sup>

Extrait 9. **Carnet participatif** Yudith Dávila, Mérida, 2010, p.8.

Yudith se présente comme une femme combattante (*mujer luchadora*) et non comme une mère combattante. Pour décrire son engagement, elle mobilise le registre de la famille mais, dans son écrit, elle ne confond pas sa personne et son rôle de mère. Les femmes politisent la maternité et les valeurs qui lui sont attribuées pour justifier une mobilisation qui dépasse leur assignation sociale de genre.

### **De la mobilisation de mères à la conscience de genre**

Ces femmes se mobilisent « au nom de leurs enfants » ou de leur famille et, dans ce sens, elles arrivent à définir la maternité, à la fois comme une expérience individuelle, intime et personnelle, mais aussi comme une activité collective autour de laquelle elles s'organisent et

<sup>441</sup> M.-B. Tahon, « Maternité ou citoyenneté », dans F. Descaries et C. Corbeil (dir.), *Espaces et temps de la maternité*, E. Remue-Ménage, Montréal, 2002, pp. 83-106.

<sup>442</sup> Femme du páramo.

<sup>443</sup> « Bueno hay mucho de que contar, soy una mujer luchadora por el bien de mi familia y pueblo en general... »

elles organisent leurs luttes. Dans la plupart des cas étudiés, leur mobilisation se fait également pour lutter contre les violences dont elles sont l'objet, faisant ainsi preuve d'une véritable capacité de résilience. Dans ce cas, il est pertinent de se demander quelle est l'utilité de faire une distinction entre les dits intérêts stratégiques et intérêts pratiques, pour les femmes ? La toile de fond de ce débat est celle de la revendication ou de la non revendication d'un féminisme dans la mobilisation des femmes qui sont motivées par les intérêts pensés comme pratiques et qui appartiennent majoritairement aux classes populaires. Celles-ci s'identifient rarement avec l'idée de féminisme ou avec les mouvements qui s'en réclament, sans que leur mobilisation le soit moins pour autant. Pour Elsa Chaney, faire cette distinction revient à différencier une haute conscience féministe d'une conscience féministe basse et je m'aligne sur ce point. C'est, en quelque sorte, vouloir distinguer un féminisme qui serait valable, légitime, d'un autre qui le serait moins. Je parlerai même d'une distinction qui différencierait les mobilisations désirables de femmes et celles qui le seraient moins parce qu'elles ne véhiculeraient pas leurs motivations dans un langage et dans un domaine reconnu comme féministe. Aux yeux des femmes pauvres et prolétaires engagées dans la politique locale, la distinction se réduit alors à une question de conviction qui n'aurait pas d'incidence concrète sur leur mobilisation, ce qui explique aussi la distanciation entre les deux mouvements. Ne pas étudier la maternité des femmes dans leur action politique reviendrait à nier l'existence d'un facteur qui les constitue majoritairement dans le monde entier et qui les conduit du rôle domestique<sup>444</sup> à la manifestation publique, à travers l'exercice de la maternité politique. Au Venezuela, la maternité comme rapport est constitutif pour une majorité de femmes qui deviennent mères pendant leur adolescence ou juste après. Le lien entre les féministes et les femmes des organisations de base est extra-officiel, voire personnel et moins souvent, organisationnel. Les grandes organisations de base et féministes surgissent de manière indépendante et généralement se croisent peu, mais au Venezuela le deuxième scénario se produit chaque fois plus. La lutte contre la violence faite aux femmes menée par des réseaux informels de femmes de quartier s'articule chaque fois plus avec celle qui est menée par le haut, notamment depuis 2009, comme nous avons pu l'étudier dans le chapitre 4.

---

<sup>444</sup> Rôle domestique qu'il est important de bien cerner dans le cas des femmes pauvres et prolétaires de l'Amérique latine et du Venezuela. Le féminisme hégémonique, de la seconde vague, s'est constitué, entre autres, contre l'exploitation des femmes dans l'espace domestique et cela explique, en partie la non identification des femmes au mouvement. En effet, celles-ci délèguent le travail domestique dans leurs foyers pour prendre en charge ceux des femmes de classe moyenne basse, de classe moyenne, et de la bourgeoisie (la cohabitation de la famille élargie et à caractère pluri-générationnelle facilite ce phénomène). Ce rapport de subordination vis-à-vis des autres femmes explique souvent le rejet quasi total du féminisme chez les femmes pauvres et souvent aussi racisées. Il contribue, sans pouvoir approfondir ce point ici, à maintenir la division sexuelle du travail où l'homme est définitivement dans la rue.

Les femmes ont besoin des féministes et vice-versa mais, pour favoriser l'articulation des luttes, le rapprochement doit être davantage organique.

Les femmes sont majoritaires dans les structures de participation qui s'inscrivent dans l'échelle micro-locale puisque des agencements multiples sont possibles, davantage adaptés à leurs conditions de vie et aux stratégies individuelles qu'elles développent. Comme la majorité des femmes rencontrées, *la señora* Irene de Becerra, résidant dans une *urbanización popular* de Valencia, se levait à cinq heures du matin pour assurer à la fois le domestique et le politique, en 2006. En 2009, elle participait de manière informelle, depuis chez elle. Sans faire directement partie du Conseil Communal elle est régulièrement sollicitée par le voisinage pour participer aux affaires de la communauté. Sur le *páramo* de Mérida, le micro-local permet à Ligia Parra de travailler en termes d'alliances, sans étiquette, ni adhésion formelle aux organisations. La *mujer de las nacientes* n'emploie pas d'étiquette, ni féministe, ni de parti, elle n'affiche pas de religion mais elle revendique ses alliances. Elle se montre disposée à travailler avec quiconque s'intéresse à la tâche : « Je travaille avec les gens et ça m'est respecté »<sup>445</sup>. La maternité liée aux actions concrètes que les femmes entreprennent dans les localités habitées engendrent le respect qu'évoque Ligia. Dans cet extrait, Luz de Parra, la *luchadora* du *barrio* Las Palmitas, tient un raisonnement qui nourrit l'idée développée plus haut, à savoir que la maternité conduit les femmes du rôle domestique à la manifestation publique, car c'est en élevant plusieurs enfants qu'elle apprend à être travailleuse sociale dans le foyer et en dehors de celui-ci :

« Je parle de mes enfants, bon de ma fille, bon je dis « mes enfants » parce que j'en élève plusieurs (...), certains sont les enfants d'une nièce et j'en ai accueilli un que j'ai trouvé dans la rue. On apprend à être leader à la maison et travailleuse sociale dans la maison et dans la rue. »<sup>446</sup>

**Luz de Parra**, 45 ans, opposante au régime, membre du CLPPV et du CC du *barrio* Las Palmitas, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d'autres enfants, Valencia, 2006.

---

<sup>445</sup> J. Brandler-Weinreb, *op. cit.*, 2012, p. 7.

<sup>446</sup> « Yo hablo de mis hijos, bueno de mi hija, bueno yo digo « mis hijos » pour que yo crío varios (...) algunos son los hijos de una sobrina y me traje a uno que conseguí en la calle. Una aprende a ser líder en la casa y trabajadora social en la casa y en la calle. »

Ce témoignage ne constitue pas une exception, loin de là. Irene de Becerra a élevé le fils de son frère décédé et Ligia Parra a pris en charge une fille wayuú qui lui a été confiée quand elle vivait à Maracaibo et qu'elle s'impliquait dans les communautés indiennes. Les enfants représentent une stratégie de survie pour les femmes. Ils et elles les aident à affronter les conditions sociales et économiques dans lesquelles elles vivent puisque l'unité de base, dans une grande partie des familles vénézuéliennes, à l'image des populations caribéennes, est constituée du noyau mère-enfants et non couple-enfants<sup>447</sup>. Ce statut de mères leur permet d'entrer dans le public, dans la politique, espaces et domaines jusque là réservés au masculin<sup>448</sup>. Les femmes transforment ces espaces et domaines d'action depuis l'intérieur et elles le peuvent car elles ne sont pas perçues, et elles ne se perçoivent pas toujours elles-mêmes, comme concurrentes des hommes. Mais un des facteurs qui limite la consolidation des organisations de base et de l'engagement des femmes, est que celles-ci reposent fréquemment sur des personnalités fortes qui se transforment en leaders.

Il existe d'autres statuts sociaux et moraux équivalents à celui de mère. Jusque peu les mères avaient surtout cette carte d'entrée, puisque les femmes sans enfants ne bénéficient que rarement du pouvoir moral et social des mères et deviennent des concurrentes potentielles pour les hommes. Pour qu'une femme bénéficie du statut social équivalent à celui d'une mère, elle devait avoir des raisons de poids pour justifier sa situation. Le handicap, qu'il soit visible ou facilement détectable et l'âge avancé figurent parmi ces raisons-là. Ils rendent « respectable » une femme sans enfants (notons que, en signe de respect, les femmes âgées sont appelées *abuela* qui signifie grand-mère, même lorsqu'on ignore si elles ont des enfants). Donc, la maternité sanguine ou par affiliation continue de peser lourdement sur la maternité politique. Mais chaque fois moins puisque les femmes développent d'autres compétences et s'impliquent dans des domaines variés, comme les études, la militance partisane, mais aussi au sein des différentes démarches sociales mises en place sous les gouvernements bolivariens, tel que nous l'avons vu précédemment.

---

<sup>447</sup> S. Hurtado, *op. cit.*

<sup>448</sup> J. Freedman, *Femmes politiques : mythes et symboles*, Paris, Ed. L'Harmattan, Collection Logiques politiques, 1997.

## Capabilisation des femmes et institutionnalisation de l'informel : émergence d'un pouvoir politique

Dès lors que la recherche porte sur le changement social il est pertinent d'analyser la participation politique sous le prisme de la capacité d'action plutôt qu'en termes d'accès au pouvoir formel et institutionnel. Ce dernier peut provoquer un changement fort mais davantage ponctuel que celui qui se produit en termes générationnels et individuels, et qui s'inscrit dans la durée par une augmentation de la capacité d'action. Il s'agit d'étudier, à la fois, comment un sentiment intime se construit à l'extérieur dans le Venezuela des gouvernements Chávez, à savoir la dignification de soi et la valorisation d'un travail qui s'effectuait jusque là dans l'ombre ; et la transformation culturelle que produit ce gain en légitimité dans le rapport à autrui et dans le rapport à soi-même. Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre 4, et ce point fait l'objet de la troisième partie de la thèse, cette dignification se rapproche de la notion de « capabilisation »<sup>449</sup> de Martha Nussbaum, dans le sens où elle désigne à la fois la possibilité, pour les individus, de faire des choix et la possibilité de les atteindre. La capabilisation fait ainsi référence aux libertés et aux possibilités créées par une combinaison de capacités personnelles et d'un environnement politique, social et économique.



**Photo 19.** Assemblée citoyenne du CLPPV, discussion sur le passage des CLPP aux CC, Valencia, Juillet 2006.  
**Photo 20.** Assemblée générale du CC Misintá, discussion sur les statuts de la LOCC (2009), Mérida, Juin 2010.

Le caractère intermédiaire de ces structures étatiques, impulsées au niveau gouvernemental et qui prennent vie au niveau micro-local, permet aux femmes rencontrées de disposer de modalités de participation plus flexibles, en termes de gestion du temps et de l'espace investi. La proximité spatiale avec le foyer facilite la participation des femmes aux réunions et activités des CC puisqu'elles s'inscrivent dans le quartier. Tel que nous pouvons le percevoir

<sup>449</sup> Voir définition en note n°304.

sur ces photos, les enfants assistent et peuvent circuler librement pendant les réunions qui ont régulièrement lieu dans le quartier. Sur la photo 19, à gauche, deux jeunes filles se tiennent debout pendant l'assemblée du CLPP de Valencia, qui a lieu dans l'école du *barrio* Las Palmitas. La plus petite fait passer le temps en attendant que la réunion se termine. Elle entre et sort de la salle, elle va régulièrement voir sa mère et alterne les moments d'écoute et les moments d'attente, où elle patiente jusqu'à ce que la fin de l'assemblée soit annoncée. La plus grande a l'âge de participer officiellement aux CC puisque les jeunes peuvent en faire partie dès leurs 15 ans, comme nous l'avons vu dans le chapitre 5. Elle écoute attentivement les interventions et elle propose régulièrement son aide lorsqu'il faut trouver du papier ou une craie, indiquer la sortie de l'école où se tient l'assemblée, entre autres tâches qui lui sont confiées. Sur la photo 20, toujours sur la gauche, se trouve le fils d'une des participantes du CC de Misintá, dans le *páramo* de Mérida. A droite de la jeune femme qui est assise, en deuxième plan, on aperçoit sa fille en mouvement (habillée d'un pull jaune clair à capuche bleu ciel). Dans la petite salle de la *casa comunal*, les participants et les participantes discutent de la loi des CC de 2009 et des nouvelles modalités de participation. Les enfants circulent librement pendant que les mères se concentrent sur les échanges de la réunion. Et, il me semble important de souligner que personne ne fait de remarque au sujet de la présence et du bruit que font les enfants. Ainsi, dès leur plus jeune âge les enfants se familiarisent à ces dynamiques, allant jusqu'à jouer aux Conseils Communaux dans les cours de récréation de l'école ou les intégrant dès l'adolescence, en tant que membres, comme j'ai pu le voir sur le terrain, ou à l'époque des CLPP quand une des participantes me dit qu'elle vient avec son CLPPito de 6 ans à la réunion « ne t'inquiètes pas, il a des devoirs et des crayons et en plus il aime ça (les réunions) ». Ainsi, quand la politique informelle et la politique institutionnelle se rejoignent, les femmes occupent un rôle central dans la redéfinition de l'espace politique. Au Venezuela, ce dernier se transforme sous les gouvernements bolivariens, s'éloignant de la « démocratie du public ». Le registre mobilisé par l'ancien président vénézuélien est celui de l'amour, des affects, de la familiarité, permettant une identification et un sentiment de dignification chez les femmes qui appartiennent majoritairement aux classes populaires, comme nous l'avons vu dans le chapitre 4. A l'occasion des 10 ans du projet de révolution bolivarienne, un livret intitulé « *La revolución no es poca cosa* »<sup>450</sup> m'a été communiqué par FUNDACOMUNAL, la structure chargée de promouvoir le développement des Conseils Communaux au niveau national et régional. Dans la page centrale figurait cet extrait du

---

<sup>450</sup> « La révolution ce n'est pas peu de chose (*sic*) ».



discours du président Chávez où la familiarité du registre discursif ressort nettement. La majorité des Vénézuéliens et des Vénézuéliennes qui font partie des classes populaires découvrent, sous ses mandats, l'accès au discours politique présidentiel autrefois divulgués sous un langage technocratique et savant, ne permettant pas l'identification à son contenu, voire sa simple compréhension : « La révolution bolivarienne est une fille d'à peine neuf ans ; ce n'est pas « peu de chose » ce que nous avons atteint, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir et c'est précisément la motivation de notre énorme effort, que nos enfants jouissent d'une véritable patrie (...) alors, ce n'est pas « peu de chose » ce que nous devons défendre tous les jours. »

### **Conseils Communaux : discours et pratiques alignées sur le genre féminin**

A travers les Conseils Communaux, le régime cherche à promouvoir des raisonnements moraux et sociaux, fondés sur une politique qui se définit à partir de l'expérience quotidienne des gens. Cette citation d'Hugo Chávez mobilisée dans un dépliant distribué par le gouvernement de Mérida pour promouvoir les Conseils Communaux confirme cette hypothèse: « *El poder popular es alma nervio, hueso, carne y esencia de la democracia bolivariana, de la democracia revolucionaria socialista, de la democracia verdadera* »<sup>451</sup>. Dans ce sens, le processus bolivarien participe à la construction d'une citoyenneté politique des femmes puisque celle-ci se place au cœur de la vie sociale et s'inscrit dans les territoires quotidiens. Puis, le gouvernement mobilise le registre familial du langage ordinaire, ce qui favorise l'identification et la mobilisation des femmes des classes populaires.

Dans son rapport sur la situation des femmes dans les espaces politiques et de prise de décision au Venezuela, Magdalena Valdivieso, soutient l'idée que, dans leur manière de participer, les femmes apportent de nouveaux contenus au politique : « (...) les femmes ont avancé dans leur volonté de « participer » en égalité de conditions avec les hommes dans les espaces institutionnels, tels que les pouvoirs publics, où leur présence est effectivement minoritaire, mais elles n'ont pas limité leurs intérêts à ces lieux et ont développé leur activité politique dans une diversité d'organisations et d'espaces différents au sein desquels elles se

---

<sup>451</sup> « Le pouvoir populaire est âme, nerf, os, chaire et essence de la démocratie bolivarienne, de la démocratie révolutionnaire socialiste, de la véritable démocratie ». Voir document en annexes.

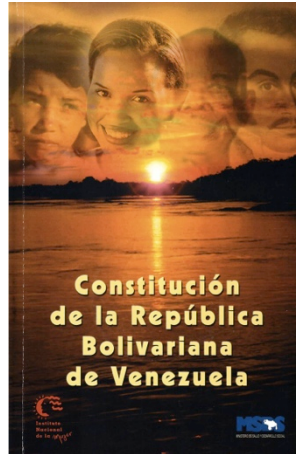
confrontent au pouvoir et elles donnent de nouveaux contenus au « politique ». »<sup>452</sup> Avec les CC, la micro-territorialisation de la politique et par la micro-localisation de la participation les espaces public et privé ne sont plus différenciés, ce qui permet de considérer l'action des femmes comme politique. Dans le contexte de démocratie participative vénézuélien, la maternité politique s'institutionnalise sous la politique du pouvoir populaire et permet la citoyenneté des femmes. Puis, les femmes pauvres, jeunes ou âgées, noires, indiennes, mères et handicapées se sentent valorisées par l'Etat, puisqu'elles illustrent désormais les diverses politiques qu'il promeut tel que nous le voyons dans ces triptyques réalisés pour permettre la circulation de la Loi pour le Droit des Femmes à une Vie Libre de Violences<sup>453</sup> ou encore dans cette version illustrée de la Constitution du pays.



Document 9. Dépliants sur la loi contre les violences de genre dans le pays.

<sup>452</sup> M. Valdivieso, *op. cit.*, p. 3.

<sup>453</sup> Cette loi, fruit des luttes historiques des femmes en mouvement au Venezuela (sujet à part entière que je ne peux traiter ici voir l'article de G. Espina et C. Rakowski (2002) qui figure dans la bibliographie plus approfondie sur ce point précis) a été votée en 2007 et répertorie plus de 19 types de violence de genre. Loin de la violence physique à laquelle est souvent réduite la violence de genre, la loi reconnaît la violence patrimoniale, la violence psychologique, la violence obstétrique, la violence au travail, la violence verbale, le harcèlement sexuel, entre autres. Les femmes s'approprient cet instrument, en disant souvent « tu vois, maintenant on ne peut plus faire ce qu'on veut avec les femmes au Venezuela ». Cela revient en réunions de quartier, mais aussi dans le foyer, dans la rue... Si son application est encore difficile, elle représente une avancée importante au niveau symbolique pour les femmes « du bas » mais aussi en termes législatifs pour le pays.



**Document 10.** Constitution illustrée, Institut de la femme (INAMUJER), 2004.

Le discours et les pratiques politiques s'alignent sur les valeurs et les domaines rattachés au genre féminin, dans une société matrifocale qui est désormais politisée, à travers leur ancrage dans les territoires quotidiens : préoccupation pour la prise en charge des personnes handicapées et des personnes âgées, construction d'écoles, approvisionnement de nourriture, lutte contre les violences faites aux femmes et les inégalités de genre, mise en place d'un système de santé et de retraites, prise en charge collective des enfants et des soins, entre autres domaines d'intervention étatique. La capacité d'action des femmes s'étend et s'installe visiblement dans la durée, dans le temps et dans l'espace, dans les territoires quotidiens. C'est une politique où le pragmatisme quotidien joue le même rôle que le symbolique. Le quotidien devient une source d'inspiration pour penser et faire de la politique à échelle humaine, comme l'explique Valdivieso, en la concevant comme une activité qui s'inscrit dans l'expérience ordinaire et non comme un domaine clos, autonome et circonscrit : « l'idée « d'activité politique » est plus ample que celle « d'exercice citoyen » puisqu'elle fait référence aux multiples formes que prend le rapport des personnes au pouvoir, dans tous les espaces et relations sociales. »<sup>454</sup> Dans ce contexte où les expériences et les activités ordinaires articulent la vie politique au lien civil, la maternité politique apparaît comme moteur du changement social à l'œuvre dans le pays, tel que me le dit la *señora* Irene, ancienne conseillère de paroisse du CLPPV et habitante de l'*urbanización popular* Los Bucare : « Non, non. Regarde, je crois que nous les femmes on a pris maintenant un rôle trop avancé. Nous sommes maintenant face à tout, et je crois qu'on a la capacité pour ça et plus encore ». Les femmes sont reconnues et se reconnaissent elles-mêmes en tant que *luchadoras sociales*. Le sentiment

<sup>454</sup> M. Valdivieso, *op. cit.*, p.3. L'article suivant a également nourrit ma réflexion sur la politique comme activité, voir : M. Berger et C. Gayet-Viaud, « Du politique comme chose au politique comme activité. Enquêter sur le devenir politique de l'expérience ordinaire », dans M. Berger, D. Cefaï et C. Gayet-Viaud (eds), Bruxelles, Ed. Peter Lang, 2011, pp. 9-27.

de compétence qu'elles développent est soutenu par les outils de participation politique dont elles bénéficient. Il permet l'acquisition de réelles compétences en la matière et de compétences plus généralistes dont elles peuvent se servir dans la vie de tous les jours. L'accès aux ressources économiques du pays à travers les Conseils Communaux leur permet de mieux s'organiser au quotidien et de faire valoir leurs droits. La manière dont elles jugent et mesurent ce qu'il convient de faire, pour défendre leurs intérêts et ceux de la communauté, est valorisée au niveau étatique et réclamée à l'échelle locale.

## **6.2. Entre individuation et individualisation**

### **La totalisation du social valorise l'action politique des femmes**

Les femmes rencontrées ne sont pas de nouvelles actrices politiques puisqu'elles sont à la tête des associations de quartier et des associations civiles depuis 15 ans, en moyenne. Mais, elles sont rendues visibles dans cette nouvelle démocratie et les dispositifs légaux qu'elle met en place. Il existe une reconnaissance discursive, légale et médiatique de leur implication dans les communautés qui leur permet de transformer leurs savoir-faire en « faire-savoir ». C'est aussi une mise en valeur des activités réelles de (re)production quotidienne, comme le travail domestique, entreprise par l'Etat vénézuélien. Ce dernier fait la promotion du travail effectué par cette partie ignorée de la société. Les politiques étatiques de participation à l'échelle locale rendent visibles les réussites et les compétences des femmes ce qui les aide à développer un sentiment d'auto-reconnaissance, de gratification individuelle, d'estime de soi mais aussi d'autorité et de pouvoir.

Les Conseils Communaux ont pour mission d'articuler toutes les actrices et tous les acteurs sociaux aux organisations locales. Avec la superposition des devoirs et des rôles économique, familial, socio-productif et politique, on assiste à une totalisation significative du social par le local dans le projet politique vénézuélien ; c'est-à-dire la concentration d'acteurs et de domaines très divers autour de la seule et unique structure locale désormais reconnue par l'Etat que sont les Conseils Communaux. Les rapports affectifs, intrafamiliaux, de travail et les rapports politiques, hiérarchiques, pour n'en citer que certains, sont intrinsèquement imbriqués dans les territoires quotidiens que sont les CC et les plus récentes Communes Socialistes. Ces rôles et rapports se politisent et cela produit un positionnement moins

conciliant et davantage affirmé des femmes dans ce contexte. Par l'affirmation de soi, la maternité politique peut donner lieu à une maternité combattive où les femmes sont assimilées à des catégories qui transgressent leur assignation sociale de genre. Les propos Luz de Parra, qui habite le *barrio* Las Palmitas, illustrent bien la figure de « guerrières maternantes » qui se dégage de la maternité politique qu'exercent les femmes dans le pays :

« Quand on est leader, personne ne peut t'enlever ça. (...) Ces jours-ci nous avons changé de maire [le précédent était d'opposition et en 2008 Valencia devient une mairie chaviste], le monsieur est arrivé et a peint [en rouge, couleur symbolisant le chavisme] une maison communautaire que j'ai obtenue, une maison communautaire, maison communale, avant qu'elle ne soit terminée (...). Même ses partisans ont protesté, les gens ont protesté. Il était surpris parce que les gens disaient « la *guerrillera* du [secteur] 12 est arrivée », parce que j'ai réclamé mes droits et ceux de mes voisins. Après, je suis partie main dans la main avec le maire en lui expliquant que ce n'est pas moi qui veux les clefs [de la maison communautaire] mais qu'elles appartiennent à la communauté. »<sup>455</sup>

**Luz de Parra**, 48 ans, opposante au régime, ex coordinatrice générale de son secteur dans le CLPPV, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d'autres enfants, Las Palmitas, Valencia, 2009.

La micro-localisation du politique leur permet de se construire comme sujets politiques, comme protagonistes du changement social à l'œuvre dans le pays. Sur le dépliant ci-après, nous pouvons lire cette continuité : « dans la mesure où s'incrémente l'organisation, l'efficacité et la qualité de la participation sociale, le pouvoir populaire se consolidera comme pouvoir protagonique ».

---

<sup>455</sup> « Cuando uno es líder eso no se lo va a quitar nadie. (...) En estos días cuando cambiamos de alcalde [el precedente era de oposición y en 2008 Valencia se volvió una alcaldía chavista] llegó el señor y pintó una casa que logré, una casa comunitaria, casa comunal y la mandó a pintar sin terminar y sin nada (...) La gente de la misma tolda política de ellos protestó, la gente protestó. El quedó impactado porque la gente decía « ya llegó la guerrillera de allá del [sector] 12 » porque yo llegué a reclamar mis derechos y los derechos de mis vecinos. Después, me fui agarradita de la mano con él y le explique que yo no era que quería las llaves [de la casa comunal] que eso era de la comunidad. »



## organizaciones **COMUNITARIAS** → **consejos COMUNALES**

Son organizaciones que existen o pueden existir en las comunidades y que agrupan a un conjunto de ciudadanos y ciudadanas en base a **objetivos e intereses comunes**. Este desarrollo de las organizaciones sociales tiene la orientación de fortalecer la **participación corresponsable en lo público**, promoviendo el control social protagónico de los ciudadanos. En la medida en que se incremente la organización, la efectividad y calidad de la participación social, se irá consolidando el **Poder Popular** como poder protagónico.



Los **Consejos Comunales** fueron creados con la finalidad de que la formulación de las políticas públicas se concrete desde la base de la sociedad. Son instancias de **participación, articulación e integración** entre las diversas organizaciones comunitarias, grupos sociales y los ciudadanos y ciudadanas, que permiten al pueblo organizado **ejercer directamente la gestión** de las políticas públicas y proyectos orientados a responder a las necesidades y aspiraciones de las comunidades.

## **consejos COMUNALES** → **COMUNAS**



Los **Consejos Comunales** fueron creados con la finalidad de que la formulación de las políticas públicas se concrete desde la base de la sociedad. Son instancias de **participación, articulación e integración** entre las diversas organizaciones comunitarias, grupos sociales y los ciudadanos y ciudadanas, que permiten al pueblo organizado **ejercer directamente la gestión** de las políticas públicas y proyectos orientados a responder a las necesidades y aspiraciones de las comunidades.

Diversas comunidades organizadas en Consejos Comunales y otras expresiones de organización de base, que confluyen en un espacio territorial y comparten un plan de gobierno que tiene como base el ejercicio del ciclo comunal. Su economía se encamina a la transformación del **sistema productivo local**, basándose en las potencialidades de la comunidad, garantizando una **nueva forma de relación social, de apropiación colectiva** de los medios de producción para desplazar el modelo capitalista y garantizar la transformación de la comunidad

**TERRITORIO CULTURAL SOCIO-PRODUCTIVO**  
 ámbito  
 ámbito

Document 11. Dépliant sur la loi sur les Communes (2010).

Puisque la dimension des Conseils Communaux est relativement limitée en termes spatiaux, bien que certains projets d'envergure aient été développés par plusieurs CC réunis (*mancomunados*), l'étape suivante devait être celle de la construction des Communes Socialistes. Ce nouveau territoire serait défini par un ensemble de CC qui partageraient des caractéristiques communes, une histoire sociale et qui auraient des besoins similaires. Bien que dans certaines zones rurales du pays le projet de Communes se soit consolidé de manière fructueuse, il se situe toujours aujourd'hui à un stade embryonnaire. Car, se réunir pour élaborer des projets pour la communauté ce n'est pas synonyme de la collectivisation de la vie quotidienne, objectif final des dites Communes Socialistes. Mais, si j'ai inséré ces dépliants c'est moins pour analyser le projet des Communes, qui n'était qu'un projet de loi lors de mon

dernier terrain de 2012, et plus dans l'idée de partager les documents qui circulent entre les mains des femmes auprès desquelles j'ai enquêté. En effet, ces images véhiculent de manière assez précise le travail qui s'effectue dans les Conseils Communaux et a été résumé dans ces dépliants, par des scènes de la vie quotidienne du quartier. L'ampleur des domaines maîtrisés, ou parfois explorés, par les communautés participe de la construction de cette capacité d'action que nous analysons plus haut. Dans les CC se forment des comités de santé, des comités techniques chargés de travailler la question de l'eau, d'autres s'occupent de l'électricité, de la gestion des « terres urbaines » et d'autres groupes de travail développent – mais cela est moins systématique – des moyens d'information communautaires pour faire connaître certaines trajectoires marquantes du quartier, ou le travail des leaders de la communauté, parmi une trentaine de thématiques traitées par les CC. Puis, la réunion de rue qui forme un demi cercle, au centre de l'illustration du bas, se rapproche beaucoup des photos que j'ai prises lors de la réunion du CC de *l'urbanización popular* Santa Inés, qui figurent dans le chapitre 3. Les actrices et les acteurs locaux se reconnaissent ainsi dans ces représentations visuelles de la politique de la participation nationale que sont les CC. Cette double reconnaissance, des institutions et d'eux et d'elles-mêmes, de leur rôle et du travail qui s'effectue au quotidien dans le quartier, les érige comme protagonistes du pouvoir populaire.

### **L'acquisition d'une surface sociale : les réaménagements du féminin**

Ainsi, comme nous l'avons vu jusqu'ici, les femmes font l'expérience de la reconnaissance dans le contexte de démocratie participative vénézuélienne et participent à la construction du sentiment d'appartenance nationale qui se développe dans les bases de la société vénézuélienne et chez elles en tant qu'individues. Cette nouvelle image d'elles que leur renvoie l'Etat permet chaque fois plus leur individualisation. Les composantes du pouvoir et de la politique qui étaient avant maîtrisées par les hommes se développent aujourd'hui entre les mains des femmes. C'est la conséquence de la situation qui consiste à faire partie de la société visible où les femmes circulaient déjà sans être reconnues comme partie intégrante de celle-ci. Ce phénomène provoque des réaménagements chez elles, mais aussi des réaménagements du féminin. Ligia Parra se dévoue au travail communautaire et exerce une autorité maternelle sur les hommes. Elle décide d'occulter sa sexualité de femme seule et divorcée, à la fois pour la préserver du regard et du jugement public, mais aussi dans le but de maintenir le rapport ambigu qu'elle entretient avec les hommes qui s'investissent dans la

municipalité, pour préserver le *páramo*. Car, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, si la condition des femmes au Venezuela connaît des avancées importantes, la sexualité des femmes reste rattachée symboliquement au rôle reproductif. Dans son action locale, elle exerce une relation entre autorité et érotisme sur les hommes, grâce à l'humour : « ils sont tous mes amants, et quel est le problème ? »<sup>456</sup>, assume-t-elle en me rappelant que sa ferme agro-écologique porte le nom « mes sept amours et mes 3000 amants »<sup>457</sup>, les sept amours étant son ex mari et ses six enfants, et les 3000 amants étant les 3200 hommes avec lesquels elle effectue son travail dans la municipalité Rángel de l'Etat de Mérida<sup>458</sup>. La *señora* Irene, de Valencia, est traitée de dictatrice (*dictadora*) en raison de l'autoritarisme maternel qu'elle incarne dans la communauté qui, de son côté, le réclame « ma mère me disait “parlez fort pour qu'on ne mette pas dans votre bouche des paroles que vous n'avez pas dites” »<sup>459</sup> me confie-t-elle. Elle me raconte aussi –et j'ai pu le voir pendant l'immersion ethnographique– que le voisinage vient la consulter sur la signature, ou pas, de telle pétition, pour lui demander de remplir tel formulaire, ou pour qu'elle aille frapper chez tel voisin ou telle voisine pour telle ou telle raison. « Je crois que j'ai donné de mauvaises habitudes à ma communauté »<sup>460</sup>, dit-elle pour terminer son récit sur ce point, sachant que *mal acostumar* s'utilise surtout pour se référer à la manière dont sont élevés les enfants. Luz de Parra est appelée la *guerrillera* du secteur 12 qui est la zone du *barrio* Las Palmitas qu'elle habite. Les apports et les conséquences du difficile apprentissage de la vie politique donnent lieu à la maternité politique. C'est un terrain d'affirmation de soi, d'autoritarisme proche du maternalisme<sup>461</sup> qui peut représenter un obstacle à l'instrumentalisation, notamment étatique mais aussi masculine, du travail des femmes et de leur action à l'échelle locale. C'est un arbitrage des femmes en fonction de ce qu'elles comprennent et vivent du jeu politique et social. La *señora* Irene de Becerra affirme pendant notre entretien qu'elle a deux bras, un familial et un politique, et qu'elle n'est pas prête de lâcher le premier pour le second. Les femmes réévaluent constamment leur engagement, en fonction des priorités qu'elles définissent dans leur vie,

<sup>456</sup> « *ellos son todos mis amantes y cual es el problema ?* »

<sup>457</sup> « *finca agro-ecológica mis siete amores y mis tres mil amantes* »

<sup>458</sup> Ligia ne vit pas de sexualité physique avec ces hommes, par contre elle érotise leur rapport de travail en leur lisant des poèmes qu'elle leur écrit et qu'elle leur dédie avant de commencer l'activité commune prévue. Elle le fait dans le but de « ré humaniser » ces agriculteurs qui, de son point de vue, se sentent et vivent comme des « animaux de la brousse.

<sup>459</sup> « *mamá me decía “hable duro para que no pongan en su boca palabras que usted no ha dicho”* »

<sup>460</sup> *Yo creo que yo he mal acostumbrado mucho a mi comunidad.*

<sup>461</sup> Un ouvrage que je considère majeur puisqu'il rassemble les principales auteures ayant traité ces questions est : T.-H. Ballmer-Cao, V. Mottier et L. Sgier (eds.). *Genre et Politique : Débats et perspectives*, Paris, Ed. Gallimard, 2000. Les auteures comme A. Phillips, M. Dietz, C. Mouffe et S. Walby, pour n'en citer que certaines, étudient la dimension sexuée de la politique et des concepts comme l'Etat, le pouvoir, la justice et la citoyenneté. M. Dietz et C. Mouffe fondent leur conception de la citoyenneté sur une critique du libéralisme, alors que A. Phillips montre en quoi la prise en compte de la sphère privée est nécessaire pour penser le concept de démocratie. S. Walby, elle propose d'inverser la perspective et se demande quelle est l'importance de la citoyenneté pour les rapports de genre. Cette liste n'est pas exhaustive.



bien qu'elles veillent toujours sur l'équilibre qu'elles souhaitent maintenir entre investissement dans la vie publique et dans la vie privée.

### **Les femmes-mères se constituent en sujets politiques individualisées**

Pour définir ce concept, je rejoins la perspective de Denis Merklen qui travaille sur la tension entre individuation et individualisation des classes populaires et pour qui l'individualisme ne doit pas forcément être conçu comme l'idée d'une subjectivation positive : « (...) Résultant essentiellement d'une théorisation des processus de « désaffiliation », cette observation ouvre la possibilité de restituer une plus grande complexité à la fois aux univers populaires et aux dynamiques d'individuation »<sup>462</sup>. Pour Bérengère Marques-Pereira, l'individuation s'ancre dans trois symboles : la monnaie (accès à une contractualité égale pour limiter la dépendance économique), le droit (peut libérer les femmes des logiques tutélaires) et la discoursivité (système de communication permettant à l'individue d'exister dans l'espace public comme sujet politique) : « En ce qui concerne les femmes, l'enjeu de leur individuation réside dans leur reconnaissance comme sujets au delà des rôles assignés (tels que mère et épouse) »<sup>463</sup>. Dans ce sens, l'individuation ne serait pas toujours synonyme « d'individualisation » où le rattachement au collectif, une fois acquis, peut être questionné en fonction des priorités personnelles et situationnelles. Au delà de devenir des sujets politiques, grâce à l'expérience et à la connaissance du micro-local qui est aujourd'hui une priorité politique et économique au niveau national, les femmes se transforment en sujets politiques individualisées.

« Alors, pourquoi je travaille pour la communauté ? Pour se sentir bien avec soi-même et pour que là où l'on vit ce soit le meilleur et qu'on se sente soutenue dans les moments les plus difficiles [elle fait allusion à l'assassinat d'un de ses fils]. En tant que femme je suis une bonne *luchadora* (combattante). Je parle et on m'écoute et on me regarde. Je dis souvent, quand je parle devant d'autres personnes : « tu crois que parce que tu me vois comme ça, *guajirita* (ethnie indienne) et tout, je sais pas me défendre ? » Etre femme n'est pas difficile, au contraire. Avec des mots on peut se défendre si on est préparée [elle remercie Paco Cabrebra, le maire d'opposition, de

---

<sup>462</sup> L'auteur s'inspire des travaux de Robert Castel sur la question de l'individualisme en milieu populaire pour porter un regard nouveau sur les classes populaires. Un article éclairant sur le sujet : D. Merklen « Individus populaires, sociabilité et politicité », *op. cit.*

<sup>463</sup> B. Marques-Pereira, « La citoyenneté des femmes comme un jeu de miroir entre l'Europe occidentale et l'Amérique latine », *op. cit.*, p. 28.

l'avoir formée]. Ceux du Nord [de la ville] luttent pour avoir une belle rue, parce qu'il leur manque des policiers et la sécurité et nous on lutte pour les besoins de base : égouts, rues, eau, école, tout ! »<sup>464</sup>

**Luz de Parra**, 48 ans, opposante au régime, ex coordinatrice générale de son secteur dans le CLPPV, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d'autres enfants, Las Palmitas, 2009.

Leur mobilisation au nom de leur statut de mères et la confrontation aux autorités -qu'elles soient étatiques, institutionnelles, de quartier ou familiales- provoque une prise de conscience de leur appartenance générationnelle, de classe, ethnique, de genre mais aussi partisane. Luz de Parra se mobilise pour elle, pour se sentir soutenue, sans ignorer pour autant que son physique de *guajira* peut donner lieu à des pensées racistes et que sa condition de femme l'oblige à « se défendre » avec des mots, alors que paradoxalement elle me dit que « être femme ce n'est pas difficile ». Elle a aussi conscience de son appartenance de classe puisqu'en comparant sa lutte à celle que mènent « ceux du Nord » elle relève le caractère vital de celle-ci : « nous on lutte pour les besoins de base ». L'inscription dans la durée et dans le quotidien du projet politique vénézuélien permet qu'une distanciation sur leur action politique s'opère. Les sujets politiques que sont devenues les femmes font des choix individuels, en évaluant régulièrement leur engagement, puisque l'activité politique qu'elles entreprennent est une activité individualisante, pour la reconnaissance de leurs droits mais aussi pour la reconnaissance du rôle qu'elles ont dans le quartier et dans la société vénézuélienne. Leur participation ne se fait pas au détriment de leurs principes ni des idées qu'elles revendiquent. La *señora* Irene de Becerra a maintenu sa militance dans les organisations de base jusqu'au jour où l'adhésion partisane au chavisme s'est imposée comme prérequis de la participation dans les Conseils Communaux, tel que nous l'avons appris dans le chapitre 3. A partir de 2009, sur mes divers terrains de recherche, il était implicitement demandé aux Conseils Communaux de s'inscrire auprès du PSUV pour recevoir les fonds destinés aux communautés. Même si, dans les faits, la mixité prévalait, la tournure partisane que prenaient

---

<sup>464</sup> « *Que porque trabajo para la comunidad ? Bueno, porque a mí me gusta sentirme bien conmigo misma y porque a mí me encanta que donde yo viva sea lo mejor que haiga (sic) y que una se sienta apoyada en los momentos más difíciles [hace alusión al asesinato de uno de sus hijos]. Como mujer yo soy buena luchadora y a donde yo me paro hablo y me escuchan. Yo siempre he tenido esa palabrita que cuando yo me paro ante otras personas les digo « tu crees que como me ves así, guajirita y todo yo no me sé defender ? ». Ser mujer no es difícil, al contrario. Con palabras uno se puede defender si uno está preparado difíciles [agradece al antiguo alcalde por haberla formado]. Los del Norte [de la ciudad] luchan por tener una calle bella, porque les falta policía, les falta seguridad y nosotros luchamos por las necesidades más básicas : cluacas, calles, escuela, todo ! »*

les CC et les modalités de participation chaque fois plus contraignantes qui s'imposaient (comme la responsabilité pénale pour les gestionnaires des banques communales) ont été des raisons suffisantes pour que, dans un premier temps, une grande partie des femmes rencontrées se retire des canaux formels et se replie sur l'engagement informel qu'elles connaissent bien.

### **La participation provoque une politisation irréversible**

Les terrains répétés et les retours dans des contextes qui étaient très différents à chaque fois - l'architecture institutionnelle changeait d'une année sur l'autre et les contextes individuels des trajectoires étudiées aussi- m'ont permis de comprendre que la politisation au quotidien et du quotidien provoquait un changement profond chez les femmes rencontrées. Une fois que qu'elles s'initient à la participation, un processus de politisation irréversible est déclenché par cette expérience, celui de l'apprentissage de l'inconnu, de la perte de la peur, l'acquisition d'un sentiment de compétence, mais aussi la construction et la défense d'un positionnement individuel, personnel. Cette politisation s'accompagne d'une capacité de distanciation et d'objectivation dont les femmes n'ont pas l'intention de se défaire. Si l'affiliation partisane des nouveaux Conseils Communaux au chavisme a conduit la *señora* Irene à se retirer, pendant près d'une année, de la participation formelle dans son quartier, elle n'a pas arrêté pour autant de manifester, aux côtés de l'opposition, contre l'idéologie que tente d'implanter le gouvernement dans le pays. Elle s'est d'ailleurs davantage impliquée dans la militance partisane depuis qu'elle s'est distanciee des affaires de la communauté :

« [Vous avez participé à des manifestations d'oppositions ?] Moi, oui. Oui, madame. Et tant que j'ai de la vie, et que je peux y aller, j'y vais ! Parce que je n'aime pas l'idéologie qu'il y a maintenant dans ce pays, où le président veut couvrir, a couvert, tous les pouvoirs et veut continuer de le faire. Et, c'est tellement comme ça que maintenant ils veulent rentrer dans l'éducation des enfants (*sic*) ! Et je vous dis là, ici, à vous, pour que vous emmeniez là-bas, dans votre pays : je n'ai pas d'enfants en bas âge, mais j'ai des petits enfants, et je lui ai dit [comme s'adressant au président Chávez] "Ne touche pas à mes petits enfants, garde ton idéologie !" ».<sup>465</sup>

---

<sup>465</sup> « [¿Usted ha participado en manifestaciones de oposición? ] Yo sí. Sí señora. Y mientras que tenga vida, y pueda ir ¡voy! Porque no me gusta la ideología que hay ahorita en este país, donde el presidente quiere abarcar, ha abarcado todos los

**Señora Irene de Becerra**, 56 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2009.

Alors que la maternité est souvent pensée comme un obstacle à la construction des femmes comme sujets politiques, dans le contexte participatif vénézuélien, elle représente au contraire un moyen de l'atteindre. La maternité, qu'elle soit réelle ou imaginée, permet ce processus. Les femmes instrumentalisent la maternité et apprennent à utiliser, dans leur action politique, les images et les symboles que l'environnement, proche ou éloigné a d'elles. Ainsi, elles développent une capacité d'objectivation sur leur rôle et sur leur place dans l'échiquier politique et acquièrent une certaine lucidité sur les enjeux et sur la répartition du pouvoir. C'est pourquoi, dans les recherches que nous effectuons sur la participation et les femmes en politique, il me semble indispensable de réapprendre à écouter l'intentionnalité et les projections individuelles des actrices et des acteurs sociaux, en nous intéressant à leurs imaginaires politiques. Le contexte de fortes tensions politiques provoque une réévaluation régulière de l'engagement, mène à la nuance et parfois à la démobilisation. Mais, en peaufinant notre analyse du phénomène, il est possible de comprendre qu'il contribue aussi fortement à la construction d'une citoyenneté politique des individus.

« Moi, ce que je n'aime pas de ça [de la participation locale] c'est que celui qui reste entre le peuple (*el pueblo*) et les soucis (*la broma*), c'est nous, les conseillers municipaux, parce que eux, ils sont en haut [la mairie et les autorités publiques et politiques]. Le peuple n'arrive pas à eux, les plaintes n'arrivent pas à eux (*sic*). »<sup>466</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 53 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2006.

Le caractère éphémère des initiatives bolivariennes, à la fois favorise la mobilisation, par l'acquisition constante de nouvelles connaissances, mais peut aussi provoquer la défection.

---

*poderes y quiere seguir abarcando. Y es tan así que ahorita se quieren meter con la educación de los hijos. Y yo le digo aquí a ustedes para que lleven para allá, para su país: no tengo hijos pequeños, pero tengo nietos y le dije: [como dirigiendose al presidente Chávez] "Con mis nietos no te metas, quedate con tu ideología". »*

<sup>466</sup> « Yo lo que no me gusta de esto [de la participación local] es que el que queda entre el pueblo y la broma somos nosotros los consejeros municipales porque ellos estan arriba [la alcaldía y las autoridades públicas y políticas]. El pueblo no les llega a ellos, las quejas no les llegan a ellos. »

Car, l'usure participative se fait sentir dans le pays après plus d'une décennie de « révolution bolivarienne ». Cette usure est liée à l'excès de participation mais aussi à la réinvention constante des normes et des règles du système participatif. L'appartenance des femmes aux classes économiques défavorisées et leur assignation sociale de genre expliquent souvent qu'elles aient un passé participatif et qu'elles se mobilisent au niveau local. Même si la jonction est chaque fois moins évidente puisqu'elles ont, désormais, davantage accès aux infrastructures de base et aux études universitaires par les diverses démarches sociales entreprises par les gouvernements boliviens. Alors, si l'engagement est initialement motivé par la lutte pour l'amélioration des conditions de vie quotidiennes, il ne s'agit que d'un premier niveau de participation. Les retours sur mes terrains m'ont permis de remarquer un continuum dans l'engagement. Une fois que les femmes subviennent à leurs besoins par la participation, la politisation se consolide et adopte des formes variées. Certaines s'initient dans la militance partisane ou la renforce, comme la *señora* Irene, et d'autres s'engagent dans les études supérieures pour être professionnelles (*ser profesionales*), pour reprendre leurs termes. Et, elles sont chaque fois plus visibles sur la scène publique dans le pays, qu'elle soit locale ou nationale.

### **La construction de soi : bataille intérieure ou conflit social ?**

Comme nous l'avons montré, les femmes des classes populaires vivent un processus d'individualisation au Venezuela. Alain Touraine décrit, dans son ouvrage *Le monde des femmes*, cité précédemment, les femmes avec lesquelles et grâce auxquelles il a réalisé son étude : « Elles sont occupées à se libérer et cherchent à connaître ce qui détermine leurs conditions pour s'en libérer »<sup>467</sup>. Mais, sans nécessairement « chercher à » déterminer ce contre quoi elles se battent, l'étude de trajectoires individuelles et l'observation m'a permis de comprendre que le processus d'individualisation peut se déclencher avant même que la personne en ait conscience. Le plus important n'est pas forcément que leur image de femmes, liée aux représentations sociales et symboliques de « la féminité », se soit transformée. A mon sens, c'est plutôt que les femmes soient passées à une « conscience de sujet »<sup>468</sup>, c'est-à-dire qu'elles donnent un sens précis, sans forcément le formuler ainsi, au processus qu'elles sont en train de vivre ou qu'elles cherchent à vivre : la construction de soi. Au-delà de considérer

---

<sup>467</sup> A. Touraine, *op. cit.*, p. 49.

<sup>468</sup> A. Touraine, *ibidem*. p. 50.

les femmes comme actrices de la société vénézuélienne, je me centre sur elles en tant qu'actrices de leurs propres vies. C'est l'action qu'elles entreprennent envers elles-mêmes, celle de se sentir valorisées, d'être fières d'elles, de se sentir compétentes et *luchadoras*, par leur propre regard et celui des autres, qui représente une conscience de soi comme sujets : c'est-à-dire se sentir et se penser en tant qu'individue-sujet. Je pense qu'il est important de s'intéresser autant aux données qui relèvent de la subjectivité des femmes, c'est-à-dire leurs opinions, leurs projections et leurs attitudes, qu'aux données objectives qui concernent leurs situations (dépendances, violences, invisibilisation et donc infériorisation, entre autres). Car, de mon point de vue, la logique de domination qu'elles subissent se situe aussi dans la privation de subjectivité. Cette perspective permet de considérer les femmes autrement que comme des effets de la domination masculine qui seraient limités aux rôles de mères, (belles)filles et compagnes ou épouses. Les positionnements que défendent les femmes sont si peu mobilisés dans les études dont elles en sont les sujets, qu'il devient difficile de savoir comment approcher et analyser le domaine de l'expérience vécue. Il n'est pas question ici de la construction d'une identité féminine, c'est bien au contraire de sa déconstruction qu'il s'agit, de la déconstruction de toute nature féminine ou de toute catégorie de femmes qui ne se définirait que par sa différence ou en opposition à la catégorie d'hommes. Je pense qu'il est important, nécessaire même, de travailler davantage sur les identifications qu'elles mobilisent, en entretien et dans leur quotidien travaillant ainsi sur ce qui se produit et non plus uniquement sur ce qui se reproduit du système de genre.

Bien que les femmes qui participent en politique vivent des journées chargées par la double ou triple tâche qu'elles accomplissent, la participation politique les achemine vers un processus d'individualisation. Elle contribue à une certaine émancipation des femmes puisqu'elles s'approprient, chaque fois plus, l'expérience vécue. Ce sentiment de compétence s'accompagne, dans la totalité des cas étudiés, d'une valorisation et d'un sentiment d'estime de soi. Agir et parler en public, apprendre à formuler ses idées, faire face aux autorités locales : des éléments qui favorisent l'acquisition d'un certain degré d'assurance et leur permettent de s'affirmer en tant que *luchadoras*, comme le fait Carmen Rosa, ci-dessous.

« *Mi persona* en tant que conseillère [municipale], a été une combattante (*luchadora*) pour que les projets aboutissent. Je me sens fière d'être dans le CLPP, les hommes ont vu tout ce qu'on était capable de faire. Pour moi, ça a été un grand apprentissage que maintenant je mets en pratique pour créer mon association civile. On nous a donné les outils pour apprendre à nous battre pour ce qui nous appartient, à construire nos projets.

Nous, en tant que femmes, on s'est fait connaître comme les grandes *luchadoras* que nous sommes. »<sup>469</sup>

**Carmen Rosa Rincón**, 51 ans, chaviste *light*, dirigeante de quartier et ex conseillère municipale dans la commission sociale du CLPPV, membre CC Sta. Inés, mariée, 4 enfants, Valencia, 2006.

L'individualisation consiste à construire une expérience singulière qui met en interrelation tous les aspects de l'expérience vécue. L'étudier peut contribuer à la compréhension de la construction du sujet politique. Dans la ligne de pensée d'Alain Touraine, ce qui gênerait dans la perception du conflit social qui passerait par la construction de soi des femmes, c'est « l'absence de confrontation de type guerrier »<sup>470</sup>. Il soutient l'idée que nous sommes habitués à ce que les mouvements sociaux prennent la forme d'une bataille extériorisée, visible par toutes et par tous. J'adhère à cette analyse mais, sans dénouer la bataille intérieure de son importance, je tiens à souligner aussi le caractère nécessaire de sa transposition vers l'extérieur pour qu'un changement social ait lieu. Carmen Rosa a acquis des compétences et des outils qu'elle peut désormais rendre productifs au sein de son association civile. Oui, je pense que le réveil ou encore les questionnements, l'auto-reconnaissance, les réflexions, bref, cette bataille intérieure peut favoriser un processus la construction des femmes en tant que sujets politiques et politisées. Maigualida me dit, dans notre entretien de 2006, « *Soy la voz del CLPP como mujer* » (je suis la voix des CLPP en tant que femme). Cependant, à mes yeux, la bataille intérieure ne peut être effective, et donc provoquer un changement de leurs conditions objectives de vie, que si elle a une surface dans laquelle elle peut se développer à l'extérieur.

## Conclusion

Les femmes qui intègrent les CLPP et les CC réclament leurs droits. Qu'il s'agisse du droit de « *salir del tobo y de la comida* » ou le droit de regard et d'un certain contrôle sur la façon dont sont investies les ressources municipales et étatiques. Il s'agit donc, à la fois d'un souci de communication entre actrices et acteurs sociaux mais aussi, nous l'avons vu, de réclamer le

---

<sup>469</sup> « *Mi persona como consejera ha sido una luchadora para que las obras se den. Yo me siento orgullosa de estar en el CLPP, los hombres han visto todo lo que somos capaces de hacer. Para mí ha sido un aprendizaje grande que ahora yo pongo en práctica para crear mi asociación civil. Nos han dado las herramientas para aprender a pelear por lo nuestro, a construir nuestros proyectos. Nosotras como mujeres nos hemos dado a conocer como las grandes luchadoras que somos.* »

<sup>470</sup> A. Touraine, *op. cit.*, p. 58.

droit à la reconnaissance. Dans les études féministes, sur les femmes et de genre, nous retrouvons un questionnement récurrent : doit-on mesurer l'émancipation des femmes en fonction de l'amélioration matérielle de leurs conditions de vie, ou en s'intéressant à la manière dont elles vivent leur situation et dont elles se perçoivent elles-mêmes ? Cette interrogation, que je partage, me replonge dans l'une des différences que j'établis entre la sociologie féministe française et la sociologie anglo-saxonne, et je souhaiterai me situer parmi elles. Bien que le courant matérialiste contribue à éclairer la situation inégalitaire professionnelle et économique des femmes et que celui de la réflexion philosophique *queer*<sup>471</sup> ait fait éclater la catégorie de femmes, je trouve que, dans les études féministes, sur les femmes et de genre, la subjectivité des femmes est souvent invisibilisée voire minimisée alors qu'il s'agit là d'un schéma peut-être aussi discriminant que celui de la domination visible, matérielle et concrète qu'elles subissent. Certaines approches ne tiennent que partiellement compte de la perception que les femmes ont de leur vie, sous prétexte que leur condition de subalternes ne pourrait être dépassée par celle-ci. Or, si nos recherches ne s'intéressent pas à la manière dont les actrices et les acteurs sociaux font l'expérience de leur trajectoire je ne saurais comprendre l'intérêt d'étudier leurs conditions de vie et les rapports qui les configurent.

Le discours chaviste ainsi que la médiatisation du rôle qu'occupent les femmes à la base des CLPP et des CC, sont valorisants. Ils modifient leur regard et celui des autres sur elles, puisqu'elles apparaissent désormais au cœur du processus participatif mis en place par les gouvernements Chávez. Le sentiment d'indispensabilité qu'elles développent, et qu'elles suscitent chez les habitants et les habitantes, leur octroie un pouvoir symbolique, social, moral reconnu depuis peu comme politique tout en se mobilisant sous le drapeau de la maternité. La formation globale que reçoivent les femmes au sein de ces institutions, ainsi que la lutte quotidienne pour l'amélioration de leurs conditions de vie et pour l'exercice de leurs droits, contribuent à les transformer en femmes-sujets. Mais, investir la politique par le bas implique des coûts bien plus directs et différents que ceux d'une politique réalisée par le haut. Dans le dernier chapitre de cette partie, je souhaite me centrer sur les tensions que provoque l'*empoderamiento* des femmes rencontrées, dans les territoires quotidiens que sont le quartier et leur foyer. Car, de mon point de vue, les tensions liées à leur progressive émancipation participent de leur construction en tant que sujets politiques individualisés.

---

<sup>471</sup> Développée dans les travaux de J. Butler dans : *Trouble dans le genre : le féminisme et la subversion de l'identité*, Paris, Ed. La Découverte, Collection La Découverte Poche, 2005 ; et dans : *Défaire le genre*, Paris, Ed. Amsterdam, 2006.



## Chapitre 7. *Empoderamiento* des femmes en contexte matricentré: les tensions de l'émancipation

Les gouvernements Chávez proposent un cadre favorable à l'éclosion des compétences politiques des femmes et de leur position d'autorité dans la société vénézuélienne. Le projet de « féminisme d'Etat », présenté dans le chapitre 4 de la première partie, accentue le phénomène en développant des politiques publiques destinées à renforcer la centralité du rôle des femmes. En effet, comme l'explique l'anthropologue Samuel Hurtado<sup>472</sup>, la société vénézuélienne, qui se structure autour de la figure de la mère, se caractérise par la *matrisocialidad*<sup>473</sup> (matrisocialité). Celle-ci repose sur la matrifocalité et la matricentralité que nous avons définies auparavant, la première mettant l'accent sur le rôle de la mère et de la grand-mère comme noyaux de l'intégration et de la continuité familiale mais aussi de la gestion et de la distribution économique au sein du foyer, alors que la seconde fait référence à une des spécificités de la famille vénézuélienne où le noyau familial sont la mère –et non pas le couple- et les enfants.

Sous les gouvernements bolivariens, les femmes se transforment en sujets politiques individualisés. Mais, quelles sont les conséquences de l'*empoderamiento*<sup>474</sup> des femmes et de la survalorisation de leur fonction sur les rapports de genre dans un pays matrisocial? Puisque, dans la culture et dans la société vénézuélienne, elles détiennent déjà l'autorité familiale et elles constituent le noyau des rapports sociaux, l'extension de leur capacité d'action et de leur pouvoir peut aussi provoquer une surcharge de travail et un déséquilibre dans leur rapport aux hommes et dans l'espace domestique, au sein de leur couple ou relation amoureuse, et de leur famille.

Comme nous l'avons vu jusque là, la participation s'inscrit dans un quotidien déjà très chargé qui laisse peu de temps aux femmes pour se reposer et pour développer un rapport plus intime avec elles-mêmes. Le temps « pour elles » est un temps pour autrui ce qui accentue la confusion entre les besoins individuels, intimes et personnels et les besoins collectifs, de la famille, du quartier voire du pays. Puis, les femmes sont toujours chargées, de manière quasi-

---

<sup>472</sup> S. Hurtado, *op. cit.*

<sup>473</sup> La figure prépondérante de la mère couvre la famille dans sa totalité, au détriment de la figure paternelle. Pour Hurtado, ce surdéveloppement du rôle de la mère soutient une socialité traditionnelle où le lien materno-filial devient la matrice du lien social : la matrisocialité.

<sup>474</sup> A. Fischer, *op. cit.*

exclusive, des tâches liées à la reproduction malgré leur incorporation massive au travail rémunéré désormais formalisé et malgré leur forte implication dans les espaces locaux de participation. Dans ce contexte, les rapports de genre se reconfigurent, notamment dans le foyer, et reconfigurent, à leur tour, le quotidien d'un pays. Travailler sur l'*empoderamiento* des femmes au Venezuela sous les gouvernements bolivariens, implique d'étudier aussi les tensions que provoquent les tensions de leur émancipation, ce que je propose de faire dans ce septième chapitre.

## 7.1. Le pluralisme des rôles : plus qu'un changement de casquette

### Services publics ambulants

Tel que s'en plaignait la *señora* Irene de Becerra, sa communauté la sollicite constamment car, selon elle, elle l'a « trop gâtée ». Or, comme nous pouvons le lire dans la citation de Dominique Vidal, ce phénomène ne se limite pas à cet exemple puisqu'il s'agit d'une réalité sociale intrinsèque au statut de dirigeante et de dirigeant associatif : « Que ce soit dans le but de bénéficier de programmes sociaux (...) ou dans l'espoir de trouver une solution à une difficulté, c'est quasiment toujours selon une logique d'usager de service public que les habitants de *Brasília Teimosa* s'adressent aux dirigeants associatifs. »<sup>475</sup> En effet, le rôle des dirigeantes rencontrées consiste non seulement en la résolution de problèmes liés à l'espace collectif (services publics, terrains envahis, etc.), mais ils et elles doivent aussi apporter une réponse aux problèmes d'ordre individuel (de type dispute entre voisins et voisines ou encore vol d'une voiture). Par ailleurs, les dirigeantes endossent un dernier rôle, celui d'informer les habitants et les habitantes sur le droit et le fonctionnement des administrations. Elles ont toujours en poche les différentes lois, les derniers décrets, les fascicules des structures locales investies et développent ainsi une sorte d'expertise en la matière : « l'aide du dirigeant associatif consiste, dans ce cas à produire de l'intelligibilité à une population dépourvue d'informations »<sup>476</sup>. Mais, d'après les données recueillies, j'ai remarqué qu'à travers leur rôle de « mères politiques » les participantes ont tendance à susciter voire à inciter, ce type de rapport avec la communauté, bien qu'il puisse peser lourdement dans leur quotidien et qu'elles ne cessent de s'en plaindre :

---

<sup>475</sup> D. Vidal, *op. cit.*, p. 116-117.

<sup>476</sup> D. Vidal, *ibidem*, p. 117.

« J'ai vécu des mauvais moments parce que les gens veulent toujours qu'on leur fasse tout, ils croient qu'on est leur serviteur ou la concierge et on n'est pas la pour ça pues ! »<sup>477</sup>

**Nancy Moreno de Torelles**, 52 ans, opposante au régime, ex suppléante d'Alicia en commission sociale du CLPP et membre du CC de Parque Valencia, mariée, 4 enfants, Valencia, 2006.

Elles ne sont « pas là pour ça » mais dès qu'elles le peuvent les femmes font en sorte de se rendre et de se sentir indispensables. Car, être indispensable cela signifie aussi être importante. Les *luchadoras*, telle que la *señora* Irene et Nancy, dénoncent une sorte d'abus de leur rôle tout en se sentant fières d'être constamment demandées, de peser sur les décisions prises au niveau du quartier. Loin de minimiser les incessantes et pesantes sollicitations des habitantes et des habitants envers les dirigeantes, il faut souligner qu'à travers le type d'engagement qu'adoptent les *luchadoras*, celles-ci favorisent le maintien de cette exploitation. De plus, la politique de quartier s'effectue sur les lieux d'habitation des dirigeantes, ce qui augmente les risques de surexploitation et parfois même, cela sera abordé par la suite, d'intrusion dans l'espace domestique et familiale :

« La politique c'est par moments, comme les élections, mais le travail communautaire c'est tous les jours ! Tout à coup, une voisine m'appelle et me dit « mon mari est en train de me frapper » et bon moi je dois me lever et appeler la police, peu importe l'heure qu'il est. »<sup>478</sup>

**Luz de Parra**, 45 ans, opposante au régime, membre du CLPPV et du CC du *barrio* Las Palmitas, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d'autres enfants, Valencia, 2006.

En quelque sorte les *luchadoras* endossent le rôle de gardiennes de la communauté et des personnes qui y font vie. Non seulement les habitants et les habitantes ont un comportement qui pourrait presque être qualifié d'infantile, d'appel au secours constant vis-à-vis des

---

<sup>477</sup> « Tuve malos ratos porque la gente siempre quiere que uno les haga todo, creen que uno es el sirviente de ellos o el conserje y uno no esta para eso pues ! »

<sup>478</sup> « La política eso es de a momentos, como las elecciones, pero el trabajo comunitario, eso es todos los días ! De repente me llama una vecina y me dice « mi marido me está golpeando » y bueno, yo me tengo que parar y llamar a la patrulla no importa la hora que sea. »

participantes, mais celles-ci permettent, voire réaffirment et réactivent ce rapport, asseyant chaque fois plus leur autorité. Cela s'explique, en partie, par l'ordre social matrisocial au sein duquel s'inscrit leur engagement politique. Mais, nous pouvons également trouver des éléments de compréhension et d'explication du phénomène du côté du « pluralisme des rôles »<sup>479</sup> qu'elles assurent et des liens qui se développent à travers leur travail communautaire, ce que j'explique ci-après.

### **Au-delà du statut de dirigeantes**

Le sociologue Danilo Martuccelli, dans son questionnement autour de l'individu, ses liens, et la « consistance » des rôles sociaux, du respect, de l'identité et de la subjectivité, tente de cerner ce qui relie les individus aux positions qu'ils et elles tiennent dans la société<sup>480</sup>. L'idée, classique en sociologie, de rôles sociaux est reprise par l'auteur mais pour montrer que, selon lui, « ce qui se modifie à terme, c'est la nature des états intérieurs »<sup>481</sup>. L'individu habite son rôle, le modifie, le joue. Le rapport et la valeur des individus, les uns et les unes par rapport aux autres, se négocient dans des demandes de respect tendues entre la reconnaissance et la dénégation. La sociabilité moderne et démocratique juxtapose, selon Martuccelli, trois « régimes d'interaction » : la hiérarchie, l'égalité et la différence. Les femmes sont dirigeantes du quartier et des associations qui y font vie. Elles ont donc une position hiérarchique au sein de la communauté. Mais, elles sont aussi habitantes, au même titre que les personnes pour et avec lesquelles elles se mobilisent. Nonobstant, leurs situations sociales, économiques, familiales et politiques, différentes des unes aux autres. Ce croisement de statuts, de rôles et de positions, se fait autant sentir dans leur rapport à la communauté que dans les liens entretenus entre dirigeantes. Ainsi, le pluralisme des rôles ne peut être uniquement rapporté à une division spatiale des lieux publics et privés, ni à une différenciation d'identités conçues comme des costumes que l'on emprunterait toujours de façon stratégique. Les liens d'affectivité sont, par exemple, très présents. Souvent ignorés ou écartés des études sociologiques, de peur de tomber dans une psychologie ou dans un moralisme déplacé, les rapports affectifs vont pourtant influencer, d'une part sur la façon dont va s'engager la personne et, d'autre part, sur la façon dont cette personne va vivre son engagement. Ainsi, entre *amiga*, *madre*, *luchadora*, *compañera*, *comadre*, les dirigeantes puisent dans les ressources humaines

---

<sup>479</sup> L. Thévenot, *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, Ed. La Découverte, 2006, p. 54.

<sup>480</sup> D. Martuccelli, *Grammaires de l'individu*, Paris, Ed. Gallimard, Collection Folio-Essais, 2002.

<sup>481</sup> D. Martuccelli, *idibem*, 2002, p. 237.

de leur quartier pour faire face aux imprévus, et pour affronter les moments difficiles qu'implique une participation politique dans un environnement aussi resserré que le quartier :

« Je me sens bien parce que de nombreux conseillers de paroisses me disent : « Luz, vous êtes une femme qui vaut [beaucoup] ». Les gens me soutiennent parce qu'ils voient mon travail. (...) On se soutient beaucoup entre nous [dirigeantes], on se dit toujours : « on ne va pas se laisser enlever nos projets ! », et on s'y lance à nouveau, ensemble. Maigualida me soutient et je la relève quand c'est elle qui s'effondre. On a nos différences mais on les laisse de côté dans le travail de rue, on s'épaule beaucoup parce que c'est pas facile de faire ça, si je te le dis. »<sup>482</sup>

**Luz de Parra**, 48 ans, opposante au régime, membre du CLPPV et du CC du *barrio* Las Palmitas, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d'autres enfants, Valencia, 2009.

« Pendant un moment les réunions étaient de nuit et il [son mari] gardait l'enfant (*el chamo*) mais bon, au bout d'un certain temps, il en a eu marre de rester avec l'enfant. Mais bon, entre conseillers on s'arrange, un jour *mi chamo* reste chez Manuel et un autre jour ce sont les siens qui viennent chez moi, *y así pues !* »<sup>483</sup>

**María de los Angeles Díaz**, 35 ans, opposante radicale, ex conseillère communale et secrétaire de la commission permanente social du CLPPV, intégrante du CC de son quartier, ingénieure informatique, mariée, 1 enfant adopté, Valencia, 2006.

Les extraits d'entretiens de Luz et de María de los Angeles laissent entendre que lorsque les temps sont durs et qu'il ne reste d'autres solutions que celle de se serrer les coudes, l'entraide et les systèmes de solidarité se mettent alors en place. Les *luchadoras* passent souvent une longue partie de leur journée entre elles et dans le quartier. De ce fait, les rapports qui se créent vont au-delà du statut de conseillères et du rôle de dirigeantes associatives. Elles se connaissent, s'apprécient ou se fuient lorsque l'entente est moins bonne. Elles se confient

---

<sup>482</sup> « Yo me siento bien porque los mismos consejeros parroquiales me dicen : "Luz usted es una mujer que vale [mucho]". La gente me apoya porque ellos ven mi trabajo. (...) Nos apoyamos mucho entre nosotras [dirigentas] y nos decimos "no nos vamos a dejar quitar los proyectos !" Y nos lanzamos de nuevo, juntas. Magualida me apoya y yo la levanto cuando es ella que se cae. Tenemos nuestras diferencias pero las dejamos de lado en el trabajo de calle, nos apoyamos bastante porque no es fácil hacer esto, que te lo digo yo. »

<sup>483</sup> « Hubo un momento en que las reuniones eran en las noches y el se quedaba con el chamo, pero bueno al cabo de cierto tiempo se cansaba de quedarse con el chamo. Pero bueno, entre concejeros nos arreglamos, un día se queda mi chamo en casa de Manuel y otro día se quedan los suyos en la mía y así pues. »

leurs enfants au point même, parfois, de devenir leurs marraines. J'avais souvent l'impression de me trouver au centre d'une grande famille, étendue mais proche, dispersée mais faisant tout de même partie d'une communauté. Mais, cette proximité spatiale et affective peut aussi être source de conflits, de malentendus, de travers parfois difficiles à supporter et à dépasser.

### **Les risques de la politique au quartier**

Il existe en effet deux types de risques, l'un plutôt positif, l'autre l'est bien moins. D'un côté, il s'agit de bénéficier du tissu social qui se crée dans les structures étatiques de participation locale pour dépasser le rapport de voisinage comme ensemble d'habitations proches les unes des autres et pour tendre vers la « vie en communauté ». Carmen Rosa m'explique que ce sont des expériences qui nourrissent la vie en communauté. Depuis cette mouvance participative la « *convivencia se ha hecho más bonita en la comunidad* »<sup>484</sup>. Des groupes de dominos, de pétanque et même des barbecues s'organisent souvent. La vie de quartier peut ainsi devenir plus agréable, plus solidaire et, oui quelque part aussi, plus humaine. Mais, d'un autre côté, la proximité peut également coûter très cher. Le croisement des régimes d'interaction (hiérarchique, égalitaire et différentiel, cités plus haut) peut créer un flou dans les rapports, ouvrant ainsi les portes aux abus de confiance, aux critiques perçantes voire à des menaces bien pesantes :

« Le travail communautaire génère de nombreux problèmes. Les gens se fâchent avec nous [les *luchadoras*] parce qu'on leur fait voir des choses. On nous accuse tout le temps, on reçoit des menaces, je dirais même que, parfois, nos vies sont en danger. (...) J'ai beaucoup de contrariétés en tant que dirigeante de quartier parce que travailler avec les gens c'est ce qu'il y a de pire. »<sup>485</sup>

**Magaly Rigos de Escalona**, 50 ans, opposante au régime, dirigeante d'une association de voisins et d'une maison de santé, Valencia, 2006.

« Parfois on m'appelle même voleuse. Quand les travaux sont mal réalisés on m'appelle voleuse, les gens ignorants croyaient que j'avais empoché l'argent alors que, souviens toi

---

<sup>484</sup> « la cohabitation est devenue plus belle dans la communauté ».

<sup>485</sup> « *El trabajo comunitario tiene muchos problemas, la gente se disgusta con uno porque uno le hace ver las cosas a la gente. Siempre nos acusan, recibimos amenazas, es más yo hasta diría que a veces nuestras vidas corren peligro. (...) He llevado mucha broma como dirigente vecinal porque trabajar con la gente es lo último que hay.* »

que c'est pas nous qui manions l'argent [c'est la mairie]. (...) En ce moment il y a beaucoup d'inquiétudes autour de la non-exécution des travaux. Alors c'est à nous d'affronter les communautés mécontentes. C'est pas le maire qui les affronte ! Après, c'est nous qu'on va traiter de menteurs ! »<sup>486</sup>

**Carmen Rosa Rincón**, 51 ans, chaviste *light*, dirigeante de quartier et ex conseillère municipale dans la commission sociale du CLPPV, membre CC Sta. Inés, mariée, 4 enfants, Valencia, 2006.

Carmen Rosa et Magaly partagent ici un regard moins idyllique que celui qui m'a été présenté au moment où je leur demandais de décrire le travail communautaire. Au fur et à mesure que les minutes d'entretien s'écoulaient, les nuances apparaissent et les difficultés surgissent. Dans leurs récits, nous pouvons déceler la différence qui s'établit au niveau des coûts entre la politique réalisée par le haut, dans un bureau, avec des horaires d'ouverture et de fermeture, et celle qui s'effectue par le bas, au cœur des relations interpersonnelles. Ainsi, les femmes se trouvent au sommet des associations de quartier depuis en moyenne quinze ans. Ce rôle a été enjolivé par le biais de discours internationaux, nationaux et locaux qui placent les femmes au cœur du processus de décentralisation participative. La reconnaissance étatique et l'omniprésente médiatisation à laquelle elles ont désormais droit ne modifie pas toujours les conditions matérielles de leur implication. Mais, cette valorisation a tout de même des incidences au niveau de leur subjectivité. Leur participation est chargée en émotions mais aussi en responsabilités, parfois partagées avec les membres de la famille, parfois critiquées et jugées par les mêmes. Je propose maintenant de centrer notre attention sur le niveau de vie privée des femmes où elles sont notamment mères, (belles-)filles et compagnes ou épouses, pour analyser l'impact de leur rôle de *luchadoras* dans la vie familiale.

---

<sup>486</sup> « A veces a mí hasta me llamaban ladrona. Cuando una cosa sale mal la gente me llama ladrona, la gente ignorante cree que yo me embolsillo los reales en cambio acuerdate que nosotros no manejamos dinero (...) En este momento hay muchas inquietudes sobre la no ejecución de las obras. Entonces a nosotros es que nos toca afrontar a las comunidades descontentas. Eso no es el alcalde que lo afronta ! Y después nos van a llamar ladrones es a nosotros. »

## 7.2. Participation politique, conflits domestiques

### Un détachement partiel du travail domestique

Les réflexions développées jusqu'ici me poussent à qualifier la participation des femmes dans les structures étatiques locales, notamment dans le cadre des associations de quartier, de « participation absorbante ». Les activités domestiques prises en charge par les femmes, sont à la fois des attaches pratiques et symboliques qui limitent leur déplacement entre les divers espaces d'action féminins<sup>487</sup>. Cette dynamique implique aussi, comme cela a été évoqué précédemment, qu'elles doivent redoubler leurs efforts pour pouvoir subvertir l'ordre social qui les confine à l'espace domestique. Le type d'engagement développé par les femmes figure parmi les plus contraignants<sup>488</sup>. Ce sont à la fois la façon dont elles s'y engagent et le niveau dans lequel elles s'investissent qui conforment cette réalité. Une question se pose alors : au vu de la forte implication des femmes dans le CLPP puis dans les CC, leur position vis-à-vis du rôle qu'elles occupent dans l'espace domestique a-t-elle évoluée ?

La participation politique a de fortes incidences dans la vie conjugale et familiale. Comme l'expliquent Le Quentrec et Rieu : « elle engendre des éloignements, une succession de déplacements, de repositionnements réciproques, de régulations (...) »<sup>489</sup>. Le rôle de *luchadora* brouille les frontières séparant les espaces qui ont été historiquement considérés comme privé et public. La *señora* Irene est sollicitée, telle une mère, pour régler toute affaire touchant à « sa » communauté. Luz reçoit des appels au secours à toute heure de la journée et même de la nuit. Maigualida me confie qu'elle n'aurait jamais pensé en arriver à éteindre son portable et à déconnecter le téléphone chez elle. L'engagement politique dépasse alors le cadre des structures investies. De ce fait, à plusieurs reprises et dans plusieurs cas, la participation a failli leur coûter le prix de leur mariage ou de leur couple. Comme l'explique ici Luz, elle est souvent génératrice de conflits domestiques :

« Bon lui il n'aime pas parce qu'à chaque coin de rue on parle de lui ou de moi... Il dit : "comment c'est possible qu'on ne te remercie même pas alors que toi tu m'as laissé sans nourriture, tu passes ta journée dans la rue, tu n'as pas repassé mes habits, la maison ne

---

<sup>487</sup> L. Velasco Ortiz, « IV. Voces públicas, silencios privados : por las fronteras del género y la etnicidad », dans L. Velasco Ortiz, *El regreso de la comunidad : migración y agentes étnicos (los mixtecos en la frontera México-Estados Unidos)*, México, Centro de Estudios Sociológicos, El colegio de la Frontera Norte, 2002, pp. 199-233, p. 219.

<sup>488</sup> A. Massolo, *op. cit.*, 2003.

<sup>489</sup> Y. Le Quentrec et A. Rieu, *op. cit.*, p. 85.



brille plus comme avant...”; parce que bon, moi je ne nettoie pas comme avant. Quand j’arrive et que je suis fatiguée je laisse tout tel quel et je me couche. J’ai eu des soucis chez moi, avec mon mari, j’ai failli me séparer. Il me disait que je ne prenais pas soin de lui parce que j’arrivais à dix, onze heures du soir... mais bon, je dois être là-bas. »<sup>490</sup>

**Luz de Parra**, 45 ans, opposante au régime, membre du CLPPV et du CC du *barrio* Las Palmitas, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d’autres enfants, Valencia, 2006.

En dehors de leurs rôles de mères, (belle-)filles et compagnes ou épouses, les participantes sont désormais au service de leur communauté. Les habitants et les habitantes ont tendance à les surexploiter, en partie parce qu’elles aiment se montrer et se sentir indispensables. Ceci les pousse à se détacher relativement -car si « la maison ne brille pas comme avant », elle brille quand même- du travail domestique et de leur compagnon ou mari. Le cas de Carmen Rosa soulève une question importante. Le travail qu’effectuent les femmes dans les associations de quartier et à travers les CLPP et les CC, est souvent minimisé voire disqualifié. Le mari de Carmen Rosa, exaspéré, lui explique que son travail ne sert à rien puisqu’il n’est pas visible :

« Parfois j’ai eu beaucoup de tracas dans mon foyer parce qu’en réalité j’étais plus proche des CLPP que de mon propre foyer, et je me disais : « mon mari va me jeter » ! Lui, il me dit : « qu’est-ce que tu fais dans la rue si on ne voit pas les bénéfices pour la communauté ? En perdant ton temps à droite à gauche », et bon, moi je lui dis « non *mijo* il faut attendre, ça ne se fait pas du jour au lendemain ». »<sup>491</sup>

**Carmen Rosa Rincón**, 51 ans, chaviste *light*, dirigeante de quartier et ex conseillère municipale dans la commission sociale du CLPPV, membre CC Sta. Inés, mariée, 4 enfants, Valencia, 2006.

---

<sup>490</sup> « Bueno a el no le gusta porque en cada esquina hablan de él o de mí... El dice : “como es posible que no te agradezcan cuando tu me has dejado sin comida, te has ido todo el día, no me has planchado, la casa ya no brilla como brillaba antes...” ; porque bueno, ya yo no limpio como antes. Cuando llego y me siento cansada lo dejo todo así y me acuesto. Yo tuve problemas en mi casa, con mi marido, yo estuve a punto de separarme. Me decía que no me ocupaba de él porque llegaba a las diez, once de la noche... pero bueno, yo tengo que estar allá. »

<sup>491</sup> « Yo tuve a veces muchas inquietudes en mi hogar porque en realidad estaba mas allegada al CLPP que a mi mismo hogar, y yo me deci’a « bueno ya el marido mioi me irá a botar » ! El me decía « bueno pero que tanto haces tú si no se ve beneficio en nada en las comunidades, perdiendo el tiempo pa’lla y pa’ca », y entonces yo le decía « no *mijo* (abreviation de mi hijo) hay que esperar eso no se hace de la noche a la mañana. »

Il me semble intéressant de souligner la difficulté qu'ont les participantes à faire respecter leur travail communautaire, puisque les résultats ne sont pas toujours visibles à court terme. Les projets élaborés dans le cadre des CLPP et des CC se font, effectivement, à long et moyen terme. Dans le cadre des CLPP, la planification du budget municipal a lieu un an à l'avance et par conséquent, les œuvres s'effectuent un an après la demande déposée et validée par la salle technique, dans le meilleur des cas. Dans les CC cela est variable et dépend du type de projet et de l'institution qui est sollicitée pour son financement, mais d'une manière générale les résultats sont visibles plus rapidement puisque la plupart des ressources pour réaliser les projets sont directement versées aux banques des CC, gérées par la communauté. Les délais pour voir aboutir un projet peuvent aller de 3 mois à 1 an, en fonction de la nature de celui-ci. Dans tous les cas, les fruits des efforts investis ne sont pas récoltés immédiatement. Ce rapport au temps a été découvert par les participantes bien après leur arrivée dans la structure. La plupart pensaient que la réalisation des œuvres était immédiate. La surprise fut grande. La situation est encore plus délicate quand il s'agit de justifier et de faire accepter une (semi)absence quotidienne qui ne portera ses fruits que bien plus tard. Certains compagnons ou maris prennent des mesures drastiques, comme celui de Maigualida qui fait de temps en temps à manger aux enfants, mais qui ne lui laisse une part que si elle ne rentre pas trop tard : « Il me réclame. Je peux te dire qu'il appartient au cercle social du machisme. Bon, parfois j'arrive tard, alors soit je le retrouve fâché, soit il fait à manger. Parfois il en fait à ses enfants et bon, s'il veut pas m'en garder qu'il m'en garde pas mais à ses enfants oui, parce que ce sont ses enfants aussi ! »<sup>492</sup>, me dit-elle. Nous pouvons alors penser que la participation politique pousse les participantes à faire un travail de réflexivité au quotidien, bien qu'elles puissent aussi se laisser submerger par les jugements moraux familiaux auxquels elles sont, sans cesse, confrontées.

Dans d'autres cas observés, ce détachement partiel du travail domestique est très lié aussi aux soutiens et relais de l'entourage et du voisinage. En effet, dans la culture vénézuélienne le cercle de famille élargit (les tantes et oncles, les grand-mères mais aussi le cercle amical, et le voisinage) joue un rôle tout aussi important que le cercle restreint du noyau familial. Ainsi, Nidia Parra, du *páramo* de Mérida, a pu confier ses enfants à Berta, sa sœur aînée, pour poursuivre pleinement son engagement politique et social dans la

---

<sup>492</sup> « *El sí me reclama. Te dire que el pertenece al círculo social del machismo. Bueno, a veces llego tarde, entonces o lo encuentro molesto o bueno, a veces hace comida. A veces le hace a sus hijos y bueno, si no me quiere guardar que no me guarde pero a sus hijos sí porque esos son hijos de el también.* »

communauté. Nataly et Luis, ses enfants, détestaient le *Centro campesino* qui « leur enlevait leur maman »<sup>493</sup>, me dit-elle. Nidia y passait la majorité de son temps et, pour ses enfants, cet endroit était devenu une sorte d'ennemi : « Ils ne supportaient pas aller là-bas, alors je les ai laissés à Berta »<sup>494</sup>. Pendant l'entretien Nidia assume qu'elle ne s'en est pas toujours occupée : « j'avoue que je les ai délaissés, je ne voulais pas m'occuper seulement d'eux »<sup>495</sup>. Cet extrait d'entretien met en avant trois choses importantes dans l'étude de la participation des femmes à l'échelle locale. Premièrement, dans la société vénézuélienne l'éducation des enfants et la responsabilité vis-à-vis d'eux ne revient pas uniquement aux parents, et dans le cas vénézuélien à la mère, mais elles concernent tout autant le cercle de famille élargi. Deuxièmement, l'histoire de Nidia met également en avant que les femmes doivent souvent choisir entre leur engagement et leur rôle de mères, ce qui nous conduit au troisième point qui concerne la place des pères dans la famille. Les études féministes, sur les femmes et de genre ont souvent montré le grand déséquilibre qui existe, entre les hommes et les femmes, dans la répartition du travail domestique et dans la garde et l'éducation des enfants. Au Venezuela ce phénomène s'accroît de part le caractère matricentré, et non androcentré, de la société. Les femmes sont non seulement celles qui portent, accouchent et celles qui, très souvent, allaitent les enfants, mais elles sont aussi celles qui dirigent le foyer puisqu'elles représentent l'autorité. La matrisocialité leur octroie un rôle central dans la société et dans les familles vénézuéliennes qui reposent sur elles. L'anthropologue José Luís Vethencourt<sup>496</sup> explique que pour les femmes la maternité est un projet de vie puisqu'il leur donne accès à des biens symboliques comme l'autorité sociale et le contrôle total sur la famille en tant que mode de production culturelle. Alors que pour les hommes leur idéal est d'être les fils de la maison et ils se construisent dans leur non participation dans la famille matricentrée en tant que pères, leur rôle étant d'être le pourvoyeur économique en tant que fils. Ainsi, un pouvoir moral et social revient aux femmes vénézuéliennes mais celui-ci limite aussi considérablement la possibilité de disposer d'elles-mêmes. Cependant, la génération des 15-20 ans qui a grandi sous le nouvel ordre social en construction tend à se différencier, sur ce point, de leurs aînés. Le nouveau cadre légal qui régit la famille, développé sous les gouvernements bolivariens, protège les enfants et octroie aussi une place chaque fois plus importante aux pères et à la paternité<sup>497</sup>. Puis, l'accès à l'instruction permet aux hommes de réaliser que le machisme ne

<sup>493</sup> « que les quitaba a su mamá »

<sup>494</sup> « ellos nos soportaban ir allá entonces se los dejé a Berta »

<sup>495</sup> « confieso que los desatendí, yo no quería ocuparme solo de ellos »

<sup>496</sup> José Luís Vethencourt, *op. cit.*

<sup>497</sup> Loi Pour la Protection des Familles, de la Maternité et la Paternité, Gaceta Oficial de la Republica Bolivariana de Venezuela n° 38.773, Caracas, 20-09-2007. Cette loi prévoit, par exemple, l'interdiction de licenciement du père pendant la

représente plus vraiment un moyen de contrebalancer la matricentralité. Elle fait réaliser aux femmes qu'elles veulent aussi exister professionnellement et disposer de temps pour s'investir dans d'autres domaines que le familial, ce qui les pousse à attribuer de plus en plus d'importance à la paternité et à la présence du père dans l'espace domestique et familial.

### **Le rappel du contrat conjugal**

Le désengagement relatif des *luchadoras* vis-à-vis de leur foyer ne peut être vécu sans qu'un sentiment de culpabilité leur soit imposé. Ce qui, de l'extérieur, pourrait s'assimiler à un certain degré d'émancipation pèse autant ou plus que ça ne les libère. Les remords qu'elles peuvent avoir par moments sont souvent le fruit des nombreuses critiques émises par certains membres clefs de la famille. Les cas les plus fréquemment cités sont ceux des belles-mères et des enfants, même lorsqu'il s'agit d'enfants adultes, sans compter les compagnons ou maris :

« Mon frère faisait des choses similaires [communautaires], mais moi on me juge parce qu'on dit que je travaille pour la mairie. Ils [sa mère et ses frères et sœurs] ne comprennent pas le fonctionnement des CLPP. (...) Celle qui me dit quelque chose c'est ma belle-mère qui me dit : "Nancy, pauvre de mon enfant que tu as abandonné, tu es tout le temps dans la rue". »<sup>498</sup>

**Nancy Moreno de Torelles**, 52 ans, opposante au régime, ex suppléante d'Alicia en commission sociale du CLPP et membre du CC de Parque Valencia, mariée, 4 enfants, Valencia, 2006.

« Mon autre sœur critique beaucoup ma participation. Mon fils aîné [18 ans] m'a supplié à genoux de m'éloigner de tout ça. Oui, il me dit qu'il est temps que l'on ait une intimité dans le foyer. C'est vrai que le CLPP me l'a enlevée, l'Association de Voisins me l'a aussi enlevée, mais je dis que c'est ma vie *pues*. »<sup>499</sup>

---

première année qui suit la naissance d'un enfant. Il bénéficie désormais d'un congès paternité de 14 jours et celui-ci peut être étendu en cas de besoin (naissance multiple, décès de la mère, maladie grave de l'enfant, entre autres raisons).

<sup>498</sup> « *Mi hermano es el que había estado metido en cosas similares, pero a mí me juzgan diciendo que yo es porque estoy trabajando pa la alcaldía. No entienden el funcionamiento de los CLPP. (...) La que me dice algo es mi suegra que me dice : « Nancy que pobrecito mi niño que me lo tienes abandonado, que andas en la calle ». »*

<sup>499</sup> « *Mi otra hermana me critica bastante mi participación. Mi hijo mayor me ha pedido de rodillas que porfavor me aparte de todo esto, si me dice que ya es hora que nosotros tengamos una privacidad del hogar. Eso si me quito el CLPP, me lo quito también la Asociación de Vecinos, pero yo digo que es mi vida pues. »*

**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

En raison de la matrifocalité vénézuélienne, les femmes de la famille (belles-mères, belles-sœurs, sœurs) sont souvent les juges les plus critiques de leur engagement politique. Maigualida ne préserverait pas assez son enfant, Nancy abandonnerait son mari : dans la majorité des cas étudiés, la participation politique est source de conflits dans le noyau familial. Nancy pointe ici un élément intéressant, à savoir, la difficulté qu'elle a à faire accepter son engagement communautaire auprès de sa mère, mais aussi de ses frères et sœurs. Lorsque son frère « faisait des choses similaires », la question ne se posait même pas alors qu'elle, « on [la] juge ».

La participation politique des femmes au niveau local représente donc un danger qui s'imisce dans les foyers et transgresse les lois du privé. Tel que le souligne la chercheuse en études culturelles Laura Velasco Ortiz, les belles-mères sont souvent là pour veiller à ce que les rôles de sexes soient respectés : « la belle-mère apparaît comme l'agent qui surveille avec le plus d'attention que l'accomplissement exact de la normativité de genre [femme dans le privé, homme dans le public] dans le foyer ait lieu »<sup>500</sup>. Ainsi, même lorsqu'elles parviennent à négocier leur implication dans les CLPP et dans les CC auprès de leur compagnon ou mari, d'autres membres de la famille se chargent de « rappeler à l'ordre » les *luchadoras*.

### **Ajustements dans leur rapport aux hommes**

Les retours répétés sur les terrains et le suivi des trajectoires individuelles m'ont permis de saisir un changement très important : la participation locale des *luchadoras* modifie leur rapport aux hommes, notamment dans la vie conjugale. La confiance en soi et l'assurance qu'elles développent les font supporter chaque fois moins les conflits que leur participation politique peut engendrer dans le foyer. Maigualida, du *barrio* Las Palmitas, s'est séparée de son mari, le père de ses enfants, celui qui lui interdisait de reprendre ses études et qui ne lui gardait pas de repas si elle rentrait tard à cause d'une réunion. Elle me dit qu'elle ne supportait plus son machisme, ni la maltraitance psychologique et parfois physique qu'elle devait endurer pour maintenir sur pied le foyer où ses enfants avaient grandi. Elle est restée

---

<sup>500</sup> L. Velasco Ortiz, *op. cit.*, 219.

seule quelques années, quand elle a déprimé suite au changement de bord politique de la mairie de Valencia qui lui a fait perdre son statut de conseillère municipale. Mais, lors de mon dernier terrain, en 2012, tout avait changé. Non seulement Maigualida travaillait désormais dans la commission de services de la mairie, point que nous traiterons plus loin dans le chapitre 9<sup>501</sup>, mais elle vivait aussi une histoire d'amour. Je retrouvais la femme téméraire et pleine d'énergie que j'ai connue en 2006. Mais, bien qu'elle puisse s'avouer romantique et parfois un peu naïve, cette fois-ci Maigualida n'établissait pas la relation amoureuse de la même manière. Elle m'explique que depuis 2 ans elle a une liaison qui se passe à merveilles avec un policier. Ce quarantenaire est marié avec une femme de 26 ans qui est également la mère des 2 enfants -en bas âge- qu'ils élèvent. Maigualida me dit, pas très convaincue puisqu'elle sourit en me le disant, qu'il serait en train de divorcer (*ique divorciandose*). Elle est au courant de sa situation depuis le début de leur relation et, en réalité, Maigualida y trouve son compte :

« [Et, tu voudrais formaliser ta relation avec lui ?] Non parce que, regarde moi, il est 13h et je suis là. Qui va lui préparer le déjeuner ? Elle (son épouse), il ne l'a pas laissée étudier alors que moi, il m'a dit d'étudier... il me laisse être et on partage ce que je suis. »<sup>502</sup>

**Maigualida Marin**, 44 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2012.

Les priorités changent. Maigualida ne veut plus renoncer à la liberté qu'elle a retrouvée en quittant son ex mari. Peu importe si le prix à payer est d'être l'amante et non la compagne officielle de l'homme avec qui elle s'est liée. L'important est qu'elle puisse « être » et tant que la relation reste comme elle est, cet homme ne s'y opposera pas (alors que, visiblement, il n'agit pas pareil lorsqu'il s'agit de sa compagne officielle). Comme nous le verrons dans le chapitre 9, en 2012, Maigualida était en 4<sup>ème</sup> semestre de droit, à l'Université José Antonio Paéz. Elle y étudiait aux côtés de son amoureux qui l'a encouragée à s'y inscrire.

---

<sup>501</sup> Voir : 9.1. La participation comme motivation et levier de l'ascension sociale.

<sup>502</sup> « [Y tu quisieras formalizarte con él ] No, porque mirame, son la 1pm y estoy aquí. Quién le va a tener el almuerzo ? A ella (la esposa) no la dejo estudiar, en cambio a mi me dijo que estudiara... me deja ser y compartimos lo que soy. »

Nous nous étions retrouvées à la mairie, dans son bureau. Isabel passe lui dire bonjour. Il s'agit d'une femme qui est très mobilisée dans le CC de sa communauté, me dit Maigualida en me la présentant. Elle lui explique que je fais des recherches sur les femmes et la participation locale. Pour favoriser les échanges je précise que je travaille aussi sur l'articulation entre famille, travail, participation et vie de couple/vie familiale, ce à quoi elle répond en riant : « sur l'époux je ne peux rien te dire parce que je n'en ai pas (elle rit), j'en cherche un, mais peut-être c'est parce que je passe mon temps dans la rue que je n'en trouve pas »<sup>503</sup>. Bien que je connaisse à peine cette femme, sa réponse m'a semblé éclairer ce que je percevais au fur et à mesure que je retournais sur mes terrains : le détachement partiel du travail domestique dont il a été question plus haut, contribuait à reconfigurer leur rapport aux hommes, ce que nous traitons ici. Les *luchadoras* passent donc plus de temps en dehors de chez elles que dans leur foyer. Qu'elles soient en couple ou seules, soit elles s'arrangent pour condenser l'ensemble des tâches ménagères le matin ou le soir pour pouvoir disposer de leur temps pendant la journée, soit elles délèguent autour d'elles (auprès de leur mère, de leur(s) sœur(s), de leur mari/conjoint mais ce cas est plus rare ou, lorsqu'elles ont des enfants, en chargeant les aînés de s'occuper des plus petits). En modifiant leur rapport à l'espace domestique et aux responsabilités familiales, la participation locale a aussi pour effet de modifier le rapport des *luchadoras* aux hommes puisque, d'une certaine manière, elles ne répondent plus à assignation sociale de genre qui renvoi les femmes au foyer et les hommes à la rue.

Le mari d'Edilma, l'ancienne coordinatrice du CC de Mistique, lui avait demandé le divorce en rétorquant clairement que s'il s'était marié avec elle, c'était pour la retrouver à la maison quand il rentrait, comme avant (sa participation dans les CC). Il ne supportait plus d'arriver le soir et qu'elle n'y soit jamais « parce que j'allais à tout voyage qui se présentait »<sup>504</sup>, m'explique Edilma. Mais, ils ne se sont jamais séparés. Alors, je lui demande comment ils ont fait pour trouver un accord, et elle me dit qu'elle lui a parlé de nombreuses fois, qu'elle lui a expliqué à quel point c'était important pour elle de faire ce travail et qu'elle ne comptait pas y renoncer. Elle a aussi promis qu'elle ne délaisserait pas le foyer et qu'elle choisirait mieux ses sorties, tout en lui demandant de comprendre que les choses avaient quand même changé. Puis, d'autres personnes de la communauté sont intervenues en lui parlant également. Ainsi, Edilma ajoute : « lui seul a changé et il m'a même accompagné à des réunions. (...) Et, c'est

---

<sup>503</sup> « del esposo no te sé decir porque no tengo (se rie), ando buscando pero quizás porque me la paso en la calle es que no lo consigo ».

<sup>504</sup> « porque todo viaje que salía yo iba »

aussi que j'ai réduit ma bougeotte, au moins un peu »<sup>505</sup>. Maintenant, de temps à autres, son mari l'accompagne aux réunions des CC bien qu'il n'y soit pas impliqué et qu'il ne soit que partiellement intéressé par la dynamique. Pour Edilma c'est un grand changement qu'elle ne croyait pas pouvoir réaliser, elle s'exclame même en me disant « il y va et il écoute même ce qu'on dit, alors qu'avant non, rien, rien du tout »<sup>506</sup>. Il me semble important de relever l'attitude d'Edilma face à la menace d'un divorce. Certes, elle a œuvré de manière à éviter que son foyer ne s'effrite mais elle n'a pas cédé sur les conditions de négociation pour y parvenir. Car, ni Edilma, ni Maigualida n'accepteront de « retourner à la maison » pour s'y dédier exclusivement. Ainsi, la participation locale des femmes implique d'effectuer des ajustements dans leur rapport aux hommes et à l'espace domestique et familiale. Dans certains cas, comme dans celui d'Edilma, cela peut conduire à ajuster les assignations sociales de genre. Mais, la plupart du temps, l'issue est la séparation et les femmes restent seules à la tête du foyer alors que leur précarité quotidienne, souvent, n'a pas changé. Je propose d'étudier, en suivant, l'autre facteur qui est venu chambouler le quotidien des couples et des familles vénézuéliennes, à savoir la bi-polarisation partisane qui divise le pays.

### **Division familiale entre chavistes et opposants : le cas de la *señora* Irene**

Comme nous l'avons vu jusqu'ici, la participation locale des femmes peut être source de conflit puisqu'elle entraîne leur détachement partiel vis-à-vis des responsabilités familiales et du travail domestique. Mais, d'autres facteurs peuvent alourdir le quotidien qui est déjà très chargé. La polarisation politique que traverse le Venezuela depuis l'arrivée au pouvoir du président Chávez est profonde et elle est loin de concerner uniquement la vie publique. La bataille entre les adeptes du gouvernement et ses opposants sépare les couples, met fin aux amitiés de longue date et divise les familles. Le cas de la *señora* Irene illustre bien ce phénomène. Depuis que j'ai commencé à m'entretenir avec elle, en 2006, elle s'est toujours présentée comme étant d'opposition radicale, affichant une position partisane différente de celle de son mari qui a soutenu Chávez depuis son accession au pouvoir. Mais, au fur et à mesure que je retournais sur le terrain et que nous nous retrouvions pour échanger, la division partisane prenait le dessus sur le couple, dans le foyer :

---

<sup>505</sup> « el solito cambió y mas bien hasta me ha acompañado pa' reuniones. (...) Y también que yo le he bajado a la moverdera, por lo menos un poco »

<sup>506</sup> « él va y hasta escucha lo que se dice, en cambio antes no, nada, nada de nada »



JBW : Et comment ça se fait que la politique soit tellement présente dans le privé ?

IB : Je ne sais pas. Moi, ça, je me le demande. Ecoutez, je vais vous parler avec fondement, je vais vous parler de ma maison. Mon mari est chaviste ! Et mon mari à changé du ciel à la Terre !

JBW : Comment ? En quoi ?

IB : Mon mari était une personne tranquille. Mon mari est maintenant un peu agressif pour parler ! Mon mari ne disait pas de gros mots, maintenant il dit des gros mots !

JBW : Ah bon ? Et vous pensez que c'est depuis qu'il est devenu chaviste ?

IB : Depuis qu'il l'est devenu. Il ne voit pas ce qu'il y a de mieux que tout ce que fait Chávez.

JBW : Et, pourquoi a-t-il autant de ferveur en lui ?

IB : C'est ce que je me demande. « Les choses vont bien » (lui dit-il), et moi je lui dis « comment ça, bien ? ». Il est resté quatre ans assis sur une chaise parce qu'il ne trouvait pas de travail et maintenant il travaille à mi-temps. Qu'est-ce qu'il y a de bien ?

JBW : Et, il est dans le Conseil Communal ?

IB : Lui il est chaviste... de... regardez : il n'entend que le canal de Chávez et il ne voit que le canal de Chávez. (...)

JBW : Mais, c'est difficile d'avoir un mari chaviste qui écoute Chávez toute la journée en étant, vous, d'opposition ! Comment vous faites ? Vous avez plusieurs téléviseurs ?

IB : Bon, oui. Il a un téléviseur et il a une petite radio... par là... toute petite. Il va dehors l'écouter ! Alors, moi, je l'appelle « le fou », parce qu'il est avec Chávez avec la radio collée à l'oreille, de long en large.

JBW : La situation est devenue difficile, non ? Parce qu'il y a trois ans, vous me disiez qu'il était chaviste mais que... ce n'était pas si... tendu, la chose.

IB : Mais c'est que c'est devenu tendu ! C'est devenu tellement tendu qu'on s'est crié dessus ! Mais, lui avec son idéologie et moi avec la mienne. Et, ici nous sommes cinq personnes et le seul chaviste, c'est lui ! Imaginez vous ça !<sup>507</sup>

---

<sup>507</sup> JBW : Y ¿por qué será que se ha metido tanto la política en lo privado? IB: No sé. Yo eso me lo pregunto. Mire, yo le voy a hablar de base. Voy a hablar de mi casa. ¡Mi esposo es chavista! ¡Y mi esposo ha cambiado del cielo a la tierra! JBW : ¿Cómo? ¿en qué? IB: Mi esposo era una persona tranquila. ¡Mi esposo es una persona ahorita un poco agresivo para hablar! Mi esposo no decía groserías, ¡ahora dice groserías! JBW : ¿así? ¿y usted piensa que es desde que se metió a chavista? IB: Desde que se metió. Él no ve lo mejor, sino todo lo que hace Chávez. JBW : ¿Y por qué le tiene tanto fervor? IB: Eso me pregunto. “Las cosas están bien” y yo le digo: “¿cuáles bien?” Si tuvo cuatro años sentado en una silla porque no conseguía trabajo y ahora es que está medio trabajando. ¿Cuál es lo bien? JBW : ¿y él está en el Consejo Comunal? IB: No. Él es chavista ...de que... fjíese: no oye sino nada más que al canal de Chávez y ve nada más que el canal de Chávez.

**Señora Irene de Becerra**, 56 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2009.

Ce récit d'entretien peut paraître caricaturale mais il est très représentatif du bouleversement quotidien que la politisation a produit dans les familles vénézuéliennes. Lorsqu'il s'agit de défendre son positionnement politique, l'agressivité rythme les échanges et habite les esprits, peu importe face à qui il est question de s'affirmer. Les différences politiques sont exprimées de manière viscérale. Le respect pour « l'autre » se perd si celui-ci ne partage pas le même point de vue. Dans le cas de la *señora* Irene, la situation frôle la limite du supportable. Le niveau d'intolérance est tel que les positions partisans déterminent désormais la manière d'occuper la maison, puisque Rudy (prénom du mari) « va dehors » pour écouter les émissions du président. Irene me confiait aussi que chacun avait désormais un étage avec un téléviseur, puisqu'il était devenu impossible, pour l'un comme pour l'autre, de partager les moments de détente, elle aimant visionner les programmes animaliers ou la *novela* pour se changer les idées alors que Rudy ne désire que regarder les chaînes nationales et le programme *Aló Presidente* du dimanche pour suivre de près l'actualité du pays. A partir du moment où la *señora* Irene utilise « *el loco* » pour désigner son mari, il n'est pas difficile de se faire une idée de l'ambiance qui règne dans leur foyer. Alors, si d'un côté le fait d'affirmer des positions politiques divergentes au sein du foyer peut être favorable à la construction des femmes en tant que sujets politisées et individualisés, il me semble important de ne pas minimiser l'impact d'une ambiance délétère dans leur vie quotidienne. Car, elle implique la perte d'un lien de solidarité, de soutien voire de réconfort, dans un contexte de précarité sociale et économique mais aussi dans un quotidien marqué par les exigences de la participation, notamment en termes de temps et de disposition émotionnelle pour se confronter aux autres. La division familiale que provoque l'extrême polarisation politique représente, pour les *luchadoras*, la perte d'un possible relais, et dans tous les cas la perte d'un lien, dans la vie de tous les jours.

---

(...) JBW : Pero, ¿qué difícil tener un esposo chavista que escucha a Chávez todo el día siendo usted de oposición! ¿Cómo hace? ¿Tienen varios televisores? IB: Bueno. Sí. Él tiene un televisor y tiene un radiecito ... por ahí ... chiquito. ¿Se va pa' afuera a oírlo! Entonces, yo lo llamo "el loco", porque anda con Chávez con el radio pegado a la oreja, pa' arriba y pa' abajo. JBW : Se ha vuelto difícil la situación ¿no? Porque hace tres años, me decía, que él era chavista, pero que no ... que no era tan ... tensa la cosa ... IB: Pero es que se ha vuelto tensa, ¡es que se ha vuelto tan tensa que hasta ha habido pase de palabras! Pero, él con su ideología y yo con la mía. Y aquí somos cinco personas y el único chavista es él. ¡Imagínese usted!

### 7.3. Le foyer comme ressource

#### Emergence ou demande d'une participation familiale

Si dans la majorité des cas étudiés les dirigeantes de la commune assument des conflits familiaux provoqués par leur engagement politique, dans d'autres cas celui-ci bénéficie d'une participation familiale indirecte. Les membres de la famille concernés (le plus souvent les enfants, ensuite le compagnon ou mari) ne s'impliquent pas directement dans la structure mais aident les participantes à réaliser le travail communautaire. Lorsque ce phénomène se produit ce sont les participantes qui demandent à être aidées, puisant ainsi dans les ressources de leur foyer. Elles impliquent progressivement les membres de la famille, ce qui les libère de certaines tâches puisqu'elles redistribuent une partie de leur *labor social*. La *señora* Irene, par exemple, demande à sa fille informaticienne d'élaborer des plans d'urbanismes, nécessaires à la présentation d'un projet. Elle implique également son mari, tel qu'elle le raconte ici :

« Non, il ne dit rien [sur son implication dans les CLPP], il m'aide, il m'aide. Parfois je dois faire des *diligencias* et lui il est là [à la maison], ou parfois je lui dis « emmène-moi ici » et il m'emmène en voiture ou sinon il m'emmène à la réunion et bon, je l'appelle pour qu'il vienne me chercher et il passe me chercher, et on ramène aussi plein de monde du CLPP. Non, de ce côté j'ai beaucoup de soutien de ma famille. Non, non, là dessus je n'ai rien à dire. »<sup>508</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 53 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2006.

Il n'y a pas de modèle de soutien familial qui s'avère plus performant que d'autres. Comme le soulignent Le Quentrec et Rieu, leur soutien est avant tout tributaire de la singularité des situations : « Pour certaines femmes il nécessite l'introduction d'une dimension égalitaire. Pour d'autres, il passe au contraire par des références maintenues aux normes sexuées »<sup>509</sup>. Dans la majorité des cas étudiés, les participantes se situent au niveau de la deuxième

---

<sup>508</sup> « No, no, el no dice nada, me ayuda, me ayuda. A veces tengo que hacer diligencias y el está aquí, o a veces le digo "mira llévame a tal sitio" y él me lleva en el carro o va y me lleva a la reunión y bueno lo llamo pa' que me vaya a buscar y me busca y se trae a un montón de los del CLPP y los va repartiendo. No, por ese lado tengo mucho apoyo de mi familia. No, no, no de eso no tengo nada que decir. »

<sup>509</sup> Y. Le Quentrec et A. Rieu, *op. cit.*, p. 82.

catégorie. Le mari de Magaly « l'aide et la soutient »<sup>510</sup> de même que ses enfants. Ils et elles tiennent une maison communautaire de santé. Sa fille aînée a bénéficié d'une formation aux premiers secours prise en charge par l'Etat, ce qui permet à Magaly de s'investir dans les CLPP. Elle peut ainsi participer aux ateliers et « sortir la tête de “ses quatre murs” [la maison] »<sup>511</sup> pour l'entretenir avec des activités qui peuvent être bénéfiques pour sa famille et pour ceux et celles qu'elle peut aider. Dans les deux cas, le soutien s'exprime par des moments stratégiques de coprésence. Mais, ces différentes formes de coopération n'ont rien de statique ; elles évoluent en fonction des événements du moment, des attentes conjointes, des disponibilités et des motivations des membres de la famille.

### **Une activité valorisée par la famille**

Si l'aide et le soutien apporté aux participantes peut varier en fonction des motivations et des circonstances, un élément est toujours présent dans ces cas-ci : l'admiration et le respect exprimé pour le travail que réalisent les *luchadoras*. Même lorsque la participation dans les CLPP et dans les CC génère des conflits domestiques, l'engagement politique peut aussi être source de fierté pour les compagnons ou maris, les enfants ou le reste de la famille des dirigeantes :

« Ma famille me soutient beaucoup, surtout mes enfants, quand ils voient que je m'effondre parce que les voisins me disent des choses, ou que les projets n'aboutissent pas, ils me disent : “maman, va de l'avant parce que tu as réussi des choses.” (...) Ma famille se sent fière de moi. Quand je vais à Maracaibo ils me disent : “il y a la maire qui arrive, qui passe à la télé et tout !”, parce que quand on n'obtient pas les travaux (*obras*), on appelle les moyens de communication et on réclame ! »<sup>512</sup>

**Luz de Parra**, 45 ans, opposante au régime, membre du CLPPV et du CC du *barrio* Las Palmitas, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d'autres enfants, Valencia, 2006.

---

<sup>510</sup> « me ayuda y me apoya »

<sup>511</sup> « sacar la cabeza de estos cuatro muros »

<sup>512</sup> « Mi familia me apoya mucho, sobretodo mis hijos, cuando ven que yo me decaigo porque los vecinos me dicen cosas o que los proyectos no se dan. Me dicen : “mamá, eche pa' alante que usted a logrado cosas.” (...) Mi familia se siente orgullosa de mí. Cuando voy a Maracaibo ellos me dicen : “allá viene la alcaldesa, que sale en la tele y todo !”, porque cuando no obtenemos las obras llamamos los medios de comunicación y reclamamos ! »

« Il ne s'est jamais montré en colère avec les CLPP (...). Au contraire, moi j'aime être dans cette histoire des CLPP parce qu'il me demande toujours mon avis sur certaines choses, de type légales, tout ça, et comme parfois je fais appel à des avocats et que je suis tout le temps là dedans... Alors, au contraire, il aime que je traîne là dedans parce que je suis toujours au courant de tout. »<sup>513</sup>

**Nancy Moreno de Torelles**, 52 ans, opposante au régime, ex suppléante d'Alicia en commission sociale du CLPP et membre du CC de Parque Valencia, mariée, 4 enfants, Valencia, 2006.

Ainsi, plusieurs données rentrent en compte. D'un côté, l'implication des femmes en politique produit souvent une sorte d'admiration envers le dévouement des participantes, et je pense aussi que le caractère transgressif de cet acte y est pour beaucoup. Ensuite, la surmédiation du processus participatif rend les femmes populaires. Apparaître dans les médias c'est, quelque part, transmettre une image de pouvoir. Luz nous le dit, lorsqu'elle rentre chez elle, à Maracaibo, les gens l'appelle « la maire », entre autre parce qu'elle est passée à la télévision et que son travail est donc diffusé en dehors de sa communauté. Dans le cas de Nancy, ce sont les connaissances et l'expertise acquise au sein des CLPP et recyclée dans les CC, qui lui valent les éloges de ses enfants et la reconnaissance de son mari. Tout cela sans compter la valorisation de soi que ces retours provoquent chez elle. Pour Alicia Plaza, de la *urbanización* Parque Valencia, seule participante sans enfants ni mari, c'est la fierté de sa mère qui la motive « même si ma mère sent que les gens profitent de moi, je crois qu'elle se sent fière de mon travail »<sup>514</sup>. Dans tous les cas, la participation politique des femmes représente une expérience suffisamment forte pour ne pas laisser l'environnement familial indemne.

Dans son ouvrage *Le monde privé des ouvriers : hommes et femmes du Nord*, Olivier Schwartz<sup>515</sup> montre que la territorialisation conjugale, c'est-à-dire le fait d'avoir son partenaire proche de soi, est constitutive de la relation. De plus, nous savons que les territoires privés et publics sont particulièrement associés à une symbolique sexuée. Elle est régie par le système de genre qui consiste à tout classer, non seulement les pratiques mais aussi de nombreux éléments matériels (objets, espaces), selon des distinctions réductibles à

---

<sup>513</sup> « Con los CLPP el nunca se ha mostrado molesto (...) Al contrario a mí me gusta estar en eso de los CLPP porque el siempre me pide opinión sobre algunas cosas tipo legales y eso, como yo a veces recurro a abogados y ando metida en eso... Entonces mas bien le gusta que yo ande en eso porque yo me pongo siempre al día. »

<sup>514</sup> « aunque mi mamá sienta que la gente se aprovecha de mí, yo creo que se siente orgullosa de mi trabajo »

<sup>515</sup> O. Schwartz, *Le monde privé des ouvriers : hommes et femmes du Nord*, Paris, Ed. PUF, 1990.

l'opposition masculin-féminin. Le déplacement des femmes dans l'espace considéré comme public se heurte pleinement aux catégories fondatrices de ce système et du machisme vénézuélien. Ainsi, les éléments d'ordre ethnographiques sont précieux pour comprendre si des changements au niveau des habitus se produisent, ou ne se produisent pas. Car, les chamboulements, les doutes ou même les réflexions émergeant au quotidien représentent, aux yeux de certaines femmes, une véritable transgression.

### Les 15-35 ans : un nouvel équilibre de genre en construction



**Photo 21.** Assemblée citoyenne CC Misintá, 2010.

**Photo 22.** Assemblée citoyenne CC Misintá, 2010.

Lorsque j'étais sur mes terrains d'enquête, j'ai pu observer que les jeunes qui sont âgés entre 15 et 35 ans participent aux réunions des CC bien plus souvent en couple ou en famille, lorsqu'elle est constituée, que les autres tranches d'âge. Sur le premier plan à gauche de la photo 21, figure la famille Peña Parra. Pendant l'assemblée du CC, sur les montagnes de Misintá, Luis David -fils de Nidia Parra qui est âgé de 25 ans- porte sa casquette à l'envers. Sa compagne Belkys –même âge environ- cherchait à se réchauffer dans sa doudoune car les nuits du *páramo* sont très fraîches et que le local n'est pas chauffé alors que Sophie, leur enfant âgée de 2 ans, s'amuse sur la chaise à côté de sa maman. Sur la même photo, en second plan à droite, se trouve la famille Zerpa. Le jeune agriculteur âgé de 36 ans Dionisio Zerpa « *el nuevo* » (surnom qui permet de le différencier de son père puisqu'ils portent le même prénom) et son épouse Zuleyka –âgée de 34 ans et institutrice- écoutent attentivement les diverses interventions pendant que leur petite, vêtue d'une doudoune verte fluo, qui est âgée

d'environ 7 ans, alterne entre suivre l'assemblée et dessiner sur les feuilles que ses parents ont apporté pour qu'elle puisse s'occuper le temps de la réunion.

Cette scène est chaque fois plus fréquente dans les réunions qui se tiennent dans les espaces locaux de participation. Dans la majorité des cas, les deux parents travaillent ou suivent des études le soir, que ce soit pour terminer l'école élémentaire ou pour suivre un cursus d'études supérieures. Donc, après leurs activités quotidiennes, ils se rendent ensemble aux réunions, avec leur(s) enfant(s) –s'ils en ont. Sur la photo 22, nous pouvons noter que la famille Zerpa est partie, de même que la famille Peña-Parra (Luis prend congés auprès de sa mère). Elles ont quitté la réunion avant la fin et ce point est très important. En effet, les jeunes couples ou familles qui assistent ensemble aux réunions veillent davantage que les autres personnes à ce que les horaires soient respectés. Si la réunion se poursuit au delà de l'horaire prévu, la famille se retire, comme ça a été le cas pour cette réunion. Ils ne repartent pas systématiquement ensemble mais si l'un des deux adultes reste plus longtemps, ce temps n'est jamais très long. Le fait que le couple participe ensemble permet de veiller davantage à l'équilibre dans l'espace domestique, puisque personne n'est resté à la maison pour préparer le dîner. Cela implique aussi de veiller davantage à ce que le fonctionnement de la structure investie soit respecté, ce qui peut favoriser sa dynamique. Nous savons, et j'ai pu le confirmer sur place, que les réunions qui s'éternisent finissent en petit comité, parfois autour d'un verre, et les décisions sont prises par quelques personnes, alors qu'au départ l'assemblée pouvait compter jusqu'à plusieurs dizaines de participants. De ce fait, puisque la participation familiale implique de veiller à respecter les horaires définis au préalable pour la réunion, je peux avancer qu'elle favorise, à la fois le caractère démocratique de la participation politique, et une reconfiguration des assignations sociales de genre au sein des jeunes couples.

Il n'est guère étonnant d'apprendre que chez les plus jeunes générations la participation politique se déroule différemment. Les 15-35 ans correspondent aux générations qui se sont soit construites en tant qu'adultes sous les gouvernements bolivariens, ou qui n'ont connu que ce nouvel ordre social de leur naissance jusqu'à leur adolescence. Plusieurs facteurs peuvent expliquer que les conditions de participation soient plus équilibrées chez les jeunes couples que chez les générations précédentes. Comme nous l'avons étudié dans le chapitre 5, les conditions de vie et les trajectoires individuelles influent fortement sur les motivations à participer à l'échelle locale. Je pense que le fait que ces générations aient constitué leur adolescence ou leur vie adulte sous le régime de démocratie participative et sous l'Etat de

redistribution et de justice sociale qu'ont représenté les gouvernements Chávez y est pour beaucoup. Premièrement, la culture politique vénézuélienne s'est transformée pendant ces 14 années puisque la polarisation sociale dont souffrait le pays, avant l'arrivée au pouvoir de ce président, a mutée en polarisation politique ayant pour effet de politiser le pays, sans distinction d'âge, de classe, ethnique ou de genre. Deuxièmement, l'accès généralisé aux études grâce à la gratuité des *misiones* et autres structures comme les *aldeas* qui se sont développées dans l'ensemble du pays pour faciliter l'instruction des populations les plus défavorisées, éveille les consciences dès le plus jeune âge (certes, en cherchant aussi à les endoctriner pour, dans la mesure du possible, les rendre adeptes au gouvernement). Le discours sur le droit des marginalisés à la justice sociale est intériorisé dès le plus jeune âge et pousse les jeunes générations à investir les espaces de participation pour exercer leur droit, car la participation représente aussi, d'une certaine manière, le droit d'exister (point qui fait l'objet du chapitre 9). Troisièmement, l'investissement des 30-50 ans reste majoritaire à l'échelle locale. Il s'agit alors des parents et des grands-parents des jeunes couples qui assistent, de plus en plus, aux réunions des CC en famille. Les transformations induites par la participation des femmes, et parfois des hommes, dans le foyer modifient les imaginaires des enfants ou petits-enfants qui sont désormais familiarisés à l'investissement des femmes dans les affaires de la communauté et dans la vie publique de manière plus large. Puis, quatrièmement, comme nous l'avons étudié dans le chapitre 4, la dignification étatique des femmes favorise cette re-signification des rôles de sexe que j'ai pu observer sur mes terrains d'enquête.

## **Conclusion**

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, le rôle des femmes au niveau local pèse très lourd, pour elles mais aussi dans leur foyer, ce qui génère souvent des conflits, des critiques et un sentiment de culpabilité, même si parfois, l'implication de la femme mère-épouse peut aussi provoquer une admiration, accompagnée du soutien de la famille. Ces éléments sollicitent et transforment la subjectivité des individus. Ainsi cohabitent des pratiques qui peuvent sembler contradictoires : celle où les femmes respectent et réaffirment assignation sociale de genre en se débrouillant pour que « la maison brille quand même », et celle où elles se font



respecter « parce qu'on a aussi le droit d'étudier et de travailler pour ce qu'on veut »<sup>516</sup>, tel que me dit Carmen Rivero de la cantine populaire de Valencia. Les participantes ne se trouvent pas en situation de subordination mais en situation de surcharge d'activités et cela peut répercuter, dans le long terme, en endommageant leur santé physique et/ou mentale, déjà précaires. Le besoin de développer des actions pour redéfinir et impulser une redistribution des rôles assignés aux femmes et aux hommes au niveau des responsabilités de la vie familiale, a été reconnu par la CEPAL<sup>517</sup> en août 2007, lors de la dixième Conférence Régionale sur la Femme de l'Amérique latine et des Caraïbes : « Il est impératif de formuler des politiques qui visent la responsabilité partagée entre hommes et femmes en ce qui concerne le soin des membres du foyer, surtout les enfants, ainsi que le besoin d'une action publique majeure (étatique et entrepreneuriale) relative au soin des malades, adultes âgés et handicapés. »<sup>518</sup>

Finalement, le soutien familial et de couple a un effet significatif dans la détermination des actions que les femmes entreprennent. Ce soutien représente une stabilité et motive les participantes à s'impliquer sereinement dans les affaires de la communauté et/ou à poursuivre leurs études. La division intrafamiliale du travail domestique conditionne et limite les possibilités d'insertion des femmes aux activités extra domestiques. L'incorporation du couple et des enfants dans la gestion des activités domestiques est donc un facteur clef qui peut favoriser ou faire obstacle à la participation locale des femmes en politique.

---

<sup>516</sup> « porque uno también tiene derecho de estudiar y de trabajar por lo que uno quiera »

<sup>517</sup> Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

<sup>518</sup> Voir : page Internet de l'Organisation des Etat Ibero-américains : <http://www.oei.es/noticias/spip.php?article833> (consultée le 19/05/2015).

## Conclusion de la deuxième partie

Dans cette deuxième partie, les mutations matérielles dans les conditions de vie des femmes ont été prises en compte. Mais, je pense qu'aujourd'hui les grandes mutations à l'œuvre dans le pays se situent aussi au niveau de l'immatériel, du symbolique, notamment au niveau du discours et de l'image que l'Etat vénézuélien leur renvoie d'elles, et au niveau de la perception qu'elles ont de leur expérience de participation. Penser en termes de système de genre et d'espaces d'action féminins et masculins considérés légitimes par l'assignation sociale de genre, me permet de penser les rapports de force et de pouvoir au delà du regard dichotomique que l'on pose souvent sur leur action politique en termes d'inclusion/exclusion, de privé/public et d'égalité/différence. La prise en compte du temps et de l'espace dans l'étude du changement social au Venezuela est indispensable pour penser en termes de capacité d'action qui s'étend dans la durée. Ceci dans le but d'étudier l'impact de ce processus de politisation politique, sans précédent, que vit le pays.

Les femmes instrumentalisent la maternité pour devenir des sujets politiques individualisés et exercent une assignation souscrite avec un ample sens critique. Quand les trajectoires individuelles et une volonté étatique de participation se retrouvent, cela produit une nouvelle définition et pratique de la politique dans le pays, puisque les modèles changent et circulent : Ligia Parra est érigée en modèle (interventions auprès d'universités, des écoles, de ministères) ; la *señora* Irene se sent capable de prendre en main un pays : « Vous ne vous sentez pas capable d'administrer un pays –me demande-t-elle ?- Moi oui ! »<sup>519</sup>, s'écrit-elle après. Nous assistons alors à une redéfinition de la notion de politique qui permet l'intégration des exclus historiques au système national et étatique dans le cadre de la politique du « pouvoir populaire ». Cela permet de rééquilibrer les rapports en politique puisque les compétences mobilisées dans l'espace considéré public sont maîtrisées, non plus uniquement par les hommes mais aussi, et dans ce nouveau contexte de participation politique surtout, par les femmes. La valorisation du local que produit la politique de la participation et la redéfinition des Conseils Communaux depuis 2009, transforme les pratiques et les représentations du pouvoir et du politique. D'un côté, elle permet qu'un changement de repères s'opère puisque sont sollicitées d'autres ressources pour faire la politique, comme la connaissance du quotidien, du quartier, et de l'habitat ; d'autres acteurs et actrices politiques comme les minorités de classe, ethniques, générationnelles et de genre. Les

---

<sup>519</sup> « *Usted no se siente capaz de agarrar y de administrar un país ? –me pregunta- Yo sí.* »

domaines considérés d'intérêts publics s'élargissent en intégrant la culture, l'éducation, la vie familiale et de quartier, le secteur informel, la santé, parmi tant d'autres. Puis, d'un autre côté, la survalorisation du micro-local provoque un changement dans les subjectivités des individus et surtout des individus, dans leur manière de se penser, de se projeter, de se comporter puisque, et c'est là que la nuance est importante, participer c'est améliorer la vie dans le *barrio* et dans le *páramo* mais c'est aussi défendre un projet de société. Ainsi, l'enjeu de la participation politique à l'échelle locale est multidimensionnel. Il est à la fois pratique, stratégique mais aussi émotionnel et affectif. Les efforts quotidiens qu'apportent les femmes dans leurs groupes familiaux et dans leurs communautés, pour assurer la reproduction de celle-ci et de leurs familles représentent un fort potentiel pour le changement social. Les femmes transforment leurs propres perceptions du pouvoir, de la famille, du travail domestique, du *barrio* ou du *páramo* et leurs perceptions sur l'idée de qualité de vie. Leur appropriation des Conseils Communaux transforme leurs aspirations, leurs sens de la réussite, de l'auto-estime, leurs rapports dans l'espace domestique et familial, mais elle transforme surtout leurs manières de structurer leur propre pouvoir et leur rapport au pouvoir constitué.

Il semble difficile de sous-estimer l'importance des processus d'autogouvernements, de participation et de *capacitación* qui se produisent sous les gouvernements Chávez. La participation étant l'un des mécanismes fondamentaux pour l'acquisition de valeurs et de perceptions politiques. Les actions collectives qui se produisent dans les structures étatiques de participation locales comme les CLPP et les CC, bien qu'elles ne conforment pas des mouvements sociaux, elles établissent des changements au niveau de la culture politique populaire, et des assignations et des représentations sociales de genre. Elles génèrent une nouvelle pratique collective qui stimule la formation d'acteurs et d'actrices qui amplifient leur vécu quand, en tant qu'individus, qui s'auto-reconnaissent et reconnaissent leurs semblables. Cette double dynamique de reconnaissance permet que la vie privée se transforme et que la vie publique se reformule, ce que je propose d'étudier dans la troisième et dernière partie du manuscrit.

## **TROISIÈME PARTIE. L'ère de la participation ou le temps genré des subalternes en politique**

**Chapitre 8.** Micro basculement des rapports de genre : changements des représentations du féminin

**Chapitre 9.** Construire l'intime à l'extérieur : la politique de la participation comme dignification des classes populaires

## **Introduction**

Comme nous l'avons vu dans les deux premières parties de la thèse, sous le Venezuela bolivarien les structures de participation s'éloignent de la posture traditionnelle, institutionnelle et formelle de l'idée de public. De nouveaux dispositifs participatifs apparaissent et de nouveaux contenus sont attribués au politique. Les espaces intermédiaires, dans lesquels se sont toujours investies les femmes, sont au cœur des politiques gouvernementales. A travers les CC, les communautés reçoivent et gèrent directement les ressources qui leur sont attribuées, ce qui provoque une reconfiguration et une politisation des rapports quotidiens. Le rôle des femmes est valorisé au niveau étatique et re-signifié au niveau de la Nation, du quartier et de la famille. Elles sont reconnues comme indispensables pour assurer le bon fonctionnement de la vie de quartier et, depuis 2008, cette reconnaissance s'étend au niveau national. En se mobilisant sous le drapeau de la maternité, l'autorité qu'elles exercent dans le foyer devient un pouvoir que la politique de la participation institutionnalise. La survalorisation du micro-local modifie les subjectivités des individus rencontrés, leur (auto)perception, leur manière de se projeter dans le temps et d'occuper l'espace. Dans cette troisième partie, je souhaite me centrer sur ce changement que j'appelle les « micro-basculements » des rapports de domination. Il serait exagéré de dire qu'un renversement total de l'ordre social a lieu mais il est possible d'avancer qu'une transformation culturelle a lieu dans le Venezuela contemporain. La re-signification du politique permet que des micro-basculements s'opèrent, au niveau de la subalternité du genre féminin et au niveau de la subalternité politique des classes populaires, ce que je propose d'étudier dans cette dernière partie du manuscrit.

### **Différencier la domination masculine du machisme grâce à la spirale ethnographique**

En 2006 et jusqu'en 2008, intéressée par les inégalités entre hommes et femmes, en particulier par la question de la subordination sociale, économique et politique des femmes par rapport aux hommes, je m'étais centrée sur les recherches autour de la domination masculine. Les études féministes et les mouvements de femmes ont éveillé l'intérêt que je porte sur la question de la supposée « identité féminine » ou plutôt sur la construction et la déconstruction de celle-ci. L'approche féministe matérialiste de la domination masculine a guidé cet intérêt

dans un premier temps. Mais, avec l'immersion ethnographique réalisée en 2009 et 2010, le partage du quotidien dans deux états différents du pays et le croisement d'échelles qui s'est produit à partir du terrain, cette subordination était de moins en moins claire pour moi. La domination masculine est passée d'être un postulat de départ à un questionnement à chaque fois que j'étais sur le terrain et qui devenait de moins en moins limpide avec le temps. Passer de l'idée de domination masculine à l'observation et l'analyse du machisme m'a permis de le faire dialoguer avec l'autorité qui revient aux femmes dans la société vénézuélienne, jusqu'à un certain point, et m'a amenée à distinguer pouvoir et autorité mais aussi politique et public, entendu comme formel, institutionnel. J'ai ainsi pu saisir le caractère politique de l'action des femmes à l'échelle locale. Le regard ethnographique que j'ai construit à travers les études de cas et par le suivi des trajectoires individuelles entre 2006 et 2012 a introduit du relief dans la question de la subordination des femmes dans la participation locale au Venezuela. La composition individuelle et collective des représentations et des pratiques autour des concepts de femmes, d'hommes et de participation prenait à chaque fois plus de place dans mes recherches, et en laissait à chaque fois moins à la domination masculine. C'est, en quelque sorte, passer du questionnement à son ancrage dans le quotidien, à l'interprétation qu'en font les institutions et à l'expérience qu'en font les personnes ordinaires.

Le terrain réalisé à Mérida en 2009 et 2010 a modifié considérablement mes recherches, grâce, entre autres, à la rencontre avec Ligia Parra<sup>520</sup>, personnage qui m'a, de par son expérience et son action locale, invitée à repenser la place des femmes en politique à l'échelle locale, notamment dans les Conseils Communaux, parmi d'autres organisations ancrées dans les communautés étudiées. Elle s'est affranchie des hommes dans son quotidien privé pour travailler quasi-exclusivement avec eux dans son quotidien public (elle travaille avec 3200 hommes de sa municipalité). Alors qu'autrefois je parlais du postulat théorique de la domination masculine des femmes en politique pour comprendre leur participation locale, aujourd'hui j'en viens à interroger cette domination masculine grâce au travail effectué à partir des expériences participatives recueillies durant ces sept années de recherche sur le sujet. Les catégories propres aux actrices et acteurs rencontrés constituent désormais la grille d'analyse à travers laquelle j'étudie le changement social qui se produit dans le pays depuis l'arrivée au pouvoir du président Chávez. Je pars des perspectives des enquêtés pour travailler sur des ordres en train d'émerger, sur cette régularité qui est en train de se faire et sur ces

---

<sup>520</sup> L'article publié en 2012 traite du tournant que ce personnage social a provoqué dans mes recherches.

légitimités qui sont en train de prendre. L'approche situationnelle permet d'isoler des situations pour étudier comment la participation agit en fonction des trajectoires étudiées.

Pour Lila Abu-Lughod, anthropologue et chercheuse sur les études de genre, la posture réactive du féminisme culturel (la dite « voie féminine », et l'ethnographie féministe) comme l'orientalisme inversé, sont une forme d'essentialisme qui dissout les différences en y voyant les traces des rapports de domination et en les déconstruisant, à moins qu'elles ne renversent les hiérarchies initiales, tout en maintenant les dichotomies sur lesquelles elles reposent. Ces critiques font écho au diagnostic postmoderne développé par les *cultural studies*<sup>521</sup> sur les identités de classe, de genre, ethniques, nationales ou sexuelles. Il paraît alors nécessaire d'insister sur la multiplicité et sur l'hybridité des positions du sujet étudié et sur les stratégies de soi déployées pour déterminer une identité présumée.

Je rejoins l'auteure dans sa définition minimale du féminisme qui « inclut un souci relatif aux conditions de vie des femmes, et aux implications politiques, économiques, sociales et culturelles qu'ont, sur elles, les systèmes de genre »<sup>522</sup>. Ainsi elle retient surtout l'attention portée sur les rapports de pouvoir, ce qu'implique la partition soi/autre et l'intérêt pour les questions épistémologiques. Elle explique que l'enseignement féministe sensibilise au caractère situé de tout savoir. Mais, s'il implique un projet d'émancipation appliqué aux sujets des enquêtes ethnographiques, cela ne suffit pas pour admettre une extrapolation de nos visions situées sur les femmes du monde entier<sup>523</sup>. Un discours simpliste ne rend pas justice aux réalités complexes de l'organisation du système de genre comme système de pouvoir. C'est l'affirmation d'une méfiance vis-à-vis des raccourcis de la généralisation et celle d'une valorisation de la description des cas particuliers, plutôt que d'une dissolution du général dans le particulier. Cette pensée représente plus une stratégie pour contrebalancer les effets négatifs des représentations stéréotypées, mais elle ne fait finalement que peu de place aux détails des vies individuelles. La posture d'Abu-Lughod propose de se mettre à l'écoute pour appréhender la façon dont les règles, les structures et les institutions s'organisent et se constituent au fil des activités et des expériences les plus ordinaires.

---

<sup>521</sup> S. Hall, *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*, dans M. Cervulle (ed.), Paris, Ed. Amsterdam, 2008.

<sup>522</sup> L. Abu-Lughod, *Writing Women's Worlds : Bedouin Stories*, Berkeley, University of California Press, 1993, p. 4.

<sup>523</sup> M. Strathern, « Dislodging a World View : Challenge and Counter-Challenge in the Relationship Between Feminism and Anthropology », *Australian Feminist Studies*, n°1, 1985, pp. 1-25 ; et « An Awkward Relationship : The Case of Feminism in Anthropology », *Signs*, n°12, 1987, pp. 276-292.

## **Etudier ce qui se produit : intentionnalités, projections individuelles et émotions**

Les CC améliorent l'accès à l'éducation, à l'alimentation, à la santé, au logement, aux retraites et pensions : les avantages se mesurent en termes sociaux. Ils représentent des outils de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales. Les femmes se sont constituées en sujets politiques dans la construction collective de la lutte contre la pauvreté. Elles le font de manière consciente, orientées vers la création de nouvelles formes de rapports sociaux qui empêcheraient la reproduction des conditions négatives originales<sup>524</sup>. Dans ce processus, des représentations naissent, meurent, sont dépassées ou réactualisées en fonction des contextes individuel et national, des rapports de force et des buts respectifs des groupes sociaux. Dans cette dernière partie, il me semble important de comprendre dans quels contextes et par quels actrices et acteurs sociaux des significations sont proposées parmi les possibles. Ces constructions peuvent être étudiées à différents niveaux d'analyse. Ici, il s'agit de prendre en compte la cohérence qui relie les différents niveaux.

En tant que sociologue je n'étudie pas uniquement ce qui se reproduit du système de genre mais je m'intéresse surtout à ce qui se produit dans un contexte particulier de participation et d'engagement politique prononcé dans le pays. Je travaille sur ce qui se produit au cœur des représentations (symboliques) et des pratiques (matérialisées), sur ce que permet de capter le regard ethnographique. Car, à force de trop décrire les normes le ou la sociologue peut laisser de côté des pratiques non conformes et risque de renforcer, même inconsciemment, l'ordre social et les relations de pouvoir qui le font tenir. Ainsi, dans cette partie, l'objectif est de donner une place centrale à l'intentionnalité, aux projections individuelles et aux émotions, surtout des femmes mais aussi des quelques hommes rencontrés, dans l'étude de la participation politique car c'est à ce niveau que se situe le bouleversement participatif qui est au cœur de ce travail de recherche. Dans le chapitre 8, je propose d'étudier le changement individuel, personnel et intime qu'éprouvent les *luchadoras* grâce à l'expérience participative. En commençant par le cas de l'action locale de Ligia Parra, nous tenterons de comprendre en quoi la participation devient une ressource qui permet aux femmes de renverser leur subalternité. Une reconfiguration du système de genre s'effectue grâce à la re-signification de l'espace et des questions considérées comme publiques et politiques, sous les régimes de

---

<sup>524</sup> I. Vargas : « Protagonismo con rostro de mujer ». *Chimborazo, Revista del Ministerio de Comunicación e Información : Ideas para la reflexión bolivariana*, septembre-octobre, año 1, n°1, 2006a.



démocratie participative puis de démocratie directe. Elle contribue à modifier, en profondeur, les projections individuelles des participantes et le regard qu'elles portent sur elles et sur leurs capacités à entreprendre. Ce changement individuel provoque une rupture avec les représentations du féminin qu'il s'agit d'analyser pour comprendre les mutations du paradigme féminin et pouvoir qui se produisent dans l'ère de la participation vénézuélienne. Pour terminer cette troisième partie je vais m'intéresser, dans le chapitre 9, à la manière dont la politique de la participation opère comme une politique de reconnaissance qui dignifie les classes populaires du pays. Cette dignification transforme les rapports gouvernants-gouvernés puisque la culture politique populaire s'affirme et se construit autour d'un « nous » politisé qui rassemble et qui mobilise. Si la démocratie participative noue souvent les fils de la participation, elle offre aux populations démunies et/ou marginalisées les éléments nécessaires à la construction d'un projet de vie riche en termes d'investissement public et de valorisation individuelle. Les micro-basculements qui s'effectuent dans les imaginaires politiques et le cadre légal dans lequel ils se produisent ouvrent un terrain favorable à la transformation culturelle que connaît le pays.

## Chapitre 8. Micro basculement des rapports de genre : changements des représentations du féminin

Peu importe que je me situe dans les *barrios* de Valencia ou sur les montagnes du *páramo* vénézuélien, les femmes que j'ai rencontrées ne se sentent pas subalternes, ni en tant que femmes, ni en tant que pauvres ou appartenant aux classes populaires. L'étude du cas de Ligia Parra m'a permis de comprendre avec précision que l'expérience participative contribue fortement à l'émergence d'un tel sentiment. En effet, il s'agit, dans ce chapitre, de comprendre comment l'action locale permet aux *luchadoras* de trouver des chemins d'indépendance ou d'appropriation de soi dans un cadre de subordination (qu'elle soit de classe, ethnique, familiale, générationnelle, de genre ou politique). L'expérience participative représente un moyen de réinventer ou de se réapproprier des trajectoires qui ont souvent été traumatiques, à plusieurs niveaux. En se réappropriant leurs trajectoires, une réévaluation du rapport aux autres a lieu.

L'objectif est de comprendre ce que change, pour ces femmes, la visibilité et la circulation de leurs trajectoires de *luchadoras* dans un contexte politique de construction de la « fierté endogène » au visage féminin que nous évoquions dans la première partie. Que signifie pour des femmes de classe populaire qui ont rarement fait l'expérience d'une reconnaissance publique de leur action, d'être au centre d'un projet politique national qui fait vie à l'échelle micro-local de leur communauté ? Dans ce chapitre il s'agit de s'intéresser de près à ce qui se produit dans l'individualité de ces femmes, lorsqu'elles voient aboutir un projet pour lequel elles se sont battues, entre autres exemples. C'est, en quelque sorte, une invitation à s'immiscer dans leur sentiment intime de changement individuel que je leur demande de conscientiser en me le racontant.

En partant de l'étude de la trajectoire participative de Ligia Parra, appelée aussi « la femme des sources » du *páramo* vénézuélien, il est possible de saisir le caractère transformateur de l'expérience de la participation que font les femmes rencontrées. Car un changement des représentations du féminin se produit dans la quasi-totalité des cas étudiés. Je propose alors d'étudier ce changement et de se demander dans quelle mesure le changement du regard que ces femmes portent sur elles-mêmes modifie leurs intentionnalités politiques ?

## 8.1. La participation : un renversement de la subalternité des femmes

**Ligia Parra : de la subordination à la possession de soi par l'action locale<sup>525</sup>**



10<sup>ème</sup> anniversaire du premier gisement d'eau récupéré, baptisé : *el aguila de la virgen*, Mérida, 2010.

**Photo 23.** Offrande de Ligia Parra, entourée des communautés de la municipalité, à la madre naturaleza.

**Photo 24.** Discours de remerciement: Panchito au premier plan, Ligia à droite et Augusto applaudit derrière.

Je ne sais pas si tous ces détails importent alors je vais essayer d'aller à l'essentiel : Ligia a du pouvoir, c'est certain. Je n'arrive pas bien à comprendre ce qui le compose, ni à deviner la longueur des tentacules de son pouvoir mais je sais que ce pouvoir existe et il est puissant. Elle a « *poder de convocatoria* », pouvoir de décision, elle a le pouvoir de faire que les hommes, les paysans se prennent par la main pour faire l'offrande à la *naciente* avec des pétales de fleurs au creux de leurs paumes. Elle a le pouvoir de convoquer des médias, des institutions. On la sollicite, on « se la prête » entre *comités de riego*, on la consulte, on l'admire, on a peur d'elle. (...) Après elle, Carlos, le président du *comité de riego*, prend la parole pour parler de leur sentiment d'appartenance, en tant que paysans ; il félicite les communautés pour leur travail et il rappelle l'importance de Ligia dans tout cela. Les autres membres du comité de riego prennent la parole puis, les anciens. Augusto Espinoza, le premier qui a prêté, sceptique, à Ligia, le matériel pour fabriquer le *resguardo*. Panchito n'a pas su

<sup>525</sup> Dans cette partie je mobilise le contenu de l'article qui porte sur le personnage social de Ligia Parra, voir : J. Brandler-Weinreb, *op. cit.*, 2012.

quoi dire, il laissait couler les larmes sur son visage et il a seulement su remercier Ligia de leur avoir « redonné la vie ». Elle s’empresse de l’embrasser. Cette journée était, en quelque sorte, un hommage à Ligia. CENDITEL, la UBV, Vive TV<sup>526</sup>, les membres de la coopérative : chaque personne qui prenait la parole au nom de son institution insistait sur l’importance du rôle que joue Ligia pour la préservation du *páramo*. Elle articule et humanise ses institutions –chacune de ses personnes était restée chez elle au moins une fois. (...)

J’ai oublié de raconter que, après les anciens, la fille du comité d’arrosage des terres de Misinta, Estefanía, a récité un poème. Lorsque nous rentrions de la journée, la petite demande à Ligia si elle a aimé son poème. Ligia lui dit en riant : « bien sûr, tu m’as même fait pleurer ! Tu verras, tu seras la prochaine femme des sources, tu monteras à cheval avec tous les hommes derrière toi. Tu les guideras et ils t’écouteront parce qu’ils sauront que tu les aideras à se maintenir en vie ». Tout le monde rigole.

**Carnet de terrain**, 10<sup>ème</sup> anniversaire du premier gisement d’eau récupéré par Ligia et les communautés, Mérida, 2010.

Ligia Parra, « la femme des sources », offre volontairement son action politique au regard des anthropologues et des sociologues intéressés. Sous le prisme des rapports de genre, il s’agit de s’intéresser, ici, à son personnage social, au lien entre autorité et féminité qu’elle a pu construire et développer. Comme nous l’avons vu dans le chapitre 3, Ligia se consacre depuis maintenant 16 ans à récupérer des sources d’eau qui nourrissent la principale source d’eau potable du pays, la rivière *Chama*, desséchée à cause du mauvais usage des terres et des produits chimiques (pesticides, engrais, etc.) par la majorité des hommes qui les cultivent. Elle agit en son propre nom mais aussi pour le compte de l’Association des Coordinateurs de l’Environnement par les Agriculteurs de la municipalité Rángel -ACAR<sup>527</sup>. 162 gisements ont été récupérés jusque-là. De ce fait, Ligia est appelée « *la mujer de las nacientes* » (la femme des sources).

---

<sup>526</sup> CENDITEL –Centro Nacional de Desarrollo e Investigación en Tecnologías Libres- est une institution rattachée au Ministère du Pouvoir Populaire pour l’Education Universitaire, les Sciences et les Technologies. Les quatre processus qui structurent le travail de cette fondation sont : le développement, la recherche, la réflexion et l’appropriation sociale. L’UBV est l’Université Bolivarienne du Venezuela, créée sous les gouvernements Chávez. Puis, Vive TV est une chaîne de télévision à vocation culturelle, fondée par le gouvernement national en 2003. L’objectif de Vive TV est la diffusion d’informations liées au processus politique du pays et la promotion de la culture vénézuélienne.

<sup>527</sup> *Asociación de Coordinadores de Ambiente por los Agricultores del municipio Rángel.*

Dans cette partie, j'ai décidé de n'ausculter qu'un seul et unique personnage, pour m'intéresser à sa construction et à son influence. Pour cela, il m'a semblé crucial de croiser des points de vue multiples pour objectiver au mieux ce travail de recherche. J'étais convaincue de l'importance de réaliser des entretiens qualitatifs semi-directifs doubles –dans la sphère publique et dans la sphère privée- avec sa famille, ses enfants, ses collègues, son entourage ; mais aussi du besoin de juxtaposer leurs visions de la réalité avec celles d'autres autorités, leaders, habitants et habitantes de la communauté. L'immersion ethnographique effectuée à Misintá<sup>528</sup>, chez Ligia et sa famille, par périodes de trois à quatre mois, à deux années d'intervalle (2009/2010) m'a permis de mener un suivi conséquent en partageant leur quotidien dans le temps.

Je voudrais donc interroger le caractère circonstanciel, mobile et mobilisable des normes et des identifications de genre, en partant d'une étude de cas précise : l'expérience participative de Ligia Parra. Nous verrons d'abord que la théâtralisation de son action politique lui permet d'investir et de contrôler un milieu exclusivement masculin, de franchir les barrières partisans et de mêler féminin et pouvoir, dans sa vie ordinaire ainsi que dans les mises en scènes spectaculaires de son travail communautaire. Mais quelles sont les limites à respecter, quel est le prix à payer pour accéder à un statut de pouvoir ? C'est ce que nous verrons dans un second temps. Pour finir, je propose d'interroger les limites de cette expérience, notamment au niveau de sa reproduction à une échelle quantitative : d'autres Ligia sont-elles possibles ?

*« La mujer de las nacientes » : être dans l'action, au delà des représentations de genre*

Ligia Parra se dit pimpante (*cacherosa*) et on la décrit comme telle. Elle est souvent vêtue d'habits colorés, tricotés, moulants ou alors amples, portant des foulards autour du cou ou sur la tête bien qu'elle préfère les chapeaux de toutes sortes. Elle porte des bijoux, des protections (dont ses amulettes le long de sa natte) et des gants de temps à autres. Son visage est marqué par la violence de son passé et une beauté que l'on devinait sienne. Cette femme a créé un personnage social, *la mujer de las nacientes*, qui bouleverse les codes traditionnels du féminin

---

<sup>528</sup> Voir informations sur la communauté de Misintá dans le chapitre 3.

et du masculin. Dans ses études sur la construction historique genrée de la citoyenneté<sup>529</sup>, Joan Scott, historienne américaine connue en France pour ses travaux sur l'histoire ouvrière française et pour la réflexion qu'elle a développé sur l'écriture de l'histoire des femmes et du genre, montre comment au féminin sont attribués l'intériorité, la soumission, l'intimité et le collectif, alors qu'au masculin sont donnés l'extériorité, le public, la volonté et l'affirmation de l'individualité. Dans le cas de *la mujer de las nacies*, l'humour apparaît comme vecteur de la relation, entre autorité et érotisme<sup>530</sup>, qu'elle exerce sur les hommes. « Quand un camion d'hommes couverts de terre [après la journée de travail aux champs] passe, moi je dis »<sup>531</sup> –en réalité, elle le crie :

LP : Mon Dieu pourquoi tu m'as donné l'opportunité aujourd'hui de recréer mon âme et mes yeux avec ces hommes si beaux, divins, je vous aime ! Que Dieu et la nature vous accompagnent, bande de voyous (*sinvergüenzas*) ! [dit-elle, pour finir, en rigolant].

Les hommes répondent : « Oui, nous nous t'aimons aussi ! » (rires).<sup>532</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

Ligia me raconte cela mais j'ai aussi pu le confirmer de nombreuses fois sur le terrain, au quotidien, à ses côtés, et au fil des années. Comme nous le voyons sur la photo 13, dans la première partie (p. 105), *la mujer de las nacies* perce et s'impose par le regard. Elle domestique les hommes en érotisant l'éducation qu'elle leur apporte, son statut de mère (de cinq hommes), son âge et l'usage de l'humour les lui autorisent. Elle individualise le rapport collectif qu'elle a aux hommes à travers l'érotisme et les poèmes qu'elle leur dédie<sup>533</sup>. L'humour vient alors le permettre, le rendre léger, passager. L'érotisme n'est pas consommé. Il reste au niveau de la sensualité, peut-être au niveau d'un érotisme qui s'installe à l'extérieur, à travers la parole puisqu'elle ne maintient pas de rapports sexuels avec eux. La

---

<sup>529</sup> J. Scott, *La citoyenneté paradoxale : les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Ed. Albin Michel, 1998 (1996), p. 286.

<sup>530</sup> Comme le signale G. Bataille dans *L'Érotisme*, le monde de l'érotisme n'est pas « moins vrai » que celui de la politique. Pour l'auteur, il absorbe même la totalité de l'existence, ce que la politique ne peut pas faire. L'érotisme bataillien qui tend vers l'impossible, alors que le plaisir devient l'extrême du possible, me paraît éclairant pour étudier le personnage de *la mujer de las nacies* et ce qu'il permet, à savoir : l'individualisation de l'expérience, dans ce cas l'expérience érotique, pour Ligia comme pour les hommes à qui elle s'adresse. G. Bataille, *L'Érotisme*, Paris, Ed. Minuit, 1957.

<sup>531</sup> « *Cuando pasa un camión de hombres llenos de tierra yo digo* »

<sup>532</sup> « *Dios mío porque me diste esta oportunidad de hoy de recrear mi alma y mis ojos con estos hombres tan lindos, divinos, los amo! Que Dios y la naturaleza me los acompañen cuerda de sinvergüenzas* » *Y entonces ellos responden: « Si, nosotros te amamos! » (risas).* »

<sup>533</sup> Voir poème *Gran Varón* en annexes.

« femme des sources » créé de l'individuel (intime) à travers son action dans le collectif (social).

Le personnage social de Ligia Parra met en question les théories autour de la domination masculine, dans le sens où elle montre que l'on peut créer de l'intime -au sens de la « possession de soi »<sup>534</sup> de Jean-François Laé- à travers le social, à l'extérieur de soi : « C'est bien le regard public qui construit l'intimité et non l'inverse »<sup>535</sup>. C'est donc moins une question liée à l'intimité qu'à la féminité : « Alors, moi ce que j'essaye de faire c'est que tous les hommes se sentent aimés, même si ce n'est que par moi, pas vrai ? Admirés, même si ce n'est que par moi. S'ils ne reçoivent ça de personne, ils le reçoivent par moi alors. »<sup>536</sup>

La souplesse du personnage social de Ligia Parra est garante de cohésion et ne semble pas constituer une menace pour la communauté. *La mujer de las nacientes* ne cherche pas à sortir les femmes de chez elles mais elle les reçoit pour leur lire, autour d'un verre, ses poèmes érotiques<sup>537</sup> et souvent aussi pour parler de leurs sexualités. Il y a quelques années, elle est intervenue dans une radio locale pour lire un poème aux femmes un 8 mars et, plus tard, elle est interpellée par les agriculteurs de la communauté. Même si elle réagit fortement à leur remarque, par la suite Ligia comprend, avec souplesse, l'environnement traditionnel du *páramo* dans lequel elle s'investit et que c'est avec les agriculteurs qu'elle doit faire son travail :

Les hommes : Pourquoi cherchez-vous la femme ?

LP : Parce que je suis femme, je suis mère, je suis amante je suis épouse, et vous fermez la bouche parce c'est une femme qui vous a accouché, bordel ! Et là [dit-elle], ils restaient bouche bée (rires).<sup>538</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

---

<sup>534</sup> « La « possession de soi » est une seconde propriété, au sens fort, une propriété corporelle, de ses gestes, du soin de soi et de sa famille », Voir : J.-F. Laé, « L'intimité : une histoire de la propriété de soi », *Sociologie et société*, Les Presses de l'Université de Montréal, Vol. 35, n°32, (automne) 2003, pp. 139-147.p. 140.

En ligne : <http://www.erudit.org/revue/socsoc/2003/v35/n2/008527ar.pdf>

<sup>535</sup> J.-F. Laé, *op. cit.*, p. 146.

<sup>536</sup> « *Entonces yo lo que trato es que todos los hombres se sientan amados aunque sea por mi, ¿verdad? Admirados aunque sea por mi. Si no reciben de nadie eso, por mi si lo reciben pues.* »

<sup>537</sup> Voir poème *Desnuda ante tí* dans le chapitre 5 : 5.2. Sexualité et reproduction : la maternité entre désir et devoir des femmes.

<sup>538</sup> « *Los hombres: Porque usted se mete con las mujeres? LP: "Porque yo soy mujer, soy madre, soy amante, soy esposa y usted se calla la boca porque a usted lo pario una mujer, carajo!" (riendo me dice...) Entonces ahí los dejaba en el sitio (risas).* »

Ligia s'affirme comme femme créatrice et fertile, jouant de son autoritarisme maternel. Elle respecte les codes du machisme dans la région ce qui lui permet de les réaménager. *La mujer de las nacientes* met en avant le pouvoir créateur des femmes et de la nature, le pouvoir de l'enfantement. La maternité comme facteur justifiant la division sexuelle du travail et la soumission des femmes par les hommes est présentée comme une force, un pouvoir créateur. Au-delà de la maternité, c'est en réalité la fertilité qui représente l'enjeu majeur de ces rapports politiques, et du pouvoir lui-même. Ligia est femme, elle est fertilité, d'autant plus qu'elle s'occupe de la fertilité du sol, de l'eau, créatrice de vie. « Elle a rendu l'eau aux agriculteurs » de la municipalité de Rángel, disent-ils. Sur ce point, dans notre entretien, Ligia rebondit :

« Et moi je dis que, oui, c'est vrai que ce sont les femmes qui vont sauver la Terre, parce que c'est comme ça qu'on dit (comme se souvenant d'un discours), que par leur sublimité, par l'amour, par la condition de mère, de créatrices de vie, ça nous préoccupe extrêmement ce qui se passe au niveau de la Terre, tu vois ? »<sup>539</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

Cette femme s'approprie l'expression des codes de séduction culturellement masculins, et en cela elle innove, mais elle revisite aussi la valeur de la maternité, en lui redonnant du pouvoir. Mais Ligia développe-t-elle une nouvelle notion de féminité au Venezuela ? Pouvons-nous y voir la consécration et le dépassement de luttes de pouvoir qui passaient plutôt par les voies de la violence et de la domination « légitimes »<sup>540</sup> ? Pour elle, il s'agit d'être dans l'action. Ligia Parra se donne volontairement à son personnage social et en retour elle devient indispensable pour sa communauté, et *vice versa* : « parce que, sans eux, je ne suis personne, parce que c'est pour eux que je vis »<sup>541</sup>, me dit-elle en 2009. Elle crée de l'individuel dans le rapport collectif qu'elle entretient avec les hommes. Dans son récit, ou dans ceux d'autres

---

<sup>539</sup> « Y yo digo que si es verdad que las mujeres somos las que vamos a salvar la Tierra porque así dicen (como recordando un discurso) que por la sublimidad, por el amor, por la condición de madre, por ser creadoras de vida a nosotras nos preocupa extremadamente lo que está pasando a nivel de la Tierra, ¿ves? »

<sup>540</sup> Pour M. Weber, la domination peut reposer sur divers motifs (purement affectifs, intérêts matériels, entre autres) qui déterminent, en grande partie, le type de domination « légitime » qui s'installe. C'est l'idée que tout type de domination cherche à éveiller et à entretenir la croyance en sa légitimité. M. Weber, *Economie et Société*, Paris, Ed. Plon, 1971.

<sup>541</sup> « Porque sin ellos yo no soy nadie, porque yo vivo es por ellos. »



habitants et habitantes de la communauté, l'emprise négociée de son rôle revient régulièrement :

« Les hommes (de sa communauté) étaient jaloux, à cause de ceux de là-bas (communauté de *Mocao* avec laquelle elle travaillait). Ils disaient même que j'étais l'amante d'*Asunción* [celui qui prêta les premiers matériaux pour récupérer le premier gisement d'eau]! Ils n'ont qu'à parler ! De toutes manières, je suis l'amante de tous les hommes et tous les hommes sont mes amants : « quel est le problème ? », j'ai dit. (...) Ils sont habitués à ça. Ce qu'il y a avec moi c'est que, dans la vie, jamais aucune femme n'a fait ça ici, jamais ! Jamais personne, aucune femme n'a eu ce courage et moi je l'ai eu, alors maintenant je passe et ils me crient par là « dites nous quelque chose » et moi je leur réponds « vous êtes beaux, je vous aime ». Et ils sont déjà habitués à ça, par contre. »<sup>542</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

L'indispensabilité qu'à développé Ligia à la fois à travers son travail avec l'eau dans la municipalité Rángel, mais aussi dans son rapport érotique aux agriculteurs, lui confère du pouvoir et elle bénéficie des effets transformateurs de l'engagement en pratique. Dans son action locale, Ligia instrumentalise la maternité pour devenir sujet politique individualisé, dépassant ainsi le cercle vicieux du plafond de verre des femmes en politique : la supposée aliénation au domestique causée par la maternité. Le personnage de Ligia représente un terrain d'entente et de négociation : entre elle et elle ; entre elle et les autres. Il lui permet de transformer l'expérience subjective (l'intime, l'expérience individuelle de Ligia Parra : la personne) en un univers symbolique, garant d'une certaine cohésion (qui peut servir de cadre au collectif, *la mujer de las nacientes* : le personnage), au-delà du sexe : « Moi on me voit comme un être qui est venu faire ce travail et rien d'autre »<sup>543</sup>. Son action locale est marquée par l'ouverture et l'accueil, pratiques d'une spiritualité inclusive. *La mujer de las nacientes* : « j'ai cessé de mener une lutte car maintenant c'est une guerre, une guerre d'amour. (...) Qui

---

<sup>542</sup> « Entonces ya los hombres estaban celosos, lo de aquí (Misintá) con los de allá (Mocao). Hasta decían que yo era amante de Asunción! Y yo: "ay, que digan! Yo soy amante de todos los hombres y todos los hombres son amantes míos. Cual es el problema?", dije yo. (...) Ellos estan acostumbrados a eso. Y he tenido eso que jamás en la vida ninguna mujer hizo eso aquí, jamás! Jamás nadie, ninguna mujer tuvo ese valor y yo lo tuve y entonces ahora paso y me gritan por ahí "diganos algo" y yo respondo "están bellos, los amo". Y entonces ya estan acostumbrados, mas bien, a eso. »

<sup>543</sup> « A mí me ven como un ser que ha venido a hacer este trabajo y más nada. »

n'aime pas être aimé ? Même le Diable aime être aimé »<sup>544</sup>. Mais une Ligia qui ferait des *arepas*<sup>545</sup>, par exemple, aurait-elle la même pertinence que la femme des sources qui revendique mais qui prouve aussi qu'elle apporte la fertilité au pays et aux hommes ? C'est une action négociée grâce au statut symbolique de pouvoir qu'elle a acquis et qui lui permet de réaménager les codes du machisme. Dans son travail, Ligia s'adresse aux hommes, à leurs égos car elle pense qu'ils ont été déshumanisés et qu'il faut réparer cela pour retrouver un équilibre et une harmonie, entre l'être humain et la nature, entre les hommes et les femmes dans la région.

### *Le prix du pouvoir social : la question de l'autonomie sexuelle des femmes au Venezuela*

De ce que nous avons vu, *la mujer de las nacientes* est une actrice sociale qui change la réalité mais pas les représentations de la réalité. C'est là que réside son intelligence et que se posent ses limites. Quelles sont-elles ? Sommes-nous en présence d'une personne dotée d'un charisme particulier ou faisant preuve de qualités singulières ? Les codes du féminin liés à l'intime et l'éthique du *care*, sont entretenus par Ligia Parra. Elle respecte l'intime domestique et le déploie dans son quotidien. Mère de cinq hommes et d'une femme indigène wayuú qu'elle a élevée, Ligia est également sœur et s'occupe pleinement de tenir sa maison. Elle maintient son rôle domestique féminin traditionnel mais, dans le *páramo* vénézuélien une question se pose : Ligia est la femme de qui ?

« Ma solitude remplie de gens » (*Mi soledad llena de gente*), cette phrase revient souvent dans les entretiens que j'ai réalisés avec Ligia, comme un leit motiv. Le prix à payer pour accéder à ce statut de pouvoir est, du point de vue de Ligia, de vivre sa solitude, même si elle est « remplie de gens ». Il est difficile de savoir ce qu'elle entend précisément par solitude mais nous pouvons penser qu'elle fait référence à son statut de femme divorcée et de femme vénézuélienne qui vit entièrement seule, ce qui reste rare au Venezuela, surtout en milieu populaire et en milieu rural. Être la « femme de personne »<sup>546</sup> n'est pas bien vu. Mais, comme son expérience le prouve, ce n'est pas impossible. Cette actrice sociale, une femme qui exerce

---

<sup>544</sup> « *Es una guerra de amor porque ya no es lucha. Entonces, ¿a quién no le gusta sentirse amado y querido? Hasta al Diablo le gusta que lo quieran.* »

<sup>545</sup> L'*arepa* est une galette de maïs, spécialité très populaire, qui peut être garnie de divers aliments et mangée en en-cas ou à tout moment de la journée en guise de repas.

<sup>546</sup> « *la mujer de nadie.* »

une autorité sur les hommes à travers un pouvoir négocié sur la base du quotidien, reconnu des autres, est dans une période intermédiaire où elle doit cacher sa vie sexuelle (si elle en a une...), pour s'articuler à ce système de genre si marqué. Elle est un symbole mais en même temps une « déesse - mère nature » réelle. Pour maintenir la fonction symbolique de ce qu'elle représente dans son statut, elle a un rôle terre à terre à respecter.

Ce prix établit l'équilibre nécessaire à l'accès et à l'exercice du pouvoir social. Le « pouvoir social et moral » que nous découvrons ici, est un pouvoir négocié qui s'acquiert par l'action. Mais, Ligia Parra est gagnante. Désormais, elle est invitée, par « ses » hommes, à participer aux offrandes et aux journées environnementales qu'ils organisent. La théorie du « don et contre-don » de Marcel Mauss<sup>547</sup>, rencontre un écho positif dans son action locale :

« Et maintenant on m'envoie des cartes d'invitation. Et moi (elle s'imité) : « Oh mais comme c'est beau maintenant d'être invitée (dit-elle comme si elle lisait une invitation) : « Madame Ligia Parra, nous vous invitons à la journée qui sera réalisée par le comité X, le jour J ». Des fois j'y assiste, d'autres fois non, mais j'y vais et je les félicite, je les admire (et elle leur dit :) « Mes garçons, comme vous avez appris vite toutes ces belles choses ! ». Tu vois ? Alors, ils les font seuls maintenant [les offrandes]. »<sup>548</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

Ligia a donc transmis son savoir-faire et les communautés, avec qui elle travaille pour la récupération des sources depuis maintenant plus de 15 ans, s'occupent désormais de préserver leur environnement de leur propre initiative. Ligia est maintenant invitée à participer aux journées de récupération de l'eau qu'elle a initiée dans la municipalité. Ce personnage de Ligia Parra, *la mujer de las nacientes*, surgit dans une période de transition, période de changements concernant la situation des femmes au Venezuela. De nombreuses démarches sociales entreprises par le gouvernement, comme les structures de participation étudiées mais aussi les *misiones*, favorisent une transformation des mœurs et tentent de modifier les

---

<sup>547</sup> M. Mauss, *Essai sur le don*, Paris, Ed. PUF, 2001 (première publication l'Année sociologique, 1923-1924).

<sup>548</sup> « Ya ahora ¡me mandan tarjetas de invitación! Y yo: "ay pero que cosa tan bella que ya yo soy invitada!" (como si leyera una invitación): " Señora Ligia Parra le invitamos para la jornada que se realizara por el comité tal, el día tal." A veces asisto, a veces no pero los voy y los felicito y los admiro: " ¡Dios mío, muchachitos como han aprendido ustedes de rápido todas estas cosas lindas!", ¿ves? Entonces ya lo hacen solos. »

pratiques quotidiennes dans le pays<sup>549</sup>. Ligia souligne, ci-dessous, la mise en place d'un dispositif étatique légal concernant les droits de la femme et les violences de genre dans le pays. Grâce et à cause du caractère intermédiaire des espaces politiques que sont les CC, les femmes vénézuéliennes acquièrent une liberté d'agencement de leur temps et de leur vie. Elles participent à la redéfinition du politique, en suivant le mouvement national d'investissement du local et du quotidien.

LP : Mais oui, j'ai vu fleurir une nouvelle liberté chez la femme.

JBW : Depuis combien de temps ?

LP : Depuis environ 8 ou 7 années. (...). Par exemple, que la femme étudie, qu'il y ait les *misiones* où on oblige presque les gens à étudier : « Vous êtes femme, mais vous allez étudier ! ». Vous avez l'université, il y a des travaux pour femmes, et c'est une manière de dire oui, la femme peut occuper n'importe quel poste dans le pays, sans aucun questionnement. Parce que la femme vaut autant que l'homme. (...) Par exemple, les droits de la femme sont très questionnés ici. Et, mon Dieu, si un homme venait à maltraiter une femme !<sup>550</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

La matricentralité et la matrifocalité vénézuéliennes favorisent une certaine autonomie des femmes, puisque l'unité de base n'est pas la famille (couple et enfants) mais un noyau composé de la mère et de ses enfants<sup>551</sup>. Ainsi, la capacité d'adaptation et de gestion de situations diverses des femmes vénézuéliennes assure un certain profil de base, nécessaire à la reproduction du personnage. Mais Ligia Parra détient des qualités et des compétences individuelles qui sont autant liées à sa trajectoire personnelle qu'à son histoire politique familiale. Néanmoins, par son action locale Ligia éduque les femmes, elle est une référence pour elles, elle m'explique que c'est l'un de ses objectifs : « Mon travail a exalté le nom de la femme. Le fait d'être moi, de travailler avec 3000 hommes et de ne pas m'être prostituée, ni m'être convertie en alcoolique, d'être une femme de principes, une femme très féminine, je

---

<sup>549</sup> Sur les CC voir : I. Vargas Arena, *op. cit.*

<sup>550</sup> « Pero si, he visto florecer una nueva libertad en la mujer. [De cuanto tiempo para acá dirías tú?] Como de 8, 7 años para acá. (...) Por ejemplo que la mujer estudie, que hay las misiones, donde casi obligan a la gente a que estudie: Usted es mujer pero usted va a estudiar. Esta la universidad, hay trabajos para mujeres, y es una forma de ver que sí, que ya la mujer puede desempeñar cualquier puesto en el país sin ningún cuestionamiento. Porque tanto vale la mujer como vale el hombre. (...) Por ejemplo el derecho de la mujer, los derechos de la mujer son bien cuestionados aquí. Y Dios libre que un hombre venga a maltratar a una mujer! »

<sup>551</sup> S. Hurtado, *op.cit.*, 1998.

suis une femme qui se fait respecter. Alors ils [les hommes] se diront « Ah, si Ligia, qui est à moitié folle, n'a rien fait d'autre qu'un travail très noble, alors ma femme peut aussi travailler dans la rue »<sup>552</sup>. En collaborant quasi exclusivement avec les hommes elle aspire à modifier la place des femmes dans le *páramo*, sans le formuler ainsi. Je lui demande ce qu'est, pour elle, une « femme révolutionnaire » -*leitmotiv* du gouvernement bolivarien. Elle me dit qu'elle est une femme révolutionnaire « en changeant les idées, en faisant que les personnes changent leur manière de penser, leur manière d'être. Je suis une femme extrêmement révolutionnaire ! »<sup>553</sup>. Dans sa municipalité, elle est le premier personnage de toute une lignée. Par sa trajectoire et l'action locale qu'elle entreprend, Ligia Parra amplifie l'espace des possibles pour les femmes de sa région.

Les espaces de participation locaux, qu'il s'agisse des *comités de riego*, des *misiones*, des coopératives ou encore des Conseils Communaux –qui articulent l'ensemble des organisations locales- favorisent la construction de choix de vie. Mais Ligia Parra est la femme de qui ? Le dilemme du plafond de verre des femmes en politique est, ici, déplacé. Ligia a trouvé une réponse à la question de l'articulation du travail domestique et donc de « l'inclusion excluante » des femmes en politique, traitée dans la première partie du manuscrit. Celle de la nécessaire appartenance sexuelle des femmes aux hommes reste posée. Mais, du point de vue de *la mujer de las nacientes*, le bilan est positif : elle maintient un quotidien domestique sans en être aliénée ; elle construit un pouvoir d'agir et d'être aimée par tous les hommes (et non pas que par un homme, « son » homme) ; elle agit pour la communauté et transforme sa réalité, de manière positive ; enfin, elle est en train de changer, en partie, les mentalités des hommes qui l'accompagnent dans son action communautaire et des femmes qui la côtoient ou qui connaissent son travail. Il s'agit, ici, de quatre points qui mettent en lumière l'originalité du personnage et de son pouvoir. Par un recours à une subversion déguisée en féminin traditionnel, Ligia travaille sur les normes. Plutôt que de s'en libérer, elle tente de mettre en suspens leur pouvoir de sanction sur sa vie. Comme la majorité des *luchadoras* rencontrées, Ligia a fait quelque chose de ce qui avait été fait d'elle.

---

<sup>552</sup> « *Mi trabajo es, ha enaltecido el nombre de la mujer. Que el hecho de yo ser, de yo trabajar con 3000 hombres yo no me he prostituido, ni me he convertido en alcoholica y soy una mujer con principios, soy una mujer femenina, soy una mujer que me doy a respetar. Entonces ellos dicen "Aha, si la Ligia que es medio tostada de la cabeza no ha hecho otra cosa sino un trabajo muy noble, pues mi mujer tambien puede trabajar en la calle. »*

<sup>553</sup> « *En cambiar ideas, en hacer que la gente cambie su forma de pensar, su forma de ser. Yo soy una mujer extremadamente revolucionaria. »*

Bien que sa position sociale soit précaire, celle de femme indigène, sans revenus fixes, qui peine à vivre de la maigre pension qu'elle reçoit, qui parfois doit marcher plutôt que de prendre les transports par manque de moyens, sa trajectoire nous montre que, par la participation locale, Ligia a réussi à se réappropriier sa vie. Elle fait partie des populations vulnérables mais ne peut pas être considérée comme victime pour autant. Ce mouvement de réappropriation se produit chez la majorité des femmes rencontrées au fil des terrains et participe à créer le changement social qui est à l'œuvre au Venezuela.

### **Faire aboutir un projet : apprentissages et satisfaction d'un long combat**

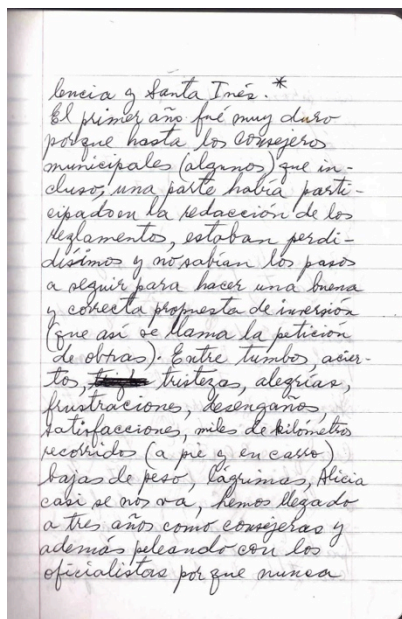
La participation des femmes dans les structures étatiques que j'étudie est un véritable parcours de la combattante. Bien au-delà de la gestion de l'équilibre entre investissement dans l'espace domestique et extra domestique, participer c'est aussi ne pas se laisser abattre par la difficulté du parcours et par le flou qui le caractérise. Car développer une politique de la participation au niveau national n'implique pas toujours une connaissance concrète du terrain où celle-ci s'inscrit. De plus, les gouvernements Chávez se caractérisent par un mouvement institutionnel et légal fort mais parfois aussi, très éphémère. La loi des CLPP est promulguée en 2002 et dès 2006 celle des CC devient prioritaire, alors qu'elle concurrence directement la première, puis en 2009 une nouvelle loi des CC modifie l'ensemble du système participatif. Ou encore, le MPPMIG articule dès 2008 les trois principales institutions en charge de la condition de vie des femmes du pays<sup>554</sup>, ce qui représente un changement d'envergure, alors que la création de celui-ci est annoncée dans le programme dominical *Aló Presidente* et c'est ainsi que les fonctionnaires apprennent la nouvelle configuration en cours. Pour fermer cette parenthèse introductive, je me souviens d'ailleurs le chaos qui régnait à l'INAMUJER lorsque je m'y suis rendue le lendemain de l'annonce télévisée de la création du ministère. Mon contact, qui était chargée du département de participation, n'a pas vraiment pu s'entretenir avec moi puisqu'elle gérait depuis le matin même deux lignes téléphoniques en parallèle : celle du Ministère et celle de l'INAMUJER alors qu'elle ignorait complètement comment s'articulaient ces deux institutions et ne savait même plus si elle restait à la tête du département de participation ou si elle devait occuper de nouvelles fonctions. Enfin, je raconte

---

<sup>554</sup> L'INAMUJER, BANMUJER et la Misión Madres del barrio. Voir chapitre 4 pour plus d'informations sur l'implantation du Ministère dans le pays.

cela pour comprendre la manière dont les politiques publiques se mettent en place dans le pays : du jour au lendemain, chemin faisant, sachant que d'une année sur l'autre tout le cadre légal pouvait changer. Ainsi, puisque tel est le fonctionnement des institutions, pour les personnes ordinaires qui investissent ces espaces la tâche n'est pas simple et encore moins simplifiée. Comme nous le racontent Nancy et Maigualida pour le cas des CLPP, ci-après, faire aboutir un projet c'est aussi résister au chaos institutionnel ambiant, aux déceptions provoquées par la lenteur des démarches et par la non convergence des attentes et des résultats. Alors que leur investissement émotionnel, temporel et parfois économique (coût des transports, des copies de documents, de cafés bus par-ci par-là pour discuter du projet) est très élevé et pesant.

Je souhaite donc faire une place aux ressentis, aux attentes, aux vécus de ces *luchadoras*, qui sont tout sauf linéaires. Intégrer les structures étatiques de participation locales que j'ai étudiées, ce n'est pas qu'une question de calcul rationnel et stratégique. Des projections individuelles y sont transposées mais les désillusions marquent aussi leur expérience participative. La plupart d'entre elles ont intégré ces structures sans vraiment connaître la dynamique et leur fonctionnement. Elle n'était, tout simplement, pas vraiment définie. Nancy m'explique, dans son carnet intime, que la loi des CLPP avait été promulguée mais le *modus operandi* n'avait pas encore été établi :



« La première année a été très dure parce que même les conseillers municipaux (certains), dont une partie a d'ailleurs participé à la rédaction des règlements intérieurs, étaient perdus et ne connaissaient pas la démarche à suivre pour élaborer une bonne et correcte proposition d'investissement (c'est ainsi que s'appellent les pétitions pour la réalisation des œuvres). Entre cahots, réussites, tristesses, joies, frustrations, désillusions, satisfactions, des milliers de kilomètres parcourus (à pied et en voiture), des pertes de poids, des larmes, (...) on en est à la troisième année en tant que conseillère (...). Je crois que les CLPP est une loi magnifique qui a surmonté de nombreux obstacles, qui a encore beaucoup de choses à améliorer comme amplifier la participation et l'inclusion de tous les habitants et secteurs de la ville, mais je pense que *se niega a morir en el intento*<sup>555</sup>. On doit et on veut continuer à vivre cette belle expérience qui nous fait rêver un peu plus que ce dont on pouvait rêver

<sup>555</sup> Elle refuse de mourir dans la tentative de.

avant et nous fait éprouver de la fierté et de la joie lorsque l'on voit ces rêves et ces idées inscrites sur un papier, un projet et après, se concrétiser matériellement quand elles se transforment en travaux tangibles. »<sup>556</sup>

Extrait 10. **Carnet participatif** de Nancy Moreno de Torrelles, Valencia, 2006, 47 p.

A travers ses écrits, Nancy partage l'épopée des débuts dans les CLPP, mais aussi tout le cheminement à la fois individuel et formel de l'élaboration des projets. Le corps n'est pas épargné puisqu'elle raconte les nombreux kilomètres parcourus et ses pertes de poids. De plus, les nerfs sont très sollicités pour gérer les va-et-vient entre « cahots, réussites, tristesses, joies, frustrations, désillusions, satisfactions ». En parlant de la loi des CLPP elle parle de son expérience : « c'est une loi qui a surmonté de nombreux obstacles » ou encore « *se niega a morir en el intento* » étant donné qu'elle dit devoir et vouloir poursuivre l'expérience. Et au-delà d'élaborer des projets pour la communauté, la participation politique représente des rêves et des idées que ces femmes se battent pour concrétiser. Elle mobilise des processus complexes, des émotions et des sentiments aussi forts que diversifiés.

« La première année je n'ai vu aucun résultat parce que ça s'est fait (les travaux), l'année d'après. Quand j'ai vu la première *obra*, et la deuxième, et l'autre... écoute, j'ai senti comme une pluie qui tombait après une forte chaleur, et je me suis dit : oui, les choses sont réelles, c'est-à-dire qu'elles marchent. (...) Bon, je suis rentrée [aux CLPP], avec beaucoup d'illusions. Ça n'est pas que je sois déçue, quoique si, un peu. Ça a été dur pour moi de m'asseoir et d'accepter certaines choses qui ne faisaient pas partie de mes rêves, comme devoir attendre beaucoup avant que l'œuvre soit réalisée ou parfois même, que certaines ne se fassent pas du tout. »<sup>557</sup>

**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

---

<sup>556</sup> « *El primer año fué muy duro porque hasta los consejeros municipales (algunos) que incluso una parte había participado en la redacción de los reglamentos, estaban perdidísimos y no sabían los pasos a seguir para hacer una buena y correcta propuesta de inversión (que así se llama la petición de obras). Entre tumbos, aciertos, tristezas, alegrías, frustraciones, engaños, satisfacciones, miles de kilómetros recorridos (a pie y en carro), bajas de peso, lágrimas (...) hemos llegado a tres años como consejeras (...). Creo que el CLPP es una ley magnífica que ha saltado muchos escaños, que les falta por perfeccionarse, ampliar su participación y su inclusión con todos los habitantes y sectores de la ciudad pero que se niega a morir en el intento. Debemos y queremos continuar con esta bella experiencia que hace que soñemos un poquito más de lo que lo hacíamos antes y sentir orgullo y alegría cuando vemos esos sueños e ideas plasmadas en un papel, un proyecto y luego llevado a lo material al convertirse en una obra tangible.* »

<sup>557</sup> « *Los resultados no los ví sino al año. Y cuando llegaron las obras yo sentí, como decirte, como una lluvia que me estaba cayendo en tremendo calor. Y decía : « Sí, las cosas son reales, osea si funcionan » ». (...) Bueno yo entré [a los CLPP], con muchas ilusiones. No que me haya decepcionado, aunque un poco sí. Me costó muchísimo sentarme y aceptar algunas cosas que no estaban dentro de los sueños, como que hay que esperar muchísimo que se realice la obra y a veces hasta que no se den.* »



Maigualida, du *barrio* Las Palmitas, développe même un ressenti physique lorsqu'elle voit les premiers travaux des projets aboutir. Le soulagement qu'elle décrit avec l'image de cette pluie rafraîchissante qui arrive après une forte chaleur nous permet d'imaginer le difficile parcours qu'elle a dû réaliser avant d'assister à la matérialisation de ses efforts, quand ceux-ci aboutissaient. La part d'illusion et je dirais même d'espoir qui motive l'engagement des femmes est considérable puisqu'elle est omniprésente dans les récits qui portent sur les projets entrepris : « je rêvais d'un dispensaire (de santé) », « j'espérais que ma maternelle ouvrirait », « je voulais tant que la coopérative fonctionne »<sup>558</sup>. Les projets menés à bien au sein des CLPP ou dans les CC représentent à la fois une victoire dans leur combat quotidien, mais aussi une réalisation de soi et le sentiment d'une pleine satisfaction vis-à-vis de leur participation. Pour Edilma, la satisfaction est au centre du travail social. Elle compare, ci-dessous, la satisfaction qu'elle ressent quand elle obtient un projet à celle que l'on peut ressentir quand on obtient un diplôme après des années d'études et d'efforts. Le sentiment de réussite est transformateur pour ces femmes de classes populaires :

« C'est une satisfaction ce qu'on ressent, rien d'autre. C'est une satisfaction de voir une réussite, d'avoir obtenu une réussite (sic). C'est comme quand on commence une carrière et qu'à la fin on est diplômé et on se dit « dis donc, j'y suis arrivé ! ». C'est comme ça le travail social. »<sup>559</sup>

**Edilma Andrade**, 42 ans, chaviste, ex coordinatrice du CC de Misteque et ancienne membre de l'association de voisins, mariée, mère de 7 enfants, Mérida, 2009.

Cet ensemble d'expériences contribue à ce que les *luchadoras* développent une image chaque fois plus positive d'elles-mêmes et de leur travail. La señora Irene, habitante d'une *urbanización popular* de Valencia, est allée jusqu'à peindre sa maison en orange, couleur du parti du maire d'opposition avec lequel elle a travaillé pendant la période des CLPP, Paco Cabrera. Accompagnée d'Alicia, ma « porte d'entrée » au CLPP de Valencia, je lui rends visite en 2012, lors de mon dernier terrain. Je m'aperçois que la maison a été repeinte, en rose et orange alors qu'elle était verte et bleue autrefois, et je lui fais la remarque en arrivant. A ce moment-là, la señora Irene regarde Alicia d'un air complice voire nostalgique, et me répond

---

<sup>558</sup> « yo soñaba con un ambulatorio », « yo esperaba que abriera mi preescolar », « quería tanto que la cooperativa funcionara ».

<sup>559</sup> « Es una satisfacción lo que uno siente, mas nada. Es una satisfacción de ver un logro, de haber obtenido un logro. Es como cuando uno comienza una carrera y que al final uno se gradua y se dice : « oye lo logre ! ». Así, así es el trabajo social. »

« c'est pour me souvenir de ma mairie »<sup>560</sup>. Quand je lui demande pourquoi ça lui fait plaisir de se souvenir tous les jours de « sa » mairie, elle me dit que c'est un moyen de se souvenir de tout le travail qu'elle a fait pour sa communauté et de cette expérience inoubliable qu'a été sa participation aux CLPP, aux côtés d'Alicia entre autres.

## **Démocratie Participative : visibilité et circulation des trajectoires de femmes leaders**

Si l'engagement associatif des femmes rencontrées n'est pas nouveau, pour la plupart d'entre elles, nous pouvons penser qu'à travers la participation politique locale, sous les gouvernements Chávez, un changement s'est produit du côté de la subjectivité des femmes. Cela fait quinze ans pour la *señora* Irene, douze ans pour Alicia et huit ans dans le cas de Luz, que ces femmes participent à la politique au niveau local. Du côté du *páramo*, Ligia est engagée depuis une dizaine d'années dans la récupération des sources d'eau mais elle travaille avec les communautés depuis plus de 20 ans (en parallèle avec son poste de secrétaire dans un lycée de Maracaibo, elle menait un travail de *capacitación* avec les communautés indiennes wayuu de la lagune de Sinamaica), sa sœur Nidia a commencé à participer dans sa communauté il y a maintenant 30 ans, et María Vicenta a entrepris son parcours de leader dès 1974, pour ne citer que quelques trajectoires. Avant l'adoption du régime de démocratie participative et protagonique, et de la dynamique de visibilisation du travail effectué par une partie cachée de la société, ces femmes étaient déjà connues des habitants et des habitantes de leur quartier et parfois même des communautés voisines pour leur volontarisme. Leur engagement fait désormais écho dans d'autres villes comme par exemple Caracas, la capitale du pays. Elles sont passées d'être connues dans un environnement proche, à être reconnues comme leaders et *luchadoras* dont la popularité atteint un large public. Des liens se créent entre les structures étatiques de participation qui se développent dans l'ensemble du pays. A l'époque du CLPP de Valencia, les participantes m'ont fait part de la même anecdote : elles racontaient que des présidents, conseillères et conseillers, dirigeantes et dirigeants (entre autres) des CLPP de Caracas s'étaient rendus, sous invitation de la mairie, à Valencia pour présenter leur expérience et pour échanger sur la façon dont cette machine participative s'était mise en place :

---

<sup>560</sup> « *es para acordarme de mi alcaldía* ». Je rappelle que Valencia avait une mairie d'opposition jusqu'en 2008, moment où elle est devenue chaviste. Voir : chapitre 2, 2.1. Une participation multi scalaire.

« Ecoute, une fois on a eu un cours à l'hôtel continental, où on avait invité des gens de Caracas et (c'était) très beau, on a échangé, on a parlé et c'était des gens du gouvernement et des gens qui ne soutiennent pas le gouvernement. Et les gens qui sont venus de Caracas, sont repartis enchantés. (A Valencia) C'est le premier CLPP du pays où on ait réussi à faire quelque chose, en se prenant des coups au début, parce que oui, toute chose nouvelle implique des erreurs. »<sup>561</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 53 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2006.

Ainsi, l'expérience du CLPP de Valencia circule au niveau national et, avec elle, l'engagement des *luchadoras* qui l'ont porté circule aussi. Quand je demande à la *señora* Irene comment explique-t-elle que ce CLPP ait eu autant de succès, elle me répond : « écoute, nous les femmes nous avons pris, maintenant, un rôle trop avancé. Nous sommes maintenant face à tout et je crois qu'on a la capacité de faire ça et bien plus et là où il y a une femme il y a, comment te dire, coordination. »<sup>562</sup> Elle fait écho à ce qu'elle vit, à la manière dont elle se pense, à ce qu'elle voit mais, sans en avoir conscience et peut-être même sans le savoir, ses dires renvoient également aux divers discours tenus par les institutions internationales, influant sur les politiques nationales, transformées à leur tour en injonctions dictées par les autorités locales. La place donnée aux femmes dans les discours sur les processus de décentralisation, depuis les années 1990<sup>563</sup>, valorise un rôle qu'elles occupent, pourtant depuis longtemps, dans les associations qui se trouvent à la base des CLPP et qui sont au cœur des CC. Cette valorisation est relayée par le gouvernement national avec l'implantation du nouveau régime participatif et des politiques publiques qui le constitue. Comme me le dit Nancy en entretien, elles sont passées d'êtres les « fantômes » à avoir un statut qui reconnaît leur participation :

---

<sup>561</sup> « *Mire una vez tuvimos un curso en el hotel continental, donde trajeron gente de Caracas y muy bonito, se intercambio, se hablo, y era gente tanto del gobierno como gente que no esta con el gobierno. Y la gente que vino de Caracas se fue encantadísima, es el primer CLPP del país en que se ha logrado algo, llevando tumbo al principio, porque si, todo nuevo implica error.* »

<sup>562</sup> « *Mira yo creo que nosotras las mujeres hemos tomado ahorita un rol demasiado avanzado. Nosotras estamos ahorita en frente de todo y creo que tenemos capacidad para eso y para mucho mas; y donde hay mujer hay, como te digo, coordinación.* »

<sup>563</sup> Je pense notamment à la conférence de Beijing (1995) où l'égalité des femmes et des hommes est mise en avant à travers l'idée d'*empowerment* des femmes.

« Elle (Alicia) m'a demandé de ne pas la laisser seule, de continuer de faire des choses pour la communauté, avec elle, mais que cette fois-ci on apparaisse avec un statut, parce que jusqu'à présent on était les fantômes. »<sup>564</sup>

**Nancy Moreno de Torelles**, 52 ans, opposante au régime, ex suppléante d'Alicia en commission sociale du CLPP et membre du CC de Parque Valencia, mariée, 4 enfants, Valencia, 2006.

Suivant la même logique, Edilma, du *páramo*, a été membre de l'Association de Voisins de Mistique avant d'intégrer le CC de sa communauté en tant que coordinatrice de celui-ci (bien que cette figure n'existe pas dans la loi). Après des années de participation et d'engagement quotidien, comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, son CC est repéré par le Ministère de la Participation Sociale en raison du fort activisme qui le caractérisait. Il devient alors un CC *piloto* (modèle) et Edilma s'est rendue à Caracas –elle n'y était allée qu'une fois, quand elle était enfant- pour présenter au président de la république les projets de sa communauté, dans le cadre du programme dominical *Aló Presidente*, de diffusion nationale. Cette expérience « *inolvidable* » a été le tremplin de son engagement dans le parti du gouvernement le PSUV, point que je traite dans la deuxième partie de ce chapitre. Les dirigeantes pratiquent désormais une citoyenneté reconnue et prônée par le président, par les politiques publiques, par les autorités locales et par le cadre légal. Les participantes exercent leur citoyenneté et font de la politique à l'échelle locale depuis en moyenne dix ans, mais le miroir qui leur renvoie le reflet de leur travail n'est déployé que maintenant. Les discours valorisent leur implication et les font passer du statut de clientes de l'Etat à celui d'actrices voire de gardiennes de la Nation. La médiatisation de leur rôle et de la place qu'elles occupent dans leurs communautés se met en place et, à travers la télévision, les journaux locaux et nationaux, les gazettes officielles des mairies, entre autres moyens de communication, ces femmes des classes populaires deviennent célèbres et, d'une certaine manière, dépassent leur position sociale :

« Et j'ai commencé à aller à la radio parce qu'on me faisait des entretiens, j'ai connu des personnes incroyables du monde de la communication, j'ai connu de nombreuses femmes qui ont entendu mon histoire de leader, j'ai fait une intervention importante dans une revue qui s'appelle *Parentesis*<sup>565</sup>, en tant que leader de Valencia et je suis

---

<sup>564</sup> « Ella me pidió que no la dejara sola, que siguiera haciendo cosas con ella por la comunidad pero que esta vez aparecieramos con estatuto porque hasta ahora eramos las fantasmas. »

<sup>565</sup> Revue éditée par le journal de Valencia *El Carabobeño*.

celle qu'on a choisi parmi toutes les communautés, et j'étais dans un panel superbe de femmes importantes, avec la rectrice de l'université. Et comme ça *pues*, je peux te dire que c'était la satisfaction maximale. »<sup>566</sup>

**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

Cette leader du *barrio* Las Palmitas, retient de son intervention qu'un grand nombre de femmes connaissent sa trajectoire de *luchadora*, qu'elle a été choisie parmi toutes les autres leaders des communautés de Valencia et qu'elle figurait dans un panel de femmes importantes. A cet instant, et cet effet restera, Maigualida devient aussi une femme importante. Cette « satisfaction maximale » permet, comme nous le verrons dans le dernier chapitre, que les femmes rencontrées adoptent définitivement une dynamique de dépassement de soi. J'entends par dépassement de soi le droit que se donnent ces femmes de se penser et d'agir au-delà de leur assignation sociale de genre, de leur classe sociale, de leur appartenance ethnique et de leur âge. La participation et la valorisation, à toutes les échelles, de celles-ci leur a permis de gagner en assurance. Elles ne se sentent ni trop âgées pour reprendre leurs études ou une formation professionnalisante, ni illégitimes pour intégrer ou pour imaginer créer un parti politique voire pour occuper le poste de présidente du pays, comme nous le verrons plus loin. La médiatisation de leurs trajectoires et l'obtention de ressources pour mener à bien leurs projets favorisent amplement ce processus.

Ainsi, l'étroitesse caractérisant le rapport entre la dirigeante et sa communauté éclate sous les lumières publiques des médias. La fille de Luz, leader du *barrio* Las Palmitas, est fière de voir sa mère apparaître à la télévision pour présenter sa lutte pour les communautés. Le reste de sa famille, qui se trouve à Maracaibo<sup>567</sup>, peut dorénavant suivre le parcours de Luz grâce à la médiatisation qu'accompagne de près la participation qui s'implante de plus en plus au Venezuela. Leur rôle, appuyé par la loi des CLPP et celles des CC, offre aux participantes de la visibilité et une nouvelle place -et non pas un nouveau rôle- au sein de leur communauté, en tant que *luchadoras* mais aussi en tant que femmes-mères, situées au cœur du projet de démocratie participative. Ceci leur apporte une gratification personnelle qui les pousse à vouloir vivre autrement que dans une position sociale subordonnée.

---

<sup>566</sup> « *Y empecé a ir a la radio que me entrevistaban, te conocí gente del medio de comunicación increíble, conocí muchísimas mujeres que han escuchado de mi historia como líder, tuve una participación importante en una revista, Parentesis, como líder de Valencia, y fui la que seleccionaron de Valencia, entre todas las comunidades, y estaba con un panel buenísimo, de mujeres importantes, con la rectora de la universidad. Y así pues, te digo que fue satisfacción máxima.* »

<sup>567</sup> Deuxième plus grande ville du Venezuela, après Caracas. Capitale de l'état de Zulia. L'économie de la ville est surtout basée sur la production de pétrole que l'on trouve en abondance au fond du lac de Maracaibo.



**Photo 25.** *Casa del obrero*, atelier du MPPMIG destiné aux *luchadoras*, Propatria, Caracas, 2009 (1).

**Photo 26.** *Casa del obrero*, atelier du MPPMIG destiné aux *luchadoras*, Propatria, Caracas, 2009 (2).

Les espaces de rencontres entre femmes leaders des communautés du pays se développent fortement sous les gouvernements bolivariens. Les échanges qui se produisent sont transformateurs pour des femmes qui n’ont pas souvent eu l’occasion de parcourir leur Etat et encore moins le pays et, par conséquent, de rencontrer d’autres profils de femmes *luchadoras* que ceux qui les entourent. J’ai pris les photos qui figurent ci-dessus lors d’un atelier organisé par le MPPMIG –auquel l’institution m’a conviée et conduite- à l’occasion de la journée de la femme (qui est célébrée dans le pays durant tout le mois de mars), dans la maison de l’ouvrier (*casa del obrero*) du *barrio* Propatria, situé à l’Ouest de Caracas. Cet atelier était destiné aux *luchadoras sociales* et l’objectif était double. D’un côté, il s’agissait de présenter ou de rappeler l’ensemble d’espaces dédiés à l’amélioration des conditions de vie des femmes et à leur participation politique. D’un autre côté, l’atelier avait pour objectif de permettre les échanges d’expériences et de savoir-faire entre femmes leaders. Certaines des dirigeantes étaient déjà en lien avec le MPPMIG et en deviennent leur porte-parole, nous pouvons les distinguer sur la photo de droite avec les gilets rouges du Ministère. D’autres découvrent l’institution et le cadre légal qui l’oriente, en prenant des notes sur les cahiers qu’elles ne risquent pas d’oublier (elles y notent tout : les numéros de contact, les références des lois, l’agenda des réunions du CC, mais aussi leur liste de courses ou les rendez-vous personnels). J’ai compris en voyant cette diversité de femmes de tout âge, nombre d’entre elles accompagnées de leurs enfants -comme nous pouvons le voir sur la photo de droite, plus ou moins apprêtées, des femmes qui n’osent pas intervenir et qui restent figées sur leur chaise en attendant que l’atelier se termine, aux femmes qui ne cessent de prendre la parole et qui incitent les autres à faire de même, celles qui sont enthousiastes et celles qui sont méfiantes ; j’ai compris en les voyant et en les écoutant que ce type de réunions (*encuentros*), qui ont été impulsées par le gouvernement national, permettent aux *luchadoras* de s’identifier aux

femmes rencontrées et de réaliser qu'elles sont des centaines, des milliers à se mobiliser dans chacun des quartiers, dans chacune des municipalités du pays. Cette identification leur permet de considérer leur participation comme collective et non comme un acte isolé. Et un autre point très important : ces femmes échangent des manières de faire, de mener à bien leur action dans les localités habitées, elles comparent le rapport que « leur » CC entretient avec les institutions et les autorités locales, à ceux des autres CC que représentent ces femmes. Elles se moquent de la langue de bois (la *labia*) des acteurs institutionnels et en rigolent. Mais elles dénoncent aussi les maltraitements, les discriminations « parce qu'on me voit *negrita* et ils se disent « celle-ci elle comprend rien » »<sup>568</sup>, les querelles partisans et les difficultés auxquelles elles sont confrontées dans le combat quotidien qu'elles mènent. Qu'ils se produisent à l'échelle nationale, municipale ou de quartier, ces espaces d'échanges et de rencontres favorisent la consolidation de la participation politique. Ces *encuentros* renforcent ce que j'étudie dans le dernier chapitre du manuscrit : la construction d'un sentiment d'appartenance nationale et l'émergence d'une identification possible.



**Photo participative 17.** Réunion de usuarias de BANMUJER/ Carmen Rivero/ Valencia/ 2009. (n°17)  
**Photo participative 18.** Portrait devant le panneau casa de alimentación/ Carmen Rivero/ Valencia/ 2009 (n°18)

Les photos participatives de Carmen Rivero qui figurent ci-dessus évoquent l'ensemble d'idées que nous venons d'aborder. A gauche, Carmen a photographié la réunion mensuelle des utilisatrices (*usuarias*) -et non pas clientes- de la BANMUJER qu'elle est tenue d'organiser en tant que bénéficiaire d'un micro-crédit de la banque et leader de sa communauté. Ces espaces de *encuentro* à l'échelle du quartier sont aussi très importants. Car, en plus de permettre aux femmes tout ce qui vient d'être dit, cette réunion met aussi en place

<sup>568</sup> « porque a mi me ven *negrita* así y se dicen « esta no entiende nada » ».

un suivi collectif des projets qui leur ont permis d'obtenir le micro-financement<sup>569</sup>. Carmen m'explique que grâce à ces réunions, les femmes se rencontrent ou apprennent à mieux se connaître, elles s'intéressent les unes aux autres et s'entraident lorsqu'elles rencontrent des obstacles lors de la réalisation de leur projet, soit au niveau institutionnel, soit au niveau de la production ou de la vente du produit. Mais cela dépasse aussi le cadre de la *red de usuarias* : un réseau de solidarité s'active quand elles ont des problèmes familiaux ou conjugaux, des fins de mois difficiles ou des moments de découragement. La photographie participative de droite est un portrait de Carmen. Pour l'anecdote, au moment de découvrir les photos (qui ont été prises avec des appareils photo jetables que j'ai développés avant de repartir en France) elle me dit, en riant, « mon Dieu, les gens de là-bas [de France] vont se dire « et celle-là elle est grosse parce qu'elle mange toute la nourriture de la cantine populaire »<sup>570</sup>. Mais, au-delà de cette remarque esthétisante et moralisante, Carmen décide tout de même de poser devant le panneau de la cantine populaire (*comedor popular*) qu'elle tient chez elle. Quand je lui demande de m'expliquer le lien entre cette photo et la participation dans les CC que j'étudie, elle me répond que sa cantine contribue au bien-être social (*bienestar social*) de sa communauté, de même que les CC, et que « ça aussi c'est de la participation »<sup>571</sup>. Sur cette photo Carmen s'érige en symbole et en protagoniste du bien-être social de sa communauté. En demandant à être photographiée devant ce panneau elle assume la fierté que lui procure son rôle.

### **Auto perception du changement individuel : la fierté des luchadoras**

L'expérience participative transforme les femmes en modifiant leur comportement et leur manière de se penser et de se percevoir. Après avoir partagé le quotidien avec elles et après avoir déjà réalisé plusieurs entretiens lors de mes retours sur le terrain, j'ai voulu savoir comment se percevaient ces femmes, comment exprimaient-elles les différences, s'il y en avait, entre les femmes qu'elles étaient avant de participer et celles qu'elles étaient devenues après. Je leur ai donc posé la question :

---

<sup>569</sup> Comme la création d'une gamme d'uniforme pour une école grâce à l'achat d'une machine à coudre, ou l'élevage de poules pondeuses et la vente d'œufs frais et à bas prix pour le voisinage, ou encore la création d'un centre de copie dans leur foyer.

<sup>570</sup> « ay Dios, y la gente de allá [de Francia] ira a decir « y esa esta gordita es porque se come toda la comidad del comedor sera ! ».

<sup>571</sup> « eso también es participación »



JBW : Comment était la Ligia avant de faire ce travail ? Elle était différente ?

LP : Une femme au foyer. Une femme au foyer, mère, épouse, esclave et boniche (rires). Et maintenant je suis une femme belle, libre, *luchadora* et heureuse, c'est ce que je suis maintenant.

JBW : Et à quoi, selon toi, est dû ce changement ?

LP : Tout ce travail. Et je suis mère, je continue de l'être, je suis grand-mère, je suis amante, mais je suis une femme heureuse et c'est ça qui compte. Evidemment, (avant) je n'avais pas l'opportunité de faire ce que je fais, et maintenant je suis en train de le faire et ça, pour moi, c'est super important.<sup>572</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

J'ai été surprise de la dureté des mots qu'elle employait pour décrire « la Ligia d'avant (la participation) ». Et la nette différence avec ceux qu'elle mobilise pour décrire la manière dont elle se perçoit aujourd'hui. Ligia n'a aucune estime pour la femme qui s'était confinée dans le foyer, prenant en charge ses 5 garçons puis la fille wayuu qu'elle a élevée, et acceptant les violences physique et psychologique que son mari exerçait sur elle. Elle en riait, comme pour confirmer le côté pathétique de la situation. Alors qu'à l'heure actuelle, Ligia se sent en accord avec la femme qu'elle est devenue. Dans son récit, et dans sa vie aussi, elle est passée de subir une situation qu'elle décrit comme une privation de soi, puisqu'elle se sentait esclave, à choisir le type de vie qu'elle désire mener et qui lui fait du bien, c'est-à-dire son travail de récupération des sources d'eau du *páramo* vénézuélien et, plus largement, sa participation dans sa communauté mais aussi dans les communautés qui la solliciteraient. Elle a trouvé l'équilibre pour être à la fois mère, grand-mère, amante, tout en étant, pour reprendre ses mots, « heureuse ». Ligia se sent belle et libre, elle s'épanouit clairement dans le travail qu'elle effectue avec les communautés. La participation lui a permis de se réinventer et d'être dans la réalisation de soi, comme nous l'avons vu dans le premier point de ce chapitre. Et, ce qui m'intéresse c'est que ce parcours n'est pas extraordinaire puisque des changements profonds s'opèrent chez les femmes qui participent à l'échelle locale. La réponse de la *señora*

---

<sup>572</sup> « [¿Como era la Ligia antes de empezar con todo este trabajo? Era distinta?] Un ama de casa. Un ama de casa, mama, esposa, esclava y cachifa (risas). Y ahora soy una mujer bella, libre, luchadora y feliz, eso soy ahora. [¿Y a que cree que se debe ese cambio?] Todo este trabajo. Y soy madre, yo sigo siendo, soy abuela, soy amante pero soy una mujer feliz y eso es lo que importa. Claro, no tenía la oportunidad de hacer lo que hago y ahora lo estoy haciendo y para mí eso es super importante. »

Irene soulève des aspects différents quand elle évalue le changement que la participation (dans son cas, elle évoque les CLPP) a produit en elle :

JBW : *Señora Irene*, vous vous souvenez comment vous étiez avant de participer aux affaires de la communauté ?

IB : L'Irene d'avant et l'Irene de maintenant ? Bon, que maintenant je sais me défendre, personne ne peut me taire, parce que je parle avec (mon) droit. Je sais ce que dit la personne et je sais qu'elle peut se tromper ou pas, tu comprends ? L'Irene d'avant avait l'agressivité mais (elle) n'avait pas l'élan que j'ai maintenant en sachant m'exprimer et, bon, grâce aux nombreux ateliers que m'a donnés la mairie, et quand tu travailles jour après jours avec les gens... tu apprends. C'est ça la Irene d'avant et celle de maintenant. Parce que tu peux avoir fait beaucoup d'études, mais celui qui te le donne (l'apprentissage) c'est le *roce* (la friction) de tous les jours. Ça c'est l'école de la vie ! C'est le *roce* ! Et dans cette lutte pour défendre ce qui t'appartient... tu apprends. (...) Pour moi, c'était une école ! Une école dont je tire un grand apprentissage et que je pense transmettre à toutes les personnes qui veulent apprendre ! Surtout, je l'ai tellement transmis à mes enfants que... ils ne sont pas timides ceux-là ! J'en ai une qui étudie le droit, avec ça je te dis tout.<sup>573</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 60 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2010.

Le premier élément de réponse qui lui vient à l'esprit quand elle compare l'Irene d'avant et celle d'après est que maintenant, elle estime savoir se défendre. Par la participation, la *señora Irene* aurait appris à évaluer avec précision le discours de ses interlocuteurs. Elle attribue cet apprentissage à la fois aux ateliers que proposaient les CLPP, et donc aux connaissances qu'elle a pu acquérir, mais elle insiste surtout sur l'importance du travail quotidien avec les gens. Ce travail et le *roce* qu'il implique sont, pour elle, une « école » de tous les jours. Les

---

<sup>573</sup> « [Señora Irene ¿y usted se acuerda de cómo era usted antes de participar en las cosas de la comunidad?] ¿La Irene de antes a la Irene de ahora? Bueno, que ahora me sé defender, nadie me puede callar, porque hablo con derecho. Sé lo que la persona dice y sé lo que puede estar errada o no, ¿me entiendes? Irene de antes tenía la agresividad pero no tenía el arranque que tengo ahorita en saberme expresar y que, bueno, gracias a muchos cursos que me dio la Alcaldía y que trabajar día a día con la gente... tú vas aprendiendo. Eso es lo de la Irene de antes a la Irene de ahora. Porque tú puedes tener mucho estudio, pero el que te lo da es el roce de cada día. ¡Esa es la escuela de la vida! ¡Es el roce! Y en esta lucha de defender lo tuyo ... tú vas aprendiendo. (...) ¡Para mí fue una escuela! ¡Una escuela que me deja mucho aprendizaje y que pienso pasarsela a todas aquellas personas que quieran aprender! Sobre todo, se la he pasado tanto a los hijos míos que ... ¡esos no son callados! Tengo una que me está estudiando derecho, con eso te digo todo. »

ateliers lui ont appris à se servir de son agressivité pour exprimer ses droits et ce qui lui appartient, apprentissage qu'elle peut utiliser ensuite pour défendre les droits de sa communauté et les projets qui y sont élaborés. Dans ce cas, les ateliers peuvent être considérés comme des outils qui permettent aux *luchadoras* d'étendre, voire de canaliser, leur capacité d'action. Ils facilitent l'accès et la maîtrise du cadre légal qui régit la participation et permettent aux femmes des classes populaires qui s'y impliquent, de connaître ou d'approfondir leurs connaissances sur leurs droits et leurs devoirs de citoyennes vénézuéliennes. Ce qui ressort de l'ensemble des propos que tient Irene, ci-dessus, c'est que cette femme se sent légitime : pour participer, pour exiger ses droits, pour parler mais aussi, comme elle le dit à la fin de la citation, elle se sent en mesure de transmettre cet apprentissage à son entourage et à ses enfants. Cet élément revient régulièrement dans les récits des *luchadoras* : transmettre l'envie de participer ou l'entrain pour le faire est un bien culturel que ces femmes, qui ne possèdent que rarement des biens matériels, peuvent léguer. Une fois l'entretien terminé, la *señora* Irene me raconte avec beaucoup de fierté que sa fille la sollicite régulièrement pour lui demander son avis sur la manière dont elle doit répondre aux exercices qu'elle doit rendre pour l'université, « c'est surtout pour les choses de la politique. »<sup>574</sup> Sur la transmission de l'élan participatif, Maigualida, leader du *barrio* Las Palmitas, m'explique qu'un de ses fils semble suivre ses pas, en termes de participation, puisqu'il en ferait le lobby dans son lycée :

« Mes enfants sont très fiers de moi et je crois que l'un d'entre eux va avoir cet esprit d'initiative, comme moi, celui du milieu qui s'appelle Maiguer, il s'appelle comme moi, parce qu'il est déjà en train de faire du populisme dans le lycée, par rapport au travail communautaire. Ce n'est pas que je voudrais qu'il soit comme moi mais c'est beau quand quelqu'un commence à accrocher. »<sup>575</sup>

**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

---

<sup>574</sup> « más que todo en las cosas de la política »

<sup>575</sup> « Mis hijos estan muy orgullosos de mi y creo que uno de ellos va a tener esta iniciativa como yo, el del medio que se llama Maiguer, se llama como yo, porque ya el esta haciendo populismo en el liceo con relacion a trabajo comunitario. No es que yo quisiera que el fuera como yo pero es bonito cuando alguien va agarrando. »

## Projections individuelles

### *Se sentir leader*

Par leur action locale, les femmes rencontrées sont devenues leader de leur communauté. Elles sont connues, en grande partie, parce qu'elles résolvent les problèmes de celle-ci et qu'elles sont constamment en train d'aider le voisinage à résoudre les leurs. Mais dans la littérature sur femmes et mouvements populaires il ressort que malgré leur fort engagement, celles-ci ne s'approprient que rarement ce statut. L'idée de leader renverrait à celle de pouvoir, représentation dont les femmes des classes populaires se sentent éloignées. En partant de ce postulat, et parce que je pense que les gouvernements Chávez ont contribué à ce que les exclus historiques des espaces politiques et de décision développent un rapport avec l'idée de pouvoir, j'ai souhaité savoir si les dirigeantes que j'ai rencontrées s'assimilaient au statut de leader de leur communauté, tout en leur demandant ce qu'elles entendaient par « leader » :

JBW : Tu sens que tu es leader de ta communauté ?

LP : Bon, eux ils disent que je suis leur leader.

JBW : C'est quoi, pour toi, une leader ?

LP : Et bien, une leader est une personne qui lutte, et ce qu'elle fait porte ses fruits, et qui est tout le temps en train d'insister pour que chaque jour les choses soient mieux faites, et les gens *pues* ils considèrent que je suis une *luchadora* et bon, voilà. (rires)<sup>576</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

Dans un premier temps, il est intéressant de relever que Ligia, *la mujer de las nacientes* du *páramo*, emploie le terme leader au masculin pour parler d'elle. Elle répond à ma question en m'expliquant que la communauté lui dit qu'elle est leur leader. Puis, sur la fin, Ligia emploie le terme *luchadora* pour remplacer celui de leader, en l'utilisant indistinctement. Or, elle féminise *luchadora* alors que leader est employé au masculin. Mais les deux se rejoignent dans une définition qui serait commune : cette personne lutte et obtient des résultats satisfaisants puisqu'elle insiste et cherche comment améliorer les manières de faire. Les

---

<sup>576</sup> « [¿Tu sientes que tu eres líder de tu comunidad?] Bueno, me dicen ellos que yo soy el líder de ellos. [¿Que es para ti una líder?] Bueno una líder es una persona que lucha y que lo que hace da frutos y que todo el tiempo esta insistiendo en que cada día se hagan las cosas mejor, y la gente pues considera que yo soy una luchadora y bueno, eso. (risas) »

femmes rencontrées mobilisent plus facilement la catégorie de *luchadora* que celle de leader. Dans le cas du Venezuela, il est possible de penser que *luchadora* serait l'équivalent de leader pour les femmes des classes populaires. Mais, comme c'est le cas pour la *señora* Irene, dans l'extrait ci-dessous, si le terme leur est proposé, elles s'y assimilent volontiers.

JBW : Et vous vous sentez leader de votre communauté ? D'abord, c'est quoi une leader pour vous ?

IB : Etre leader, *mire*, c'est qu'on vous écoute ; que vous ayez des gens qui vous suivent ! Que vous cherchiez ce qu'il y a de mieux pour votre communauté ; c'est ce que moi je pense qu'est une leader. Et, si c'est comme ça, moi je suis une leader. Oui, je me sens leader. Vous n'imaginez pas à quel point les injustices me dérangent.

JBW : Et, vous considérez qu'une leader a du pouvoir ?

IB : C'est exact !

JBW : Comment définiriez-vous ce pouvoir ?

IB : Ce n'est pas un pouvoir économique. C'est un pouvoir de... d'espoir. Pour moi. D'au moins écouter les gens et leurs besoins et de dire : « Je vais pouvoir, pour cette personne, résoudre le problème qu'elle a. » J'aime être leader de la communauté.<sup>577</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 60 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2010.

Ainsi, les qualités d'une leader seraient donc principalement d'être à l'écoute et de chercher à améliorer les conditions de vie de sa communauté. Ce point de vue se rapproche de celui avancé par Ligia sur la même question. Ensuite, les caractéristiques seraient d'être suivie et respectée par les gens –puisqu'on écouterait sa leader- et, surtout, d'avoir la capacité de résoudre les problèmes. La *señora* Irene assimile tout ceci à un type de pouvoir très particulier, le « pouvoir de (semer de) l'espoir » qui se résumerait à un pouvoir de réponse vis-à-vis des attentes de la communauté. Et, en suivant cette définition, elle se sent pleinement leader. La participation dans les structures étatiques locales que sont les CLPP et les CC permet la construction d'un sentiment de légitimité chez les femmes rencontrées. Elles

---

<sup>577</sup> « [¿Y usted se siente líder de su comunidad? ¿Qué es una líder para usted, primero?] Ser líder, mire, es que la gente la oiga; ¡que usted tenga gente que la siga! Que usted busque lo mejor para su comunidad; eso es lo que pienso yo que es una líder. Y si es así, yo soy una líder. Si me siento líder. Me molestan las injusticias como usted no tiene idea. [Y usted considera que una líder tiene poder?] ¡Correcto! [¿Cómo definiría ese poder?] No es poder económico. Es un poder de ... de esperanza. Digo yo. De al menos, de oírle a la gente en sus necesidades y que tú digas: "Voy a poder a esta gente a solventa este problema que tiene". Me gusta ser líder de la comunidad. »

acquièrent des connaissances et développent des compétences chaque fois plus élargies, qu'elles mettent en pratique dans leur engagement politique. Elles prennent conscience de l'importance de leur rôle et elles se donnent la place qu'elles estiment mériter, sur le terrain et dans leur propre estime. De mon point de vue, la survalorisation du local par la politique de la participation qui situe ces structures au cœur du projet de développement national, symboliquement et matériellement, et la visibilisation du travail qu'effectuait cette partie cachée de la société influent considérablement sur l'auto-perception des participantes.

### *Une femme présidente*

« Moi j'aimerais que le Venezuela ait une femme présidente, comme pour avoir la *sensatez* (lucidité) de faire aller de l'avant un pays. »<sup>578</sup>

**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

En discutant de son expérience en tant que dirigeante de quartier invitée au magazine *Parentesis* pour raconter son histoire de leader, Maigualida me dit cette phrase. C'était mon premier terrain de master, sur les CLPP, et je m'y rendais imprégnée de l'abondante littérature qui existe sur la participation locale des femmes des classes populaires en Europe, en Afrique et dans les Amériques, avec un regard particulièrement intéressé par les expériences latino-américaines. J'ai été surprise de l'attitude affirmée de Maigualida, cette *luchadora* qui occupe une position sociale subordonnée en tant que femme noire, pauvre, migrante intérieure du pays n'ayant pas pu terminer ses études pour des raisons économiques et à cause du machisme de son mari, comme nous avons pu le lire dans le chapitre 5. Pourtant, je n'avais cessé de rencontrer des femmes téméraires (*resteadas*) depuis le début de mon enquête mais aucune d'entre elles, ni même les représentantes des institutions chargées de l'amélioration des conditions de vie des femmes dans le pays, ne m'avait parlé de la possibilité d'imaginer que le prochain président du Venezuela soit une présidente. Le deuxième point qui m'interpellait était l'association que faisait Maigualida entre le rôle politique d'une femme et l'idée de *sensatez* qui ne peut être vraiment traduit mais qui fait allusion au caractère raisonnable d'une

---

<sup>578</sup> « yo pienso que en las elecciones comunales que vienen las que van a competir conmigo van a ser mujeres porque he escuchado: "a Maigualida hay que combatirla es con mujeres", entonces eso para mi es bueno, que la mujer sea participativa, eso es positivo. El liderazgo femenino se esta fomentando aquí, a mi me gustaria que Venezuela tuviera una mujer presidenta para que tambien tuviera la *sensatez* de sacar a un país para adelante. »

personne ou d'une action. Car, dans les discours des acteurs et des actrices, qu'ils soient institutionnels ou ordinaires, les qualités des femmes en politique font davantage référence à la supposée noblesse et/ou force innées des femmes-mères, qu'à la *sensatez* des femmes, capacité qui leur permettrait de « faire aller de l'avant un pays ». Cette phrase de Maigualida est donc restée longtemps dans un coin de mes carnets, isolée car unique mais m'indiquant tout de même qu'au Venezuela les imaginaires politiques, et notamment ceux des femmes des classes populaires, étaient en mouvement.

En 2009, trois ans après avoir rencontré la *señora* Irene, nous réalisons un deuxième long entretien puisque des changements importants étaient survenus au cours des dernières années : passage des CLPP aux CC –dans lesquels elle ne s'est pas inscrite même si elle participe de manière informelle-, changement de bord politique de la mairie, enfin les points que nous avons traité dans les chapitres 2 et 3. Et, c'est en échangeant autour des CC, quand je lui demande si les femmes sont aussi nombreuses que les hommes à y participer, que la *señora* Irene me parle également de son envie d'avoir une femme à la tête du pays. Mais elle n'en reste pas là puisqu'elle me dit, d'un ton très sérieux, que si elle pouvait elle se présenterait car elle se sent capable de gouverner un pays. Je l'ai prise en photo à la fin de l'entretien (intimidée par son fort caractère, je n'avais jamais osé lui demander auparavant), dans son salon, et en la regardant bien après, une fois revenue en France, j'ai compris que les femmes des classes populaires ne se sentaient plus subalternes en politique dans le pays. Un changement social se produit chez les femmes ordinaires, comme la *señora* Irene, puisqu'elles sont de plus en plus nombreuses à se sentir capables et à vouloir occuper des postes à responsabilité. Les représentations politiques des femmes sont en train d'évoluer. Elles ne se sentent plus obligées de porter un blazer pour se sentir légitimes et respectables. C'est dans son salon, entourée de ses bibelots et des paysages verdoyants des tableaux accrochés au mur, en tenue de maison, qu'Irene me dit, entre autres, que les femmes qui participent aux CC sont sûrement comme elle, c'est-à-dire qu'elles s'y impliquent parce qu'elles veulent « aller de l'avant » :



**Photo 27.** Portrait, la señora Irene de Becerra, chez elle, Valencia, 2009.

JBW : Et, dans les Conseils Communaux il y a la même quantité de femmes que d'hommes?

IB : Maintenant, ici, dans les Conseils Communaux ? Il y a plus de femmes !

JBW : Et comment ça se fait ?

IB : C'est vrai que... ça doit être qu'elles pensent comme moi ! On veut aller de l'avant et l'homme non, l'homme est plus *commode*. Non, je ne perds pas, je ne perds pas l'opportunité (sic) qu'ici, un jour au Venezuela, la présidente soit une femme !

JBW : Vous vous présenteriez ?

IB : J'aimerais pouvoir ! Et pourquoi pas ? Nous les femmes, nous n'avons pas (cette) capacité ? On a une grande capacité à administrer un pays ! Et on peut le faire ! Et on peut même le faire mieux ! En plus, pourquoi pas, hein ? Parce que, si Hugo Rafael Chávez y est arrivé, pourquoi je ne pourrais pas y arriver moi ?!<sup>579</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 56 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2009.

<sup>579</sup> « [Y en los Consejos Comunes hay igual cantidad de mujeres que de hombres ?] ¿Ahorita, aquí, en los Consejos Comunes? ¡Hay más mujeres! [¿Por qué será?] Verdad que ... ¡será que piensan igual que yo! Queremos salir adelante y el hombre no, el hombre es más cómodo. No, yo no pierdo, yo no pierdo la oportunidad de que acá, algún día en Venezuela, ¡la presidenta sea una mujer! [¿Se lanzaría a presidenta?]; ¡Ojalá pudiera! ¿Y por qué no? ¿las mujeres no tenemos capacidad? ¡Tenemos mucha capacidad de administrar un país! ¡Y lo podemos hacer! ¡Y podemos hacerlo hasta mejor! Además, ¿por qué no, pues? ¡Porque si llegó Hugo Rafael Chávez, ¿porqué no puedo llegar yo?! »



Pour la *señora* Irene les femmes auraient la capacité de présider un pays. Je lui demande quel serait le principal obstacle à sa candidature, elle me répond très clairement : « l'argent, parce que sans argent il n'y a pas de campagne et sans campagne, oubliez, ça ne marche pas »<sup>580</sup>. Nous pouvons imaginer que l'acquisition de moyens pour financer une campagne politique puisse avoir lieu, non sans difficultés, certes, mais elle pourrait se produire par le biais d'un parrainage de parti, cela pourrait même faire l'objet d'un projet pour favoriser la consolidation d'un leadership féminin dans le pays. Mais, sans la confiance en soi et la volonté de s'y donner, ce projet ne saurait aboutir, même s'il bénéficiait de moyens considérables pour le mener. Pour finir, la *señora* Irene se dit que « si Hugo Rafael Chávez y est arrivé, pourquoi je ne pourrais pas y arriver moi ? ». L'arrivée au pouvoir d'un président *zambo* (issu du métissage indien et noir) d'origine populaire, qui a toujours évité le langage technocratique pour exercer ses fonctions, a bouleversé les codes et les imaginaires de la politique vénézuélienne. Au-delà de s'identifier à lui ou de le rejeter, comme c'est le cas d'Irene, pour les classes populaires il symbolise la possibilité d'émerger sans nécessairement appartenir aux milieux aisés et à l'élite intellectuelle vénézuélienne. Mais ce point sera abordé dans le chapitre suivant. Maintenant que nous avons étudié la mobilité intérieure qui se produit chez les participantes que j'ai rencontrées, je souhaite me centrer sur ce que cette mobilité intérieure provoque à l'extérieur, notamment dans la configuration des rapports entre féminin et pouvoir.

## 8.2. Les mutations du paradigme féminin et pouvoir

### Rupture avec les représentations du consensus passif féminin

Bien qu'elles ne le définissent pas toujours ainsi, comme nous l'avons vu jusqu'ici, la participation des *luchadoras* est politique. Elles semblent viser deux voire plusieurs buts opposés en même temps, par exemple « *salir del tobo y de la comida* » tout en garantissant le maintien des assignations sociales de genre, en prenant en main l'espace domestique et la responsabilité du domaine familial. Mais, à travers leur comportement dans les structures étatiques de participation ces femmes transgressent l'incompatibilité qui existe entre les représentations de la féminité et celles du pouvoir, étudiées par la sociologue Jane Freedman

---

<sup>580</sup> « *El dinero, porque sin dinero no hay campaña y sin campaña, olvidese, eso no sirve.* »

dans *Femmes politiques : mythes et symboles*<sup>581</sup>. La « mobilité intérieure » qui s'opère chez les femmes rencontrées se transforme en « mobilité extérieure » :

« Quand les choses ne se font pas, on a dû faire des choses drastiques. Une fois on a séquestré tous les conseillers (de la mairie) de Valencia dans une église pour qu'ils nous écoutent et qu'ils nous disent en quoi ils allaient nous aider. Toutes les associations de voisinage s'étaient réunies (rires). »<sup>582</sup>

**Luz de Parra**, 45 ans, opposante au régime, membre du CLPPV et du CC du *barrio* Las Palmitas, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d'autres enfants, Valencia, 2006.

Le pouvoir de mobilisation que détiennent ces femmes et leur maîtrise des réseaux institutionnels qu'elles sollicitent pour concrétiser les projets de la communauté représentent des outils dont elles n'hésitent pas à se servir pour arriver à leurs fins. La participation politique des femmes produit une re-signification des rôles de sexe et des rapports gouvernants-gouvernés. Par la maternité politique, les femmes exercent leur autorité sur les différents acteurs des territoires quotidiens pour lesquels elles luttent. Les *luchadoras* transgressent ainsi les espaces d'action féminins et masculins considérés légitimes par l'assignation sociale de genre. Dans leur action, elles reconfigurent les rapports de force et de pouvoir puisqu'elles ne se confinent pas à leur position sociale subordonnée. Les modèles et les représentations changent, puisque nous avons vu que la *señora* Irene s'imagine occuper le poste de présidente du pays et que Maigualida pense que la *sensatez* des femmes leur permettraient de mieux diriger le Venezuela. Comme nous l'avons vu dans les récits des participantes, une leader est une *luchadora*, c'est-à-dire une femme qui insiste et qui persévère jusqu'à obtenir ce qu'elle demande afin d'apporter des réponses à la communauté.

---

<sup>581</sup> Jane Freedman offre un regard analytique riche et différent de ceux proposés par une grande partie des études faites sur les femmes en politique. En prenant le cadre de deux pays européens, la France et l'Angleterre, l'auteure s'intéresse aux causes de l'exclusion des femmes en politique. Elle parcourt les explications structurelles, situationnelles et systémiques, pour au final s'intéresser tout particulièrement aux causes symboliques. Au delà du travail domestique qui prend beaucoup de temps et des socialisations sexuées, Freedman explique que les représentations dominantes des femmes, et de la féminité, sont responsables de leur mise à l'écart en politique. Je ne souhaite aucunement minimiser les raisons matérielles qui éloignent et qui empêchent parfois les femmes de s'impliquer en politique. Mais, je pense qu'à force d'avoir critiqué et déconstruit les représentations sociales régnant autour des femmes en politique, les études qui abordent ce sujet ont tendance à vouloir dépasser, peut-être trop rapidement, l'influence symbolique. Les limites qui se posent aux femmes désireuses de faire de la politique relèvent aussi des convictions, des croyances, des schèmes de perception de pensée et d'action, en somme, elles relèvent de l'immatériel. Pour l'auteure, les mythes de la féminité se transformeront si le nombre de femmes en politique accroît et que de nouveaux modèles féminins de pouvoir surgissent. Voir : J. Freedman, *Femmes politiques : mythes et symboles*, Paris, Ed. L'Harmattan, Collection Logiques politiques, 1997.

<sup>582</sup> « Cuando las cosas no se dan, tuvimos que hacer cosas drásticas. Una vez secuestramos a todos los consejeros [de la alcaldía] de Valencia en una iglesia para que nos escucharan y nos dijeran en que nos iban a ayudar. Se habían reunidos todas las asociaciones de vecinos. »

Luz séquestre les conseillers de la mairie à l'aide des associations de voisinage pour se faire entendre et exiger un retour sur leurs propositions. Ainsi, *la guerrillera del sector 12* confirme que, dans le Venezuela contemporain, les femmes des classes populaires n'acceptent pas d'être ignorées par les institutions. Elles re-signifient leur rapport au pouvoir constitué. La valorisation du local que produit la politique de la participation transforme les pratiques et les représentations du pouvoir et du politique. La forte mobilisation des femmes dans les structures étudiées modifie les comportements puisqu'elle incite d'autres femmes à les rejoindre ou à les concurrencer :

« Je pense que lors des prochaines élections celles qui vont se présenter contre moi ce sont des femmes, car j'entends dire : “ Maigualida il faut la combattre avec des femmes ”, alors ça, pour moi, c'est bien que la femme soit participative, c'est positif. Le leadership féminin est encouragé ici. »<sup>583</sup>

**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

Maigualida entend dire que seule une femme peut gagner contre elle aux élections municipales. Ainsi, seule une femme peut battre une autre femme en politique. Comme nous l'avons étudié dans la deuxième partie, les compétences des hommes et des femmes en politique sont différentes. Etant donné que les femmes ont développé leurs compétences politiques au creux des relations interpersonnelles qui se nouent dans le quartier et dans les rapports quotidiens, elles ont une maîtrise du local que n'a pas la majorité des hommes car ces derniers partent tôt le matin et rentrent tard le soir, ne passant que des temps courts dans la communauté, alors que les femmes y articulent vie familiale, travail et participation locale. On comprend alors que seule une femme puisse concurrencer Maigualida. Et elle termine en disant que « le leadership féminin est encouragé ici ». En effet, les femmes ont saisi les différents espaces de participation locaux, issus des démarches sociales entreprises durant les gouvernements Chávez, tel que les *misiones*, les CLPP et les CC, comme nous l'avons étudié dans les deux premières parties du manuscrit. Et elles ne sont pas prêtes à les désinvestir.

---

<sup>583</sup> « De hecho yo pienso que en la contienda que viene las que van a competir conmigo van a ser mujeres porque he escuchado: “a Maigualida hay que combatirla es con mujeres”, entonces eso para mi es bueno, que la mujer sea participativa. El liderazgo femenino se esta fomentando aquí. »



**Photo 28.** Luz, sa petite fille et Maigualida, chez Luz, Valencia, 2010.

Sur cette photo, prise lors de mon terrain de 2010, de gauche à droite nous retrouvons Luz, sa petite fille et Maigualida, dans le salon de Luz. Le changement social qui se produit au Venezuela aujourd'hui se situe au niveau du pouvoir d'action qui a émergé chez ces femmes leaders de quartier qui agissent avec assurance, convaincues des droits qu'elles réclament et de la citoyenneté qu'elles font valoir et qu'elles pratiquent au quotidien. A travers la circulation de leurs trajectoires et grâce aux échanges qui se produisent dans ces espaces, ces femmes prennent conscience qu'elles sont nombreuses à se mobiliser pour défendre leurs droits et ceux de leur communauté. Elles ne se sentent plus minoritaires et acquièrent un sentiment de compétence qui les fait sentir légitimes dans leur action. Elles se tiennent informées de la situation du pays par tous les moyens existants, qu'il s'agisse de la télévision, de la radio, de la presse et des lois qui sont vendues dans les rues du pays par les vendeurs ambulants. Elles savent ainsi que les gouvernements bolivariens ont pour ligne politique de favoriser le « pouvoir populaire », c'est-à-dire le pouvoir (d'action) du peuple, et cela leur permet d'employer les moyens qu'elles considèrent nécessaires pour résoudre leurs problèmes, sans se soucier des conséquences d'un acte illégal comme celui que commet Luz en séquestrant les conseillers de Valencia pour obtenir des résultats. Leurs actions sont stratégiques puisqu'elles se servent du « statut d'honneur » dont bénéficient les classes populaires sous les mandats Chávez. Loin de l'image non-subversive de la mère altruiste, inoffensive et responsable, ces citations mettent en avant le caractère dangereux que peut avoir la participation des femmes en politique. Le lexique employé est celui du combat puisque Maigualida, il faut la combattre, et Luz séquestre les conseillers et les conseillères pour réclamer des comptes. Ces femmes qui ont enduré la subalternité tout au long de leur existence, qu'elle soit de classe, de race, de genre ou d'âge, se l'approprient sous la politique

du « pouvoir populaire » et la brandissent comme une ressource pour légitimer leurs actions. Elles sont prêtes à occuper tous les espaces possibles pour défendre ce qu'elles considèrent important, que ce soit leurs droits individuels, leur famille, leur quartier mais aussi leur pays. La *señora* Irene se rend aux manifestations d'opposition qui s'organisent à Valencia en allant jusqu'à se déplacer à Caracas si l'occasion le mérite. Cette cinquantenaire s'oppose radicalement au projet de pays de la « révolution bolivarienne », qu'elle assimile à la « révolution cubaine » et qu'elle rejette fermement. S'il n'est pas question ici d'analyser son rejet du projet de révolution bolivarienne, que j'analyserai dans le chapitre suivant, je souhaite me focaliser sur la posture combative qu'adopte cette dirigeante de quartier quand il s'agit de défendre ses idées et, ici, son projet de pays :

JBW : Et vous allez aux manifestations ?

IB : Moi oui, moi oui. Et si je dois courir, je cours ! J'ai été dans plusieurs (manifestations). Et on m'a lancé des bombes et je me suis accroupie, j'ai ramassé et j'ai renvoyé ! Ou je lui lance un coup de pied (à la bombe lacrimogène) et je la renvoie là-bas. Moi je te dis : s'il se forme ici –et je le dis à mon mari et je le dis à mes enfants- s'il se forme, ici, un conflit au Venezuela moi, je me lance à la rue ! On me ramènera chez moi *con las patas por delante* (morte) mais je sors défendre ce qui est à moi ! Parce qu'ici ce qu'ils veulent c'est installer un communisme ! Et faire ce qu'il veut (Chávez) ! Ils veulent en faire une autre Cuba ! C'est ce qu'ils veulent ici pour mon pays !<sup>584</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 57 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2010.

Il est important de rappeler que participer à une manifestation au Venezuela n'est pas un acte sans danger. Les violences policières sont fréquentes et entre 8 et 15 millions d'armes circulent<sup>585</sup> entre les mains de civils très politisés et très divisés (pour une population de près de 30 millions d'habitants et d'habitantes). Cela ne représente pas un obstacle à la

---

<sup>584</sup> « [¿Y usted va a las manifestaciones?] Yo sí, yo sí. ¡Y si tengo que correr, corro! ¡Yo he estado en muchas ¡Y me han tirado bombas y me he agachado, recogido y devuelto! ¡O le tiro la patada y la devuelvo pa' allá! Yo te digo: aquí se llega a formar –y eso se lo digo a mi esposo y se lo digo a mis hijos- aquí se llega a formar una conflicto en Venezuela y ¡yo me tiro a la calle! ¡Me irán a meter a mi casa con las patas por delante, pero yo salgo a defender lo mio! ¡Porque aquí lo que quieren poner es un comunismo! ¡Y hacer lo que él quiere! Estos quieren [sic] volver otra Cuba. ¡Esto es lo que quieren aquí para mi país! »

<sup>585</sup> Selon la Commission de défense de l'Assemblée Nationale de 2009.

participation de la *señora* Irene aux manifestations d'opposition. Cette femme qui, quelques pages plus haut, posait d'un air calme et apaisé devant ses bibelots, n'hésite pas à saisir une bombe lacrimogène pour la renvoyer du côté de ses adversaires. Elle ne resterait pas à l'abri si un conflit national se déclarait parce qu'elle n'adhère pas à l'idéologie qui est au pouvoir dans « son » pays. Dans le Venezuela contemporain, l'expérience participative et la politisation du quotidien permettent aux femmes des classes populaires de franchir les barrières de la peur, que ce soit au moment de s'exprimer, de se confronter aux institutions ou de lutter contre un adversaire.

### **Entre calcul coût-bénéfice et désir : la participation comme pouvoir**

Certains cadres peuvent pousser les femmes à vouloir se distancier du travail communautaire. Leur participation est régulièrement remise en question puisqu'elle bouleverse leur ordre de vie. Le travail communautaire implique le calcul coût-bénéfice de leur engagement dans les associations de quartier, et donc aussi dans les CLPP et les CC. Pour celles qui participaient aux CLPP, les nouvelles modalités de participation des CC suscitent de la méfiance. Car la participation leur permet de développer une lucidité sur les rapports de pouvoir qui les fait constamment évaluer leur engagement. Par exemple, dans le cas de Valencia, celles qui participaient au CLPP savent qu'elles sont fichées comme ayant travaillé pour l'ancienne administration qui était d'opposition ce qui, nous le verrons plus loin, a pour effet de les démobiliser. Mais la participation est à la fois nécessaire pour les femmes des classes populaires qui veulent améliorer les conditions de vie, et c'est aussi un pouvoir dont elles ne veulent plus se passer. Il leur est difficile de renoncer au pouvoir de changer la vie de leur communauté et, par conséquent, la leur et celle de leur entourage. Et puis c'est aussi la volonté de rester actrices dans la politique. En effet, une fois que ces femmes ont obtenu des résultats grâce à leur participation, elles peuvent difficilement rester trop longtemps à l'écart des espaces d'opportunité destinés à améliorer leur quotidien et celui du quartier.

« Je ne sais pas si je vais continuer dans les CLPP et je ne crois pas non plus que je vais m'impliquer dans les CC. Mais bon, j'y rentre au début pour motiver la communauté mais pas plus, parce que là (dans les CC) celui qui va manier l'argent c'est le plus malin et celui qui va aller en prison c'est le plus *pendejo* (bête) ! Moi ce que je veux c'est l'impulser pour que la communauté participe. En plus, l'autre jour

je suis allée demander des formulaires et on m'a dit de le laisser comme ça parce qu'il n'y en avait pas, parce qu'ils avaient été mal imprimés. Alors, dis moi, ça mène où, ça ? »<sup>586</sup>

**Carmen Rosa Rincón**, 51 ans, chaviste *light*, dirigeante de quartier et ex conseillère municipale dans la commission sociale du CLPPV, membre CC Sta. Inés, mariée, 4 enfants, Valencia, 2006.

Moyennement motivée, Carmen Rosa souhaite tout de même faire les démarches nécessaires à la constitution du CC de sa communauté. Mais la désorganisation qui caractérise l'administration bolivarienne la démobilise. La confrontation des attentes à la réalité est souvent très dure à assimiler. Les participantes ont toutes des attentes concrètes mais, loin d'être dupes, elles saisissent rapidement leur part de faisabilité dans la réalité sociale. L'instabilité politique qui règne dans le pays, au moment des enquêtes de terrain, se fait également sentir par la redéfinition constante du système participatif. Cela provoque chez les participantes un sentiment d'usure et de frustration qui contribue à ce qu'elles se désengagent un temps. Les CLPP sont créés en 2002 alors qu'en 2006 les Conseils Communaux - concurrents directs des premiers- sont rendus autonomes (ils dépendaient autrefois des CLPP) puis, dès 2009, une nouvelle loi réforme les CC. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, il n'y a plus de place pour les intermédiaires. La communauté s'occupe désormais de la planification mais aussi de l'exécution des œuvres municipales. Ainsi, le gouvernement national verse directement le budget municipal aux communautés. Face à cela, certaines participantes se découragent ou se méfient quand elles découvrent les nouvelles modalités de participation. Les CLPP se stabilisaient lentement et voilà qu'une autre structure est mise en place. Comme Carmen Rosa, les femmes rencontrées ne sont pas tentées d'intégrer les CC en raison de l'appréhension qu'elles ont du modèle de « participation directe ». De par l'amalgame que font les *luchadoras* entre administration directe du budget, clientélisme et corruption, comme l'évoquait Carmen Rosa, les Conseils Communaux représentent, à leurs yeux, un obstacle au développement du processus participatif. Cette conjoncture les amène à se désengager progressivement des dispositifs participatifs.

---

<sup>586</sup> « Yo no se si vaya a continuar en los CLPP, yo no creo tampoco que me vaya a implicar en los CC. Pero bueno, ahí me meto al principio pa' motivar a la comunidad pero no mas, por aquí (en los CC) va a manejar real el mas vivo y el que va a ir a una carcel es el mas pendejo ! Yo lo que quiero es impulsarlo pa' que la comunidad participe. Ademas, el otro día fui a pedir las planillas y me dijeron que lo dejara así porque no habían porque las habían imprimido (sic) mal. Entonces dime tú, a donde lleva eso ? »

Mais, cette situation est temporaire. Toutes les femmes de Valencia que j'ai suivies dans le temps se sont démobilisées pendant une ou deux années, formellement car certaines maintiennent une participation informelle, mais lorsque je retourne sur le terrain elles sont soit en train de planifier leur retour soit elles ont déjà réinvesti la structure de participation. En 2010, Carmen Rosa me raconte qu'elle a fait partie de l'équipe qui a instauré le CC dans son quartier. Elle fait désormais partie de celui-ci, et occupe le poste de *contraloría*, c'est-à-dire qu'elle est chargée de contrôler l'ensemble des projets et la gestion du CC. Son CC était constitué depuis à peine 4 mois car, une fois de plus, elle a rencontré des difficultés administratives qui ont retardé sa mise en route :

JBW : Comment êtes-vous arrivée aux CC ? Parce vous m'aviez dit en 2006 que vous n'y participeriez pas.

CR : En pensant à la communauté, nous avons réussi à faire un groupe de personnes, à nous réunir et à planifier le CC : « Bon, alors qu'est-ce qu'on va faire ? » Actuellement, en ce moment, si on n'a pas de CC dans les communautés, malheureusement, comme on dit en *criollo* (langage local) « *vamos a llorar al valle* »<sup>587</sup>. Parce que s'il n'y a pas de CC rien n'est valide. (...) Alors, on s'est réuni, moi-même Carmen Rincon, la *señora* Iraida Flores, la *señora* Digla de Colmenares et d'autres personnes encore, et on s'est demandée à plusieurs reprises comment on allait faire, en cherchant comment faire pour lancer le CC. Bon, on a lancé ça mais la première fois ça n'a pas marché parce que la communauté n'a pas participé, parce qu'elle ne savait pas ce que c'était, ça. Moi, j'allais déjà jeter l'éponge. Alors Iraida m'a dit, *señora* Carmen, on va lutter, on va mettre les pieds sur terre et on va y arriver. On a fait 3 assemblées. Il n'y avait pas beaucoup de monde à la première, pour la deuxième y'en avait plus ou moins et pour la troisième il y a eu beaucoup de monde, *gracias a Dios*. On l'a notifié à *radio América*, à *Notitarde*, tout ça il faut le dire aux moyens de communication. Ces personnes m'ont beaucoup motivée et bon, on y est arrivée, ça fait 4 mois qu'on est inscrit comme CC et on va de l'avant !<sup>588</sup>

---

<sup>587</sup> Expression vénézuélienne pour dire que si l'on a commis une erreur, en connaissance de cause, il est inutile de se lamenter auprès des autres.

<sup>588</sup> JBW : *Como llegó al CC porque usted me dijo en el 2006 que no participaría ? CR : En pro de la comunidad, un grupo de personas accedimos a reunirnos y a planificar del CC. Bueno, que vamos a hacer ? Actualmente, ahorita, si no tenemos CC en las comunidades, lamentandolo mucho, como dice a lo criollo « vamos a llorar al valle ». Porque si no hay CC no hay validez de nada. (...) Entonces nos reunimos, mi persona Carmen Rincón, la señora Iraida Flores, la señora Digla de Colmenares y otras personas mas y en varias oportunidades nos preguntamos como iremos a hacer, buscando como sacar el CC. Bueno, lanzamos esa, se nos cayó la primera vez porque la comunidad no participaba porque eso no sabían lo que era. Ya yo iba a tirar la toalla. Entonces Iraida me dijo, señora Carmen vamos a luchar, a poner los pies sobre la tierra y lo vamos a lograr. Se hizo 3 asambleas. La primera vez no fue mucha gente, la segunda mas o menos y la tercera si fue, gracias*



**Carmen Rosa Rincón**, 55 ans, chaviste *light*, dirigeante de quartier et ex conseillère municipale dans la commission sociale du CLPPV, membre CC Sta. Inés, mariée, 4 enfants, Valencia, 2010.

Ce récit nous rappelle à quel point la solidarité entre participantes est cruciale pour leur mobilisation. Carmen soulève aussi la totalisation du social qui s'effectue à l'échelle locale avec les CC, que nous avons étudiée dans le chapitre 6. Cette structure étatique de participation locale articule l'ensemble des organisations qui font vie dans la communauté et canalise les ressources qui lui sont allouées. Carlos, représentant de la fondation CIARA<sup>589</sup> de Mérida, dit ceci lors d'une réunion du CC de Cacute : « le CC, c'est pas Miguelito (coordinateur du CC de Cacute). Miguel s'occupe de son rôle et les autres du leur. Personne ne peut divorcer du CC aujourd'hui. Tout ce qui sort de la communauté doit passer par le CC. Le CC s'occupe de tout ce qui concerne tous les habitantes et toutes les habitantes de la communauté et rien ne devrait pouvoir se faire sans lui. C'est une autorité. »<sup>590</sup> Cela rejoint ce que disait Carmen : les CC sont devenus, pour ainsi dire, obligatoires si l'on désire mettre en place quelque chose dans la localité habitée : poser une affiche, organiser une célébration, réparer une rue, faire un tournoi de foot, entre autres démarches possibles. Les anciennes participantes au CLPP ont un défi supplémentaire à relever, en plus de surmonter la désorganisation administrative et s'approprier les modalités de participation qui sont chaque fois plus précises, elles doivent dépasser le changement de bord politique de la mairie et se confronter à la nouvelle équipe, alors qu'elles sont clairement identifiées à l'ancienne. Dans un premier temps la nouvelle situation peut les refroidir et les conduire à faire une pause dans la participation, mais sans renoncer à l'idée de reprendre par la suite :

JBW : Et vous avez donc arrêté votre participation dans la communauté ?

IB : Oui.

JBW : Et ça vous manque ?

IB : Ecoutez, au moment où, comment vous dire, quand on veut aider les personnes, oui ! Parce que je vais vous dire une chose : quand... celui qui rentre là-dedans ça doit être parce qu'il aime le service, le service ! Ecoutez, moi j'aurais continué si la

---

*a Dios, bastante gente. Se llevo a radio América, a Notitarde, todo eso hay que participarlo a los medios de comunicación. Me motivaron mucho esas personas y bueno, ya lo logramos, tenemos 4 meses y ya estamos registrados como CC, y pa'lante vamos !*

<sup>589</sup> *Fundación de Capacitación e Inovación para apoyar la Revolución Agraria.*

<sup>590</sup> « *El CC no es Miguelito. Miguel se ocupa de su papel y los otros de los suyos. Nadie se puede divorciar del CC hoy en día. Todo lo que salga de la comunidad debe pasar por el CC. El CC es para todo lo que concierne a todos y a todas en la comunidad y nada debería poder hacerse sin él. Es una autoridad* », Carnet de terrain, Cacute, Mérida, 2010.

politique était autre. Mais je sais que les personnes qui sont maintenant dans les postes publics vont me fermer la porte au nez quand on leur dira « Celle qui arrive là, cette *concejal* que tu vois... qui vient là, celle-là, elle ne nous a jamais soutenus ! » Quand ils me voient, ils se disent : « celle-là, est venue nous enlever pour nous destituer » ; ou alors ils se sentent déplacés parce que les gens vont là où je vais et ils ne les cherchent pas eux ! Alors, regarde, moi pour m'éviter les mauvais moments, j'ai dit que je n'allais plus à aucune réunion. (...)

JBW : Vous pensez que si je reviens dans quelques années je vais vous retrouver impliquée dans les affaires de la communauté ?

IB : Peut-être que oui ! (rire collectif) Peut-être que oui ! Il se peut que oui ! Parce que j'aime le travail social, *amiga*.

JBW : Qu'est-ce qui ferait que vous vous y impliqueriez de nouveau ?

IB : Si je vois qu'en deux ans, ces gens ne font rien, dans deux ans il faut réélire les CC, *pues*, je me lancerai comme conseillère... je rentrerai dans les CC.<sup>591</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 56 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2009.

La *señora* Irene cessa donc en 2008 avec le changement de mairie, au moment de la naissance de sa petite fille. La bipolarisation partisane que traverse le pays peut freiner l'élan participatif. Mais si la méfiance s'installe des deux côtés, pour les participantes il est difficile de rester à l'écart. De plus, même si elle ne le formule pas clairement, pour la *señora* Irene c'est un double échec : d'un côté elle laisse la place au chavisme alors qu'elle est d'opposition, et de l'autre elle quitte une activité qui lui plaît et qui lui permet de changer les conditions de vie de sa famille et de son quartier. Mais après l'entretien elle me dévoile sa stratégie : ce CC aura 2 ans pour faire un meilleur travail qu'elle « peut-être qu'ils le feront

---

<sup>591</sup> JBW : ¿Y usted paró entonces su participación en la comunidad? IB : Sí. JBW : ¿Y le hace falta ? IB : Mire, en el momento en que ¿cómo le digo yo? en querer ayudar a las personas, ¡sí! Porque le voy a decir una cosa: cuando ... el que se mete a esto tiene que ser que le guste el servicio, el servicio ! Mire. Yo sólo hubiese seguido si la política fuera otra. Pero yo sé que la gente que (sic) están ahorita en los cargos públicos me van a cerrar la puerta nada más cuando le digan: "Esa que viene ahí, esa concejal que tú ves ... que viene ahí, ¿esa nunca nos apoyó!" Si, cuando me ven, se dicen: "Ésta como que viene a destituirnos"; o se sienten desplazados ¡porque la gente llega a donde yo estoy y no los buscan a ellos! Entonces, mira, yo, para no tener esos malos ratos, he dicho que no voy a ir a ninguna reunión. (...) JBW : ¿Cree que si vuelvo dentro unos años, la vuelvo a encontrar metida en las cosas de la comunidad? IB : ¡A lo mejor que sí! (risa colectiva) ¡A lo mejor que sí! ¡Puede ser que sí! Porque me gusta la labor social, amiga. JBW : ¿Qué haría que se volviera a meter? IB : Si veo que esta gente en dos años no hacen nada, dentro de dos años hay que reelegir los CC, pues, me lanzaría como consejera ... me metería en los CC.

mieux que moi ! Qu'ils travaillent ! »<sup>592</sup> Pendant ce temps elle s'occupe de sa petite fille et elle continue de participer en restant à la disposition du voisinage : « toute personne qui vient chercher une expertise, une chose avec laquelle je puisse l'aider, *pues* moi je lui donne (l'aide). »<sup>593</sup> Quand je reviens sur le terrain en 2010, la *señora* Irene avait commencé à préparer, doucement, son retour. Sa stratégie a marché, la communauté est venue la chercher. En outre, comme l'ancien CC était majoritairement composé de jeunes, elle leur a proposé son soutien, sur facebook. Cette pause lui permet de réintégrer la participation avec un meilleur statut, celui de soutien, d'experte, et de le faire dans de meilleures conditions puisqu'elle mobilise les jeunes qui feront le gros du travail.

JBW : Vous avez envie de refaire des choses dans votre communauté ?

IB : Oh, oui.

JBW : Qu'est-ce qui vous motive à le faire ?

IB : Mes voisins ! Qui ne peuvent pas me voir parce que... « Oh, *señora* Irene, allez-y (au CC) », « *Señora* Irene, regardez »... Tu sais... Et que, quand ils font une assemblée de citoyens dans les CC, il n'y a pas une réunion où il ne soit pas question de moi. Mais jamais en mal, mais c'est que les gens leur jette à la figure : « Mince ! Quand la *señora* Irene était là, ça n'arrivait pas » Ici il y a des rues qui sont abîmées ; où *Hydrocentro* est venu, a mis un tuyau, a couvert et (les gens du CC) ils n'ont pas mis de ciment. Bon ! Ils voient ça. (...) Les rues ici sont... plusieurs rues font pitié. Autre chose, j'allais au poste, je discutais avec les policiers « Ecoute, je sais qu'il n'y a pas de *patrullas*<sup>594</sup>, je ne te demande pas d'y être tous les jours mais de temps en temps envoie moi une petite *patrulla* là-bas » Et les gens au moins la voyait. *Madre*, ici on a même tué un jeune homme dans l'*urbanización* il y a deux mois. Pour lui voler sa voiture ! On n'avait jamais vu ça ici ! (...)

JBW : Et vous allez chercher qui pour monter le CC ?

IB : Non ! C'est des gens, dans le coin, qui sont en train de le monter et ils sont venus : « *Señora* Irene, vous nous soutenez ? », et je leur dis « oui, oui je vous soutiens ». Mais moi le lancer ? Non, c'est eux qui sont venus. Les voisins. Parce que ces jours-ci je suis allée sur facebook et bon, les garçons ont commencé à parler des problèmes qu'il y a et j'ai eu l'idée d'écrire au garçon : « Comptez sur moi dans ce

---

<sup>592</sup> « ¡A lo mejor [sic] hacen mejor que yo! ¡que trabajen! »

<sup>593</sup> « Cualquier persona que venga a buscar una asesora, una cosa que uno los ayude, pues, yo le doy. »

<sup>594</sup> Termes qui désigne la voiture de police.

que je peux (aider) ». Bon, plus tard ils ont mis « nous attendions que vous vous prononciez ».

JBW : Facebook vous aide à parler aux jeunes hommes ?

IB : Oui, avec les garçons d'ici, oui. Des garçons jeunes !

JBW : Et dans quel poste vous iriez ? Vous savez qu'il y a *contraloria*, qu'il y a des comités de travail, logement, eau, santé...

IB : Tu sais où j'irais ? Dans la banque ! Pour pouvoir contrôler l'argent des gens ! Parce que les gens aiment s'approprier ce qui n'est pas à eux ! Soit là-dedans, soit dans *contraloria*. Dans un de ceux-là.

JBW : Même si la banque implique une responsabilité pénale ?

IB : C'est pas grave ! Moi, je n'ai pas de problèmes ! Si je dois faire un bilan personnel, je le fais. Je n'ai aucun problème parce que ce que j'ai est à moi.<sup>595</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 57 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2010.

L'enjeu de la participation est de veiller à la vie de la communauté, parfois au premier sens du terme. En négociant avec la police, la *señora* Irene assurait la sécurité du quartier et de ses habitants. Participer, c'est à la fois superviser les travaux en cours, mobiliser le voisinage, batailler avec les institutions mais c'est aussi garantir un certain bien-être social à la communauté. Certes, appartenant aux classes populaires ces femmes sont contraintes de

---

<sup>595</sup> JBW : ¿Tiene ganas de volver a hacer cosas en su comunidad? IB : Ay, sí. JBW : ¿Qué es lo que la motiva a hacerlo? IB : ¡Mis vecinos! Que no me pueden ver porque ... "Ay, señora Irene, que cónchale, métase (en el CC)", "Señora Irene, que mire" ... Tú sabes ... Y que cuando hacen una asamblea de ciudadanos con los CC, no hay reunión donde no salga a relucir yo. Pero nunca pa' mal, sino que la gente se los pega a ellos por la cara: "¡Cónchale! Cuando estaba la señora Irene eso no pasaba!" Aquí hay calles que están dañadas; donde vino Hidrocentro y metió un tubo y lo tapó y (la gente del CC) no le echaron el asfalto. ¡Bueno! Ellos ven eso. (...) Las calles aquí están ... varias calles que dan lástima. Otra cosa, yo iba al módulo, hablaba con los policías: "Mira, yo se que no hay patrullas, yo no te pido que estén todos los días pero de vez en cuando mandame una patrullita por allá" Y la gente al menos veía. Madre: aquí mataron hasta un muchacho en la urbanización no hace mucho, hacen dos meses. ¡Por robarle el carro! ¡Esto aquí no se había visto nunca! (...) JBW : ¿Y a quién buscaría para armar el CC? IB : ¡No! Son gente por ahí que están armando y han venido: "Señora Irene ¿usted nos apoya?" y les digo : "sí, sí los apoyo". Pero, ¿yo sacarlo? No, ellos que han venido. Los vecinos. Porque en estos días me metí en el facebook y, bueno, empezaron los muchachos, hablando de los problemas que hay, y se me ocurrió como cosa, le escribo yo al muchacho: "Cuenten conmigo en lo que yo pueda". Bueno, al rato me pusieron: "Nosotros estábamos esperando que usted se pronunciara". JBW : El facebook la ayuda a hablar con los muchachos? IB : Sí, con los muchachos aquí, sí. ¡Muchachos jóvenes! JBW : ¿Y en qué cargo se metería usted? Sabe que hay contraloria, que hay comités de trabajo, de vivienda, de agua, de salud... IB : ¿Tú sabes dónde me metería? ¡En el Banco! ¡Pa' poderle controlar los reales a la gente! ¡Porque la gente le gusta hacerse de lo que no es suyo! O en eso o en Contraloría. En alguno de esos. JBW : ¿Aunque el Banco comunal implique responsabilidad penal? IB : ¡No importa! ¡Yo no tengo problemas! Si tengo que hacer un balance personal, lo hago. Yo no tengo ningún problema porque lo que tengo es mío.

participer pour avoir accès à des besoins de base<sup>596</sup>, mais assurer leur participation c'est aussi assurer leur rôle d'actrices publiques, le pouvoir de décision et la reconnaissance qui va avec. Quand je lui demande avec qui elle compte former le CC elle me répond très clairement que ce n'est pas elle qui va le faire mais le voisinage. Elle, elle apporte son soutien et sa présence. Mais attention, pas dans n'importe quel poste puisqu'elle veut intégrer soit la banque communale soit la *contraloria* (le comité de contrôle) du CC. Et Irene n'est pas seule à vouloir occuper ces espaces décisifs dans les CC. Les femmes rencontrées qui intègrent les CC par les comités de santé, d'éducation ou de logement, se dirigent par la suite vers les postes de la banque communale ou vers la *contraloria*. Comme la *señora* Irene, Edilma Andrade, du CC de Mistequé (Mérida), souhaite investir les mêmes domaines, passant de vouloir créer les projets à vouloir les coordonner :

JBW : Et vous allez vous présenter au nouveau CC ?

EA : Bon, maintenant la *junta promotora* est en train de se réorganiser. Parfois je pense qu'il faut donner sa chance à d'autres personnes pour qu'elles participent mais comme moi j'aime ce travail, je sais pas, être là ou là, ou dans une autre communauté, j'aime être dans cette activité... Mais je devrais attendre pour voir si j'ai du soutien dans la communauté, si on a encore confiance en moi, pas vrai ? Mais si je n'ai pas « l'acceptabilité » (sic) dans la communauté c'est mieux qu'une autre personne vienne et participe. J'ai stimulé beaucoup de jeunes gens pour qu'ils participent, entre 20 et 25 ans, tout jeunes.

JBW : Et vous aimeriez postuler de nouveau au comité de santé ?

EA : Non, j'aimerais la banque communale ou le comité exécutif pour gérer les ressources ou gérer les projets.<sup>597</sup>

**Edilma Andrade**, 42 ans, chaviste, ex coordinatrice du CC de Mistequé et ancienne membre de l'association de voisins, mariée, mère de 7 enfants, Mérida, 2009.

---

<sup>596</sup> C'est une des conclusions à laquelle arrive la politologue Camille Goirand dans son étude des assemblées du budget participatif brésilien, à Recife. Voir : C. Goirand, « Rituels démocratiques et mise en scène de la participation populaire dans les assemblées du budget participatif à Recife (Brésil) », *Revue Participations*, n°11, Paris, 2015, pp. 53-85.

<sup>597</sup> JBW : *Y va a volver a presentarse para el nuevo CC ?* EA : *Bueno ahorita se esta reorganizando la junta promotora. Yo a veces pienso que uno tiene que darle oportunidad y espacio a otras personas para que participen pero como a mi me gusta, no sé, estar aqui o aqui, o en otra comunidad, me gusta estar en esa actividad... Pero tendria que esperar y ver si uno tiene apoyo en la comunidad, si aun confia en uno, verdad ? Pero si no tiene aceptabilidad en la comunidad es mejor que venga otra persona y participe. Yo estimule a mucha gente joven para que participen, entre 20 y 25 años, jovencitos.* JBW : *Y quisieras volver a postular al comité de salud ?* EA : *No, me gustaria el banco comunal o el comité ejecutivo para gestionar recursos o gestionar los proyectos.*

Autant la *señora* Irene qu'Edilma confirment ce que nous avons vu dans le chapitre 5, à savoir que les jeunes générations qui ont grandi sous ce nouvel ordre sociétal très politisé, notamment les 15-30 ans, sont en train de prendre le relai en s'investissant dans les structures étatiques de participation locales étudiées. Si elles ont joué le rôle de moteur de ces structures dans un premier temps, les femmes dépassent la méfiance qu'elles avaient sur la gestion directe des ressources de la communauté, pour y voir par la suite l'opportunité d'assurer la gestion de ces espaces. Ainsi, passer des CLPP comme organismes de planification aux CC comme autogouvernements communautaires chargés d'exécuter les projets définis par la communauté, est un changement qui permet aux femmes des classes populaires d'évoluer dans leurs carrières participatives et de se familiariser à des domaines qui se rapprochent des représentations traditionnelles du pouvoir : la gestion des ressources et le contrôle des projets.

Dans la majorité des cas étudiés, les femmes parviennent à atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés. Lors de mon dernier terrain, en 2012, les jeunes sont venus chercher la *señora* Irene pour refaire le CC. Plus de 300 personnes étaient prêtes à participer à l'assemblée constitutive, me dit-elle. Des représentants de FUNDACOMUNAL<sup>598</sup> s'y sont rendus, exigeant des papiers que la *señora* Irene avait préparés, en s'inspirant des anciens formats des documents de l'association de voisins et du CLPP, précise-t-elle dans son récit. Pour elle, et j'ai pu confirmer cela sur mes terrains, l'organisation a toujours une excuse pour arrêter la création d'un CC qui puisse être considéré d'opposition, « même si là-dedans il y a de tout »<sup>599</sup>, dit-elle. Ils lui ont dit que la dernière commission électorale (de l'ancien CC) n'avait pas expiré et ils n'ont pas accepté de valider le dossier. Quelques jours plus tard, la *señora* Irene s'est déplacée à FUNDACOMUNAL avec les anciens membres en question, pour certifier qu'ils avaient bien renoncé à leurs fonctions. Elle me dit que c'était la pagaille et elle a imposé un tour de parole, pendant qu'elle notait les points de la contrepartie qu'elle pensait reprendre :

« Je parlais bien fort et je leur disais « vous avez dit que ces papiers étaient faux – ceux de l'assemblée citoyenne- et moi je vous dis : s'ils sont faux, c'est la prison pour moi, et si c'est le contraire, c'est la prison pour vous, ça vous va ? Et là, tout de

---

<sup>598</sup> L'entité chargée de promouvoir et de favoriser le pouvoir des communautés, appelé « pouvoir communal » (*Fundación para el Desarrollo y Promoción del Poder Comunal*).

<sup>599</sup> « Aunque ahí hay de todo »

suite, les anciens membres de la commission électorale ont dit “écoutez, ils sont d’accord, pas vrai ?” Et la situation s’est arrangée.»<sup>600</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 59 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu’elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2012.

Les participantes ne se laissent pas intimider par les tensions partisans et, comme nous l’avons vu tout au long de ce travail, elles franchissent les obstacles qui s’interposent à leur engagement. Comme elle le disait plus haut en auto-évaluant le changement individuel qu’a engendré la participation chez elle : cette femme sait désormais comment employer son agressivité sans que celle-ci ne desserve sa cause, en l’accompagnant d’arguments fondés et d’une assurance qui peut faire même faire douter une personne qui a raison. Finalement, la *señora* Irene a obtenu le poste de *contralora* du CC. A la fin de cette visite où Alicia m’accompagnait, la *señora* Irene se tourne vers elle et lui dit en souriant : « à bientôt, on se retrouve pour les primaires de la MUD »<sup>601</sup>. Il s’agit des élections de la *Mesa de la Unidad* qu’organisent les partis d’opposition et qui ont pour finalité d’élire un candidat ou une candidate d’opposition qui sera l’adversaire de Chávez lors des élections présidentielles du 7 octobre 2012. Alicia sera avec *Cochola* et Irene avec *El pollo*, deux candidats locaux d’opposition qu’elles soutiennent.

### **Participation locale et militance partisane**

Les femmes des classes populaires qui participent aux instances sont chaque fois plus intéressées par la politique partisane. La politisation que connaît le pays depuis l’arrivée au pouvoir d’Hugo Chávez favorise ce phénomène, mais c’est aussi une question de réseau qui s’élargit à partir du local et de convictions qui se précisent au fil de l’expérience participative. Si, depuis mon premier terrain, la quasi-totalité des femmes rencontrées affichaient un bord politique clair (« pour » ou « contre » Chávez), sans forcément s’identifier à un parti, j’ai pu remarquer qu’avec le temps elles s’intéressaient de plus près à la politique partisane. J’ai donc compris que la participation locale peut représenter une passerelle qui les conduit à cet

---

<sup>600</sup> « Yo hablaba bien fuerte y les decía « usted dijo que los papeles eran falsos –los de la asamblea ciudadana- y yo le digo, si son falsos carcel para mi y si es lo contrario, carcel para usted, le parece ? » Y ahí mismo, los antiguos miembros de la comisión electoral dijeron « mire, ellos estan de acuerdo, verdad ? » y se arreglo la situación. »

<sup>601</sup> « Hasta pronto, nos vemos pa’ las primarias de la MUD »

univers, que ce soit pour y travailler, en intégrant les compétences développées dans les associations de voisinage, les CLPP ou les CC, ou bien pour militer et défendre un projet de pays.

De même que la première fois que je me suis rendue à Valencia en 2006, lorsque je reviens en 2012, Alicia Plaza (ex membre de la commission sociale du CLPP de Valencia) vient me chercher au terminal de bus « Big Low ». Elle est accompagnée de sa voisine qui est évangélique et qui est membre de son CC (elle lui prête sa voiture à condition qu'elle la conduise de temps en temps quand elle doit faire des *diligencias* car elle n'aime pas conduire). Comme la *señora* Irene et Carmen Rosa, Alicia a repris la participation quelque temps après la fin du CLPP, en tentant de monter un CC dans sa communauté pour concurrencer celui qui existe déjà mais qui est plutôt chaviste. Elle m'apprend qu'elle travaille pour *Cochola* et son parti d'opposition. L'ancien secrétaire du CLPP, l'ingénieur Carmelo Ecarri, l'a contactée pour la mettre en relation avec le parti, dans le cadre de l'organisation des primaires de la MUD. Alicia m'explique que si *Cochola* gagnait les élections, elle pourrait représenter le secteur sport (elle a été championne nationale de tir-à-l'arc) ou le secteur éducation (elle est l'une des rares femmes rencontrées à avoir fait des études supérieures avant les mandats Chávez). Pendant le temps où elle a cessé de participer dans la communauté elle s'est rapprochée de la politique partisane. Ainsi, la participation dans le quartier peut non seulement connecter les femmes des classes populaires au partisan mais elle peut également représenter un moyen de trouver un emploi, ou les deux comme dans le cas d'Alicia.

Mais elle n'est pas la seule à suivre ce parcours. Du côté du *páramo*, Gregoria Lara de la *junta parroquial* de Cacute, a quitté son poste pour se consacrer quasi pleinement à la militance dans le PSUV, même si elle n'exclut pas de reprendre plus tard. Bien qu'elle ne participe pas formellement, elle continue de venir en aide aux personnes retraitées –*los abuelitos*– et les personnes handicapées de sa communauté en faisant les démarches nécessaires pour qu'elles puissent bénéficier des pensions ou des droits qui leur reviennent ou en trouvant les médicaments dont elles ont besoin, comme nous l'avons précisé dans le chapitre 3. Elle passe aussi plus de temps avec ses petits-enfants, car sa fille travaille et ne peut les garder en journée, et elle vend depuis peu les téléphones portables subventionnés par l'Etat, les *vergatarios*. Dans Cacute, elle est devenue l'une des figures du PSUV puisqu'elle participe à l'organisation des campagnes politiques, qu'elle connaît avec précision le cadre légal vénézuélien pouvant alors conseiller la communauté à ce sujet et que, depuis qu'elle a



cessé son engagement dans la *junta parroquial*, elle commercialise ponctuellement les téléphones et autres objets vendus à bas prix par le gouvernement. Gregoria défend fermement la « révolution » car elle considère qu'elle a changé radicalement la vie des paysans, des pauvres et, d'une manière générale, des personnes qui sont dans le besoin, comme les personnes âgées et handicapées qu'elle aide, ce que j'étudierai dans le prochain chapitre. Cela l'a conduite à s'inscrire dans le PSUV, même si sa militance partisane n'a pas émergé sous Chávez puisqu'elle date de près de 25 ans<sup>602</sup>. Elle est, entre autres, motivée par les réussites « de la révolution », comme le *Centro de Comunicación Comunal* (cabines téléphoniques, accès à Internet, fax, copies et autres services) qui a été conçu et construit par le CC de Cacute *casco*, alors que la communauté se battait depuis près de 25-30 ans pour avoir accès à un réseau téléphonique fixe *CANTV* (première entreprise de télécommunications du pays). Elle fait d'ailleurs officieusement partie du comité technique de télécommunications du CC. Pour elle, c'est un succès de la révolution (*logro de la revolución*). L'aboutissement de ce type de projets représente pour elle une raison suffisante pour s'investir pleinement dans la défense du *proceso revolucionario* : « ça va changer la vie des jeunes qui sont en train d'étudier et qui ne vont plus dépenser en transport pour accéder à ces services, et celle des enfants pour qu'ils fassent les travaux pour l'école »<sup>603</sup>. Gregoria différencie la participation dans les CC de la politique, même si elle estime qu'il faut tout de même essayer de « *meterla pero con spray* » (de la faire entrer mais avec [la technique] du *spray* (à petites doses)). Mais, elle me rappelle que dans les CC il est interdit de faire des meetings ou des ateliers de lutte politique parce qu'il y a des personnes de tout bord politique et « il faut respecter cela parce que c'est important »<sup>604</sup>. Quand je lui demande ce qui la motive à s'impliquer dans la politique partisane, elle me répond quasiment la même chose que lorsque je lui ai posé la question pour les CC : « parce que j'aime que tout se mène à bien, chercher, faire, que nous cherchions, que nous faisons, que les gens soient contents, même s'ils ne le seront jamais mais certains oui »<sup>605</sup>. Dans ce cas de figure, il peut y avoir une alternance entre la participation et la militance partisane car, comme le reconnaît Gregoria, celles-ci se rétroalimentent.

---

<sup>602</sup> Avant le PSUV elle militait dans le parti social-chrétien COPEI (Comité d'Organisation Politique Electorale Indépendant), un des deux partis traditionnels qui se sont partagé le pouvoir de 1958 jusqu'à l'arrivée de Chávez, l'autre étant AD (*Acción Democrática*). Bien qu'elle considère que dans COPEI il n'y avait pas de participation du peuple puisqu'elle se réduisait au petit noyau qui le dirigeait : « *uno estaba ahí, como te dijera yo, como un parapeto no más* » (nous on était là, comment te dire, comme une mascarade, c'est tout).

<sup>603</sup> « *eso le va a cambiar la vida a los jóvenes que están estudiando que ya no van a gastar en transporte para acceder a esos servicios, y a los niños para que hagan sus trabajos en la escuela* »

<sup>604</sup> « *hay que respetar eso porque es importante* »

<sup>605</sup> « *porque me gusta que todo se lleva a cabo, buscar, hacer, que busquemos y hagamos, que la gente esté contenta, que nunca lo van a estar pero sí, algunos* »

Je voudrais présenter une dernière expérience sur la manière dont la participation locale qui se produit au Venezuela sous les gouvernements Chávez, peut conduire à la militance partisane : celle d'Edilma Andrade, du CC de Misteque (Mérida). Nous avons vu dans le chapitre 3 du manuscrit, mais aussi dans la première partie de ce chapitre, que le CC auquel participe Edilma a été choisi comme CC modèle au niveau national. Elle a donc été conviée au programme télévisé hebdomadaire *Aló Presidente*, ainsi que d'autres membres du CC, pour présenter Misteque et les projets élaborés par la communauté. Depuis ce jour, Edilma milite au sein du PSUV. La reconnaissance dont a bénéficié sa communauté et les ressources qui lui ont été attribuées sont, pour elle, un exemple de ce que le gouvernement réalise à l'échelle du pays, ce qui la pousse à le soutenir à 1000%, comme elle le dit en entretien. Sa participation dans les CC a été un tremplin qui l'a propulsée vers la politique partisane. Pour les femmes chavistes, la redistribution étatique des richesses et sa considération des laissés-pour-compte sont les principales motivations qu'avancent les femmes pour justifier leur implication au sein du PSUV. Mais lorsque je demande à Edilma si elle aimerait ou si elle a déjà envisagé d'occuper un poste partisan (*un cargo político*), elle me répond qu'elle y a pensé car on le lui a proposé (devenir *concejala* –légiférer pour la municipalité) et que sa réponse est non. Pour Edilma, cela la rapprocherait de la *politiquería* et l'éloignerait de son rôle de *luchadora social*, « parce que tu réponds à des directives et tu ne peux plus travailler ... librement »<sup>606</sup>. Le côtoiement quotidien de la politique partisane avec la politique de quartier qui se produit sous le régime de démocratie participative et protagonique, permet aux *luchadoras* de développer une certaine lucidité qui leur permet d'évaluer finement les avantages et les inconvénients des différents types d'engagement qu'elles assument ou qu'elles pourraient assumer, comme nous l'avons étudié dans le point précédent. Ce que je souhaite retenir de l'expérience d'Edilma est la connexion que génère la politique de quartier avec la politique partisane. Les femmes du *barrio* et du *páramo* sont chaque fois plus familiarisées avec ces espaces de pouvoir traditionnels, elles les fréquentent, les questionnent et, qu'elles décident de les intégrer ou pas, elles ne s'en sentent pas exclues. Certaines, comme la *señora* Irene, peuvent s'imaginer occuper un poste politique et créer un parti :

JBW : Et vous voudriez intégrer un poste politique ?

IB : Oui, pourquoi pas ! Si on m'en donne l'opportunité, je la prends ! Oui, *señora*.

---

<sup>606</sup> « porque tu cumples líneas ahí y ya tu no puedes trabajar con... libertad »

JBW : Avec qui travailleriez-vous ?

IB : Il faudrait que j'y réfléchisse très bien !

JBW : Si vous pouviez former votre parti politique (elle m'interrompt)

IB : Je le formerais!

JBW : Quelles seraient les principales idées de votre parti politique ?

IB : Ecoute, moi je voudrais l'égalité pour tout le monde. Je dis toujours qu'ici il doit y avoir de l'égalité. Parce que ce n'est pas possible qu'un enfant de *cerro* (collines des bidonvilles) n'ait pas à manger et que celui d'en haut, de l'Est, de là-bas, puisse bien manger. Moi je n'aimerais pas ça. Parce que je viens d'un foyer modeste, je viens d'un *barrio* de Caracas, je sais *como se bate el cobre* !<sup>607</sup> C'est pour ça que les injustices me dérangent.

JBW : Et comment fait-on pour que ceux qui n'ont pas puissent avoir ?

IB : Ecoute, ce n'est pas en enlevant à d'autres ! C'est l'accès au travail et au même revenu pour tout le monde. (...) Mais si tu n'as pas de pouvoir d'achat, comment tu entres, comment tu fais ta campagne ?...

JBW : Donc n'importe quelle personne ne peut pas faire de la politique ?

IB : Elle peut pas ! C'est pas vrai que n'importe quelle personne peut faire de la politique !<sup>608</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 57 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2010.

La trajectoire individuelle de la *señora* Irene influe considérablement sur sa vision de la politique partisane. Pour elle, un parti doit combattre la territorialisation des inégalités sociales qui différencient : le *cerro* du centre (les *barrios* sont souvent situés sur des collines qui entourent les grandes villes, zones considérées comme périphériques) et l'Est de l'Ouest. Mais elle évoque aussi l'accès à l'alimentation qui est un facteur de différenciation des classes

---

<sup>607</sup> Expression vénézuélienne utilisée pour dire que l'on sait exactement comment ça marche.

<sup>608</sup> JBW : ¿Y usted no quiere meterse en un cargo político? IB : Sí, ¿cómo no! Si me dan la oportunidad, ¡lo agarro! Sí, señora. JBW : ¿Con quién se metería? IB : ¡Tendría que ver bien! JBW : Si usted pudiera montar su partido político... IB : ¡lo montaría! JBW : ¿Cuáles serían las ideas principales de su partido político? IB : Mira, yo quisiera la igualdad para todo el mundo. Yo siempre digo que aquí debe haber igualdad. Porque no es posible de que un niño de un cerro no tenga qué comer y uno del arriba, de Este, de allá, pueda comer bien. Eso a mi no me gustaría. Porque yo vengo de un hogar humilde, yo vengo de un barrio de Caracas, ¡yo sé cómo se bate el cobre! Por eso es que me molestan las injusticias. JBW : Pero, ¿y cómo se hace para que los que no tiene puedan tener? IB : Mira, ¡no es quitándole a otros! Es acceso al trabajo y a la misma entrada para todo el mundo. (...) Pero, si tú no tienes poder adquisitivo, cómo te metes, cómo te haces tu campaña? ... JBW : Entonces, ¿no cualquier persona puede hacer política? IB : ¡No puede! ¡Eso es mentira de que cualquier persona puede hacer política!

sociales. Cet ensemble représenterait, pour elle, l'idée d'égalité. Pour la *señora* Irene, le seul moyen de l'atteindre serait de favoriser l'accès au travail pour que l'ensemble de la population puisse aspirer à vivre avec les mêmes revenus et qu'elle puisse, par conséquent, avoir la possibilité de vivre décemment. Ainsi, la *señora* Irene se montre enthousiaste à l'idée de créer son propre parti mais elle n'ignore pas sa condition sociale et souligne l'obstacle majeur à la réalisation d'un tel projet : le manque de moyens financiers.

Les *luchadoras*, verraient donc trois limites à la politique partisane. La première est le côté *politiquería*, c'est-à-dire les beaux discours et les grandes promesses non tenues. La deuxième est la perte de la capacité d'action dont elles bénéficient dans la politique de quartier, car elles n'ont pas de directives supérieures à respecter. Et, la troisième est directement liée à leur appartenance aux classes défavorisées puisqu'il s'agit du manque de moyens pour élaborer une campagne qui leur permette d'obtenir le poste (*cargo*) et d'assurer, par la suite, les déplacements et les coûts qu'ils engendrent. Mais, comme nous l'avons vu, la participation locale et la militance partisane communiquent tout en se distinguant, ce qui permet que ces femmes puissent développer une proximité vis-à-vis d'un des pouvoirs traditionnels avec lequel elles ont, historiquement, eu du mal à s'identifier.

## Conclusion

Dans la lignée de la pensée que développe Judith Butler dans *La vie psychique du pouvoir*<sup>609</sup>, survivre est bien plus qu'une conquête éphémère sur la mort biologique, c'est une victoire sur la mort sociale que les normes promettent à certains individus, notamment aux femmes des classes populaires. Il est important de différencier la position sociale subordonnée des *luchadoras* du statut de subalternes car, comme nous l'avons vu jusqu'ici et notamment dans ce chapitre, ces femmes ne sont pas et ne se sentent pas subalternes en politique. Elles sont dans une situation sociale vulnérable mais n'en sont pas victimes pour autant. Parce que, comme Ligia, elles ont fait quelque chose de ce qui avait été fait d'elles, à la fois elles reconduisent la réalité dans leur participation politique tout en la contestant. Par conséquent, elles la re-signifient, comme a pu l'étudier Butler dans « La question de la transformation sociale »<sup>610</sup>. Le triple croisement de la centralité des CC au niveau national, à la matrifocalité

---

<sup>609</sup> J. Butler, *op. cit.*, 2007, p. 279.

<sup>610</sup> J. Butler, *Défaire le genre*, *op. cit.*, 2006, p. 242-249.

de la société vénézuélienne et à l'importance des femmes dans la participation locale, provoque un changement au niveau des représentations du féminin sous les gouvernements bolivariens. A travers l'expérience participative, les femmes des classes populaires modifient le regard qu'elles portent sur elles-mêmes et sur leur capacité d'action. Et ce mouvement se renforce quand le gouvernement les place au cœur de son projet de pays. Dans son articulation de l'action locale avec pouvoir social et moral du statut de mère, la maternité politique devient un moyen pour renverser la subordination des femmes aux hommes. Ainsi, la re signification de l'espace politique et du féminin provoque des micro-basculements dans les rapports de genre, comme rapports de pouvoir, au Venezuela. Pour finir, je propose d'étudier, dans le neuvième et dernier chapitre, la manière dont la politique de la participation, comme dignification des classes populaires, permet une reformulation de la vie publique et des rapports gouvernants-gouvernés dans le pays.

# Chapitre 9. Construire l'intime à l'extérieur : la politique de la participation comme dignification des classes populaires

## Introduction

Dans le chapitre précédent, nous avons étudié la manière dont l'expérience participative modifie le regard que les *luchadoras* portent sur elles-mêmes. Nous avons vu aussi comment ce processus permet qu'une re-signification du paradigme féminin et du pouvoir s'opère. Dans ce dernier chapitre, je souhaite centrer notre attention sur un autre niveau d'analyse en étudiant la manière dont la politique de la participation produit une transformation culturelle au Venezuela, puisqu'elle fait émerger une nouvelle vision de ce qui est considéré comme commun. Pour cela, il s'agira de graviter autour des deux questions suivantes : dans quelle mesure le double mouvement de la construction d'un sentiment d'appartenance nationale d'un côté, et de l'autre le gain en confiance en soi, en légitimité et en capacité d'action, produit une dignification des classes populaires ? Et en quoi cette dignification permet la reconfiguration des rapports gouvernants-gouvernés ?

D'une part, l'ouverture de l'espace des possibles que provoque le double mouvement d'une participation qui s'effectue à l'échelle locale et qui est reconnue et promue par l'Etat, permet aux groupes sociaux subalternes du système politique de se penser et d'agir autrement : dans la famille, dans la communauté et dans la Nation. D'autre part, la participation leur permet de développer ce sentiment de compétence, étudié par Pierre Bourdieu dans *La Distinction. Critique sociale du jugement*<sup>611</sup>, qui constitue une condition essentielle de possibilité de l'investissement du plus grand nombre dans le système politique. Elle permet aux couches populaires de se considérer comme dotées d'une aptitude, d'une légitimité, et donc d'une autorité pour émettre une opinion politique, un jugement politique, et plus largement pour prendre part à une activité politique. Pour notre cas, la position sociale et la possession de capitaux culturels (scolaires ou pas) et économiques ne déterminent pas la compétence et le sentiment de compétence politique, d'où l'intérêt d'étudier de près le phénomène.

---

<sup>611</sup> P. Bourdieu, *La Distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Ed. Minuit, 1979.

La capacité d'action des couches populaires s'est indéniablement développée grâce aux dispositifs participatifs qu'elles ont investis et qui sont dotés de moyens importants et de compétences étendues. Les structures locales de participation politique offrent un espace d'expression, d'action et de reconnaissance aux couches subalternes. Pour le sociologue Yves Sintomer, il est nécessaire de multiplier les perspectives d'analyse et de les articuler pour tenter de saisir le changement à l'œuvre dans le Venezuela bolivarien : « sans le couplage étroit entre dispositifs de participation, organisation communautaire et prise en compte des besoins exprimés par les classes subalternes, on ne comprendrait pas les dynamiques qui se jouent sur le terrain »<sup>612</sup>. En effet, la particularité du cas vénézuélien réside dans la rencontre d'une volonté étatique de reconnaître des domaines et des acteurs jusque-là marginalisés, avec une dynamique locale de participation et d'organisation qui s'effectuait dans l'ombre. Le changement social se produit quand le gouvernement cristallise « par le haut » un ensemble de mouvements et de revendications qui ne se produisaient que « par le bas ». Car, pour reprendre la pensée que développe la philosophe Judith Butler dans *La vie psychique du pouvoir*, ce qui importe dans le désir de reconnaissance n'est pas tant d'être reconnu dans ce que nous sommes que la quête de « devenir possibles ».

## **9.1. Pouvoir Populaire et structures de participation locale : le peuple protagoniste**

### **La participation : entre appropriation du territoire et appropriation de soi**

En partageant le quotidien de mes enquêtés et à travers leurs récits, j'ai compris que la participation locale amplifie leurs territoires, que cela soit en termes spatiaux ou en termes de représentations. En effet, comme nous l'avons vu tout au long de ce manuscrit, la participation facilite les flux de personnes qui ne cessent de faire des va-et-vient, entre le foyer et le quartier, entre le quartier et les institutions qui se situent généralement dans le centre, mais aussi des va-et-vient au sein de la municipalité, de l'état, allant jusqu'à engendrer des déplacements plus conséquents dans différents états du pays ou bien entre la communauté

---

<sup>612</sup> Y. Sintomer, « Postface. Luites pour la reconnaissance des classes subalternes et modernisation participative de l'Etat : les paradoxes vénézuéliens », dans O. Compagnon, J. Rebotier et S. Revet, *Le Venezuela au delà du mythe Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2009, pp. 217-225, p. 223.

habitée et la capitale, lorsque cela s'avère nécessaire. C'est ce à quoi faisait référence Nancy dans son carnet, plus haut, quand elle évoquait « les milliers de kilomètres parcourus » dans sa participation. En effet, comme l'expliquait Edilma Andrade, du CC de Mistique (Mérida), ce n'est pas tous les jours que les habitants et les habitantes du *páramo* ont l'occasion de se rendre à Caracas ou de visiter d'autres territoires que leurs territoires quotidiens. Pour certains c'était leur premier voyage à la capitale. Et, comme le racontait la *señora* Irene, ce n'est pas tous les jours non plus que des personnes de Caracas viennent sur Valencia pour rencontrer des leaders de quartier. Suite à une interview pour la revue *Parentesis* sur son parcours en tant que leader de sa communauté, Maigualida a pu rencontrer des personnes habitant d'autres paroisses de Valencia, dont la paroisse péri-urbaine Negro Primero où j'ai fait une partie de mes terrains -comme je l'ai expliqué dans le chapitre 3 :

« De là j'ai rencontré Alicia Plaza, Nancy, j'ai rencontré des gens de Negro Primero alors que je ne savais même pas où se trouvait Negro Primero. J'ai connu Valencia, je suis en train de connaître Valencia. »<sup>613</sup>

**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

Negro Primero se situe à une trentaine de minutes de la ville mais, lorsque j'évoquais mes séjours aux anciennes participantes du CLPP qui vivent toutes en milieu urbain, pour elles, Negro Primero était loin, sans vraiment savoir me dire où exactement : « *eso queda por allá* »<sup>614</sup>. En fait, il est loin dans leurs représentations, en raison du caractère rural de la paroisse. Par la circulation des trajectoires des leaders, que favorise la politique du « pouvoir populaire », Maigualida découvre Valencia et sent qu'elle connaît chaque fois mieux la ville qui l'a faite émerger comme dirigeante de quartier. Par l'approfondissement de la connaissance de la localité habitée, la participation aide à territorialiser le sentiment d'appartenance. Et cela est soutenu par le cadre légal puisque je rappelle que chaque CC doit élaborer plusieurs documents qui décrivent historiquement, socialement et spatialement la communauté, comme les *reseñas históricas*, les recensements et les croquis (dont certains ont été présentés dans le chapitre 3). La territorialisation du sentiment d'appartenance à la communauté favorise la construction d'un « nous » ou sa consolidation. Les voyages et les

---

<sup>613</sup> « De ahí conocí a Alicia Plaza, a Nancy, conocí a gente de Negro Primero, que no sabía ni dónde me quedaba Negro Primero. Conocí Valencia, estoy conociendo Valencia. »

<sup>614</sup> « ça se trouve par là-bas »



rencontres qu'ils entraînent rappellent aux *luchadoras* leur statut de leader de leurs communautés.

Ainsi, la participation dans les CLPP et les CC s'effectue certes à l'échelle locale mais elle traverse différents territoires allant, dans certains cas, jusqu'à propulser les participants sur l'ensemble du territoire national. Au niveau des imaginaires, cela contribue à réduire les distances sociales en affranchissant les distances spatiales. La territorialisation du sentiment d'appartenance contribue à changer les mentalités et les représentations de la réalité. La participation dans les CC modifie aussi les comportements, comme nous l'explique Arminda Castillo, membre du CC de Mistequé, qui a encore du mal à prendre la parole, surtout devant un dictaphone (avant les CC elle ne s'était jamais impliquée dans les affaires de la communauté) :

« [Ca a changé quelque chose l'arrivée des CC ?] Oui, ça nous a changés un peu. Par exemple, ici les gens sont timides pour parler. Là-dessus ça nous a beaucoup aidés. (...) Et oui, maintenant on nous prend en compte pour signer les papiers de la communauté et tout ça. Et on peut aider d'autres personnes, d'ailleurs c'est pour ça que maintenant je veux intégrer le comité de santé, parce qu'on sait déjà comment ça fonctionne et ça attire l'attention de savoir. (...) Et, aussi, ce qui change vraiment c'est de rencontrer d'autres gens. Parce qu'ici sont arrivées des personnes d'ailleurs, pas seulement du Venezuela mais de l'extérieur. »<sup>615</sup>

**Arminda Castillo**, 30 ans, sans position partisane, commission habitat du CC Mistequé, mariée, mère de 3 enfants, Mérida, 2010.

Pour Armina, intégrer les CC a signifié un dépassement de soi. Cette trentenaire mère de 3 enfants a dû quitter les études dès son adolescence pour s'occuper de son premier enfant. Puis après c'était « compliqué » de reprendre, surtout avec l'arrivée des deux autres. Elle s'est consacrée à son foyer, ses enfants et son mari, qui a eu du mal à s'habituer à la vie publique qu'elle est en train de constituer. C'est María Vicenta Dávila, leader de la communauté, qui l'a incitée à participer. Arminda raconte alors en quoi les CC ont changé la vie quotidienne :

---

<sup>615</sup> « [Cambió algo la llegada de los CC ?] Si le cambió a uno un poco. Por lo menos aquí la gente es penosa para hablar. En eso le ayudo a uno mucho. (...) Y sí, ahora le toman en cuenta a uno para firmar los papeles de la comunidad y eso. Y uno puede ayudar a otras personas, incluso por eso ahora quiero integrar el comité de salud, porque ya una sabe como funciona y le llama la atención saber. (...) Y lo que sí cambia también es conocer a otra gente. Porque aquí ha llegado gente de otra parte, no sólo de Venezuela sino de fuera. »

la prise de parole en public est souvent difficile pour la population andine qui est plutôt réservée mais cela évolue; la communauté est désormais « prise en compte » puisqu'elle est consultée pour les démarches administratives qui la concerne ; les participantes et les participants voient les résultats de leur action, ce qui les motive à en entreprendre d'autres voire à prendre en charge d'autres domaines que ceux maîtrisés, éveillant ainsi leur curiosité ; puis, la participation locale permet surtout cette rencontre avec l'autre, qui visite, qui partage, avec qui on échange, sachant qu'elle ne se limite pas à l'échelle nationale (nous avons vu, dans la première partie, qu'un tourisme politique international s'est fortement développé au Venezuela depuis l'arrivée de Chávez au pouvoir). Le territoire comme ensemble de liens sociaux s'élargit par le développement des CC dans tout le pays.

La participation facilite une appropriation du territoire, qu'il soit local, municipal ou national. Et cette appropriation du territoire favorise l'appropriation de soi. La réduction des distances sociales qu'induit la possibilité de dépasser les distances spatiales rééquilibre, au niveau symbolique, le statut de la campagne vis-à-vis de la ville ou de la province vis-à-vis de la capitale. Comme l'explique l'agricultrice Ana Luisa, le sentiment d'infériorité et de honte de la population paysanne vis-à-vis de la population citadine tend à disparaître :

« Avant les gens de la ville venaient et on faisait de notre mieux (pour les recevoir) parce qu'une personne de la ville venait. Maintenant non, si je mange une *arepa* la personne qui arrive va manger ça. Maintenant non, on s'est rendu compte qu'on est tous pareils même si on vit dans des endroits différents. »<sup>616</sup>

**Ana Luisa Ávila**, 49 ans, sans position partisane, agricultrice, travaille aussi dans la coopérative de *lombricultura* et dans la caisse d'épargne rurale de Mistique, membre du CC, célibataire, sans enfants, Mérida, 2009.

Du territoire local au territoire national, l'expérience se transforme et amplifie le sentiment d'appartenance individuelle, communautaire et nationale. L'espace commun qui se définit par la participation est chaque fois plus grand. Les *luchadoras* passent de défendre leur communauté à défendre leur pays. Le mode de socialisation politique à partir du territoire, que proposent les CC, est favorable à la participation des femmes et à leur individualisation.

---

<sup>616</sup> « Antes venía gente de la ciudad y uno se esmeraba porque venía una persona de la ciudad. Ahora no, si yo como arepa eso como la persona que llega. Ahora no, ya nos hemos dado cuenta que todos somos iguales aunque vivamos en lugares distintos. »

## Prestige et reconnaissance au cœur de la participation

La participation à l'échelle locale cristallise un ensemble de rapports quotidiens où se joue l'appartenance au groupe, à la communauté, à la famille, et souvent aussi le salaire. Au-delà de l'amélioration des conditions de vie, la reconnaissance est au cœur du phénomène participatif. Dès 2009, les ressources sont directement allouées à la communauté et gérées par celle-ci. Cela permet à la communauté et aux personnes en charge de la gestion de la banque communale de bénéficier d'un capital symbolique qui se traduit par l'acquisition d'un prestige et par un rayonnement local, régional allant parfois jusqu'à être reconnu au niveau national. Je rappelle que le CC de Mistique a été élevé au statut de modèle national et, à cette occasion, Edilma, accompagnée d'autres habitantes et habitants de la communauté, est allée à Caracas pour présenter les projets en cours à la télévision, aux côtés du président de la République. Ce cas peut sembler exceptionnel mais il ne l'est pas puisque ce type de situations se produit fréquemment sous les gouvernements bolivariens.

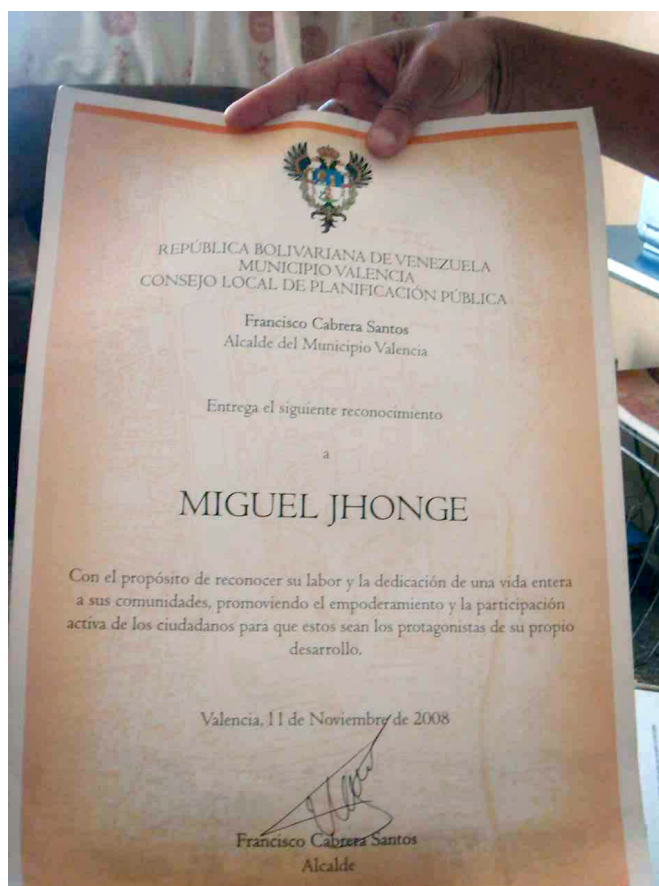


**Photo 29.** Carnet du CLPP de Miguel Jhonge, Valencia, 2010.

**Photo 30.** Portrait chez Miguel Jhonge, Valencia, 2010.

J'ai rencontré ce *luchador* historique de la paroisse Rafael Urdaneta de Valencia grâce à Alicia Plaza, du CLPP. Nous nous sommes rendues chez lui et je me suis longuement entretenue avec ce leader. Cet ancien instituteur, enseignant de primaire, tient des archives personnelles de son engagement dans la communauté qu'il répertorie depuis 1991 mais qui remontent à 1975, alors qu'il était à peine âgé de 18 ans. Il s'y est investi dans le domaine culturel, le théâtre, la danse et la gymnastique, représentant le « domaine socio-culturel

infantile » de sa communauté, comme il est possible de le lire dans les divers documents qu'il me présente. Mais il s'est également engagé dans l'association de voisins, puis dans le CLPP et le CC. Il tient sa biographie, découpant chaque article de presse, insérant chaque diplôme, chaque photo de travaux de la communauté ou de chaque spectacle organisé, il retrace son histoire de leader. Nous retrouvons, ci-dessous, un *reconocimiento*<sup>617</sup> attribué en 2008 à Miguel par l'ancien maire de Valencia et président du CLPP Paco Cabrera :



**Photo 31.** Papel de reconocimiento du CLPP pour Miguel Jhongue, Valencia, 2008.

Dans le but de reconnaître le travail et la dévotion d'une vie entière à ses communautés, promouvant l'*empoderamiento* et la participation active des citoyens pour que ceux-ci soient les protagonistes de leur propre développement.<sup>618</sup>

Dans ces propos, La République Bolivarienne du Venezuela, ainsi que le maire de Valencia et la structure du CLPP, reconnaissent publiquement le travail qu'a effectué ce *luchador* dans sa communauté, mais pas exclusivement, tout au long de sa vie. Miguel est reconnu comme leader et sa participation est reconnue comme étant d'intérêt public puisqu'elle favorise, à son

<sup>617</sup> L'équivalent à un Ordre du Mérite en France.

<sup>618</sup> « *Con el proposito de reconocer su labor y la dedicación de una vida entera a sus comunidades, promoviendo el empoderamiento y la participación activa de los ciudadanos para que estos sean los protagonistas de su propio desarrollo.* »

tour, la participation des autres et leur implication dans le développement du territoire et de la communauté habités. Miguel m'a présenté chacun de ces supports dans le moindre détail, me les montrant avec grande fierté. Pendant l'entretien, il sort le carnet qui figure sur la photo de gauche (n°17) et me dit, en riant, qu'il l'utilisait plus que sa carte d'identité à l'époque des CLPP. L'expérience participative permet de construire une nouvelle identité, matérialisée dans l'ensemble de ces supports. La politique de la participation que les gouvernements bolivariens ont mis en place sort de l'ombre ces trajectoires anciennes, en les médiatisant mais aussi en octroyant d'importantes ressources à l'échelle locale pour que la communauté puisse entreprendre des actions ou consolider les initiatives existantes. Sur la photo de droite (n°18) Miguel pose dans son salon, devant le portrait d'enfance de sa fille. Il vit dans des conditions très modestes que la photo peut illustrer. Pour feuilleter son autobiographie, nous nous sommes assis sur le vieux sofa du salon. Le prestige et la reconnaissance dont il est question ici ne génèrent pas de capital économique. Ils ne permettent pas un enrichissement matériel des leaders bien que les structures étatiques locales améliorent leur condition de vie. C'est de reconnaissance et donc de capital symbolique dont il s'agit. Dans le Venezuela bolivarien, la compétence et le sentiment de compétence des *luchadores* des classes populaires sont déterminés par une double reconnaissance : la reconnaissance étatique légale et institutionnelle, amplement médiatisée, et la reconnaissance des communautés vis-à-vis de leurs *luchadores*. Le *reconocimiento* que le comité d'arrosage des terres (*comité de riego*) a préparé pour Ligia Parra, à l'occasion du 5<sup>ème</sup> anniversaire de la récupération du premier gisement d'eau du *páramo*, illustre bien ce deuxième type de reconnaissance :



**Photo 32.** Gravure sur cuir, *Reconocimiento* du Comité de riego pour Ligia Parra, Mérida 2006.

Le *Comité de Riego* « La Misintá » et la communauté de Misintá octroient le présent *reconocimiento* à notre chère Ligia Parra, en raison du 5<sup>ème</sup> anniversaire du début de la préservation et de la protection des sources d'eau du *páramo*. Dieu aime tellement ses enfants que de temps en temps il envoie des êtres avec des dons spéciaux qui leur permettent de prédire et de prévenir des catastrophes... Pour la municipalité et pour cette communauté en particulier, tu es un de ces êtres, car tu nous as non seulement alertés mais tu t'es donnée avec détermination à la reforestation des consciences... Merci. <sup>619</sup>

Ainsi, au nom de la communauté et de la municipalité, l'organisation historique d'agriculteurs qu'est le *Comité de Riego* remercie Ligia d'avoir entrepris 5 ans auparavant ce travail de récupération et de préservation de cet élément vital qu'est l'eau. L'intervention de Ligia Parra est assimilée à une volonté divine puisqu'elle aurait été envoyée par Dieu pour accomplir cette mission. En préservant les sources d'eau des montagnes, c'est la communauté et la municipalité qu'elle protège. Au-delà du genre, de son appartenance de classe, ethnique et générationnelle, Ligia Parra est reconnue grâce aux résultats de son action locale. Car assurer l'eau revient à assurer la vie des habitantes et des habitants de la région. Ce *reconocimiento* coïncide avec l'auto-perception de Ligia sur son travail : elle contribue à changer les idées et

<sup>619</sup> « El Comité de Riego La Misintá y la Comunidad de Misintá otorga el presente reconocimiento a nuestra querida Ligia Parra, por cumplirse el 5to aniversario del inicio de resguardo y cuidado de las nacientes parameras. Dios quiere tanto a sus hijos que de cuando en cuando manda seres con dotes especiales que les permite predecir y prevenir catastrofes... Para el municipio y para esta comunidad en especial eres uno de esos seres, pues no solo nos alertaste sino te arremangaste con empeño a reforestar las conciencias... Gracias. »

les mentalités des personnes puisqu'elle serait en train de « reforester les consciences ». Mais, le prestige dont bénéficie cette *luchadora* s'étend. Désormais les écoles la sollicitent pour lui demander de sensibiliser les enfants à la préservation de la nature et les aider à prendre conscience de la valeur de l'eau, particulièrement dans cette région agricole :

LP : Ah, une chose c'est les écoles (sic), la partie environnementale des écoles, l'amour pour la Terre, maintenant on vient me chercher pour que je sorte les enfants.

JBW : Ah bon ? Pour les emmener où... ?

LP : Aux lagunes, pour leur parler de la Terre, de l'air, du soleil, de l'eau.

JBW : Pourquoi, c'était comment avant ?

LP : Avant, pour les enfants ? C'était un panneau ! Mais depuis que je fais les interventions dans les écoles, c'est une pluie de demandes ! Et les enseignants aiment que j'y aille, alors les enfants... C'est quelque chose de vraiment beau.<sup>620</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

Ligia intervient donc auprès des écoles pour transmettre son savoir-faire aux plus jeunes générations. En liant des enseignements très pragmatiques (comme leur apprendre les noms des plantes locales) et d'autres plus spirituels (tels que les rituels ancestraux dédiés à la nature), cette poétesse de milieu populaire attire l'attention des publics les plus variés. La transmission orale de son savoir-faire se concrétise lorsqu'elle se rend sur le terrain avec les intéressés pour palper cet apprentissage « en train de se faire ». Les enfants passent alors d'une pédagogie environnementale passive, sous forme de panneau d'affichage, à une approche interactive de terrain, en échangeant avec une paysanne qui travaille sur la question. A l'image du service communautaire obligatoire pour valider un cursus universitaire (étudié dans le chapitre 5), les gouvernements bolivariens se caractérisent par la valorisation de l'expérience, qui peut parfois prévaloir sur les connaissances théoriques. Cela représente, aussi, une des limites de ce régime politique puisque, comme nous le verrons plus loin, il est fréquent que des personnes occupent des postes à responsabilité publique ou qu'elles aient accès à un travail qualifié sans disposer des connaissances nécessaires à l'exercice de leurs

---

<sup>620</sup> LP : Ah una cosa es las escuelas (sic), la parte ambiental de las escuelas, el amor a la Tierra, ahora me buscan es para que saque a los niños. JBW: ¿Ah si? ¿Para llevarlos a dónde... ? LP : A las lagunas, a hablarles de la Tierra, del aire, del sol, del agua. JBW : Porque, ¿antes como era? LP : Antes ¿los niños? ¡(era) Una cartelera! Pero desde que yo estoy dando charlas en la escuela ¡eso es una lluvia de peticiones! Y los maestros les gusta que yo vaya, entonces los niños... Es algo bien hermoso.

fonctions, ce qui peut avoir des conséquences néfastes sur le développement du pays, à diverses échelles. Mais, dans cette recherche, il s'agit d'étudier ce que cette valorisation de l'expérience apporte à la participation politique des classes populaires, et des femmes en particulier. Dans le cas de Ligia Parra, elle permet la reconnaissance de son travail et la circulation de son savoir-faire. Cet élan contribue à réévaluer sa place dans la société, non pas en fonction d'un capital économique ou scolaire mais du capital symbolique qu'elle détient désormais. Son expérience au sein du *comité de riego* et des CC lui a permis de devenir présidente de l'ACAR et de se faire connaître en tant qu'experte de la question environnementale, allant jusqu'à représenter les agriculteurs sur la publicité du journal quotidien le plus lu du pays ou sur les micro-crédits promus par le gouvernement national (voir p. 221). Mais les interventions de Ligia ne se limitent pas à la localité habitée, elle est également demandée dans le milieu universitaire afin de réduire l'écart qui existe entre l'apprentissage universitaire et la pratique des communautés. Quand je lui demande pourquoi pense-t-elle qu'elle est sollicitée par cette institution, elle me répond que le travail qu'elle est en train de faire est un travail qui concerne tout le monde car il s'agit de l'environnement. Puis elle ajoute que c'est aussi un moyen de faire prendre conscience aux jeunes de ce qui les attend après les études, « qu'ils doivent sortir et parcourir le monde puisque c'est là qu'ils pourront savoir que s'ils ont échoué, ils ont échoué ! »<sup>621</sup>. Pour Ligia il est très important de faire dialoguer le monde de la connaissance et celui du savoir-faire. Lors d'une réunion du *comité de riego* à laquelle j'ai assisté, un ingénieur intervient pour évoquer le travail que réalisent les sylviculteurs dans la région en expliquant qu'ils pouvaient être d'une grande aide pour la communauté. A cet instant, Ligia lève la main et demande la parole pour dire, d'un ton ferme, que c'est plutôt l'inverse qu'il faut envisager puisque les experts de la région sont les agriculteurs :

JBW : Et hier dans le *comité de riego*, quand l'ingénieur parlait des personnes qui travaillent avec les sylviculteurs, tu disais qu'il fallait faire appel aux agriculteurs pour qu'ils leur expliquent comment semer les plantes, parce que tu disais qu'en 10 ans vous étiez devenus les experts, tu me racontes un peu ça ?

LP : Oui, parce que le problème d'ici c'est le, c'est la diversité végétale. C'est extrêmement différent de ce que leur enseigne la faculté de sylviculture, parce qu'eux ils travaillent avec des bois de tant de calibres pour fabriquer et pour vendre.

---

<sup>621</sup> « que tienen que salir a patear el mundo y de ahí es donde ellos tienen que saber que si fracasan, fracasan »



Mais nous, ici, on a des plantes autochtones qui ne sont pas élevées pour leur bois mais pour protéger notre montagne et eux, ils n'ont pas ce savoir. Nous on l'a déjà fait, on l'a déjà pratiqué, on l'a étudié et alors, vraiment, j'en ai discuté plusieurs fois avec la faculté de sylviculture et ils ne savent pas ce qu'est une plante de *chilque*, tu imagines !<sup>622</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

La communauté devient l'experte à consulter. Les connaissances théoriques se confrontent à une réalité de terrain qui ne coïncide pas toujours avec les enseignements dictés en huis clos. Ligia se sert de cet argument pour décroquer l'apprentissage universitaire et pour rééquilibrer les rapports entre les savants et les sachants. L'expertise et l'implication de cette *luchadora* sont reconnues par la communauté, par les écoles et par les universités, mais elle est aussi régulièrement sollicitée, depuis peu, par le jardin botanique de Mérida et par le *Ministerio del Poder Popular para el Ambiente* (MINAMB- Ministère du Pouvoir Populaire pour l'Environnement). Ligia fait également partie d'une proposition de projet de réserve de biosphère, intitulée « *los páramos de Mérida* », déposée auprès de l'UNESCO, en collaboration avec la ULA (*Universidad de los Andes*).

Il est possible de conclure sur ce point que les mouvements locaux qui se produisent au Venezuela, sous la politique de la participation, sont des dynamiques du type « luttes pour la reconnaissance », telles que le philosophe et sociologue Axel Honneth<sup>623</sup> a pu les théoriser. Les luttes pour la reconnaissance jouent un rôle déterminant dans les champs de la critique et des luttes sociales qui ont trop souvent été réduits à des enjeux de redistribution. L'une des spécificités des luttes pour la reconnaissance contemporaines est qu'elles ne se réalisent pas uniquement au nom d'une forme sociale collective. Elles se réalisent aussi, comme nous l'avons étudié ici, au nom de l'individu. Mais cela ne réduit pas pour autant les luttes pour la reconnaissance à la sphère de l'individualité puisqu'elles restent rattachées à un monde social

---

<sup>622</sup> JBW: *Y ayer en el comité de riego, cuando el ingeniero hablaba de la gente que trabaja con los forestales, tu decías que había que llamar a los agricultores para que les explicaran como sembrar las plantas, porque decías que en estos 10 años ustedes se han hecho los expertos, me cuentas como es eso ? LP: Si, porque el problema de aquí es el, es la diversidad vegetal. Es extremadamente diferente a lo que da la facultad de forestal porque ellos trabajan con maderas de tantos calibres para hacer y para vender. Pero nosotros aquí tenemos plantas autoctonas que no son para madera sino son para la protección de nuestra montaña y ellos no tienen ese conocimiento. Ya nosotros lo hemos hecho, lo hemos practicado, lo hemos estudiado y entonces de verdad yo he conversado muchas veces con la facultad forestal y no saben lo que es una mata de chilque, ¡imaginate tú!*

<sup>623</sup> A. Honnet, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Ed. du Cerf, 2000 (1992 : version allemande).

tout en étant sensibles à la question de la personne. D'une certaine façon, elles permettent d'inscrire sa singularité dans un ordre global où elle prend sens.

Dans l'ouvrage dirigé par le sociologue Alain Caillé, *La quête de la reconnaissance*<sup>624</sup>, la thématique de la reconnaissance constitue l'un des paradigmes pour étudier les individus contemporains. Dans l'ensemble des contributions, l'absence de reconnaissance implique souffrance et vulnérabilité. Les individus des classes populaires que j'ai étudiés luttent pour que leur travail soit reconnu et donc leur implication, leur coopération et leur contribution à la production du patrimoine social. Car la reconnaissance de leur travail garantit et légitime leur appartenance à la réalité sociale. Dans sa thèse, Honneth relève trois modalités de reconnaissance : la confiance en soi, qui s'acquiert à travers l'amour ; le respect, que l'on obtient à travers la reconnaissance juridique ; et l'estime, procurée par la reconnaissance culturelle. D'après ce que nous avons pu étudier de manière empirique, la politique de la participation vénézuélienne et le cadre législatif développé sous les gouvernements bolivariens favorisent une dynamique qui répond à cette triple reconnaissance. Elle permet d'identifier l'individu comme un maillon inscrit dans un ordre symbolique qui le précède et le suivra, et qui le fait entrer dans le champ et dans le registre du don et du contre-don, ce qui favorise le phénomène de participation politique.

### **Le droit à la gestion des ressources et la culture de droit**

« L'arrivée des CC et de ce gouvernement a tout changé, beaucoup beaucoup de choses (ont changé). Le changement qui s'est produit est que la communauté elle-même puisse décider de ce qui va se faire. Du moins, ça c'est une réussite, parce qu'avant c'était pas le cas. Avant, je me souviens que la décision était prise en interne par les anciens conseils municipaux qui sont devenus la mairie, ils prenaient les décisions et disaient « bon, là-bas on va donner 2 millions pour telle chose ». Il y avait toujours quelqu'un dans la communauté qui était leader mais la participation était très fermée, elle était peu nombreuse. Alors que depuis l'arrivée du président (Chávez), la participation a été libre, écoute, vraiment, c'est comme ça. »<sup>625</sup>

---

<sup>624</sup> A. Caillé (dir.), *La quête de la reconnaissance. Nouveau phénomène social total*, Paris, Ed. La Découverte, 2007.

<sup>625</sup> « *La llegada de los CC y de este gobierno cambio todo, muchisisimas cosas (cambiaron). El cambio que se ha logrado es que la misma comunidad decida que se va a hacer. Por lo menos eso es un logro porque antes no. Antes yo recuerdo que tomaba la decision internamente lo que eran antes consejos municipales y que es ahora alcaldía, ellos tomaban las decisiones y decian « bueno para allá vamos a dar 2 millones pa' 350alc osa ». Siempre habia alguien de la comunidad que*

**Edilma Andrade**, 42 ans, chaviste, ex coordinatrice du CC de Misteque et ancienne membre de l'association de voisins, mariée, mère de 7 enfants, Mérida, 2009.

Au-delà de l'aspect militant des propos d'Edilma, cette *luchadora* met en avant un élément très important qui revient à la fois au niveau du discours gouvernemental mais aussi dans les récits des personnes rencontrées : « le changement qui s'est produit est que la communauté elle-même puisse décider de ce qui va se faire ». En effet, il ne s'agit pas uniquement d'un droit de regard sur ce qui se fait, ni d'une co-planification des projets à réaliser avec les autorités locales. Avec les CC, et cela est surtout vrai depuis la loi de 2009, les communautés conçoivent, planifient et exécutent leurs projets. Tel que nous l'avons traité dans la première partie, dans cet extrait il est également question de l'ouverture du champ de la politique qui ne se produit plus en huis clos et qui devient, au niveau des représentations, un domaine accessible à tous et à toutes. Désormais, au Venezuela, les habitants et les habitantes du pays bénéficient d'un cadre légal, de moyens financiers et de ressources non financières, comme les ateliers de *capacitación*, pour participer et influencer pleinement dans la vie de la communauté. Et les personnes réclament ce droit et s'approprient cet espace politique. Le phénomène de participation s'est répandu dans tout le pays, touchant majoritairement les classes populaires mais ne se limitant pas à celles-ci puisque les classes moyennes et aisées se sont aussi approprié cette organisation locale pour bénéficier des ressources qui sont destinées aux communautés du pays. Le caractère intergénérationnel de la participation est frappant et tend à s'accroître avec le temps, comme nous l'avons vu dans le chapitre 5. Loin d'être exclusivement urbain, le phénomène touche l'ensemble du territoire national et traverse les divers environnements qui le constituent. Avoir le droit d'améliorer la vie dans la communauté revient aussi à avoir le droit de s'améliorer soi-même et d'améliorer son parcours individuel en se « tirant vers le haut », comme nous l'explique Ligia, ci-dessous :

JBW : Et qu'est-ce que tu crois, que dirais-tu qu'est positif et qu'est négatif dans les CC ?

LP : Je crois que dans les CC tout est positif.

JBW : Tout ?

LP : Si on s'organise bien.

JBW : Que faudrait-il améliorer ?

---

*era líder pero la participación era muy cerrada, era muy poquita. Mientras que desde que llegó el presidente (Chávez) la participación ha sido libre, mira de verdad ha sido así. »*

LP : Bon, il faut améliorer beaucoup de choses *mamita*. Par exemple, il y a beaucoup de choses qu'il faut bien comprendre, qu'il faut savoir mener, mais les CC c'est une manière d'avoir tous les mêmes bénéfiques (sic), tous les mêmes droits et ça unit les gens. Par exemple, ici il y avait des gens qui se connaissaient et qui se parlaient mais c'était pas des gens qui, qui participaient. Et maintenant il y a une motivation à participer, à être là, à aider, tu vois ? Parce qu'on leur parle : « écoutez, si vous n'aidez pas, votre enfant n'aura pas d'opportunités ». Parce que si nous laissons une communauté bien organisée, bien belle, on peut leur dire « mettez-vous à étudier, ça aide, vous devez faire ceci, vous avez du potentiel »... Cette motivation de redonner de l'estime<sup>626</sup> aux gens, écoute il y a des gens qui disent « ay, c'est que moi je sais rien faire ». « Comment ça vous savez rien faire ? Faites une *arepa* bien faite pour que vous voyiez que vous savez faire quelque chose ». On commence par là. Alors, cette manière de motiver, de leur redonner de l'estime, c'est une très belle manière.<sup>627</sup>

**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010.

L'idée de participer s'accompagne de celle de pouvoir bénéficier de ce qui, légalement, revient à la communauté. Participer c'est donc « une manière d'avoir tous les mêmes bénéfiques (sic), tous les mêmes droits ». A travers leur participation, les classes populaires - qu'elles soient urbaines ou rurales- agissent contre les effets de diverses formes d'exclusion et sont prises en compte dans l'espace public national. Ce mouvement permet de consolider ce « nous » que nous avons étudié précédemment dans le chapitre. La participation permet d'améliorer la socialisation dans le quartier et d'approfondir les liens dans le voisinage, « ça unit », comme nous dit Ligia. Mais participer c'est aussi développer un sentiment de légitimité sur lequel il est possible de s'appuyer pour servir d'exemple aux jeunes générations. En participant à l'organisation de la communauté, les personnes qui s'impliquent cherchent

<sup>626</sup> Je traduis ici *realzar* par « redonner de l'estime ». Littéralement cela signifie « rehausser » mais au Venezuela le mot peut être employé pour signifier cette idée de « redonner de l'estime », de « rehausser » le statut d'une personne.

<sup>627</sup> JBW : Y que crees, ¿que dirías tu que es positivo y que es negativo en los CC ? LP : Yo creo que en los CC es positivo todo. JBW : ¿Todo ? LP : Si uno se organiza bien. JBW : ¿ Que habría que mejorar ? LP : Bueno, hay que mejorar muchas cosas *mamita*. Por ejemplo, hay muchas cosas que tienen que saberse entender, que tienen que saberse llevar pero los CC es una forma de tener todos los mismos beneficios, los mismos derechos y une a la gente. Por ejemplo, aquí había gente que si se conocía y si se hablaba pero no era gente que, que participaba. Y ahorita hay un animo en participar, en estar ahí, en ayudar, ¿ves ? Porque, porque se les habla : “mire si usted no ayuda mañana su hijo no va a tener oportunidades.” Porque si nosotros dejamos una comunidad bien organizada, bien linda, se les puede decir “póngase a estudiar eso ayuda, tiene que hacer esto, usted tiene un potencial”... Ese animo de *realzar* a la gente, mire hay gente que dice “ay es que yo no se hacer nada”. “¿ Como que no sabe hacer nada ? Haga una *arepa* bien hecha pa' que vea que si sabe hacer algo ! » Por ahí empezamos. Entonces esa forma de animar, de *realzar* a los mismos es una forma lindísima.

aussi à donner envie, à impulser les autres. Un sentiment de fierté s'acquiert par la participation, il permet de qualifier sa communauté de « belle » et de prendre plaisir à s'identifier à elle. La gestion directe des ressources et, par conséquent, de la vie de la communauté devient un moyen pour apprendre à se valoriser et pour développer la confiance en soi et le sentiment de compétence que nous avons étudié dans le chapitre 8. Cet aspect est souvent négligé dans les études sur la participation qui l'analysent davantage en termes structurels, oubliant parfois de s'interroger sur les effets qu'elle produit sur les populations qui la pratiquent. Au Venezuela, le changement se situe surtout à ce niveau, dans le sens où la participation modifie le regard que les personnes portent sur elles-mêmes et sur leurs capacités. Une fois que l'on a élaboré, défendu et vu aboutir un projet, il devient difficile d'entendre de qui que ce soit : « moi je ne sais rien faire ». Comme l'explique Ligia Parra, à partir du moment où l'on sait se faire une *arepa* on sait faire quelque chose. Dans l'expérience de participation, les personnes rencontrées ont appris à résister au fatalisme et à valoriser les compétences qu'elles mobilisent dans leur quotidien. Puis, une fois ces sentiments acquis, elles participent à les répandre autour d'elles, avec l'idée de *realzar a la gente*. Mais, tel que l'ont étudié le sociologue Numa Murard et le philosophe Etienne Tassin<sup>628</sup> dans leur analyse des frontières du politique et du non-politique pour tenter de comprendre la citoyenneté comme idée et comme fait, la participation inclut aussi le droit à la mobilisation et à la contestation comme un principe de légitimation. Pour cette dirigeante de longue date de Cacute, la gestion directe des ressources c'est un pouvoir pour les CC et pour le peuple :

« Ça c'est un pouvoir, un pouvoir de tout ! Et maintenant avec le Conseil Fédéral du gouvernement on dit qu'on va transférer 30% des ressources nationales aux communautés, imaginez-vous, c'est plus de pouvoir qu'on donne aux CC et au peuple ! Bien sûr, parce que les communautés travaillent à leur propre compte, elles ne doivent pas passer leur temps à mendier. Alors on gère cet argent par le biais de projets qui se mènent à bien. »<sup>629</sup>

**Gregoria Lara**, 53 ans, chaviste, ancienne préfète, *junta parroquial* et membre du CC de Cacute *casco*, mariée, 3 enfants, Mérida, 2010.

---

<sup>628</sup> N. Murard et E. Tassin, « La citoyenneté entre les frontières », *L'Homme et la Société*, n°160-161, Paris, 2006, pp. 17-35.

<sup>629</sup> « *Los CC eso es un poder, un poder de todo ! Y ahora con el Consejo Federal de gobierno dicen que le van a bajar 30% de los recursos nacionales a las comunidades, imagínese usted, mas poder es el que le dan a los CC y al pueblo ! Claro porque las comunidades trabajan por sus propios medios, no tiene que estar mendigando. Entonces se maneja ese dinero por medio de proyectos que se llevan a cabo.* »

Comme nous le disions plus haut, les participantes se tiennent bien informées de l'actualité politique du pays. Le Conseil Fédéral du gouvernement devient, le 22 février 2010, l'organe chargé de la coordination et de la planification des politiques et des actions entreprises dans le but de développer le processus de décentralisation et le transfert des compétences du pouvoir national aux différents états et municipalités du pays. Il doit favoriser un développement équilibré des régions et, dans ce but, il est intégré par le ou la vice-président exécutif, les ministres, les gouverneurs fédéraux, les maires des états et les *voceras/voceros* du Pouvoir Populaire de la société civile organisée<sup>630</sup>. Le président Chávez a stipulé que 30% des ressources nationales seraient destinées aux CC en tant qu'artère principale du Pouvoir Populaire. Gregoria considère la gestion de cet argent comme un pouvoir pour le peuple qui ne doit plus « passer son temps à mendier » pour l'obtenir. Les CC de 2009 représentent le droit des communautés à disposer d'une partie des ressources étatiques et à participer au Conseil en charge de les redistribuer. Ainsi, les dynamiques qui se produisent à l'échelle locale et au niveau gouvernemental s'imbriquent et se nourrissent sous le régime de démocratie participative et protagonique. Les diverses démarches sociales qui ont permis l'accès des populations défavorisées à la santé, à l'éducation, à l'alimentation, au système de retraites et aux ressources allouées aux communautés ont favorisé l'émergence de cette culture de droit qui traverse les différentes couches sociales et qui a contribué à politiser la société vénézuélienne<sup>631</sup>. Ci-dessous, j'ai photographié l'un des dispensaires de santé de la *misión barrio adentro* (la première de toutes) qui se trouve dans la paroisse Negro Primero de Valencia. Certes, l'installation est précaire mais avant de disposer de ce service les habitantes et les habitants de cette paroisse rurale devaient se rendre à la ville de Valencia pour tenter de bénéficier d'un rendez-vous médical. L'accès à un service minimum de santé dans les zones reculées du pays a été l'un des premiers points à toucher les classes populaires et les sensibiliser à la politique.

---

<sup>630</sup> Voir la page Internet : [https://www.cfg.gob.ve/web\\_cfg/](https://www.cfg.gob.ve/web_cfg/) (consultée le 11/07/2015).

<sup>631</sup> Pour se faire une idée de l'ampleur des changements, prenons le cas des retraites : en 2001 le nombre de bénéficiaires du système de retraite aurait été de 14.833 alors que, en 2007, il s'élèverait à 194.460. Source : *Logros de la Revolución Bolivariana*, op. cit., p. 31. Concernant la santé, dans le cadre de la *misión Barrio Adentro*, le service d'accès aux soins primaires serait passé de couvrir 3,5 millions de personnes en 1998 à en couvrir 20,5 millions en 2007 ; et le nombre d'odontologues procurant des soins dentaires de premier niveau serait passé de 800 en 1998 à 5600 en 2007. Voir *Misiones Bolivarianas*, Colección Temas de Hoy, Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, Caracas, 2007, p. 29.



**Photo 33.** Dispensaire *misión barrio adentro*, Negro Primero, Valencia, 2010.

J'insère cette photographie parce qu'elle me semble véhiculer visuellement la manière dont les politiques publiques et les démarches sociales entreprises par les gouvernements bolivariens se sont immiscées dans l'ensemble du territoire national, touchant des zones qui jusque-là avaient été délaissées par le système public. Cette prise en compte étatique représente, symboliquement, un moyen de confirmer l'existence des bénéficiaires et leur appartenance à la société. Elle a également permis d'éveiller un intérêt pour la politique chez la majorité de la population, constituée par les classes populaires, qui s'est sentie concernée par les décisions présidentielles et gouvernementales. Dans l'extrait, ci-dessous, la *señora* Irene qui est une opposante radicale à Chávez reconnaît que ses gouvernements ont déclenché une prise de conscience politique qui se poursuit encore aujourd'hui :

« La seule chose bien qu'a apporté ce gouvernement c'est la prise de conscience politique. Ça oui ! Ça oui ! Ça je l'applaudis ! Pourquoi ? Parce qu'il (Chávez) a ouvert les yeux au Vénézuélien. »<sup>632</sup>

**Señora Irene de Becerra**, 56 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2009.

Au Venezuela, il est frappant de voir à quel point la population connaît les lois et se tient informée de l'actualité politique, qu'il s'agisse de suivre la guerre partisane opposition-chavisme ou de veiller sur la gestion gouvernementale. Qu'il s'agisse des femmes qui vendent

<sup>632</sup> « Lo unico bueno que ha traído este gobierno es la toma de conciencia política. ¡Eso sí! ¡Eso sí! ¡Eso lo aplaudo! ¿Por qué? Porque él (Chávez) ha abierto los ojos al venezolano. »

les *empanadas*<sup>633</sup> dans la rue ou du propriétaire d'un restaurant, les personnes connaissent et réclament leurs droits : le droit de vote, le droit à l'information, le droit de bénéficier des démarches sociales gouvernementales, le droit au contrôle des ressources, le droit à la libre expression, le droit à l'éducation gratuite, le droit à la participation, entre autres. Il est possible d'affirmer qu'une véritable culture de droit s'est installée dans le pays. Elle nourrit les conversations quotidiennes de l'ensemble des classes sociales, ce qui n'était pas le cas avant 1998. La recherche empirique m'a permis de comprendre que réclamer et faire valoir ses droits c'est, pour les femmes et les hommes des classes populaires rencontrés, réclamer le droit d'exister en tant qu'individu mais aussi en tant que citoyen ou citoyenne appartenant à la Nation. Les structures étatiques locales de participation permettent d'affirmer à la fois l'existence des participantes et des participants mais aussi leur sentiment d'appartenance, qu'il soit rattaché à l'échelle locale, régionale ou nationale.

### **La participation comme motivation et levier de l'ascension sociale**

« Après que j'ai commencé à participer, bon j'ai commencé à voir comme un autre monde, pour moi. J'ai commencé à voir d'autres opportunités, j'ai commencé à voir qu'on pouvait étudier, j'ai commencé à voir qu'on peut réussir beaucoup de choses et j'ai commencé à voir, oui, l'autre visage de la vie. Ça, ça m'a aussi stimulé et bon, je te dis, moi j'étudie deux cursus et jusqu'à présent je m'en sors avec les deux. »<sup>634</sup>

**Edilma Andrade**, 42 ans, chaviste, ex coordinatrice du CC de Misteque et ancienne membre de l'association de voisins, mariée, mère de 7 enfants, Mérida, 2009.

Cet extrait d'entretien d'Edilma nous rappelle à quel point la participation permet aux classes populaires d'élargir leur horizon des possibles. Comme nous l'avons étudié dans le chapitre 5, la reprise d'études est un phénomène fréquent chez les participantes. Elle marque une rupture vis-à-vis des trajectoires parentales, souvent dotées d'un capital scolaire faible ou dépourvues de celui-ci, notamment en milieu rural, d'après les données que j'ai pu recueillir sur les

---

<sup>633</sup> L'*empanada* est un chausson à base de farine de maïs farci de viande, fruits de mer, fromage, œufs, légumes, selon les coutumes de chaque région et qui est frit dans l'huile. C'est un encas local qui se déguste à tout moment de la journée, vendu dans la rue, la plupart du temps par des femmes, dans les brasseries ou encore dans les boulangeries.

<sup>634</sup> « *Después que yo empecé a participar, bueno yo empecé a ver como otro mundo, para mi. Empecé a ver otras oportunidades, empecé a ver que se podía estudiar, empecé a ver que uno puede lograr muchas cosas y empecé a ver, si, la otra cara de la vida. Eso también me estimuló y bueno yo te digo yo estudio dos carreras y hasta ahora he podido con las dos.* »



terrains du *páramo*. Le champ des opportunités s'étend fortement et stimule les participantes dans leur recherche d'une vie meilleure.

En retournant sur le *páramo* en 2012, j'ai croisé Helena Gonzalez dans la *camionetica* (bus informel) qui fait le trajet de la *trasandina* Mucuchíes-ville de Mérida. Après avoir été *vocera de salud*, Helena est secrétaire du CC de Cacute *casco*. Cette jeune femme célibataire de 35 ans et mère de 3 enfants était employée par la préfecture de Cacute comme secrétaire. Quand on se retrouve dans la *camionetica*, Helena me raconte qu'elle est fermement engagée dans la lutte contre les violences faites aux femmes (*maltratado hacia las mujeres*) et qu'elle essaye de mettre en place des maisons de paix (*casas de paz*) à Cacute, pour accueillir les femmes violentées, ce qui me surprend un peu puisqu'au long de mes enquêtes de terrain elle était davantage dans une participation a minima (assistant aux réunions sans forcément être force de proposition) que ce soit dans le CC ou au niveau de sa militance dans le PSUV. Au moment où elle m'explique qu'elle souhaiterait y travailler une fois qu'elle aurait validé son cursus en études juridiques je comprends mieux la motivation de son engagement auprès des femmes violentées. Helena a donc repris les études entre 2010 et 2012. Elle me dit qu'elle obtiendra son diplôme en 2014 et, avant de descendre à son arrêt, elle ajoute en partant : « l'important ce n'est pas ce que l'on reçoit à l'université mais le travail que tu fais pour savoir. Oui, moi je vau quelque chose »<sup>635</sup>. Au-delà de renforcer leur confiance en soi et leur estime, l'aspiration à un emploi formel, stable et rémunéré motive les participantes à reprendre ou à entreprendre des études, qu'elles soient techniques ou universitaires. Et la participation joue un rôle fondamental dans ce processus en tant que ressource qui permet d'élargir la quête des possibles.

Mais la situation inverse se produit également, c'est-à-dire que la participation devient une passerelle qui donne accès à un emploi formel, stable et rémunéré qui conduit, à son tour, à la reprise d'études. En effet, en 2012, lors de mon dernier terrain une grande partie des personnes rencontrées, dans le cadre des CLPP ou des CC, avaient été employées par le secteur public. Et, dans le cadre de leur nouvel emploi, elles s'engageaient dans un cursus universitaire précis. Par exemple, lors de mon retour à Valencia, Alexander Vasquez, le suppléant de Maigualida Marin à l'époque du CLPP, était passé de travailler dans une coopérative en tant qu'électricien à représenter la commission de services de la mairie aux

---

<sup>635</sup> « lo importante no es lo que se recibe de la universidad sino el trabajo que haces para saber. Yo si valgo »

côtés d'un *concejal* chaviste Pedro Yanez. Il assiste le *concejal* dans le travail de législation de la municipalité. Du temps des CLPP, Alexander était déjà en contact avec lui. Il jouait un rôle d'intermédiaire entre les communautés du *barrio* Las Palmitas et l'administration publique de la mairie. D'ailleurs, comme je l'avais évoqué dans le chapitre 2, le premier entretien que nous avons réalisé en 2006 s'était déroulé dans le bureau de Pedro Yanez qui était de sortie. Alexander me raconte qu'il termine désormais le 10<sup>ème</sup> semestre de droit dans la *misión sucre*<sup>636</sup>, pour s'améliorer dans son travail puisqu'il a obtenu le poste avant de disposer du diplôme requis pour occuper cette fonction : « avec les études je suis en train de comprendre ce que je faisais (dans ce travail) et non pas en train d'apprendre de nouvelles choses »<sup>637</sup>. Ainsi, Alexander étudie, travaille et milite pour le parti du gouvernement, le PSUV.

Comme Alexander, *el señor* Leonardo, qui était conseiller municipal sous le CLPP, a bénéficié de cette mobilité sociale que permet le croisement de la participation avec le clientélisme populaire bolivarien. Cet ancien gardien d'entreprise s'est retrouvé sans emploi après avoir été licencié. Avant l'arrivée de Chávez au pouvoir il « ne voulait rien savoir de la politique, et ne votait même pas »<sup>638</sup>, me dit-il. Il me raconte que quand Chávez gagne les élections il se dit « celui-ci c'est l'homme qui va changer le Venezuela »<sup>639</sup> et il s'est initié à la militance partisane et s'est impliqué dans les affaires de la communauté. Après le changement de maire à Valencia, en 2008, il se retire du travail communautaire pour que « cette pluie tombe sur quelqu'un d'autre »<sup>640</sup> et il approfondit sa militance partisane. Ces deux expériences, la militance partisane et la participation dans la communauté le motivent à devenir reporter graphique. Sa militance et son statut de *luchador social* lui permettent d'obtenir un poste à la mairie et « maintenant je dois étudier pour ça »<sup>641</sup>, me confie-t-il.

Certes, les partisans et les partisans du gouvernement bénéficient plus facilement de la possibilité d'ascension sociale qui est générée par la participation locale, mais ce parcours favorise aussi les opposantes et les opposants au régime en vigueur, à condition que d'autres contacts soient mobilisés. Le cas de Maignalida Marin, dirigeante de Las Palmitas, est un

---

<sup>636</sup> La *misión sucre* propose l'accès à divers cursus d'études supérieures de manière gratuite. Elle s'organise en *aldeas universitarias* (hameaux universitaires) qui recouvrent l'ensemble du territoire national, ce qui permet aux personnes de tout âge et de toute classe sociale d'accéder aux études supérieures sans être obligées de quitter leur territoire d'origine et leur famille. Voir la page Internet de la *misión* : <http://www.misionsucre.gov.ve> (consultée le 11/07/2015).

<sup>637</sup> « Con los estudios estoy entendiendo lo que vengo haciendo y no aprendiendo tantas cosas nuevas »

<sup>638</sup> « Antes de Chávez no quería saber nada de política, ni votaba ! »

<sup>639</sup> « Este es el hombre que va a cambiar a Vzla »

<sup>640</sup> « Le caiga el chaparrón a otro »

<sup>641</sup> « Ahora tengo que estudiar para eso »

exemple parmi d'autres. Après avoir travaillé dans le marché informel comme vendeuse dans les épiceries de quartier (*bodegas*) ou en faisant l'accueil dans les centres de communication du *barrio* (l'équivalent des *taxi-phone* en France), Maigualida avait été employée en tant qu'assistante du Centre Civique de son quartier après le changement de maire. Quand nous nous sommes retrouvées sur Valencia en 2012, Maigualida m'a donné rendez-vous à la mairie, qui était désormais chaviste. Elle m'explique qu'elle travaille également dans la commission de services de la mairie, aux côtés de sa sœur Mary Marin qui est *concejala* et présidente de la commission permanente de développement urbain et d'environnement du Conseil Municipal (*Comisión Permanente de Desarrollo Urbano y de Ambiente del Concejo Municipal*). Son emploi dans le Centre Civique a été le premier pont vers sa nouvelle fonction. Mais elle porte désormais un double stigmate : celui d'avoir obtenu ce poste, en partie, grâce à sa sœur et celui d'avoir été au service de l'ancienne administration qui était d'opposition, « on me voit mal, on croit que je suis pistonnée par ma sœur et je suis fichée en tant qu'*escualida* pour avoir travaillé avec Paco dans le CLPP d'avant »<sup>642</sup>. Certes, la position qu'occupe Mary a clairement aidé Maigualida à incorporer la nouvelle administration mais, sans son parcours de *luchadora* le statut de sa sœur n'aurait pas suffi à ce qu'elle puisse occuper cette fonction. Maigualida n'a pas intégré le CC de sa communauté, cependant elle poursuit sa participation de manière informelle. Maintenant qu'elle travaille pour la commission de services, le voisinage se rend à la mairie pour lui demander conseil et pour lui demander aussi d'accéder à des informations sur les projets en cours lorsque ceux-ci rencontrent des difficultés : « je les achemine, je les conseille », me dit-elle<sup>643</sup>. Et, comme Alexander et *el señor* Leonardo, Maigualida fait des études pour peaufiner les connaissances nécessaires au travail qu'elle accomplit. Elle était en 4<sup>ème</sup> semestre de droit à l'Université privée José Antonio Paéz. La mairie prend en charge la quasi-totalité de sa formation. Ainsi, la participation locale permet à la fois l'acquisition de compétences techniques et d'un savoir-faire qui peut être utilisé dans d'autres domaines que ceux de la gestion des affaires de la communauté ; elle permet aussi de constituer un carnet d'adresses qui peut être exploité au moment de chercher un emploi. Sous le régime de démocratie participative et protagonique, la participation locale devient à la fois une motivation et un levier de l'ascension sociale des classes populaires. Mais, comme nous l'avons vu, dans de nombreux cas, les *luchadores* obtiennent le poste avant de disposer des connaissances requises à l'exercice de leurs

---

<sup>642</sup> « me ven mal, creen que soy una enfuchada con mi hermana y estoy fichada como escualida por trabajar con Paco en el CLPP de antes »

<sup>643</sup> « yo los encamino, los asesoro »

fonctions. Cela pose problème s'il s'agit d'évaluer la qualité de leurs prestations. Or, dans cette recherche, l'intérêt est porté sur la manière dont la participation modifie, ou ne modifie pas, la vie quotidienne et les imaginaires des classes populaires que j'étudie par le prisme des femmes *luchadoras*. Sur ce point, les enquêtes que j'ai effectuées à quelques années d'intervalle, auprès des mêmes personnes, m'ont permis d'observer que le croisement du parcours participatif des *luchadores* rencontrés avec la politique du « pouvoir populaire » permet leur ascension sociale à travers leur intégration à l'appareil étatique en tant qu'employés. Ce changement ne modifie pas immédiatement les représentations du pouvoir puisqu'Alexander me confie, en riant, que pour obtenir un rendez-vous il se présente comme député pour s'assurer d'être reçu rapidement. Mais, lentement, il modifie les imaginaires politiques des couches subalternes comme perception et auto-perception de leurs rapports au monde et à elles-mêmes.

## **9.2. Des imaginaires politiques en mouvement**

### **Changement des rapports gouvernants-gouvernés**

#### *Identification à Chávez et participation*

Nous avons pu étudier différents types de motivations entraînant les personnes à participer à l'échelle locale : la recherche d'une amélioration de la vie quotidienne, la proximité avec le foyer et le quartier qui explique –en partie– l'implication genrée au féminin, l'héritage d'une certaine culture participative familiale, la volonté de s'approprier davantage le territoire habité, entre autres raisons analysées ici. Je souhaiterais désormais me centrer, dans ce point, sur une des motivations que nous avons abordées dans les précédentes parties, celle de l'identification à Chávez. Car, en plus d'avoir motivé une grande partie de la population à investir les structures étudiées, elle a aussi bouleversé les rapports gouvernants-gouvernés dans le pays. La figure de Chávez incarne, pour la majorité des classes populaires vénézuéliennes, cette quête de « devenir possibles » évoquée tout au long de cette troisième partie. Le chavisme est le produit de la dégradation du système de Nation, fruit des plans d'ajustement structurels qui ont creusé les inégalités dans le pays et plus largement dans la Région depuis les années 1980. Il est le fruit du mécontentement des oubliés du

*puntofijismo*<sup>644</sup>. C'est un appel au peuple qui prend la forme d'un nationalisme où la pauvreté devient une ressource politique à part entière. Hugo Chávez cultive une ressemblance avec son électorat, son charisme naît de là. Ce président suit autant son électorat que son électorat le suit. Il est dans la ratification du peuple et dans la revendication d'une certaine « vénézuéliannité » qui prend la forme d'une fierté endogène et qui a pour ambition de se libérer de la tutelle coloniale historique vis-à-vis de l'Espagne et de la dépendance politique et économique vis-à-vis des Etats-Unis. Une reconstruction et une re-signification de l'identité nationale se met en place au Venezuela. L'indianité et le métissage sont revendiqués, le caractère majoritairement populaire de la nation est valorisé et la latino-américanité est célébrée. Dès 1998, un processus d'autochtonisation s'enclenche. Il permet l'identification de la majorité au leader. Cette identification s'accroît avec le rapport pédagogique qu'entretient Chávez avec la population, offrant la possibilité aux exclus historiques du système public de développer une familiarité avec l'espace politique.



**Photo 34.** Affiche sur le mur de FUNDACOMUNAL, Valencia, 2010.

Rares sont les institutions publiques qui n'exposent pas d'affiches où figure le *comandante*. Celle-ci décore l'un des murs de FUNDACOMUNAL de Valencia. Cette image est forte pour plusieurs raisons. Premièrement, elle capture ce moment pédagogique où le président de la République prend le temps d'expliquer une idée à quelqu'un ou de la développer ensemble. Cette attitude politique est constante chez Chávez. Dans *Aló Presidente*, il n'hésite pas à se servir d'une carte du pays et d'un feutre pour expliquer la nouvelle loi des CC, entre autres politiques qu'il a pu vulgariser à travers ce programme. Il ne s'agit pas ici d'émettre un

<sup>644</sup> Le pacte entre trois partis politiques (AD, COPEI et URD) pour gouverner le pays après la dernière dictature qu'a connu le Venezuela, celle Marcos Pérez Jiménez, renversée en 1958.

jugement sur la qualité ou sur la véracité de ces explications. Le point qui nous intéresse concerne l'effet que cela produit chez cette partie de la population qui ne pouvait accéder au discours présidentiel en raison de son caractère technocratique. Non seulement les Vénézuéliens et les Vénézuéliennes comprennent désormais les propos présidentiels mais ils et elles bénéficient aussi d'une explication détaillée de leur contenu. Deuxièmement, sous la photo nous pouvons lire l'inscription suivante : « le peuple est devenu le premier maître de la République »<sup>645</sup>, citation d'Hugo Chávez. Ce type de discours s'accompagne d'une politique de la participation fortement développée dans le pays qui se traduit par l'idée de « pouvoir populaire », ce qui favorise l'identification des exclus historiques à l'*outsider* politique qui les représente désormais. Un troisième et dernier point qui me semble important à relever est la signature de l'affiche qui figure en bas à droite : « *Venezuela ¡de verdad!* » (Le vrai Venezuela). L'idée du « vrai » Venezuela rejoint celle de l'autochtonisation du pays qui est en cours depuis 1998.

Une dynamique de proximité vis-à-vis des bases se met alors en place. Ce président se rapproche littéralement du peuple : de manière physique puisque les personnes ont l'occasion de le rencontrer, notamment dans le cadre de son programme *Aló Presidente* ; par la voie médiatique puisqu'il est présent à tout moment et à travers tous les moyens de communication ; enfin, au niveau du langage familier qu'il utilise, que ce soit au moment de représenter le pays dans un sommet politique ou au moment d'intervenir dans son programme télévisé hebdomadaire. La rencontre entre la *luchadora* Edilma et le président va bien au-delà de sa gratification personnelle : elle symbolise l'accès des communautés rurales à la politique. L'effet émotionnel chez les participants et les participantes est fort puisque ces derniers se voient responsabilisés et reconnus comme des acteurs de la vie publique locale. La participation n'est pas seulement la voie vers une vie meilleure, elle est aussi un moyen de se réapproprier une dignité longtemps confisquée. Lorsqu'Edilma peut « lui dire les choses », c'est toute sa communauté qui est prise en compte :

« Et bien arriver aux côtés d'un président, pouvoir lui dire les choses là tout près, tout à coup le prendre dans ses bras, le serrer, ça pour nous c'était totalement difficile

---

<sup>645</sup> « *El pueblo se ha convertido en el primer maestro de la República* »

(sic) et encore plus pour ce type de communauté (rurale). J'avais l'impression que c'était une illusion ce qui était en train d'arriver, c'était une belle expérience. »<sup>646</sup>

**Edilma Andrade**, 42 ans, chaviste, ex coordinatrice du CC de Mistique et ancienne membre de l'association de voisins, mariée, mère de 7 enfants, Mérida, 2009.

A travers la mise en place des dispositifs participatifs, l'invisibilité comme situation partagée a été politisée. Certes, l'accès aux ressources de la communauté motive la participation à l'échelle locale mais le discours glorifiant que Chávez adresse au peuple est aussi un facteur de motivation qui mobilise la population et surtout les classes populaires : « On est en train de faire de grandes choses, *compañeros y compañeras*, au-delà de nos misères, au-delà de nos failles, reconnaissons avec humilité mais avec réalisme, toujours avec un esprit de dépassement (*superación*), toujours vêtus d'humilité. Mais cela ne doit, en rien, nous limiter au moment de déclarer que nous sommes en train de faire quelque chose de grand au Venezuela, qu'on est en train de faire l'histoire au Venezuela et depuis le Venezuela vers le monde. »<sup>647</sup> Cet extrait du discours annuel, de 2008, du président à l'Assemblée Nationale rappelle ainsi que chaque Vénézuélien et que chaque Vénézuélienne a un rôle à jouer dans la transformation de sa propre vie -en évoquant l'idée de *superación*-, mais que chacun et chacune a aussi une trace à laisser dans l'Histoire du pays et dans celle de son rapport au reste du monde. Ce type d'intervention qui s'adresse à la population vénézuélienne, qu'il interpelle directement, a éveillé la conscience politique des *luchadoras* et des *luchadores* avec qui j'ai travaillé sur mes terrains, tout au long de cette recherche. L'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir et son projet de régime participatif à implanter dans l'ensemble du territoire national a séduit un peuple lassé d'un régime représentatif qui ne représentait que les intérêts des classes dominantes et qui était loin de s'attaquer aux besoins des plus démunis, alors qu'une grande partie de la population sombrait dans la pauvreté. Coupler cette réification du peuple vénézuélien d'un discours et de politiques publiques connectés aux besoins concrets de la population est bien plus mobilisateur que les références à la démocratie, à la liberté ou au projet de « socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle ». Dans le *páramo* vénézuélien, Yanina est devenue,

---

<sup>646</sup> « Pues llegar al lado de un presidente, poderle decir la cosas ahí cerquita, de repente darle un abrazo, un apretón, eso para nosotros y menos para este tipo de comunidad (rural) eso era totalmente difícil. Una se sentía como que era mentira lo que estaba pasando, fue una experiencia bonita. »

<sup>647</sup> « Estamos haciendo cosas grandes, *compañeros y compañeras*, por encima de nuestras miserias, por encima de nuestras fallas, reconozcámos con humildad pero con realismo, con espíritu siempre de *superación*, vistiéndonos de humildad siempre. Pero eso no debe, para nada, limitarnos a declarar que estamos haciendo algo grande en Venezuela, que estamos haciendo historia en Venezuela y desde Venezuela para le mundo. » Livret gratuit compilant le message annuel du président à l'assemblée nationale, du 11 janvier 2008 : *2008 año de la Revisión, Rectificación y Reimpulso de la Revolución Bolivariana*, Ed. Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, Caracas, 2008, 141 p., p. 55.

comme Edilma et tant d'autres femmes du pays, une fervente défenderesse de Chávez et une militante engagée dans le chavisme alors qu'avant 1998 elle n'était pas inscrite au CNE (*Consejo Nacional Electoral*) et n'adhérait à aucun parti :

« Ma grand-mère et ma mère étaient *copeyanas* et il faut reconnaître qu'ils ont donné quelque chose au peuple mais pas sans en bénéficier eux-mêmes ou essayer de vendre les richesses du pays. Alors, c'est là qu'il attire mon attention (Chávez) parce qu'avant jamais, c'est-à-dire au moment où tout le monde avait la fièvre de voter pour un parti politique moi je ne l'ai pas eue, ça ne me semblait pas éthique, je ne me suis pas conformée à ça. Jusqu'à ce qu'Hugo Chávez arrive. Quand Hugo Chávez est arrivé et qu'il propose un système de gouvernement totalement différent, quand il me dit qu'il veut changer la Constitution qui est une Constitution qui date de 1961, d'époques précédentes que bon, qui ont fait tout type de réformes sans consulter le peuple, ben alors c'est là que moi je me sens identifiée mais je n'ai pas pu voter pour le président Chávez parce que je ne m'étais pas inscrite à ce qu'était le système électoral avant. Alors je n'ai pas voté pour lui à ce moment-là, mais je l'ai suivi tout le temps et je l'écoutais toujours, et pour moi c'était, *osea...* Quand il gagne en 98, pour moi le discours qu'il a donné à ce moment-là, jamais, jamais de tous les jamais (sic), je ne l'oublierai. »<sup>648</sup>

**Yanina Suescún**, 30 ans, chaviste, membre du CC *Dos Caminos* (proche de Misteque) et ancienne préfète de Mucuchíes, célibataire, mère de 2 enfants, Mérida, 2009.

L'épuisement face à l'ancien modèle de distribution clientélaire de la rente pétrolière et face à une classe politique déconnectée de la réalité sociale qui existait dans le pays a détérioré le rapport du peuple aux dirigeants et à la structure d'Etat qu'Hugo Chávez a su réaffirmer. Ce président se transforme alors en produit et producteur de représentations collectives de la Nation. Dans son discours, les valeurs et les richesses nationales doivent être préservées, ce

---

<sup>648</sup> « *Mi abuela y mi madre fueron copeyanas y hay que reconocer que algo le dieron al pueblo pero no sin antes beneficiarse ellos mismos o tratar de vender la riquezas del país. Entonces ahí es donde me llama la atención (Chávez) porque nunca jamás, osea en el momento en que todo el mundo tiene la fiebre de votar por un partido político yo no la tuve, no me parecía ético, no me conforme con eso. Hasta que llegó Hugo Chávez. Cuando llegó Hugo Chávez que plantea un sistema de gobierno distinto totalmente, cuando me dice que quiere cambiar la Constitución que es una Constitución que data de 1961, de épocas atrás que bueno, que vinieron haciendole (sic) cualquier tipo de reforma sin consultar al pueblo, bueno entonces ahí es cuando yo me siento identificada pero no pude votar por el presidente Chávez porque no me había inscrito a lo que significaba el sistema electoral antes. Entonces no voté en ese momento por el pero lo estuve siguiendo todo el tiempo y siempre lo oía y para mi fue, osea... Cuando el gana en el 98 para mi el discurso que el dió en ese momento, jamás, jamás de los jamases (sic) se me olvidara. »*



qui contribue à réaffirmer l'idée de Nation et qui permet de réactiver un sentiment patriotique dans un moment de crise et de faible auto-estime nationale. En convoquant le peuple vénézuélien pour se transformer en sujet des changements nécessaires et urgents que le pays réclame, d'une certaine manière Chávez légitime et valorise la place que chacun et que chacune occupe dans le pays. Yanina se sent interpellée par le *comandante*, comme s'il s'adressait directement à elle : « quand il me dit ». Ce sentiment est répandu. Les personnes se sentent prises en compte par le régime participatif qui s'implante dans le pays. Elles sont régulièrement consultées, par les urnes, et cette nouvelle place qu'occupe le peuple dans le système politique permet qu'une identification s'opère, favorable au maintien de la participation dans le temps et à son expansion dans l'espace.

« *El país debe girar en torno a nosotros* »

« [Pourquoi la démocratie participative est-elle protagonique ?] C'est comme la *novela* où tout tourne autour de la vie du protagoniste. Elle est protagonique parce que maintenant le pays doit tourner autour de nous. »<sup>649</sup>

**Nidia Parra**, 50 ans, chaviste, *consejala* de la municipalité Rángel, chargée des comités de travail environnement et éducation, membre née du CC de Misintá, en couple, 2 enfants, Mérida, 2010.

Sous les gouvernements bolivariens, les rapports gouvernants-gouvernés se sont transformés. Le peuple se sent citoyen. Il participe à la vie locale mais s'informe et se mobilise aussi pour les décisions d'ordre national. Il est concerné par la vie publique, réclame ses droits et défend sa place. La démocratie participative et protagonique ne joue donc pas uniquement le rôle de label légitimant le gouvernement au pouvoir. Il s'agit d'une architecture institutionnelle qui se déploie sur l'ensemble du territoire national et qui bénéficie de moyens conséquents pour sa mise en œuvre, bien que l'administration bureaucratique ne facilite pas toujours son fonctionnement. C'est aussi un système politique qui reconfigure les rapports gouvernants-gouvernés dans les faits, qui modifie les imaginaires et qui provoque un changement au niveau des représentations sociales et symboliques des classes populaires au Venezuela. Lorsque nous avons réalisé cet entretien avec Nidia, ce passage m'a marqué. Parmi

---

<sup>649</sup> « [Porque la Democracia Participativa es Protagonica ?] Es como en la novela que todo gira en torno a la vida del protagonista. Es protagonista porque ahora el país ahora debe girar en torno a nosotros. »

l'ensemble de réponses que j'ai pu obtenir à cette question, celle-ci résumait très clairement les diverses interprétations individuelles qui m'avaient été livrées mais dont l'ensemble se regroupait autour de ce même point : l'apparition d'un « nous » qui devait rester au centre du système. L'idée d'une démocratie participative protagonique où le protagoniste serait le peuple est aussi répandue que la *novela* regardée par l'ensemble du pays, sans distinction de classe. Si la subalternité sociale concerne encore une grande partie de la population, il est possible d'affirmer qu'aujourd'hui au Venezuela elle n'est plus nécessairement synonyme de subalternité politique. La vitalité des pratiques politiques locales, dans le cadre des CC notamment, a permis une réinsertion citoyenne de nombreux Vénézuéliens et Vénézuéliennes dans le cadre de la démocratie participative. L'estime et la confiance en soi qui habitent désormais les couches populaires jouent un rôle fondamental dans ce changement social. Elles ne peuvent être comprises qu'à la lumière des processus de ségrégation et d'exclusion sociale qui ont marqué la IV<sup>ème</sup> République lors de la formation des *barrios* et qui continue d'exister, sous d'autres formes. Comme l'exprime ci-dessous Yanina, sous le Venezuela bolivarien l'écart entre les gouvernants et les gouvernés se resserre, légalement et mentalement :

« Il y a énormément de choses qui restent à matérialiser parce que la dette sociale du Venezuela est immense. Mais moi j'ai les moyens de participer, j'ai les moyens de faire voir à mes gouvernants ce qui va mal. (...) En ce moment le président Chávez est le président de tous, de tous les vénézuéliens et des non vénézuéliens qui habitent ici. (...) Maintenant avec la transformation de ce que signifie la représentativité (sic), que la démocratie soit participative, alors c'est là que se font ces changements et c'est là que les gens sont appelés à faire partie des CC dans le but de participer. Participer dans quel sens ? Dans le sens où ce gouvernement que nous voyions si haut s'est placé de manière horizontale vis-à-vis du peuple, et de toutes les générations. Pour nous, les gens, c'est très important le changement qui se produit. »<sup>650</sup>

---

<sup>650</sup> « Hay muchísimas cosas que faltan por concretarse porque la deuda social de Venezuela es inmensa. Pero yo tengo como participar, yo tengo como hacerle ver a mis gobernantes de ver lo que esta mal. (...) En estos momentos el presidente Chávez es el presidente de todos, de todos los venezolanos y de los no venezolanos que estan viviendo acá. (...) Ahora con la transformación de lo que significa la representatividad (sic), a que la democracia sea participativa pues entonces es cuando se vienen a dar estos cambios y es cuando la gente esta llamada a ser parte de los CC pero con el fin de participar. De participar en que sentido ? De que ese gobierno que nosotros veíamos tan alto se pusiera de una manera horizontal con el pueblo, con todas las generaciones. Para nosotros, la gente, es muy importante el cambio que se dá. »

**Yanina Suescún**, 30 ans, chaviste, membre du CC *Dos Caminos* (proche de Misteque) et ancienne préfete de Mucuchíes, célibataire, mère de 2 enfants, Mérida, 2009.

Le couplage du nouveau régime politique participatif et d'un discours présidentiel, et plus largement gouvernemental, de glorification du peuple qui est centré sur les besoins concrets de la population permet l'accès et le sentiment d'accès au champ du politique et à l'appareil étatique. « Moi j'ai les moyens de participer, j'ai les moyens de faire voir à mes gouvernants ce qui va mal », me dit Yanina en affirmant sa capacité d'action, son sens du jugement et sa contribution à gouverner le pays. La participation aurait modifié le sens de la « représentativité » (sic). L'idée d'un Etat qui gouvernerait avec le peuple et pour le peuple circule et s'ancre dans les imaginaires. Le gouvernement n'est plus assimilé à un haut lieu de pouvoir inatteignable. Désormais il doit être au service des communautés qui le constituent, et ce changement est reconnu et contrôlé par la société. Ainsi il est ratifié par le discours présidentiel : « Ceci est un pays qui s'est déjà habitué à participer, c'est un peuple qui s'est habitué à participer de nombreuses manières, à différents niveaux, dans différentes échelles et avec des résultats différents, comme nous le savons, heureusement. Des résultats qui se respectent ; avec des institutions sérieuses ».<sup>651</sup> Bien que les résultats de cette participation n'aient pas toujours été respectés sous les gouvernements Chávez<sup>652</sup>, ce type de discours mobilise et légitime la forte participation que connaît le pays. Sa micro-territorialisation permet que le changement de « représentativité » évoqué par Yanina puisse avoir lieu. En effet, comme nous l'explique Lalo ci-dessous, les associations de voisinage qui précédaient les CC étaient constituées d'un groupe comptant entre 5 et 10 personnes. Selon le type de territoire habité, ce groupe pouvait aller jusqu'à représenter une paroisse entière, comme c'était le cas de la paroisse Cacute :

« Le changement le plus important en ce moment c'est que les gens sont en train de commencer à occuper les espaces, à participer activement. Comme je t'ai dit précédemment, dans ces secteurs ruraux il n'existait jamais d'organisations en dehors des *cascos* (centres) urbains. Avant, dans la paroisse que je représente, il y avait

---

<sup>651</sup> « *Este es un país que ya se acostumbró a participar, es un pueblo que se acostumbró a participar de muchas maneras, en distintos niveles, en distintas escalas, y con distintos resultados, como sabemos, afortunadamente. Resultados que se respetan ; con instituciones serias* », 2008 año de la Revisión, Rectificación y Reimpulso de la Revolución Bolivariana, Ed. Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, Caracas, 2008, p. 141 (p. 54)

<sup>652</sup> Entre autres points, la nouvelle géopolitique de la Nation proposée par référendum en 2007 fut refusée par le peuple puisque le « non » l'a emporté. Cependant, elle a été appliquée par décret présidentiel.

seulement une association de voisins qui était de 5-10 personnes, dans le *casco* urbain de Cacute qui représentait toute la paroisse qui est constituée de 11 secteurs différents. Maintenant, dans chaque secteur il y a un CC de 15-20 personnes. Ça c'est très positif pour nous tous, les Vénézuéliens. (...) Les politiques du gouvernement ont véritablement atteint la communauté. »<sup>653</sup>

**José Gerardo Arismendi**, 36 ans, chaviste, ancien président de la *junta parroquial* et membre du CC Cacute *casco*, célibataire en couple, père d'un adolescent qu'il élève, Mérida, 2009.

Avec la mise en place des CC, le changement d'échelle permet que les *voceras* et *voceros* élus en assemblée citoyenne soient davantage représentatifs de la communauté puisqu'ils en font partie. Les exclus historiques du système politique se sentent désormais intégrés à l'Etat puisque les politiques gouvernementales transforment concrètement leur quotidien. L'écart entre l'Etat et la société se resserre, de même que les rapports entre les gouvernants et les gouvernés du pays.

## Conclusion

Comme nous avons pu l'étudier dans ce chapitre, dans le Venezuela bolivarien on assiste à une transformation culturelle provoquée par la forte et constante politisation du pays. La dignification des classes populaires impulsée par la politique de la participation, comme politique du « pouvoir populaire », produit un changement social à deux niveaux : au niveau extérieur et collectif puisque de nouvelles références, compétences et acteurs, qui sont surtout des actrices, surgissent en politique ; puis au niveau intérieur et individuel puisque l'expérience participative modifie le regard sur soi, la manière de se penser et de se projeter. Les individus participent dans les structures étatiques locales pour exister, individuellement, dans la communauté et pour le pays. Les territoires existentiels s'élargissent et la familiarisation au système politique légitime cet élargissement. Loin de se restreindre à la réparation d'une rue du quartier, la participation locale peut représenter un moyen de changer

---

<sup>653</sup> « El cambio más importante en este momento es que la gente está empezando a tomar los espacios, a participar activamente. Como te dije anteriormente, en estos sectores rurales jamás existían organizaciones fuera de los cascos urbanos. Antes en la parroquia que represento solo había una asociación de vecinos que eran de 5-10 personas en el casco urbano de Cacute que representaba a toda la parroquia que son 11 sectores distintos. Ahora en cada sector hay un CC de 15-20 personas. Es muy positivo para todos nosotros, los venezolanos. (...) Las políticas del gobierno han llegado a la comunidad verdaderamente. »

son existence, que ce soit en entreprenant des études, en accédant à un emploi stable grâce au réseau établi ou en développant un système d'échange et de coopération avec différents types d'organisations qui reconnaissent et sollicitent le savoir-faire déployé dans la communauté. Le capital social et le capital symbolique représentent des enjeux majeurs de la politique de la participation vénézuélienne. La qualité et la quantité des relations qui se développent dans ce cadre constituent un patrimoine à double valeur : à la fois pour les membres de chaque réseau mais aussi pour l'ensemble de la société.

## Conclusion de la troisième partie

Dans cette troisième partie l'objectif était d'étudier la participation locale comme quête de « devenir possibles », vis-à-vis de soi et vis-à-vis du pays. Il s'agissait de montrer aussi que l'intentionnalité est le produit de l'orientation culturelle générale au sein de laquelle elle émerge. Le couplage participation locale et reconnaissance étatique permet que des micro-basculements se produisent au niveau des rapports de genre et des rapports gouvernants-gouvernés. La participation permet aux femmes de renverser leur subalternité de genre et aux classes populaires de renverser leur subalternité politique. Les nouveaux imaginaires en construction produisent une transformation culturelle au Venezuela. Les rapports de domination s'inversent dans les représentations mais aussi dans le nouveau cadre légal du « pouvoir populaire » sur lequel repose le pays et qui permet l'émergence d'autres pratiques et représentations politiques que les traditionnelles.

Le processus de dignification des classes populaires, dont les femmes sont l'autorité et le noyau central, permet d'inscrire leur participation dans la durée grâce au changement de leur auto perception et à la nouvelle place qu'elles occupent dans l'architecture institutionnelle du Venezuela. Sous les gouvernements bolivariens, on assiste à l'émergence d'un peuple qui ressemble à la majorité de ses habitants et de ses habitantes. Le bouleversement participatif se produit au niveau des émotions qui régissent les projections et les intentionnalités des actrices et des acteurs sociaux. Un sentiment intime et intérieur comme l'identification personnelle et le sentiment de dignité, se produisent dans le collectif, à l'extérieur, par la construction d'un sentiment d'appartenance nationale. D'amples luttes pour la reconnaissance secouent les classes populaires. Cela favorise leur organisation locale et modifie l'image que la société vénézuélienne avait d'elle-même. De ce point de vue, rien ne sera comme avant. Un des acquis les plus marquants de la « révolution bolivarienne » est que désormais la politique fait partie du quotidien de l'ensemble des couches sociales, sans distinction d'âge, de classe, ethnique ou de genre. La politique comme activité, dans l'ère de la participation, devient accessible pour le plus grand nombre puisque l'expérience quotidienne de la vie ordinaire devient le champ d'expertise qui est valorisé à tous les niveaux et qui est amplement maîtrisé par les femmes des secteurs les plus démunis.

## **CONCLUSION. La participation locale comme politique de l'expérience quotidienne**

Travailler sur la participation locale revient à travailler sur les femmes des classes populaires. Certes, le cas vénézuélien revêt une particularité puisque la matrifocalité de la société place les femmes, comme mères réelles ou idéelles, au cœur de la vie sociale et au sommet de la famille en tant qu'autorité incontestée. De ce fait, il n'est guère étonnant qu'elles soient devenues les principales actrices du phénomène participatif à l'œuvre dans le pays. Mais l'abondante littérature internationale qui existe sur la participation des femmes pauvres et de classes populaires dans les organisations locales confirme que leur position sociale subordonnée et l'assignation sociale de genre -qui les rend responsables de l'espace domestique et de la vie familiale- sont les principaux facteurs qui les poussent à investir la localité habitée dans leur quête d'amélioration de la vie quotidienne. Dans le contexte vénézuélien, nous avons pu étudier la manière dont ces femmes se saisissent du seul statut qui leur confère un pouvoir social et moral qui puisse égaler ou dépasser le pouvoir politique des hommes, le statut de mères, pour s'approprier les nouvelles structures de participation financées par le gouvernement national. Par la « maternité politique », ces femmes instrumentalisent l'autorité sociale et familiale qu'elles détiennent pour la transformer en ressource légitimatrice de leur action politique. Dans le cadre où ce n'est plus l'espace mais l'activité qui est considérée comme politique, la maternité permet aux femmes des classes populaires de se construire en sujets politiques individualisés. Elles renversent leur subalternité sociale et politique en résistant à la pauvreté puis en réclamant et en revendiquant leur rôle d'actrices du développement du quartier, de la municipalité et de la nation. Mettre en place une recherche sur femmes des classes populaires et participation locale, c'est travailler sur les exclus de la démocratie représentative et sur l'ordre social et symbolique au sein duquel se construit leur rapport au politique.

Les enquêtes de terrain m'ont permis de saisir la nuance entre travailler sur des victimes et travailler sur une population vulnérable –les raisons de la vulnérabilité peuvent être multiples. La différence étant que, dans la première catégorie, la situation écrase l'acteur alors que, dans la deuxième, l'action va au delà d'une simple réponse à la situation. Cette réflexion peut être transposée à celle de l'ancrage local de la participation que j'étudie. En effet, grâce à l'immersion ethnographique et au suivi de trajectoires individuelles dans le temps, j'ai

compris que l'enjeu de la participation locale ne se limite pas à l'échelle dans laquelle elle s'inscrit puisqu'il est multidimensionnel.

Les dispositifs de participation locale que sont les CLPP et les CC peuvent être perçus comme relevant plutôt de la politique d'image que de l'innovation réelle. Parce que la participation s'épanouit le plus souvent à l'échelle locale, il est fréquent de penser que la discussion avec les citoyens et les citoyennes se trouve réduite à des problèmes d'environnement immédiat (comme la réparation de rues ou des services publics) en prenant la forme d'une gestion de proximité. Or, au-delà du phénomène *Not In My Back Yard* (NIMBY), à l'échelle micro-locale se jouent la coexistence de groupes aux pratiques différentes et leur rapport au pouvoir institué. Cela peut provoquer, comme dans le cas vénézuélien, un changement qui reconfigure l'ordre social.

Le concept de « territoires quotidiens » permet de se focaliser sur le continuum et non par sur l'opposition à d'autres concepts qui sont au cœur de la recherche sur la participation locale, comme le sont l'espace public et l'espace privé ou encore la politique formelle et la politique informelle, pour ne citer que ceux-ci. Car travailler sur les territoires quotidiens de la participation signifie articuler la vie quotidienne, les relations interpersonnelles et la politique institutionnelle. Cette perspective nous permet d'élargir le champ du politique en y intégrant à la fois les pratiques qui se produisent en dehors des espaces formels et institutionnels, considérés comme publics, et les exclus historiques de ces espaces que sont les femmes et les minorités ethniques, devenues les protagonistes de la démocratie participative. Leur « capacité d'action » s'étend dans la durée, puisque ces acteurs maîtrisent les compétences de la politique qui se construit et se pratique sous le Venezuela bolivarien. Ce prisme permet également d'étudier la manière dont la participation facilite l'appropriation du territoire qui, à son tour, favorise l'appropriation de soi. En effet, nous avons pu observer à quel point la territorialisation du sentiment d'appartenance peut changer les mentalités et les représentations de la réalité. En dépassant les distances spatiales, grâce aux passerelles que sont les dispositifs participatifs, les distances sociales se réduisent au niveau des représentations. Ainsi, la participation locale permet une amplification des territoires spatiaux et mentaux puisque les CLPP et les plus récents CC sont des lieux d'expression et de régulation des injustices socio-spatiales, en tant qu'espaces de négociation symbolique et territoriale. Sous les gouvernements bolivariens la politique se fabrique à partir de ces espaces intermédiaires de participation qui ont toujours été investis par les femmes. La nouveauté



réside dans leur valorisation symbolique et financière, et dans le soutien gouvernemental dont bénéficient ces espaces et ces actrices sociales qui sont reconnues comme actrices politiques sous le régime de démocratie participative.

La politique de la participation vénézuélienne comme politique de l'expérience rend visible l'invisible en politisant le quotidien et l'ensemble d'activités et de rapports qui le compose. La micro-localisation de la participation politique entraîne une superposition des devoirs et des rôles, qui produit un changement au niveau de la vie quotidienne du pays. Ce phénomène de visibilité devient un moyen de confirmer l'existence d'une partie de la population qui est toujours restée à l'écart du système politique. La nouvelle citoyenneté en construction revendique son caractère le populaire. Dans ce cadre, la démocratie participative peut être pensée comme la démocratie des exclus historiques du champ politique, protagonisée par les femmes, puisque le gouvernement a placé les compétences autrefois pensées comme de l'ordre de l'infra-politique au centre de la vie publique. Politiser le quotidien dans un pays divisé par la fracture ethnique et sociale a favorisé la politisation d'un peuple et l'émergence des femmes des classes populaires comme actrices politiques. La socialisation qui se développe par la participation devient un mécanisme d'inclusion des hommes et des femmes qui participent aux CC. C'est une nouvelle forme d'insertion sociale. Sous le régime de démocratie participative, le capital social et le capital symbolique deviennent les leviers de l'ascension sociale qui ne dépend plus nécessairement du capital scolaire et du capital économique. C'est un véritable changement dont bénéficie la majorité du pays qui appartient aux classes pauvres et populaires. C'est ce qu'il convient d'appeler un changement dans la politicité populaire.

La participation comme dispositif peut fonctionner ou ne pas fonctionner, mais la participation comme expérience reste, indépendamment de la réussite ou de l'échec du dispositif participatif. Dans ce sens, l'étude longitudinale des trajectoires individuelles apporte du relief aux recherches sur la participation politique puisqu'elle permet d'évaluer les résultats de l'expérience non seulement à partir du parcours participatif mais aussi en fonction de l'auto-perception que les individus développent sur celui-ci, de leurs imaginaires politiques et des émotions qui relient l'ensemble de ces facteurs. Comprendre le tournant affectif permet de théoriser le social et de repenser le pouvoir, à la fois d'être affecté par le monde et la capacité d'influencer le monde qui nous entoure. C'est la relation entre ces deux pouvoirs qui a été au cœur de ma réflexion, cherchant à étudier la correspondance entre le pouvoir d'agir et

le pouvoir d'être touché, affecté. En dépassant la binarité conceptuelle et l'approche dichotomique, ce cadre de pensée offre la possibilité de se centrer sur les reliefs que produit l'expérience de participation à l'échelle individuelle, à l'échelle de la communauté et à l'échelle du pays.

La participation gagnerait à être étudiée comme une expérience politique aux capacités transformatrices fortes. Le phénomène de participation vénézuélien ne correspond pas aux représentations qui circulent sur la participation locale comme une participation non politisée et se limitant à gérer des enjeux marginaux de petite envergure. Dans le cas vénézuélien, le processus porte sur des questions structurelles et des problèmes dépassant le cadre et l'échelle dans lesquels ils sont pensés. La participation locale est en train de remettre en question la division du travail entre les gouvernants et les gouvernés, entre les hommes et les femmes, donnant lieu à des transformations radicales de la manière de faire et de concevoir la politique. Elle permet le développement d'un point de vue critique sur la politique et ses représentants. En effet, l'objectivation de l'expérience participative de la part des acteurs et des actrices locaux est possible puisque celle-ci s'installe dans la durée. Un regard critique peut alors se développer, dans le temps, autour des enjeux de la participation et de l'expérience elle-même. Si la participation a été impulsée et encouragée par les gouvernements bolivariens, elle est devenue aujourd'hui en son principal adversaire. Le pouvoir politique a fourni aux citoyens et aux citoyennes les conditions pour provoquer sa chute. Un sentiment d'appartenance nationale est désormais en construction au Venezuela avec l'intégration des classes populaires au système formel et public autrefois réservé à l'élite du pays. La visibilité des acteurs locaux, la circulation de leurs paroles et de leurs images dans les médias communautaires, mais aussi dans les médias et espaces gouvernementaux et régionaux, permettent un changement au niveau des modèles, des pratiques et des représentations au Venezuela aujourd'hui. Les imaginaires politiques se recomposent. Le pouvoir octroyé au niveau local, par ce gouvernement, favorise l'émergence d'une culture de droit chez les classes populaires qui sont surreprésentées, en nombre, par les femmes dans le pays. Après plus d'une décennie de « révolution bolivarienne », les acteurs politiques se constituent de manière critique et se représentent la question partisane avec distance et ouverture. Cela produit donc l'effet d'un boomerang qui renvoie la capacité d'action individuelle et collective, acquise au niveau local, au gouvernement bolivarien qui a contribué à la faire émerger, sous les mandats du président Chávez. Les failles du gouvernement qui se caractérise par son hyper bureaucratization, sa corruption et son clientélisme, par la lassitude

généralisée après 15 années de personnalisme et de « révolution », et par l'usure liée à l'implication quotidienne des classes populaires dans le processus politique en cours provoquent un regard critique sur le gouvernement en place. Si la situation est autant partagée sur la scène politique au Venezuela, aujourd'hui, c'est parce qu'une réelle politisation de la population a lieu. C'est donc moins l'état de la démocratie dans le pays qui serait, de mon point de vue, à questionner dans les débats actuels mais d'avantage les conséquences d'un échiquier politique si dense et pourtant présenté de manière manichéenne et dichotomique, tant du côté des chercheurs et des chercheuses qui travaillons sur le pays que de celui des médias qui s'y intéressent. La réponse se trouve du côté de la participation inédite d'une partie de la population historiquement marginalisée désormais protagoniste du projet de développement national mais qui est suffisamment politisée et instruite pour dénoncer les lourdes failles du gouvernement au pouvoir.

## Bibliographie

Lila Abu-Lughod, « La critique du concept de culture. Ethnographies féministes et subalternes », dans D. Cefaï, *L'engagement ethnographique*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2010, pp. 399-417.

Lila Abu-Lughod, « Ecrire contre la culture. Réflexions à partir d'une anthropologie de l'entre-deux », dans D. Cefaï, *L'engagement ethnographique*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2010, pp. 417-446.

Lila Abu-Lughod, *Writing Women's Worlds : Bedouin Stories*, Berkeley, University of California Press, 1993.

Catherine Achin et Delphine Naudier, « Trajectoires de femmes « ordinaires » dans les années 1970. La fabrique de la puissance d'agir féministe », *Sociologie*, Vol. 1, n°1, 2010, pp. 77-93.

Catherine Achin et Sandrine Levêque, *Femmes en politique*, Paris, Ed. La Découverte, 2006.

Catherine Achin (coord.), *Sexes, genre et politique*, Paris, Ed. Economica, Collection Etudes Politiques, 2007.

Johanna Acosta, *Lo femenino, lo masculino, espacio público y discursividad*, Thèse en Psychologie sociale, UCV, Caracas, 1998.

Sylviane Agacinski, *Politique des sexes*, Paris, Ed. Seuil, 1998.

Jesús María Aguirre, *Radiografía religiosa de Venezuela. Imágenes y representaciones*, Caracas, Ed. Gumilla, 2012.

Malik Allam, *Journaux intimes. Une sociologie de l'écriture personnelle*, Paris, Ed. l'Harmattan, 1996.

Luc Albarello, *Apprendre à chercher. L'acteur social et la recherche scientifique*, Bruxelles, Ed. De Boeck, 2003.

Dionigi Albera (dir.), « Terrains minés en ethnologie », *Ethnologie française*, Vol. 31, n°1, 2001.

Yara Altez, *Participación popular y reproducción de la desigualdad*, Caracas, Ed. UCV, 2007.

Gérard Althabe, « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », *Terrain*, n°14, 1990, pp. 126-131.

Elvita Alvarez et Lorena Parini, « Engagement politique et genre : la part du sexe », *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 24, n°3, Université de Lausanne, Liège, 2005, pp. 106-120.

Sonia Alvarez, « Um outro mundo (também feminista...) é possível: Construindo espaços transnacionais e alternativas globais a partir dos movimentos », *Revista Estudos Feministas*, Florianópolis, Vol. 11, n°2, 2003, pp. 533-540.

Maria Elena Ava et Nora Castañeda, « Feminismo y Socialismo. Aportes teóricos-prácticos en Venezuela (1999-2009) », *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer*, Vol. 14, n°33, Caracas, 2009, pp. 119-132.

María del Mar Alvarez, *Conferencia de las mujeres guerrilleras en la cátedra sobre la mujer*, Caracas, Ed. UCV, 2003.

Samir Amin, *Le développement inégal*, Paris, Ed. de Minuit, 1973.

Cecilia Amoros Puente, *Mujer: Participación, cultura política y Estado*, Buenos Aires, Ed. De la Flor, 1990.

Kathya Araujo, *Habitar lo social. Usos y abusos en la vida cotidiana en el Chile actual*, Santiago de Chile, Ed. LOM, 2009.

Abdelmajid Arrif, « Fragments d'une enquête dans une bidonville de Casablanca », dans D. Albera (dir.), *Terrains minés en ethnologie, Ethnologie française*, Vol. 31, n°1, 2001, pp. 29-39.

Marie-Hélène Bacqué, Henri Rey et Yves Sintomer, *Gestion de proximité et démocratie participative. Une enquête comparative*, Paris, Ed. La Découverte, 2005.

Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer, *La démocratie participative inachevée. Genèse, adaptations et diffusions*, Paris, Ed. Yves Michel, 2010.

Elisabeth Badinter, *L'un est l'autre. Des relations entre hommes et femmes*, Paris, Ed. Odile Jacob, 1986.

Elisabeth Badinter, *XY, de l'identité masculine*, Paris, Ed. Odile Jacob, 1992.

Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Léa Sgier (eds.), *Genre et Politique : Débats et perspectives*, Paris, Ed. Gallimard, 2000.

Christine Bard, Christian Baudelot et Janine Mossuz-Lavau (dir.), *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, Paris, Ed. La Martinière, 2004.

Georges Bataille, *L'Erotisme*, Paris, Ed. Minuit, 1957.

Stéphane Beaud et Florence Weber, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, Ed. La Découverte, 2003.

Ulrich Beck, *La société du risque*, Paris, Ed. Aubier, 2001.

Howard S. Becker, *Ecrire les sciences sociales. Commencer et terminer son article, sa thèse ou son livre*, Paris, Ed. Broché, 2004 (1986).

Howard S. Becker, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, Ed. La Découverte, 2002 (1998).

Howard S. Becker, « Whose side are we on ? », *Social Problems*, University of California Press, Vol. 14, n°3, 1967, pp. 239-247.

Lourdes Beneria, *Gender, development and globalization ; economics as if all people mattered*, London, New York, Routledge, 2003.

Laure Bereni et Anne Revillard, « Des quotas à la parité : « féminisme d'Etat » et représentation politique (1974-2007) », *Genèses*, Vol. 2, n° 67, 2007 pp. 5-23.

Mathieu Berger, Daniel Cefaï et Carole Gayet-Viaud (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre ensemble*, Bruxelles, Ed. Peter Lang, 2011.

Mathieu Berger et Carole Gayet-Viaud, « Du politique comme chose au politique comme activité. Enquêter sur le devenir politique de l'expérience ordinaire », dans M. Berger, D. Cefaï et C. Gayet-Viaud (eds), Bruxelles, Ed. Peter Lang, 2011, pp. 9-27.

Peter Berger et Thomas Luckman, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Ed. Armand Colin, 1966.

Karine Bergès, Diana Burgos-Vigna, Mercedes Yusta Rodrigo et Nathalie Ludec (dir.). *Résistantes, militantes, citoyennes : l'engagement politique des femmes aux XXe et XXIe siècles*, Rennes, Ed. PUR, Collection Monde hispanophone, n°43, 2015.

Jeanne Bisillat, « Migration féminine comme parcours initiatique : la conquête d'une nouvelle identité (São Paulo, Brésil) », Paris, *Cahiers du CEDREF*, n°8/9, 2000, pp. 69-85.

Jeanne Bisillat et Christine Verschuur (dir.), *Cahiers genre et développement*, n°1: *Le Genre: un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Paris-AFED et Genève-IUED-EFI, 2000.

Jeanne Bisillat et Christine Verschuur (dir.), *Genre et économie : un premier éclairage*, n°2, Ed. L'Harmattan, Paris-AFED et Genève-IUED-EFI, 2001.

Jeanne Bisillat (dir.), *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*, Paris, Ed. Karthala, 2003.

Jessie Blanco, « Feminismo revolucionario y socialismo », dans M. López Maya (coord.), *Ideas para debatir el socialismo del siglo XXI. Volúmen I*, Caracas, Ed. ALFA, 2007, pp. 151-158.

Loïc Blondiaux, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Ed. Du Seuil et La République des Idées, 2008.

Loïc Blondiaux (dir.), *Revue Participations : Démocratie et participation : un état des savoirs*, n°1, Bruxelles, 2011.

Cecilia Velia Bobes, « Movimientos sociales y sociedad civil: una mirada desde América Latina », *Estudios Sociológicos de El Colegio de México*, Vol. 20, n°59, (mayo-agosto) 2002, pp. 371-386.

Capucine Boidin, « Residenta o Reconstructora ? Les deux visages de “la” mater dolorosa de la Patrie Paraguayenne », *CLIO : Histoire, Femmes et Sociétés : Maternités*, n°21, Paris, 2005, pp. 239-246.

Rachele Borghi et Fatima El Amraoui, « “Le réveil des femmes” : Les nouveaux rapports de genre dans un village du Nord-Est marocain », *Géographie et cultures*, Paris, n°54, 2005, pp. 121-136.

Esther Boserup, *La femme face au développement économique*, Paris, Ed. PUF, 1970.

Florence Bouillon, Marion Fresia et Virginie Tallio (dir.), *Terrains sensibles : expériences actuelles de l’anthropologie*, Ed. EHESS/ Centre d’études africaines, Paris, 2005.

Pierre Bourdieu, *Le Sens Pratique*, Paris, Ed. de minuit, Collection Le sens commun, 1980.

Pierre Bourdieu « Le Capital Social, notes provisoires », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1980, pp. 2-3.

Pierre Bourdieu, *La Distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Ed. Minuit, 1979.

Jessica Brandler-Weinreb, « *Si le sol ne brille pas comme avant il brille quand même* ». *Femmes et participation politique au niveau local au Venezuela : entre émancipation et renforcement de la subalternisation* », Mémoire de M2R en Sociologie, Paris, IHEAL-CREDA, 2008.

Jessica Brandler-Weinreb, « La participation politique des femmes dans les Conseils locaux de planification publique », dans O. Compagnon, J. Rebotier et S. Revet (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chavez, la démocratie, le changement social*, Paris, Ed. de L’Atelier, 2009, pp. 77-86.

Jessica Brandler-Weinreb, « Au delà des représentations de genre : féminité et pouvoir social dans les Conseils Communaux au Venezuela », *L’Homme. Europäische Zeitschrift für feministische Geschichtswissenschaft (L’Homme. European Journal of Feminist History)*, n°1: « Spektakel, Inszenierung » (version en allemand), Vienne, 2012, pp. 119-126.

Jessica Brandler-Weinreb, « Maternité politique et participation locale : modalités pratiques d’un engagement quotidien sous Chávez », dans K. Bergès, D. Burgos-Vigna, M. Yusta Rodrigo et N. Ludec (dir.), *Résistantes, militantes, citoyennes : l’engagement politique des femmes aux XXe et XXIe siècles*, Rennes, Ed. PUR, Collection Monde hispanophone, n°43, 2015.

Jessica Brandler-Weinreb, « Du pouvoir citoyen au pouvoir populaire: défis de l’institutionnalisation de l’action politique des femmes au Venezuela », *Critique Internationale*, n°69, Paris, (octobre-décembre) 2015.

Christophe Broqua, « L’ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, Vol. 2, n°75, 2009, pp. 109-124.

Judith Butler, *Bodies that Matter. On the Discursive Limits of “Sex”*, Londres, Ed. Routledge, 1993.

Judith Butler, *Trouble dans le genre : le féminisme et la subversion de l'identité*, Paris, Ed. La Découverte, Collection La Découverte Poche, 2005

Judith Butler, *Défaire le genre*, Paris, Ed. Amsterdam, 2006.

Judith Butler, *La vie psychique du pouvoir*, Paris, Ed. PUF, 2007 (traduction française).

Judith Butler et Gayatri Chakravorty Spivak, *L'Etat global*, Paris, Ed. Payot et Rivages, 2007.

Elisabeth Burgos, *Moi, Rigoberta Menchú*, Paris, Ed. Gallimard, Collection Témoins, 1983.

Julia Buxton, « Política económica y ascenso de Hugo Chávez al poder », dans S. Ellner et D. Hellinger (eds.), *La política venezolana en la época de Chávez. Clases, polarización y conflict*, Caracas, Ed. Nueva Sociedad, 2003.

Blanca Elisa Cabral, « Mujeres, conciencia de género y participación política », *Fermentum*, año 18, n°53, Mérida, (septiembre-diciembre) 2008, pp. 493-505.

Alain Caillé (dir.), *La quête de la reconnaissance. Nouveau phénomène social total*, Paris, Ed. La Découverte, 2007.

Anne-Emmanuèle Calvés, « Empowerment: généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers-Monde*, n°200, Paris, (octobre-décembre) 2009, pp. 1-15.

Luc Capdevila, Sophie Cassagnes, Martine Cocaud, Dominique Godinea, François Rouquet, Jacqueline Sainclivier (dir.), *Le genre face aux mutations. Masculin et féminin, du Moyen Age à nos jours*, Rennes, Ed. Presses Universitaires de Rennes, 2003.

María Antonia Carbonero Gamundí et Silvia Levín (comp.), *Entre familia y trabajo. Relaciones, conflictos y políticas de género en Europa y América latina*, Rosario, Ed. Homo Sapiens, 2007.

Fernando H. Cardoso, *Les idées à leur place : le concept de développement en Amérique latine*, Paris, Ed. Maison des Sciences de l'Homme, 1984.

Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Ed. Fayard, 1995.

Robert Castel, « 3. La sociologie et la réponse à la demande sociale », dans B. Lahire, *A quoi sert la Sociologie ?*, Paris, Ed. La Découverte, 2004, pp. 67-77.

Manuel Castells, *The city and the Grassroots. A Crosscultural Theory of Urban Social Movements*, Californie, Presse de l'Université de Californie, 1983.

Cecilia Cariola et Miguel Lacabana, « Los bordes de la esperanza: nuevas formas de participación popular y gobiernos locales en la periferia de Caracas », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, Vol. 11, n°1, Caracas, 2005, pp. 21-41.



Alba Carosio (dir.), *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer : Género, Vida cotidiana y Calidad de vida*, Vol. 12, n°29, Caracas, (julio-diciembre) 2007.

Alba Carosio (dir.), *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer : Feminismo latinoamericano*, Vol. 14, n°33, Caracas, (julio-diciembre) 2009.

Alba Carosio (dir.), *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer : La Historia de las mujeres*, Vol. 15, n°34, Caracas, (enero-junio) 2010.

Daniel Cefaï (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2010.

Elsa M. Chaney, « La cuestión de la maternidad política y la democracia : feministas y mujeres de organizaciones populares », International Congress of the Latin American Studies Association (LASA), (septembre) 1998.

Natacha Chetcuti et Maryse Jaspard, *Violence envers les femmes. Trois pas en avant deux pas en arrière*, Paris, Ed. L'Harmattan, Bibliothèque du féminisme, 2007.

Bill Cooke et Uma Kothari (eds), *Participation: The New Tyranny?*, Ed. Zed Books, Londres et New York, 2001.

Miguel Ángel Contreras, « Ciudadanía, Estado y democracia en la era neoliberal: dilemas y desafíos para la sociedad venezolana », dans D. Mato (coord.), *Políticas de ciudadanía y sociedad civil en tiempos de globalización*, Caracas, Ed. FACES-UCV, 2004.

André Corten, « La souffrance: injonction religieuse versus expression politique », *Anthropologie et Sociétés*, Vol. 35, n°3, Québec, 2011, pp. 251-266.

Fanny Cosandey, « Puissance maternelle et pouvoir politique. La régence des reines mères », *CLIO : Histoire, Femmes et Sociétés : Maternités*, n°21, 2005, pp. 63-83.

Robert Dahl, *De la démocratie délibérative*, Paris, Ed. Le débat, 2001.

María Vicenta Davila, « Organización Popular para un Mejor Vivir. Experiencia del Centro de Educación Popular Zona Rangel », dans Konrad Stiftung, *Mujer y Pobreza*, Caracas, Fundación Konrad Adenauer, 1995, pp. 128-137.

Angela Davis, *Femmes, race et classe*, Paris, Ed. Des femmes, Collection Des femmes, 1983. (Première édition en anglais, *Women, race and class*, Ed. Random House, 1981)

DAWN, *Femmes du Sud. Autres voix pour le XXIe siècle*, Paris, Ed. Côté femmes, Collection Femmes et changements, 1992 (1985).

Simone De Beauvoir, *Le deuxième sexe*, Paris, Ed. Gallimard, 1999.

Diana Carmen Deere y Magdalena León (ed.), « Género, propiedad y empoderamiento: tierra, Estado y mercado en América latina », México, Ed. FLASCO, PUEG, 2002.

Florence Degavre, « Comment rendre compte de l'expérience des femmes dans le développement ? », *Chronique féministe*, Université des Femmes, Bruxelles, 2000, pp. 83-89.

Christine Delphy, « Penser le genre : quels problèmes? », dans M.-C. Hurtig, M. Kaig, H. Rouch (eds.), *Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes*, Paris, Ed. du CNRS, 1991, pp. 89-101.

Christine Delphy, *L'ennemi principal 1. Économie politique du patriarcat*, Paris, Ed. Syllepse, 1998.

Christine Delphy, *L'ennemi principal 2. Penser le genre*, Paris, Ed. Syllepse, 2001.

Alicia Del Ré, « Le genre comme paradigme de la citoyenneté », dans M. Spensky (dir.), *Citoyenneté(s). Perspectives internationales*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, CRCEMC, 2003, pp. 131-144.

Joëlle Deniot, Annie Dussuet, Catherine Dutheil, Dominique Loiseau (dir.), *Femmes, identités plurielles*, Paris, Ed. L'Harmattan, Collection Le travail du social, 2001.

Orlandina De Oliveira, « Reflexiones acerca de las desigualdades sociales y el género », *Estudios Sociológicos XXV*, n°75, México, 2007, pp. 1-8.

Geneviève Dermenjian et Dominique Loiseau, « La maternité sociale et le Mouvement Populaire des Familles durant les Trente Glorieuses », *CLIO : Histoire, Femmes et Sociétés : Maternités*, n°21, Paris, 2005, pp. 91-106.

Alain Desrosières « Du singulier au général. L'argument statistique entre la science et l'Etat », dans B. Conein et L. Thévenot (eds), *Cognition et information en société*, Paris, Ed. EHESS, 1997, pp. 267-282.

Jacques Donzelot, *La police des familles*, Paris, Ed. de Minuit, Collection Critique, 1977.

Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Paris, Ed. PUF, Collection Actuel Marx confrontation, 2008.

Arlene Doumit El Khoury, « Les femmes chefs de famille: état de la recherche et réflexions méthodologiques », dans J. Bisillat (dir.), *Femmes du Sud, chefs de famille*, Paris, Ed. Karthala, 1996, pp. 14-47.

François Dubet, « Vraisemblance : entre les sociologues et les acteurs », *Année Sociologique*, Vol. 44, 1994, pp. 83-107.

Gioconda Espina y Cathy A. Rakowski, « Movimiento de mujeres o mujeres en movimiento? El caso de Venezuela », *Cuadernos del Cendes*, Vol. 19, n°49, Caracas, (enero-avril) 2002, pp. 31-48.

Gioconda Espina y Cathy A. Rakowski, « Institucionalización de la Lucha Feminista/Femenina en Venezuela: Solidaridad y Fragmentación, Oportunidades y Desafíos », en N. Lebon, E. Maier (coord.), *De lo privado a lo público. 30 años de lucha ciudadana de las mujeres en América Latina*, International Congress of the Latin American Studies Association (LASA), UNIFEM et Siglo XXI, 2006, pp. 310-330.

Gioconda Espina y Cathy A. Rakowski, « Populismo con petróleo y mujeres en Venezuela », International Congress of the Latin American Studies Association (LASA), 2007.

Jules Falquet, « Division sexuelle du travail révolutionnaire : réflexion à partir de l'expérience salvadorienne (1970-1994) », *Cahiers des Amériques latines*, Vol. 2, n°40, Paris, 2002, pp. 109-128.

Jules Falquet, *De gré ou de force : les femmes dans la mondialisation*, Paris, Ed. La Dispute, Collection Le genre du monde, 2007.

Jules Falquet, « Le mouvement féministe en Amérique Latine et aux Caraïbes. Défis et espoirs face à la mondialisation néo-libérale », *Actuel Marx*, n°42, Paris, 2007, pp. 36-47.

Levy Farías, *La comunidad en carne propia. Un estudio biográfico del altruismo y la madurez moral en barrios caraqueños*, Caracas, Ed. del Vicerectorado académico de la UCV, 2008.

Didier Fassin, « L'anthropologie entre engagement et distanciation : essai de sociologie des recherches en sciences sociales en Afrique », dans Ch. Becker et al. (eds.), *Vivre et penser le sida en Afrique*, Paris, Ed. Karthala et IRD ; Dakar Codesria (Hommes et Sociétés), 1998, pp. 41-66.

Didier Fassin et Alban Bensa (dir.), *Les politiques de l'enquête, épreuves ethnographiques*, Paris, Ed. La Découverte, Bibliothèque de l'Iris, 2008.

María Luisa Femenias, *El género del multiculturalismo*, Ed. Universidad Nacional de Quilmes, Bernal, 2007.

Beatriz Fernandez, « La sobrevivencia colectiva una mirada desde la familia », *Cuadernos del Cendes*, Caracas, n° 27, 1995, pp.53-79.

Michèle Ferrand, *Féminin-Masculin*, Paris, Ed. La Découverte, 2004.

Amalia Fischer, « Les chemins complexes de l'autonomie », *Nouvelles Questions Féministes : Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes*, Vol. 24, n°2 2005, pp. 65-85.

Michel Foucault, *Histoire de la sexualité I, La volonté de savoir*, Paris, Ed. Gallimard, 1976.

Dominique Fougeyrollas-Schwebel et Eléonore Lepinard (coord.), *Cahiers du Genre n°39 : Féminisme(s). Penser la pluralité*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2005.

Dominique Fougeyrollas-Schwebel et Eleni Varikas (coord.), *Cahiers du Genre Hors série : Féminisme(s). Recompositions et mutations*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2006.

Geneviève Fraisse, *les deux gouvernements : la famille et la cité*, Paris, Ed. Gallimard, 2001.

Jane Freedman, *Femmes politiques : mythes et symboles*, Paris, Ed. L'Harmattan, Collection Logiques politiques, 1997.

Erhard Friedberg et Michel Crozier, *L'acteur et le système*, Paris, Ed. Du Seuil, 1977.

Elisabeth J. Frideman, *Unfinished Transitions: Women and the Gendered Development of Democracy in Venezuela: 1936-1996*, Pennsylvania States University Press, 2000.

Carmen Teresa Garcia, Blanca Elisa Cabral, Nahir Monsalve, Josefina Alarcon, *Sexismo en el aula de preescolar*, Mérida, Ed. ULA, Colección Ciencias Sociales, Série Education, 2003.

María Pilar García-Guadilla, « El poder popular y la democracia participativa en Venezuela: los Consejos Comunales », Article présenté au XXVII International Congress of the Latin American Studies Association (LASA), Montréal, 2007.

Carmen Teresa Garcia Ramírez, Carmen Rosillo et Magdalena Valdivieso, « El Movimiento de Mujeres de Venezuela (MMV), una mirada retrospectiva », *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer*, Vol. 10, n°25, Caracas, (julio-diciembre) 2005, pp. 147-157.

Carmen Teresa Garcia Ramírez, Margolfa Ayaso y María Gabriel Ramirez, « El patio de recreo en el preescolar: un espacio de socialización diferencial de niñas y niños », *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer*, Vol. 13, n° 31, Caracas, (julio-diciembre) 2008, pp. 169-192.

Francesca Gargallo, *Las ideas feministas latinoamericanas*, Colombia, Ed. Desde Abajo, 2004.

Franck Gaudichaud et Thomas Posado, « Le processus bolivarien en crise. Dynamiques et perspectives », *Contretemps*, n°25, Paris, (janvier-mars) 2015, pp. 162-165.

Jean-Pierre Gaudin, *Gouverner par contrat*, Paris, Ed. Presses de Sciences Po, 1999.

Jean-Pierre Gaudin, *La démocratie participative*, Paris, Ed. Amand Colin, 2007.

Clifford Geertz, *Ici et là-bas. L'anthropologue comme auteur*, Paris, Ed. Métailié, 1996 (1988).

Anthony Giddens, *La constitution de la société*, Paris, Ed. PUF, 1987.

Anthony Giddens, *La transformation de l'intimité. Sexualité, amour et érotisme dans les sociétés modernes*, Paris, Ed. Hachette littérature, 2006.

Fernando Giraldo Urrea, Mara Viveros Vigoya y Peter Wade (eds.), *Raza, etnicidad y sexualidades. Ciudadanía y multiculturalismo en América latina*, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Humanas, Centro de Estudios Sociales, Escuela de Estudios de Género, Bogotá, 2008.

Alicia Girón (coord.), *Género y globalización*, Buenos Aires, Ed. CLASCO, 2009.

Alicia Girón (coord.), *Crisis económica : una perspectiva feminista desde América latina*, Caracas, Ed. CLASCO, 2010.

Andreas Glaeser, « An Ontology for the Ethnographic Analysis of Social Processes : Extending the Extended Case Method », dans T. M. Evens, D. Handelman (eds), *The*

*Manchester School : Practice and Ethnographic Praxis in Anthropology*, New York et Oxford, Ed. Berghahn Books, 2006, pp. 64-93.

Max Gluckman, « Some Processes of Social Change Illustrated with Zululand Data », *African Studies Review*, Vol. 1, n°4, Cambridge, 1942, pp. 243-260.

Erving Goffman, *Les rites d'interaction*, Paris, Ed. de Minuit, Collection Le Sens Commun, 1974 (1967).

Erving Goffman, « L'ordre de l'interaction », dans Y. Wikin (eds), *Les moments et leurs hommes*, Paris, Ed. Minuit, 1988 (1983), pp. 186-230.

Erving Goffman, *L'arrangement des sexes*, Paris, Ed. La Dispute, 2002.

Camille Goirand, « Rituels démocratiques et mise en scène de la participation populaire dans les assemblées du budget participatif à Récife (Brésil) », *Revue Participations*, n°11, Paris, 2015, pp. 53-85.

Luis Gómez, *La redefinición del Estado Social: El caso de Venezuela*, Caracas, Ed. Mimeo – CENDES, 1995.

Wilfredo González (dir.), *Revista SIC - Centro Gumilla : El desafío sigue ahí*, n°731, Caracas, (enero-febrero) 2011.

Wilfredo González (dir.), *Revista SIC - Centro Gumilla : Radiografía social criolla*, n°738, Caracas, (septiembre-octubre) 2011.

Wilfredo González (dir.), *Revista SIC - Centro Gumilla : En qué creen los jóvenes*, n°739, Caracas, (noviembre) 2011.

Wilfredo González (dir.), *Revista SIC - Centro Gumilla : Violencia, polarización y participación*, n°740, Caracas, (diciembre) 2011.

Wilfredo González (dir.), *Revista SIC - Centro Gumilla : La religión hoy en Venezuela*, n°745, Caracas, (junio) 2012.

Beatriz Gómez Barrenechea, « Significados políticos y participación femenina », *Revista La ventana*, n°5, Guadalajara, 1997, pp. 153-171.

Lola González Luna (dir.), *Hojas de Warmi : Maternalismo y Maternidad: las trampas del género*, Madrid, n°9, 1998, pp.1-111.

Pierre Gremion, *Le pouvoir périphérique*, Paris, Ed. Le Seuil, 1977.

Marion Gret et Yves Sintomer, *Porto Alegre : l'espoir d'une autre démocratie*, Paris, Ed. La Découverte, 2005.

Christian Gros, « Métissage et identité. La mosaïque des populations et les nouvelles demandes ethniques », *Pouvoirs*, n°98, Paris, 2001, pp. 147-159.

Christian Gros, « Ethnicité et citoyenneté : questions en suspens », *Amérique latine*, Observatoire des changements en Amérique latine - IHEAL, Paris, 2002, pp. 55-70.

Patrick Guillaudaut et Pierre Mouterde, « 16 ans après, où en sont les acquis sociaux de la révolution bolivarienne? », *Contretemps*, n°25, Paris, (janvier-mars) 2015, pp. 165-176.

Colette Guillaumin, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Paris, Ed. Côté-femmes, 1992 (1978).

Christine Guionnet et Eric Neveu, *Féminins/masculins. Sociologie du genre*, Paris, Ed. Armand Colin, 2004.

Matthieu Gutmann (dir.), *Changing Men and Masculinities in Latin America*, Duke University Press, Durham, 2003.

Stuart Hall, *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*, dans M. Cervulle (ed.), Paris, Amsterdam, 2008.

Marta Harnecker, *Retos de la mujer dirigente, entrevista a la comandante Rebeca*, La Habana, Ed. Mepla, Colección LetraViva, 1994.

Andreas Hasenclever, Peter Mayer et Volker Ritterberg, « Las teorías de los regimenes internacionales: situación actual y propuestas para una síntesis », *Foro Internacional*, Vol. 29, n°158, (octubre-diciembre) 1999, pp. 499-527.

Françoise Héritier (dir.), *Hommes, femmes, la construction de la différence*, Paris, Ed. Le Pommier/La cité des sciences et de l'industrie, 2005.

Béatrice Hibou, « Retrait ou redéploiement de l'Etat ? », *Critique Internationale*, n°1, Paris, (automne) 1998, pp. 151-168.

Axel Honnet, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Ed. du Cerf, 2000 (1992 : version allemande).

Samuel Hurtado Salazar, *Matrisocialidad. Exploración en la estructura psicodinámica básica de la familia venezolana*, Ed. FACES-EBUC, UCV, Caracas, 1998 (Thèse de Doctorat en Anthropologie, *La Matrilinéarité en Venezuela*, FACES/UCV, 1991).

Magally Huggins Castañeda, « Venezuela: Veinte años de ciudadanía en femenino », Ponencia, Foro de Venezuela: Visión Plural, Proyecto de investigación: *Redefinición de la democracia y la ciudadanía en Venezuela: nuevas relaciones entre Estado y sociedad civil*. ([webs.uvigo.es/pmayobre/pop/archi/profesorado/magally\\_huggins/ciudadania.doc](http://webs.uvigo.es/pmayobre/pop/archi/profesorado/magally_huggins/ciudadania.doc))

Magally Huggins Castañeda, *Género, políticas públicas y promoción de la calidad de vida*, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales (Ildis), Caracas, 2005.

Marie-Claude Hurtig, Michèle Kail et Hélène Rouch, *Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes*, Paris, Ed. du CNRS, 1991.

Consuelo Iranzo T. y Magally Huggins C., *Mujer y economía informal*, Caracas, Ed. Gumilla, 2007.

Mila Ivanovic, « Les Conseils Communaux à l'ombre du "pouvoir populaire": entre espoirs et continuités », *Contretemps*, n°25, Paris, (janvier-mars) 2015, pp. 182-195.

Mila Ivanovic, *La démocratie participative dans le Venezuela chaviste: ethnographie politique de trois quartiers de Caracas*, Thèse de Doctorat en Science Politique, Université Paris 8, 2012.

Beate Jungemann, « Organizaciones sociales y anclaje territorial. Escenarios y componentes de la transformación socioterritorial y local en Venezuela », *Cuadernos del Cendes*, Caracas, n°67, (enero-abril) 2008, pp. 3-34.

Danièle Kergoat, *Les ouvrières*, Paris, Ed. Le Sycomore, 1982.

Danièle Kergoat, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », dans H. Hirata, F. Laborie, H. Le Doaré, D. Senotier (coord.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, Ed. PUF, 2000, pp. 35-44.

Danièle Kergoat, « Le rapport social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion », *Actuel Marx*, n°30, Paris, 2001, pp. 85-100.

Jean-François Laé, « L'intimité : une histoire de la propriété de soi », *Sociologie et société*, Les Presses de l'Université de Montréal, Vol. 35, n°32, (automne) 2003, pp. 139-147.

Marcela Lagarde, *Los cautiverios de las mujeres: madresposas, monjas, putas, presas y locas*, México, Ed. UNAM, 1993.

Bernard Lahire, « Masculin-féminin. L'écriture domestique », dans M. Fabre (dir.), *Par écrit. Ethnologie des écritures quotidiennes*, Paris, Ed. MSH, 1997.

Edgardo Lander, « Venezuela : crise finale du modèle de la rente pétrolière ? », *Contretemps*, n°25, Paris, (janvier-mars) 2015, pp. 176-182.

Frédérique Langue, *Hugo Chávez et le Venezuela : une action politique au pays de Bolivar*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2002.

Thomas Laqueur, *La fabrique du sexe. Essai sur le corps et le genre en Occident*, Paris, Ed. Gallimard, 1992. (Titre original : *Making Sex. Body and Gender from the Greeks to Freud*, 1990).

Serge Latouche, *Faut-il refuser le développement ?*, Paris, Ed. PUF, Economie en liberté, 1986.

Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes*, Paris, Ed. La Découverte, 1991.

Bruno Lautier, « Mondialisation, travail et genre : une dialectique qui s'épuise », *Cahiers du genre : Travail et mondialisation*, n°40, Confrontations Nord/Sud, 2006.

Jean-Pierre Lavaud, « Mères contre la dictature en Argentine et Bolivie », *CLIO : Histoire, Femmes et Sociétés : Maternités*, n°21, Paris, 2005, pp. 107-127.

Magdalena León (comp.), *Poder y empoderamiento de las mujeres*, Santa Fé de Bogotá, Ed. Tercer Mundo, 1997.

Yannick Le Quentrec et Annie Rieu, *Femmes engagements publics et vie privée*, Paris, Ed. Syllepse, Collection Le Présent-Avenir, 2003.

Éléonore Lépinard, « Malaise dans le concept. Différence, identité et théorie féministe », *Cahier du genre*, n°39, Paris, 2005, pp. 109-137.

Ruth Lister, « In from the margins: citizenship, inclusion and exclusion », dans M. Barry et Ch. Hallett (eds.), *On the Margins: Social Exclusion and Social Work*, Russell House Publishing, University of Stirling, 1998.

Deyanira Lopez Arevalo, *La planificación comunitaria: género y métodos*, Caracas, Ed. CENDES-UCV, 2008.

Marta Lopez Gil, *El cuerpo, el sujeto, la condición de mujer*, Buenos Aires, Ed. Biblos, 1999.

Margarita López Maya, Nicolás Iñigo Carrera, Pilar Calveiro (ed.), *Luchas contrahegemónicas y cambios políticos recientes de América latina*, Buenos Aires, Ed. CLASCO, 2008.

Margarita López Maya (ed.), *Ideas para debatir el socialismo del siglo XXI. Volúmen I*, Caracas, Ed. Alfa, 2007.

Margarita López Maya (ed.), *Ideas para debatir el socialismo del siglo XXI. Volúmen II*, Caracas, Ed. Alfa, 2009.

Margarita López Maya, *Democracia participativa en Venezuela (1999-2010)*, Caracas, Ed. Centro Gumilla, 2011.

Margarita López Maya, « Economía rentista petrolera y socialismo », dans M. López Maya (dir.), *Ideas para debatir del socialismo del siglo XXI (Volúmen II)*, Caracas, Editorial Alfa, 2009, pp. 9-22.

Rafael López Sanz, *The Matrifocal Family: A Critical Review of Scholarly Social Science*, Chicago, The University of Chicago (Master of Arts Degree), 1980.

Ilana Löwy et Hélène Rouch (dir.), *Cahiers du Genre n°34 : La distinction entre sexe et genre. Une histoire entre biologie et culture*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2003.

Mireya Lozada, « Vida cotidiana y espacio público: la acción política de las mujeres », *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer*, Vol. 3, n°8, Caracas, (julio-septiembre) 1998, pp. 45-57.

Ilja A. Luciak, *Después de la revolución: igualdad de género y democracia en El Salvador, Nicaragua y Guatemala*, El Salvador, Ed. UCA, 2001.



Lola G. Luna, « Populisme, nationalisme et maternalisme: Peronisme et gaitanisme en perspective comparée », dans B. Potthast-Jutkeit et E. Scarzanella (dir.), *Mujeres y naciones en América Latina: problemas de inclusión y exclusión*, Francfort, Ed. Vervuert, 2001, pp. 271-286.

Lola G. Luna, *Los movimientos de mujeres en América Latina y la renovación de la historia política*, Cali, Ed. La Manzana de la discordia, Universidad del Valle, 2003.

Jean-François Lyotard, *La condition post-moderne : rapport sur le savoir*, Paris, Ed. de Minuit, 1994 (1979).

Jesús E. Machado M., « Participación social y Consejos Comunales en Venezuela », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, Vol. 15, n°1, Caracas, (enero-abril) 2009, pp. 173-185.

Jesús Machado, Dossier: « Investigación sobre los Consejos Comunales », *Revista SIC - Centro Gumilla : El diálogo es posible*, n°713, Caracas, (abril) 2009, pp. 115-122.

Elizabeth Maier, *Las madres de los desaparecidos : un nuevo mito materno en América latina ?*, Universidad Autónoma Metropolitana, El Colegio de la Frontera Norte, México, Ed. La Jornada, 2001.

Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Ed. Calmann-Lévy, 1995.

Bernard Manin, « The Metamorphoses of Representative Government », *Economy and Society*, Vol. 23, n°2, (mai) 1994, pp. 133-171.

George E. Marcus, « Ethnography In/Of the World System : The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, Vol. 24, 1995, pp. 95-117.

Bérengère Marques-Pereira, « Citoyenneté des Latino-Américaines. Enjeux, limites et ambiguïtés », *Revue canadienne Droit et Société*, Vol. 16, n°2, 2001, pp. 101-117.

Bérengère Marques-Pereira et Patricio Nolasco (coord.), *La représentation des femmes en Amérique Latine*, Bruxelles, Ed. L'Harmattan, 2001.

Bérengère Marques-Pereira et Florence Raes, « Trois décennies de mobilisations féminines et féministes en Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines*, n°39, Paris, 2002, pp. 17-36.

Bérengère Marques-Pereira, « Genre, femme et développement », dans F. Nahavandi (éd.), *Repenser le développement et la coopération internationale. Etats des savoirs universitaires*, Paris, Ed. Karthala, 2003, pp. 141-159.

Bérengère Marques-Pereira, « L'inclusion des femmes en politique et la théorie anglo-saxonne », dans C. Bard, C. Baudelot et J. Mossuz-Lavau (dir.), *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et Pouvoir*, Paris, Ed. de la Martinière, 2004, pp. 127-141.

Bérangère Marques-Pereira, « La citoyenneté des femmes comme un jeu de miroir entre l'Europe occidentale et l'Amérique latine », dans B. Marques-Pereira, M. Tremblay, T-H. Ballmer-Cao et M. Sineau, *Genre, citoyenneté et représentation*, Québec, 2007, pp. 23-41.

Danilo Martuccelli, *Grammaires de l'individu*, Paris, Ed. Gallimard, Collection Folio-Essais, 2002.

Margaret Maruani (dir.), *Femmes, genre et société. L'état des savoirs*, Paris, Ed. La Découverte, 2005.

Alejandra Massolo, « Las mujeres son sujeto de la investigación urbana », dans A. Massolo (dir.), *Mujeres y ciudades. Participación social, vivienda y vida cotidiana*, México, Ed. El Colegio de México, 1992, pp. 9-39.

Alejandra Massolo, « Politización de lo cotidiano », *Este País*, 1995.

Alejandra Massolo, « El espacio local: oportunidades y desafíos para el empoderamiento de las mujeres. Una visión latinoamericana », Rapport n° 4 de l'Observatoire Femmes et Participation Politique, México, (juin) 2003.

Alejandra Massolo, « Gobiernos locales y mujeres: nuevos cambios y desafíos en América Latina. Parte 1: El nuevo perfil del gobierno local en América Latina. Democracia y derechos humanos », *Revista Futuros*, Vol.3, n° 9, 2005.

Alejandra Massolo, « Gobiernos locales y mujeres: nuevos cambios y desafíos en América Latina. Parte 2: Las mujeres, los gobiernos locales y la descentralización. Democracia y derechos humanos », *Revista Futuros*, Vol.3, n° 9, 2005.

Nicole-Claude Mathieu, « Quand céder n'est pas consentir. Des déterminants matériels et psychiques de la conscience dominée des femmes et de quelques-unes de leurs interprétations en ethnologie », dans N.-C. Mathieu (dir.), *L'Arraînement des femmes. Essais en anthropologie des sexes*, Paris, Ed. EHESS, 1985.

Nicole-Claude Mathieu, « Tendances actuelles de la recherche en anthropologie des sexes », dans N.-C. Mathieu (éd.), *Les relations hommes-femmes dans le bassin du Lac Tchad*, Paris, Ed. ORSTOM, 1991(a).

Nicole-Claude Mathieu, « Notes pour une définition sociologique de la catégorie de sexe », dans N.-C. Mathieu, *L'anatomie politique. Catégorisation et idéologie du sexe*, Paris, Ed. Côté-Femmes, 1991(b), pp. 17-41.

Marcel Mauss, *Essai sur le don*, Paris, Ed. PUF, 2001 (première publication l'Année sociologique, 1923-1924).

Dominique Méda, *Le temps des femmes. Pour un nouveau partage des rôles*, Paris, Ed. Flammarion, Collection Essais, 2001.

Venus Medina, « El empoderamiento de la mujer y la acción colectiva », *Revista venezolana de estudios de la mujer*, Vol. 12, n°29, Caracas, (julio-diciembre) 2007, pp. 49-63.

Denis Merklen, « [Une nouvelle politicité pour les classes populaires. Les piqueteros en Argentine](#) », *Tumultes*, n° 27, Paris, (novembre) 2006, pp. 173-201.

Denis Merklen, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, Ed. La Dispute, 2009.

Denis Merklen et Georges Pleyer (dir.), Dossier : « Mouvements sociaux et espaces locaux », *Cahiers des Amériques latines*, n°66, Paris, IHEAL, 2011, pp. 25-111.

Denis Merklen « Individus populaires, sociabilité et politicité », dans R. Castel et C. Martin (dir.), *Changements et pensées du changement. Echanges avec Robert Castel*, Paris, Ed. La Découverte, 2012.

Gabriele Mertz, « Participación y acceso al poder: seguimiento a los compromisos del país », *Revista venezolana de estudios de la Mujer*, Vol. 10, n°25, Caracas, (juillet-décembre) 2005, pp. 123–147.

Francine Mestrum, *Mondialisation et pauvreté. De l'utilité de la pauvreté dans le nouvel ordre mondial*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2002.

Francine Mestrum, « L' "empowerment", le pouvoir et la capacité d'action », dans B. Marques-Pereira et P. Nolasco, *La représentation des femmes en Amérique Latine*, Bruxelles, Ed. l'Harmattan, 2001, pp. 17-27.

Maria Mires, *Patriarchy and accumulation on a world scale*, London, Ed. Zed books, 1986.

Chandra Mohanty, *Feminism without Borders. Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*, Delhi, Ed. Zubaan, 2003.

Maxine Molyneux, « State Socialism and Women's Emancipation: A continuing retrospective », dans M. Molyneux, *Women's movements in international perspective: Latin America and Beyond*, Londres, Institute of Latin American Studies (ILAS), 2003, pp. 99-140.

Maxine Molyneux, « Feminist Fables and Gender Myths: Repositioning Gender in Development Policy and Practice », International Workshop, Institute of Development Studies, Sussex, 2003, pp. 1-31.

Maxine Molyneux, « Mobilisation sans émancipation ? Participation des femmes, Etat et révolution au Nicaragua », *Cahiers Genre et Développement*, n°1, Paris, 2000, pp. 123-133.

Caroline Moser, *Gender Planning and Development: Theory, Practical Training*, London, Ed. Routledge, 1993.

Caroline Moser, « Planification selon le genre dans le Tiers Monde : comment satisfaire les besoins pratiques et stratégiques selon le genre », dans J. Bisillat et C. Verschuur (dir.), *Cahier genre et développement n°1 : Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Genève, AFED-EFI, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 133-141.

Chantal Mouffe, « Féminisme, citoyenneté et démocratie plurielle », dans T.-H. Ballmer-Cao, V. Mottier et L. Sgier (eds.), *Genre et Politique : Débats et perspectives*, Paris, Ed. Gallimard, 2000, pp. 167-199.

Numa Murard et Etienne Tassin, « La citoyenneté entre les frontières », *L'Homme et la Société*, n°160-161, Paris, 2006, pp. 17-35.

Catherine Neveu, *Espace public et engagement politique : enjeux et logiques de la citoyenneté locale*, Paris, Ed. L'Harmattan, 1999.

Martha Nussbaum, *Femmes et développement humain, l'approche des capacités*, Paris, Ed. des femmes, 2008.

Martha Nussbaum, *Capacités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?*, Paris, Ed. Flammarion, Collection Climats, 2012.

Ann Oakley, *Sex, Gender and Society*, New York, Ed. Harper Colophon Books, 1972.

Marion Paoletti, *La démocratie locale et le referendum*, Paris, Ed. L'Harmattan, 1997.

Yannis Papadopoulos, *Démocratie directe*, Paris, Ed. Económica, 1998.

Ligia Parra, *Angél de Neblina*, Mérida, Ed. MUJERES A.C./ IMC, 2005.

Rosa Paredes, « Las mujeres en Venezuela: estrategias para salir de la pobreza », *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer*, Vol. 10, n°24, Caracas, (enero-junio) 2005, pp. 17-42.

Julieta Paredes et Maria Galindo, *Piel, pan y sangre. Eticas y esteticas... feministas*, La Paz, Ed. Mujeres Creando, 1999.

Julieta Paredes, *Hilando Fino. Desde el feminismo comunitario*, La Paz, Asociación Centro de Defensa de la Cultura (CEDEC), 2008.

Laura Parini, *Le système de genre. Introduction aux concepts et théories*, Zürich, Ed. Seismo, Collection Questions de genre, 2006.

Carole Pateman, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Ed. Cambridge University Press, 1970.

Carole Pateman, *The Sexual Contract*, Cambridge, Ed. Polity Press, 1988.

Carole Pateman, « Féminisme et démocratie », dans T.-H. Ballmer-Cao, V. Mottier et L. Sgier (eds.), *Genre et Politique : Débats et perspectives*, Paris, Ed. Gallimard, 2000, pp. 88-122.

Arturo Peraza (dir.), *Revista SIC - Centro Gumilla : Socialismo a la venezolana*, n°718, Caracas, (septiembre-octubre) 2009.

Anne Phillips, *The politics of presence*, New York, Ed. Oxford Clarendon Press, 1995.

Anne Phillips, « Espace public, vies privées », dans T.-H. Ballmer-Cao, V. Mottier et L. Sgier (eds.), *Genre et Politique : Débats et perspectives*, Paris, Ed. Gallimard, 2000, pp. 397-454.

- Margarita Pisano, *El triunfo de la masculinidad*, Santiago de Chile, Ed. Surada, 2001.
- Evelyn Pisier et Eleni Varikas, « De l'invisibilité du genre dans la théorie politique. Débat Locke-Astell », dans C. Bard, C. Baudelot et J. Mossuz-Lavau, *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et Pouvoir*, Paris, Ed. de la Martinière, 2004, pp. 64-79.
- Susan V. Poats, Maria Sanchez Cuvi et Adriana Tzonkova Burbano (ed.), *Tejiendo redes entre Género y Ambiente en los Andes*, Quito, Corporación Grupo Randi Randi, Centro de la Mujer Peruana Flora Tristán y Abya Yala, 2007.
- Evangelina Prince Garcia, *Derechos políticos y ciudadanía de las mujeres. Una vía género sensitiva al poder y al liderazgo*, Caracas, Ed. GENDHU, 1996.
- Robert Putnam, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000.
- Inés Quintero, « Madres y Ciudadanas (la lucha por el sufragio femenino en Venezuela) », *Cuadernos del Cendes*, Vol 18, n°46, Caracas, (enero-avril) 2001, pp. 53-71.
- Inés Quintero, *La criolla principal. María Antonia Bolívar, la hermana del libertador*, Caracas, Ed. Fundación Bigott, 2003.
- Inés Quintero et Vladimir Acosta, *El Bolívar de Marx*, Caracas, Ed. Alfa, 2007.
- Sarah Radcliffe et Sallie Westwood, *VIVA : Women and Popular Protest in Latin America*, London, Ed. Routledge, 1993.
- Julien Rebotier et Sandrine Revet (dir.), Dossier : « Venezuela : portrait d'une société au quotidien », *Cahiers des Amériques latines*, n°53, Paris, IHEAL, 2006, pp. 17-173.
- Julien Rebotier, *Les territorialités du risque urbain à Caracas. Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine*, Thèse de Doctorat en Géographie, Aménagement et Urbanisme, Université Paris 3 (IHEAL), 2008.
- Sandrine Revet, *Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boue de 1999 sur le Littoral Central vénézuélien*, Thèse de Doctorat en Anthropologie, Université Paris 3 (IHEAL), 2006.
- Anne Revillard et Laure De Verdalle, « "Faire" le genre, la race et la classe. Introduction à la traduction de "Doing difference" », *Terrains & Travaux*, n°10, Paris, 2006, pp. 91-102.
- Madeleine Richer, « Innovación social y desarrollo local de un municipio andino », *Cayapa. Revista Venezolana de Economía Social*, año 5, n°9, Mérida, 2005, pp. 59-77.
- Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 2007.
- Martha Yadira Rodriguez, « Programa de formación de mujeres para la participación política. Una experiencia de intercambio de saberes entre la universidad y el movimiento de mujeres », *Revista venezolana de estudios de la Mujer*, Vol. 10, n°25, Caracas, (julio-diciembre) 2005, pp. 49-71.

Casimira Rodriguez Romero, « La lutte des travailleuses domestiques en Bolivie », *Nouvelles Questions Féministes : Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes*, Vol. 24, n°2, 2005.

Thierry Rogel, *Introduction impertinente à la Sociologie*, Paris, Ed. Liris, 2004.

Reinaldo Rojas, *Fiesta, imaginario político y nación*, San Felipe, Ed. UNEY, 2011.

Nicole Roux (coord.), *Rien sans elles, de la parité en politique*, Nantes, Ed. L'Atalante, Collection Comme un accordéon, 2004.

Sara Ruddick, *Maternal Thinking : Towards a Politics of Peace*, Boston, Ed. Beacon, 1995.

Helen Safa, « La familia matrifocal y la ideología patriarcal en Cuba y el Caribe », *Themas*, n°52, (octobre-décembre) 2007, pp. 21-33

Valérie Sala Pala, Lionel Arnaud, Sylvie Ollitrault et Sophie Rétif, *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux. Classe, ethnicité, genre*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2009.

Marta Sanchez Nestor, « Construire notre autonomie. Le mouvement des femmes indiennes au Mexique », *Nouvelles Questions Féministes : Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes*, Vol. 24, n°2, 2005.

Rafael López Sanz, *The Matrifocal Family: A Critical Review of Scholarly Social Science*, Chicago, The University of Chicago (Master of Arts Degree), 1980.

Nancy Santana, « La cuestión de género en la frontera de la objetivación – subjetivación de las relaciones sociopolíticas y culturales », *Revista venezolana de estudios de la Mujer*, Vol. 10, n°25, Caracas, (julio-décembre) 2005, pp. 71–85.

Saskia Sassen, « Vers une analyse alternative de la mondialisation : les circuits de survie et leurs acteurs », *Cahier du genre : Travail et mondialisation. Confrontations Nord/Sud*, n°40, Paris, 2006, pp. 67-89.

Olivier Schwartz, *Le monde privé des ouvriers : hommes et femmes du Nord*, Paris, Ed. PUF, 1990.

Jennifer Schirmer, « The seeking of truth and the gendering of consciousness : the Co-Madres of El Salvador and the CONAVIGUA widows of Guatemala », dans S. Radcliffe et S. Westwood, *VIVA : Women and Popular Protest in Latin America*, London, Ed. Routledge, 1993, pp. 30-64.

Jennifer Schirmer, « The Claiming of Space and Body Politic within National-Security States: the Plaza de Mayo Madres and the Greenham Common Women », dans J. Boyarin (ed), *Remapping Memory: The Politics of TimeSpace*, Minneapolis, Ed. University of Minnesota Press, 1994, pp. 185-220.

Joan Scott, *La citoyenneté paradoxale : les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Ed. Albin Michel, 1998 (1996).

Joan Scott, « Le genre: une catégorie utile d'analyse historique », dans J. Bisillat et C. Verschurr (dir.), *Cahiers Genre et Développement : Le Genre, un outil nécessaire, introduction à une problématique*, n°1, Paris-Genève, 2000, pp. 41-69.

Réjane Sénac-Slawinski, *L'ordre sexué – La perception des inégalités femmes-hommes*, Paris, Ed. PUF, Collection Le lien social, 2007.

Yves Sintomer, *La démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas*, Paris, Ed. La Découverte, 1999.

Yves Sintomer, « Postface. Lutttes pour la reconnaissance des classes subalternes et modernisation participative de l'Etat : les paradoxes vénézuéliens », dans O. Compagnon, J. Rebotier et S. Revet, *Le Venezuela au delà du mythe Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2009, pp. 217-225.

Raymond Smith, *The Matrifocal Family: Power, Pluralism, and Politics*, New York and London, Ed. Routledge, 1996.

Gayatri Chakravorty Spivak, *Les subalternes peuvent-elles parler*, Paris, Ed. Amsterdam, 2006 (1988).

Marilyn Strathern, « Dislodging a World View : Challenge and Counter-Challenge in the Relationship Between Feminism and Anthropology », *Australian Feminist Studies*, n°1, 1985, pp. 1-25.

Marilyn Strathern, « An Awkward Relationship : The Case of Feminism in Anthropology », *Signs*, n°12, 1987, pp. 276-292.

Paola Tabet, *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, Paris, Ed. L'Harmattan, 1998.

Marie-Blanche Tahon, « Le don de la mère », *Anthropologie et Sociétés : Retour sur le don*, Vol. 19, n°1-2, Département d'Anthropologie de l'Université Laval, 1995, pp. 139-155.

Marie-Blanche Tahon, « La maternité comme opérateur de l'exclusion politique des femmes », dans M. Tremblay et C. Andrew (dir.), *Femmes et représentation politique au Québec et au Canada*, Montréal, Ed. Remue-ménage, 1997, pp. 19-32.

Marie-Blanche Tahon, « Maternité ou citoyenneté », dans F. Descarries et C. Corbeil (dir.), *Espaces et temps de la maternité*, Ed. Remue-Ménage, Montréal, 2002, pp. 83-106.

Federico Tarragoni, *Le peuple et le pouvoir. « Populisme » et « populaire » au Venezuela*, Master 2 en Sociologie et Philosophie politique, Université Paris 7, 2009.

Federico Tarragoni, « Le peuple existe-t-il au Venezuela ? Le cas des conseils communaux de la planification publique », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Cuestiones del tiempo presente, 2008 (<https://nuevomundo.revues.org/24622>).

Sidney Tarrow, *Power in Movement: Collective Action, Social Movements and Politics*, New York, Cambridge University Press, 1994.

Laurent Thévenot, *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, Ed. La Découverte, 2006.

Tzvetan Todorov, *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*, Paris, Ed. du Seuil, 1989.

Alain Touraine, *Le monde des femmes*, Paris, Ed. Fayard, 2006.

Pedro Trigo, *La cultura del barrio*, Ed. Centro Gumilla, Caracas, 2008 (2004).

Mathieu Uhel, « La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils Communaux à Maracaibo (Venezuela) », *Cahiers des Amériques latines*, n°69, 2012, pp. 57-80.

Diego Bautista Urbaneja, *La política venezolana desde 1899 hasta 1958*, Caracas, Ed. Gumilla, 2004.

Teresa Valdés, *De lo social a lo político. La acción de las mujeres latinoamericanas*, Santiago de Chile, Ed. LOM, 2000.

Magdalena Valdivieso (dir.), *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer : El Género y el Poder*, Vol. 10, n°25, Caracas, (julio-diciembre) 2005.

Magdalena Valdivieso, « La exclusión de las mujeres de la ciudadanía de los liberalismos ilustrados », *Revista venezolana de estudios de la mujer*, n°25, Vol. 10, Caracas, (julio-diciembre) 2005, pp. 28-48.

Magdalena Valdivieso, « Estado de situación de las mujeres en los espacios políticos y de toma de decisiones en Venezuela », *Rapport pour le Centre d'Etudes de la Femme (UCV)*, 2008, pp. 1-25.

Iraida Vargas, *Historia, Mujer, Mujeres. Origen y desarrollo histórico de la exclusión social en Venezuela. El caso de los colectivos femeninos*, Caracas, Ed. du Ministère de l'Economie populaire, MINEP, 2006a.

Iraida Vargas, « Protagonismo con rostro de mujer », *Chimborazo, Revista del Ministerio de Comunicación e Información : Ideas para la reflexión bolivariana*, n°1, (septiembre-octubre) 2006b.

Iraida Vargas Arena, « Algunas ideas sobre los Consejos Comunales y la calidad de vida de las mujeres populares en Venezuela », *Revista venezolana de estudios de la mujer*, n°12, Vol. 29, Caracas, (juillet-décembre) 2007, pp. 33-47.

Mireya Vargas, *¿País en regresión ? Nuestras complejidades inconcientes en algunas imágenes sociológicas*, Caracas, Ed. Centro Lyra, 2011.



Laura Velasco Ortiz, « IV. Voces públicas, silencios privados : por las fronteras del género y la etnicidad », dans L. Velasco Ortiz, *El regreso de la comunidad : migración y agentes étnicos (los mixtecos en la frontera México-Estados Unidos)*, México, Ed. Centro de Estudios Sociológicos, El Colegio de la Frontera Norte, 2002, pp. 199-233.

Meralia Isabel Velasco Ramírez, *Venezuela : legalidad y legitimidad de las comunidades organizadas en los Consejos locales de Planificación pública*, Thèse de Doctorat en Science Politique, Caracas, Université Simón Bolívar, 2005.

Christine Verschuur (comp.), *Quel genre d'homme ? Construction sociale de la masculinité, relations de genre et développement*, Ed. Commission Nationale Suisse pour l'UNESCO, Collection Yvonne Preiswerk, IUED, Genève, 2000.

Christine Verschuur, « Quel genre ? Résistance et mésententes autour du mot « genre » dans le développement », *Revue Tiers Monde*, n°200, Vol. 4, Paris, (octobre-décembre) 2009, pp. 785-803.

José Luis Vethencourt, « La estructura familiar atípica y el fracaso histórico cultural en Venezuela », *Revista SIC – Centro Gumilla*, n° 362, Caracas, 1974, pp. 67-69.

Mino Vianello et Elena Caramazza, *Género, espacio y poder. Para una crítica de las Ciencias Políticas*, Ed. Catedra, Colección Feminismos, Madrid, 2002.

Dominique Vidal, « Les réparties imaginaires. Des interactions conflictuelles entre domestiques et employeurs à Rio de Janeiro », dans D. Martucelli, J.-F. Véran, D. Vidal (eds.), *Politique et société en Amérique latine : perspectives sociologiques*, Lille, Ed. Université Lille3, Collection Travaux & Recherches, Villeneuve d'Ascq, 2006, pp. 105-117.

Dominique Vidal, « Communauté, intervention sociale et participation », dans D. Vidal, *La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*, Paris, Ed. Maison des Sciences de l'Homme, 1998, pp. 91-127.

Magali Villasmil, « Los Consejos Comunales, un modelo de gobernabilidad local en Venezuela », Mémoire de licence en Sociologie, Caracas, FACES – UCV, 2008.

José Virtuoso (dir.), *Revista SIC - Centro Gumilla : A dónde va el país*, n°722, Caracas, (marzo) 2010.

Loïc Wacquant, *Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Marseille, Ed. Agone, 2002 (2000).

Georgina Waylen, « Le genre, le féminisme et l'Etat », dans T.-H. Ballmer-Cao, V. Mottier et L. Sgier (eds.), *Genre et Politique : Débats et perspectives*, Paris, Ed. Gallimard, 2000, pp. 203-232.

Max Weber, *Economie et Société*, Paris, Ed. Plon, 1971.

Micher Wieviorka, *La différence : identités culturelles : enjeux, débats et politiques*, Paris, Ed. de l'Aube, 2005.

Iris Marion Young, *Inclusion and Democracy*, Oxford, Ed. Oxford University Press, 2000.

Lamia Zaki, « L'écriture d'une thèse en sciences sociales : entre contingences et nécessités », *Genèses*, n°65, (décembre) 2006, pp. 112-125.

José Eduardo Zárate Hernández, « La comunidad imposible. Alcances y paradojas del moderno comunalismo », dans M. Lisbona Guillén (coord.), *La comunidad a debate. Reflexiones sobre el concepto de comunidad en el México contemporáneo*, México, Colegio de Michoacán – Universidad de Artes y Ciencias de Chiapas, 2005, pp. 61-85.

Genny Zuñiga Alvarez, *La precariedad del empleo en Venezuela. Una clave para la superación de la pobreza*, Caracas, Ed. UCAB, 2011.

### **Principaux sites consultés**

Page Internet de *Ciudad Caracas* (consultée le 14/06/2015)

<http://ensartaos.com.ve/waika-le-responde-al-que-se-le-atraviese>

Page Internet du Conseil Fédéral de Gouvernement (consultée le 11/07/2015).

[https://www.cfg.gob.ve/web\\_cfg/](https://www.cfg.gob.ve/web_cfg/)

Page Internet du Conseil Nacional Electoral (consultée le 25/07/2015).

<http://www.cne.gob.ve/web/index.php>

Page Internet de *El Universal* (consultée le 15/08/2015).

<http://www.eluniversal.com/sucesos/150803/guerra-entre-bandas-deja-cinco-muertos-en-valencia>

Page Internet de l'Institut Nacional de Estadísticas –INE (consultée le 25/07/2015).

<http://www.ine.gov.ve>

Page Internet des « missions bolivariennes » (consultée le 09/05/2014).

<http://misionesvenezuela.com/>

Page Internet de la « mission Sucre » (consultée le 11/07/2015).

<http://www.misionsucre.gov.ve/>

Page Internet du ministère du pouvoir populaire pour la femme et l'égalité de genre (consultée le 09/05/2014).

<http://www.minmujer.gob.ve/>

Page Internet de l'Organisation des Etats Ibero-américains (consultée le 19/05/2015).

<http://www.oei.es/noticias/spip.php?article833>

Page Internet de l'ONU (consultée le 06/09/2013).

<http://onu.org.ve/odm/en-venezuela/>

Page Internet du PNUD (consultée le 06/09/2013).

<http://www.pnud.org.ve/content/view/176/>

Page Internet de l'UNESCO (consultée le 06/09/2013).

<http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/women-higher-educationFR.aspx>

Page Internet du Ministère de l'Education (consultée le 06/09/2013).

[http://www.mppeu.gob.ve/web/uploads/PDF/FOLLETO\\_LOGROS\\_DE\\_LA\\_REVOLUCION\\_SOCIALISTA\\_BOLIVARIANA\\_EN\\_EDUCACION\\_UNIVERSITARIA.pdf](http://www.mppeu.gob.ve/web/uploads/PDF/FOLLETO_LOGROS_DE_LA_REVOLUCION_SOCIALISTA_BOLIVARIANA_EN_EDUCACION_UNIVERSITARIA.pdf)

Page Internet du PNUD au Venezuela (consultée le 06/09/2013).

[http://www.onu.org.ve/index.php?option=com\\_content&task=view&id=49&Itemid=65](http://www.onu.org.ve/index.php?option=com_content&task=view&id=49&Itemid=65)

## Sources institutionnelles

Archive papier du CC « Cacute Casco », 7p.

Aixa Armas, « Los Consejos de Participación Pública : Un espacio de participación para la mujer venezolana », Caracas, document de travail, 2006, 5p.

Carmelo Ecarri, « Una visión estratégica de Negro Primero. Municipio Valencia, Estado Carabobo », Valencia, 2008.

Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela, Caracas, gazette officielle n°38.860, 30-12-1999.

*Informe nacional de Venezuela*, División de Asuntos de Género de la CEPAL (camino a Beijing 20), CEPAL, 15-05-2014, pp. 1-35.

*Les líneas de Chávez. Mayo-Agosto 2009*, Publicación de la dirección de Comunicación e Información INAMUJER, 2010.

Loi des Conseils Communaux, gazette officielle n° 5.806, 10-4-2006.

Loi des Conseils Locaux de Planification Publique, gazette officielle n° 37.463, 12-6-2002.

Loi Organique des Communes, gazette officielle n° 6.011, 21-12-2010.

Loi Organique des Conseils Communaux, gazette officielle n° 39.335, 28-12-2009.

Loi Organique pour le Droit des Femmes à une Vie Libre de Violences, gazette officielle (LODMVLV), n°38.770, 17-9-2007.

Loi Organique –de rang constitutionnel- de Protection de l'Enfant et de l'adolescent (LOPNA), 2007.

Loi Pour la Protection des Familles, de la Maternité et la Paternité, gazette officielle de la Republica Bolivariana de Venezuela n° 38.773, 20-09-2007.

Loi de Promotion et de Protection de l'Allaitement Maternel, gazette officielle, n°38.763, 6-9-2007. <http://www.defensoria.gob.ve/dp/index.php/leyes-mujer-y-familia/1342>

*Logros de la Revolución Bolivariana*, Asamblea Nacional/ Dirección General de Investigación y Desarrollo Legislativo, Caracas, 2008, 64p.

*Misiones Bolivarianas*, Colección Temas de Hoy, Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, Caracas, 2007, 36p.

« Organización y Funcionamiento del CLPP », CLPP de Valencia, 2006, 36 p.

*Políticas Públicas dirigidas hacia las mujeres. Resultados 1999-2009*, Ministerio del Poder Popular para la Mujer y la Igualdad de Género (MPPMIG - Ministère du pouvoir Populaire pour la Femme et L'Egalité de Genre), Caracas, 2009

Projet « tourisme et agro écologie des hautes montagnes El Frailejón », des Conseils Communaux Mocao Alto et Misteque, 15p.

*2008 año de la Revisión, Rectificación y Reimpulso de la Revolución Bolivariana*, Ed. Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, Caracas, 2008, 51p.

## Filmographie

Marie Dault, « Parce que nous sommes souverains », 59 min., L'Hamattan vidéo, 2015.

# Annexes

## 1- Poèmes de Ligia Parra

### Peurs (traduction du poème « Miedos », 2002)

Mon peuple, mon brave peuple, rempli de rêves, d'espoirs mais dans les fissures des rues il y a des craintes, des peurs, on ne parle pas, on n'ose pas, entre rires et chants, mon peuple n'est plus mon peuple.

Il y a des craintes, des silences, des peurs qui envahissent notre esprit, notre âme, comme des aiguilles, des fers ; ceux et celles qui étaient ne sont plus, je ne les vois pas sur les trottoirs de mon peuple, ne marchent plus et regardent à travers les fissures.

Moi, si seule avec les heures, et mes morts qui s'éloignent le long des rangées de silence, des nuits avec des voix d'incertitude sur les choses.

Je sens ces doigts qui se posent au-delà de mes montagnes de *frailejones* (plante typique de Mérida), et il y a des rêves étranges dont on ne se réveille plus.

Dans mon peuple, entre rires et chansons il y a des tristesses, des craintes, tout change. On ne se salue plus, je ne le connais pas, d'où viennent autant de visages ?

A mon peuple (je lui dis :) qu'il se réveille et que l'on commence à marcher sur les trottoirs.

Tout est déjà un vide, il n'y a pas de réponses, où sont ceux et celles qui autrefois marchaient avec leurs rires, leurs paroles ne s'entendent plus.

Dans mon peuple il y a des craintes, des tristesses, de la désunion, de l'hypocrisie et du *desamor* (« non amour »).

Luttons pour ce qui nous appartient, notre eau, notre environnement, notre air, notre sol, pour l'union, pour l'amour, tous et toutes ensemble luttons, ne laissons pas notre peuple dans la perte.

Je demande seulement à mon peuple de se réveiller.

\*\*\*

***El Gran Varón (date inconnue)***

*Eres en parte como el universo,  
Creador, constante, humilde y un gran varón,  
Con perfume de montaña, con esencia a frailejón,  
Refrescante como la neblina,  
Con olor a tierra buena,  
Con pureza en el alma, con amor en tu corazón.*

*Como quisiera ver el amor de tus amores, para amarte,  
Como ama el cielo a las estrellas,  
El sediento al agua,  
Y el amanecer al sol.  
Pero solo puedo contemplarte de lejos,  
Y pedir a Dios te de lo mejor.*

*Sigue siendo el gran señor humilde,  
Bondadoso y trabajador,  
Recibirás muchas bendiciones de ese gran Creador  
Y de esta mujer que los ama con todo su inmenso amor.*

\*\*\*

**Nue devant toi (traduction du poème « Desnuda ante ti », date inconnue)**

Etre nue devant toi  
C'est me souvenir de la Terre qui a envie de pluie

C'est la furie de cette immense mer  
C'est attendre l'aube avec ce soleil  
Qui nous enveloppe et nous donne de la chaleur.

Etre nue devant toi  
C'est sentir cette fièvre dans mes veines  
Entendre galoper mon cœur  
Tel un poulain indomptable.

Etre nue devant toi  
C'est sentir cette tiédeur si désirée  
Ce feu qui s'avive  
Cette tempête sans calme

Cette passion désespérée  
Ce rêve sans rêve.

\*\*\*

**Gualupa (date inconnue)**

*Esa flor, ese pájaro, esa piedra,  
ese animalito como lo llaman,  
Gualupa nace de ese vientre hermoso  
puro, inocente de aquella india  
esclava, sí otra cosa no se puede decir,  
« su ángel de neblina »*

*Nace ella en las cumbres borrascosas de la Ovejera  
un 11 de abril, cuanto tiempo fue feliz, 3 años, 5 años,  
no sabe porque idea no tenía, se fueron a Misintá, la lugareña  
que bonito lugar.*

*Crece Gualupa como la childa o la bretonic  
su espíritu un ventarrón  
acostada sobre las cercas de piedra observaba  
la inmensidad de gotas de diamantes que la neblina dejaba al pasar,  
en el amanecer tendida en la grama observaba el cielo con sus estrellas  
que sus manos tocaba.*

*En las copas de los alizos se creía águila, junto a la quebrada ella  
cantaba se bañaba como la luna en el agua, elle temblaba no de frío,  
sino cuando a su padre divisaba, 7 años gualupa  
llevaba con su canto y alegría  
amo tanto a una familia de colibries  
que uno de ellos se creía  
cuando se fueron ella lloró  
con los pájaros, las estrellas, con las nubes ella volaba.*

*Un triste día,  
la agarraron, se la llevaron para que  
en ese colegio de mujeres frustadas  
buenos modales le enseñaran,  
la maltrataron, la vejaron y casi de una paliza la mataron,  
la sacaron y a otras manos la entregaron.*

*La casaron, aturdida, confundida un matrimonio llevaba,  
un hijito, otro hijito, 5 varones ella criaba, resignada como madre,  
llena de amor amamantaba,  
de un marido solo ordenes desempeñaba.*

*El tiempo pasaba en su ir y venir cotidiano,  
despertaba sus hijitos solo eso la ataba,  
crecieron, florecieron y poco a poco se marchaban.*

*Todos iban y venían, solo eso era su alegría,  
hasta ese trágico día donde ese petalo de esa flor se desprendió\*,  
no regreso, su dolor la consumió,  
parte de ella murió.*

*La soledad con gente la corroía, se la carcomía,  
tomó una decisión, se marchó, solo un maletín, sin nada,  
se llevó y su corazón cargado de dolor,  
pero llena de valor,  
su buen nombre y lo económico no le importó.*

*Despertó, miró atrás, pidió perdón,  
y lloró, a renacer de nuevo juró,  
de pronto ese sol, ese faraón la tomó de su mano\*\*,  
la alumbró, su tibieza, su dulzura la cubrió,  
ahora es feliz, en sus montañas,  
como sembradora de estrellas, siembra esperanzas,  
habla con el Chama\*\*\* que nos dá la vida,  
vuela como el águila sobre los riscos  
y tiembla como la luna en el agua  
cuando divisa ese faraón llamado amor.*

\*mort de son fils

\*\* son actuel amour qu'elle garde secret

\*\*\* principale rivière de la cordillère vénézuélienne, source d'eau potable

## **2- Présentation et indications liées aux « carnets participatifs » proposés en 2006 (CLPP)**

*Presentese en las primeras páginas por favor: nombre, apellido, edad, estado civil, trabajo (formal o informal, si tiene), cuantos hijos o hijas tiene (si tiene), lugar de residencia, número de teléfono (opcional).*

*Explique que son para usted los CLPP, que la llevó a implicarse en los consejos, desde hace cuanto tiempo lo hace y porque participa en los CLPP.*

*El objetivo de estos cuadernos es de saber cómo se integran los CLPP en su cotidiano y para eso pensé en estos cuadernos. Sería bastante interesante si pudiese describirme su día a día, como una especie de diario, para yo saber como se integra esta actividad (participación en los CLPP) en su vida cotidiana.*

*Usted lo puede escribir como lo desee, es totalmente libre de contarme su cotidiano en estas páginas que compartiremos; No necesariamente se tiene que escribir los días en que hace algo vinculado con los CLPP, también me interesa su cotidiano como tal, con todo lo que este implica.*

*Digamos que a lo que más se pudiese parecer esto sería a un diario. Usted puede empezar desde que se despierta hasta que se acueste. Si no tiene tiempo de redactar (porque me imagino que unas tendrán más tiempo que otras para dedicarle a usted "diario") puede limitarse a anotar la hora y la fecha en que escribe y la actividad que va a hacer (comer, banarse, cocinar, hacer mercado, reunirse con vecino-a-s o con companero-a-s de lucha etc).*

*Quisiera también que esto sea hecho de manera muy natural. Si usted sale a una reunión de los CLPP y que no se le dio lo que andaba preparando desde hace ya un tiempo, pues imagino que eso producirá rabia, tristeza, inconformidad... y si tiene ganas de expresarlo en este "dirario", sientase libre, es más la invito a hacerlo.*

*Pueden hablar también de los proyectos en los que han trabajado, si se han dado o no, si han obtenido resultados o no, conocer un poco la evolución de estos últimos.*

*Bueno, espero que disfruten compartir esta experiencia conmigo y muchísimas gracias por ayudarme con mi proyecto!*

*Un abrazo, Jessica*

### **3- Présentation et indications liées aux « carnets participatifs » proposés en 2009 (CC)**

*Vida cotidiana y Consejos Comunales*

***Preséntese en las primeras páginas por favor:*** nombre, apellido, edad, estado civil, trabajo (formal o informal, si tiene), cuántos hijos o hijas tiene (si tiene), lugar de residencia, número de teléfono (opcional), e-mail (opcional)

***Explique que son para usted los CC, que l@ llevo a implicarse en los consejos, desde hace cuánto tiempo lo hace y porque participa.***

***El objetivo de estos cuadernos es de saber cómo se integran los CC en su cotidiano y para eso pensé en estos cuadernos. Sería bastante interesante si pudiese describirme su día a día, como una especie de diario, para yo saber como se integra esta actividad (participación en los CC) en su vida cotidiana.***

***Usted lo puede escribir como lo desee, es totalmente libre de contarme su cotidiano como quiera hacerlo (figuras, frases, palabras...) en estas páginas que compartiremos; No necesariamente se tiene que escribir los días en que hace algo vinculado con los CC, también me interesa su cotidiano como tal, con todo lo que este implica.***

***Digamos que a lo que más se pudiese parecer esto sería a un diario. Usted puede empezar desde que se despierta hasta que se acuesta. Si no tiene tiempo de redactar (porque me imagino que un@s tendrán más tiempo que otr@s para dedicarle a este “diario”) puede limitarse a anotar la hora y la fecha en que escribe y la actividad que va a hacer (comer, bañarse, cocinar, hacer mercado, reunirse con vecin@s o con compañer@s de lucha etc).***

***Quisiera también que esto sea hecho de manera muy natural, que fluya sin preguntarse si escribió bien o si dijo lo que tenía que decir. Mi idea no es juzgar ni a la persona que me apoya con esta colaboración ni al contenido del cuaderno... lo que quiero es entender que cambia en la vida de las personas el implicarse en la participación a nivel local.***

***Si usted sale a una reunión de los CC y que no se le dió lo que andaba preparando desde hace ya un tiempo, pues imagino que eso producirá rabia, tristeza, inconformidad... y si tiene ganas de expresarlo en este “diario”, siéntase libre, es más l@ invito a hacerlo.***

***Pueden hablar también de los proyectos en los que han trabajado, si se han dado o no, si han obtenido resultados o no, para conocer un poco la evolución de estos últimos.***

*Bueno, espero que disfruten compartir esta experiencia conmigo y muchísimas gracias por ayudarme en mi proyecto!*

*Un abrazo, Jessica*



#### 4- Extraits du carnet participatif tenu par Nancy (2006)

*« Voy a tratar de recordar todos los acontecimientos que me llevaron a « entrar » o a involucrarme con los CLPP. Siempre Habia sido muy colaboradora y solidaria en los problemas de mi comunidad, pero no me gustaba comprometerme demasiado porque me parece que cuando nos metemos en una organización debe ser para cumplir horarios, reglas, etc. todo lo que implica el pertenecer a un grupo y pensaba que no me podía involucrar demasiado por falta de tiempo.*

*En el año 2003 en unos terrenos adyacentes a nuestras casas, también pertenecientes a Parque Valencia, un grupo de personas trataron de ocuparlos ilegalmente y empezar a construir ranchos con la justificación de que eran damnificados, que necesitaban viviendas y otras razones. Para resguardar nuestros terrenos, proteger nuestra inversión (...), se decidió fundar o crear una asociación civil que tuviese potestad en toda la urbanización. (...) Por los motivos que te expuse al comienzo le dije a Alicia [amiga que la llevo a integrar los CLPP] que yo colaboraba pero que no quería aparecer en la Junta Directiva, Alicia me respondió : « que ella estaba cansada de que tanto elle como yo estuviéramos en el anonimato y ella se postularía para la presidencia ». Yo le conteste : « que si era inevitable aparecer en la nómina (ya que ella se puso dura en sú posición de querer que yo la acompañara en ese proyecto) que me colocara de vocal o algún otro cargo que no fuera de mucha responsabilidad por si no daba tiempo de cumplir con mis responsabilidades. (...)*

*Por casualidad y por algunas personas nos enteramos que por precepto constitucional se había creado algo que se llamaba CLPP, que daba aportes a las comunidades solicitando obras y presentando proyectos. Coincidentalmente tuvimos una entrevista sobre las invasiones con Paco C. [alcalde de Valencia] y él nos envió donde Gustavo U. [président du CLPP de Valencia] para que nos inscribiéramos en el CLPP (...). Bueno, para hacerte el relato más corto, entregamos recaudos, nos postulamos (el 31 de julio [2003]) como consejeras comunales sociales (...).*

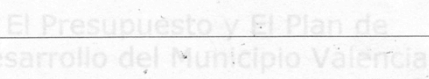
*He tenido que organizarme mucho más porque no me gusta descuidar ni mi casa, ni mi familia – cuadrar con mis hijas (e hijos también) y con Victoria (yo soy su suplente [en los CLPP], para dedicar tiempo a limpiar, cocinar, lavar, ayudar a mi hijo menor con sus tareas, mis compromisos sociales (me gusta mucho bonchar), que ni mi esposo ni mis hijos me digan : que la casa esta sucia, no hay ropa limpia, o cosas asi. En la mañana me veràn : recogiendo caca [de perros], haciendo almuerzo, y el café y enseguida metiéndome en un monte o en un charco revisando alguna obra o detrás de un escritorio recibiendo un taller o un curso [de los CLPP]. Me siento feliz (sin sentir cansancio) cuando he cumplido mi agenda propuesta para ese día*

#### Méthode employée dans le carnet

*De repente te voy a contar el día a día porque como prácticamente, siendo una rutina, la hago tipo « zombie » y se me puede olvidar. Pero es casi siempre lo mismo : montar o adelantar comida, hacer el café, recoger caca [de los perros], llenar los peroles [baldes] con agua (porque tenemos muchos problemas de escasez de agua), fregar [lavar los platos], de repente barrer, hervir agua para tomar ».*

## 5- Formulaire d'élaboration des projets du CLPPV (2006)

F1 PI 2005	<b>44</b>	
<b>PROPUESTA DE INVERSIÓN QUE PRESENTA LA ORGANIZACIÓN COMUNITARIA</b>		
PARROQUIA	COMUNIDAD	Asociación de Vecinos / ODS <small>El nombre de la asociación u organización comunitaria</small>
<b>IDENTIFICACIÓN DE LA PROPUESTA DE INVERSIÓN:</b>		
Nombre	El nombre del proyecto debe ser concreto y corresponderse con el contenido y objetivo del mismo	
Ubicación	Dirección exacta del lugar donde se ejecutará el proyecto	
Dirección		
Propiedad (Catastro)	Uso acordado del terreno OMPU	
Finalidad (objetivos a mediano plazo)	Definición de cómo el proyecto contribuirá a la solución del problema(s) del sector. ¿Qué queremos lograr?	
Propósito (objetivos inmediatos)	Impacto directo a ser logrado como resultado de la utilización de los componentes producidos por el proyecto. Hipótesis sobre el impacto que se desea lograr. ¿Qué haremos para lograrlo?	
SECTOR	SOCIAL	ECONÓMICO
	POLÍTICO	AMBIENTE
<b>JUSTIFICACIÓN DE LA PROPUESTA DE INVERSIÓN:</b>		
<b>Diagnóstico de la situación actual (define el Problema)</b>		
<small>Explicar las causas que generan el problema y las consecuencias que acarrea, indicando la demanda del sector desasistido, así como, los posibles efectos negativos que se producirían en caso de no ejecutarse el proyecto. El diagnóstico deberá expresar desde cuándo existe el problema y cómo ha sido su desarrollo, permitiendo justificar la ejecución del proyecto.</small>		
<b>DESCRIPCIÓN DE LA PROPUESTA DE INVERSIÓN</b>		
<b>Síntesis del Proyecto (define las alternativas de solución al problema)</b>		
<small>Descripción en forma breve del proyecto a desarrollar. Esta descripción permite visualizar de manera global el alcance físico del proyecto. Enumerando los componentes o actividades a desarrollar en el proyecto, definiéndolos como resultados (obras terminadas, sistemas instalados, gente capacitada, etc).</small>		

<b>45</b>		
<b>BENEFICIOS DE LA PROPUESTA DE INVERSIÓN (INDICADORES):</b>		
<b>Producto esperado (Resultado inmediato)</b>	Resultado concreto expresado numéricamente o porcentualmente. Ej: 60 viviendas construidas, contando con los servicios básicos y habitabilidad de las mismas.	
<b>Resultados esperados (Resultados a mediano plazo)</b>	Cómo el proyecto contribuirá a la solución del problema del sector. Ej: Mejoramiento de la calidad de vida, desarrollo urbano local, disminución de enfermedades.	
<b>Número de personas beneficiadas</b>	Estimación del número de personas beneficiadas con la ejecución del proyecto.	
<b>Números de empleos generados</b>	Generación de empleos directos e indirectos durante la fase de ejecución y funcionamiento del proyecto.	
<b>Impacto económico</b>	Indicar los beneficios en el sector económico que se podrán obtener con la ejecución del proyecto. El sector económico abarca programas de seguridad social, generación de empleos, desarrollo habitacional.	
<b>Impacto social</b>	Indicar los beneficios en el sector social que se podrán obtener con la ejecución del proyecto. El sector social abarca cultura, deporte, educación y salud.	
<b>Impacto ambiental</b>	Indicar los beneficios en el sector ambiental que se podrán obtener con la ejecución del proyecto.	
<b>No escriba en este espacio</b>		
<b>Visto</b>	<b>Nombres y firmas</b>	<b>Orden</b>
Consejo Comunal		
Consejo Parroquial		
Red Sectorial		

## 6- Formulaire d'inscription aux comités et « unités » des CC (2010-2012)

### LIBRO DE POSTULACIÓN PERIODO 2010-2012

“CONSEJO COMUNAL \_\_\_\_\_”

COMUNIDAD: “ \_\_\_\_\_ ”

MUNICIPIO: “ \_\_\_\_\_ ” ESTADO: “ \_\_\_\_\_ ”

#### POSTULACIÓN DE LOS VOCEROS Y VOCERAS DE LOS COMITÉS DE TRABAJO DE LA UNIDAD EJECUTIVA

##### COMITÉ DE SALUD

NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

##### COMITÉ DE TIERRA URBANA

NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

##### COMITÉ DE VIVIENDA Y HÁBITAT

NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

##### COMITÉ DE SEGURIDAD Y DEFENSA INTEGRAL

NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

##### COMITÉ DE MEDIOS ALTERNATIVOS COMUNITARIOS

NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

##### COMITÉ DE RECREACIÓN Y DEPORTES

NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

##### COMITÉ DE ALIMENTACIÓN Y DEFENSA DEL CONSUMIDOR

NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

##### COMITÉ DE MESA TÉCNICA DE AGUA

NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

##### COMITÉ DE MESA TÉCNICA DE ENERGÍA Y GAS

NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

##### COMITÉ DE PROTECCIÓN SOCIAL DE NIÑOS, NIÑAS Y ADOLESCENTES

NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

<b>COMITÉ COMUNITARIO DE PERSONAS CON DISCAPACIDAD</b>		
NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

<b>COMITÉ DE EDUCACIÓN CULTURA Y FORMACIÓN CIUDADANA</b>		
NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

<b>COMITÉ DE FAMILIA E IGUALDAD DE GÉNERO</b>		
NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	FIRMA

<b>POSTULACIÓN A LA UNIDAD ADMINISTRATIVA Y FINANCIERA COMUNITARIA</b>			
NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	CARGO	FIRMA

<b>POSTULACIÓN A LA UNIDAD DE CONTRALORÍA SOCIAL</b>			
NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	VOCERO(A)	FIRMA

<b>POSTULACIÓN A LA COMISIÓN ELECTORAL PERMANENTE</b>			
NOMBRES Y APELLIDOS	CÉDULA DE IDENTIDAD	INTEGRANTE	FIRMA

## 7- Couverture du livret de présentation de l'ONG *Gente de Soluciones* (2006)



## 8- Le pouvoir populaire avance à partir des Conseils Communaux (Gouvernement de Mérida, 2009)

**Consejos Comunales**

Los Consejos Comunales hoy son centro fundamental del Poder Popular Comunal, y base principal del nuevo estado socialista, sólo se puede entender dentro de un país que transita hacia un nivel de democracia y socialismo, como el que vivimos en la República Bolivariana de Venezuela, muy distintos a lo que antes tuvimos. De allí que resulte conveniente dedicar un breve momento en leer y entender el comienzo del cambio que se produce en el nuevo modelo de estado con el escenario de los Consejos Comunales.

Venezuela marcha hacia una democracia participativa, hacia una sociedad en la que el ciudadano juega un rol protagónico en la conducción de las políticas públicas, y en la atención de asumir el ejercicio real del Poder Popular, es decir, para poner en práctica las decisiones adoptadas por las comunidad. Avanzamos hacia una forma de organización más avanzada que puede darse los vecinos de una determinada comunidad, en la cual el ser humano objeto central de la sociedad, y el carácter humanista ocupe un lugar predominante, actor fundamental en la construcción de su propio destino.



“ Los Consejos Comunales son un embrión de la nueva sociedad que estamos construyendo. ”

Hugo Chávez

Urbanización Alto Chama  
Av. La Hacienda, Calle las Peñas  
Res. Agua Blanca.  
Torre B, planta Baja.  
Fax: 0274-2716512  
Correo:  
participacion\_ciudadana@merida.gob.ve

Oficina 0274 -2716864



GOBERNACIÓN  
DEL ESTADO  
MÉRIDA

EL PODER POPULAR  
AVANZA DESDE LOS  
CONSEJOS  
COMUNALES

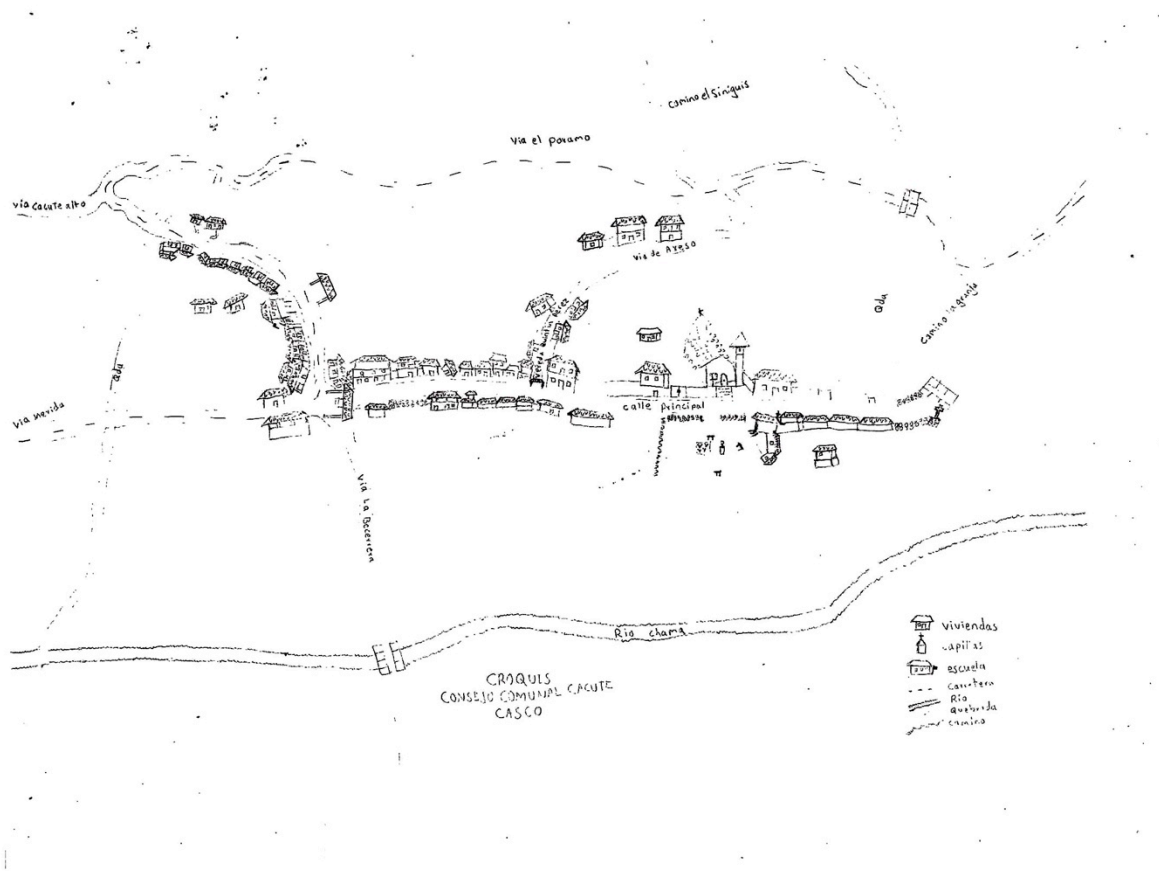


MARCOS DIAZ ORELLANA  
GOBERNADOR

**9-Livret « *La revolución no es poca cosa* », obtenu dans FUNDACOMUNAL (structure de gestion des CC)**



**10- Croquis CC Cacute casco, 2009**





## 11- Adolescencia feliz 2 (verso du document n°8). MPPMIG, 2009

### Proyecto de Fortalecimiento Familiar y Comunitario, para la Prevención, Atención y Responsabilidad en el Embarazo Temprano

El Instituto Nacional de la Mujer como organismo responsable de la definición, coordinación, supervisión y evaluación de las políticas públicas y asuntos relacionados con la situación y condición de la mujer, sin discriminación de grupos etarios, étnicos o raciales, se plantea a partir del año 2008, como objetivo estratégico institucional el diseño, planificación y ejecución del Proyecto de Fortalecimiento Familiar y Comunitario, para la Prevención Atención y Responsabilidad en el Embarazo Temprano.

Este proyecto se concibe como un conjunto de acciones de naturaleza preventiva orientadas a atender a la población infantil y adolescentes en general y en especial a las niñas y las adolescentes gestantes y madres, con la finalidad de estimular en esta población actitudes de responsabilidad en las áreas de salud sexual y reproductivas, psicológicas, social, planificación Familiar, prosecución escolar, laboral, socio-productiva, y desarrollo de unidades comunitarias de socio-producción, en concordancia a lo establecido, en la constitución de la Republica Bolivariana de Venezuela, ley Orgánica sobre el Derecho de las Mujeres a una vida libre de Violencia, ley igualdad de Oportunidades, Ley Orgánica para la protección de Niños, Niñas a Adolescentes.

### OBJETIVO POLITICO ESTRATEGICO

En lo político-estratégico, el proyecto esta dirigido a reducir el índice de embarazo temprano, potenciando la Maternidad Segura y brindando a las niñas y adolescentes formación, orientación y capacitación para alcanzar la mayor suma de felicidad posible en el marco de la construcción de la Revolución Bolivariana y Socialista.

En su fase inicial, el proyecto se desarrolla en los municipios: Libertador (Distrito Capital) Vargas (Estado Vargas) Girardot, Sucre y Zamora (Estado Aragua) ubicados en el eje Centro Norte Costero, Maracaibo (Estado Zulia) García de Hervía (Estado Táchira) ubicados en el eje Occidental, San Fernando de Apure (Estado Apure) ubicado en el eje Orinoco Apure, Barinas (Estado Barinas) ubicado en el eje Norte Llanero y Sucre (Estado Sucre) ubicado en el eje Oriental



## 12- Triptyque sur CC de Mérida « os, âme, nerf »

### El FOMFICC consolida proyectos productivos



La iniciativa de los proyectos socio-productivos se deben tomar por los consejos comunales, una vez presentados ante el FOMFICC, para que se analicen y estudien para su posterior financiamiento.



FOMFICC como órgano Financiero están fortaleciendo la participación del pueblo, con el propósito de darle mayor incidencia al Poder Comunal, el cual está enmarcado en el Plan Nacional Socialista Simón Bolívar 2007—2013.



“El Poder Popular es alma, nervio, hueso, carne y esencia de la democracia bolivariana, de la democracia revolucionaria socialista, de la democracia verdadera”

Hugo Chávez

Urbanización Alto Chama  
Av. La Hacienda, Calle las Peñas  
Res. Agua Blanca.  
Torre B, planta Baja.  
Fax: 0274-2716512  
Correo: participacion\_ciudadana@merida.gob.ve

Oficina 0274 -2716864



Fondo Merideño para el Financiamiento de los Consejos Comunales



MARCOS DIAZ ORELLANA  
GOBERNADOR

### 13- Documents en lien avec la religion des participants qui ont tenu des carnets participatifs

Carmen Rosa Rincón, CC de Santa Inés à Valencia



Guillermina Alabarrán, CC de Moconoque, Mucuchies, Mérida





LA TERTULIA

La Tertulia de los Martes es un foro de discusión de temas de gran actualidad, animado por ex-rectores de la Universidad de Los Andes

Ligia Parra Albarrán

# En los páramos venezolanos se siembra agua con amor y espiritualidad

■ Alexis Paparoni  
CNP: 18.465  
alexispaparoni@hotmail.com

El foro de "La Tertulia de los Martes" fue honrado con la presencia de la maestra, poetisa, agricultora e indiscutible representante de la mujer venezolana, Ligia Parra Albarrán, quien reside en su finca "Los 7 amores más 3.000 amantes", ubicada en la población de Mucuchies, municipio Rangel del estado Mérida, quien desde hace 12 años es coordinadora general de la Asociación de Comisarios de Ambiente por los Agricultores de Rangel, integrado por más de 3.000 agricultores, quienes han logrado la recuperación de gran cantidad de nacientes de agua a través de campañas de educación ambiental y divulgación de las costumbres parameras que difunden en escuelas, liceos, universidades, así como en diversos centros y agrupaciones comunitarias.

Ligia Parra Albarrán inició su exposición señalando que desde hace más de 12 años están trabajando en el rescate, resguardo, cuidado y forestación de los



humedales que le dan vida a las microcuencas del río Chama, a través de la Asociación de Comisarios de Ambiente de Rangel (Acar), asociación sin fines

de lucro, sin adherencias partidistas, religiosas y sociales, cuya misión es cuidar y resguardar las nacientes de los cursos de agua que conforman la Cuenca Alta del Río Chama, así como también proteger al ambiente en general y las aguas abajo dentro de un esquema de desarrollo sustentable, en pro de alcanzar una mejor calidad de vida para los habitantes del municipio Rangel.

Señaló Ligia Parra Albarrán, que en el año 1999 un grupo de agricultores del caserío Misintá, observando el estado

de la "Tertulia de los Martes" recibió a Ligia Parra Albarrán, coordinadora General de la Asociación de Comisarios de Ambiente por los Agricultores del municipio Rangel, estado Mérida, quien disertó sobre sus experiencias en el rescate de las nacientes de agua del páramo andino a través de campañas de educación ambiental y divulgación de las costumbres parameras, difundidas en numerosas escuelas, liceos, universidades, así como en

sión de trabajar en su recuperación y con la consigna Amor, Unión, Paz y Trabajo; y el respeto, quierencia y apego a la naturaleza, alcanzaron agrupar a miles de productores a través de 48 Comités de Riego, quienes han logrado la recuperación de más de 170 nacientes de agua; trabajo que realizan los agricultores sin ningún pago monetario, solo por preocupación, conciencia y amor por las futuras generaciones.

En cada comunidad se constituye un comité de riego que se mantiene atento en la utilización y cuidado de cada naciente de agua; para evitar la erosión en las laderas, implementan barreras vivas con plantas autóctonas dependiendo de la altura; como agradecimiento, en ocasiones realizan ofrendas con la presencia de sus niños, sus mujeres y toda la comunidad para darle gracias a la madre naturaleza por la bondad del agua y las buenas cosechas. Igualmente en los sitios donde se seca el agua realizan el rito de la siembra del agua, el cual hacen los ancestros de estos agricultores y que ha sido retomado actualmente.

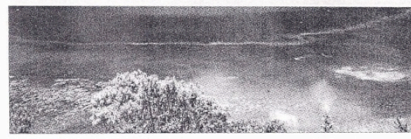
Ligia Parra Albarrán manifestó que los principios que han permitido realizar de manera positiva estas actividades son el amor a la naturaleza y el arraigo espiritual de los habitantes del páramo. Sus creencias en San Isidro, San Benito, entre otros, generan una fortaleza indestructible que favorece la continuidad por parte de las presentes y futuras generaciones de estos laborio-

## ■ "Siete Amores + 3.000 Amantes"

"Los 7 Amores más 3.000 Amantes" es el nombre de la finca Agroecológica, Diversificada y Demostrativa, cuyo nombre es en honor a los siete hijos de Ligia Parra Albarrán y los 3.000 agricultores que ha logrado organizar, sin apoyo económico de ninguna institución gubernamental y ninguna organización de carácter político. El Amor y el arraigo a la espiritualidad por parte de los parameros han hecho posible la partici-

que Comisarios de Ambiente por los Agricultores de Rangel, integrado por más de 3.000 agricultores, quienes han logrado la recuperación de gran cantidad de nacientes de agua a través de campañas de educación ambiental y divulgación de las costumbres parameras que difunden en escuelas, liceos, universidades, así como en diversos centros y agrupaciones comunitarias.

Ligia Parra Albarrán inició su exposición señalando que desde hace más de 12 años están trabajando en el rescate, resguardo, cuidado y forestación de los



humedales que le dan vida a las microcuencas del río Chama, a través de la Asociación de Comisarios de Ambiente de Rangel (Acar), asociación sin fines

de lucro, sin adherencias partidistas, religiosas y sociales, cuya misión es cuidar y resguardar las nacientes de los cursos de agua que conforman la Cuenca Alta del Río Chama, así como también proteger al ambiente en general y las aguas abajo dentro de un esquema de desarrollo sustentable, en pro de alcanzar una mejor calidad de vida para los habitantes del municipio Rangel.

Señaló Ligia Parra Albarrán, que en el año 1999 un grupo de agricultores del caserío Misintá, observando el estado de deterioro de las nacientes que proveen el agua para consumo humano y agrícola del municipio, tomaron la deci-

disertó sobre sus experiencias en el rescate de las nacientes de agua del páramo andino a través de campañas de educación ambiental y divulgación de las costumbres parameras, difundidas en numerosas escuelas, liceos, universidades, así como en diversos centros y agrupaciones

naciente de agua; para evitar la erosión en las laderas, implementan barreras vivas con plantas autóctonas dependiendo de la altura; como agradecimiento, en ocasiones realizan ofrendas con la presencia de sus niños, sus mujeres y toda la comunidad para darle gracias a la madre naturaleza por la bondad del agua y las buenas cosechas. Igualmente en los sitios donde se seca el agua realizan el rito de la siembra del agua, el cual hacen los ancestros de estos agricultores y que ha sido retomado actualmente.

Ligia Parra Albarrán manifestó que los principios que han permitido realizar de manera positiva estas actividades son el amor a la naturaleza y el arraigo espiritual de los habitantes del páramo. Sus creencias en San Isidro, San Benito, entre otros, generan una fortaleza indestructible que favorece la continuidad por parte de las presentes y futuras generaciones de estos laborio-

## ■ "Siete Amores + 3.000 Amantes"

"Los 7 Amores más 3.000 Amantes" es el nombre de la finca Agroecológica, Diversificada y Demostrativa, cuyo nombre es en honor a los siete hijos de Ligia Parra Albarrán y los 3.000 agricultores que ha logrado organizar, sin apoyo económico de ninguna institución gubernamental y ninguna organización de carácter político. El Amor y el arraigo a la espiritualidad por parte de los parameros han hecho posible la participación de las comunidades del municipio Rangel en cada una de las actividades previstas dentro de la organización. Este es un buen ejemplo a seguir por todos los ciudadanos de este gran país Venezuela.

## Asegura Ligia Parra Albarrán

### "Todo con Amor se puede"

"Todo con Amor se puede" es el lema que en voz de Ligia Parra Albarrán, utilizan los agricultores del páramo, quienes además de sembrar agua, realizan talleres de crecimiento personal, montañismo, autoestima, estudios para conocer las plantas autóctonas y la fragilidad de los suelos, entre otros.

Igualmente, a través de actividades educativas atienden a los niños porque los consideran como "el futuro de este hermoso país, son el perfume de la montaña, el canto de la cascada y enseñándoles a amar a nuestra madre naturaleza recibiremos de ella la esencia de su amor; son la semilla propicia para sembrar en terreno bueno". Realizan trabajos conjuntos con las escuelas donde ense-

ñan a los niños como resguardar las nacientes y porque hay que protegerlas, y como a través de una oración, un canto o una poesía se ofrenda la naturaleza. Culturalmente se rescatan costumbres ancestrales, historias y cuentos de duendes donde el que no respeta su pureza será embobado para siempre.

Ligia Parra Albarrán, sugiere y recomienda que para evitar tragedias como las sucedidas en municipios vecinos, se debe realizar la limpieza de quebradas como mínimo dos veces al año, así mismo exhortan y recomiendan que para proteger la salud de la población y la integridad del medio ambiente no se deben utilizar agroquímicos, la alternativa son la aplicación de abonos orgánicos

y productos biológicos, tarea en la que también la Acar está comprometida.

Como demostración que "con amor sí se puede" vienen fundando huertos orgánicos familiares, donde producen los alimentos que consumen a diario; estas son entre otras, las tantas e infinidad de labores que estos venezolanos asentados en lo más alto del país, construyen la patria que merecemos todos los venezolanos.

Son insuficientes estas líneas para destacar y subrayar la magnífica, excelente y estupefaciente labor que la Acar está realizando, bien vale la pena emular y reproducir esta maravillosa experiencia que está produciéndose en los páramos merideños, en momentos en que el país y el mundo, coloca hacia un lado la práctica de valores como el amor, el compartir, la convivencia, el respeto y la espiritualidad como medio para obtener y establecer una relación con Dios.

Entre otros importantes valores es justo felicitar, exaltar y enaltecer esta labor que doña Ligia Parra Albarrán y los productores del páramo practican, en hora buena por la Venezuela del presente y futuro; es necesario apropiarse del precepto mediante el cual "los páramos son de los parameros y somos los parameros los que tenemos la obligación de cuidarlos". Venezuela es de los venezolanos, somos los venezolanos los que debemos cuidarla, preservarla, mejorarla y engrandecerla; además este es nuestro país, nuestra patria, nuestra tierra es y será la de nuestros hijos y la de sus hijos; somos un país como ninguno, con montañas, playas y arenas, con llanos, con territorio como ninguno, con ríos, lagos y mares y, lo más importante, con la mejor gente del mundo, así que a quererlo, amarlo y hacerlo grande. Y como dijo Doña Ligia "que viva Venezuela". AP

## 15- Liste des entretiens réalisés

**1- Entretiens Valencia** (la date correspond à la date de l'entretien, lorsque plusieurs dates apparaissent, plusieurs entretiens ont été réalisés).

### a. enregistrés

1. Alexander Vasquez, 43 ans, chaviste, ex suppléant de Maigualida au CLPPV et membre du CC de son quartier, *barrio* Las Palmitas, 04/06/2006, 21/03/2009, 25/2/2010.
2. Alicia Plaza, 43 ans, opposition, ex membre de la commission sociale du CLPPV et membre du CC Parque Valencia, *urbanización* Parque Valencia, 04/06/2006, 23/03/2009.
3. María de los Angeles Díaz, 35 ans, opposition, ex conseillère communale et secrétaire de la commission permanente social du CLPPV, intégrante du CC de San José, *urbanización* San José, 03/06/2006, 23/03/2009, 25/02/2010.
4. Maigualida Marin, 38 ans, opposition, ex conseillère municipale du CLPPV, *barrio* Las Palmitas, 29/06/2006, 21/03/2009, 19/03/2010.
5. Irene de Becerra, 53 ans, opposition, ex conseillère municipale du CLPPV, *urbanización* Bucaral Sur, 19/07/2006, 01/07/2009, 18/03/2010.
6. Mercedes Ineco, 38 ans, conseillère du nouveau CLPP, *urbanización* Bucaral Sur, 29/06/2010.
7. Nancy de Torrelles, 52 ans, opposition, ex suppléante d'Alicia en commission sociale du CLPPV et membre du CC Parque Valencia, *urbanización* Parque Valencia, 14/08/2006, 19/03/2009, 24/02/2010.
8. Magaly Rigores de Escalona, 50 ans, opposition, dirigeante d'une association de voisins et d'une maison de santé, *barrio* Las Palmitas, 13/08/2006, 16/03/2010.
9. Hilda Betancourt de Púlido, 54 ans, opposition, ex coordinatrice de l'association de voisins de son quartier et membre du CC de son quartier, *barrio* Las Palmitas, 14/08/2006.
10. Josefina Zavala, 59 ans, opposition, membre de l'association de voisins de son quartier et du CC de son quartier, *barrio* Las Palmitas, 13/08/2006.
11. Luz de Parra, 45 ans, opposition, ex coordinatrice générale de son secteur dans le CLPPV et membre du CC de son quartier, *barrio* Las Palmitas, 12/08/2006, 21/03/2009, 24/02/2010.
12. Manuel Carrero, 45 ans, opposition, ancien *vocero* du CLPPV, membre de l'association de voisins de son quartier et membre du CC de San José, *urbanización* San José, 22/03/2009.
13. Mercedes Alvarez de Alvarez, 55 ans environ, opposante *light*, participante au CLPPV en remplacement de son fils, *urbanización* Parque Valencia, 15/08/2006.
14. Carmen Rivero de Oliveros, 47 ans, chaviste, *usuaria* de la Banque de la Femme, responsable d'une cantine populaire et membre du CC de son quartier, *barrio* Las Palmitas, 22/03/2009, 16/03/2010.
15. Entretien collectif : 3 femmes entre 45 et 55 ans (Diana González, Idalide Aranas et Gleny de Rodriguez), chavistes, employées du Centre Civique Las Palmitas et membres du CC de leur quartier, *barrio* Las Palmitas, 22/03/2009.
16. Carmen Rosa Rincón, 51 ans, chaviste *light*, dirigeante de quartier, ex conseillère municipale dans la commission sociale du CLPPV et membre du CC Sta. Inés, *urbanización* Santa Inés, 03/06/2006, 01/07/2009, 24/02/2010.
17. Cesar Quevedo, 55 ans, chaviste, membre de la banque communale du CC de Sta Inés, *urbanización* Santa Inés, 11/07/2010.
18. Cesar Zerpa, 50 ans, opposition, habitant de Sta. Inés et membre de l'assemblée citoyenne du CC, *urbanización* Santa Inés, 27/06/2010.
19. Digla Ojeda de Colmenares, 53 ans, positionnement partisan inconnu, commission culture du CC de Sta. Inés, *urbanización* Santa Inés, 10/07/2010.
20. Luvy Rojas de Montilla, 48 ans, opposition, commission communication du CC de Sta. Inés, *urbanización* Santa Inés, 27/06/2010.
21. Vismar Valero, 24 ans, chaviste, commission informatique et communication du CC de Sta. Inés, *urbanización* Santa Inés, 10/07/2010.
22. Jose Gregorio Rivas, 50 ans, chaviste, membre du CC de Sta. Inés, *urbanización* Santa Inés, 12/07/2010.

23. José (Beto) Martínez, 53 ans, opposition, membre du CC de Sta. Inés, *urbanización* Santa Inés, 24/07/2010.
24. Iraida Flores, 43 ans, opposition, membre de la banque communale et coordinatrice du CC de Sta. Inés, *urbanización* Santa Inés, 18/03/2010.
25. Miguel Jhonge, 60 ans environ, opposition *light*, leader historique de sa communauté et membre du CLPPV en tant qu'association de voisins, *urbanización* La Isabelica, 02/03/2010.
26. Luís López Reyes, 64 ans, opposition *light*, ex conseiller municipal du CLPPV et ancien coordinateur général de l'association de voisins de Catedral, 15/08/2006.
27. Adalina Martínez, 50 ans environ, chaviste, membre d'une coopérative d'agriculture et de l'assemblée citoyenne du CC de Majaguito, Negro Primero, 24/03/2010.
28. Ana María Campero, 35 ans, opposition, habitante et membre de l'assemblée citoyenne du CC Los Mangos, Negro Primero, 24/03/2010.
29. Eugenia Alfonso de Trejo, 30 ans environ, chaviste, membre de l'association de voisins et du CC Río arriba y río abajo, Negro Primero, 25/03/2010.
30. José Angel Retaco, 37 ans, chaviste, candidat aux élections de l'Assemblée Nationale du 26/09/2010, conseiller du nouveau CLPP, président de la *junta parroquial* et membre du CC de son quartier, Negro Primero, 25/03/2010.
31. Lucrecia Avila, 43 ans, chaviste, secrétaire de la *junta parroquial* et membre de droit du CC de son quartier, Negro Primero, 23/03/2010.
32. Marianela Sevilla, 32 ans, opposition, coordinatrice du CC los Mangos, Negro Primero, 25/03/2010.

**b. non enregistrés (prise de notes).**

33. Alexander Vasquez, 43 ans, chaviste, ex suppléant de Maigualida au CLPPV et membre du CC de son quartier, *barrio* Las Palmitas, 11/07/2012.
34. Alicia Plaza, 43 ans, opposition, ex membre de la commission sociale du CLPP et membre du CC Parque Valencia, *urbanización* Parque Valencia, 18/02/2010, 11/07/2012.
35. Maigualida Marin, 38 ans, opposition, ex conseillère municipale du CLPPV, *barrio* Las Palmitas, 11/07/2012.
36. Irene de Becerra, 53 ans, opposition, ex conseillère municipale du CLPPV, *urbanización* Bucaral Sur, 12/07/2012.
37. Señor Tanin, 63 ans, chaviste, habitant et membre de l'assemblée citoyenne du CC de Sta. Inés, *urbanización* Santa Inés, 22/03/2009, 01/07/2010.

## **Responsables au sein d'institutions**

**a. enregistrés**

38. Gustavo Urriola, 40 ans, président ancien CLPPV, 18/08/2006.
39. Carmelo Ecarri, 60 ans environ, secrétaire général de l'ancien CLPPV, membre de l'ONG *Gente de Soluciones* et directeur du *postgrado* de développement rural de l'UCV, 19/07/2006.
40. Emilia Guardia de Parra, 30 ans environ, *primera dama* (épouse du maire) de Valencia, 17/03/2010.
41. Angel Salazar, 45 ans, président du nouveau CLPPV, 15/03/2010.
42. Neidy Rosal, 34 ans, députée d'opposition du Conseil législatif de l'état Carabobo, 26/03/2010.

**b. non enregistrés (prise de notes).**

43. Nelson Sira, 30 ans environ, coordinateur de recherche de la *Catedra rectoral de Tocqueville* et membre de l'observatoire local de Valencia, 18/08/2006.
44. Carmen Teresa Vera, 40 ans environ, cheffe de la salle technique du nouveau CLPPV, 07/03/2010.
45. Evelyn, 30 ans environ, responsable planification salle technique du nouveau CLPPV, 07/03/2010.
46. Pedro Yanez, 40 ans environ, *consejal* de la commission de services de la mairie de Valencia, 23/02/2010.

47. José Suárez, 45 ans, employé du CNE et chauffeur de la *primera dama* de Valencia, 24/03/2010.
48. Jhulenia Canela Leal, 23 ans, avocate et assistante de Neidy Rosal, 23/06/2010.
49. Maritza León, 50 ans environ, coordinatrice générale de BAMNUJER dans l'état Carabobo, 02/07/2010.
50. Elena Ibarra, 52 ans, directrice du MPPMIG dans l'état Carabobo, 26/06/2010.
51. María José Baez, 26 ans, coordinatrice de EFOSIG (rattachée au MPPMIG), 27/06/2010.
52. Asdrúbal, 23 ans, directeur de FUNDACOMUNAL Valencia, 30/06/2010.
53. María Consuelo Agurro, 55 ans, analyste FUNDACOMUNAL Valencia, 05/07/2010.
54. Gesica Cerezo, 22 ans, directrice de l'EFPP de Carabobo, 02/07/2010.

## 2- Entretiens Mérida

### a. enregistrés.

55. Urbana Parra de Arismendi, 83 ans, opposition, agricultrice, Cacute, 30/03/2009.
56. Polonia Parra de Arismendi, 56 ans, positionnement partisan inconnu, artisane, Cacute, 30/03/2009.
57. Lalo (José Gerardo) Arismendi, 36 ans, chaviste, président de la *junta parroquial* et membre du CC Cacute *casco*, Cacute, 17/04/2009.
58. Duly Andrade (compagne de Lalo), 37 ans, chaviste, promotrice de FONDEMI et membre du CC Cacute *casco*, Cacute, 17/04/2009.
59. Cielo (Dismary) Bastidas, 20 ans, chaviste, secrétaire du CC Cacute *casco*, Cacute, 05/04/2009.
60. Marta Barrios, 70 ans, chaviste, loge les médecins cubains de la mission *barrio adentro* et membre du CC de son quartier, Cacute, 05/04/2009.
61. Gregoria Perez de Lara, 52 ans, chaviste, ancienne préfete, *junta parroquial* et membre du CC de Cacute *casco*, Cacute, 19/05/2009, 18/05/2010.
62. Helena González, 35 ans, chaviste, secrétaire de la préfecture et membre du CC de Cacute *casco*, Cacute, 18/05/2009.
63. Miguel Angel Subarrán, 40 ans, positionnement partisan inconnu, coordinateur du CC de Cacute *casco* et responsable du musée *Santo niño* de Cacute, Cacute, 29/03/2009.
64. Santiago Sulbarrán, 75 ans, positionnement partisan inconnu, garde forestier, ancien responsable du musée et membre de l'assemblée citoyenne du CC de Cacute *casco*, Cacute, 18/05/2010.
65. Belsy Araque, 54 ans, opposition, banque communale du CC de Cacute *casco*, Cacute, 11/06/2010.
66. José Javier (Caracol) Peña Trejo, 32 ans, chaviste, gérant du MERCAL de Cacute et ancien coordinateur du CC de Cacute *casco*, Cacute, 10/05/2010.
67. Cora (María) Andrade, 47 ans, positionnement partisan inconnu, *vocera* turismo CC de Cacute *casco*, Cacute, 18/05/2010.
68. Homero (Jesús) Valero, 40 ans environ, chaviste, préfet de Cacute et membre du CC de Cacute *casco*, Cacute, 11/06/2010.
69. Birais Becerra, 41 ans, opposition, membre de l'assemblée citoyenne du CC de Cacute *casco*, Cacute, 11/06/2010.
70. Dulce (la gata) Arismendi, 35 ans, chaviste, promotrice FONDEMI et commission logement du CC de son quartier, Cacute, 08/06/2010.
71. Ana Luisa Ávila, 49 ans, chaviste *light*, agricultrice, travaille aussi dans la coopérative de *lombricultura* et dans la caisse d'épargne rurale de Mistequé, membre du CC, Mistequé, 06/05/2009.
72. Ana Victoria Paredes, 40 ans, positionnement partisan inconnu, agricultrice, travaille dans la coopérative de *lombricultura*, membre du CC, Mistequé, 07/05/2009.
73. Arminda Castillo, 30 ans, sans position partisane, commission habitat du CC Mistequé, Mistequé, 07/05/2009.
74. Edilma Andrade, 42 ans, chaviste, ancienne présidente de l'AV et du CC Mistequé, Mistequé, 09/05/2009, 26/05/2010.
75. Guillermina Albarrán de Paredes, 57 ans, sans position partisane, ancienne promotrice des CFP et *vocera* contraloria CC de son quartier, Mucuchies, 11/05/2009.

76. María Isabelina (la chava) Gil de Dávila, 49 ans, chaviste, agricultrice et membre de l'assemblée citoyenne du CC de Misteque, Misteque, 08/05/2009.
77. María Vicenta Dávila, 50 ans, chaviste, agricultrice, travaille dans la coopérative de *lombricultura*, membre de l'assemblée citoyenne du CC, Misteque, 03/05/2009, 11/05/2010.
78. Teófilo Rángel, 54 ans, positionnement partisan inconnu, agriculteur et membre de l'assemblée citoyenne du CC de Misteque, Misteque, 11/05/2009.
79. Teotiste León, 35 ans, chaviste, membre de l'assemblée citoyenne du CC flores del páramo, Misteque, 10/05/2009.
80. Yanina Suescún, 30 ans, chaviste, membre du CC *Dos Caminos* et ancienne préfete de Mucuchíes, Mucuchíes, 19/05/2009.
81. José Gregorio Dávila, 42 ans, chaviste, agriculteur, *vocero* d'environnement du CC de Misteque, Misteque, 10/05/2009.
82. Andrea Dávila, 90 ans, sans position partisane, agricultrice et artisane, Misteque, 10/05/2009.
83. Yudith Dávila Gil, 30 ans, chaviste, ancienne agricultrice, promotrice de la MUCURATIVA et *vocera* de logement du CC de Misteque, Misteque, 17/05/2010.
84. Ligia Parra, 60 ans, sans position partisane, commissaire d'environnement du CC de Misintá et présidente de l'ACAR, Misintá, 21/04/2010.
85. Nidia Parra, 50 ans, chaviste, *consejala* de la municipalité Rángel, chargée des comités de travail environnement et éducation, membre du CC de Misintá, Misintá, 17/06/2009, 14/05/2010.
86. Nathaly Parra, 27 ans, sans position partisane, *vocera* de tourisme du CC de Misintá, Misintá, 16/04/2010.
87. Amanda Parra, 52 ans, chaviste, *vocera* de tourisme du CC et première présidente du comité d'arrosage des terres de Misintá, Misintá, 26/05/2010.
88. Lucía Rivera, 53 ans, chaviste, commission santé du CC de Misintá, Misintá, 31/05/2010.
89. Isabel (Yoly) Espinoza Rivera, 24 ans, positionnement partisan inconnu, musicienne de la communauté et *vocera* commission d'aide aux personnes handicapées, retraitées et précaires du CC de Misintá, Misintá, 30/05/2010.
90. Cesar Augusto Espinoza Ramirez, 38 ans, chaviste, membre de l'unité financière et coordinateur général du CC de Misintá, Misintá, 20/05/2010.
91. Alba Mary Santiago, 34 ans, chaviste, membre de l'assemblée citoyenne du de Misintá, Misintá, 06/06/2010.
92. Bladimir Balza Espinoza, 30 ans, chaviste, trésorier du comité d'arrosage des terres et *vocero* de tourisme du CC de Misintá, Misintá, 20/05/2010.
93. Aismery Pino, 33 ans, opposition, secrétaire du comité d'arrosage des terres et membre du CC de son quartier, 06/06/2010.
94. María Antonia Briceño de Espinoza, 40 ans, positionnement partisan inconnu, membre de l'assemblée citoyenne du CC de son quartier, Misintá, 12/06/2010.
95. Augusto Espinoza, 60 ans, positionnement partisan inconnu, chanteur de la communauté, ancien président du comité d'arrosage des terres et de l'association de voisins, membre de l'assemblée citoyenne du CC de son quartier, Misintá, 12/06/2010.
96. Zuleyka Zerpa Parra, 34 ans, positionnement partisan inconnu, commision d'éducation du CC de Misintá, Misintá, 05/06/2010.
97. Dionisio (el nuevo) Zerpa, positionnement partisan inconnu, membre de l'unité financière du CC de Misintá et membre du comité d'arrosage des terres, Misintá, 05/06/2010.
98. Carlos Rivera Ramirez, 40 ans, président du comité d'arrosage des terres et membre du CC de son quartier, Misintá, 09/06/2010.
99. Irene Sánchez, 44 ans, membre du réseau *mucuposadas* et coordinatrice générale du CC de son quartier, 13/06/2010.

**b. non enregistrés (prise de notes).**

100. Lalo (José Gerardo) Arismedi, 36 ans, président de la *junta parroquial* et membre du CC Cacute *casco*, Cacute, 12/04/2010, 26/06/2012.
101. Duly Andrade, 37 ans, chaviste, compagne de Lalo, promotrice de FONDEMI et membre du CC Cacute *casco*, Cacute, 13/04/2010, 26/06/2012.
102. Helena González, 35 ans, chaviste, secrétaire de la préfecture et membre du CC de Cacute

- casco*, Cacute, 05/04/2010, 27/06/2012.
103. Gregoria Perez de Lara, 52 ans, chaviste, ancienne préfete, *junta parroquial* et membre du CC de Cacute *casco*, Cacute, 27/06/2012.
  104. Miguel Angel Subarrán, 40 ans, positionnement partisan inconnu, coordinateur du CC de Cacute *casco* et responsable du musée *Santo niño* de Cacute, Cacute, 13/05/2010, 26/06/2012.
  105. Guillermina Albarrán de Paredes, 57 ans, sans position partisane, ancienne promotrice des CFP et *vocera* contraloria CC de son quartier, Mucuchies, 14/05/2010.
  106. Ligia Parra, 60 ans, sans position partisane, commissaire d'environnement du CC de Misintá et présidente de l'ACAR, Misintá, 09/05/2009, 29/06/2012.
  107. Amanda Parra, 52 ans, chaviste, *vocera* de tourisme du CC et première présidente du comité d'arrosage des terres de Misintá, Misintá, 29/06/2012.
  108. Nidia Parra, 50 ans, chaviste, *consejala* de la municipalité Rángel, chargée des comités de travail environnement et éducation, membre du CC de Misintá, Misintá, 09/05/2009, 28/06/2012.
  109. Max García, 55 ans environ, chaviste, commission électorale du CC, 20/05/2010.
  110. Luís David Peña Parra, 25 ans, chaviste, membre de l'unité financière du CC de Misintá, Misintá, 20/05/2010.
  111. Nathaly Parra, 27 ans, sans position partisane, *vocera* de tourisme du CC de Misintá, Misintá, 03/05/2009, 28/06/2012.
  112. Federico Keller, 42 ans, sans position partisane, membre de l'assemblée citoyenne et invité de la commission tourisme du CC de Misintá, Misintá, 16/04/2010.
  113. Berta Parra, 65 ans, chaviste, membre de l'assemblée citoyenne du CC de Misintá, Misintá, 06/05/2010.

## Responsables au sein d'institutions

### a. enregistrés

114. Balcley Pino, 30 ans environ, chargé du département de participation citoyenne de la mairie, Mucuchies, 08/05/2009.
115. Olides Ramírez, 40 ans environ, directeur du département d'éducation au niveau municipal de la mairie, Mucuchies, 08/05/2009.
116. Bulman Dávila, 40 ans environ, département d'agriculture de la mairie, Mucuchies, 11/05/2009.
117. Mayra Castellano, 30 ans environ, coordinatrice générale de BANMUJER dans l'état Mérida, Mérida, 25/03/2009.
118. Nancy Chacón, 50 ans environ, directrice du MPPMIG dans l'état Mérida, Mérida, 12/05/2010.
119. José Luís Trejo, 23 ans, promoteur coordinateur de FUNDACOMUNAL et du FFM, 08/05/2010.

### b. non enregistrés (prise de notes).

120. Elsy Trejo, 35 ans, chargée du département de participation citoyenne de la mairie de Mucuchies et membre du CC de Mistequé, Mucuchies, 15/04/2010.
121. Nancy Chacón, 50 ans environ, directrice du MPPMIG dans l'état Mérida, Mérida, 08/04/2009.
122. Yolimar Chacón, 45 ans environ, assistante de direction du MPPMIG dans l'état Mérida, Mérida, 08/04/2009.
123. Yudeima Chacón, 40 ans environ, *facilitadora* du MPPMIG dans l'état Mérida, Mérida, 13/04/2009.
124. Aura Palomares, 24 ans, coordinatrice de EFOSIG (rattachée au MPPMIG) dans l'état Mérida, Mérida, 14/04/2009, 11/05/2010.
125. Daney Mendoza, 30 ans environ, conseillère juridique du MPPMIG dans l'état de Mérida, Mérida, 17/04/2009.



126. Lery Avendaño, 50 ans environ, *facilitadora* du MPPMIG dans l'état Mérida, Mérida, 30/04/2009, 11/05/2010.
127. Nubia Roa, 30 ans environ, *facilitadora* du MPPMIG dans l'état Mérida, Mérida, 02/06/2009.
128. Carmen Urdaneta, 55 ans environ, présidente de l'IMMFA, Mérida, 04/05/2009.
129. Rosario Nava, 60 ans environ, vice-présidente de l'IMMFA, Mérida, 05/05/2009.
130. Lino Bautista, 30 ans environ, chargé du département de statistiques de l'IMMFA, Mérida, 05/05/2009.
131. Fabiola Villareal, 30 ans environ, médiatrice sociale entre l'IMMFA et les communautés, Mérida, 03/06/2009.
132. Rosalinda Barrios de Rojas, 60 ans environ, défenseuse des droits des femmes du MPPMIG dans l'état de Mérida, Mérida, 30/06/2009.
133. Delfina Delgado, 60 ans environ, coordinatrice de l'ONG CFP dans l'état de Mérida, Mérida, 03/06/2009, 12/05/2010.
134. Daniel Salas, 25 ans, promoteur de FUNDACOMUNAL, Mérida, 19/05/2009.
135. Membre de la fondation, « *Manitas para la Paz* » (défenseurs des droits des enfants, des adolescents et des femmes dans l'état de Mérida), 35 ans environ, Gavidia, 30/03/2009.
136. Carmen Teresa García, 60 ans environ, co-fondatrice de CEFORMAM, anthropologue de la ULA, Mérida, 21/05/2009, 07/06/2010, 22/06/2012.
137. Livia Marquez, 50 ans environ, centre de recherche HUMANIC, Mérida, 01/04/2009.

### 3- Entretiens Caracas, responsables au sein d'institutions

#### a. enregistrés

138. Magdalena Suárez, 55 ans environ, positionnement partisane inconnu, « sociologue pompier » qui travaille avec BANMUJER et le Centre communautaire de protection et de développement étudiant (Ministère d'éducation), 09/03/2009.

#### b. non enregistrés (prise de notes).

139. Mercedes Aguilar, 60 ans environ, directrice de communication de l'INAMUJER puis chargée des relations interinstitutionnelles du MPPMIG, 09/03/2009, 22/02/2010.
140. Carolina Acosta, 30 ans environ, département « régions et participation citoyenne » de l'INAMUJER puis du MPPMIG, 11/03/2009, 22/02/2010.
141. Isabel Ortega, 40 ans environ, service hémérothèque de l'INAMUJER, 09/03/2009.
142. Maite Moreno, 30 ans environ, coordinatrices de *Puntos de Encuentro* de l'INAMUJER, 10/03/2009.
143. Rosita Caldera, 55 ans environ, directrice des affaires publiques et chargée de communication de BANMUJER, 13/03/2009, 22/02/2010, 20/06/2012.
144. Laura Pecora, 30 ans environ, département de communication de BANMUJER, 10/03/2009.
145. Alba Carosio, 60 ans environ, directrice du CEM, 18/03/2009, 20/02/2010, 03/07/2012.
146. Gioconda Espina, 60 ans environ, ex présidente de la mission *Madres del barrio* et professeure, co-fondatrice du CEM et du département d'études de la femme (UCV), 18/03/2009, 20/02/2010, 10/07/2012.
147. Morelba Jiménez, 50 ans environ, ex représentante de l'UNFPA-Venezuela puis coordinatrice du programme des droits sociaux et des droits reproductifs du vice-ministère pour la protection des droits des femmes, 12/07/2012.

## 16- Liste des carnets participatifs

1. **Carnet participatif** de Nancy Moreno de Torrelles, Valencia, 2006, 47 p.
2. **Carnet participatif** de Carmen Rosa Rincón, Valencia, 2009, 11 p.
3. **Carnet participatif** de Gregoria Pérez de Lara, Mérida, 2009, 5p.
4. **Carnet participatif** de Lucrecia Avila, Valencia, 2010, 9p.
5. **Carnet participatif** de Miguel Ángel Sulbaran, Mérida, 2010, 15p.
6. **Carnet participatif** de Yudith Dávila, Mérida, 2010, 10 p.
7. **Carnet participatif** de Iraida Valentina Flores, Valencia, 2010, 16 p.
8. **Carnet participatif** d'Ana María Campero, Valencia, 2010, 16 p.
9. **Carnet participatif** d'Edilma Andrade, Mérida, 6 p.
10. **Carnet participatif** de Guillermina Albarrán, Mérida, 2009, 10 p.
11. **Carnet participatif** de Carmen Rivero de Oliveros, Valencia, 2009, 5 p.
12. **Carnet participatif** de Mercedes Alvarez, Valencia, 2006, 44 p.
13. **Carnet participatif** de María Vicenta Dávila, Mérida, 2010, 2 p.

## Tables

### CARTES

<b>Carte 1.</b> Pays, états et municipalités de l'enquête. ....	35
<b>Carte 2.</b> Etat Carabobo, municipalité Valencia, paroisses. ....	63
<b>Carte 3.</b> Etat Carabobo, Municipalité Valencia, paroisse Negro Primero. ....	104
<b>Carte 4.</b> Etat Mérida, Municipalité Rangel .....	110

### DOCUMENTS

<b>Document 1.</b> Revue BANMUJER, n°12, 9 <sup>ème</sup> anniversaire INAMUJER, 2008.....	159
<b>Document 2.</b> Classeur distribué par le MPPMIG.....	162
<b>Document 3.</b> Classeur distribué par le MPPMIG.....	162
<b>Document 4.</b> Dépliant de présentation de la BANMUJER version anglophone.....	162
<b>Document 5.</b> Revue BANMUJER, 6ème édition, n°18, juin 2008. ....	163
<b>Document 6.</b> « Territoires des émotions », document de travail de Magdalena Suarez .....	194
<b>Document 7.</b> « Pour une adolescence heureuse » du MPPMIG, Caracas, 2009. ....	199
<b>Document 8.</b> Caricature « <i>La Waika respondona</i> » de Maria Centeno.....	206
<b>Document 9.</b> Dépliants sur la loi contre les violences de genre dans le pays. ....	238
<b>Document 10.</b> Constitution illustrée, Institut de la femme (INAMUJER), 2004.....	239
<b>Document 11.</b> Dépliant sur la loi sur les Communes (2010). ....	242

### EXTRAITS

Extrait 1. <b>Carnet participatif</b> de Carmen Rosa Rincón, Valencia, 2009, 11 p. ....	102
Extrait 2. <b>Carnet participatif</b> de Lucrecia Avila, Valencia, 2010, 9p.....	107
Extrait 3. <b>Carnet participatif</b> de Gregoria Pérez de Lara, Mérida, 2009, 5p. ....	117
Extrait 4. <b>Carnet participatif</b> de Miguel Angel Sulbaran, Mérida, 2010, 15p.....	156
Extrait 5. <b>Carnet participatif</b> de Yudith Dávila, Mérida, 2010, 10 p.....	191
Extrait 6. <b>Carnet participatif</b> de Carmen Rosa Rincón, Valencia, 2009, 11 p. ....	196
Extrait 7. <b>Carnet participatif</b> de Nancy Moreno de Torrelles, Valencia, 2006, 47 p. ....	207



Extrait 8. <b>Carnet participatif</b> de Iraida Valentina Flores, Valencia, 2010, 16 p.....	211
Extrait 9. <b>Carnet participatif</b> Yudith Dávila, Mérida, 2010, p.8. ....	231
Extrait 10. <b>Carnet participatif</b> de Nancy Moreno de Torrelles, Valencia, 2006, 47 p. ....	300

## FIGURES

<b>Figure 1.</b> Structure du CLPP, 2002-2006 .....	60
<b>Figure 2.</b> Structure du CC, 2009.....	138

## PHOTOS

<b>Photo 1.</b> Atelier d'introduction au CLPP, Valencia, 2006. ....	75
<b>Photo 2.</b> Ecole Bolivarienne Las Palmitas, 2006.....	79
<b>Photo 3.</b> Assemblée citoyenne du CLPP de Valencia, école bolivarienne Las Palmitas, 2006. .....	80
<b>Photo 4.</b> Assemblée citoyenne du CLPP de Valencia, école bolivarienne Las Palmitas, 2006. .....	80
<b>Photo 5.</b> Paroisse Negro Primero, porte à porte pour le registre électoral, 2010. ....	104
<b>Photo 6.</b> Réunion de <i>patrullera.os</i> du PSUV, maison d'un voisin, 2010.....	106
<b>Photo 7.</b> La <i>abuela</i> Urbana et ses filles, petites filles et arrières petites filles, 2009. ....	118
<b>Photo 8.</b> La <i>abuela</i> Urbana Parra, 2009.....	118
<b>Photo 9.</b> María Vicenta devant un <i>Mintoy</i> , avec son t-shirt du PSUV, 2009. ....	119
<b>Photo 10.</b> Atelier de peinture, <i>Casa Comunal</i> , 2009. ....	122
<b>Photo 11.</b> Anniversaire du premier gisement d'eau récupéré par Ligia, 2010. ....	134
<b>Photo 12.</b> Offrande réalisée par Ligia Parra, 2010. ....	134
<b>Photo 13.</b> Ligia Parra participe au <i>comité de riego</i> de Mistequé, 2010.....	135
<b>Photo 14.</b> Adéquation du CC de Sta. Inés à la loi des CC de 2009, Valencia, 2010.....	147
<b>Photo 15.</b> Adéquation du CC de Sta. Inés à la loi des CC de 2009, Valencia, 2010.....	147
<b>Photo 16. (haut)</b> 17 août 2006.....	223
<b>Photo 17. (bas)</b> 5 novembre 2006 .....	223
<b>Photo 18.</b> Maigualida Marin, <i>barrio</i> las Palmitas, Valencia, 2006. ....	226
<b>Photo 19.</b> Assemblée citoyenne du CLPPV, discussion sur le passage des CLPP aux CC, Valencia, Juillet 2006. ....	235
<b>Photo 20.</b> Assemblée générale du CC Misintá, discussion sur les statuts de la LOCC (2009), Mérida, Juin 2010.....	235
<b>Photo 21.</b> Assemblée citoyenne CC Misintá, 2010. ....	274
<b>Photo 22.</b> Assemblée citoyenne CC Misintá, 2010. ....	274
<b>Photo 23.</b> Offrande de Ligia Parra, entourée des communautés de la municipalité, à la madre naturaleza. ....	287
<b>Photo 24.</b> Discours de remerciement: Panchito au premier plan, Ligia à droite et Augusto applaudit derrière.....	287
<b>Photo 25.</b> Casa del obrero, atelier du MPPMIG destiné aux luchadoras, Propatria, Caracas, 2009 (1). ....	306
<b>Photo 26.</b> Casa del obrero, atelier du MPPMIG destiné aux luchadoras, Propatria, Caracas, 2009 (2). ....	306
<b>Photo 27.</b> Portrait, la señora Irene de Becerra, chez elle, Valencia, 2009.....	316
<b>Photo 28.</b> Luz, sa petite fille et Maigualida, chez Luz, Valencia, 2010. ....	320
<b>Photo 29.</b> Carnet du CLPP de Miguel Jhonge, Valencia, 2010.....	343
<b>Photo 30.</b> Portrait chez Miguel Jhonge, Valencia, 2010. ....	343
<b>Photo 31.</b> Papel de reconocimiento du CLPP pour Miguel Jhonge, Valencia, 2008. ....	344

<b>Photo 32.</b> Gravure sur cuir, <i>Reconocimiento</i> du Comité de riego pour Ligia Parra, Mérida 2006. ....	346
<b>Photo 33.</b> Dispensaire misión barrio adentro, Negro Primero, Valencia, 2010. ....	355
<b>Photo 34.</b> Affiche sur le mur de FUNDACOMUNAL, Valencia, 2010. ....	361

## PHOTOS PARTICIPATIVES

<b>Photo participative 1.</b> Coopérative de pâtisserie <i>Sto Niño</i> de Cacute/ Gregoria Pérez de Lara/ Cacute, Mérida. ....	149
<b>Photo participative 2.</b> Réunion d'utilisatrices de BANMUJER/ Carmen Rivero de Oliveros/ Las Palmitas, Valencia. ....	149
<b>Photo participative 3.</b> Les cuisinières de la cantine populaire/ Carmen Rivero de Oliveros/ Las Palmitas, Valencia. ....	149
<b>Photo participative 4.</b> Le fils de Guillermina laboure leur champ/ Guillermina Albarrán/ Misigúa, Mérida. ....	149
<b>Photo participative 5.</b> Les plus jeunes enfants d'Edilma se prennent en photo/ Edilma Andrade/ Mistique, Mérida. ....	150
<b>Photo participative 6.</b> Guillermina garde son petit fils dans leur jardin/ Guillermina Albarrán/ Misigúa, Mérida. ....	150
<b>Photo participative 7.</b> Le mari avec une bénéficiaire de la pension d'invalidité/ Gregoria Pérez de Lara/ Cacute, Mérida. ....	151
<b>Photo participative 8.</b> Le mari de Carmen prépare à manger/ Carmen Rivero de Oliveros/ Las Palmitas, Valencia. ....	151
<b>Photo participative 9.</b> . Fête des mères à Sta. Inés/ Carmen Rosa Rincón/ Santa Inés, Valencia. ....	153
<b>Photo participative 10.</b> Char de la communauté pour la fête de San Isidro/ Guillermina Albarrán/ Mucuchies, Mérida. ....	153
<b>Photo participative 11.</b> Cayapa suite à l'inondation de l'école de Cacute/ Gregoria Pérez de Lara/ Cacute, Mérida. ....	153
<b>Photo participative 12.</b> Réunion du CC dans la casa comunal/ Miguél Angel Sulbarrán/ Cacute, Mérida. ....	153
<b>Photo participative 13.</b> Grand père, père et fille, fêtent la vierge de Mucuchies/ Miguel Angel Sulbarrán/ Mucuchies, Mérida. ....	154
<b>Photo participative 14.</b> Miguel pose au Musée Santo niño de Cacute/ Miguel Angel Sulbarrán/ Cacute, Mérida. ....	154
<b>Photo participative 15.</b> Edilma en cours du soir/ Edilma Andrade/ Mucuchies, Mérida. ...	157
<b>Photo participative 16.</b> Edilma révise le soir, chez elle/ Edilma Andrade/ Mistique, Mérida. ....	157
<b>Photo participative 17.</b> Réunion de usuarias de BANMUJER/ Carmen Rivero/ Valencia/ 2009. (n°17).....	307
<b>Photo participative 18.</b> Portrait devant le panneau casa de alimentación/ Carmen Rivero/ Valencia/ 2009 (n°18) .....	307

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>12</b>
<b>PREMIERE PARTIE. Le bouleversement participatif: fabrication de la politique</b>	
<b>Chapitre 1. Politique et relations interpersonnelles : participation locale et territoires quotidiens</b> .....	<b>31</b>
<b>1.1. Enquêter au Venezuela : « pour » ou « contre » Chávez ?</b> .....	<b>32</b>
Retour au pays natal : de la bi-polarisation politique à la recomposition des liens sociaux.....	32
Entre réflexivité et demande de justification.....	34
Confiance et méfiance en contexte d'ébullition politique.....	37
Travailler avec les <i>luchadoras</i> de tout bord politique : la difficile place de l'engagement sans militance.....	41
Ecrire en France et diachronie : apports à l'étude d'un terrain polarisé.....	43
<b>1.2. Faire place à l'émotionnel pour saisir les effets de la participation politique locale : ajustements méthodologiques</b> .....	<b>44</b>
Ethnographier le quotidien pour comprendre les effets de la territorialisation de la participation.....	44
Evolution des trajectoires, des intentionnalités et des imaginaires : entretiens semi-directifs doubles et longitudinaux.....	47
L'analyse-multi-niveaux pour saisir l'enjeu multidimensionnel de la participation politique.....	49
Carnets intimes et photographies participatives : outils pour analyser le tournant affectif.....	50
<i>Les carnets : entre autobiographie et description de l'expérience participative</i> ..	53
<i>La participation photographiée au quotidien</i> .....	54
<b>Conclusion</b> .....	<b>55</b>
<b>Chapitre 2. Les CLPP et « l'inclusion excluante » des femmes en politique (2002-2006)</b>	<b>57</b>
<b>2.1. Une participation multi scalaire</b> .....	<b>58</b>
CLPP : organisation municipale pour la planification.....	58
CLPP de Valencia : un terrain en mouvement.....	61
Valencia : d'une mairie d'opposition à une mairie chaviste.....	68
<b>2.2. Pouvoir citoyen ou l'idée de co-gestion</b> .....	<b>72</b>
Fonction des <i>voceras</i> .....	72
Ateliers et assemblées citoyennes: participation et politisation.....	74
Apprendre à maintenir les rôles de sexe.....	81
Division spatiale de la participation : projets façonnés par l'appartenance de genre....	84
Neutraliser la politique et travailler pour la communauté : Les CLPP, un lieu de refuge.....	88
Les femmes collaborent et les hommes font de la politique.....	90
<b>Regard critique</b> .....	<b>94</b>
<b>Chapitre 3. Les CC un changement d'échelle favorable aux femmes (2006-2009)</b> .....	<b>98</b>
<b>3.1. Une approche micro-locale</b> .....	<b>99</b>
Retour sur Valencia : les CC, de la municipalité au quartier.....	99
<i>Santa Inés : le CC, le quartier et la maison « de » Carmen Rosa</i> .....	101
<i>Paroisse Negro Primero : une fenêtre rurale à Valencia</i> .....	104
Du <i>barrio</i> au <i>páramo</i> : activisme ancien de femmes mobilisées dans la municipalité Rángel de Mérida (2006).....	108
<i>CC de Cacute : entre cooptation et tremplin participatif</i> .....	113
<i>CC de Misteque : affaibli par le personnalisme mais forte dynamique locale</i> ...	119
<i>CC de Misintá : héritier d'une participation historique et d'un leadership féminin</i> .....	126
<b>3.2. Pouvoir populaire ou la construction des « autogouvernements communautaires »</b> .....	<b>137</b>
CC dès 2009 : sectarisme partisan officiel, pluralisme pragmatique dans les faits....	137
De la Cité au foyer : CC et micro-localisation de la participation.....	142
Matrice libérale d'Etat et autorité politique des femmes.....	146

Activités photographiées : la participation politise le quotidien .....	148
<i>Le travail rémunéré</i> .....	149
<i>La famille : les maris, les enfants et petits-enfants</i> .....	150
<i>Les activités communautaires et culturelles</i> .....	153
<i>Les activités religieuses</i> .....	154
<i>Les études</i> .....	157
<b>Conclusion</b> .....	<b>158</b>
<b>Chapitre 4. « Sans féminisme il n’y a pas de socialisme » : féminisme d’Etat et classes populaires (2009-2012)</b> .....	<b>159</b>
4.1. Re-signification des rôles de sexe et du rapport à l’Etat .....	161
4.2. Une dignification des femmes .....	165
4.3. Développement des conditions possibles de l’opposition : récupération du discours sur l’identification aux femmes.....	167
<b>Conclusion</b> .....	<b>170</b>
<b>Conclusion de la première partie</b> .....	<b>171</b>
<b>DEUXIEME PARTIE. Participation des femmes et système de genre en politique.....</b>	<b>172</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>173</b>
<b>Chapitre 5. Devenir <i>luchadora social</i></b> .....	<b>175</b>
<b>5.1. Conditions de vie et trajectoires qui motivent la participation des femmes</b> .....	<b>176</b>
Des 30-50 ans et adolescentes de 15 ans et plus .....	176
Un niveau d’étude qui a changé dans le temps.....	177
La rhétorique de la nécessité .....	180
Migration et lutte pour l’amélioration des conditions de vie .....	182
Culture politique familiale et passé participatif.....	186
Résilience et religion : aider pour s’aider.....	187
<b>5.2. De l’assignation sociale de genre à la participation locale</b> .....	<b>196</b>
Sexualité et reproduction : la maternité entre désir et devoir des femmes.....	196
Femmes, habitat et participation : le local comme extension de la vie quotidienne ..	203
Engagement local, travail domestique et travail rémunéré .....	206
<i>Le temps des femmes est « autre »</i> .....	206
<i>Le local et la régulation des territoires quotidiens</i> .....	210
Une persévérance sexuée : impact d’une citoyenneté masculinisée .....	213
Participer pour « sortir la tête de la serpillière et de la nourriture » .....	217
Se mobiliser pour garantir un avenir aux enfants.....	218
<b>Conclusion</b> .....	<b>219</b>
<b>Chapitre 6. Maternité politique et pouvoir populaire : les femmes en action</b> .....	<b>221</b>
<b>6.1. Territoires quotidiens et valorisation des compétences des femmes</b> .....	<b>222</b>
Construction d’une capacité d’action des femmes dans la durée .....	222
Au delà des intérêts pratiques et stratégiques : les intérêts « nécessaires » .....	228
De la mobilisation de mères à la conscience de genre .....	231
Capabilisation des femmes et institutionnalisation de l’informel : émergence d’un pouvoir politique .....	235
Conseils Communaux : discours et pratiques alignées sur le genre féminin .....	237
<b>6.2. Entre individuation et individualisation</b> .....	<b>240</b>
La totalisation du social valorise l’action politique des femmes.....	240
L’acquisition d’une surface sociale : les réaménagements du féminin .....	243
Les femmes-mères se constituent en sujets politiques individualisées .....	245
La participation provoque une politisation irréversible.....	247
La construction de soi : bataille intérieure ou conflit social ?.....	249
<b>Conclusion</b> .....	<b>251</b>
<b>Chapitre 7. <i>Empoderamiento</i> des femmes en contexte matricentré: les tensions de l’émancipation</b> .....	<b>253</b>
<b>7.1. Le pluralisme des rôles : plus qu’un changement de casquette</b> .....	<b>254</b>
Services publics ambulants.....	254
Au-delà du statut de dirigeantes .....	256
Les risques de la politique au quartier.....	258
<b>7.2. Participation politique, conflits domestiques</b> .....	<b>260</b>

Un détachement partiel du travail domestique .....	260
Le rappel du contrat conjugal .....	264
Ajustements dans leur rapport aux hommes .....	265
Division familiale entre chavistes et opposants : le cas de la <i>señora</i> Irene.....	268
<b>7.3. Le foyer comme ressource .....</b>	<b>271</b>
Emergence ou demande d'une participation familiale .....	271
Une activité valorisée par la famille .....	272
Les 15-35 ans : un nouvel équilibre de genre en construction .....	274
<b>Conclusion.....</b>	<b>276</b>
<b>Conclusion de la deuxième partie .....</b>	<b>278</b>

**TROISIÈME PARTIE. L'ère de la participation ou le temps genré des subalternes en politique..... 280**

**Introduction .....** 281

**Chapitre 8. Micro basculement des rapports de genre : changements des représentations du féminin .....** 286

**8.1. La participation : un renversement de la subalternité des femmes.....** 287

Ligia Parra : de la subordination à la possession de soi par l'action locale .....

    « *La mujer de las nacientes* » : être dans l'action, au delà des représentations de genre .....

*Le prix du pouvoir social : la question de l'autonomie sexuelle des femmes au Venezuela.....*

Faire aboutir un projet : apprentissages et satisfaction d'un long combat .....

Démocratie Participative : visibilité et circulation des trajectoires de femmes leaders .....

Auto perception du changement individuel : la fierté des luchadoras.....

Projections individuelles .....

*Se sentir leader .....*

*Une femme présidente .....*

**8.2. Les mutations du paradigme féminin et pouvoir .....** 317

Rupture avec les représentations du consensus passif féminin .....

Entre calcul coût-bénéfice et désir : la participation comme pouvoir .....

Participation locale et militance partisane .....

**Conclusion.....** 336

**Chapitre 9. Construire l'intime à l'extérieur : la politique de la participation comme dignification des classes populaires .....** 338

**Introduction .....** 338

**9.1. Pouvoir Populaire et structures de participation locale : le peuple protagoniste ...** 339

La participation : entre appropriation du territoire et appropriation de soi .....

Prestige et reconnaissance au cœur de la participation .....

Le droit à la gestion des ressources et la culture de droit.....

La participation comme motivation et levier de l'ascension sociale.....

**9.2. Des imaginaires politiques en mouvement.....** 360

Changement des rapports gouvernants-gouvernés .....

*Identification à Chávez et participation .....*

    « *El país debe girar en torno a nosotros* » .....

**Conclusion.....** 368

**Conclusion de la troisième partie.....** 370

**CONCLUSION. La participation locale comme politique de l'expérience quotidienne .....** 371

**Bibliographie.....** 376

**Annexes .....** 400

**Tables.....** 420

**Résumé.....** 426

## RÉSUMÉ

### **Participation, politisation et rapports de genre : changement social en milieu populaire (Venezuela, 2002-2012)**

Cette thèse porte sur le rapport des femmes au politique, étudié à travers le prisme de la participation locale des classes populaires. Au Venezuela, sous les gouvernements Chávez, la volonté étatique de favoriser la participation locale et de lutter contre les inégalités de genre, croise et rend visible des dynamiques et des trajectoires individuelles d'acteurs ordinaires, qui sont en majorité des femmes. La politique bolivarienne de la participation se réalise à partir de l'expérience quotidienne et des relations interpersonnelles. Les structures étatiques locales que sont les Conseils Locaux de Planification Publique et les Conseils Communaux articulent ainsi espace public et espace privé. Dans ce pays matrifocal, la pratique de cette politique territorialisée permet aux femmes des classes populaires de transformer leur autorité en une ressource politique qui est désormais reconnue et institutionnalisée. Ce processus modifie le rapport à soi, à la famille, à la communauté, mais aussi au pouvoir institué, allant jusqu'à transformer les rapports gouvernants-gouvernés. Fruit de sept années de recherche et de près de deux ans de terrain, cette thèse allie les techniques classiques de l'enquête sociologique à de nouveaux outils révélant l'importance du tournant affectif induit par l'expérience participative dans la vie des enquêtés.

**Mots clefs :** Citoyenneté, Chávez, Classes Populaires, Démocratie participative, Femmes, Genre, Local, Participation, Pouvoir, Venezuela, Vie Quotidienne.

### ***Participation, Politicization and Gender Relations : Social Change in Popular Background (Venezuela, 2002-2012)***

*This PhD dissertation is about women's relations to politics, viewed from the perspective of the popular background's local participation. During the Chavez's governments in Venezuela, the State's will to favour local participation and fight against gender's inequalities allows ordinary actors' dynamics and individual paths to meet and in the meantime, to make them visible. These actors occur to be mostly women. The Bolivarian participation politics is performed from the daily experience and interpersonal relationship. The local State institutions - that are the Consejos Locales de Planificación Pública and the Consejos Comunales - intertwine public and private space. In this matrifocal country, this territorialized politics allows women from popular background to convert their authority into a political resource that has been acknowledged and institutionalized. This process changes the relationships to oneself, to the family and the community but to the institutionalized power as well, going as far as to transform relationships between the ruling classes and the ones who are ruled by them. Based on a seven years research and a two years fieldwork, this PhD dissertation associates sociological studies' classic techniques and new tools revealing the importance of the affective turn brought by the participative experience in the interviewees's life.*

**Keywords :** *Citizenship, Chávez, Participatory Democracy, Popular Background, Women, Gender, Local Scale, Participation, Politics, Power, Venezuela, Daily Life*